



**HAL**  
open science

# Une nouvelle gauche radicale : analyse comparative des transformations de la famille partisane de la gauche radicale européenne au XXI<sup>ème</sup> siècle : (2000-2017)

Alan Confesson

## ► To cite this version:

Alan Confesson. Une nouvelle gauche radicale : analyse comparative des transformations de la famille partisane de la gauche radicale européenne au XXI<sup>ème</sup> siècle : (2000-2017). Science politique. Université Grenoble Alpes, 2019. Français. NNT : 2019GREAH005 . tel-02361130

**HAL Id: tel-02361130**

**<https://theses.hal.science/tel-02361130v1>**

Submitted on 13 Nov 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## THÈSE

Pour obtenir le grade de

### **DOCTEUR DE LA COMMUNAUTE UNIVERSITE GRENOBLE ALPES**

Spécialité : **Science Politique**

Arrêté ministériel : 25 mai 2016

Présentée par

**Alan CONFESSON**

Thèse dirigée par **Pierre BRÉCHON**, Professeur des universités  
en science politique, Sciences Po Grenoble

préparée au sein du **Laboratoire Pacte**  
dans l'**École Doctorale Sciences de l'Homme, du Politique et  
du Territoire**

## Une nouvelle gauche radicale

*Analyse comparative des transformations de la famille partisane  
de la gauche radicale européenne au XXI<sup>ème</sup> siècle (2000-2017)*

Thèse soutenue publiquement le **8 février 2019**,  
devant le jury composé de :

**M. Dominique ANDOLFATTO**

Professeur des universités en science politique, Université de Bourgogne  
(Credespo), Rapporteur

**M. Jean-Michel DE WAELE**

Professeur en science politique, Université Libre de Bruxelles (Cevipol),  
Rapporteur

**M. Christophe BOUILLAUD**

Professeur des universités en science politique, Sciences Po Grenoble  
(Pacte), Président du jury

**M. Pierre BRÉCHON**

Professeur des universités en science politique, Sciences Po Grenoble  
(Pacte), Directeur de la thèse, Membre

**M. Frédéric GONTHIER**

Maître de conférences en science politique, habilité à diriger des  
recherches, Sciences Po Grenoble (Pacte), Membre

**M<sup>me</sup> Annie LAURENT**

Directrice de recherche émérite au CNRS, Université de Lille (Ceraps),  
Membre





# Remerciements

C'est peu dire qu'une page de ma vie se referme avec la fin de la rédaction de ce manuscrit. Au cours de cette longue période, j'ai pu recevoir le soutien et l'aide de nombreuses personnes. Au cours de ces sept années, j'ai toujours pu compter sur l'intérêt porté par mes amis et mes proches à mon travail. Du fond du cœur, merci à toutes et tous.

Je tiens avant tout à remercier très chaleureusement mon directeur de thèse, Pierre Bréchon, sans qui cette thèse ne serait probablement jamais arrivée à son terme. Sa patience, sa disponibilité et sa détermination à m'accompagner jusqu'au bout ont été très précieux dans l'accomplissement de mon travail.

J'adresse un clin d'œil amical à trois de mes anciens collègues doctorants aujourd'hui docteurs, Fabien Escalona, Simon Labouret et Kevin Brookes : dans des registres divers, nos échanges captivants ont toujours contribué à enrichir mes points de vue et mes connaissances théoriques. Plus largement, je remercie tous les doctorants et chercheurs du laboratoire PACTE avec lesquels j'ai pu échanger, toujours de manière enrichissante, pendant ces sept années. Je n'oublie pas mon séjour au CEVIPOL et à l'Université Libre de Bruxelles au cours duquel j'ai pu nouer de précieux contacts avec Jean-Michel De Waele, Jean-Benoît Pilet, Mathieu Vieira et Regis Dandoy. Enfin comment pourrais-je ne pas citer dans cette page de remerciements Pierre Martin, qui m'a mis le pied à l'étrier en matière de recherche en Science politique, notamment en encadrant mon parcours de deuxième cycle.

Je remercie également mes collègues de la municipalité grenobloise : notre aventure collective à bouleversé le parcours que je pensais avoir tracé pour ma vie, mais vous n'avez eu de cesse de me soutenir et me convaincre d'aller jusqu'au bout, acceptant de sous-traiter les aspects les plus prenants de mon mandat au moment décisif. Je ne l'oublierai pas.

Je remercie enfin ma famille et en particulier mes parents pour leur soutien et leur exigence à mon égard : je sais que les aléas de mon parcours ont suscité en eux bien des inquiétudes ! Merci enfin à Emilie, qui a toujours fait preuve d'une patience et d'un soutien sans limites tout au long de cette épreuve à mes côtés. Je sais que ça n'a pas toujours été toujours facile.



# Table des matières

Remerciements.....	1
Table des matières .....	3
Introduction générale.....	6
Partie I – Cadre théorique .....	12
Chapitre 1 – Les apports de la littérature scientifique sur les partis politiques et leurs évolutions .....	13
1. Les partis en tant que « parties » d’un système en constantes évolutions .....	13
2. Le changement partisan à travers ses origines et ses conséquences .....	34
Chapitre 2 – La gauche radicale européenne et ses transformations .....	40
1. Préliminaire épistémologique, de quoi « gauche radicale » est-il le nom ?.....	40
2. La gauche radicale européenne en tant que famille partisane.....	49
Chapitre 3 – Une analyse comparée des recompositions de la gauche radicale européenne .....	76
1. Le cadre de la thèse : définition du terrain d’investigation.....	76
Partie II – Etudes de cas.....	92
Chapitre 1 - Die Linke en Allemagne, une greffe qui peine à prendre .....	94
1. Parcours historique .....	94
2. Organisation.....	111
3. Positionnements dans le système politique allemand .....	118
4. Orientations programmatiques .....	121
5. Synthèse : un parti tiraillé par ses contradictions .....	125
Chapitre 2 - Syriza en Grèce, de la coalition des gauches contestataires à la gestion gouvernementale de l’austérité .....	127
1. Parcours historique .....	127

2. Organisation.....	159
3. Positionnements au sein du système partisan.....	166
4. Orientations programmatiques .....	170
5. Synthèse : de la coalition à la machine électorale centralisée.....	178
Chapitre 3 - Le Bloc de gauche portugais, de la coalition « post-matérialiste » à la lutte contre l'austérité européenne.....	181
1. Parcours historique .....	181
2. Organisation.....	198
3. Position au sein du système partisan.....	204
4. Orientations programmatiques .....	207
5. Synthèse : un parcours tortueux, une plasticité à toute épreuve.....	216
Chapitre 4 – Podemos en Espagne, du « parti-mouvement » antisystème à la coalition des gauches ?.....	220
1. Parcours historique .....	220
2. Organisation.....	237
3. Positionnements dans le système politique espagnol.....	245
4. Orientations programmatiques .....	248
5. Synthèse : un cas original au sein de la famille de la gauche radicale.....	254
Chapitre 5 – Emergence et enracinement d'une nouvelle gauche radicale.....	259
1. L'évolution du projet : convergence éco-keynésienne, progressiste, altermondialiste et modérément eurosceptique .....	259
2. L'évolution des organisations internes des partis .....	269
3. Une « nouvelle » gauche radicale.....	287
Partie III – Analyses électorales.....	317
Chapitre 1 – Les électeurs de Die Linke .....	319
1. Analyse géographique du vote Die Linke .....	320

2. Analyse sociologique du vote Die Linke.....	334
3. Analyse des transferts d'électeurs.....	339
Chapitre 2 – Les électeurs de Syriza .....	346
1. Analyse géographique du vote Syriza.....	346
2. Analyse sociologique du vote Syriza.....	359
3. Analyse des transferts d'électeurs.....	365
Chapitre 3 - Les électeurs du Bloc de gauche .....	371
1. Analyse géographique : une répartition des suffrages en évolution .....	371
2. Analyse sociologique du vote Bloc de gauche .....	384
Chapitre 4 - Les électeurs de Podemos.....	389
1. Analyse géographique : des bastions dans les grandes villes et les régions périphériques .....	390
2. Analyse sociologique du vote Podemos.....	401
3. Analyse des transferts d'électeurs.....	406
Chapitre conclusif – Bilan des analyses électorales.....	410
1. Bilan des évolutions de la taille de la coalition électorale de la nouvelle gauche radicale .....	410
2. Bilan des évolutions de la géographie électorale de la nouvelle gauche radicale.....	412
3. Bilan des évolutions de la sociologie électorale de la nouvelle gauche radicale .....	415
4. Bilan des évolutions des parcours électoraux des électeurs de la nouvelle gauche radicale .....	417
Conclusion générale.....	420
1. Les principaux enseignements de la thèse.....	420
2. Les apports de la thèse à la recherche.....	425
3. Les prolongements possibles .....	429
BIBLIOGRAPHIE .....	433



## Introduction générale

*« Nous souhaitons protéger les 99 % de la société qui ont été pillés par le Mémoirendum, et retrouver les 1 % qui recourent systématiquement à l'évasion fiscale pour les faire payer »<sup>1</sup>*

**- Alexis Tsipras, président de Syriza**

*« Cette caste de privilégiés qui prend les décisions et qui mène en dépit de la crise un train de vie scandaleux n'est jamais affectée par les coupes budgétaires, contrairement à la majorité des citoyens [...] La brèche qui sépare les représentants des représentés se creuse chaque fois que la société découvre qu'un privilégié qui exige aux autres citoyens des sacrifices gagne de l'argent d'une façon illégale ou socialement illégitime »<sup>2</sup>*

**- Pablo Iglesias, secrétaire général de Podemos**

*« Where there are billionaires, there is no democracy. No person can earn a billion. A billionaire contradicts the basic Enlightenment idea that wealth is the result of labor »<sup>3</sup>*

**- Oskar Lafontaine, ancien co-président de Die Linke**

---

<sup>1</sup> Donatella della Porta, Joseba Fernandez, Hara Kouki, Lorenzo Mosca, *Movement parties against austerity*, Polity Press, Cambridge, 2017, p. 108.

<sup>2</sup> Pablo Iglesias, *La démocratie contre Wall Street*, Edition des Arènes, Paris, 2015, pp. 220-223.

<sup>3</sup> Oskar Lafontaine, « A better Europe is possible », entretien avec Leandros Fischer pour *Jacobin*, 30 mars 2015, <<https://www.jacobinmag.com/2015/03/oskar-lafontaine-interview-die-linke>>

Les trois citations choisies en préambule de cette introduction ont une portée symbolique importante. Prononcées par trois dirigeants politiques ayant considérablement influencé les processus de transformations de la gauche radicale européenne, elles sont aussi la manifestation de changements de discours ayant pour objectif de fédérer les électeurs au-delà de ceux souhaitant promouvoir une gauche « plus à gauche ». A l'heure des campagnes électorales menées tambours battants par les médias audiovisuels de masse et les réseaux sociaux sur Internet, accordant une importance croissante à l'aura des leaders, les discours condensés et efficaces sont devenus une véritable arme de mobilisation massive.

Cette thèse est introduite par deux questions préliminaires. Il s'agit d'une part de s'interroger sur l'utilité d'une nouvelle étude consacrée aux partis politiques. Et d'autre part de justifier le choix de la famille partisane de la gauche radicale européenne comme terrain d'investigation pour la conduite de cette étude.

### ***Pourquoi étudier les partis politiques aujourd'hui ?***

Depuis les travaux des grands penseurs de la théorie des partis et du phénomène partisan, les partis politiques et les rapports qu'ils nouent entre eux et avec les institutions ont connu des évolutions. Les grands clivages structurant les familles de partis tels que théorisés par Seymour M. Lipset et Stein Rokkan<sup>4</sup> ont été concurrencés par de nouveaux, entraînant un « dégel » des grandes alternatives partisans<sup>5</sup>. Le modèle du « parti-cartel » de Richard S. Katz et Peter Mair<sup>6</sup> est de plus en plus mis en cause par l'apparition de nouveaux partis contestant ce cartel des partis de gouvernement ou par la percée de partis plus anciens contestant tout autant ce cartel.

Le XXI<sup>e</sup> siècle est en effet celui de la déstabilisation des systèmes politiques, des systèmes partisans, voire des régimes politiques. Les partis de gouvernement traditionnels, en

---

<sup>4</sup> Seymour M. Lipset, Stein Rokkan, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2008. Edition originale : *Cleavage structures, party systems, and voter alignments: cross-national perspectives*, The Free Press, 1967.

<sup>5</sup> André-Paul Frogner, « Partis et clivages en Belgique : l'héritage de S.M. Lipset et S. Rokkan », in Pascal Delwit, Jean-Michel De Waele (dir), *Les partis politiques en Belgique*, Éditions de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 2<sup>e</sup> édition, 1997, pp. 257-265.

<sup>6</sup> Richard S. Katz, Peter Mair, « La transformation des modèles d'organisation et de démocratie dans les partis, l'émergence du parti-cartel », in. Yohann Aucante, Alexandre Dézé, *op.cit.*, pp. 35-64. Edition originale : « Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party », in. *Party politics*, 1.1, 1995.

particulier sociaux-démocrates et conservateurs, connaissent un affaiblissement croissant<sup>7</sup>, tandis que de nouvelles alternatives partisans apparaissent, se structurent, s'enracinent en un temps record. Des choses qui paraissaient impensables ne serait-ce que cinq ans avant qu'elles se produisent deviennent de vibrantes manifestations de ce nouvel ordre politique européen, de la victoire d'Alexis Tsipras et de son parti Syriza en Grèce en 2015 à la surprenante coalition gouvernementale Mouvement 5 étoiles/Ligue du nord en Italie en 2018, en passant par la victoire d'Emmanuel Macron en France après élimination du second tour des partis qui jusqu'ici structuraient l'alternance – le PS et Les Républicains – ou la flambée du vote d'extrême-droite en Allemagne.

Il est donc pertinent d'étudier les partis politiques aujourd'hui. Cela a probablement rarement été aussi pertinent depuis la consolidation des démocraties libérales occidentales, tant les bouleversements sont nombreux et profonds. Dans ce contexte, le rôle du politiste, en tant qu'éclairer et défricheur, est fondamental.

### *Pourquoi s'intéresser à la gauche radicale aujourd'hui ?*

Confrontée à la crise du modèle soviétique puis à l'effondrement des républiques socialistes soviétiques et des régimes qui y étaient liés au début des années 1990, la gauche radicale, longtemps dominée par les partis communistes, a connu une crise importante qui l'aura longtemps affaiblie. Les partis composant cette famille partisane doivent se contenter de résultats électoraux en baisse, les recompositions sont nombreuses, les tentatives de reconversion débouchent sur des succès d'intensité variable. Au début des années 2000, la « fin de l'histoire » économique, théorisée avec la disparition des régimes soviétiques<sup>8</sup>, semble plausible et la plupart des systèmes partisans d'Europe se polarisent autour de sociaux-démocrates reconvertis et de partis de droite libéral-conservatrice, un dualisme tout au plus perturbé par l'irruption de la droite radicale.

Pourtant, alors que le statut paradigmatique du néolibéralisme ne lui permet pas d'occulter la persistance de fortes inégalités sociales dans les sociétés développées, et que les enjeux

---

<sup>7</sup> Pierre Martin, « Le déclin des partis de gouvernement en Europe », in. *Commentaire*, n°143, 2013/3, pp. 542-554.

<sup>8</sup> Jean-Paul Fitoussi, « La fin de l'Histoire (économique) », in. *Revue de l'Office*, n°102, Les éditions du Net, Saint-Ouen, 2007/3, pp. 125-135.

relevant des revendications exprimées par les nouveaux mouvements sociaux gagnent du terrain dans l'opinion, un espace politique semble s'être dégagé pour une nouvelle gauche radicale. Finalement, une « fenêtre d'opportunité » apparaît au plus fort de la longue dépression engagée en 2008 avec une crise économique et financière particulièrement intense : les systèmes partisans sont déstabilisés, les partis de gouvernement traditionnels, incapables d'apporter d'autres réponses à la dégradation des comptes publics que des cures d'austérité budgétaires, subissent un affaiblissement croissant et de nouveaux partis font irruption ou percent après bien des années de marginalité. Parmi eux, les partis de la gauche radicale occupent une place de choix, réalisant des percées électorales jamais vues depuis les grandes heures du communisme européen, voire jamais vues tout court. L'arrivée au pouvoir en Grèce de Syriza, la Coalition de la gauche radicale, suite aux élections législatives de 2015 ainsi que la percée du parti Podemos en Espagne sont les exemples les plus emblématiques de ce surprenant revival.

Mais les deux exemples précités ne sont pas les seules manifestations de ce retour en force de la gauche radicale sur le vieux continent. En Allemagne, en Belgique, en France, en Irlande, en Islande, en Slovaquie ou au Portugal, la gauche radicale connaît des poussées électorales, atteignant bien souvent des niveaux là aussi inédits. Dans les pays dans lesquels elle est traditionnellement bien implantée, si elle ne perce pas, elle demeure un acteur important de la vie politique et parlementaire, notamment à Chypre, en République tchèque, en Finlande, en Suède. Il est donc pertinent d'interroger le phénomène : pourquoi ce retour en force des partis de la gauche radicale ? Quelles en sont les causes ? Qui sont les acteurs partisans de ce renouveau ?

Apporter des réponses à ces questions ne peut que passer par une analyse comparative. En considérant plusieurs cas évoluant dans des environnements différents, la pertinence des réponses apportées s'accroît, en particulier lorsqu'il s'agit de mettre en évidence des traits communs aux cas comparés.

### *Objectifs de la thèse et questions de recherche*

La thèse se fixe comme objectif de répondre à deux questions ayant structuré sa rédaction :

1/ pourquoi la gauche radicale européenne se transforme-t-elle, quels sont les facteurs provoquant cette transformation en incitant ses dirigeants à l'opérer, et quelle est la nature de ces transformations ?

2/ quels sont les objectifs et les attendus de ces transformations, et comment se traduisent-elles par le ralliement de nouveaux électeurs dans le cadre des échéances électorales ?

Nous partons en effet du principe qu'un parti ne se transforme pas en vain. S'il amende son identité, son projet, ses discours ou le mode de fonctionnement de son organisation, c'est qu'il escompte franchir un cap dans son développement. L'objectif fixé peut-être la survie face à l'obsolescence de son projet du fait de changements de l'environnement dans lequel il évolue. Mais cela peut aussi être l'élargissement de sa coalition électorale en tirant profit, justement, de ces changements environnementaux.

L'analyse comparative qui structure la thèse permet de répondre à ces questions par l'analyse de trajectoires diversifiées<sup>9</sup> au niveau d'un nombre réduit de cas – quatre – sur une période courte – 2000-2017 – et c'est sans doute là la principale originalité de notre travail. Nous partons en effet du postulat que les changements affectant les partis politiques ont lieu, au XXIème siècle, selon un rythme et avec des proportions sans commune mesure depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. D'où la nécessité de concevoir des méthodes analytiques adaptées aux temps courts, à la différence d'analyses comparatives s'inscrivant sur de longues périodes pour mieux identifier des changements progressifs et structurants.

### *Plan de la thèse*

La thèse s'inscrit dans un cadre théorique reprenant de nombreuses références en termes d'analyse des partis politique et du phénomène partisan, insistant particulièrement sur les travaux relatifs au changement partisan. Notre travail n'étant pas pionnier en matière d'analyse des partis de la gauche radicale, un important état de l'art sera élaboré sur cette base. Ce sont là les objectifs de la première partie.

Dans une seconde partie nous procéderons à des études de cas. Chaque chapitre est consacré à un cas, et le dernier chapitre est un chapitre synthétique dressant les similitudes et les

---

<sup>9</sup> Daniel-Louis Seiler, *La méthode comparative en science politique*, Armand Collin, Paris, 2011, p. 101.

différences entre les cas, afin d'identifier leurs ressemblances et leurs dissemblances. Ce chapitre contiendra également plusieurs conclusions sur la nature des transformations ayant affecté la famille de la gauche radicale européenne.

Enfin une troisième partie, consacrée à l'analyse électorale, permettra de confronter l'efficacité de ces transformations aux résultats électoraux obtenus par les quatre partis étudiés.

## Partie I – Cadre théorique

Notre travail s'inscrit, comme tout travail, scientifique, dans un cadre théorique. La thèse traite d'une analyse comparative du phénomène partisan. Il faut donc la situer dans le contexte des acquis de la science politique en la matière : les partis politiques sont des organisations susceptibles de connaître des changements, qui constituent les « parties » d'un « système ». Les partis se positionnent en fonction de grands clivages partisans qui structurent les systèmes partisans ; ils constituent des « familles » déterminées par le projet<sup>10</sup>. Nous reviendrons en détails sur ces définitions qui structurent notre analyse comparative au travers d'un premier chapitre.

La thèse traite des partis de la gauche radicale. De ce point de vue également, un travail de définition s'impose : qu'entendons-nous par « gauche radicale » ? Quelles significations revêtent l'imbrication de ces deux termes ? Nous nous attacherons à faire un état de l'art aussi complet que possible des travaux, en particuliers des travaux récents qui ont été réalisés par la communauté scientifique sur le sujet. Un second chapitre y sera consacré.

Enfin un troisième chapitre permettra, au terme d'un essai de typologie, de définir le cadre de la thèse, de délimiter son terrain d'investigation et de poser les questions scientifiques auxquelles elle doit répondre.

---

<sup>10</sup> Daniel-Louis Seiler, *Les partis politique en Occident*, Ellipses Editions, Paris, 2003, pp. 27-43.

# Chapitre 1 – Les apports de la littérature scientifique sur les partis politiques et leurs évolutions

Dans ce chapitre, nous reviendrons sur les différentes définitions des partis politiques et leurs évolutions. Nous attarderons plus longuement sur les systèmes partisans et les clivages qui les structurent, afin de mettre en évidence l'existence de familles de partis. Enfin nous ferons un état de l'art relatifs au changement partisan, par rapport auquel s'inscrit l'essentiel du contenu de la thèse.

## 1. Les partis en tant que « parties » d'un système en constantes évolutions

### *Les partis et leur capacité d'adaptation aux changements*

Les travaux portant sur les partis politiques et les systèmes de partis sont relativement récents et concernent essentiellement les démocraties occidentales. Définir les partis politiques n'est pas chose évidente : les rapports qu'ils entretiennent entre eux, avec leurs électeurs, le système politique, la société ou les institutions ont fait l'objet de nombreuses théories qu'il incombe de maîtriser avant de prétendre s'atteler à un quelconque travail d'analyse électorale ou du phénomène partisan<sup>11</sup>. Il convient dans un premier temps de bien distinguer les travaux fondateurs des politologues anglo-saxons des analyses plus récentes des systèmes partisans européens. Contrairement aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne qui sont caractéristiques du bipartisme, la grande majorité des démocraties occidentales est dotée de systèmes multipartisans entraînant fréquemment la formation de gouvernements de coalition. Cette caractéristique essentielle a poussé les politistes à accorder une attention particulière aux origines de ces nombreux partis et aux rapports qu'ils entretiennent entre eux avant de se pencher sur les systèmes partisans nationaux qu'ils forment<sup>12</sup>.

---

<sup>11</sup> Pierre Bréchon, *Les partis politiques*, Editions Montchrestien, Paris, 1999, p. 17.

<sup>12</sup> Pierre Martin, *Comprendre les évolutions électorales, La théorie des réalignements revisitée*, Presses de Sciences Po, Paris, 2000, p. 88.



Notre propos se concentrant sur l'évolution des partis dans leur environnement et les réponses qu'ils apportent aux changements de cet environnement en termes d'offre partisane à destination des électeurs, nous nous focaliserons sur les apports de la littérature scientifique dans ces domaines bien particuliers.

La théorie des partis a connu plusieurs développements historiques. Moisey Ostrogorski est le premier à établir un lien entre démocratisation du système électoral et développement des organisations partisans, un développement organisationnel facteur selon lui de concentrations de pouvoirs en dehors des processus de décision officiels<sup>13</sup>. Ce propos sera amendé par Max Weber, qui estime qu'Ostrogorski ne tient pas suffisamment compte de l'influence de l'environnement sur l'évolution des organisations partisans, dont les formes, selon Weber, connaissent des évolutions, passant du statut de « *cliques aristocratiques* » à celui de « *petits groupes de notables* » pour enfin aboutir à la « *démocratie plébiscitaire* »<sup>14</sup>. Weber pose donc deux jalons fondamentaux : les partis sont sujets aux pressions de leur environnement, et ils peuvent faire évoluer leur structure en conséquence. Robert Michels posera ensuite un autre jalon en proposant une théorie selon laquelle les dirigeants des partis tendent irrémédiablement à s'autonomiser de leur base militante, en fonction de causes « *techniques et administratives* » qui poussent au développement d'un leadership minoritaire au sein des organisations<sup>15</sup>. Cette « *loi d'airain de l'oligarchie* », propre à toute organisation, conduit nécessairement, selon Michels, à la domination des délégués par leurs délégués. Malgré sa forte orientation normative, son empirie réduite et son manque de rigueur scientifique, l'analyse de Michels a le mérite de valider le principe selon lequel les organisations partisans évoluent, et de poser en des termes précis la question de l'organisation interne des partis autour des enjeux de leadership<sup>16</sup>.

Près d'un demi-siècle plus tard, Maurice Duverger propose une théorie générale des partis inégalée de par son ampleur et son ambition<sup>17</sup>. Dans son propos, la dimension

---

<sup>13</sup> Moisey Ostrogorski, *La démocratie et l'organisation des partis politiques*, Fayard, Paris, 1993. Première édition : 1902.

<sup>14</sup> Max Weber, *Economie et société, tome 1 : Les catégories de la sociologie*, Pocket, Paris, 2003. Première édition (en allemand) : 1914.

<sup>15</sup> Robert Michels, *Les partis politiques, essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Flammarion, Paris, 1971. Première édition : 1911.

<sup>16</sup> Benoît Rihoux, *Les partis politiques : organisations en changement, Le test des écologistes*, L'Harmattan, Paris, 2001, pp. 40-41.

<sup>17</sup> Maurice Duverger, *Les partis politiques*, Librairie Armand Collin, Paris, 1976. Première édition : 1951.

organisationnelle occupe une place centrale : Duverger établit une typologie distinguant **partis de cadres**, formés par et pour des groupes parlementaires et centrés sur les seules élections et **partis de masse** qui, sous l'influence de la généralisation du suffrage universel, cherchent à recruter de nombreux adhérents qui s'organisent en interne pour assurer une activité permanente : le pouvoir échappe alors aux élus, devenus mandataires, et échoit à la direction du parti qui émane des adhérents. Caractéristique de la mouvance socialiste et dans certains pays de groupements catholiques, le parti de masse est doté d'un programme et d'une ligne politique homogène que les élus doivent défendre et faire appliquer sous le contrôle des militants. Les partis de masse, redoutables instruments d'encadrement des masses électorales, avaient vocation, selon Duverger, à provoquer la disparition des vieux partis de cadres, contraints de s'adapter au nouveau paradigme au risque de disparaître. L'histoire a toutefois démontré que les choses ne sont pas aussi simples, certains partis de cadres faisant preuve d'une remarquable longévité<sup>18</sup>, donnant à la théorie d'une convergence vers le modèle du parti de masse un caractère trop normatif. La contribution de Duverger, qui fera l'objet de nombreuses critiques<sup>19</sup>, est caractérisée par l'apport d'éléments fondamentaux dans l'étude des partis : ces derniers sont fortement marqués dans leur structuration et l'évolution de celle-ci par leurs origines, leurs rapports de force internes et l'influence de l'environnement institutionnel.

A la suite de Duverger, de nombreux politistes apporteront leurs contributions à la définition d'une typologie des partis politiques. Anthony Downs, dans sa « théorie économique de la démocratie »<sup>20</sup>, décrit les partis comme des « *vote maximisers* », qui se comportent de manière souple comme des entreprises politiques. En tant qu'acteurs rationnels, les partis chercheraient avant tout à maximiser leur résultat électoral, en interaction avec deux autres acteurs rationnels : les dirigeants politiques, qui cherchent à être élus à tous prix, et les électeurs, qui agissent prioritairement pour maximiser leurs intérêt personnel et leur revenu utilitaire (« *utility income* »). Cette approche économiciste est critiquable en ce sens que les partis sont

---

<sup>18</sup> Daniel-Louis Seiler, « Théorie des partis et systèmes partisans », in. Yohann Aucante, Alexandre Dézé (dir), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales, le modèle du parti-cartel en question*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, 2008, pp. 92-93.

<sup>19</sup> Pierre Bréchon, *Les partis politiques*, op.cit., p. 10.

<sup>20</sup> Anthony Downs, *An economic theory of democracy*, HarperCollins Publishers, New York, 1957.

parfois poussés à agir de manière non-rationnelle sous l'influence de divers facteurs, au premier rang desquels l'idéologie, que Downs prend insuffisamment en compte<sup>21</sup>.

Observant que les liens entre partis et électeurs se distendent du fait des transformations socio-économiques et du développement de l'Etat-providence, Otto Kirchheimer a proposé la convergence des partis de cadre et des partis de masse vers un nouveau modèle de *Catch-All-Party*, **parti attrape-tout**, dont l'objectif principal est la conquête du pouvoir par l'obtention du plus vaste soutien électoral possible<sup>22</sup>. Cette stratégie passe par l'adoption d'un discours moins idéologique et non-sectoriel qui s'adresse à l'ensemble de l'électorat et s'attache à séduire le plus grand nombre de possible de groupes d'intérêt, et par le déclin de l'influence des adhérents au profit de la direction du parti, qui est jugée sur sa capacité à gérer le gouvernement national et non plus sur sa volonté d'atteindre des objectifs précis. Cette théorie, largement acceptée en dépit de son approche économiciste – comme Downs, Kirchheimer conçoit les partis comme des entreprises politiques agissant sur un marché électoral dans lequel l'objectif est de prendre un maximum de parts – et de son dédain excessif pour les divergences d'ordre idéologique, a été au moins en partie validée par l'Histoire à partir de la fin des années 1970, avec les exemples des partis gaulliste en France et chrétien-démocrate en Allemagne, qui ont profité des désalignements fondés sur la perte de pertinence des anciens clivages pour imposer un modèle d'organisation auquel ont dû s'adapter les partis sociaux-démocrates des deux pays<sup>23</sup>.

Ces typologies de partis sont fortement influencées par leurs contextes : les partis de cadres avaient pris corps à une époque où la société civile se résumait aux classes dirigeantes qui se disputaient la direction de l'Etat ; les partis de masse se sont construits avec la dynamique du suffrage universel qui a permis la constitution d'une société civile distincte de l'Etat et en son sein de groupes d'intérêt originellement exclus de la représentation politique ; quant aux partis attrape-tout, ils font office d'intermédiaire entre les groupes sociaux et l'Etat et se sont émancipés de leur base sociale. On peut reprocher à Duverger, Downs et Kirchheimer leur approche par trop normative et leur quête d'un idéaltype ultime vers lequel devraient

---

<sup>21</sup> Benoît Rihoux, *op.cit.*, pp. 45-46.

<sup>22</sup> Otto Kirchheimer, « The transformation of the Western European Party System », in J. Lapalombra, M. Weiner (eds), *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, Princeton, 1966, pp. 177-200.

<sup>23</sup> Pierre Martin, *Comprendre les évolutions électorales*, *op.cit.*, p. 92.

converger tous les partis politiques. Ils abondent toutefois tous dans le sens d'un postulat essentiel : les partis sont influencés par leur environnement lorsqu'ils font des choix ayant trait à leur organisation. Joseph LaPalombara et Myron Weiner nuanceront ce point de vue en affirmant que les partis, de part leur indépendance, ne sont pas nécessairement des objets inertes façonnés par des contraintes extérieures, tout en approfondissant l'idée selon laquelle un parti qui souhaite s'inscrire dans la durée sera incité à s'aligner sur les modes de structuration les plus à même de le rendre apte à affronter la complexité croissante des systèmes politiques<sup>24</sup>. Samuel J. Eldersveld approfondit cette problématique en introduisant l'idée que le changement partisan peut être impulsé par des pressions de l'environnement, mais aussi par des changements de la sous-culture politique propre au parti, décrit comme un système politique miniature au sein duquel interagissent des sous-coalitions poursuivant leurs propres objectifs<sup>25</sup>. Dans sa lignée, Jean Charlot, constatant la diversité persistante des organisations partisans, décrit des partis plus ou moins susceptibles d'adaptation à des variables contextuelles en fonction de leur densité idéologique, certains pouvant refuser l'adaptation sous la pression de logiques internes au parti<sup>26</sup>.

Angelo Panebianco propose pour sa part de renoncer à postuler que les partis se conforment nécessairement à un type idéal dont les caractéristiques de maturité sont fondamentalement différentes de ses caractéristiques de genèse. Le politiste italien suggère même que les partis peuvent suivre des voix différentes dans leur processus de structuration, en fonction des pressions de leur environnement et des aléas de leurs querelles intestines. En définitive, il propose un nouvel idéaltype, vers lequel tous les partis ne tendront pas à la même vitesse et avec la même intensité : le **parti électoral-professionnel**, caractérisé par un rôle central des professionnels spécialisés dans des tâches ou domaines de compétences particuliers, la prééminence d'un leadership personnalisé, des financements provenant essentiellement de groupes d'intérêts et de fonds publics, et la montée en puissance des carriéristes et des représentants de groupes d'intérêts au sein de l'organisation<sup>27</sup>.

---

<sup>24</sup> Joseph LaPalombara, Myron Weiner, « The origin and development of political parties » in. Joseph LaPalombara, Myron Weiner (eds), *Political Parties and Political Development*, pp. 3-42.

<sup>25</sup> Samuel J. Eldersveld, *Political parties, a behavioral analysis*, Rand McNally, Chicago, 1964.

<sup>26</sup> Jean Charlot, « Théorie des partis politiques », in. *Eudes et Recherches, Université de Liège*, 2, 1975.

<sup>27</sup> Angelo Panebianco, *Political parties : organizations and power*, Cambridge University Press, Cambridge, 1982.

Affirmant lui aussi que les origines d'un parti continuent à exercer un impact important sur ses formes organisationnelles au-fur-et-à-mesure que celles-ci évoluent, Ruud Koole reprend des aspects des théories de Kirchheimer et Panebianco et en déduit, après avoir observé l'évolution des partis néerlandais, que ces partis se sont transformés en **partis de cadres modernes**<sup>28</sup>. Ces partis présentent pour caractéristiques principales une prédominance des dirigeants par rapport à la base militante, un faible ratio membres/électeurs, un comportement électoraliste affirmé, des financements émanant pour l'essentiel des pouvoirs publics et une organisation interne qui reste proche de celle des partis de masse.

Le dernier grand essai de typologie est attribué au **parti-cartel** proposé par Richard S. Katz et Peter Mair, qui fait encore l'objet de discussions parmi les politistes. Les deux auteurs défendent l'idée selon laquelle les principaux changements affectant le fonctionnement des partis politiques dans la période récente sont fondés sur une relation de symbiose entre les partis et l'Etat<sup>29</sup>. Considérant que le modèle du parti attrape-tout de Kirchheimer sous-estime l'influence des partis politiques sur l'électorat, ils contestent l'idée d'un affaiblissement du rôle des organisations partisans dans le déroulement de la vie politique. Pour eux, le modèle du parti attrape-tout comme celui du parti de masse se positionnent hors de la sphère de l'Etat, décrit comme une « *arène neutre et non partisane* ».

Délaissant le modèle d'analyse triangulaire des relations entre partis, Etat et société civile, Katz et Mair préfèrent aborder ces relations comme un processus en plusieurs phases<sup>30</sup>.

- La première phase correspond au régime censitaire, au cours duquel les individus ayant voie au chapitre dans la société civile entretiennent des rapports étroits avec l'élite politique dirigeant l'Etat. Les partis sont organisés par des notables locaux qui cherchent à faire valoir leurs intérêts particuliers. Ce sont « *des organisations de cadre ou de caucus* » situées à l'intersection entre la société civile et l'Etat, « *des comités de personnes qui représentent conjointement à la fois l'Etat et la société civile* ».

---

<sup>28</sup> Ruud Koole, « The Vulnerability of the Modern Cadre Party in the Netherlands », in. Richard S. Katz, Peter Mair (eds), *How Parties Organize: Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*, Sage, London, pp. 278-303.

<sup>29</sup> Richard S. Katz, Peter Mair, « La transformation des modèles d'organisation et de démocratie dans les partis, l'émergence du parti-cartel », *op.cit.*, pp. 35-64.

<sup>30</sup> *Ibid*, pp. 40-49.

- La deuxième phase correspond à l'émergence du modèle du parti de masse sous la pression d'une société qui s'industrialise et s'urbanise. L'Etat et les « éléments politiques pertinents de la société civile » deviennent indépendants, le corps électoral ne s'identifie plus à l'Etat et les électeurs n'ont plus de lien directs avec l'élite étatique. Le parti de masse s'est d'abord appuyé sur les anciens exclus pour se structurer et se renforcer et se dote peu à peu d'une organisation extraparlamentaire. Socialement homogène et discipliné, il représente les intérêts et porte les revendications d'un segment bien particulier de la population. Dans ces conditions, le vieux système oligarchique s'écroule et le parti devient une courroie de transmission entre l'Etat et la société civile.
- Prenant acte de l'amélioration des conditions de vie, de la mobilité croissante des électeurs et de la montée en puissance des médias de masse, les leaders des partis de masse, après avoir pris goût à l'exercice du pouvoir, se tournent vers le modèle du parti attrape-tout pour tenter d'élargir leur base électorale. C'est là que s'ouvre la troisième phase. Les partis perdent alors une partie de leur spécificité idéologique et convergent vers le centre, en essayant de capter une audience aussi large que possible permettant un succès électoral rapide. Leur stratégie de communication, relayée par les médias de masse, s'adresse à l'ensemble du corps électoral et non plus à certains secteurs de la société. D'après Katz et Mair, ces partis sont des « courtiers » entre la société civile et l'Etat. Ils intègrent les demandes de la société et les transmettent à la bureaucratie d'Etat, laquelle serait constituée d'agents formés par les partis politiques et chargés de défendre leurs options politiques dans le débat public.
- Cette irruption du modèle du parti attrape-tout suggère que la société est devenue capable de s'accommoder avec plus ou moins de satisfaction de l'exercice du pouvoir par n'importe quelle organisation partisane. En constante évolution, ces organisations incarnent des coalitions sociales hétéroclites chargées de préserver les compromis existants entre des intérêts « *organisés indépendamment les uns des autres* ». Dès lors, les élections opposent essentiellement des équipes dirigeantes concurrentes et non plus des groupes sociaux homogènes et cohérents aux intérêts contradictoires. Considérés comme un bien public, les partis jouissent de financements publics qu'ils s'efforcent d'obtenir pour assurer la pérennité de leur organisation et rétribuer leurs cadres. C'est alors qu'est suggérée la quatrième phase, au cours de laquelle les partis « *deviennent partie intégrante de l'appareil*

*d'Etat* ». Ce mouvement de transition des partis de la société vers l'Etat conduirait selon les auteurs à leur cartellisation progressive.

Pour expliquer l'importance croissante du financement public des partis politiques, Katz et Mair mettent en évidence le « *déclin généralisé de la participation et de l'engagement partisans, les citoyens préférant investir leur énergie ailleurs* », notamment à l'échelon local ou dans des groupes informels à enjeu unique. Les adhésions aux partis politiques n'auraient finalement pas réussi à suivre le rythme de la croissance des électors et seraient restées trop faibles pour couvrir une activité politique de plus en plus onéreuse. Cette situation a débouché sur un accroissement constant des subsides versés aux partis politiques par l'Etat, qui a considérablement influencé leur fonctionnement. Se basant souvent sur les résultats électoraux, ces subventions tendent à favoriser la pérennité des partis existants. L'Etat joue également un rôle régulateur dans l'accès des partis aux médias de masse, devenant finalement « *une structure institutionnalisée de soutien en faveur d'acteurs établis au détriment des outsiders* » et faisant des partis des « *agences quasi-étatiques* »<sup>31</sup>.

Profitant de cette situation, les partis établis se préoccupent davantage de leur survie et de l'entretien de leur position dominante, ce qui atténue encore les divergences idéologiques. L'opportunité pour ceux-ci de pouvoir mener une même politique les incite à se partager le pouvoir pour assurer leur longévité, en formant ce que les auteurs appellent un cartel. Cette nouvelle configuration du système partisan aboutit au fait que peu de partis « significatif » se retrouvent durablement exclus du jeu politique. Le rejet de l'un d'entre eux dans l'opposition n'a finalement que peu d'importance puisqu'il n'affecte ni son accès aux financements publics, ni son audience dans les grands médias. On assiste alors à l'émergence d'un nouveau modèle de parti, le parti-cartel, caractérisé par « l'interpénétration entre parti et Etat » et « des formes de collusion interpartisanes ». Ce type de parti émerge d'autant plus facilement que le financement public des partis est singulièrement développé et le contrôle partisan significativement important, et se développe avec plus d'aisance dans des pays marqués par une forte culture de la coopération, comme les pays nordiques ou l'Allemagne, et avec plus de

---

<sup>31</sup> *Ibid*, p. 49-51.

difficulté dans un pays comme la Grande-Bretagne caractérisé par un affrontement bipartite et une distinction plus formelle entre gouvernement et opposition<sup>32</sup>.

Soulignant que selon eux l'apparition de nouveaux modèles de partis ne provoque pas mécaniquement la disparition des anciens, Katz et Mair insistent sur le poids des objectifs politiques et de l'espace de la compétition électorale dans la définition des caractéristiques des modèles de partis. Ainsi, le modèle du parti-cartel correspond-il en réalité à une professionnalisation de l'activité politique, cette dernière ayant des objectifs « *davantage autoréférentiels* » : les leaders politiques doivent faire montre de leurs capacités de gestionnaires publics plutôt que de leur aptitude à représenter leurs électeurs. Les partis de gouvernement prennent alors conscience de leur « *intérêt commun à survivre collectivement* » en faisant en sorte de restreindre la lutte pour la prise du pouvoir à leur seule compétition<sup>33</sup>. Prolongeant l'évolution des partis attrape-tout, les partis-cartels luttent pour accroître leur audience dans les médias de masse et la publicité, menant des campagnes électorales « *presque exclusivement de nature financière, professionnelle et centralisée* » très onéreuses et fortement dépendantes des subsides apportés par les financements publics.

Ces nouvelles pratiques entraînent des mutations dans les appareils partisans : les « *soutiens* » ne sont plus forcément des membres encartés, les dirigeants et les candidats aux élections sont désignés par correspondance, l'adhésion au parti devient nationale et permet de passer outre les structures locales. La direction nationale, devenue toute puissante car tirant sa légitimité de la base militante, ne craint plus l'ingérence des relais locaux dans sa politique. Cet état de fait va de pair avec une autonomie accrue pour les antennes locales et en particuliers les élus locaux, qui peuvent jouir d'une plus grande marge de manœuvre dans leur domaine d'exercice et ont se méfient moins d'une structure partisane devenue plus ouverte et moins rigide idéologiquement<sup>34</sup>.

Les partis-cartels ayant assuré leur prééminence dans la compétition politique, ils s'attachent à mettre en avant des groupes de leaders qui s'opposent pour l'occupation de postes gouvernementaux : l'exercice de la démocratie se résume alors à une distribution de biens

---

<sup>32</sup> *Ibid*, p. 52-53.

<sup>33</sup> *Ibid*, p. 56-57.

<sup>34</sup> *Ibid*, p. 58-59.



publics par les élites, le tout sous contrôle des électeurs chargés de départager des équipes de professionnels. Toutefois, les élus une fois arrivés au pouvoir craignent de perdre leur place et doivent donc tenir compte des revendications de leurs administrés, qui conservent donc un certain pouvoir de pression. Cependant, aucun parti établi n'étant jamais durablement éloigné du pouvoir, la distinction entre majorité et opposition peut devenir floue. En somme, l'Etat devant garantir des élections ouvertes et démocratique, il fournit des participants, et permet ainsi à différentes coalitions de gouverner à tous les niveaux d'action politique. Les partis au pouvoir incarnant l'Etat et organisant ses services, ils en viennent *in fine* à protéger leur propre existence. Dès lors, « *la stabilité devient plus importante que la victoire* » pour des politiciens exerçant une véritable carrière professionnelle et se considérant comme des collègues de travail : « *la politique devient un emploi plutôt qu'une vocation* »<sup>35</sup>.

Katz et Mair ont ainsi défini plusieurs défis pour leur modèle du parti-cartel. Se coupant des groupes constituants la société civile, qui sont contraints de s'adresser directement au gouvernement, les partis-cartels peuvent se retrouver incapables de relayer certaines demandes, permettant l'émergence de nouvelles organisations politiques « *souvent radicales et instables* ». Ces groupements contestataires se situant en dehors du cartel, il devient alors intéressant pour les partis établis de légiférer pour empêcher leur intégration au système, en restreignant l'accès aux suffrages ou en conditionnant le versement de subventions publiques aux résultats électoraux. L'idée de « *briser le carcan des partis établis* » et de dénoncer des « *arrangements* » ou des « *cooptations* » au sommet de l'Etat peut alors devenir un thème porteur permettant de mobiliser des électeurs déçus de la politique<sup>36</sup>. D'après les auteurs, ces contestations visent plus les partis-cartels que les partis en général, et ne permettent pas de valider l'idée d'un déclin général des partis politiques qui ont au contraire accru leur pouvoir. Si les nouveaux partis contestataires, que Katz qualifiera plus de tard de **partis anticartel**<sup>37</sup>, parviennent à briser le « carcan », le modèle du parti-cartel devra à l'évidence être rediscuté.

La notion même de cartellisation est questionnée, notamment pour son manque de souplesse. Pierre Martin propose ainsi d'assimiler les partis-cartels aux partis de gouvernement, qui

---

<sup>35</sup> *Ibid*, p. 61.

<sup>36</sup> *Ibid*, p. 63.

<sup>37</sup> Richard S. Katz, « Chapter 12 – Political Parties », in. Daniele Caramani, *Comparative politics*, Third Edition, Oxford University Press, Oxford, 2014, p. 207.

forment un « club » national qui s'accapare les fonctions gouvernementales et contre lequel se dressent des partis antisystèmes. Cette nouvelle configuration partisane motive des comportements électoraux différents : les électeurs des partis de gouvernements jugent leurs élus sur leurs performances sur des enjeux consensuels, mais les électeurs des partis antisystèmes sont plus intéressés par les positions des partis sur les enjeux conflictuels<sup>38</sup>. C'est ce dernier aspect qui nous préoccupera au premier chef : le « cartel de partis » n'est pas figé dans le temps, ses contours peuvent évoluer, et le « club » des partis de gouvernement est susceptible d'accueillir de nouveaux membres. Les partis de la gauche radicale, en tant que partis antisystème ou « anticartel », ont vocation à jouer un rôle de ce point de vue, et nous verrons que certains y parviendront avec un certain succès.

L'apport essentiel de ces théories successives de la convergence des organisations partisanes vers des idéaltypes, pour discutables qu'elle soit en vertu du caractère normatif de beaucoup de contributions, permet en définitive d'identifier un certain nombre de règles somme toute assez consensuelles dans la littérature scientifique :

- Les partis connaissent plusieurs stades dans leur développement, et à chaque stade peut correspondre un modèle organisationnel plus ou moins différent ;
- Les partis sont sujets à l'influence de leur environnement dans les choix qu'ils font pour structurer leur organisation ;
- Les partis sont sujets aux évolutions de leurs rapports de forces internes pour peu que des fractions internes suffisamment puissantes soient en mesure de provoquer des conflits ;
- Les partis, sous l'influence de l'institutionnalisation, évoluent dans une direction qui les éloigne de leurs convictions originelles en matière d'organisation, mais les origines d'un parti pèsent toujours sur les choix qu'il opère en matière de mutation organisationnelle ;
- L'évolution organisationnelle d'un parti ne répond à aucune loi naturelle et toute évolution est réversible, sous le poids des contraintes imposées par l'environnement – les *stimuli* d'Harmel et Janda – mais aussi sous la pression d'évolutions de rapports de force entre fractions internes, les deux éléments pouvant être liés.

---

<sup>38</sup> Pierre Martin, *Comprendre les évolutions électorales*, op. cit., p. 93.

En outre, les partis interagissent les uns par rapport aux autres pour former un système partisan ou système de partis. Une donnée qui tend à gagner en importance au fur et à mesure que de nouveaux partis apparaissent, et qu'ils sont parfois de types radicalement nouveaux.

### *Systèmes de partis et clivages politiques*

Les partis évoluent dans un environnement politique défini par un cadre institutionnel et des traditions, qui structurent leur action. Participant aux mêmes compétitions électorales, ils sont confrontés les uns aux autres pour apporter des réponses tenant compte des enjeux à l'agenda politique : leur action a un caractère interdépendant, et cette interdépendance forme système<sup>39</sup>. Un système de partis ou système partisan correspond à un système dont les éléments interagissant les uns sur les autres sont constitués par les partis politique d'un pays. Pour cette raison, un système partisan ne peut à priori exister que dans un cadre national (Etat-Nation ou Etat fédéral), bien que des échelles plus locales à l'intérieur des Etats peuvent aussi avoir leurs propres systèmes partisans. De nombreux politistes se sont attachés à décrire, expliquer et classer les systèmes partisans de différents pays pour mieux analyser les rapports qu'entretiennent entre eux les partis politiques.

La première classification des systèmes partisans est due à Maurice Duverger, qui, estimant que les modes de scrutin sont insuffisamment pris en compte pour définir les systèmes partisans, propose de distinguer d'un côté le scrutin majoritaire uninominal à un tour, qui encourage et entretient le bipartisme, et de l'autre côté les systèmes majoritaires à deux tours et proportionnels, plus favorables au multipartisme<sup>40</sup>. Partiale sous certains aspects, cette distinction a été très discutée. L'idée selon laquelle le multipartisme et les modes de scrutin proportionnels qui y sont souvent associés sont des facteurs d'instabilité ministérielle chronique a notamment été invalidée par Georges Lavau<sup>41</sup>. Jean Blondel a pour sa part introduit plusieurs nuances de bipartisme – parfait et imparfait – et de multipartisme – à parti dominant ou « pur », dans une volonté d'adopter un point de vue plus exhaustif des

---

<sup>39</sup> Pierre Bréchon, *Les partis politiques, op.cit.*, p. 31.

<sup>40</sup> Maurice Duverger, *op.cit.*, pp. 293-380.

<sup>41</sup> Georges Lavau, *Partis politiques et réalités sociales, contribution à une étude réaliste des partis politiques*, Librairie Armand Colin, Paris, 1953.

différentes situations qui prévalent dans les systèmes partisans des démocraties représentatives occidentales<sup>42</sup>.

A ce jour, l'une des classifications parmi les plus élaborées est celle du politiste italien Giovanni Sartori<sup>43</sup>, qui postule qu'un système de partis ne se définit pas simplement comme la somme des « parties » qui le composent. Sartori jauge le nombre de partis et l'ampleur de l'espace idéologique de compétition pour distinguer quatre types de systèmes partisans dans les régimes politiques pluralistes : les systèmes bipartites classiques, les systèmes pluralistes modérés, les systèmes pluralistes polarisés et les systèmes avec un parti dominant. Cette classification distingue donc les systèmes partisans étatsunien et britannique bipolaires des systèmes multipartisans européens caractérisés par des gouvernements de coalition dont la stabilité varie en fonction du degré de polarisation idéologique, et aborde en dernier lieu les systèmes dans lesquels le gouvernement est constamment dominé par la même organisation partisane (comme les Sociaux-démocrates suédois ou la Démocratie Chrétienne en Italie).

Ce sont certainement Stein Rokkan et Seymour M. Lipset qui sont allés le plus loin dans l'approfondissement de la définition des systèmes partisans, en proposant une théorie expliquant la formation de systèmes partisans en utilisant un modèle basé sur les effets de la Révolution nationale et de la Révolution industrielle<sup>44</sup>. Les changements fondamentaux qu'ont provoqué ces trois phases cruciales ont débouché, selon les deux auteurs, sur l'apparition de quatre grands clivages politiques, correspondant à des oppositions territoriales ou fonctionnelles : le clivage centre/périphérie, opposant l'élite dirigeant l'Etat aux populations périphériques ; le clivage Eglise/Etat, opposant la puissance publique au clergé en particulier sur la question de l'enseignement ; le clivage rural/urbain lié à des conflits résultants de la Révolution industrielle ; et le clivage possédants/travailleurs. Ce dernier clivage, conséquence de la Révolution industrielle, a été affecté par une quatrième révolution, la Révolution

---

<sup>42</sup> Jean Blondel, « Party systems and patterns of government in western democracies », in. *Canadian Journal of Political Science*, 1/2, juin 1968, pp. 183-190.

<sup>43</sup> Giovanni Sartori, *Partis et systèmes de partis, un cadre d'analyse*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2011. Edition originale : *Parties and party systems. A framework for analysis*, Cambridge University Press, Cambridge, 1976.

<sup>44</sup> Seymour M. Lipset, Stein Rokkan, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction*, op.cit.

Internationale liée à la Révolution russe de 1917, divisant le versant « travailleurs » entre socialistes et communistes. C'est le clivage le plus récent et il s'est développé dans tous les pays d'Europe occidentale, à des degrés divers<sup>45</sup>.

Un clivage oppose des options partisans divergentes, et se forme selon un processus au sein duquel les « élites établies » rencontrent l'hostilité de « mouvements de protestation » contre des « standards culturels »<sup>46</sup>. Pour que des alternatives partisans se développent, elles doivent atteindre des seuils de développement : légitimation, incorporation, représentation, pouvoir majoritaire : les deux premiers concernent le degré de tolérance du système politique à l'égard de l'expression des opposants, tandis que les deux suivants ont trait au mode de scrutin et à la capacité à diriger l'action du gouvernement national. Jugeant que les systèmes partisans des années 1960 reflètent, moyennement quelques exceptions, la structure de clivage des années 1920, les deux auteurs en concluent à un « gel des principales alternatives partisans ». La théorie des réalignements a été critiquée pour son manque de considération à l'égard de détails historiques ou de variations nationales dans le développement de certaines alternatives partisans<sup>47</sup>. Elle n'en demeure pas moins un apport fondamental pour analyser les systèmes partisans à niveau transnational, permettant l'émergence du concept de familles de partis, en particulier à l'échelle de l'Europe occidentale.

Clivages et paradigmes peuvent entraîner l'« alignement » de groupes d'électeurs en faveur d'un parti, si ce groupe se prononce de manière régulière et nettement supérieure à la moyenne de l'électorat en faveur dudit parti. Ces alignements ne sont pas stables et peuvent connaître des changements : on parle de désalignement lorsque le groupe d'électeurs susvisé tend finalement à se rapprocher de la moyenne, et de réalignement lorsque le groupe passe à un nouvel alignement, en continuant à se distinguer nettement de la moyenne de l'électorat<sup>48</sup>. La notion de réalignement électoral provient en grande partie des Etats-Unis, sous l'influence du politologue V.O. Key Jr., qui s'en était servi pour la première fois pour expliquer l'équilibre électoral aux Etats-Unis entre démocrates et républicains pendant la période du *New Deal*. Il met en avant le principe d'une élection « de rupture », caractérisée par de nouveaux

---

<sup>45</sup> Pierre Martin, « Comment analyser les changements dans les systèmes partisans d'Europe occidentale depuis 1945 ? », in *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 14, n°2, 2007, p. 264.

<sup>46</sup> Seymour M. Lipset, Stein Rokkan, *op. cit.*, pp. 25-31.

<sup>47</sup> Hanspeter Kriesi, *Les démocraties occidentales, une approche comparée*, Economica, Paris, 1994, pp. 215-234.

<sup>48</sup> Pierre Martin, *Comprendre les évolutions électorales*, *op.cit.*, pp. 27-35.

alignements électoraux de différents groupes sociaux de nature à bousculer l'alignement de l'ensemble de la population, et qui ouvre une nouvelle période de stabilité électorale sur la base de nouveaux équilibres<sup>49</sup>. Bien que V.O. Key Jr. soit considéré comme le père fondateur de la théorie des réalignements, l'invention du concept en tant que tel est due à Walter Burnham et James Sundquist. Tous deux ont successivement établi que les réalignements sont des phénomènes longs s'étalant sur plusieurs élections. Fortement critiqué aux Etats-Unis par les tenants de la théorie de la mutation culturelle, le concept de réalignement électoral est vite devenu incontournable pour les analyses politiques impliquant plusieurs partis, plusieurs scrutins et plusieurs enjeux<sup>50</sup>.

La notion d'alignement électoral est donc liée à celles d'enjeu et de clivage politique, mais toutes ne sont pas figées dans le temps. Ces variables explicatives ont débouché sur la construction d'une théorie des réalignements, qui renvoie à la notion de réalignement électoral. Discutée, critiquée et amendée, cette théorie a été revisitée à la lumière, notamment, des évolutions des partis politiques et de sa transposition aux pays européens. Pierre Martin la définit comme « un changement durable des alignements électoraux » qui « se produit à l'occasion d'une ou plusieurs élections critiques et débouche sur une nouvelle période de stabilité dans les alignements électoraux »<sup>51</sup>.

Les systèmes partisans occidentaux ont connu dans la seconde partie du XXème siècle une série de désalignements. Ces désalignements sont pour la plupart dus à la baisse de l'influence des clivages religieux et de classe – soit la fin du vote massif des ouvriers en faveur de la gauche – ainsi qu'à une plus forte volatilité des électeurs. En parallèle, les clivages basés sur les « valeurs » montent en puissance. Ronald Inglehart parle à ce sujet d'une véritable « révolution silencieuse » débouchant sur une opposition entre « matérialistes » et « postmatérialistes », ces derniers se retrouvant principalement parmi les générations d'après-guerre ayant grandi dans un contexte de prospérité économique et accordant plus d'intérêt à la qualité de vie et aux valeurs liées aux libertés individuelles<sup>52</sup>. Il en résulte de nouvelles

---

<sup>49</sup> V.O. Key, « Secular Realignment and the Party System », in. *Journal of Politics*, n°21, mai 1959, pp. 198-201.

<sup>50</sup> James L. Sundquist, *Dynamics of the Party System: Alignment and Realignment of Political Parties in the United States*, Brookings Institutions, Washington D.C., 1973.

<sup>51</sup> Pierre Martin, *Comprendre les évolutions électorales, La théorie des réalignements revisitée*, op.cit., p. 33

<sup>52</sup> Ronald Inglehart, *The Silent Revolution*, Princeton University Press, Princeton, 1977.

oppositions, une remise en question des institutions traditionnelles (Etat, religion, armée, école) et une crise de la représentation à laquelle n'échappent pas les partis politiques.

A partir des années 1960, les systèmes partisans des pays ouest-européens connaissent d'importantes évolutions. L'idée avancée par Lipset et Rokkan d'un « gel des alternatives partisanes » est débattue de ce point de vue, l'idée d'une inertie structurelle de l'offre partisane ayant été démentie par l'émergence puis l'enracinement de nouvelles forces politiques qui n'émanent pas nécessairement des familles politique établies, sans pour autant provoquer la disparition des « vieux » partis qui ont fait montre, du moins jusqu'au XXIème siècle, d'une résilience remarquable<sup>53</sup>. L'émergence de nouveaux clivages est ainsi régulièrement débattue. Dans la lignée de Lipset et Rokkan, le politiste belge André-Paul Frogner<sup>54</sup> a proposé un schéma comprenant l'irruption de deux nouvelles révolutions qui impulsent chacune la structuration de nouveaux clivages. La « Révolution postindustrielle » (1960-1980) impulsant une transformation du mode de production et de la structure des classes sociales allant vers une égalisation des différences sociales ; la « Révolution mondialiste » (depuis les années 1980) qui renvoie aux transformations liées à la mondialisation, et à l'irruption de nouvelles questions telles que l'immigration et les transformations économiques. Frogner précisera son propos en proposant un clivage opposant « productivistes » et « écologistes » autour de la question de la protection de l'environnement, et un clivage entre « ethnocentristes » et « cosmopolitistes » autour de la question de l'immigration<sup>55</sup>.

Hanspeter Kriesi<sup>56</sup> évoque pour sa part un conflit entre « gagnants » et « perdants » de la mondialisation, autour d'une « concurrence » dans les domaines économiques – opposition entre secteurs à l'abri de la compétition internationale et secteurs exposés, culturel – impact de la nouvelle diversité culturelle, ethnique et religieuse qui suscite un sentiment de rejet de la part de ceux qui s'estiment mis en cause dans leur identité et leurs modes de vie traditionnels – et enfin politique du fait de la diminution des marges de manœuvre des Etats-Nations. De

---

<sup>53</sup> Peter Mair, « Myths of Electoral Change and the Survival of Traditional Parties, the 1992 Stein Rokkan Lecture », in. *European Journal of Political Research*, n°24, 1993, pp. 121-133.

<sup>54</sup> André-Paul Frogner, « Partis et clivages en Belgique : l'héritage de S.M. Lipset et S. Rokkan », *op.cit.*, pp. 257-265.

<sup>55</sup> André-Paul Frogner, « Application du modèle de Lipset et Rokkan à la Belgique », in. *Revue internationale de politique comparée*, vol. 14, De Boeck Supérieur, 2007/2, pp. 281-302.

<sup>56</sup> Hanspeter Kriesi, *op.cit.*

cet antagonisme entre « gagnants » et « perdants » de la mondialisation émergeraient deux clivages : libre-échange/protectionnisme et cosmopolitisme/identité nationale traditionnelle.

Ces évolutions récentes des systèmes partisans ont entraîné l'apparition de nouveaux partis, en particulier écologistes et d'extrême-droite, qui s'accompagne de l'émergence de nouveaux clivages dépassant les quatre clivages fondamentaux de Lipset et Rokkan. L'émergence des partis écologistes va de pair avec une montée en puissance de l'opposition entre productivistes et écologistes. Bien que Daniel-Louis Seiler ait suggéré l'idée que l'opposition entre productivistes et écologistes ne soit en définitive qu'un « sous-ordre » du clivage rural/urbain rebaptisé clivage « marché/nature »<sup>57</sup>, le clivage productivistes/écologistes semble pleinement nouveau, les partis incarnant traditionnellement le versant « nature » ou « rural », les partis agrariens notamment, arborant une idéologie se distinguant en de nombreux points de celle des partis verts. Concernant les partis d'extrême-droite anti-immigration, Seiler leur a dénié tout caractère véritablement nouveau, arguant qu'il s'agit de partis « stato-centralistes ethniques » recyclant le clivage centre/périphérie<sup>58</sup>. Là encore cette approche laisse à désirer compte-tenu du fait que de nombreux partis d'extrême-droite d'implantation régionale ont des revendications autonomistes ou indépendantistes (Italie, Belgique), et surtout parce que ces partis prônent un nationalisme d'exclusion en dénonçant des ennemis de l'intérieur inassimilables, en opposition au « centralisme » qui est plutôt inclusif.

Le caractère immuable de la théorie des clivages de Lipset et Rokkan a pourtant été souvent mis en cause. Fortement dépendants de contextes historiques, les anciens clivages s'affaiblissent : la baisse de la pratique religieuse a ainsi considérablement affaibli le clivage Laïcité/Eglise. Le clivage Possédants/travailleurs a lui aussi fortement régressé, comme le prouve l'effondrement du vote de classe ouvrier en faveur de la gauche<sup>59</sup>. Enfin la dissolution de l'URSS en 1991 a entraîné la disparition totale du clivage procommunisme/anticommunisme. Bien qu'il continue de penser que le modèle des quatre clivages fondamentaux forme une taxinomie, Seiler finit par laisser la porte ouverte à l'apparition de nouveaux clivages<sup>60</sup>, proposant lui-même deux nouveaux clivages issus d'une

---

<sup>57</sup> Daniel-Louis Seiler, *Les partis politiques en Occident, sociologie historique du phénomène partisan, op.cit.*, pp. 151-161.

<sup>58</sup> *Ibid*, pp. 90-95.

<sup>59</sup> Jean-Michel De Waele, Mathieu Vieira (dir), *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?*, Economica, Paris, 2015.

<sup>60</sup> Daniel-Louis Seiler, *Clivages et familles politiques en Europe*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2011, p. 87.



« révolution internationale », le clivage post-communistes/démocrates et le clivage ultra-libéraux/socio-libéraux, qui ne vaudraient que dans le cadre d'un certain nombre de pays de l'ancien bloc soviétique<sup>61</sup>. Ce point de vue nous paraît discutable, car si les systèmes politiques des anciennes démocraties populaires sont effectivement marqués par leurs histoires respectives, ils n'échappent pas aux effets de la mondialisation que connaissent les autres pays.

La société elle-même subit de profondes mutations depuis les années 1960 comme l'a suggéré Kriesi : la nouvelle classe moyenne salariée entre *managers* proches de la droite néolibérale et les salariés des domaines sociaux et culturels proches de la gauche social-démocrate et écologiste, cette nouvelle classe moyenne s'opposant ensuite aux perdants de la mondialisation<sup>62</sup>. Ces évolutions sociales et politiques ont entraîné de nombreux réalignements électoraux. L'obsolescence des anciens clivages et l'émergence de nouveaux ont favorisé des ruptures des ordres électoraux en place, bien que certains réalignements aient pu avoir lieu sans nouvelle structure de clivages. On a toutefois pu observer en Europe des changements de paradigme affectant le comportement de l'opinion et des élites sur une question. Dès les années 1980, un nouveau paradigme économique, le paradigme néolibéral, supplante le paradigme keynésien dont le modèle est alors en crise. Cela a eu pour effet d'inciter les grands partis sociaux-démocrates européens à s'aligner sur ce nouveau paradigme en renonçant à plusieurs aspects traditionnels de leurs programmes et de leurs orientations idéologiques<sup>63</sup>. Dans le même temps, l'expansion du libéralisme culturel conjuguée à l'effondrement de la pratique religieuse ont affaibli les démocrates-chrétiens et aidé les écologistes et les forces de gauche à progresser.

Actant le caractère paradigmatique du néolibéralisme et reprenant la notion de classe capitaliste internationale de Leslie Sklair<sup>64</sup>, Simon Labouret et Pierre Martin avancent l'hypothèse de la constitution d'une « élite mondialisatrice », correspondant au développement d'institutions internationales et conçue comme un réseau d'élites essentiellement occidentales et partageant des objectifs et des standards culturels communs : libéralisme politique et culturel,

---

<sup>61</sup> *Ibid*, pp. 100-101.

<sup>62</sup> Hanspeter Kriesi, *op.cit.*, pp. 267-269.

<sup>63</sup> Pierre Martin, « Comment analyser les changements dans les systèmes partisans d'Europe occidentale depuis 1945 ? », *op.cit.*, p. 272

<sup>64</sup> Leslie Sklair, *The transnational capitalist class*, Wiley-Blackwell Publishing, Oxford, 2001.

productivisme, nomadisme, concurrence, financiarisation de l'économie<sup>65</sup>. Cette élite mondialisatrice ralliée au paradigme néolibéral, très liée aux entreprises multinationales et favorable aux intérêts des « gagnants » de la mondialisation, inclurait une composante politique fédérant les groupes dirigeants des principaux partis de gouvernement conservateurs, libéraux, chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates des pays occidentaux et du Japon, comme l'illustre la composition des organes dirigeants d'instances internationales comme l'Union européenne et le Fonds monétaire international. Les « standards culturels » impulsés par l'élite mondialisatrice dans le cadre d'une « Révolution mondiale » rencontrent l'hostilité de mouvements de protestation qui impulsent l'émergence de deux nouveaux clivages : homme/nature et identité/cosmopolitisme qui ont donné lieu à l'apparition de partis écologistes et de droite radicale anti-immigration. Labouret et Martin suggèrent en outre que les « victimes » des politiques économiques néolibérale n'ont pas réussi à structurer un nouveau clivage apte à prendre le relai du clivage possédants/travailleurs, « car les forces politiques de gauche qui tentent de les mobiliser n'ont pas réussi à définir une véritable alternative idéologique au néolibéralisme »<sup>66</sup>. Ce postulat mérite aujourd'hui d'être discuté au regard des bouleversements que connaissent les systèmes partisans des pays les plus touchés par la crise économique de 2008. L'irruption de Podemos en Espagne, du Mouvement 5 étoiles en Italie et la percée de Syriza en Grèce sont autant de réponses apportées par des acteurs politiques aux effets du paradigme néolibéral sur les perdants de la mondialisation et au consensus parmi les partis de gouvernement quant à la mise en œuvre de politiques d'austérité budgétaire en réponse à l'impact de la crise économique sur le creusement des déficits publics<sup>67</sup>.

De manière générale, toute analyse sérieuse allant dans le sens d'un amendement ou de l'élargissement de la théorie des clivages nous semble pertinente. Elle nous semble pertinente dans la mesure où les partis politiques comme les systèmes partisans ont connu et connaissent encore de profonds bouleversements dans la période contemporaine. L'apparition des partis écologistes et la poussée des partis d'extrême-droite n'étaient qu'un prélude à une

---

<sup>65</sup> Simon Labouret, Pierre Martin, « En quoi les nouveaux clivages de la 'Révolution mondiale' sont-ils liés au développement et à l'action d'une 'élite mondialisatrice' ? », in. Corinne Gobin, Geoffroy Matagne, Min Reuchamps, Virginie Van Ingelgom (dir), *Être gouverné au XXIe siècle*, Academia-L'Harmattan, Louvain-La-Neuve, 2013, p. 70.

<sup>66</sup> *Ibid*, p. 80.

<sup>67</sup> Donatella della Porta, Joseba Fernandez, Hara Kouki, Lorenzo Mosca, *op.cit.*, p. 183.

déstabilisation profonde des systèmes partisans et à une diversification croissante des familles de partis. Ces recompositions mènent à l'irruption de partis de type totalement nouveau, comme les partis « pirates » apôtres de la démocratie numérique<sup>68</sup>, qui se développent particulièrement et avec des fortunes diverses en Allemagne, en Islande, en République Tchèque et en Suède<sup>69</sup> ou encore, pour ne pas dire surtout, le Mouvement 5 étoiles italien, inclassable du fait de son caractère iconoclaste aussi bien au niveau des pratiques que du programme<sup>70</sup>, qui devient le premier parti politique d'Italie dès sa première participation à des élections législatives en 2013<sup>71</sup>. En tout état de cause, la pérennité des familles de partis traditionnelles décrites par Daniel-Louis Seiler – libéraux, sociaux-démocrates, démocrates-chrétiens, conservateurs, ethno-nationalistes/autonomistes, défenseurs de la nature qu'ils soient agrariens ou écologistes<sup>72</sup> – semble aujourd'hui menacée et il n'est désormais plus possible, comme le fait l'auteur, d'agglomérer dans une confuse catégorie « populiste » tous les partis sortant de ce cadre.

Si l'apparition de nouveaux partis n'entraîne pas nécessairement l'apparition de nouveaux clivages, elle peut en revanche en être un symptôme. A l'appui d'une analyse comparée des résultats de l'élection présidentielle française de 2017, de l'élection présidentielle autrichienne de 2016, de l'élection présidentielle américaine de 2016 ou encore du référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne de 2016, Jérôme Fourquet propose notamment une ligne de fracture en fonction des niveaux d'éducation et de diplôme, les individus faiblement diplômés, coutumiers d'emplois peu qualifiés et plus vulnérables aux aléas de l'économie marchande, étant en outre « plus favorables à des comportements

---

<sup>68</sup> Jérémy Laviers, « Un renouvellement du système représentatif ? Les partis pirates », in. Philippe Ségur, Sarah Périé-Frey (dir), *L'Internet & la démocratie numérique*, Presses universitaires de Perpignan, Perpignan, 2016.

<sup>69</sup> Aux élections européennes de 2009, le Parti pirate suédois, fondé trois ans auparavant, obtient 7,1 % des suffrages exprimés et décroche un siège de député européen. Ce sera un succès sans lendemain. En Allemagne, les pirates font leur entrée dans le Landtag de Berlin en 2011 avec 8,9 % des suffrages exprimés, puis intègrent, l'année suivante, les Landtage de Rhénanie-Du-Nord-Westphalie (7,8 %), de Sarre (7,4 %) et du Schleswig-Holstein (8,2 %). Des succès là aussi sans lendemain. En revanche, en Islande, le Parti pirate entre au Parlement dès 2013 avec 5,1 % des suffrages exprimés, et parvient à consolider cet acquis lors des scrutins de 2016 (14,5 %) et 2017 (9,2 %). En République tchèque le Parti pirate entre au conseil municipal de Prague en 2014 puis fait son entrée à la Chambre des députés en 2017 avec 10,8 % des suffrages exprimés.

<sup>70</sup> Jérémy Dousson, *Un populisme à l'italienne ? Comprendre le Mouvement 5 étoiles*, Les Petits matins, Paris, 2018.

<sup>71</sup> Corinne Deloy, « Les élections parlementaires accouchent d'une Italie ingouvernable », Observatoire des élections en Europe, 26 février 2013, Fondation Robert Schuman, <<https://www.robert-schuman.eu/fr/oeel/1420-les-elections-parlementaires-accouchent-d-une-italie-ingouvernable>>

<sup>72</sup> Daniel-Louis Seiler, *Clivages et familles politiques en Europe*, op.cit.

autoritaires et d'avantage hostiles à l'immigration »<sup>73</sup>. L'auteur valide en partie ses conclusions avec des données issues d'enquêtes sociologiques et d'analyses de géographie électorale, opposant notamment territoires périphériques délaissés et métropoles idéopôlistiques pour reprendre les termes de Mathieu Vieira et Fabien Escalona<sup>74</sup>. Mais il postule un peu trop vite à la convergence des systèmes partisans vers une polarisation entre les partis traditionnels ouverts à la mondialisation d'une part, et les tenants d'une ligne de droite nationaliste et anti-immigrés d'autre part.

Car si la piste de l'émergence d'un antagonisme croissante entre « gagnants » et « perdants » de la mondialisation semble de plus en plus pertinente, nous partons du principe qu'elle peut donner naissance à des clivages de natures différentes opposants, sur la base d'enjeux différents, des forces politiques poussant des projets politiques différents. De ce point de vue, les partis de la gauche radicale ont un rôle à jouer, notamment parce qu'ils s'opposent au paradigme néolibéral en dénonçant ses effets, comme la libéralisation des activités économiques et l'affaiblissement du poids de la puissance publique dans les économies nationales, la rétractation du périmètre des services publics ou encore la dérèglementation du marché du travail<sup>75</sup>. Car si l'antagonisme entre socialistes et communistes sur le versant « travailleurs » du clivage possédants/travailleurs n'a plus de raison d'être depuis l'effondrement du bloc soviétique, la gauche radicale n'a pas disparu pour autant. Certains partis communistes ont su faire preuve d'une certaine capacité d'adaptation, opérant des reconversions plus ou moins réussies. La consolidation d'une véritable famille de la gauche radicale européenne caractérisée par une diversité croissante est peut-être l'une des manifestations de ce « dégel » des alternatives partisans qui semble prendre une vigueur nouvelle à l'orée des années 2010.

---

<sup>73</sup> Jérôme Fourquet, *Le nouveau clivage*, Editions du Cerf, Paris, 2018.

<sup>74</sup> Fabien Escalona, Mathieu Vieira, « La social-démocratie des idéopôles », in. Jean-Michel De Waele, Mathieu Vieira (dir), *op.cit.*, pp. 121-141.

<sup>75</sup> David J. Bailey, « Capitalist crisis or crisis of capitalism? How the radical left conceptualises the crisis », in. Luke March, Daniel Keith (eds), *Europe's radical left, from marginality to the mainstream?*, Rowman and Littlefield, New York, 2016, pp. 51.70.

## 2. Le changement partisan à travers ses origines et ses conséquences

Si d'importants changements de paradigmes ou l'apparition de nouveaux clivages ont pu être observées, ils ne s'accompagnent pas forcément de grands bouleversements dans la composition des systèmes partisans. Les contraintes institutionnelles contribuent à entretenir cette situation : ainsi le mode de scrutin peut-il empêcher la consolidation de nouveaux partis, en particulier les plus contraignants comme la représentation proportionnelle à faible magnitude (Espagne) ou les systèmes majoritaires (France, Royaume-Uni). Le maintien des grands partis à vocation gouvernementale s'explique aussi par leur capacité à se reconvertir en s'adaptant aux modifications de leur environnement, à condition que ces modifications ne soient pas trop brutales et intenses (Italie). Certains peuvent même fusionner entre eux (Pays-Bas).

Pour mieux expliquer ces phénomènes dans le développement des organisations partisans, M.N. Pedersen a développé une théorie du cycle de vie – ou « empan de vie » (*lifespan*) – partisan comprenant quatre seuils : déclaration, autorisation, représentation, signification. Ce cycle de vie correspond donc aux étapes conduisant à l'exercice du pouvoir, et est émaillé de plusieurs étapes de transformation partisane fortement impactée par des facteurs institutionnels, comme les règles de participation aux élections, l'accès aux médias ou le mode de scrutin<sup>76</sup>. Conçue pour analyser le cycle de vie des partis « mineurs », cette typologie est intéressante en ce sens qu'elle permet d'interpréter l'évolution d'un parti, qui n'est pas un organisme inerte, en fonction des épreuves qu'il traverse, à la manière d'un organisme vivant.

La famille de la gauche radicale est un excellent cas d'école pour la mise en pratique des nombreux modèles élaborés pour analyser les changements partisans. Par exemple, la disparition de l'Union soviétique est une cause contextuelle menant à une crise institutionnelle, pour reprendre le modèle d'Angelo Panebianco<sup>77</sup>. D'après le politologue italien, une crise peut être provoquée dans le parti si celui-ci connaissait déjà, en interne, des prédispositions au changement, ce qui était le cas de nombreux partis communistes secoués par des débats internes opposants réformateurs et orthodoxes. Vient ensuite une seconde

---

<sup>76</sup> Mogens N. Pedersen, « Towards a New Typology of Party Lifespans and Minor Parties », in. *Scandinavian political studies*, Volume 5, Issue 1, 1982, pp. 1-16.

<sup>77</sup> Angelo Panebianco, *op.cit.*

phase au cours de laquelle la coalition en poste à la direction du parti ne parvient pas à résoudre la crise. Cela provoque une reconfiguration des rapports de forces internes au parti, aboutissant à des changements plus ou moins aboutis dans la composition de l'équipe dirigeante. Enfin la troisième phase est celle de la restructuration organisationnelle en tant que telle, aboutissant à des changements dans la structure du parti, mais aussi à une redéfinition des objectifs politiques de l'organisation. Panebianco précisera par la suite que ce modèle est fortement dépendant du niveau de gravité de la crise rencontrée par le parti, mais également de son degré d'institutionnalisation. Les partis communistes étant frappés par la plus grande crise de leur Histoire et la plupart étant faiblement institutionnalisés en dehors du bloc soviétique, bon nombre d'entre eux ont suivi toutes les étapes décrites par Panebianco.

Le principal enseignement que nous apporte Panebianco est qu'il n'existe pas de voie unique et obligatoire dans l'évolution des organisations partisans, et que cette évolution peut être réversible, lorsqu'on parle notamment de « désinstitutionnalisation » d'une organisation partisane. De même, la stratégie déployée par un parti pour s'adapter au contexte dans lequel il évolue dépend largement des caractéristiques du parti. Un parti ne réagira donc pas nécessairement de la même manière qu'un autre face à une même variable contextuelle, et son degré d'adaptation peut varier, en fonction notamment de l'ampleur de l'institutionnalisation du parti, qui détermine en grande partie sa vulnérabilité aux facteurs stimulants les changements organisationnels. Enfin une concurrence accrue entre deux partis idéologiquement proches dans l'arène électorale, de même que le nouage de nouvelles alliances sont autant de facteurs contribuant à interroger l'identité des partis, et donc leur organisation interne et leurs structures de direction.

La transformation partisane, en fonction de son degré d'aboutissement, peut être apparentée à un véritable saut dans l'inconnu. C'est la raison pour laquelle le processus de transformation doit produire des résultats, et doit donc correspondre à des objectifs. Via une recherche comparative sur les changements organisationnels des partis politiques, Robert Harmel et Kenneth Janda ont accordé un rôle prépondérant au concept d'« objectif »<sup>78</sup>. S'ils considèrent, comme Panebianco, que bon nombre de changements internes aux partis résultent de décisions

---

<sup>78</sup> Robert Harmel, Kenneth Janda, "An Integrated Theory of Party Goals and Party Change", in. *Journal of Theoretical Politics*, 6(3), 259-287.

prises par les dirigeants, ils pensent aussi que ces changements doivent être étroitement associés à leur contexte<sup>79</sup>. Les deux auteurs partent du postulat que les changements organisationnels sont subis par les partis plus que désirés, ces derniers étant par essence structurellement conservateurs : plus un parti est institutionnalisé, plus il sera résistant aux changements. En vertu d'un second postulat, les auteurs considèrent que les changements les plus fondamentaux se produisent lorsque le parti est atteint par une « stimulation externe » (*external stimulus*) qui interroge directement sa capacité à atteindre son « objectif primaire ».

Une contribution moins citée mais néanmoins essentielle est celle de Benoît Rihoux et de sa théorie du changement partisan, dont l'objectif est de savoir pourquoi et comment les organisations partisans changent<sup>80</sup>.

Benoît Rihoux expérimente en premier lieu une méthode ambitieuse de description des évolutions des partis qui focalisent son attention, les partis écologistes, en définissant un « empan de vie » permettant de mettre en évidence des caractéristiques organisationnelles similaires à 14 partis différents, et de démontrer à quel point ceux-ci se sont transformés. Pour ce faire, il identifie une variable dépendante, le « *changement organisationnel formel majeur* », décrit comme une « *modification sensible [...] présentant un caractère obligatoire, apportée à au moins une des cinq caractéristiques centrales* » des partis écologistes.

L'auteur considère dès lors tout autre changement statutaire réglementaire comme un changement mineur. Il détermine ensuite huit variables indépendantes externes (victoire/défaite électorale, Accès/sortie du Parlement, Début/fin d'une participation gouvernementale, Modification législative relative au financement public des partis, Autre modification législative, Apparition/disparition d'un concurrent électoral direct, Changement politico-institutionnel global) et cinq variables indépendantes internes (Changement de leadership, Changement de faction dominante, Augmentation/diminution du nombre de membres, Augmentation/diminution de ressources financières, Augmentation/diminution du nombre de professionnels).

---

<sup>79</sup> Robert Harmel (dir), "Performance, Leadership, Factions and Party Change : an Empirical Analysis", in. *West European Politics*, 18(1), 1-33.

<sup>80</sup> Benoît Rihoux, *op.cit.*

L'empan de vie se matérialise sous la forme de frise chronologique, mentionnant certains évènements comme le premier texte statutaire complet, l'échec ou la réussite d'une tentative de changement organisationnel formel mineur ou majeur, ou des évènements particuliers, assortis d'une mention de « période de très forte intensité » pour les variables testées. Ce travail de fond a un intérêt certain dans la possibilité qu'il offre de déterminer si oui ou non certaines variables se recoupent, et peuvent éventuellement expliquer les raisons qui ont poussé un parti à se réorganiser. Après avoir testé ses hypothèses, l'auteur définit deux chemins d'explication et six propositions pour déterminer les adaptations et les non-adaptations des organisations partisans :

- L'évolution des rapports de force internes, avec trois propositions :
  - un changement de faction dominante, en faveur d'une faction « modernisatrice », facteur explicatif d'une adaptation ;
  - l'absence de changement de faction dominante en faveur d'une faction modernisatrice, facteur explicatif d'une non-adaptation ;
  - l'évolution des rapports de forces internes, indépendamment des deux propositions décrites ci-avant, facteur d'adaptation ou de non-adaptation.
- La variation de la taille de l'organisation, avec trois propositions :
  - Baisse ou hausse de la taille de l'organisation comme facteur explicatif d'adaptation organisationnelle ;
  - Stabilité de la taille de l'organisation comme facteur explicatif de non-adaptation organisationnelle ;
  - Variation de la taille de l'organisation, facteur d'adaptation ou de non-adaptation.

Benoît Rihoux met ainsi en valeur les transformations partisans comme une conséquence d'un ou de plusieurs chocs internes ou externes, comme une réponse logique, finalement, apporté par une organisation partisane à une crise qu'elle traverse.

Si les différents auteurs cités ci-avant se sont beaucoup attachés à chercher les causes des transformations partisans, leurs résultats sont moins souvent étudiés. Comme le démontrent Harmel et Janda, les partis poursuivent des objectifs. Quand le parti se transforme, toutes choses égales par ailleurs, c'est pour améliorer sa capacité à atteindre les objectifs qu'il s'est fixé. Ces modifications peuvent être choisies (changement de leader, changement de



programme, changement de stratégie) ou subies (scission d'une minorité du parti qui part fonder un nouveau parti, apparition d'un parti concurrent, ruptures d'une alliance avec un ou plusieurs autres partis).

Dès lors, plusieurs réponses sont possibles dans l'achèvement du projet de mutation du parti :

- élargissement à d'autres partis ou organisations proches,
- fusion avec un autre parti, ou absorption de celui-ci,
- transformation ou mutation du parti (de son identité, de son programme, de sa structure)
- nouvelles alliances (quel périmètre, avec quels alliés, dans quel intérêt)
- scission « structurante », c'est-à-dire affectant profondément la façon dont fonctionnait le parti jusqu'à ce que la scission intervienne (par exemple, le départ d'une importante minorité modérée ou radicale peut permettre de trancher un débat stratégique persistant).

Ces voies vers la mutation ou l'adaptation ne sont pas imperméables les unes aux autres et un parti peut suivre plusieurs voix en fonction de ses caractéristiques propres, comme du contexte par rapport auquel il est contraint de s'adapter.

Dans la lignée des tentatives de définition d'une typologie du changement partisan, Fabien Escalona a proposé le concept de reconversion partisane, soit « *l'ensemble des mutations engagées par un parti politique, dans le but de répondre avec succès à l'obsolescence de son projet [...] mutations [qui] peuvent être rassemblées sous trois catégories principales : la redéfinition du projet politique [...] ; la recomposition de la base électorale [...] ; les changements organisationnels* »<sup>81</sup>. Appliqué à la famille partisane de la social-démocratie européenne par le biais d'une analyse comparative, il permet de mettre en évidence les traits communs des transformations qu'ont connu différents partis à l'intérieur d'une même famille<sup>82</sup>. L'auteur a le mérite de considérer d'autres paramètres que les changements organisationnels et les facteurs internes comme externes qui peuvent les influencer. Il contribue surtout à légitimer un postulat important : les transformations partisans doivent produire des résultats, en particulier d'un point de vue électoral. L'analyse

---

<sup>81</sup> Fabien Escalona, *La reconversion partisane de la social-démocratie européenne, du régime social-démocrate keynésien au régime social-démocrate de marché*, Editions Dalloz, Paris, 2018, p. 5.

<sup>82</sup> Ibid, pp. 409-458.

des transformations ne se suffit pas à elle-même : il faut aussi analyser leur efficacité par rapport à des buts précis.

Les apports de la littérature en matière de changement partisan sont une base capitale de notre travail. Car s'il y a bien une famille de partis qui a connu de profondes évolutions dans ce domaine, c'est la famille de la gauche radicale européenne. Dans le chapitre 2, nous verrons que ces évolutions sont anciennes, notamment du fait des démarches de reconversion partisane des partis communistes ou, plus sporadiquement, de certains partis d'extrême-gauche.

## Chapitre 2 – La gauche radicale européenne et ses transformations

La gauche radicale est une famille ancienne dans le paysage politique européen. Mais à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle, elle connaît une crise majeure avec l'effondrement du bloc soviétique et ses principales composantes, les partis communistes, s'enfoncent dans une crise profonde, qui les incitent, pour la plupart, à se reconvertir<sup>83</sup>. Dans ce chapitre nous reviendrons en détail sur les définitions accordées au terme « gauche radicale » pour finalement privilégier celle qui paraît être la plus pertinente, avant d'aborder les transformations qu'a connu la famille partisane de la gauche radicale européenne des années 1990 à la période considérée dans la thèse, à savoir les 17 premières années du XXI<sup>ème</sup> siècle.

### 1. Préliminaire épistémologique, de quoi « gauche radicale » est-il le nom ?

#### 1.1 – « Gauche radicale » et « extrême-gauche », deux notions distinctes

Depuis la chute du bloc soviétique et l'affaiblissement des partis communistes européens, l'espace à la gauche de l'échiquier politique tend à gagner en complexité. A la gauche des familles partisans sociale-démocrates et environnementalistes, des partis, mouvements ou regroupements de partis et d'organisations politiques diverses incarnent une gauche radicale en mutation ou en refondation, grâce à l'émergence d'une nouvelle génération d'organisations partisans<sup>84</sup>.

Bien qu'il n'ait jamais été à proprement parler alimenté par la publication de travaux spécifiques, le versant épistémologique de l'étude des partis politiques situés à la gauche de la gauche sur l'échiquier politique fait débat. Le politologue averti aura sans doute concentré son attention, à la lecture du titre de cette thèse, sur un terme, « gauche », sur un autre, « radicale »,

---

<sup>83</sup> Pascal Delwit, *Les gauche radicales en Europe, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2016, p. 483-509.

<sup>84</sup> Gerassimos Moschonas, « L'Union européenne et les dilemmes de la gauche radicale. Réflexions préliminaires » in. *Transform!*, n°9, novembre 2011

et enfin sur leur association. Cette dernière est critiquable à maints égards. L'emploi du terme radicalisme est d'emblée sujet à caution du point de vue de l'histoire politique française, car il désigne une famille politique centriste et anticléricale, très puissante sous la Troisième République, incarnée notamment par un groupe parlementaire baptisé « Gauche radicale »<sup>85</sup>.

Les organisations partisans occupant l'espace politique à la gauche de la social-démocratie sont, de manière générale, désignées sous une telle variété de termes par la littérature scientifique qu'il paraît évident qu'un travail spécifique sur l'identité de cette famille politique fait cruellement défaut dans le domaine de l'étude des partis politiques et du phénomène partisan. Si les travaux sur les grands partis communistes européens, en particulier français et italien, ont été légion pendant les décennies de la « Guerre froide »<sup>86</sup>, depuis l'effondrement du bloc soviétique, l'étude de ce que la gauche de la gauche compte de partis politiques a beaucoup moins suscité l'intérêt des chercheurs<sup>87</sup>. La perte de repères lié à l'effondrement du communisme a porté en elle un ensemble complexe de transformations et d'adaptations, nécessitant un travail permanent de redéfinition, en lien avec les mutations successives de certains anciens partis communistes, et qui alimente le débat épistémologique. Lorsqu'il s'agit uniquement de la France, la littérature francophone regorge d'ouvrages traitant de « l'extrême gauche », avec à chaque fois un terrain d'investigation plus ou moins vaste. Christine Pina inclue ainsi dans l'extrême gauche une large variété de partis, allant de la mouvance trotskyste à des partis bien plus modérés comme le Parti populaire socialiste danois et le Parti socialiste néerlandais, qui ont participé à un gouvernement ou aspirent à le faire<sup>88</sup>.

Dans son « dictionnaire de l'extrême gauche », Serge Cosseron se concentre sur les mouvements les plus radicaux, souvent issus de la mouvance anarchiste, et sur les organisations politiques incarnant les multiples ramifications de la mouvance trotskyste en France<sup>89</sup>. Frédéric Charpier associe quant à lui directement le concept d'extrême gauche au terme « trotskyste », restreignant d'autant son champ d'investigation<sup>90</sup>. Dominique Reynié fait

---

<sup>85</sup> Jean-Marie Mayeur, *La vie politique sous la Troisième République, 1870-1940*, Seuil, 1984

<sup>86</sup> José Gotovitch, Pascal Delwit, Jean-Michel De Waele, *L'Europe des communistes*, Editions Complexe, Bruxelles, 1992

<sup>87</sup> Luke March, *Radical Left Parties in Europe*, Routledge, London, 2011, p. 4

<sup>88</sup> Christine Pina, *L'extrême gauche en Europe*, La documentation française, Paris, 2005

<sup>89</sup> Serge Cosseron, *Dictionnaire de l'extrême gauche*, Larousse, 2007

<sup>90</sup> Frédéric Charpier, *Histoire de l'extrême gauche trotskiste : De 1929 à nos jours*, Editions 1, 2002

le même choix dans « L'extrême gauche, moribonde ou renaissante ? », qui est plus un livre à charge contre les partis trotskystes, jugés nuisibles au développement électoral de la gauche gouvernementale réformatrice, qu'un travail d'analyse empirique<sup>91</sup>. Enfin Philippe Reynaud, bien qu'il prenne le soin de souligner le fait qu'elle est « plurielle », associe à l'extrême gauche sur la photographie illustrant sa première de couverture des personnalités aussi diverses qu'Olivier Besancenot, porte-parole de l'ancienne Ligue communiste révolutionnaire, qui appartient indiscutablement à l'extrême-gauche, José Bové, syndicaliste paysan élu en 2009 député européen sur les listes modérées d'Europe Ecologie, et Jean-Luc Mélenchon, figure de l'aile gauche du Parti socialiste, parti qu'il quittera en 2008 pour fonder le Parti de gauche, composante du Front de gauche initié simultanément dans le cadre d'une alliance avec le Parti communiste français<sup>92</sup>.

L'usage fréquent du terme « extrême gauche » par les journalistes et plusieurs chercheurs français pour désigner, parfois de manière simpliste et abusive, tout ce qui se situe à la gauche du Parti socialiste et de ses proches alliés, correspond à l'évidence à une spécificité bien française : la percée électorale, dans les années 1990 et au début des années 2000, de partis politiques issus de la mouvance trotskyste – principalement Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire – se revendiquant clairement du communisme et d'une stratégie révolutionnaire de renversement des institutions en place, et dont les candidats aux élections présidentielles de 1995 et 2002, Arlette Laguiller et Olivier Besancenot, ont obtenu des résultats élevés, sans commune mesure pour cette mouvance politique dans le reste de l'Europe, à plus forte raison dans les années 1990 et 2000<sup>93</sup>.

Dans la littérature contemporaine, d'autres expressions sont plus volontiers employées. Dans un ouvrage collaboratif publié en 2012, Daniel-Louis Seiler et Jean-Michel De Waele préfèrent le terme de « partis de la gauche anticapitaliste », les deux politologues justifiant leur démarche par un essai de typologie et un exercice de classification sous forme de « famille politique »<sup>94</sup>. Luke March, à qui l'on doit de nombreuses contributions sur l'étude du

---

<sup>91</sup> Dominique Reynié (dir), *L'extrême gauche, moribonde ou renaissante ?*, Presses universitaires de France, 2008

<sup>92</sup> Philippe Reynaud, *L'extrême-gauche plurielle, Entre démocratie radicale et révolution*, Autrement, Paris, 2006

<sup>93</sup> Christine Pina, « L'extrême gauche, la 'vraie gauche' ? », in. Pierre Bréchon (dir), *Les partis politiques français*, La Documentation Française, Paris, 2011, pp. 181-203

<sup>94</sup> Jean-Michel De Waele, Daniel-Louis Seiler (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Economica, Paris, 2012

phénomène partisan à la gauche de la social-démocratie, évoque ainsi en 2008 les *Far left parties*<sup>95</sup> (expression qu'il n'est pas aisé de traduire en français), avant d'employer plus tard l'expression *radical left* dans son ouvrage séminal *Radical left parties in Europe*<sup>96</sup>. Bon nombre d'auteurs anglophones utilisent simplement le terme *left*, notamment Richard Dunphy qui publie en 2004 *Contesting capitalism? Left parties and European integration*, dans lequel l'auteur se focalise sur les *parties to the left of social-democracy – communist, 'new left' and 'green left' parties*, ou encore Jonathan Olsen, Michael Kob et Dan Hough, qui publient en 2010 *Left parties in national governments*, un ouvrage qui se concentre sur la participation au gouvernement de partis situés à la gauche des écologistes et de la social-démocratie<sup>97</sup>. Dans un article co-écrit avec Tim Bale en 2011, Richard Dunphy emploie à son tour le terme *radical left*<sup>98</sup>.

Pour plusieurs raisons, outre celles précédemment évoquées, l'emploi du terme « extrême gauche » paraît inapproprié pour qualifier globalement les partis se situant à la gauche de la gauche, ou plus précisément à la gauche de la gauche de gouvernement, de la gauche appartenant à la famille sociale-démocrate<sup>99</sup>. D'après Mathieu Vieira et Jean-Michel De Waele, « le qualificatif 'extrême' ne convient plus à ces partis, entièrement convertis aux valeurs et aux pratiques de la démocratie représentative [...] l'extrémisme ne doit en rien être confondu avec le radicalisme »<sup>100</sup>. Une distinction s'impose en effet entre extrême-gauche et gauche radicale, des termes qui désignent deux types de partis différents selon une définition de Luke March<sup>101</sup> reprise par Jonathan Olsen, Dan Hough et Michael KoB<sup>102</sup> :

*Within [this] liberal democratic context, extremists are anti-democrats per se, while radicals are anti-liberal democratic, but not anti-democratic per se [...] 'Extremism' in contrast is an ideological and*

---

<sup>95</sup> Luke March, *Contemporary Far Left Parties in Europe. From Marxism to the mainstream?*, Friedrich Ebert Stiftung, International policy analysis, November 2008, pp. 126-143

<sup>96</sup> Luke March, *Radical Left parties in Europe*, op. cit.

<sup>97</sup> Jonathan Olsen, Dan Hough, Michael Kob (ed), *Left parties in national governments*, Palgrave Macmillan, New York, 2010

<sup>98</sup> Richard Dunphy, Tim Bale, "The radical left in coalition government: Towards a comparative measurement of success and failure", in *Party Politics*, 17(4) 488-504

<sup>99</sup> Jean-Numa Ducange, Philippe Marlière, Louis Weber, *La gauche radicale en Europe*, éditions du croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2013, pp. 91-94

<sup>100</sup> Jean-Michel De Waele, Mathieu Vieira, « La famille de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale », in Jean-Michel De Waele, Daniel-Louis Seiler (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, op. cit., p. 55

<sup>101</sup> Luke March, *Radical left parties in Europe*, op. cit., pp. 10-18

<sup>102</sup> Jonathan Olsen, Dan Hough, Michael Kob, "From pariah to players? Left parties in national governments", in Jonathan Olsen, Dan Hough, Michael Kob (ed), *Left parties in national governments*, op. cit., pp. 5-6

*practical opposition to democracy, either as it exists in a particular system, or as a system [...] whereas radical parties approximate to a 'semi-loyal' position, contesting only certain elements of liberal democracy. [...] Radical left parties accept democracy (verbally at least), although they combine this with (often vaguely defined) aspirations towards political reform and/or direct democracy and local participative democracy, including incorporating the rights of the excluded and marginalized (e.g. unemployed, migrant workers) in the political system. Their anti-capitalism involves opposition to 'neo-liberal' globalized capitalism associated with the 'Washington Consensus', although they support a mixed market economy with private enterprise confined to services and small-medium enterprise. Extreme left parties in contrast have a clearer 'revolutionary' self-ascription, espouse far greater hostility to liberal democracy, usually denounce all compromise with 'bourgeois' political forces including social democracy, emphasize extra-parliamentary struggle and define 'anti-capitalism' far more strictly, often regarding most market enterprise as anathema.*

## **1.2 – Caractériser la gauche radicale**

L'expression de la radicalité des partis de la gauche radicale ne désigne pas forcément une orientation idéologique clairement définie. Ces partis se revendiquent volontiers de la gauche, jusque dans leurs noms. Les partis scandinaves, pour la plupart des organisations communistes réformées, ont été des précurseurs en la matière, dans des pays où l'opposition droite/gauche n'a jamais été aussi prononcée qu'en France : on trouve ainsi en Finlande l'Alliance de gauche (*Vasemmistoliitto*), en Islande le Mouvement vert de gauche (*Vinstrihreyfingin - grænt framboð*), en Norvège le Parti socialiste de gauche (*Sosialistisk Venstreparti*), et en Suède le Parti de gauche (*Vänsterpartiet*). En Allemagne, la fusion en 2005 des deux organisations-piliers de la gauche radicale a donné naissance à *Die Linke*, littéralement « La Gauche ». Au Portugal, on trouve ancré à la gauche de la gauche le Bloc de gauche (*Bloco de Esquerda*), et en Espagne la Gauche unie (*Izquierda Unida*). En Italie, l'alliance électorale entre le Parti de la refondation communiste et le Parti des communistes italiens a abouti à la création d'une Fédération de la gauche (*Federazione della Sinistra*), de même qu'en France, l'alliance du Parti communiste français avec le Parti de gauche et plusieurs autres petites organisations (dont la Gauche unitaire et la Gauche anticapitaliste) a donné naissance au Front de gauche. Les Grecs sont encore ceux qui sont parvenus à demeurer les plus

exhaustifs avec SYRIZA, abréviation de *Synaspismós Rhizospastikís Aristerás*, qui se traduit littéralement en français Coalition de la gauche radicale.

La gauche, donc. Avant d'être radicale, la gauche radicale est donc de gauche. On retrouve ce désir de s'en revendiquer jusque dans le nom des organisations regroupant ses différentes composantes nationales au niveau européen : le Parti de gauche européenne (PGE), la Gauche anticapitaliste européenne (GACE) ou encore l'eurogroupe parlementaire Gauche unie européenne / Gauche verte nordique (GUE/NGL). Au cours de la période récente, la plupart des organisations de la gauche radicale qui se sont créées, refondées ou transformées ont pratiquement toutes abandonné la mention de termes plus connotés idéologiquement, au premier rang desquels le communisme et le socialisme. Il s'agit souvent d'une simple question de survie, car la mutation est souvent une réponse à la crise identitaire traversée par les partis communistes européens dans les années 1990 : s'adapter à un environnement changeant, ne pas camper sur des positionnements qui ont perdu de leur signification dans un contexte différent, pour ne pas courir le risque de se retrouver marginalisés<sup>103</sup>.

L'emploi du terme gauche peut aussi renvoyer à l'évolution des partis sociaux-démocrates, dont les orientations politiques ont beaucoup évolué vers la modération au cours des vingt dernières années. Jonathan Olsen, Dan Hough et Michael Kob partent du postulat que la social-démocratie se situe désormais au centre-gauche de l'échiquier politique, pour réserver la « gauche » à des partis, en somme, plus à gauche (*Finally, far left parties – or more simply 'left' parties, distinct from their social-democratic 'centre-left' cousins*)<sup>104</sup>. Daniel-Louis Seiler observe ce « glissement sémantique » comme une volonté des partis de la gauche radicale de « dénier l'appartenance du Parti des socialistes européens à la gauche [...] Les partis retenus [*dans sa typologie*] sont ceux qui ne souscrivent pas à ce qu'ils considèrent, à tort ou à raison, comme une dérive libérale sinon ultra-libérale des mandataires politiques habituels du mouvement ouvrier : les partis sociaux-démocrates, socialistes ou travaillistes »<sup>105</sup>. Un point de vue corroboré par celui de Mathieu Vieira et Jean-Michel De Waele : « la famille anticapitaliste

---

<sup>103</sup> Luke March, *Radical Left parties in Europe*, op. cit., pp. 24-50

<sup>104</sup> Jonathan Olsen, Dan Hough, Michael Kob, "From pariah to players? Left parties in national governments", op. cit., p. 2

<sup>105</sup> Daniel-Louis Seiler, « Panorama de la gauche anticapitaliste en Europe : essai de typologie », in. Jean-Michel De Waele, Daniel-Louis Seiler, *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, pp. 7-31



refuse le compromis entre l'Etat et le marché auquel s'est livré selon elle son rival social-démocrate. L'anticapitalisme partisan se pose ainsi en opposition au modèle social-démocrate »<sup>106</sup>. Concrètement, il est habituellement reproché aux partis sociaux-démocrates leur trop grande modération sur les questions économiques, leur trop grande conciliation voire proximité avec « l'impérialisme » des Etats-Unis d'Amérique, leur volonté de ne plus incarner des débouchés politiques aux revendications des mouvements sociaux et aux besoins immédiats des couches populaires, ou encore leur engagement immodéré en faveur de l'Union européenne, dont les institutions promeuvent des pratiques et impulsent des politiques dénoncées par bon nombre d'activistes, organisations et intellectuels de gauche<sup>107</sup>.

L'emploi de notions aussi générales que la « gauche » pour s'autodéterminer correspond à une volonté de rassembler autant de soutien que possible pour élargir une assise militante et électorale de plus en plus fragile et incertaine. La crise identitaire de la gauche radicale perdure depuis les années 1990, les débats idéologiques et sémantiques restent vifs et les divergences de points de vue sont nombreuses. De ce fait, la gauche radicale est sur la défensive sur la question des valeurs. Elle est à l'offensive contre un système institutionnel, social et surtout économique qu'elle dénonce, mais elle ignore encore précisément ce qu'elle souhaite y substituer. En outre elle s'est, au fil des années, institutionnalisée. Le modèle de l'organisation de masse à caractère révolutionnaire propre aux anciens partis communistes n'a pas perduré. A quelques nuances près, la gauche radicale accepte les institutions démocratiques. Elle participe aux élections, avec souvent la volonté clairement revendiquée de les utiliser pour accéder au pouvoir, comme n'importe quel autre parti<sup>108</sup>. Dernièrement, l'emploi du terme « gauche » est lui aussi questionné, notamment par Pablo Iglesias, leader du parti espagnol Podemos : « nous soutenons, nous, que gauche et droite, ces deux catégories qui servent à identifier et à expliquer les choses, cette manière de voir et de nommer, s'est effondrée après la chute du Mur de Berlin [...] Ce débat où les camps politiques se positionnent est un débat de perdants, dans lesquels nous perdons toujours. Si nous ne refusons pas cette posture, nous ne pourrions pas gagner »<sup>109</sup>.

---

<sup>106</sup> Jean-Michel De Waele, Mathieu Vieira, « La famille de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale », op. cit., p. 55

<sup>107</sup> Richard Dunphy, *Contesting capitalism?*, op. cit., pp. 163-167

<sup>108</sup> Luke March, *Radical Left parties in Europe*, op. cit., p. 15

<sup>109</sup> Ana Dominguez, Luis Giménez (dir), *Podemos, sûr que nous pouvons !*, Indigène éditions, 2015, p. 86

La « radicalité » de certains partis est également questionnable, au moins dans la pratique : l'on peut ainsi s'interroger sur le degré réel de radicalité de partis comme l'Alliance de gauche finlandaise, régulièrement associée à des gouvernements dirigés par les conservateurs et un temps tentée par la fusion avec le Parti social-démocrate<sup>110</sup>, ou le Parti socialiste néerlandais qui, pendant la campagne législative de 2012, s'est déclaré prêt à former une alliance avec les Libéraux, encouragé en ce sens par des sondages flatteurs<sup>111</sup>. Le désir d'être intégré aux institutions de façon concrète, en participant au gouvernement, a poussé beaucoup de partis de la gauche radicale à policer leur image, pour devenir des partenaires de coalition acceptables. La mutation partisane peut donc être un moyen dans l'objectif de la participation au pouvoir, dès lors que le parti susvisé a accepté son statut de force minoritaire, contrainte de passer par des alliances avec d'autres partis plus modérés pour avoir une chance d'entrer au gouvernement<sup>112</sup>.

En dehors de la Grèce et du Portugal où subsistent le KKE et le PCP, encore très marqués par l'orthodoxie idéologique marxiste-léniniste, les organisations partisans qui parviennent à atteindre un stade de développement significatif ne représentent par les tendances les plus radicales de la gauche. Le cas très particulier de la Grèce est vraiment l'exception qui confirme la règle. Dans le cas de ce pays comme au Portugal, le maintien à un étiage relativement élevé d'un parti communiste non transformé n'a pas empêché l'apparition d'une gauche radicale plus proche des standards européens. La SYRIZA grecque et le Bloc de gauche portugais ont ainsi pu émerger et se renforcer malgré la concurrence persistante du Parti communiste traditionnel, au point que la première a fini par accéder au pouvoir en 2015.

En somme, bien que cette terminologie soit imparfaite et discutable à l'envie, l'emploi du terme « gauche radicale » fera office de moins mauvais choix pour désigner les organisations partisans se situant à *la gauche de la gauche*, c'est-à-dire à la gauche des partis se revendiquant d'une gauche modérée, au premier rang desquels les partis sociaux-démocrates et écologistes.

---

<sup>110</sup> Richard Dunphy, "A poisoned chalice? Finland's Left Alliance and the perils of government", in Jonathan Olsen, Michael Kob, Dan Hough (ed), *Left parties in national governments*, op. cit., pp. 69-86

<sup>111</sup> Corinne Deloy, « La gauche de la gauche, favorite des élections législatives néerlandaises », 20/08/2012 – Analyse, Observatoire des élections en Europe, Fondation Robert Schuman < <http://www.robert-schuman.eu/fr/oe/1364-la-gauche-de-la-gauche-favorite-des-elections-legislatives-neerlandaises>>

<sup>112</sup> Luke March, *Contemporary Far Left Parties in Europe. From Marxism to the mainstream?*, op. cit.

Luke March suit sans doute ce qui reste le chemin le plus simple, en définissant ces partis comme *radicaux* premièrement parce qu'ils rejettent la structure socioéconomique sous-jacente du capitalisme contemporain et ses valeurs et pratiques (allant, en fonction des cas, du rejet du consumérisme et du néo-libéralisme à l'opposition à la propriété privée) ; deuxièmement parce qu'ils préconisent une politique économique impliquant une redistribution majeure des richesses. Il les définit comme *de gauche* premièrement parce qu'ils dénoncent les inégalités économiques et sociales inhérentes, selon eux, au modèle de société capitaliste prévalant en Europe, et parce qu'ils font de la préservation ou du développement des droits sociaux leur revendication principale. Deuxièmement, parce qu'ils sont plus anticapitalistes qu'antidémocratiques, bien qu'une subversion radicale de la démocratie libérale puisse être implicite dans les objectifs redistributeurs de plusieurs de ces partis. Enfin, cette gauche est internationaliste, tant au niveau de sa quête de réseaux et de solidarités transnationaux que dans son idée que les problèmes socio-économiques nationaux ou régionaux ont des causes globales structurelles (comme l'« impérialisme » ou la « globalisation »)<sup>113</sup>.

---

<sup>113</sup> Luke March, *Radical Left Parties in Europe*, op. cit., pp. 9-12

## 2. La gauche radicale européenne en tant que famille partisane

### 2.1 – Dresser un bilan des mutations des partis communistes depuis la chute du bloc soviétique

Peu d'études ont été consacrées aux mutations partisans de la gauche radicale au cours des 25 dernières années dans une perspective comparative, les auteurs préférant souvent des compilations d'études de cas générales. Plusieurs contributions importantes ont toutefois été produites concernant les transformations partisans des partis communistes.

La plupart des partis de la gauche radicale existant au cours de la période étudiée puisent leurs origines dans des organisations ou des tendances anciennes. C'est en particulier le cas des partis issus d'une refondation d'un parti communiste désireux de transformer son identité partisane. Au début des années 1990, la disparition de l'Union soviétique plonge le communisme partisan dans une profonde crise. A la disparition d'un soutien matériel et financier parfois important s'est ajoutée une perte de repères et de références. Si l'image de l'URSS à l'étranger s'était sérieusement dégradée suite à la révélation des crimes du régime stalinien ou de mouvements de répression brutaux comme le Printemps de Prague et l'intervention armée en Afghanistan, les partis communistes pouvaient encore se tourner vers le « grand frère » soviétique pour maintenir l'idée qu'une société socialiste opposée au capitalisme demeurerait quelque chose de concret. En Europe occidentale, si quelques rares partis significatifs ont réussi à survivre en préservant une identité et des discours fidèles aux principes Marxistes-léninistes, au premier rang desquels les partis communistes grec, portugais, et dans un premier temps français, la grande majorité ont préféré suivre la voie de la mutation.

Joan Botella et Luis Ramiro se penchent en 2003 sur les évolutions des partis communistes ouest-européens, entamées d'après eux dès les années 1980<sup>114</sup>. Ces partis entrés en crise optent pour des solutions diverses afin d'assurer leur reconversion, certains choisissant même de changer de famille politique (en se muant en parti social-démocrate ou en parti « vert »).

---

<sup>114</sup> Joan Botella, Luis Ramiro, "The crisis of West European Communist Parties and their Change Trajectories: Communists, Post-Communists, Ex-Communists?", in. Joan Botella, Luis Ramiro, *The crisis of communism and party change. The evolution of west european communist and post-communist parties*, ICPS, Barcelona, 2003, pp. 239-254

D'après eux, ce processus est ancien et précède la disparition du bloc soviétique : isolation puis le déclin progressif de nombreux PC ont poussé les plus puissants d'entre eux à théoriser l'« eurocommunisme », impliquant une démarginalisation des PC via un décloisonnement idéologique parfois timide, sans succès pour juguler le déclin électoral qui les affectent. La crise des PC revêt d'autres aspects : baisse continue des effectifs militants – phénomène qui n'est pas limité aux partis communistes – fin du modèle du parti de masse difficilement acceptable pour des partis qui ont fondé leur identité sur l'incarnation de la classe ouvrière, nombre croissant de dissensions internes mal gérées du fait du centralisme démocratique, qui conduisent à des exclusions et à des scissions dès les années 1970, perte d'influence dans les syndicats, qui était jusqu'alors d'importants viviers de recrutement militant, contexte de triomphe des idées néolibérales dans les années 1980, soit un nouveau facteur d'isolement dans les systèmes politiques, et enfin rude compétition électorale à gauche, du fait de la montée en puissance des partis sociaux-démocrates, plus souples dans leur corpus idéologique et leur structuration interne, et donc plus réactifs aux changements de l'environnement politique dans lequel ils évoluent.

Plusieurs chocs internes et externes ont donc affecté les PC et les ont incités à se transformer : le déclin de la classe ouvrière a affaibli l'implantation traditionnelle du communisme dans certains milieux sociaux, non compensée par le gain de nouveaux soutiens dans d'autres secteurs de la société, et l'apparition des revendications « post-matérialistes » à la fin des années 1960 a souvent été mal comprise et les tentatives d'assimilation trop tardives. La rigidité idéologique des PC a été un handicap majeur dans leur capacité d'adaptation aux changements contextuels, leurs dirigeants politiques prenant parfois de mauvaises décisions, pris en étau par le désir de se tourner vers de nouveaux soutiens tout en ménageant les bases sociales historiques qui pourraient rompre en fonction du degré de transformation du parti. Finalement, la disparition du bloc soviétique a été le choc externe majeur qui a contraint les PC à accentuer leurs efforts pour se transformer ou, à minima, tenter de s'adapter à un contexte radicalement nouveau, un processus rendu compliqué par la saturation de l'espace politique à gauche, du fait notamment de l'apparition des partis écologistes et d'une bien meilleure résistance des partis sociaux-démocrates.

Partant du postulat formulé par Richard Rose et Thomas T. Mackie selon lequel le besoin primaire pour un parti politique est de survivre au temps, et donc d'assurer un équilibre entre des objectifs internes – maintenir une organisation cohérente – et externes – s'adapter dans l'environnement politique dans lequel on évolue<sup>115</sup>, Luke March établit des facteurs impactant la réussite (*success*) d'un parti en général dans l'attente de son objectif principal (*primary goal*), qui peut être la conquête du pouvoir tout comme la mise à l'agenda politique de certaines idées ou revendications. March reprend à son compte plusieurs apports de la littérature consacrée à l'étude des partis<sup>116</sup> :

- Les facteurs de demande (*demand-side factors*), en lien avec le contexte socio-économique, ce dernier pouvant créer des conditions plus ou moins favorable à l'expansion de la gauche radicale ;
- Les facteurs d'offre externes (*external supply-side factors*), relatifs aux institutions et au système politique, qui se rapportent notamment aux rapports avec la social-démocratie, au mode de scrutin, lequel peut fortement influencer la politique d'alliances électorales d'un parti, ou au caractère plus ou moins parlementariste des institutions, qui peut influencer des orientations stratégiques ;
- Les chocs externes (*external shocks*), pour la plupart électoraux, peuvent pousser un parti à changer d'orientation : un succès électoral peut par exemple provoquer un choc dans un parti ayant jusqu'alors pour habitude de rejeter la participation gouvernementale ;
- Les facteurs d'offre interne (*internal supply-side factors*), en lien avec les orientations stratégique propre au parti, son organisation interne, le poids de son leader dans le fonctionnement de cette organisation, son degré de centralisation, avec en négatif la gestion de contradiction pouvant survenir entre la fidélité à l'obédience idéologique et le *party goal*.

Jonathan Olsen, Dan Hough et Michael KoB proposent un modèle proche, basé sur quatre facteurs affectant la nature des choix stratégiques opérés par les partis de la gauche radicale :

---

<sup>115</sup> Richard Rose, Thomas T. Mackie, « Do Parties Persist or Fail? The Big Trade-off Facing Organizations », in. Richard Rose, Thomas T. Mackie (eds), *When Parties Fail: Emerging Alternative Organizations*, Princeton University Press, Princeton, 1998.

<sup>116</sup> Luke March, *Radical left parties in Europe*, op. cit., pp. 25-28

les facteurs institutionnels (*institutionnal factors*), en lien avec l'influence des modes de scrutin employés pour les élections, la nature du régime politique (plus ou moins parlementaire) et les traditions nationales dans le processus de formation des gouvernements ; le système de partis et la nature de la compétition électorale, en rapport avec les clivages sociaux-politiques dans la société et les liens historiques entre les partis politiques ; l'organisation et les dynamiques internes aux partis, avec le rôle essentiel du leadership et du rapport de force entre les différentes sensibilités ou fractions constituées à l'intérieur du parti ; enfin le facteur « situationnel », incluant les « chocs externes » se rapport à l'évolution de l'environnement politique dans lequel le parti évolue<sup>117</sup>.

Les études de cas appliquant ces différents modèles démontrent que la grande majorité des partis communistes, en particulier en Europe occidentale, ont globalement convergé vers un « entre-deux », préservant l'identité communiste tout en modifiant les discours et la structuration interne. Cette solution est parfois la moins risquée compte tenu de l'espace disponible sur l'échiquier politique : si le Parti communiste italien s'est transformé en Parti démocrate de gauche, d'orientation sociale-démocrate, c'est parce que la faiblesse du Parti socialiste italien laissait de l'espace à gauche. C'est là l'exception qui confirme la règle, les autres pays européens, au moins pour ce qui concerne l'Europe de l'ouest, comportant déjà un parti social-démocrate fort. D'autres partis ont en revanche opté pour des changements assez profonds, abandonnant toute référence au communisme pour adopter un profil idéologique plus éclectique. C'est le cas notamment des partis communistes suédois et finlandais, dont la mutation précoce a pu permettre de mieux encaisser le choc de la chute du bloc soviétique, avec des résultats stables, voire en hausse dans le cas suédois.

La mutation a aussi pu échouer à cause de remise en question d'équilibre internes entre fractions concurrentes au sein du parti : le Parti communiste grec est ainsi demeuré un parti communiste particulièrement orthodoxe du fait de la mise en minorité du courant réformateur lors d'un congrès en 1991, qui entraînera le départ des cadres favorables à la mutation du parti,

---

<sup>117</sup> Jonathan Olsen, Dan Hough, Michael Kob, "From pariah to players? Left parties in national governments", *op.cit.*, pp. 9-10

enterrant toute possibilité de transformation poussée<sup>118</sup>. Le choix de l'« orthodoxie » ou du « conservatisme » fait généralement assez peu recette : parmi les partis communistes ayant choisi cette voie, seuls les partis grecs et portugais ont su préserver un étiage électoral significatif.

Bien après la chute du bloc soviétique, bon nombre de partis communistes ou postcommunistes ont enduré plusieurs chocs externes, pour la plupart électoraux, impulsant des changements stratégiques majeurs. Ainsi le résultat catastrophique de sa candidate à l'élection présidentielle de 2007 a-t-il pu convaincre le Parti communiste français de se lancer dans la construction du Front de gauche, un cartel électoral l'unissant à des mouvements provenant de l'extrême-gauche et d'une scission de la social-démocratie. Même constat pour la Gauche unie, alliance essentiellement composée du Parti communiste espagnol qui, après sa déroute lors des élections législatives de 2008, s'est résolue à s'ouvrir à de nouvelles sensibilités, concluant des alliances avec des mouvements écologistes ou régionalistes.

Le rapport aux institutions joue aussi un rôle important. Au Danemark, en 1989, les plus petites composantes de la gauche radicale prennent l'initiative de se regrouper au sein d'un nouveau parti, la Liste de l'unité, afin de pouvoir atteindre le seuil des 2 % des suffrages exprimés nécessaire pour avoir des élus au Parlement, objectif qu'elles étaient devenues incapables d'atteindre séparément.

Ainsi les mutations des partis communistes sont elles encore en cours. Elles se dépassent et se transcendent dans une famille de la gauche radicale au sein de laquelle des mouvements d'origines diverses et d'obédiences variées se rencontrent. Les mutations peuvent être particulières (un seul parti se transforme) ou globales (plusieurs partis se regroupent, ou un parti éclate en plusieurs partis, ou un rapport de force longuement établis entre deux partis concurrents s'inverse). C'est aujourd'hui cette famille de la gauche radicale qu'il faut étudier dans son ensemble pour en cerner toutes les subtilités.

---

<sup>118</sup> Stathis N. Kalyvas, Nikos Marantzidis, "The two paths of the Greek communist movement (1985-2001)", in. Joan Botella, Luis Ramiro, *The crisis of communism and party change. The evolution of west European communist and post-communist parties*, op. cit., pp. 13-32



## 2.2 – Identifier les différentes composantes de la gauche radicale partisane : un défi ?

Encore majoritairement composée de partis communistes aux racines anciennes au début du XXI<sup>ème</sup> siècle<sup>119</sup>, la gauche radicale tend depuis quelques années à se renouveler et à se diversifier. Par rapport au mouvement communiste international trente ans plus tôt, la gauche radicale a subi un processus de profonde dé-radicalisation<sup>120</sup>. A un anticapitalisme plus ou moins affirmé se sont greffées de nouvelles orientations structurantes comme la défense de l'égalité des droits (féminisme, droits des homosexuels, droit des immigrants et étrangers), le pacifisme, et surtout la défense de l'environnement (et, notamment, l'opposition au recours à l'énergie nucléaire pour un nombre croissant de ces partis). De fait, la gauche radicale tend à s'adapter, avec plus ou moins d'enthousiasme en fonction des contextes nationaux, aux mutations de la théorie des clivages partisans formulée par Seymour M. Lipset et Stein Rokkan, tant au niveau du clivage possédants/travailleurs opposants patronat et salariés, qu'au niveau du clivage « socialistes/communistes », de par leur critique d'une social-démocratie jugée trop conciliante à l'égard du néo-libéralisme. Elle s'inscrit aussi pleinement dans les revendications post-matérialistes décrites par Ronald Inglehart, en reprenant notamment à son compte les combats des nouveaux mouvements sociaux.

Plusieurs exercices de classifications ont été menés récemment pour faire état des changements profonds affectant la gauche de la gauche depuis la chute de l'Union soviétique, qui a entraîné la disparition ou la mutation de nombreux partis communistes européens. La gauche radicale forme aujourd'hui une « famille » partisane, réceptacle de la grande diversité d'origines, d'identités et d'orientations idéologiques qui la constituent<sup>121</sup>.

Cet exercice de catégorisation ou de classification des partis de la gauche radicale européenne relève d'un véritable défi, tant les ramifications sont nombreuses. Ces partis partagent certes un corpus idéologique et programmatique de base : tous rejettent le « consensus » ou la « pensée unique » néolibéral(e) et les processus de marchandisation et de globalisation de la société que cela implique. Tous ont de fortes réserves quant au projet d'intégration

---

<sup>119</sup> Richard Dunphy, *Contesting capitalism? Left parties and European integration*, op. cit.

<sup>120</sup> Luke March, *Contemporary Far Left Parties in Europe: From Marxism to the Mainstream?*, op. cit.

<sup>121</sup> Jean-Michel De Waele, Mathieu Vieira, « La famille de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale », in. Daniel-Louis Seiler, Jean-Michel De Waele, *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, op. cit. pp. 50-85

européenne, qu'ils jugent insuffisamment démocratique et trop favorable au libéralisme économique. Tous rejettent les « lois du marché » et défendent le plein emploi et des politiques redistributives, soutenues par des réformes fiscales faisant peser l'effort de solidarité en priorité sur les hauts revenus et le capital. Tous défendent des politiques de coopérations internationales tournées vers les pays défavorisés, à l'opposé de « l'impérialisme » inspiré par les Etats-Unis d'Amérique. Enfin la grande majorité d'entre eux défendent, nous l'avons vu, les droits des minorités et ont intégré la défense de l'environnement à leurs principales revendications<sup>122</sup>.

Pour autant, la famille de la gauche radicale est riche d'une grande diversité de parcours, d'histoires propres, d'orientations stratégiques distinctes qui rendent pertinentes les tentatives de catégorisation. Pour y parvenir, différentes méthodes peuvent être employées. Les travaux, en quelque sorte pionniers, de David S. Bell et Martin J. Bull réalisés au début des années 1990 se sont concentrés sur les partis communistes pour distinguer ceux qui choisissent de rester fidèles aux principes idéologiques et organisationnels du marxisme-léninisme de ceux qui s'en sont éloignés pour incarner un communisme réformé, voire ont abandonné le communisme tout court pour se muer en partis politiques d'un genre différent. Joan Botella et Luis Ramiro reprennent en 2003 cette opposition binaire entre abandon et maintien de l'identité communiste pour distinguer les évolutions des partis communistes d'Europe occidentale<sup>123</sup>. Les analyses tendent à se complexifier à mesure que la famille de la gauche radicale se diversifie, avec notamment l'apparition de nouveaux partis qui ne « descendent » pas des partis communistes établis. Ainsi, en 2008, Uwe Backes et Patrick Moreau proposent de répartir les partis communistes et « post-communistes » dans trois *ideological tendencies*<sup>124</sup> :

- Le modèle traditionaliste (*Traditionalist Model*), regroupe les partis communistes se définissant eux-mêmes comme révolutionnaires et d'avant-garde, orientés vers la classe ouvrière, actifs dans les syndicats, internationalistes, anti-impérialistes et anti-fascistes. La plupart appliquent le centralisme démocratique, refusent toute alliance avec la social-

---

<sup>122</sup> Jonathan Olsen, Dan Hough, Michael Kob, "From pariah to players? Left parties in national governments", op. cit., pp. 6-7

<sup>123</sup> Joan Botella, Luis Ramiro, "The crisis of West European Communist Parties and their Change Trajectories: Communists, Post-Communists, Ex-Communists?", op.cit., pp. 239-254

<sup>124</sup> Uwe Backes, Patrick Moreau, "conclusion", in. Uwe Backs, Patrick Moreau (eds), *Communist and Post-Communist Parties in Europe*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 2008, pp. 553-588

démocratie et considèrent le mouvement altermondialiste comme un concurrent qu'il faut combattre, infiltrer ou exploiter. Les partis d'obédience trotskyste et maoïste sont aussi considérés comme traditionnalistes.

- Le modèle rouge-vert/aile-gauche (*Red-Green/Left-Wing Model*), concerne essentiellement les partis appartenant à l'association transnationale Alliance de la gauche verte nordique (*Nordic Green Left Alliance, NGLA*) regroupant plusieurs partis suédois, finlandais, danois, norvégien et islandais, qui se définit elle-même comme une alliance de gauche qui promeut la démocratie et défend les Droits de l'Homme, et milite pour la solidarité internationale, la justice sociale et une distribution équitable des richesses. La NGLA revendique une orientation clairement écologiste ("we are a green alliance. We want sustainable development for the world and Europe, to establish a balance among the economy, the population and the natural environment") et dénonce le caractère totalitaire et non démocratique de l'Union soviétique<sup>125</sup>. Partant du principe que ce modèle ne correspond pas explicitement à un ensemble géographique précis, les auteurs y assimilent les partis grecs Synaspismos (qui deviendra plus tard Syriza) et DIKKI, ainsi que la Gauche verte néerlandaise, dans laquelle s'est dissout l'ancien Parti communiste des Pays-Bas.
- Le modèle du communisme réformé et du postcommunisme (*Reform Communist and Post-Communist Model*) regroupe les partis communistes, particulièrement nombreux en Europe de l'ouest, qui ont suivi un processus de « modernisation » et ont adopté des orientations idéologiques qui les éloignent du communisme « traditionnaliste », tout en se rapprochant des partis sociaux-démocrates avec lesquels certains concluent des alliances électorales ou gouvernementales.

La typologie d'Uwe Backes et Patrick Moreau a le mérite de la simplicité, en restant assez souple et générale dans son propos. Elle tient compte des partis ne provenant pas de transformations d'un parti communiste, regroupés dans le modèle « rouge-vert ». Ce modèle alternatif a toutefois du mal à s'autonomiser totalement du modèle du communisme « réformé », dans lequel pourraient tout à fait se retrouver certains partis rouges-verts comme le Parti de gauche suédois et l'Alliance de gauche finlandaise, qui ne sont autre que les successeurs directs des anciens partis communistes de ces pays. L'inverse est également vrai

---

<sup>125</sup> Plateforme programmatique de la NGLA <[www.nordic-green-left-alliance.org/en/platform.htm](http://www.nordic-green-left-alliance.org/en/platform.htm)>

en ce qui concerne le Bloc de gauche portugais et le Parti socialiste néerlandais, d'obédience explicitement « rouge-verte », qui émanent pour l'un de l'extrême-gauche, pour l'autre du maoïsme, et se sont construits en concurrence aux partis communistes locaux ou à leurs partis-successeurs, dont bon nombre d'alter-égos d'autres pays sont catégorisés avec eux parmi les partis communiste réformés. On le voit d'emblée, l'exercice est pour le moins ardu.

En 2012, Jean-Michel De Waele et Mathieu Vieira, prenant plus largement en compte l'émergence de nouveaux partis à la gauche de la gauche, proposent une typologie articulée autour de deux axes, *identité communiste* (identification contre démarcation) et *espace politique* (positionnements sur l'échiquier politique en fonction de l'espace occupé sur celui-ci par « les autres familles de la gauche »), qui leur permettent de dégager trois composantes de « l'anticapitalisme partisan » : *le communisme*, *l'alliance rouge-verte* et *l'aile gauche de la social-démocratie*. La première composante regroupe les partis restés fidèles à l'identité communiste, celle qui se démarque le moins de *l'orthodoxie marxiste* ; la seconde, « d'inspiration scandinave », reformule l'identité communiste à travers l'adoption d'un profil environnementaliste ; la troisième, enfin, regroupe les *dissidents sociaux-démocrates* et les *communistes réformateurs*, décrits comme les partis de la gauche radicale réprouvant la « dérive sociale-libérale » de la social-démocratie, sans pour autant exclure des accords électoraux avec elle<sup>126</sup>. Si aucun modèle de catégorisation n'a vocation à être absolu ou idéal, cette typologie est critiquable sur un aspect essentiel : elle définit ses deux premières composantes en fonction d'orientations idéologiques et programmatiques, mais la troisième en fonction d'orientations stratégiques. Or rien n'empêche, par exemple, un parti de reformuler l'identité communiste à travers l'adoption d'un profil environnementaliste, tout en s'autorisant des alliances avec la social-démocratie. C'est notamment le cas de l'intégralité des partis appartenant à la « gauche verte nordique », classés par les auteurs dans la composante *alliance rouge-verte*, tandis que des partis explicitement « rouges-verts » mais rejetant le principe d'alliances avec la social-démocratie – au moins en tant que *junior partner* – comme le Parti de gauche français ou le parti luxembourgeois Dei Lénk sont assimilés à « l'aile gauche de la social-démocratie ».

---

<sup>126</sup> Jean-Michel De Waele, Mathieu Vieira, « La famille de la gauche anticapitaliste en Europe occidentale », in Jean-Michel De Waele, Daniel-Louis Seiler, *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, op. cit., pp. 55-57

On doit une autre tentative de catégorisation récente à Luke March, basée cette fois-ci exclusivement sur les affinités idéologiques (*ideological affinity*), l'auteur assumant de considérer les partis de la gauche radicale pour ce qu'ils sont en matière d'idéologie, de stratégie et d'identité et de laisser de côté la dimension « ce qu'ils font », c'est-à-dire les *electoral tactics and specific policy preferences*, qui auraient l'inconvénient d'être des questions de plus court-terme. Luke March distingue ainsi quatre *sub-groups*<sup>127</sup> :

- Les communistes (*communists*), eux-mêmes divisés en deux nouveaux sous-groupes, les conservateurs (*conservatives*), caractérisés ainsi parce qu'ils tendent à « conserver » les traditions soviétiques révolutionnaires (*soviet revolutionary traditions*) comme le centralisme démocratique et le Marxisme-léninisme, et les réformés (*reformed*), plus *divergent and eclectic*, sensibles aux revendications de la « nouvelle gauche » post-1968 ;
- Les socialistes démocrates (*democratic socialists*) se définissent eux-mêmes en opposition tant au '*totalitarian*' communism qu'à la '*neo-liberal*' social democracy, plaidant pour un socialisme non-dogmatique, voire non-marxiste. Certains combinent les traditionnelles propositions économiques avec des thèmes « nouvelle politique » incluant le soutien aux « modes de vie alternatifs » et aux minorités, d'autres articulent une posture « éco-socialiste », qui synthétise des critiques économiques, féministes et environnementalistes du capitalisme ;
- Les partis socialistes populistes (*populist socialist parties*) ont eu aussi un *democratic-socialist ideological core*, mais préfèrent aux questions économiques et de style de vie un discours anti-élites et *anti-establishment*, avec un plus grand éclectisme idéologique. L'auteur précise bien que le terme de « populisme » est ici utilisé comme un terme neutre, servant à qualifier une idéologie posant comme principe que l'opposition entre un peuple « pur » et une élite corrompue est une question fondamentale en politique. Ces partis seraient moins enclins à la « collusion » gouvernementale avec les autres partis politiques, assimilés à l'élite corrompue, que les partis socialistes démocrates.
- Les partis sociaux populistes (*social populist parties*) ont une plus grande proximité avec les mouvements populistes classiques (d'Amérique latine notamment), avec la dominance

---

<sup>127</sup> Luke March, *Radical left parties in Europe*, op. cit., pp. 15-20

d'un leadership personnalisé et une idéologie incohérente, mélangeant idées de droite et de gauche au sein d'un *anti-establishment appeal*. L'auteur ajoute toutefois que ces partis ne peuvent être reconnus comme appartenant tous explicitement à la famille de la gauche radicale.

Luke March précise bien que son modèle est souple, et qu'un parti peut changer de *sub-group* au cours de son existence. Il n'est pourtant pas exempt de critiques lui aussi. On pourrait par exemple objecter qu'un parti à l'idéologie clairement définie peut tout à fait faire siens des discours populistes opposant le peuple aux élites corrompues, et que cette pratique n'a finalement pas de raisons objectives d'être réservée à des partis aux contours idéologiques flous. De même la mise en avant d'un leader charismatique incarnant la « fonction tribunicienne », pour reprendre les termes de Georges Lavau parlant du Parti communiste français<sup>128</sup>, est une pratique abondamment utilisée par les partis de la gauche radicale dans la période récente, y compris par les plus modérés. La typologie de Luke March décline donc des catégories susceptibles d'interpénétration et qui ne se suffisent pas à elles-mêmes, ce qui n'enlève rien à la pertinence des réflexions de l'auteur, mais met en évidence la difficulté de l'exercice.

L'objectif de définition d'un modèle absolu de typologie de la famille de la gauche radicale partisane, avec des sous-groupes clairement définis et fermement établis, semble donc en définitive inatteignable. Toute la difficulté d'un travail de catégorisation des différents partis composant la famille de la gauche radicale peut être illustré dans le sort réservé au Bloc de gauche portugais par les auteurs cités ci-avant, Backs et Moreau le classant parmi les « partis communistes réformés », tandis que De Waele et Vieira l'assimilent au contraire à la composante communiste (soit l'*orthodoxie marxiste*), March le rangeant quant-à-lui dans son groupe des partis « socialistes démocrates », synonyme de prise de distance à l'égard de l'identité communiste...

Les travaux évoqués ci-avant mettent en évidence plusieurs éléments tendant à distinguer les partis de cette famille les uns des autres. Il s'agit pour l'essentiel de différences identitaires, étroitement liées aux origines constitutives de ces partis et des mutations – nombreuses depuis

---

<sup>128</sup> Georges Lavau, *A quoi sert le parti communiste français ?*, Fayard, Paris, 1981

les années 1990 – qu’ils ont subis, de différences d’ordre idéologique, et plus que jamais de différences d’ordre stratégique, en lien avec le degré de participation aux institutions, avec en toile de fond la question du rapport au système politique et, donc, l’épineuse question des alliances électorales et gouvernementales.

Partant de ce constat, nous expérimenterons une méthode de classification à trois niveaux, permettant de situer chaque parti de la gauche radicale européenne en fonction de :

- Ses origines (communisme, extrême-gauche, scission du Parti communiste, scission de la Social-démocratie, autre) ;
- Son orientation idéologique principale (communisme orthodoxe, communisme réformé, écosocialisme) ;
- Ses orientations stratégiques en lien avec sa politique d’alliances électorales et sa pratique – ou non – de la participation gouvernementale.

Avant de dresser un tableau comparatif, il est nécessaire de bien définir ces trois critères de typologie pour mieux les comprendre.

### ***2.3 – Une typologie à trois niveaux***

#### ***Premier niveau : les origines***

Comme vu précédemment, la famille de gauche radicale s’est diversifiée au cours des 25 dernières années. Autrefois essentiellement constituée des partis communistes, elle a vu émerger des forces significatives provenant d’autres courants, qui ont suivi des trajectoires différentes.

Peu de partis de la gauche radicale sont apparus du néant. La plupart résultent souvent d’un regroupement de mouvements très anciens, ou en émanent d’une façon ou d’une autre<sup>129</sup>. L’effondrement du bloc soviétique n’a pas été un choc que pour les partis communistes, mais

---

<sup>129</sup> Luke March, *Radical left parties in Europe*, op. cit., p. 24

a affecté l'ensemble de la gauche, de son extrême jusqu'à son centre<sup>130</sup>. Le changement de paradigme qui en a résulté a remis en question les relations qu'entretenaient jusqu'ici entre elles les différentes forces politiques occupant l'aile gauche de l'échiquier politique. Dans plusieurs pays, le mur idéologique qui séparait jusqu'ici les partis communistes de la plupart des sensibilités constitutives de l'extrême-gauche, au premier rang desquelles le trotskysme, se fissure et conduit à des rapprochements historiques, ouvrant la voie à de nouvelles recompositions.

Dans le même temps, l'affaiblissement, voire la disparition de beaucoup de partis communistes ouest-européens libère un espace à la gauche de la gauche, que des fractions de l'extrême-gauche s'efforceront d'occuper en procédant elles aussi à leurs propres transformations partisans. Et quand cette nouvelle offre ne vient pas de l'extrême-gauche, elle est plus rarement impulsée par des scissions de la social-démocratie.

De fait, le panel des origines gagne en diversité à mesure que la famille de la gauche radicale accueille de nouveaux « membres ». L'Histoire regorge d'exemples parfois surprenants. La Scandinavie a très tôt été une terre d'expansion pour des partis de la gauche radicale concurrents des partis communistes traditionnels<sup>131</sup>. L'Islande ouvre la marche dès 1937, lorsque le Parti communiste d'Islande s'allie avec des dissidents du Parti social-démocrate pour former le Parti socialiste, qui refuse d'adhérer au ComIntern. Le ralliement d'une nouvelle scission de la social-démocrate aboutira à la constitution de l'Alliance populaire, une coalition de gauche anticapitaliste qui fondera sa popularité sur son refus de l'adhésion à l'OTAN et à la Communauté européenne, surclassant le Parti social-démocrate dans les urnes jusqu'à la fin des années 1980. Au Danemark, Aksel Larsen, exclu du Parti communiste, le DKP, pour avoir critiqué l'intervention soviétique lors de l'insurrection de Budapest en 1956 fonde un nouveau parti, le Parti socialiste populaire (SF). Affichant sa volonté d'incarner une troisième voix entre les blocs atlantique et soviétique et un socialisme démocratique, le SF, porté par le charisme de Larsen, attire à lui de nombreux militants communistes. Dès sa première participation aux élections législatives, en 1960, il provoque la marginalisation du

---

<sup>130</sup> Philippe Marlière, « Convergences et divergences », in. Jean-Numa Ducange, Philippe Marlière, Louis Weber, *La gauche radicale en Europe*, op. cit., p. 87

<sup>131</sup> Michel Hastings, « Les partis de la gauche radicale en Scandinavie, permanence et mutations », in. Jean-Michel De Waele, Daniel-Louis Seiler, *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, op. cit., pp. 89-107



DKP et s'impose comme la principale composante partisane de la gauche radicale danoise, statut qu'il conservera jusqu'en 2015. Un an plus tard, un parti éponyme apparaît en Norvège. Il s'agit cette fois d'une scission du Parti social-démocrate, initié par militants en désaccord avec la position pro-OTAN et pro-Communauté européenne de leur parti. Fondé sur le même socle idéologique que son homonyme danois, il entre lui aussi au Parlement tout en marginalisant le Parti communiste local dès sa première participation électorale, en 1961. En 1973, socialistes-populaires et communistes s'unissent en compagnie de plusieurs petits groupes de gauche eurosceptiques au sein d'une Ligue électorale socialiste, qui obtient un vif succès en obtenant 11,2 % des suffrages exprimés lors des élections législatives organisées la même année, faisant chuter de plus de onze points le Parti travailliste (social-démocratie). Deux ans plus tard, les composantes de l'alliance – à l'exception du Parti communiste – se dissolvent dans un nouveau parti, le Parti socialiste de gauche (SV). Le SV demeurera par la suite le seul parti vraiment significatif de la gauche radicale norvégienne, confinant pour de bon le Parti communiste à la marginalité.

Les cas islandais, danois et norvégien sont pionniers dans l'Histoire de la gauche radicale et resteront des cas isolés en Europe pendant plusieurs décennies. On voit dans ces trois pays se constituer des mouvements provenant soit de scissions du Parti communiste, soit de scissions du Parti social-démocrate, soit d'un regroupement de fractions provenant à la fois du communisme et de la social-démocratie voire, dans le cas du Danemark, d'autres sensibilités. Dans tous les cas, il s'agit de mouvements concurrents des partis soutenus par l'Internationale communiste, trente, voire plus de cinquante ans avant la disparition de l'URSS. Ce premier embryon nordique de gauche radicale indépendante de Moscou et prenant ses distances avec le modèle idéologique et organisationnel du communisme soviétique s'avèrera plus tard n'être qu'un avant-goût du processus de diversification de la famille de la gauche radicale européenne.

Plus récemment, d'autres cas de figure se sont présentés. Certaines sensibilités de l'extrême-gauche sont parvenues à mener à bien des processus de transformation partisane qui lui ont donné une nouvelle audience sans égale avec ce qu'elle pouvait connaître jusqu'alors. Aux Pays-Bas, une fraction du maoïsme critique envers la politique du Parti communiste chinois se rebaptise en 1972 Parti socialiste (SP). Au départ, ce changement de nom ne devait servir

que de vitrine, mais dès 1975, le SP poursuit un rapide processus de dé-radicalisation, purgeant successivement de son programme toute référence au maoïsme, au léninisme et au marxisme. Profitant de la disparition du Parti communiste, qui s'est dissout en 1989 dans la Gauche verte, un parti environnementaliste non-radical, le SP occupe l'espace laissant vacant à la gauche de la gauche et fait son entrée au Parlement dès 1994<sup>132</sup>. En Belgique, le Parti du travail de Belgique (PTB), issu lui aussi du maoïsme, a suivi le même processus de transformation, bien que ce parti demeure encore aujourd'hui beaucoup plus radical que son homologue néerlandais<sup>133</sup>.

Au Danemark, une nouvelle recomposition a lieu en 1989 lorsque le Parti communiste s'allie aux Socialistes de gauche, scission du Parti populaire socialiste fortement empreinte d'écologie, et aux trotskystes du Parti socialiste des travailleurs pour former la Liste de l'unité, aussi connue sous le nom d'Alliance rouge-verte, une coalition électorale qui finira par se transformer en parti politique<sup>134</sup>. En Espagne, le Parti communiste s'associe en 1986 à plusieurs petites formations issues de l'extrême-gauche, de l'altermondialisme et du républicanisme de gauche pour constituer la Gauche unie, un cartel électorale qui finira par devenir un parti politique unifié en 1989<sup>135</sup>. Au Portugal, le Bloc de gauche est créé en 1999 grâce à la fusion de la section portugaise de la quatrième internationale (trotskyste) avec plusieurs petits partis d'extrême-gauche. Le succès est au rendez-vous puisque le « Bloco » décroche deux sièges au Parlement dès l'année de sa création<sup>136</sup>. En Grèce, le parti Synaspismos (Coalition de la gauche, des mouvements et de l'écologie) apparaît en 1991 suite à la fusion de plusieurs petits mouvements provenant pour la plupart de scissions du Parti communiste. En 2004, Synaspismos fonde Syriza (Coalition de la gauche radicale), une coalition électorale avec

---

<sup>132</sup> Gerrit Voerman, "The disappearance of Communism in the Netherlands", in. Uwe Backes, Patrick Moreau, *Communist and Post-Communist parties in Europe*, op. cit., pp. 27-36

<sup>133</sup> Julien Dohet, Jean Faniel, « La gauche anticapitaliste en Belgique : entre fragmentation et tentatives d'unité », in. Jean-Michel De Waele, Daniel-Louis Seiler (dir), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, op. cit., pp. 274-291

<sup>134</sup> Svante Ersson, "Post-communism and Leftist parties in two Scandinavian countries after 1989 – The cases of Denmark and Sweden", in. Uwe Backes, Patrick Moreau, *Communist and Post-Communist parties in Europe*, op. cit., p. 142

<sup>135</sup> Luis Ramiro, "Electoral incentives and organizational limits. The evolution of the Communist party of Spain and the United left", in. Joan Botella, Luis Ramiro, *The crisis of communism and party change. The evolution of west european communist and post-communist parties*, op. cit., pp. 69-96

<sup>136</sup> Luke March, *Radical left parties in Europe*, op. cit., pp. 107-112

divers partis émanant de l'extrême-gauche, en particulier trotskyste<sup>137</sup>. Syriza devient un parti politique unifié en 2012. En France, le Front de gauche fondé en 2009 est un cartel électoral regroupant le Parti communiste, le Parti de gauche, scission de la social-démocratie, et la Gauche unitaire, scission de la Ligue communiste révolutionnaire, appartenant à l'extrême-gauche trotskyste<sup>138</sup>.

Comme nous l'avons vu précédemment, les transformations partisanes sont, pour une part, dépendantes de chocs externes, en lien avec des évolutions contextuelles. Le vide laissé par la disparition d'un parti communiste peut ainsi motiver l'irruption d'une nouvelle force de la gauche radicale, émanant de l'extrême-gauche le plus souvent, mais parfois aussi de scissions de la social-démocratie. Le mode de scrutin est quant à lui souvent un incitateur au regroupement de plusieurs forces, pour maximiser leur potentiel électoral et accroître leurs chances de faire leur entrée au Parlement : cela a notamment été un facteur déterminant amenant à la création de la Liste de l'unité au Danemark, ses deux principales forces constitutives ne parvenant plus à atteindre seules le seuil de 2 % nécessaire pour décrocher des sièges de députés.

La famille de la gauche radicale européenne se compose donc de partis aux origines diverses. En se référant au panorama que nous venons de dresser, il est possible d'identifier quatre origines :

- Le communisme
- Une scission du communisme
- Une scission de la social-démocratie,
- L'extrême-gauche

Si la grande majorité des partis significatifs peuvent être classifiés en fonction de ces quatre catégories, il en demeure cependant certains qui restent inclassables. C'est en particulier le cas du Sin Féin, parti irlandais issu de l'*Irish republican army*, force armée ayant pris part au conflit nord-irlandais. Plus récemment, l'apparition du parti Podemos en Espagne en 2014 constitue le premier cas d'irruption d'un nouveau parti de la gauche radicale sans partir du

---

<sup>137</sup> Stathis N. Kalyvas, Nikos Marantzidis, "The two paths of the Greek communist movement (1985-2001)", op. cit.

<sup>138</sup> Eric Coquerel, *Au cœur du Front de gauche*, Arcane 17, Paris, 2012, pp. 121-145

regroupement ou de la transformation de partis préexistants, même si l'on tient compte du ralliement de la Gauche anticapitaliste, section espagnole de la Quatrième Internationale, qui n'était pas constitué en parti politique au préalable. Fondé par des intellectuels, des artistes et des syndicalistes souhaitant proposer un débouché politiques aux revendications démocratique et antilibérales exprimées par le mouvement des Indignés (en références aux manifestations de masse qui secouent l'Espagne au début des années 2010)<sup>139</sup>, Podemos reste pour l'instant un cas unique en son genre, dont l'apparition spontanée pourrait procéder des mêmes ressorts que celle des partis « pirates » en Allemagne et en Suède, ou du Mouvement 5 étoiles en Italie, moins radicaux mais dont les initiateurs partagent le rejet des partis politiques traditionnels et les discours pro-démocratie et anti-corruption.

Une cinquième catégorie s'avère donc nécessaire pour ne pas laisser de côté les partis de la gauche radicale dont les origines sont, en somme, inclassables.

### *Deuxième niveau : les orientations idéologiques*

Si la grande majorité des partis de la gauche radicale, quelques soient leurs origines, ont fait leurs les revendications « postmatérialistes » issues des « nouveaux mouvements sociaux », certaines nuances demeurent.

Premièrement, quelques rares partis communistes ont résisté au changement et demeurent profondément orthodoxes, restant fidèles aux principes organisationnels et idéologiques du marxisme-léninisme. C'est en particulier le cas des partis communistes portugais et grec, pour des raisons particulières tenant à l'absence de démocratie au Portugal et en Grèce jusque dans le milieu des années 1970, qui, conjugué à la popularité de ces partis dans la foulée de la chute des dictatures militaires à laquelle ils ont activement contribué, ont considérablement atténué l'impact des chocs externes mettant d'ors et déjà en difficulté beaucoup de partis communistes d'Europe de l'ouest au même moment. Le cas grec est particulièrement saisissant, le KKE continuant à affirmer sa fidélité à la politique conduite par Staline en URSS, et attribuant la chute du bloc soviétique à l'« opportunisme » de ses successeurs<sup>140</sup>.

---

<sup>139</sup> "Intelectuales y activistas llaman a 'recuperar la soberanía popular' con una candidatura para las europeas", in. *Público*, 14.01.2014

<sup>140</sup> Luke March, *Radical left parties in Europe*, op. cit., p 53

D'autres partis peuvent être assimilés à un communisme « réformé ». Il s'agit de partis qui, indépendamment de leurs origines, ont pris leurs distances à l'égard des aspects les plus orthodoxes de l'idéologie marxiste-léniniste, mais en préservent certains éléments identitaires ou une part d'héritage historique dans sa manière de concevoir les choses. Le Parti communiste français fait partie de ceux-là. Outre le fait qu'il a conservé son nom, contrairement à beaucoup de ses homologues européens, le PCF reste aussi très mesuré dans sa conversion aux revendications écologistes<sup>141</sup>, réaffirmant son soutien au recours à l'énergie nucléaire et à la conduite de certains grands projets (lignes de train à grande vitesse transfrontalières, aéroports, autoroutes, etc.), ce qui lui vaut des inimitiés de la part de ses alliés à l'intérieur du Front de gauche, le Parti de gauche et le mouvement « Ensemble ! », qui adoptent un point de vue totalement opposé. Peuvent être assimilés au communisme réformé des partis conservant une part d'identité communiste (le Parti de la refondation communiste italien, le Parti progressiste des travailleurs chypriote, la plupart des partis communistes d'Europe de l'est), ou des mécanismes de pensée non-modernisés (outre le PCF, peut être cité ici le Parti du travail de Belgique).

La plupart des partis de la gauche radicale européenne tendent enfin à converger vers un modèle de pensée « rouge-verte », souvent qualifié d'« écosocialisme », un concept idéologique dont beaucoup de ces partis se revendiquent eux-mêmes. L'écosocialisme fait référence à la fois à une conception « verte » du socialisme, dont l'objectif d'abolition des rapports de domination est associé à la définition d'un nouveau modèle productif encadré par des objectifs de protection de l'environnement, et à une écologie radicale, associée à une critique de fond du système capitaliste et du néolibéralisme, perçus comme intrinsèquement antiécologiques<sup>142</sup>. L'écosocialisme va souvent de paire avec une mise en cause de la croissance économique, assimilée au « productivisme », qui serait néfaste d'un point de vue tant social qu'environnemental, et jugée inefficace à contribuer à une amélioration des conditions de vie dans la période actuelle, du fait du niveau trop bas auquel elle est accoutumée dans la plupart des pays occidentaux, particulièrement depuis la crise économique de 2008<sup>143</sup>. Ce concept

---

<sup>141</sup> Fabienne Greffet, « Le Parti communiste français : l'espoir du retour », in Pierre Bréchon (dir), *Les partis politiques français*, op. cit., pp. 155-180

<sup>142</sup> Corinne Morel Darleux (dir), *18 thèses pour l'écosocialisme*, Bruno Leprince, Paris, 2013

<sup>143</sup> Derek Wall, *The rise of the green left, inside the worldwide ecosocialist movement*, Plutopress, New York, 2010, pp. 1-22

relativement récent a été théorisé de façon précoce par les partis de la gauche radicale scandinave regroupés au sein de l'Alliance de la gauche verte nordique (*cf. infra*). Outre leur engagement affirmé en faveur de la défense de l'environnement, les partis écosocialistes accordent une grande attention aux revendications « postmatérialistes », en particulier en faveur des droits des immigrés et des étrangers (dénonciation des discriminations, des expulsions, etc.) et des couples homosexuels (fin des discriminations, droit au mariage et à l'adoption), et sont globalement débarrassés de toute référence explicite au communisme, et en particulier à l'identité communiste.

Nous pouvons donc distinguer trois grandes orientations idéologiques générales, sans préjuger des nuances qui pourraient exister ici ou là :

- Le communisme orthodoxe ;
- Le communisme réformé ;
- La gauche « éco-socialiste ».

### *Troisième niveau : les orientations stratégiques*

Dans leur quête de renouveau, les partis de la gauche radicale sont confrontés à un dilemme : celui de la participation aux institutions. Citant Adam Przeworski and John Sprague, Luke March oppose le choix de la construction d'un parti idéologiquement rigide et fidèle à ses principes à celui d'un parti luttant pour des victoires électorales, au risque de diluer quelque peu son « orientation de classe »<sup>144</sup>. Une participation aux institutions peut avoir des aspects de pomme empoisonnée : plus un parti réussit son intégration et sa participation aux institutions démocratiques, plus son radicalisme menace d'être dilué, affaiblissant d'autant sa raison d'être. La question fondamentale peut ainsi se poser de la façon suivante : faut-il chercher à exploiter un contexte favorable pour obtenir des succès électoraux, ou s'efforcer de devenir « respectable », pour acquérir le statut de partenaire de coalition potentiel aux yeux des autres partis, et entrer au gouvernement afin de mettre en pratique les politiques publiques que l'on a toujours promu, en passant du statut de « paria » à celui de « participant » ?<sup>145</sup> Le « dilemme radical » consiste en somme, pour tout parti s'étant fondé sur la contestation du

---

<sup>144</sup> Luke March, *Radical left parties in Europe*, op. cit., p. 13

<sup>145</sup> Joanathan Olsen, Michael KoB, Dan Hough, "Introduction", op. cit., p. 3

système en place, à préserver un équilibre précaire entre identité et efficacité, un débat qui s'est illustré en son temps dans l'opposition entre *Realos* et *Fundis* au sein du Parti vert allemand.

L'orientation stratégique d'un parti de la gauche radicale porte plusieurs questions. Participer aux institutions, c'est déjà reconnaître leur légitimité, quand-bien-même l'on contesterait leur caractère insuffisamment démocratique (ou insuffisamment favorables aux intérêts des populations que l'on défend). C'est, en outre, accepter de discuter avec les autres partis, dont tout parti radical cherche par essence à se différencier. La clé de voute de ces réflexions se rapporte la plupart du temps aux rapports à entretenir avec les autres familles de la gauche, et en particulier celle de la social-démocratie. Dans la quasi-intégralité des pays européens, la social-démocratie demeure en effet la première force à gauche. Entrer au gouvernement revient donc à concéder une alliance avec la social-démocratie, vilipendée pendant les campagnes électorales pour sa trop grande modération sur les sujets tenant le plus à cœur à la gauche radicale.

Ce dilemme est l'objet de vifs débats à l'intérieur des partis de la gauche radicale, provoquant souvent des fractionnements internes, voire des scissions. Plusieurs exemples existent : en 1998, l'hostilité du Parti de la refondation communiste à une alliance électorale avec le centre-gauche italien convainc sa minorité de quitter le parti et d'en créer un nouveau, le Parti des communistes italiens (PdCI). En 2010, la fraction du parti grec Synaspismós favorable à une alliance gouvernementale avec la social-démocratie est mise en minorité lors d'un congrès, et choisit alors de prendre son autonomie en créant la Gauche démocrate (DIMAR) qui participera effectivement au gouvernement non seulement avec les sociaux-démocrates, mais aussi avec la droite conservatrice. Si cette scission est conséquente, notamment en termes de forces militantes faisant défection à la maison-mère ou de concurrence électorale, elle peut affaiblir le parti victime de la scission. Mais elle peut aussi le renforcer en mettant fin à des joutes internes qui affaiblissaient jusqu'ici son image publique, et plus encore en lui apportant une plus forte cohérence idéologique lui permettant de formuler des propositions politiques plus tranchées, le rendant d'autant plus clair et crédible, pourquoi pas jusqu'à la conquête du pouvoir comme cela fut le cas pour Syriza en 2015.

Au-delà des attentes des militants, c'est aussi celle des électeurs des partis de la gauche radicale qui pose question. L'analyse des résultats électoraux montre ainsi que chaque participation au gouvernement national de la gauche radicale se solde par un recul dans les urnes lors des élections législatives suivantes<sup>146</sup>. Le dilemme s'adjoint donc un aspect pervers : la participation gouvernementale est souvent considérée comme étant le seul moyen de mettre en œuvre un programme approuvé par les électeurs lors d'un succès électoral. Mais une fois « les mains dans le cambouis », les électeurs semblent ne plus s'y retrouver et se détourner du parti qu'ils avaient autrefois soutenu dans l'opposition. Au bout du compte, l'affaiblissement électoral amène en cascade l'affaiblissement au sein de la coalition gouvernementale, et donc l'affaiblissement de la capacité à peser, dans le cadre d'un rapport de force interne à la coalition, en faveur des orientations politiques que l'on défend. Le cas de la participation au gouvernement norvégien du Parti socialiste de gauche (SV) est un bon exemple de ce processus<sup>147</sup> : en 2001, le SV obtient le meilleur résultat électoral de son histoire (12,5 %) en 2001 sur une ligne de critique radicale du glissement du Parti travailliste vers la « troisième voie » blairiste. Dès l'élection suivante, en 2005, il revendique un accord de principe pour une participation gouvernementale avec ces mêmes travaillistes, et voit son résultat chuter à 8,8 %. Il entre par la suite au gouvernement. En 2009, l'expérience gouvernementale est sévèrement jugée par les électeurs, et le SV chute à nouveau à 6,2 %. Il décide malgré tout de rester membre du gouvernement. Finalement, en 2013, le gouvernement est défait dans les urnes et le SV écope d'un résultat calamiteux de 4,1 %, le plus mauvais depuis sa fondation en 1973. Plus fort que jamais dans une posture contestataire, le SV s'est finalement retrouvé confronté à une déroute historique après huit ans de participation gouvernementale.

Finalement, trois orientations stratégiques différentes peuvent être distinguées :

- La stratégie de l'« out » : dans une posture de rejet global du système politique, aucune alliance avec d'autres partis, aussi bien au niveau local qu'au niveau national ;

---

<sup>146</sup> Joanathan Olsen, Michael KoB, Dan Hough, "Conclusion: Left parties in national governments", in. Joanathan Olsen, Michael KoB, Dan Hough (eds), *Left parties in national governments*, op. cit., pp. 173-185

<sup>147</sup> Joanathan Olsen, "The Norwegian Socialist left party: office-seekers in the service of policy?", in. Joanathan Olsen, Michael KoB, Dan Hough (eds), *Left parties in national governments*, op. cit., pp. 16-32



- La stratégie de l'intégration modérée : refus d'une alliance gouvernementale, mais des alliances avec la social-démocratie peuvent être observées à l'échelon le plus élevé des collectivités locales (régions par exemple) ;
- La stratégie de l'intégration intégrale : expérience de participation gouvernementale ou volonté exprimée explicitement de rejoindre un gouvernement de coalition.

*Tableau 1 - Classification des partis de la gauche radicale européenne*

Pays	Parti	Origines					Orientations idéologiques			Orientations stratégiques		
		Communisme	Extrême-gauche	Scission du communisme	Scission de la social-démocratie	Autre	Communisme orthodoxe	Communisme réformé	Ecosocialisme	Out	Intégration modérée	Intégration intégrale
Allemagne	Die Linke	x			x				x		x	
Belgique	PTB		x					x		x		
Chypre	AKEL	x						x				x
Croatie	Travaillistes					x			x		x	
Danemark	SF			x					x			x
	EL	x	x						x	x		
Espagne	IU	x	x						x		x	
	Podemos					x			x		x	
Finlande	Vas	x							x			x
France	PCF	x						x				x
	PG				x				x		x	
	Ensemble!		x	x					x	x		
Grèce	Syriza		x	x					x			x
	KKE	x					x			x		
Irlande	Sin Féin					x			x	x		
	SP		x					x		x		
	PBPA		x						x	x		
Italie	PRC	x						x				x
	PdCI			x				x				x
	SEL			x	x				x			x
Lettonie	LSP	x						x				x
Luxembourg	Déi Lenk		x	x					x	x		
Pays-Bas	SP		x						x		x	
Portugal	PCP	x					x			x		
	BE		x						x		x	
Tchéquie	KSCM	x						x			x	
Slovaquie	KSS	x					x			x		
Slovénie	ZL					x			x	x		
Suède	Vp	x							x			x

## 2.4 – Vue d'ensemble

### *Une large diversité d'origines, reflet d'une intense phase de recompositions*

Au niveau des origines, la tendance est à la diversification (tableau 1). La majorité des partis signifiants de la gauche radicale européenne ne « descend » plus exclusivement de partis communistes. On constate une part importante de ces partis puisant leurs origines dans l'extrême-gauche, souvent trotskyste, ce qui constitue une évolution non seulement idéologique – passage de l'extrême-gauche à la gauche radicale – mais aussi électorale, bon nombre des mouvements d'extrême-gauche originels ayant traversé des décennies de marginalité avant leur reconversion. On relève un petit nombre de partis ayant des origines mixtes, correspondant aux dynamiques de regroupements de fractions auparavant rivales dans certains pays. Enfin force est de constater que les scissions de la social-démocratie ayant donné naissance à un parti de la gauche radicale significatif sont peu nombreuses, et ont systématiquement dû s'allier avec d'autres composantes de la gauche radicale pour former un nouveau parti – en incluant le cas du Parti de gauche français, qui a constitué une alliance avec le Parti communiste français et plusieurs petits mouvements issus de l'extrême-gauche immédiatement après sa fondation.

Cette diversité croissante des origines parmi les partis ou regroupements de partis significatifs de la gauche radicale européenne est le reflet de la phase de recompositions qui anime la gauche radicale depuis la fin des années 1990, et qui s'est intensifiée au cours des années 2000. Ces recompositions peuvent être intrinsèques, et ne considérer qu'un changement de forme de la principale force de gauche radicale établie, ou le regroupement de plusieurs partis ou mouvements dans un parti de genre nouveau, ou être extrinsèques, c'est-à-dire s'inscrire dans une compétition entre différents partis, qui aboutit à une évolution, voire à renversement du rapport de force au sein de la famille de la gauche radicale.

Le cas du parti allemand Die Linke est un bon exemple de changement intrinsèque, la fusion d'un parti aux effectifs militants vieillissants et à l'étiage électoral tendant à se réduire avec un mouvement plus jeune attirant de nouveaux adhérents et de nouveaux électeurs ayant permis au premier d'assurer sa survie. A l'inverse, un bon exemple de recomposition extrinsèque peut

être le cas de la gauche radicale au Danemark. Jusqu'en 2015, le SF (Parti populaire socialiste) était le parti dominant de la gauche radicale. Il a néanmoins toujours dû subir la concurrence de partis plus radicaux sur sa gauche, dont l'essentiel s'est regroupé en 1989 dans l'EL (Liste de l'unité). Au cours des années 2000, le SF, cherchant à se faire accepter comme partenaire de coalition par les partis de centre-gauche, a considérablement modéré ses programmes et ses discours, en particulier en ce qui concerne l'intégration européenne, un sujet sur lequel il se distinguait traditionnellement très nettement de la social-démocratie<sup>148</sup>. Ce changement profond, ainsi que l'annonce d'un accord gouvernemental de principe avec la social-démocratie à la veille des élections législatives de 2011, ont pu mécontenter une partie de l'électorat du SF. Au même moment, l'EL se dote d'une nouvelle jeune porte-parole charismatique, Johanne Schmidt-Nielsen, qui acquiert une forte popularité suite aux débats télé l'opposant aux autres leaders politiques. Perçue comme plus radicale que le SF et usant efficacement de la fonction tribunicienne, l'EL multiplie son résultat par trois, provoquant un fort recul du SF, qui intègre malgré tout le gouvernement, mais avec un rapport de force avec ses partenaires de centre-gauche sérieusement dégradé. Lors des élections suivantes, en 2015, le phénomène s'amplifie et l'EL progresse à nouveau (7,8 %) tandis que le SF s'effondre (4,2 %). Pour la première fois depuis sa première participation aux élections en 1960, le SF n'est plus la force dominante de la gauche radicale au Danemark (tableau 2). La structuration de cette famille partisane s'en retrouve bouleversée : il y a recomposition extrinsèque.

*Tableau 2 - L'inversion du rapport de force à l'intérieur de la gauche radicale danoise de 2005 à 2015*

ELECTION	RESULTAT SF	RESULTAT EL	ECART SF-EL
2005	6,0 %	3,4 %	+2,6
2007	13,0 %	2,2 %	+10,8
2011	9,2 %	6,7 %	+2,5
2015	4,2 %	7,8 %	-3,6

Beaucoup d'autres exemples pourraient être cités, en particulier celui de l'Espagne, où la Gauche unie, hégémonique à la gauche de la social-démocratie depuis des décennies, se retrouve brutalement concurrencée à partir de 2014 par un nouveau parti, Podemos, qui finit par la déborder dans les urnes dès les élections régionales de 2015, provoquant une

<sup>148</sup> Dag Arne Christensen, "The Danish Socialist people's party: still waiting after all these years", in. Jonathan Olsen, Dan Hough, Michael Kob (eds), *Left parties in national governments*, op. cit., pp. 121-137

recomposition extrinsèque, ou encore la création en 2009 du Front de gauche en France, qui provoque non seulement une recomposition intrinsèque en incitant la force dominante de la gauche radicale, le Parti communiste français, à se fondre dans une coalition électorale dépassant son propre socle, mais également une recomposition extrinsèque, en provoquant la marginalisation des partis de l'extrême-gauche trotskyste, qui parvenaient depuis 15 ans à déborder le PCF lors des élections présidentielles et de plusieurs scrutins locaux<sup>149</sup>.

L'histoire récente de la gauche radicale est donc riche de bouleversements dans la structuration et les rapports de force au sein de cette famille politique, impliquant une diversification des origines des principaux partis qui l'incarnent.

### *Une convergence idéologique vers l'écosocialisme*

En ce qui concerne les orientations idéologiques, on observe un phénomène fort de convergence vers la pensée écosocialiste. Les partis communistes orthodoxes sont devenus une exception, et une observation fine révèle que parmi les partis communistes réformés, seuls deux, l'AKEL chypriote et le KSCM tchèque, peuvent encore se prévaloir de résultats électoraux élevés et d'une présence régulière au Parlement. De fait, la famille de la gauche radicale tend à se regrouper autour d'un socle idéologique commun, celui de l'écosocialisme ou de la « gauche verte ».

### *Au niveau des orientations stratégiques, le débat perdure*

La grande diversité de cas qui s'exprime au niveau des orientations stratégiques illustre la persistance du débat autour de l'alliance avec la social-démocratie et de la participation gouvernementale. Le tableau révèle ici quelques subtilités, car le positionnement des différents partis a pu évoluer au cours de la période étudiée : par exemple le parti grec Syriza était sur une posture d'out avant son accession au pouvoir en janvier 2015. Il faut également distinguer les partis ayant participé au gouvernement de ceux qui ne parviennent pas à atteindre cet objectif faute de partenaires de coalition, comme c'est le cas en Allemagne, où Die

---

<sup>149</sup> Alan Confesson, *Le retour de la France rouge ? L'évolution des résultats électoraux de la gauche radicale française de 2009 à 2012*, mémoire de recherches soutenu à l'Institut d'études politiques de Grenoble en juin 2012

Linke affirme régulièrement sa volonté de participer à une coalition gouvernementale avec le Parti social-démocrate et les écologistes, perspective jusqu'ici rejetée, du moins au niveau national, par ces deux partis.

# Chapitre 3 – Une analyse comparée des recompositions de la gauche radicale européenne

## 1. Le cadre de la thèse : définition du terrain d'investigation

### 1.1 – Le choix de l'Europe occidentale comme espace géographique

Le choix de l'Europe occidentale comme espace géographique cohérent pour l'étude des partis de la gauche radicale repose sur plusieurs considérations.

La nécessité de se concentrer sur des pays membres de l'Union européenne a son importance dans le cadre d'une étude sur les partis de la gauche radicale, vu l'importance de l'enjeu européen dans l'expression des choix stratégiques et des orientations idéologiques de ces partis<sup>150</sup>. En outre, l'intégration européenne et l'élection du Parlement européen au suffrage direct ont incité à une intensification des échanges et des regroupements transnationaux, permettant aux différents partis de partager leurs expériences et leurs réflexions pour tenter de converger vers un corpus idéologique commun. Le groupe parlementaire Gauche Unitaire Européenne / Gauche verte nordique (GUE/NGL) a joué un rôle pivot de ce point de vue. Par la suite, la fondation du Parti de la gauche européenne (PGE) a permis une intensification du travail de fond en ralliant progressivement tous les partis désireux de prendre leurs distances avec le modèle du communisme orthodoxe.

La non-prise en compte de pays ayant fait partie de l'ex bloc soviétique s'impose tant ces pays ont une histoire récente singulièrement différente de celle des pays occidentaux, un rapport différent à la démocratie représentative, ainsi qu'au communisme et à la pensée, aux morts d'ordres et aux symboles de la gauche radicale, voire de la gauche tout court<sup>151</sup>. Le développement de la gauche radicale dans les pays de l'est est en effet lourdement tributaire de l'héritage des anciens régimes autoritaires à identité communiste, et notamment de l'évolution des anciens partis uniques, qui pour certains se sont totalement mués en partis

---

<sup>150</sup> Richard Dunphy, *Contesting capitalism? Left parties and European integration*, op. cit., pp. 19-21

<sup>151</sup> Luke March, *Radical left parties in Europe*, op. cit., p. 12

sociaux-démocrates (Pologne), pour d'autres ont perduré sous une forme conservatrice ou jouant sur la nostalgie de l'ancien système auprès de certaines couches de la population (République tchèque, länder de l'ex-RDA notamment)<sup>152</sup>. La gauche radicale et les partis communistes en particulier ont suivi en Europe de l'ouest une évolution très différente sous l'effet d'autres contraintes, bien antérieure à l'effondrement du bloc soviétique, incluant un processus long de transformations et d'adaptations dont il faut tenir compte<sup>153</sup>. Enfin, nous constatons que la gauche radicale est beaucoup moins bien implantée électoralement parlant à l'est qu'à l'ouest, et que les principaux partis qui l'y incarnent sont pratiquement tous de même nature (communisme orthodoxe ou plus ou moins réformé), ce qui, nous le verrons par la suite, présente peu d'intérêt pour nos travaux. Cette situation pourrait toutefois évoluer dans un futur proche, puisqu'il faut tout de même noter l'apparition très récente et les modestes percées électorales de partis totalement nouveaux en ex-Yougoslavie avec le Parti travailliste de Croatie et la Gauche Unie de Slovénie.

Le terrain d'investigation se limitera à l'Union européenne à 15 du traité de Corfou, comprenant alors l'Allemagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, la Belgique, les Pays-Bas, l'Irlande, le Danemark, le Royaume-Uni, la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Autriche, la Finlande et la Suède.

Il serait bien entendu faux d'affirmer que l'espace géographique ainsi défini serait caractérisé par une forte homogénéité du point de vue des niveaux de développement, de l'organisation des institutions et de la vie politique, des mœurs et des habitus des peuples habitant ces 15 pays et bien entendu de l'offre partisane. Il s'agit d'un premier échelon de délimitation du terrain d'investigation, qui permet de s'orienter vers une analyse plus détaillée centrée sur la gauche radicale partisane en elle-même.

---

<sup>152</sup> Uwe Backes, Patrick Moreau, "Conclusion", in. Uwe Backes, Patrick Moreau (eds), *Communist and Post-Communist Parties in Europe*, op. cit., pp. 546-553

<sup>153</sup> Joan Botella, Luis Ramiro (eds), *The crisis of communism and party change. The evolution of west European communist and post-communist parties*, op. cit., pp. 11-12



## 1.2 - Un espace temporel atypique : le XXI<sup>ème</sup> siècle, du paradigme néolibéral à la dépression économique

La fondation en juillet 2005 en Allemagne de Die Linke, dans un premier temps cartel de partis puis parti unifié, alliant le Parti du socialisme démocratique (PDS), parti-successeur du SED, ancien parti-Etat de la République démocratique allemande (RDA), à l'Alternative Travail et Justice Sociale (WASG), essentiellement implantée dans les länder de l'ouest de l'Allemagne et menée par Oskar Lafontaine, ancien président du Parti social-démocrate (SPD) et ancien ministre de Gerhard Schröder, et plus encore sa forte poussée électorale lors des élections fédérales de septembre 2005, a créé un évènement dépassant largement les frontières de l'Allemagne<sup>154</sup>. L'intérêt suscité aura été militant et, bien entendu, médiatique, mais aussi universitaire, au regard du nombre élevé, inhabituel pour un parti de la gauche radicale, de publications scientifiques traitant du cas *Die Linke*, en particulier après le scrutin fédéral de 2005.

Pourquoi un tel engouement ? L'irruption, dans le plus grand pays de l'Union européenne, d'une force significative de la gauche radicale, est le premier élément de compréhension du caractère essentiel de cet évènement. Die Linke est en effet parvenu à exploiter l'espace laissé à sa gauche par un Parti social-démocrate qui a choisi de se tourner vers le centre de l'échiquier politique<sup>155</sup>. En conquérant un nouvel électorat dans l'ouest du pays, où la gauche radicale est restée marginale depuis la déroute électorale en 1953 puis l'interdiction en 1956 du Parti communiste d'Allemagne, Die Linke est passé du stade de parti régional qu'était le PDS à celui de force nationale<sup>156</sup>.

L'apparition et le succès de Die Linke marquent aussi le point de départ d'une phase de dynamique pour la gauche radicale dans plusieurs pays européens. La période 2005-2015 voit en effet la gauche radicale progresser dans les urnes non seulement en Allemagne, mais aussi

---

<sup>154</sup> Dan Hough, Michael Koß, Jonathan Olsen, *The Left party in contemporary German politics*, op. cit., p. 1

<sup>155</sup> Oliver Nachtwey, Tim Spier, "Political Opportunity Structures and the Success of the German Left Party in 2005" in *Debatte*, volume 15, number 2 (august 2007), p. 123

<sup>156</sup> Jonathan Olsen, "The Merger of the PDS and WASG: From Eastern German Regional Party to National Radical Left Party?" in *German Politics*, Vol.16, No.2, June 2007, pp. 205-221

au Luxembourg, en Belgique, aux Pays-Bas, en Irlande, au Danemark, en Grèce, en Espagne et au Portugal.

La période choisie est intéressante puisqu'elle couvre largement le début de la crise économique mondiale entamée en 2008 (et initié dès la crise des *subprimes* aux Etats-Unis en 2006-2007), qui entraîne l'entrée en récession de nombreux pays de la zone euro, avec à la clé d'importantes difficultés économiques et sociales (hausse du chômage, ralentissement du commerce, montée des inégalités), qui mettent en difficulté les gouvernements des pays subissant le plus nettement les effets de cette crise<sup>157</sup>. Pour faire face aux risques d'explosion de leur dette publique, ces gouvernements mettent en place des politiques de rigueur budgétaire, dites d'austérité, qui freinent l'endettement des Etats mais entraînent concomitamment une baisse des dépenses publiques et une nouvelle hausse du chômage<sup>158</sup>. Ces politiques rendent leurs promoteurs impopulaires, plusieurs gouvernements subissant des défaites électorales après les avoir mis en œuvre.

C'est en Grèce que les effets de la crise et des politiques d'austérité se font le plus nettement sentir. En 2009, le Parti socialiste PASOK remporte les élections avec près de 44 % des suffrages exprimés. Un an plus tard, confronté à l'explosion de la dette publique grecque, il est contraint d'appliquer un rude programme d'austérité, en échange d'une aide de refinancement, et le gouvernement grec est placé sous la tutelle de la « troïka » (Commission européenne, Banque Centrale Européenne, Fond Monétaire International). En 2012, de nouvelles élections législatives voient l'effondrement des partis de gouvernement traditionnels et la percée fulgurante de Syriza, Coalition de la gauche radicale. Syriza échoue de peu à accéder au pouvoir cette année-là. L'objectif sera rempli en janvier 2015 : Syriza devient le premier parti de Grèce et son leader, Alexis Tsipras, devient premier ministre. Il est reconduit à son poste en septembre 2015 après de nouvelles élections anticipées.

En dix ans, la boucle est donc en partie bouclée. La phase de recomposition globale de la gauche radicale illustrée par l'apparition de Die Linke en Allemagne trouve un début de concrétisation en Grèce avec l'accession au pouvoir de Syriza. Dans le même temps, dans les

---

<sup>157</sup> Michael Lewis, *Le casse du siècle*, Points, Paris, 2012.

<sup>158</sup> Louis Gill, *La crise financière et monétaire mondiale : endettement, spéculation, austérité*, M Editeur, 2012.

autres pays d'Europe, la gauche radicale partisane se recompose et connaît des fortunes diverses. En 2009 et 2015, le Bloc de gauche portugais parvient à atteindre le seuil des 10 % des suffrages exprimés, débordant le Parti communiste concurrent et accentuant la concurrence au sein de l'espace électoral de la gauche. Mais c'est en Espagne que la recomposition la plus inattendue et la plus spectaculaire se produit. En Espagne, en janvier 2014, à l'appel d'un groupe d'intellectuels, de personnalités de la culture, du journalisme et de l'engagement social et politique, le parti Podemos (« nous pouvons ») est fondé avec l'ambition d'offrir un débouché politique au mouvement des « indignés », du nom du mouvement social ayant rassemblé des manifestations de plusieurs dizaines de milliers de personnes, notamment sur la Puerta del sol à Madrid, exprimant leur désapprobation à l'égard du fonctionnement des systèmes économique, financier et politique. A la surprise générale, Podemos obtient 8 % des suffrages exprimés et cinq sièges lors de son premier test électoral, les élections européennes de 2014. Un fort engouement s'ensuit. Alors que la gauche radicale espagnole restait principalement incarnée jusqu'alors par la Gauche Unie, fédération partisane dont la composante principale et largement dominante est le Parti communiste, Podemos bouleverse les rapports de force sur l'échiquier politique et s'impose même comme un concurrent sérieux pour les deux principaux partis de gouvernement, le Parti socialiste et le Parti populaire. Lors des élections législatives de décembre 2015, le nouveau parti connaît une nouvelle percée électorale fulgurante, les différentes listes qu'il soutenait cumulant 20,6 % des suffrages exprimés, à un cheveu du Parti socialiste.

Si elle reste marginale ou très faible dans un grand nombre de pays européens, la gauche radicale connaît ainsi des développements électoraux importants dans plusieurs autres. Au Luxembourg, le parti Déi Lénk (« La Gauche »), fondée en 1999 en tant que coalition intégrant le Parti communiste, accède à la représentation parlementaire dès les élections législatives de 1999. En dépit de la défection du PC, Déi Lénk poursuit une modeste mais sensible évolution électorale, qui l'amène à 4,9 % des suffrages exprimés aux élections législatives de 2013, un résultat inégalé pour un parti de la gauche radicale au Luxembourg depuis 1979.

D'autres évolutions peuvent être citées, avec la montée en puissance du parti Sinn Féin en Irlande, qui obtient 9,9 % des suffrages exprimés lors des élections législatives de 2011 puis 19,5 % lors des élections européennes de 2014. Il s'agit là d'un record historique. En France, la

constitution du Front de gauche, fédérant essentiellement le Parti communiste, des dissidents de l'aile gauche du Parti socialiste et des Verts regroupés au sein du Parti de gauche et des courants issus de l'extrême-gauche trotskyste, permet à Jean-Luc Mélenchon, son candidat, d'obtenir plus de 11 % des suffrages exprimés au premier tour de l'élection présidentielle de 2012, un résultat inégalé pour un candidat se situant à la gauche du Parti socialiste depuis le scrutin présidentiel de 1981. Le Front de gauche fera long feu, les divergences d'ordre idéologique – écologie, rapport à la construction européenne – et stratégique – alliances avec la social-démocratie – ne pouvant être dépassées par ses principales composantes. En conséquence, Jean-Luc Mélenchon lance un « mouvement », La France Insoumise, pour soutenir sa candidature à l'élection présidentielle. En obtenant 19,6 % des suffrages exprimés, Mélenchon obtient le meilleur résultat pour un candidat de la gauche radicale depuis le communiste Jacques Duclos en 1969. Les élections législatives organisées dans la foulée accordent à la France insoumise un résultat plus modeste, 11 %, qui reste toutefois sans équivalent depuis 1988 et les 11,3 % du PCF, et surtout permet à la LFI, fort de 17 députés, de constituer son propre groupe parlementaire : c'est la première fois qu'une force de la gauche radicale hors-PCF y parvient à la chambre basse du Parlement français.

Il serait cependant hasardeux de parler d'une dynamique globale dans le sens où la gauche radicale partisane connaît des fortunes plus diverses dans les autres pays d'Europe occidentale, et non des moindres. Elle reste confinée aux marges en Autriche et au Royaume-Uni et pêne à se renouveler en Europe du nord à l'exception du Danemark où la Liste de l'Unité, appelée aussi « Alliance rouge-verte », supprime le Parti populaire socialiste au rang de principale force politique à la gauche de la social-démocratie, sans pour autant élargir l'espace électoral de la gauche radicale. En Italie, la gauche radicale subit une déroute historique lors des élections législatives de 2008, dont elle semble incapable de se relever au gré des scrutins suivant, en dépit de nombreuses tentatives de transformations partisanes et de constitutions d'alliances électorale avec divers mouvements écologistes ou anti-corruption. Partagée sur la question de l'alliance avec le Parti démocrate de centre-gauche, elle reste profondément divisée. Pire encore, le mécontentement à l'égard des partis de gouvernement traditionnels et des effets de la crise économique et financière a été capté par le Mouvement 5 étoiles qui, bien qu'il reprenne à son compte plusieurs thématiques de la gauche radicale, se

situe clairement sur d'autres zones de l'échiquier politique en ce qui concerne, notamment, les questions d'immigration.

La période 2005-2015 est donc marquée par d'importants bouleversements pour la famille partisane de la gauche radicale en Europe et notamment par des recompositions partisanses à l'ampleur inégalée dans l'histoire récente de cet espace de l'échiquier politique. Dans plusieurs pays, elle marque l'aboutissement de longues années de tentatives d'adaptation et de transformation. Il est très probable qu'elle ouvre également une période faite de nouvelles évolutions. Il convient donc de se référer à cette période atypique, pour étudier les ressorts des bouleversements qui la caractérisent.

### ***1.3 – Repérer les partis significatifs***

#### ***Premier critère : la capacité à accéder à la représentation parlementaire***

Un premier biais analytique pour juger du caractère significatif d'un parti politique est facilement exploitable. Il s'agit de la capacité du parti à accéder à la représentation parlementaire, donc à décrocher des sièges lors des élections parlementaires nationales.

Cette méthode sera appliquée aux espaces géographique et temporel choisis.

Le tableau 3 tient donc compte des résultats des partis pouvant être considérés comme appartenant à la famille partisane de la gauche radicale dans chacun des pays retenus. A chaque élection parlementaire nationale s'étant déroulée entre 2005 et 2017 est attribuée un numéro. Pour chacune de ces élections, une case vide marquée d'une croix signifie au contraire qu'aucune force de la gauche radicale n'est parvenue à accéder à la représentation parlementaire. Lorsque ce critère est rempli, le résultat électoral cumulé du ou des partis ayant obtenu des sièges est indiqué entre parenthèses.

*Tableau 3 - Capacité à accéder à la représentation parlementaire des partis de la gauche radicale européenne*

	1	2	3	4	5	6
Allemagne	(8,7)	(11,9)	(8,6)	(9,2)		
Autriche	x	x	x	x		
Belgique	x	x	(3,7)			
Danemark	(9,4)	(15,2)	(15,9)	(12,0)		
Espagne	(3,8)	(6,9)	(24,3)	(21,1)		
Finlande	(8,8)	(8,1)	(7,1)			
France	(4,3)	(6,9)	(13,7)			
Grèce	(13,2)	(12,1)	(25,3)	(31,4)	(41,8)	(41,0)
Irlande	(6,9)	(12,5)	(19,5)			
Italie	(8,2)	x	(3,2)	x		
Luxembourg	(3,3)	(4,9)				
Pays-Bas	(16,6)	(9,9)	(9,6)	(9,1)		
Portugal	(14,3)	(18,2)	(13,6)	(19,2)		
Royaume-Uni	x	x	x	x		
Suède	(5,9)	(5,6)	(5,7)			

Le tableau 3 révèle une bonne implantation des partis de la gauche radicale en Europe occidentale. Seuls l'Autriche et le Royaume-Uni n'ont vu aucun parti de la gauche radicale envoyer des élus siéger dans les chambres basses de leurs parlements au cours de la décennie 2005-2015. Quelques zones de force se dessinent nettement, avec un clivage nord-sud relatif : la gauche radicale est puissante et en forte dynamique dans les pays du sud à l'exception notable de l'Italie. Elle reste relativement forte en Europe du nord mais subit une érosion plus ou moins nette au Danemark, en Suède, aux Pays-Bas et en Finlande, à l'exception cette fois-ci de l'Irlande où les résultats sont en forte progression. L'Europe continentale fait figure d'entre deux : on relève de légers frémissements en France – bien que ces résultats soient à mettre en perspective avec ceux du Parti communiste lors des décennies précédentes – ainsi qu'au Luxembourg et en Belgique. C'est en Allemagne que l'évolution est la plus nette dans cette

partie du continent, avec des résultats qui, bien qu'irréguliers, sont sans équivalent dans ce pays depuis les années 1930.

Le tableau révèle donc que la gauche radicale a été en mesure d'accéder à la représentation parlementaire dans 13 des 15 pays européens occidentaux. Cet échantillon est encore trop large pour permettre une analyse fine. Notre analyse s'inscrivant sur le temps long, nous retrancherons donc les pays dans lesquels la gauche radicale n'est pas en capacité d'assurer une représentation régulière au Parlement. Concrètement, ne retiendrons notre attention que les pays dans lesquelles la gauche radicale est parvenue à accéder à la représentation parlementaire lors d'une majorité absolue d'élections parlementaires nationales organisées au cours du XXIème siècle. Cela exclut de notre échantillon la Belgique, le réduisant à 12 pays.

### *Second critère : isoler les « partis pertinents »*

Giovanni Sartori définit comme « pertinents » les partis ayant un potentiel de coalition ou un potentiel de chantage, c'est-à-dire qui ont une pertinence gouvernementale dans l'arène de formation des coalitions, ou une pertinence compétitive dans l'arène de l'opposition. Cette méthodologie sied particulièrement bien aux partis de la gauche radicale, qui s'affirment pour certains comme des partis aspirant à faire partie du gouvernement, pour d'autres comme des forces d'opposition, et pour d'autres encore comme étant tantôt fidèles à l'une, tantôt fidèles à l'autre de ces deux orientations. Nous ferons donc nôtre la méthode Sartori et ne retiendrons dans un premier temps que les partis s'étant trouvés, au cours du temps et à quelque moment, en position de déterminer au moins une des majorités gouvernementales possibles, tout comme ceux dont l'existence ou l'apparition affecte la tactique de compétition partisane en contraignant les partis orientés vers le gouvernement à passer d'une compétition centripète à une compétition centrifuge vers la gauche, la droite, ou dans les deux directions à la fois.

Nous appliquerons ces critères aux quinze partis évoqués ci-avant.

**Die Linke (Allemagne) :** si en 2002 le Parti du socialisme démocratique, issu de l'ancien parti d'Etat de l'ancienne RDA, devait se contenter d'un résultat faible, en 2005, ce qui n'était encore qu'un cartel entre ce parti et des dissidents sociaux-démocrates issus des länder de l'ouest rencontre un réel succès. Die Linke (« La Gauche ») obtient alors 8,7 % des suffrages exprimés :

la gauche est arithmétiquement majoritaire au Parlement fédéral mais les sociaux-démocrates refusent de composer avec Die Linke et préfèrent former une coalition gouvernementale avec les conservateurs. En 2009, la droite devient majoritaire mais Die Linke progresse encore à près de 12 % des suffrages exprimés, alors que les sociaux-démocrates sont en fort recul : ces derniers sont contraints à une compétition centrifuge vers la droite. En 2013, la gauche redevient majoritaire au Parlement mais une fois encore, les sociaux-démocrates rejettent toute idée d'alliance avec Die Linke et se retrouvent à nouveau contraint de s'allier aux conservateurs pour former le gouvernement. Die Linke a donc à la fois une pertinence gouvernementale et une pertinence compétitive dans l'arène de l'opposition.

**SF (Danemark) :** le Parti populaire socialiste danois obtient des résultats compris entre 4,6 et 13 % en l'espace de quatre scrutins législatifs organisés entre 2005 et 2015, avec à la clé un nombre d'élus au Parlement national, grâce à un mode de scrutin très proportionnel. Compte tenu du très fort multipartisme qui caractérise le système politique danois et du caractère traditionnellement composite de la gauche danoise toutes sensibilités confondues, le SF peut dès lors se prévaloir d'une pertinence compétitive dans l'arène de l'opposition comme d'une pertinence gouvernementale, qui s'est concrétisé en 2011 avec son entrée au gouvernement dans le cadre d'une coalition avec deux autres partis.

**Liste de l'unité (Danemark) :** en 2007, la Liste de l'unité doit encore se contenter de résultats faibles aux élections législatives, qui lui permettent toutefois de décrocher des sièges au Parlement grâce au mode de scrutin proportionnel. Le fort multipartisme attribue dès lors à ce parti une pertinence compétitive dans l'arène de l'opposition. En 2011 la Liste de l'unité acquiert une pertinence gouvernementale, le gouvernement minoritaire arrivé au pouvoir à l'issue des élections législatives ayant été contraint de négocier le soutien de ses parlementaires pour s'assurer une majorité au Parlement.

**Gauche unie (Espagne) :** de 2005 à 2015, la Gauche unie obtient des résultats irréguliers qui lui permettent tout de même de maintenir une présence au Parlement. Même à ses plus bas niveau (3,8 % en 2008), la Gauche unie contraint le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) à une compétition centrifuge vers la gauche, ce dernier étant par deux fois privé des quelques voix qui lui auraient permis de former un gouvernement majoritaire. En 2011, la Gauche Unie progresse fortement tandis que le PSOE s'effondre, ajoutant dès lors à sa pertinence



gouvernementale (capacité de chantage, même limitée) une pertinence compétitive dans l'arène de l'opposition.

**Podemos (Espagne) :** pour sa première participation à des élections législatives en 2015, Podemos, au travers des différentes listes qu'il soutenait, obtient 20,7 % des suffrages exprimés, à moins de deux points du Parti socialiste. On retrouve ici la capacité à exercer une compétition centrifuge vers la gauche. La pertinence gouvernementale est également acquise au regard de la composition du Parlement, qui confère à Podemos un rôle pivot dans la capacité à former un gouvernement.

**Alliance de gauche (Finlande) :** en l'espace de trois élections législatives, l'Alliance de gauche préserve un socle électoral relativement important, avec des résultats allant de 8 à 7 % des suffrages exprimés. Du fait du très fort multipartisme, elle a donc une pertinence compétitive dans l'arène de l'opposition. Elle confirme également une pertinence gouvernementale en entrant au gouvernement de coalition issu des élections législatives de 2011 (ce qu'elle avait déjà fait à la fin des années 1990).

**Parti communiste français puis Front de gauche (France) :** en 2007, le PCF doit se contenter de résultats médiocres aux élections législatives (inférieurs à 5 % des suffrages exprimés), et la victoire du principal parti de droite ne lui permet pas de faire valoir une capacité de chantage. En 2012 le PCF s'implique dans le Front de gauche, qui fédère plusieurs partis de la gauche radicale et obtient un résultat un peu supérieur à l'étiage traditionnel du vote communiste. Les résultats du Front de gauche seront toutefois nettement insuffisants pour inciter le Parti socialiste et ses alliés à une forme de compétition centrifuge. Ces derniers étant en outre en mesure de former un gouvernement sans l'appui des 10 députés du Front de gauche, on ne peut pas non plus évoquer de pertinence gouvernementale. Ni le PCF, ni le Front de gauche ne peuvent donc être considérés comme des partis pertinents.

**Parti communiste grec (Grèce) :** avec des résultats compris entre 4,5 % et 8,5 % des suffrages exprimés, le Parti communiste grec (KKE) est parvenu à assurer sa présence au Parlement national à la suite de six élections législatives organisées sur la période étudiée. Bien que ces résultats soient globalement modestes, ils sont suffisants pour permettre au KKE d'être considéré comme un parti doté d'une pertinence compétitive dans l'arène de l'opposition du

fait du mode de scrutin appliqué aux élections législatives grecques, qui attribue une forte prime majoritaire au parti arrivé en tête au niveau national. Cette situation provoque de facto une situation de compétitions centrifuges des deux côtés de l'échiquier politique, les grands partis devant limiter la concurrence des partis plus petits pour espérer être en capacité de former le gouvernement.

**SYRIZA (Grèce) :** la Coalition de gauche et de progrès (Synaspismós), qui se fonde dès 2004 dans une alliance plus large, la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA), parvient, comme le KKE, à assurer une présence régulière au Parlement, dans un premier temps avec des résultats modestes (de 5,0 % à 4,6 %), avant de connaître une forte percée lors des deux élections législatives organisées en 2012, qui lui permettent de devenir la seconde force politique du pays. SYRIZA peut donc être considéré comme un parti pertinent à la fois du point de vue de la compétition dans l'arène de l'opposition et du point de vue de sa capacité d'être en position de déterminer au moins une des majorités gouvernementales possibles.

**Sinn Féin (Irlande) :** avec des résultats significatifs compris entre 6,5 % et 9,9 % des suffrages exprimés, Sinn Féin souffre néanmoins d'un mode de scrutin qui minore régulièrement sa représentation au Parlement, et ne lui a jamais permis de déterminer au moins une des majorités gouvernementales possibles. Les spécificités du système politique irlandais, qui échappe en grande partie aux clivages partisans traditionnels, ne lui permettent pas non plus de faire valoir une pertinence compétitive dans l'arène de l'opposition. Sinn Féin n'est donc pas un parti pertinent.

**Dei Lénk (Luxembourg) :** Avec des résultats compris entre 1,9 % et 4,9 % sur la période étudiée, Dei Lénk n'a été en mesure de déterminer l'une des coalitions gouvernementales possibles. Si son résultat en hausse lors des élections législatives de 2013, conjugué à une baisse des résultats des partis social-démocrate et écologiste, peut laisser penser qu'une compétition centrifuge vers la gauche est possible, ce résultat n'a pas empêché sociaux-démocrates et écologistes de provoquer une alternance en s'alliant à un parti de centre-droit. Dei Lénk ne peut donc pas être considéré comme un parti pertinent.

**Parti socialiste (Pays-Bas) :** sur les trois élections législatives considérées au cours de la période étudiée, le Parti socialiste (SP) obtient des résultats compris entre 9,2 % et 16,6 % des

suffrages exprimés. Du fait du mode de scrutin très proportionnel, du fort multipartisme et du très fort émiettement électoral qui caractérise le système politique néerlandais, le SP a toujours une pertinence compétitive dans l'arène de l'opposition, contraignant notamment le Parti travailliste de centre-gauche, tourné vers le gouvernement, à une compétition centrifuge vers la gauche. Il peut donc être considéré comme un parti pertinent, bien que son rejet quasi-unanime par l'ensemble des autres partis politiques néerlandais, conjugué à une faiblesse structurelle des partis de gauche ne l'ont jamais mis en situation de déterminer la formation d'une coalition gouvernementale.

**Parti communiste portugais (Portugal) :** présent à chacune des 4 élections législatives organisées au Portugal sur la période étudiée dans le cadre de la Coalition démocratique unitaire, au sein de laquelle il est largement majoritaire, le Parti communiste portugais (PCP) a réussi à maintenir un étiage électoral particulièrement stable, avec des résultats compris entre 6,9 % et 7,9 % des suffrages exprimés. En contraignant le Parti socialiste de centre-gauche à une compétition partisane centrifuge vers la gauche, le PCP peut être considéré comme un parti pertinent, d'autant plus si l'on considère qu'il a été en capacité de déterminer le maintien au pouvoir des socialistes à l'issue des élections législatives de 2009, dans le cadre d'un gouvernement minoritaire.

**Bloc de gauche (Portugal) :** avec des résultats compris entre 5,4 % et 10,6 % et une présence régulière au Parlement grâce au mode de scrutin proportionnel, le Bloc de gauche a acquis une pertinence compétitive dans l'arène de l'opposition, contraignant le Parti socialiste comme le Parti communiste à une compétition centrifuge vers la gauche.

**Parti de gauche (Suède) :** avec des résultats compris entre 5,6 % et 5,9 % et une représentation parlementaire régulière et significative lors des trois élections législatives organisées en Suède sur la période étudiée, le Parti de gauche doit être considéré comme un parti pertinent parce qu'il contraint le Parti social-démocrate et les écologistes à une forte compétition centrifuge vers la gauche, dans un système politique marqué par une forte bipolarisation gauche/droite, bien qu'il ait clairement perdu sa pertinence gouvernementale à l'issue des élections législatives de 2014, les sociaux-démocrates et les écologistes s'assurant l'investiture des partis de droite pour mettre en place leur gouvernement de coalition, les voix du Parti de gauche ne leur permettant pas d'atteindre la majorité absolue.

A l'issue de notre passage en revue des partis de la gauche radicale capable d'assurer une présence régulière dans les parlements nationaux, il apparaît que 12 d'entre eux peuvent être considérés comme des partis pertinents selon la définition qu'en a fait Giovanni Sartori (tableau 4).

*Tableau 4 - Liste des partis pertinents selon la définition de Sartori*

PAYS	NOM DU PARTI	NOM LANGUE D'ORIGINE	SIGLE
ALLEMAGNE	La Gauche	<i>Die Linke</i>	-
DANEMARK	Parti populaire socialiste	<i>Socialistisk Folkeparti</i>	SF
	Liste de l'unité – les rouges-verts	<i>Enhedslisten - de rød-grønne</i>	Ø
ESPAGNE	Gauche Unie	<i>Izquierda Unida</i>	IU
	« Nous pouvons »	<i>Podemos</i>	-
FINLANDE	Alliance de gauche	<i>Vasemmistoliitto</i>	Vas
GRECE	Parti communiste grec	<i>Κομμουνιστικό Κομμα Ελλάδας</i>	KKE
	Coalition de la gauche radicale	<i>Συνασπισμός Ριζοσπαστικής Αριστεράς</i>	SYRIZA
PAYS-BAS	Parti socialiste	<i>Socialistische Partij</i>	SP
PORTUGAL	Parti communiste portugais	<i>Partido Comunista Português</i>	PCP
	Bloc de gauche	<i>Bloco de Esquerda</i>	BE
SUEDE	Parti de gauche	<i>Vänsterpartiet</i>	V

### *Troisième critère : repérer les recompositions partisans*

Parmi les 12 partis pertinents, il faut à présent repérer ceux qui ont connu une ou plusieurs phases de recomposition au cours de la période étudiée. Au regard de l'évolution tant du paysage politique que de la structuration des partis, des recompositions peuvent être identifiées dans les pays suivants :

**Allemagne :** *Die Linke* (littéralement « La Gauche », le nom ne sera pas traduit par la suite pour plus de commodité) est fondé en Allemagne en 2005, dans un premier temps cartel de partis puis en tant que parti unifié, alliant le Parti du socialisme démocratique (PDS), parti-successeur du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED), qui contrôlait l'appareil d'Etat de l'ancienne République démocratique allemande (RDA), à l'Alternative électorale travail et

justice sociale (WASG), essentiellement implantée dans les länder de l'ouest de l'Allemagne. Rallié par Oskar Lafontaine, ancien président du Parti social-démocrate (SPD) et ancien ministre de Gerhard Schröder, le parti connaît une poussée électorale lors des élections fédérales de septembre 2005, créant un événement dont la portée dépasse les frontières de l'Allemagne<sup>159</sup>. L'intérêt suscité aura été militant et, bien entendu, médiatique, mais aussi universitaire, au regard du nombre, inhabituel pour un parti de la gauche radicale, de publications scientifiques traitant du cas *Die Linke*, en particulier après le scrutin fédéral de 2005.

**Espagne** : ici la recomposition a lieu à tous les niveaux. Podemos est créé *ex nihilo* en 2014 et atteint la représentation parlementaire l'année suivante. Bien qu'ayant fait l'effort d'une recomposition interne limitée, passant par la constitution de coalitions avec des mouvements écologistes ou régionalistes locaux, la Gauche Unie se retrouve confinée aux marges. Il y a donc recomposition interne aux partis, mais aussi recomposition externe suite à l'irruption d'une nouvelle offre électorale.

**Grèce** : la situation est semblable à celle de l'Espagne, la transformation de Syriza en parti politique unifié en faisant une force politique clairement candidate à la prise du pouvoir au regard des propriétés particulières du mode de scrutin des élections législatives en Grèce. Dès 2012, Syriza supplante le Parti communiste au rang de principale force politique de la gauche radicale, provoquant en outre une recomposition externe.

**Portugal** : à partir de 2005, les composantes fondatrices du Bloc de gauche cessent peu à peu d'exister comme partis politiques autonomes. Le Bloc change progressivement de structure pour devenir un parti de plus en plus intégré : il y a recomposition interne. Sa montée en puissance provoque une recomposition externe le plaçant en concurrence avec le Parti communiste, dont il ravit la place de première force à la gauche du Parti socialiste par deux fois, en 2009 puis en 2015 : il y a donc aussi recomposition externe.

Dans les autres pays, aucune recomposition n'est à signaler au niveau de la structure des partis significatifs. Ils n'ont subi aucune transformation ni mutation importante de leur organisation interne. Une recomposition externe est toutefois à signaler au Danemark à partir de 2015, date

---

<sup>159</sup> Dan Hough, Michael Koß, Jonathan Olsen, *The Left party in contemporary German politics*, op.cit., p. 1

à laquelle la Liste de l'unité dépasse en nombre de voix le Parti populaire socialiste. Mais cette recomposition n'est pas due à l'irruption d'une nouvelle offre électorale, et s'inscrit dans une recomposition plus globale, le Parti populaire socialiste étant depuis longtemps engagé dans une phase de modération qui le déporte vers la droite, processus incarné par son départ du groupe GUE/NGL au Parlement et son ralliement au groupe Verts/ALE.

Quatre partis peuvent donc être considérés comme des cas critiques : Die Linke (Allemagne), Syriza (Grèce), Podemos (Espagne) et le Bloc de gauche (Portugal). Cette sélection est pertinente du point de vue de la diversité des contextes institutionnels, économiques et politiques existant en Europe au cours de la période considérée. Le nombre de quatre est pertinent parce qu'il permet d'analyser les multiples facettes des recompositions de manière précise, en explorant de manière systématique plusieurs variables dans la comparaison. La précision des connaissances à assimiler rendait compliquée la prise en compte d'un plus grand nombre de cas. Pour chaque cas étudié, un nombre important de sources primaires et secondaires sont mobilisés, en fonction de la pertinence de leur usage pour enrichir nos raisonnements.

## Partie II – Etudes de cas

L'essentiel de notre travail est fondé sur l'analyse comparée de quatre cas, quatre partis politiques implantés dans quatre pays européens : Die Linke en Allemagne, Syriza en Grèce, le Bloc de gauche au Portugal et Podemos en Espagne.

Chaque étude de cas fait l'objet d'un chapitre se concentrant sur plusieurs aspects. **Le parcours historique** de chaque parti permet de retracer le parcours du parti étudié, de sa genèse à 2017, avec une focalisation sur la période 2005-2017, terrain d'investigation de cette thèse. Chaque parti a son histoire propre, ce qui nous conduit à distinguer différentes périodes dans son développement au cours du temps.

Ensuite **l'organisation interne** du parti est évoquée, avec une attention particulière apportée aux instances régissant la gouvernance interne du parti et les processus démocratiques qui y sont associés, aux règles régissant l'adhésion au parti, ainsi qu'aux alliances européennes, échelle à laquelle la structuration d'instances transnationales de coopération entre partis de la gauche radicale est la plus aboutie. Notre propos accordera une attention particulière aux fractions internes des partis. Nous reprenons ici à notre compte la définition de Sartori, qui les considère comme des « *sous-unités du parti* », constituant un « *système dont les parties sont les sous-unités du parti* »<sup>160</sup>.

**Les positionnements du parti dans les systèmes politique et partisan nationaux** sont également étudiés, sous l'angle des rapports aux institutions et aux modes de scrutin, et sous celui des relations avec les autres partis politiques. La nature des institutions et des modes de scrutin employés pour élire ces institutions peuvent en effet influencer grandement les décisions prises par les dirigeants d'un parti aussi bien en termes d'organisation interne que de stratégie électorale. En outre, la structure de la compétition partisane exerce également une influence sur la capacité d'un parti, en particulier un parti nouveau, à exercer une influence sur le cours de la vie politique.

---

<sup>160</sup> Giovanni Sartori, *Partis et systèmes de partis, un cadre d'analyse, op.cit.*, pp. 118-119.

**Les orientations programmatiques** permettent de creuser les propositions formulées par les partis étudiés dans le débat électoral, au travers de l'analyse de leurs programmes électoraux, du moins ceux présentés à l'occasion des élections législatives<sup>161</sup>. Ces parties ne sont pas purement descriptives et s'attachent aussi à identifier les aspects programmatiques auxquels les partis étudiés apportent une attention particulière.

Chaque étude de cas fait l'objet d'une **synthèse** résumant son parcours, son mode de fonctionnement interne et ses orientations programmatiques, et le resituant dans un contexte politique national, en particulier celui qui prévaut en 2017.

A la suite des quatre études de cas, un cinquième chapitre synthétique permet de mettre en commun les informations collectées et les éléments de convergences, mais aussi de divergences constatées entre ces partis.

---

<sup>161</sup> L'Allemagne et la Grèce sont des républiques parlementaires, dont le chef de l'Etat est élu par le Parlement : le scrutin-mère y est donc les élections législatives. L'Espagne est une monarchie constitutionnelle à caractère parlementaire : le scrutin-mère y est donc les élections législatives. Enfin le Portugal, bien qu'il élise son président de la République au suffrage direct, est un régime parlementaire, dans lequel le chef de l'Etat dispose de très peu de pouvoirs : le scrutin-mère y est donc également les élections législatives.



# Chapitre 1 - Die Linke en Allemagne, une greffe qui peine à prendre

*Die Linke* (littéralement « La Gauche », le nom ne sera pas traduit par la suite pour plus de commodité) est fondé en Allemagne en 2005, dans un premier temps cartel de partis puis en tant que parti unifié, alliant le Parti du socialisme démocratique (PDS), parti-successeur du Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED), qui contrôlait l'appareil d'Etat de l'ancienne République démocratique allemande (RDA), à l'Alternative électorale travail et justice sociale (WASG), essentiellement implantée dans les länder de l'ouest de l'Allemagne. Rallié par Oskar Lafontaine, ancien président du Parti social-démocrate (SPD) et ancien ministre de Gerhard Schröder, le parti connaît une poussée électorale lors des élections fédérales de septembre 2005, créant un événement dont la portée dépasse les frontières de l'Allemagne<sup>162</sup>. L'intérêt suscité aura été militant et, bien entendu, médiatique, mais aussi universitaire, au regard du nombre, inhabituel pour un parti de la gauche radicale, de publications scientifiques traitant du cas *Die Linke*, en particulier après le scrutin fédéral de 2005.

## 1. Parcours historique

### *1.1 - Du SED au PDS : quand le communisme Est-allemand mue pour assurer sa survie (1989-1990)*

L'Allemagne est un cas très particulier, puisqu'il empiète sur le terrain d'investigation propre à l'Europe de l'est post-soviétique. La séparation du pays en deux après la Libération et la création de la RDA a généré un très fort sentiment anticomuniste à l'Ouest, qui a abouti à une rapide interdiction du Parti communiste déjà très affaibli par la répression nazie, et à une hégémonie inébranlable du Parti social-démocrate (SPD) sur l'ensemble de la gauche jusqu'aux premiers succès électoraux des écologistes dans les années 1980. Interdit par la Cour constitutionnelle fédérale en 1956, le Parti communiste d'Allemagne (KPD) est refondé en 1968 sous le nom de Parti communiste allemand (DKP), mais ses performances électorales

---

<sup>162</sup> Dan Hough, Michael Koß, Jonathan Olsen, *The Left party in contemporary German politics*, op. cit., p. 1

médiocres le tiennent à l'écart du Bundestag, le parlement fédéral. Au cours des années 1960, l'échec de la structuration de la gauche libertaire et alternative autour de l'Opposition extra-parlementaire (ApO) achèveront d'enterrer toute initiative de recomposition partisane à la gauche de la social-démocratie en Allemagne de l'Ouest jusque dans les années 1990<sup>163</sup>.

A l'Est, la chute du mur de Berlin en 1989/1990 provoque la disparition d'un régime contrôlé par l'influence du Parti socialiste unifié d'Allemagne, le SED. L'effondrement de la « démocratie populaire » de RDA marque la fin d'un cycle de domination sans partage de ce parti fondé en 1946 sous la pression de l'URSS, et résultant de la fusion forcée des partis communiste et social-démocrate sur la partie de l'Allemagne passée sous domination soviétique après la Libération. Refusant la politique de « transparence » initiée par Mikhaïl Gorbatchev en 1989, le SED résiste un temps à la marche de l'Histoire. Mais sous la pression d'importantes manifestations, son leadership se divise et le régime entre en crise. Soucieux de renvoyer une image d'ouverture aux changements à l'œuvre, le SED se rebaptise PDS, Parti du socialisme démocratique, affirmant un double objectif : réformer le socialisme tout en préservant les institutions de la RDA<sup>164</sup>. Le chef du gouvernement, Hans Modrow, tentera sans succès de mettre en place une vraie démocratie tout en pérennisant le régime. Mais il est débordé par la contestation qui s'étend jusqu'à l'intérieur du PDS. Modrow est contraint de former un gouvernement de coalition avec les autres forces démocratiques, et convoque des élections libres le 18 mars 1990 pour l'élection des 400 membres de la Chambre du peuple (*Volkskammer*), le parlement monocaméral de la RDA. Le scrutin est marqué par un triomphe de l'Union chrétienne-démocrate de Lothar de Maizière (40,8 %) et par une déroute du PDS (16,4 %), qui passe dans l'opposition. Opposé au processus de réunification de l'Allemagne, le PDS mène une campagne active contre ce qu'il dénonce comme une « colonisation » ou un « Anschluss », et revendique la préservation de l'héritage institutionnel et culturel de la RDA<sup>165</sup>.

La réunification de l'Allemagne oblige le PDS à une profonde transformation. Pour prévenir toute interdiction, en vertu des principes stricts affirmés dans la constitution allemande sur les

---

<sup>163</sup> Thomas Landerwehrlen, « Die Linke » in. Jean-Michel De Waele, Daniel-Louis Seiler (dir), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, op. cit., p. 126

<sup>164</sup> Pascal Delwit, « Les gauches radicales en Europe, XIXe-XXIe siècles », op. cit., p. 537

<sup>165</sup> Patrick Moreau, "The PDS/Linkspartei.PDS and the Extreme Left – Decline and renaissance of Communism in Germany", in. Uwe Backs, Patrick Moreau (eds), *Communist and Post-Communist Parties in Europe*, op. cit., pp. 43-44

mouvements politiques « extrémistes », le parti abandonne le centralisme démocratique et affirme dans son programme de 1990 accepter l'économie de marché<sup>166</sup>. Le passage du statut de parti d'Etat à celui de parti d'opposition oblige le PDS à réformer sa structure interne : les 14.000 fonctionnaires encore au service du parti en février 1990 sont peu à peu remerciés, tout comme les cadres dirigeants dont la collusion avec l'ancien régime était publiquement avérée. Ces derniers sont supplantés par de jeunes cadres ayant le plus souvent occupé des fonctions mineures dans le SED, qui entreprennent d'implanter le PDS à l'ouest, d'engager le dialogue avec les autres forces de gauche, et de développer l'action du parti dans les mouvements sociaux. Cette volonté de « modernisation » affirmée par son leader, l'avocat Gregor Gysi, a créé d'intenses débats internes qui conduisent à un fractionnement du PDS en plusieurs tendances : la fraction orthodoxe, minoritaire, souhaitait faire du PDS un parti d'opposition et de rejet des institutions fédérales et leur fonctionnement, tandis que le courant réformiste, majoritaire, voulait en faire un parti de gouvernement, ancré dans une logique de transformation progressive de la société finalement assez proche d'une vision sociale-démocrate.

La stratégie de Gregor Gysi est rapidement éprouvée lors des élections fédérales du 2 décembre 1990, les premières organisées après la réunification de l'Allemagne. Les rangs des sympathisants du PDS se sont étiolés depuis les élections est-allemandes du mois de mars : électeurs de l'ancienne RDA accordent 11,1 % de leurs suffrages au PDS. Le PDS présente également des candidats dans les Länder occidentaux, mais il n'y obtient que 0,3 % des suffrages exprimés. Cependant l'essentiel est sauf, puisque malgré un résultat de seulement 2,4 % au niveau fédéral, le PDS parvient à décrocher 17 sièges de députés fédéraux, grâce à une disposition spéciale de la loi électorale allemande, qui permettait à un parti de déroger au seuil d'éligibilité d'au moins 5 % des suffrages exprimés au niveau fédéral s'il parvient à atteindre ce seuil au niveau de l'ancienne RDA ou de l'ancienne RFA. Un premier objectif est atteint : celui de survivre à la réunification. Il s'agit maintenant de s'enraciner durablement dans la vie démocratique allemande.

---

<sup>166</sup> Thomas Landerwehren, « Die Linke » in. Jean-Michel De Waele, Daniel-Louis Seiler (dir), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, op. cit., p. 128

## 1.2 - Du PDS à Die Linke : vivre sur ses acquis ne suffit plus (1991-2004)

S'appuyant sur une stratégie d'appel aux habitants de l'ex-RDA mécontents de la réunification, le PDS a su conserver d'importants bastions électoraux dans les nouveaux Länder<sup>167</sup> de l'Est de l'Allemagne<sup>168</sup>. A l'Ouest, il demeure marginal, attirant peu de militants en dehors de quelques activistes issus du Parti communiste de 1968, des militants maoïstes de l'Association des communistes ouest-allemands pratiquant l'entrisme de façon plus ou moins explicite, ou encore de jeunes nouveaux venus en politique et insatisfaits des partis politiques traditionnels<sup>169</sup>. Au niveau électoral, les résultats restent très faibles, bien que certains transferts de voix en provenance du SPD puissent être observés dans les länder occidentaux dès le début des années 2000<sup>170</sup>. Le PDS a pu être considéré comme un parti de défense d'une partie particulière de la population, un parti-niche. Son incapacité à se développer à l'Ouest a même conduit certains politologues à s'interroger sur sa capacité à survivre au sein du système politique fédéral. Cette hypothèse est corroborée par une tendance au déclin du PDS, qui passe de 172.600 adhérents en 1991 à 61.500 en 2015, adhérents par ailleurs vieillissants : près de la moitié ont plus de 70 ans en 2000. Le poids de son héritage constituait à la fois sa force, en lui permettant d'attirer les anciennes classes intermédiaires et supérieures de l'ex RDA, mais aussi sa faiblesse, en le plaçant dans l'incapacité de toucher de nouveaux électeurs, y compris parmi les milieux défavorisés. A terme, le PDS aurait pu être amené à disparaître en même temps que les électeurs nostalgiques de l'ancien régime soviétique<sup>171</sup>.

Pourtant le PDS a connu une période faste. Entre la deuxième moitié des années 1990 et la première partie des années 2000, il rencontre d'important succès électoraux dans les nouveaux Länder. Dans plusieurs d'entre eux, il incarne une concurrence sérieuse au Parti social-

---

<sup>167</sup> L'Allemagne est un Etat fédéral, composé de Länder (Land au singulier) qui sont autant d'Etats fédérés. Depuis la réunification, on parle de « nouveaux » Länder pour qualifier les 6 Länder constitués sur le périmètre de l'ancienne RDA (incluant Berlin, considéré comme un nouveau Land suite à la fusion de Berlin-Ouest et de Berlin-Est), et d'« anciens Länder » à propos de ceux qui existaient déjà.

<sup>168</sup> Thomas Landerwehlen, « Die Linke, l'émergence du nouveau parti de la gauche antilibérale allemande : une menace pour le SPD, un défi pour la gouvernabilité de la République fédérale », *Working papers* n°289, ICPS, Barcelone, 2010, <<https://www.icps.cat/archivos/WorkingPapers/WP289.pdf?noga=1>>

<sup>169</sup> Dan Hough, Michael Koß, Jonathan Olsen, *The Left Party in contemporary German politics*, op. cit., p. 135

<sup>170</sup> Patrick Moreau, "The PDS/Linkspartei.PDS and the Extreme Left – Decline and renaissance of Communism in Germany", in Uwe Backs, Patrick Moreau (eds), *Communist and Post-Communist Parties in Europe*, op. cit., p. 58

<sup>171</sup> Thomas Landerwehlen, « Die Linke » in Jean-Michel De Waele, Daniel-Louis Seiler (dir), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, op. cit., p. 127

démocrate, dont il frène la progression électorale, quand il ne parvient pas à le déborder (tableau 5). Lorsqu'il est dans l'opposition, le PDS progresse d'élection en election presque systématiquement.

*Tableau 5 - Résultats des élections des Landtage<sup>172</sup> des nouveaux Länder (ex RDA) de 1990 à 2004*

	Berlin				Brandebourg				Thuringe			
	1990	1995	1999	2001	1990	1994	1999	2004	1990	1994	1999	2004
<b>PDS</b>	9,2	14,6	17,7	22,6	13,4	18,7	23,3	28,0	9,7	16,6	21,3	26,1
<b>SPD</b>	30,4	23,6	22,4	29,7	38,2	54,1	39,3	31,9	22,8	29,6	18,5	14,5
<b>CDU</b>	40,4	37,4	40,8	23,8	29,4	18,7	26,5	19,4	45,4	42,6	51,0	43,0
<b>Ecologistes*</b>	9,4	13,2	9,9	9,1	9,2	2,9	1,9	3,6	6,5	4,5	1,9	4,5
<b>FDP</b>	7,1	2,5	2,2	9,9	6,6	2,2	1,9	3,3	9,3	3,2	1,1	3,6
<b>Ext. Droite**</b>	3,1	2,7	2,7	1,3	1,2	1,1	5,3	6,1	0,8	1,3	3,1	2,0

	Saxe				Saxe-Anhalt				Mecklembourg-Poméranie-Occ.			
	1990	1994	1999	2004	1990	1994	1998	2002	1990	1994	1998	2002
<b>PDS</b>	10,2	16,5	22,2	23,6	12,0	19,9	19,6	20,4	15,7	22,7	24,4	16,4
<b>SPD</b>	19,1	16,6	10,7	9,8	26,0	34,0	35,9	20,0	27,0	29,5	34,3	40,6
<b>CDU</b>	53,8	58,1	56,9	41,1	39,0	34,4	22,0	37,3	38,3	37,7	30,2	31,4
<b>Ecologistes*</b>	5,6	4,1	2,6	5,1	5,3	5,1	3,2	2,0	9,3	3,7	2,7	2,6
<b>FDP</b>	5,3	1,7	1,1	5,9	13,5	3,6	4,2	13,3	5,5	3,8	1,6	4,7
<b>Ext. Droite**</b>	0,7	1,3	2,1	9,2	0,6	1,4	12,9	4,5	0,9	1,0	2,9	1,7

(\*) Pour 1990, toutes les formations qui constitueront ensuite Alliance 90/Les Verts ont été prises en compte

(\*\*) Seul le parti d'extrême-droite le plus important est cité à chaque fois (Républicains, NPD, DVU ou autres)

Ce succès électoral est la récompense d'une intense campagne auprès des Allemands de l'Est critiques à l'égard de la manière avec laquelle a été conduite la réunification de l'Allemagne, rejoints par les déçus des effets de la réunification au regard de l'évolution de la situation économique et sociale en ex-RDA<sup>173</sup>. Les événements de 1990 avaient généré un immense espoir. Au cours de la première moitié de la décennie, des progrès en termes de consommation, de déplacements et de logement peuvent être observés. Mais la rapide détérioration du marché du travail douche beaucoup d'enthousiasmes : à partir de 1995/1996, l'espoir cède la place à la désillusion et au désappointement. L'ensemble des couches de la société Est-allemande sont gagnées par l'anxiété et la défiance à l'égard du système démocratique grandit. Si on ne peut pas à proprement parler de l'irruption d'une identité Est-allemande, ou d'un désir de revenir

<sup>172</sup> Chaque Land est doté d'un parlement, le Landtag (Landtage au pluriel), élu via le même mode de scrutin que le Bundestag. Chaque Landtag a à sa tête un « ministre-président ».

<sup>173</sup> Gero Neugebauer, "The Party of Democratic Socialism in Germany: Post Communists with a New Socialist Identity or as Replacement of Social Democracy?", in. Joan Botella, Luis Ramiro (eds), *The crisis of communism and party change. The evolution of west European communist and post-communist parties*, op.cit., p. 191

à l'ancien régime de la RDA, la défiance à l'égard des élites de l'Ouest et le désaveu vis-à-vis des politiques économiques d'inspiration libérale sont des sentiments largement partagés<sup>174</sup>.

En se faisant le porte-parole de ces ressentiments, le PDS a su attirer à lui non-seulement les perdants de la réunification, ceux qui ont perdu leur statut et leur emploi dans l'ancienne société, mais aussi un vote protestataire nourri par le sentiment de déclassement et la mauvaise situation économique. Le PDS sait tirer parti de son enracinement dans la société Est-allemande : sa présence du PDS dans les associations et la vie culturelle est forte, grâce notamment à la réactivation de nombreux satellites ou associations « amies » centrés sur des thèmes précis, comme la protection des anciens officiers de la police politique et des gardes-frontières.

Cette montée en puissance du PDS posera avec une acuité nouvelle la question de l'exercice du pouvoir. Le débat idéologique interne est alimenté par un débat stratégique lorsqu'en 1995, le PDS vote en faveur de l'installation d'un gouvernement régional minoritaire SPD/Verts dans le Land de Saxe-Anhalt. Bien que cette discussion n'ait jamais vraiment abouti, le PDS entre en 1998, au niveau du Landtag de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale puis en 2001, au niveau du Landtag de Berlin, dans des gouvernements de coalition en tant que *junior partner* du SPD, créant des précédents de constitutions de coalitions dites « rouge-rouge » (par rapport à la couleur dominante arborée tant par le PDS que par le SPD). Au sein de ces gouvernements régionaux, les transformations fortes attendues par les électeurs du PDS resteront modestes, ce qui révèle, au choix, une affirmation du ralliement au réformisme et un alignement sur les positions idéologiques du SPD, ou un manque de préparation et cohésion interne entravant la formulation d'idées et de propositions précises au-delà des discours en appelant aux déçus de la réunification<sup>175</sup>. Son brutal déclin en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, avec un quasi-retour à l'étiage électoral de 1990, illustre la déception de ses électeurs à l'égard de son action au sein du gouvernement de ce Land<sup>176</sup>.

---

<sup>174</sup> Patrick Moreau, "The PDS/Linkspartei.PDS and the Extreme Left – Decline and renaissance of Communism in Germany", in. Uwe Backs, Patrick Moreau (eds), *Communist and Post-Communist Parties in Europe*, op. cit., p. 49

<sup>175</sup> Thomas Landerwehren, « Die Linke » in. Jean-Michel De Waele, Daniel-Louis Seiler (dir), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, op.cit., p. 129

<sup>176</sup> Dan Hough, Michael Koß, Jonathan Olsen, *The Left Party in contemporary German politics*, op.cit., p. 98

Quoiqu'il en soit, les succès réalisés au niveau local ne trouvent pas de traduction au niveau fédéral. En 2002, le PDS se présente aux élections législatives fédérales affaibli par la mise en retrait de ses leaders, Gregor Gysi et Lothar Bisky, et frappé d'impopularité dans *Länder* où il participe au gouvernement. Il pâtit en plus des aléas de l'actualité, l'Allemagne ayant été touchée par une vague d'inondations historique, catastrophe environnementale habilement gérée par le chancelier fédéral social-démocrate Gerhard Schröder, qui a su encourager un sentiment d'union nationale par-delà les ressentiments Est/Ouest, sur lesquels le PDS fonde en grande partie la légitimité de son existence. Le résultat est sans appel : le PDS chute sous la barre des 5 % des suffrages exprimés nécessaires pour obtenir des élus à la représentation proportionnelle, en vertu du mode de scrutin très particulier qui prévaut pour la plupart des élections en Allemagne<sup>177</sup>. En conséquence, il doit se contenter de deux élus, qui sont parvenues à sauver leur siège au scrutin majoritaire dans les quartiers Est de Berlin. Les débats internes prennent une nouvelle ampleur : si les réformistes restent majoritaires, la direction du PDS passe des mains de Gabriele Zimmer à celles de Lothar Bisky. Sous sa direction, le PDS entreprend de se tourner vers des publics nouveaux : le parti affirme désormais œuvrer à constituer une force de dimension fédérale, et revendique clairement sa volonté de participer au gouvernement, mais laisse également la porte ouverte à un développement en dehors des institutions, en engageant un dialogue avec les syndicats et les associations critiques envers les évolutions récentes du centre-gauche social-démocrate. Le congrès de Postdam de 2004 ancre dans le marbre ces orientations au travers d'un « triangle stratégique » : participation gouvernementale « responsable », opposition parlementaire forte et opposition extraparlamentaire via l'ancrage dans la société civile<sup>178</sup>.

Dans cet esprit, le dépassement du PDS dans un parti politique de dimension fédérale est sérieusement considéré par la direction du parti. L'intellectuel Michael Brie fournit des recommandations au PDS, l'incitant à approfondir ses efforts pour s'étendre à l'Ouest et

---

<sup>177</sup> En Allemagne, les députés membres du Bundestag, chambre basse du parlement fédéral, sont élus via un mode de scrutin mixte. La moitié d'entre eux est élue au scrutin majoritaire uninominal à un tour. La moitié restante est élue à la représentation proportionnelle au scrutin de liste. Bien que les électeurs disposent de deux voix, étant libres de choisir un candidat au scrutin majoritaire et une liste – y compris de couleurs politiques différentes – pour la partie proportionnelle, la moitié proportionnelle est compensatoire : les sièges sont attribués aux différents partis en fonction du nombre d'élus obtenus au scrutin majoritaire, l'objectif étant au final d'aboutir à une répartition globale des sièges aussi proche que possible des résultats du vote au scrutin de liste.

<sup>178</sup> Thomas Landerwehren, « Die Linke » in. Jean-Michel De Waele, Daniel-Louis Seiler (dir), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, op. cit., p. 130

construire autre chose qu'un mouvement régional incarnant les revendications de certains électeurs des nouveaux länder. Pour se faire, le PDS peut être la cheville ouvrière d'un nouveau parti de la gauche radicale fédérant syndicalistes, déçus de la social-démocratie et activistes de la gauche alternative.

La démarche du PDS gagne en pertinence lorsque le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder initie, après sa réélection en 2002, la réforme Hartz libéralisant largement le marché du travail et réformant le système d'indemnisation des chômeurs. Cette réforme provoque un fort mouvement de contestation à gauche et dans les milieux syndicaux. La contestation débouche notamment sur la constitution de deux mouvements, l'Alternative électorale, fondée par des universitaires, des intellectuels et des journalistes principalement basés au nord, et l'Initiative pour le travail et la justice sociale, lancée par des syndicalistes et d'anciens membres du Parti social-démocrate venus du sud du pays, en particulier de la Bavière. Durant l'été 2004, les deux groupes fusionnent et donnent naissance à la WASG (Alternative électorale travail et justice sociale), qui est alors plus un groupe de réflexion de déçus de la social-démocratie qu'un parti politique tourné vers la prise du pouvoir<sup>179</sup>. La rupture est d'ailleurs définitivement consommée lorsque le SPD exclut ceux de ses membres qui ont adhéré à la WASG. Le nouveau mouvement compte 5000 adhérents fin 2004. La WASG se mue en parti pour participer à l'élection du Landtag de Rhénanie-Du-Nord-Westphalie. Les réactions des membres du PDS à cette annonce sont mitigées, et l'union entre les deux partis n'allait alors pas de soi<sup>180</sup>.

Si la WASG parvient à recruter plusieurs milliers d'adhérents à l'Ouest, elle ne rencontre pas autant de succès à l'Est. A l'Ouest, elle rassemble toutefois en quelques mois des effectifs comparables à ceux du PDS, et s'implante fortement à Berlin, fondant une partie de sa popularité sur l'opposition à la politique conduite par l'alliance SPD/PDS au pouvoir dans le Land de la capitale. Elle a surtout à son actif d'importants contacts dans les milieux syndicaux que cherche à toucher le PDS. Les résultats de l'élection en Rhénanie-Du-Nord-Westphalie précipiteront le rapprochement : avec 2,2 % des suffrages exprimés, la WASG échoue à faire son entrée au Landtag. Quant au PDS, avec seulement 0,9 %, il voit échapper tout espoir de

---

<sup>179</sup> Pascal Delwit, « Les gauches radicales en Europe, XIXe-XXIe siècles », *op. cit.*, pp. 538-539

<sup>180</sup> Dan Hough, Michael Koß, Jonathan Olsen, *The Left Party in contemporary German politics*, *op. cit.*, p. 138



s'y implanter sous ses propres couleurs. A la lumière de ce résultat, la poursuite de la concurrence électorale entre les deux partis ne semblait pas souhaitable.

Le rapprochement entre les deux partis s'opère grâce à l'intervention d'Oskar Lafontaine. Celui-ci, ancien candidat du SPD à la chancellerie en 1990, longtemps ministre-président du Land de Sarre, est en conflit avec Gerhard Schröder, depuis sa démission du ministère fédéral des finances en mars 1999. En désaccord avec l'orientation prise par le SPD, Oskar Lafontaine entretient de bonnes relations tant avec la WASG qu'avec le PDS, et en particulier avec son leader Gregor Gysi. Après l'élection en Rhénanie-Du-Nord-Westphalie, il annonce publiquement sa disponibilité pour conduire une alliance de la WASG, du PDS, de syndicalistes et de déçus de la social-démocratie en vue des prochaines élections fédérales. De son côté, Gregor Gysi annonce sa candidature aux élections fédérales dans une circonscription de Berlin perdue au profit du SPD en 2002, et signe donc son retour actif à la vie politique. L'opportunité d'être menés par un duo de chefs de file populaires encourage les directions de la WASG et du PDS à engager les discussions.

Si les pourparlers mettent en évidence de fortes convergences idéologiques, c'est en termes d'organisation que des crispations surviennent. Il est en effet exclu de s'engager dans la fondation d'un nouveau parti avant que les résultats de l'élection ne soient connus, car cela impliquerait la dissolution tant du PDS que de la WASG, un risque alors perçu comme trop important. Un accord est finalement signé selon lequel les candidats de la WASG figureront sur des listes d'ouverture du PDS, ce dernier prenant l'engagement de changer de nom et les deux partis validant le principe d'une fusion à plus ou moins long terme. Le Parti de gauche (*Linkspartei*) ainsi créé suscite un fort intérêt et voit augmenter sa cote dans les sondages d'intention de vote. En dépit des frictions entre membres de la WASG et du PDS qui ne manquent pas de survenir, notamment à Berlin, la dynamique se confirme et l'alliance obtient 8,7 % des suffrages exprimés lors des élections fédérales du 18 septembre 2005, envoyant 54 députés siéger au Bundestag. Le résultat est largement supérieur à celui du seul PDS lors des élections précédentes, et il est surtout sans commune mesure avec les performances de la gauche radicale en général sur toute la période de l'après-guerre.

### 1.3 - Die Linke, de l'alliance électorale au parti unifié (2005-2010)

Le succès électoral oblige la WASG et le PDS à considérer sérieusement la fusion à laquelle ils s'étaient engagés. Le PDS compte environ 61.500 adhérents tandis que la WASG n'en compte qu'un peu moins de 11.000 (tableau 6), ce qui fait dire aux membres de la seconde qu'ils risquent d'être sommairement absorbés par le premier<sup>181</sup>. D'autant que certains dirigeants du PDS préfèrent envisager, plutôt qu'une fusion, une adhésion directe des membres de la WASG à un « PDS-Plus » qui garderait sa propre organisation. L'idée se répand selon laquelle le PDS, existant essentiellement à l'Est, utiliserait la WASG, très majoritairement implantée à l'Ouest, pour étendre son influence sur l'ensemble de l'Allemagne. Dans le même temps plusieurs cadres et militants du PDS craignent que la création d'un nouveau parti, de dimension fédérale, ne nuise à l'identité résolument Est-allemande du PDS, et ne lui fasse perdre les soutiens déjà acquis.

*Tableau 6 - Effectifs militants de la WASG et du PDS dans les länder allemands fin 2005*

Land	Nombre d'adhérents WASG (sep. 2005)	Nombre d'adhérents PDS (déc. 2005)
Brandenbourg	168	9 937
Meckl.-Poméranie occidentale	118	6 740
Saxe-Anhalt	137	6 514
Saxe	252	14 873
Thuringe	116	7 676
Berlin	703	9 525
<b>TOTAL EST (Berlin inclus)</b>	<b>1 494</b>	<b>55 265</b>
Bade-Wurtemberg	899	624
Bavière	904	615
Brême	117	168
Basse Saxe	1 165	637
Hambourg	396	388
Hesse	922	637
Rhénanie-Du-Nord-Westphalie	2 889	1 703
Rhénanie-Palatinat	614	402
Sarre	524	280
Schleswig-Holstein	332	365
<b>TOTAL OUEST</b>	<b>8 762</b>	<b>6 057</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>10 813</b>	<b>61 489</b>

La fusion n'allait donc pas d'elle-même. D'autant qu'aux divergences d'ordre organisationnel s'ajoutent des divergences d'ordre stratégique et programmatique. Le programme politique du PDS, par exemple, est beaucoup plus fourni et détaillé que celui de la WASG, qui a été

<sup>181</sup> Amieke Bouma, « Ideological confirmation and party consolidation, Germany's Die Linke and the Financial and Refugee Crises », in. Luke March, Daniel Keith, *Europe's radical left, from marginality to the mainstream?, op. cit.*, pp. 134-135

fondé sur une base essentiellement protestataire. Les deux partis n'éprouvent pas le même enthousiasme à l'égard du concept de « socialisme démocratique », les militants WASG préférant parler de « justice sociale ». Un débat sémantique assez contradictoire avec une divergence sur le fond concernant l'endettement de l'Etat, qui doit être limité par des politiques économiques « responsables » pour le PDS, tandis que la WASG entend au contraire accroître la dépense publique. Enfin la WASG présente un programme plus « postmatérialiste », et semble considérer avec beaucoup plus d'intérêt que le PDS les questions de protection de l'environnement et de défense des droits des minorités, Plusieurs propositions des deux partis se rejoignent malgré tout dans les domaines économiques et sociaux : le rejet du néolibéralisme, plus d'intervention de l'Etat dans l'économie, une réforme de la fiscalité allant dans le sens d'une plus forte taxation des hauts revenus, la réduction du temps de travail, la hausse des salaires et le maintien du caractère public des systèmes de retraite et d'indemnisation chômage<sup>182</sup>.

Les divergences se sont aussi parfois exprimées sur le terrain. Le principal obstacle rencontré par le processus de fusion a sans doute été le conflit persistant entre les organisations locales de la WASG et du PDS dans le Land de Berlin. Ici, la WASG s'est effet construite sur l'opposition non seulement à la politique du gouvernement fédéral social-démocrate, mais aussi à celle conduite localement par le gouvernement de coalition « rouge-rouge » alliant SPD et PDS. Plusieurs des animateurs de la WASG berlinoise étaient même d'anciens adhérents du PDS, qu'ils ont quitté pour signifier leur désaccord à l'égard de la politique de la politique de rigueur budgétaire conduite par le gouvernement de la capitale. Dans ces conditions, il paraissait compliqué d'unir au sein d'un même parti des militants s'accusant, pour les uns, de renier le socialisme et d'appliquer des politiques de « démolition sociale », et pour les autres de poursuivre un projet « irréaliste » et « coupé de la réalité ». En dépit du succès de la liste commune aux élections fédérales de 2005, les adhérents berlinois de la WASG décident de présenter une liste autonome de celle du PDS pour l'élection du Landtag de Berlin de septembre 2006. Ils sont imités par ceux de la WASG du Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, où un gouvernement SPD/PDS est également en fonction. Les résultats ne contenteront personne : à Berlin, la WASG n'obtient que 2,9 % des suffrages exprimés, et le

---

<sup>182</sup> Dan Hough, Michael Koß, Jonathan Olsen, *The Left Party in contemporary German politics*, op. cit., p. 143

PDS perd 9,2 points par rapport au scrutin précédant, ne rassemblant plus que 13,4 % des suffrages exprimés. En Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, la liste WASG doit se contenter de 0,5 % des suffrages exprimés, tandis que le PDS stagne à 16,8 %. Dans les länder qui votaient également en 2006 et dans lesquels les deux partis ne se faisaient pas concurrence, les résultats mettent en exergue les difficultés de la WASG : ses listes n'obtiennent que 3,1 % des voix en Bade-Wurtemberg et 2,6 % en Rhénanie-Palatinat, n'obtenant aucun élu, tandis que le PDS progresse et passe devant le SPD en Saxe-Anhalt avec 24,1 % des suffrages exprimés.

En dépit de ces difficultés, les dirigeants nationaux de la WASG décident de convoquer un référendum interne. 78 % des adhérents approuvent la poursuite du processus de fusion avec le PDS, assorti de la mention « avec la participation des mouvements sociaux ». Le résultat au niveau des votants est assez tranché, mais le faible taux de participation – 57 % – illustre le désarroi d'une partie de ces adhérents, en particulier dans les Land dans lesquels les rapports avec le PDS sont tendus.

Le débat stratégique interne à la WASG étant résolu, un congrès de fondation est mis sur les rails<sup>183</sup>. Deux groupes composés de représentants issus des deux partis sont chargés de le préparer. Le premier planche sur un programme commun, dont le contenu demeure assez général, mettant l'accent sur la nécessité d'« unir la gauche » pour combattre « le néolibéralisme ». Le second est chargé d'organiser le congrès, avec au cœur de ses soucis le besoin de donner le sentiment aux adhérents du PDS et de la WASG que les uns ne sont pas écrasés par les autres. Ainsi, il est convenu que 160 délégués seront issus des branches locales des deux partis au niveau des länder, proportionnellement au poids démographique du Land. 170 représenteront les dix branches locales des länder de l'Ouest, où la WASG est dominante, et 170 autres représenteront les six branches locales de länder de l'Est, où c'est à contrario le PDS qui domine. Dans le même esprit, l'organe exécutif du nouveau parti est composé à parité de membres de la WASG et de membres du PDS. Après approbation par les deux partis, ces principes d'organisation doivent être validés par un vote des adhérents avant la réunion effective du congrès de fondation en juin 2007.

---

<sup>183</sup> Dan Hough, Michael Koß, Jonathan Olsen, *The Left Party in contemporary German politics*, op. cit., p. 147

Dan Hough, Michael Koß et Jonathan Olsen en déduisent que la dissolution de la WASG et du PDS dans un nouveau parti a suivi trois étapes : une première période d'attentisme et de scepticisme mutuel, suivi d'une seconde période d'euphorie et de bonne volonté lié au bon résultat électoral de 2005, et enfin une troisième période de concrétisation du rapprochement marqué par plusieurs difficultés et désillusions. *In fine*, un savant équilibre a été trouvé entre l'apport d'adhérents plus nombreux en provenance du PDS et l'apport, côté WASG, d'un dirigeant politique de premier plan en la personne d'Oskar Lafontaine.

Le congrès de fondation du nouveau parti se tient le 16 juin 2007. Pour ménager les susceptibilités, Die Linke (« La Gauche ») se dote d'une coprésidence, assurée par Oskar Lafontaine, leader de la WASG, et Lothar Bisky, dirigeant historique du PDS. Le groupe parlementaire au Bundestag adopte le même mode de fonctionnement et est coprésidé par Oskar Lafontaine et Gregor Gysi. En plus des adhérents de la WASG et du PDS, de nouveaux venus adhèrent au parti, dont de nombreux syndicalistes, d'anciens membres du SPD et d'anciens militants écologistes, peut-être attirés par la forte exposition médiatique dont a bénéficié le congrès<sup>184</sup>.

La réussite du congrès de fondation de Die Linke est suivie de résultats électoraux en hausse lors de l'élection de plusieurs *Landtage*. Dès mai 2007, le nouveau parti fait son entrée dans le Land de la Brême avec 8,4 % des suffrages exprimés. Die Linke fait ainsi montre de sa capacité à séduire une partie de l'électorat Ouest-allemand pour assurer sa présence dans les hémicycles régionaux, ce que la WASG seule ne parvenaient pas à faire. Les résultats dans les länder occidentaux se suivent et se ressemblent : en 2008, Die Linke fait son entrée dans les législatures d'Hambourg (6,4 %), de la Hesse (5,1 %), de la Basse-Saxe (7,1 %) et échoue de peu en Bavière (4,4 %). Dans la Hesse, son entrée au Landtag provoque une crise politique qui conduit à de nouvelles élections l'année suivante, et qui voient Die Linke se maintenir à 5,4 % des suffrages. En 2009, cinq autres länder étaient conviés à renouveler leurs législatures. Die Linke fait son entrée dans deux nouveaux *landtage* de l'Ouest en obtenant 6 % des voix en Schleswig-Holstein, et surtout sa liste conduite par Oskar Lafontaine en Sarre obtient 21,3 %, à seulement trois points du SPD. Les résultats à l'Est sont plus mitigés : Die Linke stagne dans

---

<sup>184</sup>Patrick Moreau, "The PDS/Linkspartei.PDS and the Extreme Left – Decline and renaissance of Communism in Germany", in. Uwe Backs, Patrick Moreau (eds), *Communist and Post-Communist Parties in Europe*, op. cit., pp. 69

le Brandebourg (27,2 %, -0,8), recule en Saxe (20,6 %, -3,0) et progresse un peu en Thuringe (27,4 %, +1,3). En somme, la fondation du nouveau parti a permis un développement important à l'Ouest, tandis qu'à l'Est elle ne semble pas avoir permis un dépassement de l'étiage électoral de l'ancien PDS.

Lors des élections fédérales de 2009, Die Linke progresse à 11,9 % des suffrages exprimés. Sa géographie électorale reste très marquée : 28,3 % des suffrages à l'Est, 8,3 % à l'Ouest. Mais contrairement à 2005, il y a désormais un plus grand nombre d'électeurs de Die Linke dans les länder de l'Ouest qu'en ex-RDA. La majorité au Bundestag bascule à droite, épargnant aux militants de Die Linke de nouveaux débats tendus sur la pertinence d'une alliance avec le SPD et les Verts. Toutefois dans le Land du Brandebourg, une coalition SPD/Linke est formée sous la présidence du social-démocrate Matthias Platzeck.

#### ***1.4 - Difficultés internes et reculs électoraux (2010-2016)***

En dépit de ces nouveaux succès électoraux, Die Linke devra faire face à d'importantes difficultés internes. En 2010, Oskar Lafontaine quitte la présidence du parti et son mandat de député au Bundestag pour raisons de santé<sup>185</sup>. Lors du congrès organisé la même année, Lothar Bisky fait également le choix de se retirer et deux personnalités inconnues du grand public accèdent à la coprésidence, Gesine Löttsch, dirigeante historique du PDS et Klaus Ernst, figure du syndicat IG Metall et ancien adhérent de la WASG. Cette nouvelle coprésidence sera un fiasco, enchainant les polémiques : après que les deux coprésidents aient écrit une lettre de félicitations au dictateur cubain Fidel Castro pour son 85<sup>ème</sup> anniversaire, Gesinne Löttsch provoque un tollé en publiant un livre dans lequel elle affirme son attachement au communisme, terme très connoté en Allemagne, et Klaus Ernst se couvre de ridicule en déclarant publiquement adorer « rouler en Porsche », une marque de voitures allemandes de luxe. Cette dernière déclaration apparaît en outre scandaleuse à l'opinion publique lorsqu'est révélé que les deux coprésidents se font verser un salaire mensuel de 3.500 € par Die Linke en plus de leur indemnité de parlementaire<sup>186</sup>. Le manque de leadership permet aux débats

---

<sup>185</sup> Luke March, *Radical left parties in Europe*, op. cit., p. 128

<sup>186</sup> Klaus Engert, "The rise of Die Linke in Germany", in. Daniel Bensaid, Alda Sousa, Alan Thornett (eds), *New Parties of the Left, Experiences from Europe*, Resistance Books, London, 2011, p. 105

anciens de ressurgir, et le parti se divise à nouveau profondément entre des tendances favorables à des alliances avec le SPD et des tendances plus radicales prônant le rejet global du système politique.

La mauvaise image que Die Linke renvoie dans l'opinion lui coûte cher électoralement parlant : le parti recule lors des élections de *Landtage* à Berlin, en Brême et en Rhénanie-Palatinat. Dans ce dernier, il perd même tous ses élus, avec seulement 3,0 % des suffrages exprimés. Si les résultats sont meilleurs dans les Länder orientaux de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale et de Saxe-Anhalt, ils incarnent aussi une forme de régression, le parti continuant à se renforcer à l'Est mais perdant le terrain gagné à l'Ouest. Cette tendance se confirme en 2011 avec un lourd échec en Bade-Wurtemberg : 2,8 %.

Un nouveau congrès est donc convoqué en octobre 2011, à Erfurt. Il permet l'adoption d'un programme validé par l'écrasante majorité des délégués présents. En juin 2012, le Congrès de Göttingen, a vocation plus politique, permettra l'élection d'une nouvelle coprésidence. Katja Kipping, 34 ans, militante dans la Saxe et ancienne militante du PDS – mais pas du SED, ce qui permet de balayer les accusations d'accointances avec l'ancien régime de la RDA – est élue coprésidente au côté de Bernd Riexinger, 57 ans, ancien syndicaliste et issu de la WASG. Ces deux figures sont mieux connues du grand public et incarnent deux formes différentes de renouvellement, mettant aux responsabilités des personnalités qui n'ont pas exercé de longues carrières politiques.

Ce changement de leadership permettra de faire taire les polémiques, mais ne conduit pas pour autant Die Linke à renouer avec le succès dans les urnes. En 2012 et 2013, le parti passe sous la barre des 5 % des suffrages exprimés et perd donc tous ses élus dans les *landtage* du Schleswig-Holstein, de la Basse-Saxe et de la Rhénanie-Du-Nord-Westphalie, et reste à la porte du Landtag de Bavière avec seulement 2,1 % des suffrages exprimés. En Sarre, Oskar Lafontaine lui-même subit l'impopularité de son parti, sa liste passant de 21,3 à 16,1 %. Cet affaiblissement du parti dans les dix *länder* de l'Ouest sera durable, avec le maintien régulier de groupes d'élus dans les législatures de seulement quatre *länder* : la Brême, Hambourg, la Hesse et la Sarre.

En vue des élections fédérales de 2013, Die Linke confie la direction de la campagne à Gregor Gysi. C'est essentiellement un choix par défaut, le parti ayant peu de leaders jouissant d'une aussi forte notoriété. Gysi oriente son discours vers des prises de position modérées, affirmant à plusieurs reprises sa volonté d'aboutir à la constitution d'une coalition avec le SPD. Avec 8,6 % des suffrages exprimés, Die Linke est ramenée au niveau électoral de l'alliance PDS/WASG en 2005. Lors de ces élections, la montée en puissance du parti de droite radicale anti-euro Alternative pour l'Allemagne (AfD) a probablement porté préjudice à Die Linke, en particulier dans les länders de l'Est. Comme en 2005, le Bundestag est majoritairement à gauche, mais le SPD refuse une nouvelle fois de conclure une alliance avec Die Linke et préfère constituer une nouvelle « grande coalition » avec les chrétiens-démocrates de la chancelière Angela Merkel, reconduite pour un troisième mandat. Die Linke, profitant du recul des Verts et des libéraux-démocrates, devient la première force d'opposition parlementaire.

A partir de 2014, les résultats lors des élections des *Landtage* deviennent plus hétérogènes. La participation de Die Linke à une coalition avec le SPD est durement jugée dans le Brandebourg (18,6 %, -8,6), tandis le recul est plus limité en Saxe, où le parti siégeait dans l'opposition (18,9 %, -1,7). En Thuringe, avec 28,1 % des suffrages, Die Linke obtient pour la première fois le poste de ministre-président grâce au soutien des fractions locales du SPD et des Verts. Bodo Ramelow est le premier dirigeant d'un parti de la gauche radicale à prendre la direction du gouvernement d'un Land allemand<sup>187</sup>. En 2015, le parti retrouve des couleurs à l'Ouest grâce à des résultats en hausse à Hambourg (8,5 %, +2,1) et en Brême (9,3 %, +3,5), confirmant son implantation dans certains *Länder* occidentaux.

2015 est une année charnière pour Die Linke. Lors du congrès de Bielefeld, Gregor Gysi annonce son retrait de la vie politique fédérale et sa démission de la présidence du groupe parlementaire au Bundestag. Avec son départ, Die Linke ne peut définitivement plus compter sur ses leaders historiques. Il est remplacé au Bundestag par un tandem incarné par Sahra Wagenknecht et Dietmar Bartsch. Si le second est sur une ligne modérée proche de celle de Gregor Gysi, la première appartient à l'aile gauche du parti et est hostile aux alliances avec le SPD. Fait important : tous deux sont issus du PDS et de l'ex-RDA. L'équilibre Est/Ouest et

---

<sup>187</sup> Pascal Delwit, « Les gauches radicales en Europe, XIXe-XXIe siècles », *op. cit.*, pp. 540-541



PDS/WASG est donc pour la première fois supplanté par un équilibre au niveau de l'expression de deux orientations stratégiques différentes qui traversent le parti.

### ***1.5 - Le défi du renouvellement et la « désorientation » (2017)***

Après dix années d'existence, dont deux en tant qu'alliance électorale, Die Linke a su s'imposer comme l'un des principaux partis de la famille de la gauche radicale en Europe. La fondation du nouveau parti a permis de dépasser l'étiage électoral et militant de l'ancien Parti du socialisme démocratique, qui fondait l'essentiel de sa légitimité sur l'incarnation du mécontentement des électeurs de l'ex-RDA. Mais l'histoire a démontré que ces progrès demeurent limités et fragiles. Depuis 2013, le parti est en proie à d'importantes tensions internes qui minent son développement. Le départ de ses leaders historiques, très populaires dans la population, l'expose en outre à une difficulté à incarner la fonction tribunitienne, alors que dans le même temps l'on assiste à une montée en puissance du parti d'extrême-droite Alternative pour l'Allemagne.

Cette difficulté se manifestera concrètement lors des élections fédérales de 2017. Si sa popularité dans l'opinion et son aisance face aux médias ont rapidement conduit Sahra Wagenknecht à accepter d'être la candidate de Die Linke à la chancellerie, elle a dû former un binôme avec Dietmar Bartsch, la fraction modérée du parti s'inquiétant du peu de disposition de Wagenknecht à l'égard des sociaux-démocrates. Cet attelage quelque peu bancal, peu lisible auprès d'une opinion qui a bien conscience qu'il ne peut y avoir qu'un seul chancelier à l'issue du scrutin, aura constitué un handicap pendant la campagne électorale, Die Linke peinant à faire émerger des thématiques de campagnes et des discours efficaces. Le résultat, 9,2 %, est en fin de compte plutôt flatteur compte-tenu de ces difficultés. Concomitant à un nouveau recul du SPD, ramené à un niveau historiquement bas, il témoigne de la capacité de Die Linke à attirer les électeurs sociaux-démocrates déçus. Le résultat global s'appuie sur des évolutions contradictoires dans les différentes parties du pays, avec un nouveau recul prononcé dans les länder de l'Est et, au contraire, une progression plus ou moins sensible à l'Ouest. L'électorat Die Linke de 2017 n'a plus grand-chose à voir avec celui de 2005. Bien que la surreprésentation du parti dans le périmètre de l'ex-RDA reste la règle, un phénomène de « désorientation »

semble bel et bien en marche, la présence du parti s'accroissant dans ses zones de faiblesse tandis qu'elle décroît dans ses principales zones de force.

La période post-2017 sera celle des défis pour Die Linke : défi du renouvellement des générations à la tête du parti, avec en toile de fond une incapacité patente à dégager une personnalité capable d'assumer le rôle de leader charismatique, et défi de la gestion du renouvellement de sa base électorale, qui va l'inciter à faire évoluer encore plus ses discours.

## 2. Organisation

### 2.1 - Fonctionnement interne

Les règles de fonctionnement interne de Die Linke sont édictées par les statuts du parti<sup>188</sup> (figure 1).

L'instance suprême du parti est **le congrès**, qui définit les orientations, le programme général, les statuts, les programmes électeurs pour les élections législatives et européennes et les règles de financement du parti (article 15). Le congrès est composé de délégués élus pour deux ans. 500 délégués sont répartis dans les Länder en fonction de leurs nombres d'adhérents, élus par les adhérents réunis en assemblées dont le périmètre, recouvrant plusieurs districts, est défini par le Comité exécutif du Land. A cela s'ajoutent au plus 20 délégués de l'association de jeunesse, à raison d'un délégué par tranche de 250 membres de cette association, ainsi que des délégués des tendances internes du parti comptant au moins 250 membres<sup>189</sup>, qui ont droit à entre 2 et 8 délégués chacune, en fonction de leurs nombres de membres déclarés. Le nombre total de ces délégués de tendances est plafonné à 50 : si ce palier est atteint, le Comité exécutif a le pouvoir d'adapter la répartition des sièges entre tendances en application de la représentation proportionnelle.

Le congrès se réunit au moins une fois par an, mais peut aussi être convoqué par le Comité fédéral, par des associations de Land et de district représentant au moins un quart des adhérents ou par au moins un quart des délégués du congrès (article 17). Il est invité à se

---

<sup>188</sup> Les statuts sont disponibles en version anglaise sur le site du parti : <<https://en.die-linke.de/party/documents/federal-statutes>>

<sup>189</sup> Celles qui comptent moins de 250 membres ont droit à deux délégués sans droit de vote.

prononcer sur des motions proposées par les instances locales, les tendances ou au moins 25 délégués du congrès.

**Le Comité exécutif** est la « direction » de Die Linke, l'organisme qui dirige le parti entre deux congrès. Il est composé de 44 membres, élus pour un mandat de deux ans par le congrès, incluant deux coprésidents, au moins un président du groupe parlementaire au Bundestag, un trésorier fédéral et un secrétaire, qui sont élus individuellement par le congrès. Le reste de la composition du comité est déterminée par le congrès. Le Comité exécutif est composé pour moitié d'anciens membres de la WASG et pour l'autre moitié d'anciens membres du PDS, en vertu d'un accord tacite entre les membres dirigeants du parti. Cette règle n'est pas formalisée dans les statuts.

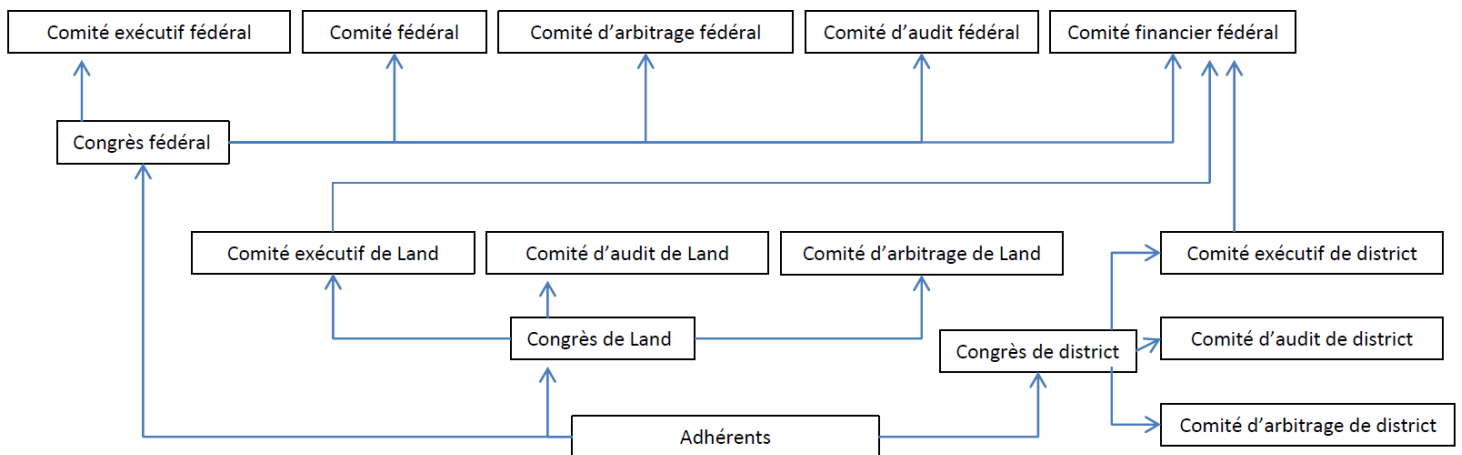
**Le Comité fédéral** est une instance essentiellement consultative, qui doit veiller au développement harmonieux du parti dans les Länder. Il est en quelque sorte garant du bon fonctionnement du parti et de la bonne application de ses statuts. Il dispose en outre de prérogatives sur les questions européennes : c'est lui qui désigne les représentants de Die Linke dans les instances du Parti de la gauche européenne et qui propose la liste des candidats du parti pour les élections européennes. Le Comité fédéral est composé de 80 membres, dont 60 représentants des associations de Länder, 12 représentants des tendances, 6 membres du Comité exécutif et 2 représentants de l'organisation de jeunesse. Il se réunit au minimum une fois tous les six mois.

Le **comité d'arbitrage fédéral**, élu par le congrès, est chargé d'arbitrer les différends entre les instances ou entre un ou plusieurs membres et ces mêmes instances. Un **comité d'audit fédéral**, lui aussi élu par le congrès, est chargé d'auditer les finances du parti. Ces deux comités ont des déclinaisons locales pour exercer des activités analogues au niveau des Länder et des districts. Signalons également l'existence d'un **Comité financier fédéral**, composé du trésorier fédéral et des trésoriers des associations de Länder, chargé de gérer les finances du parti.

Localement, les membres de Die Linke sont organisés en **associations de Land** (article 12). Les associations de Land jouent un rôle particulièrement important compte tenu du caractère fédéral du régime politique de l'Allemagne : chacune dispose de son propre congrès, d'un

Comité exécutif de Land et d'un binôme de présidents, ainsi que d'un programme et de statuts qui lui sont propres.

Chaque association de Land est divisée en plusieurs **associations de district**, dont les frontières sont définies par l'association de Land. C'est l'instance de base de Die Linke. Chaque association de district organise un congrès et élit un Comité exécutif de district, et dispose de sa propre trésorerie.



*Figure 1 - Organisation interne de Die Linke (chaque flèche illustre un rapport électif)*

Die Linke impose la parité entre femmes et homme pour la constitution de ses listes de candidats, qu'il s'agisse des élections politiques ou des élections aux instances internes du parti (article 10). Les candidats aux élections fédérales sont désignés par des assemblées générales d'adhérents ou par des assemblées représentatives, au niveau de la circonscription pour les candidats au scrutin majoritaire uninominal, au niveau du Land pour les candidats au scrutin de liste (article 36). Les candidats aux élections européennes sont désignés par une assemblée fédérale élue à cette seule fin par les adhérents.

L'article 8 des statuts prévoit la possibilité d'organiser des référendums internes. En cas de résultat positif, la disposition adoptée par référendum interne a valeur de résolution de congrès, à moins qu'il ne s'agisse d'une requête à l'attention du congrès, auquel cas il ne s'agit que d'une recommandation. Un référendum interne peut être provoqué par des associations de Land et de district représentant au moins un quart des membres, par huit associations de Land, par 5.000 adhérents, sur décision du congrès ou sur décision du Comité fédéral.

Die Linke autorise le droit de tendance en son sein, selon des règles formalisées par l'article 7 des statuts : une tendance doit compter au moins 200 membres ou être reconnue par au moins huit associations de Länder pour pouvoir être reconnue par le Comité exécutif du parti. Ces tendances disposent d'une large autonomie en matière de communication interne, peuvent désigner des délégués au congrès et disposent de moyens financiers pour soutenir leur activité. Les principales sont les suivantes :

- La *Gauche socialiste* regroupe les militants de tendance keynésianiste et les communistes réformateurs, ainsi que les animateurs du courant trotskyste Marx21. Cette fraction milite pour orienter le parti vers le monde syndical. La plupart des leaders de la Gauche socialiste sont d'anciens membres de la WASG.
- Le *Forum démocrate socialiste* était à l'origine une fraction interne du PDS. C'est une fraction modérée particulièrement favorable à la participation gouvernementale et aux alliances avec le SPD. La plupart des dirigeants du parti issus du PDS font partie de cette fraction.
- La *Gauche émancipatrice* est proche des idées du socialisme libertaire. Cette fraction prône une société décentralisée et un soutien accru aux mouvements sociaux. La coprésidente du parti, Katja Kipping, est issue de ce courant.
- La *Gauche anticapitaliste* regroupe essentiellement des militants critiques à l'égard de la participation de Die Linke à des gouvernements de coalition locaux avec les sociaux-démocrates, exigeant que des conditions très strictes soient respectées par le SPD pour que Die Linke valide sa participation à ce type de coalition. Sur le fond, c'est aussi l'un des groupes les plus radicaux, affirmant une opposition stricte à toute forme de capitalisme. La coprésidente du groupe parlementaire de Die Linke au Bundestag, Sahra Wagenknecht, est issue de ce courant.
- La *Plateforme communiste*, qui était à l'origine une fraction du PDS, prône une orientation marxiste orthodoxe et est moins critique à l'égard de l'ancienne RDA que les autres fractions du parti. L'un des « objectifs » de cette fraction est d'aboutir à la construction d'une « nouvelle société socialiste », basée sur les « expérience positives du socialisme réel » tout en apprenant de « ses erreurs ». Sahra Wagenknecht a également été membre

de cette fraction jusqu'en 2010. En 2008, la Plateforme communiste revendiquait un peu moins d'un millier d'adhérents, soit environ 1 % des adhérents de Die Linke.

Die Linke a une association de jeunes, *Linksjugend [solid]*, et une association universitaire, *DIE LINKE.SDS*. Plusieurs organisations sont liées à Die Linke sans pour autant avoir une vocation militante, comme la Fondation Rosa Luxembourg, animée, entre autres, par des universitaires, implantée dans plusieurs pays et qui produit et diffuse des analyses et des propositions en lien avec les idées progressistes et écologistes et la promotion des mouvements sociaux.

## 2.2 - Adhérents

Toute personne âgée de 14 ans ou plus peut adhérer à Die Linke si elle s'engage à respecter ses statuts et son programme (article 2 des statuts du parti) et à verser une cotisation. L'adhésion est formalisée par la transmission d'une déclaration d'adhésion aux instances locales du parti, qui doivent approuver cette adhésion avant qu'elle ne soit effective. Un délai de six semaines est prévu entre la demande d'adhésion et l'effectivité de celle-ci. L'adhérent cesse d'être considéré comme tel s'il ne s'est pas acquitté de ses cotisations pendant six mois ou plus (article 3). Il peut faire l'objet d'une procédure d'expulsion avec instruction par une commission d'arbitrage. Une personne exclue de Die Linke peut librement ré-adhérer au parti après un délai de deux ans.

Le nombre d'adhérents à Die Linke a fortement varié en fonction de ses succès électoraux. Le parti compte 71.711 adhérents à sa fondation en 2007, et seulement 58.910 en 2016. Il atteint son plus haut niveau en 2009 avec 78.046 adhérents (tableau 7). La baisse continue du nombre d'adhérents depuis 2009 – en dépit d'une stabilisation en 2016 par rapport à 2015 – met en évidence les difficultés traversées depuis cette date.

*Tableau 7 - Nombre d'adhérents à Die Linke par année*

2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
71.711	75.968	78.046	73.658	69.458	63.761	63.757	60.551	58.899	58.910

Source : <<https://www.die-linke.de/partei/ueber-uns/mitgliederzahlen-2007-2016>>

En 2007, Die Linke comptait 71.800 adhérents. Des adhérents plutôt âgés, puisqu'ils avaient en moyenne 62,5 ans. On dénombrait alors 54 % d'adhérents âgés de 60 ans et plus, contre 40 %

pour les 30-49 ans et 6 % pour les moins de 30 ans. 60.300 étaient auparavant adhérents au PDS, et 11.500 à la WASG, et plus de 70 % des adhérents résident dans les *länder* de l'Est. La sociologie des adhérents de Die Linke est dominée par celle de l'ancien PDS. Pour reprendre l'expression de Thomas Landwehrle, « l'adhérent archétypal de Die Linke est un retraité de l'Est athée disposant d'un diplôme universitaire, ou au moins d'un baccalauréat, et s'identifiant subjectivement aux classes inférieures précarisées »<sup>190</sup>. En 2015, 37 % des adhérents sont des femmes, le taux le plus élevé parmi les partis représentés au *Bundestag*.

Une analyse de l'évolution du nombre d'adhérents entre 2007, année du congrès d'unification, et 2015 met en évidence une évolution sensible de l'implantation de Die Linke en Allemagne (tableau 8). En huit ans, le nombre d'adhérents baisse fortement dans tous les *länder* de l'Est à l'exception de la Saxe-Anhalt, où le nombre d'adhérent augmente bien qu'il demeure faible<sup>191</sup>. A contrario, les effectifs sont en hausse dans les *länder* de l'Ouest, sauf en Basse-Saxe où le nombre stagne.

**Tableau 8 - Nombre d'adhérents à Die Linke par Land en 2007 et 2015 et évolution**

Land	2007	2015	Evolution
Bade-Wurtemberg	2.214	2.836	+22 %
Bavière	2.374	2.508	+5 %
Berlin	9.105	7.447	-18 %
Brandebourg	9.319	6.626	-29 %
Hambourg	453	481	+6 %
Hesse	2.001	2.525	+21 %
Mecklembourg-Poméranie-Occidentale	6.042	4.034	-33 %
Basse-Saxe	2.546	2.552	+/-0 %
Rhénanie-Du-Nord-Westphalie	5.905	6.465	+8 %
Rhénanie-Palatinat	1.450	1.594	+9 %
Sarre	1.904	2.114	+10 %
Saxe	13.280	8.677	-35 %
Saxe-Anhalt	815	970	+16 %
Thuringe	7.070	4.767	-33 %
Office fédéral	113	42	-63 %
Total	71.711	58.989	-18 %

Alors qu'en 2007, seuls 26 % des adhérents résidaient dans des *länder* de l'Ouest, ils sont 36 % en 2015. L'évolution des résultats électoraux lors des élections fédérales (voir section suivante)

<sup>190</sup> Thomas Landwehrle, « Die Linke, le nouveau parti de la gauche anticapitaliste allemande », in. Jean-Michel De Waele, Daniel-Louis Seiler, *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, op. cit., p. 149

<sup>191</sup> Notons toutefois que la Saxe-Anhalt est un Land peu peuplé : 2,2 millions d'habitants en 2013.

est donc bien liée à des dynamiques territoriales contradictoires, avec un accroissement du développement du parti à l'Ouest et une rétractation à l'Est.

### 2.3 – *Alliances européennes*

Le Parti du socialisme démocratique fait partie des membres fondateurs du Parti de la gauche européenne en 2004. Lorsque le PDS se fond dans Die Linke, ce dernier maintient l'adhésion au PGE. Au Parlement européen, les élus du PDS siègent dans le groupe GUE/NGL et cette tradition perdurera avec la création de Die Linke. Le parti préside d'ailleurs le groupe depuis 2009, d'abord avec Lothar Bisky, par ailleurs co-président de Die Linke, puis depuis 2012 avec Gabriele Zimmer. Il préside également le PGE entre 2007 et 2010, avec Lothar Bisky, puis depuis 2016 avec Gregor Gysi.

Lorsque plusieurs partis et personnalités de la gauche radicale lancent un « Appel pour un plan B en Europe »<sup>192</sup> en septembre 2015, Oskar Lafontaine s'y associe en son nom propre, mais il n'occupe alors plus aucune responsabilité à Die Linke et aucun dirigeant du parti n'appose sa signature. Lors du premier « Sommet internationaliste pour un plan B en Europe », organisé en janvier 2017, les travaux sont ouverts par Oskar Lafontaine et le député européen Fabio de Masi, membre du parti, fait partie des intervenants<sup>193</sup>.

Plusieurs autres membres de Die Linke participent aux éditions suivantes de ces sommets, et cinq d'entre eux sont cités parmi les signataires de la déclaration adoptée à l'issue du cinquième sommet qui s'est tenu à Lisbonne en août 2017 : Oskar Lafontaine, Fabio De Masi, devenu député au Bundestag, ainsi que trois autres députés : Diether Dehm, Andrej Hunko et surtout Sarah Wagenknecht, coprésidente du groupe parlementaire au Bundestag. Ces démarchés semblent n'être qu'individuelles dans la mesure où les coprésidents du parti ne figurent jamais parmi les signataires, alors que d'autres dirigeants de partis de la gauche radicale d'autres pays en font partie<sup>194</sup>. Cette situation pourrait témoigner de dissensions à

---

<sup>192</sup> Jean-Luc Mélenchon, Stefano Fassina, Zoe Konstantopoulou, Yannis Varoufakis, Oskar Lafontaine, « Pour un plan B en Europe », tribune, *Mediapart*, 11 septembre 2015, <<https://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/110915/pour-un-plan-b-en-europe>>

<sup>193</sup> D'après le programme détaillé de ce sommet : <[https://www.euro-planb.eu/?page\\_id=83&lang=fr](https://www.euro-planb.eu/?page_id=83&lang=fr)>

<sup>194</sup> Notamment Jean-Luc Mélenchon, leader de la France insoumise (France), ou Catarina Martins, coordinatrice du Bloc de gauche (Portugal), cf <<https://euro-planb.pt>>



l'intérieur de Die Linke quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de ces initiatives de regroupement de la gauche radicale européenne autour d'une stratégie laissant la porte ouverte à une sortie de la zone euro (le « plan B ») en cas d'échec d'une renégociation des traités européens (le « plan A »).

### 3. Positionnements dans le système politique allemand

Au sein du système politique allemand, Die Linke est un parti isolé. En 2005 comme en 2013, les Sociaux-démocrates et les Verts refusent de former une majorité parlementaire « rouge-rouge-verte » avec Die Linke, alors que le *Bundestag*, toutes tendances confondues, était majoritairement à gauche au sortir des élections fédérales. Le SPD préférera s'allier à l'Union chrétienne-démocrate d'Angela Merkel, formant un gouvernement de « grande coalition ». La raison principalement invoquée par les leaders du SPD est le caractère peu recommandable de certains cadres de Die Linke qui, de par leur passé au SED sous le régime de la RDA, ont pu entretenir des liens plus ou moins étroits avec le régime et sa police secrète, la Stasi, et se rendre complices ou coupables de diverses exactions. En 2009, notamment, deux élus du *Landtag* du Brandebourg doivent démissionner de leurs mandats suites aux révélations au sujet de leur collaboration avec les services d'espionnage de la Stasi.

Si l'impossibilité de collaborer avec Die Linke est maintenue au niveau fédéral, il en va tout autrement au niveau local. Au niveau des gouvernements des *länder*, plusieurs collaborations entre le SPD et Die Linke, et même le PDS avant 2005 ont pu être observées. De 1994 à 2002, la Saxe-Anhalt est dirigée par un gouvernement minoritaire social-démocrate, soutenu par les élus du PDS au *Landtag*. Cette configuration, dite « modèle de Magdebourg », a été ensuite reproduite en Rhénanie-du-Nord-Westphalie de 2010 à 2012. Mais plusieurs coalitions dites « rouge-rouge » ont aussi été formées : le SPD et le PDS (puis Die Linke) ont ainsi géré ensemble les gouvernements des *länder* de Berlin (2001-2011), du Mecklembourg-Poméranie-Occidentale (1998-2006) et du Brandebourg depuis 2013. On note une forte longévité de ces coalitions, qui nous enseigne que le SPD et Die Linke sont capables de coopérer pour gérer certains *länder* de l'ex-RDA. Toutefois, les quatre *länder* évoqués précédemment ont tous élu à leur tête un ministre-président social-démocrate. Les coalitions rouge-rouge étaient en effet tolérées par la direction du SPD, à partir du moment où les clés de la conduite du

gouvernement régional ne revenaient pas à quelqu'un d'autre qu'à un social-démocrate. Mais cette règle est bouleversée à la suite de l'élection du Landtag de Thuringe en septembre 2014. Die Linke y obtient 28,2 % des suffrages exprimés, le SPD 12,4 % et les Verts 5,7 %. Arithmétiquement, la gauche se retrouve majoritaire au Landtag, avec 46 sièges sur 91. En oppositions avec leurs directions fédérales, les sections locales du SPD et des Verts votent la constitution d'une coalition « rouge-rouge-verte ». Pour la première fois, Die Linke prend la tête d'un Land avec l'élection de Bodo Remelow comme ministre-président. Celui-ci est né et a grandi en Allemagne de l'Ouest. Il n'arrive en Thuringe qu'après la réunification, et n'adhère au PDS qu'à ce moment-là. Il n'a donc jamais été membre du SED et est peu suspect d'avoir pu collaborer activement à la politique du régime de l'ancienne RDA. Sa probité est d'ailleurs définitivement acquise lorsqu'en 2013, la Cour fédérale constitutionnelle décrète l'illégalité de la mise sous surveillance dont il a fait l'objet de la part des services de renseignement intérieur allemand, en raison de ses liens avec le Parti communiste allemand (le DKP, actif en Allemagne de l'Ouest) au cours des années 1980.

Le renouvellement des cadres dirigeants aidant, Die Linke tend donc à devenir de moins en moins suspect aux yeux de ses potentiels partenaires de gauche. L'opportunité de la constitution d'une coalition rouge-rouge-verte au niveau fédéral revient fréquemment dans le débat public, et divise profondément le Parti social-démocrate, mais aussi Die Linke. En effet, si les membres et en particuliers les cadres issus de l'ancien PDS sont majoritairement favorables à une politique de coopération avec le SPD, ce n'est pas le cas des militants issus de l'ancienne WASG ou arrivés au parti au moment de la fondation. Les divergences ne portent pas toujours sur les liens avérés ou supposés entre les militants de Die Linke et le régime de l'ex-RDA, mais aussi souvent sur le fond. Ainsi, en 2013, les pourparlers entre SPD, Verts et Die Linke pour la constitution d'une coalition alliant les trois partis pour la direction du gouvernement local du Land occidental de Hesse échouent, face à l'impossibilité d'aboutir à un accord sur le fond. Les Verts préféreront former une coalition avec la CDU. Le même cas de figure se présentera en 2009 lors de l'élection du Landtag de la Sarre, où le chef de file de Die Linke n'était autre qu'Oskar Lafontaine, ancien ministre-président de ce Land sous l'étiquette SPD de 1985 à 1998. Ici aucune négociation n'aura lieu, les Verts prenant directement partie pour une coalition avec la CDU et les libéraux du FDP.

Cette relation ambiguë entre les trois principaux partis de gauche devrait perdurer à moins qu'un bouleversement voie le jour du côté du Parti social-démocrate. Le modèle de « l'Union de la gauche » ou de la « majorité plurielle » qui a prévalu en France ne semble pas transposable à l'Allemagne, où le clivage entre gauche social-démocrate et gauche radicale est traditionnellement difficilement surmontable, l'Histoire de l'Allemagne étant riche d'épisodes d'affrontement particulièrement intenses, voire violents entre ces deux familles politiques<sup>195</sup>. Du côté des autres partis, Die Linke compte peu d'alliés potentiels. En 2011 et 2012, les succès électoraux du Parti des pirates, un parti centrant ses revendications sur le respect de la vie privée, la démocratie directe, et la liberté d'accès aux documents administratifs, incitent Die Linke à faire part de son intérêt pour les positions défendues par le nouveau parti, Oskar Lafontaine proposant même des rapprochements lors de sa campagne électorale sarroise en 2012. Mais l'absence de cohésion des pirates sur les questions économiques et sociales et, finalement, leur effondrement dans les urnes dès 2013 enterreront rapidement ces démarches.

Sur la droite de l'échiquier politique, toute idée de coopération tant avec la CDU qu'avec le FDP est rejetée des deux côtés. L'apparition et les succès électoraux du parti d'extrême-droite AfD à compter de 2013 représentent une difficulté particulière pour Die Linke. Si ce parti affirme des idées xénophobes, nationalistes et conservatrices très éloignées des revendications de Die Linke, son orientation fortement eurosceptique concurrence de fait Die Linke sur cet élément du débat politique. En effet, avant l'irruption de l'AFD, Die Linke était le seul parti significatif en Allemagne à exprimer une position critique sur l'Union européenne et ses institutions. Bien que les positions des deux partis sur les questions européennes ne soient pas interchangeables, il est avéré qu'un certain nombre d'électeurs de Die Linke, en particulier en ex-RDA, sont attirés par le discours de l'AFD, comme l'a démontré l'analyse des résultats des élections fédérales de 2013.

---

<sup>195</sup> Citons pêle-mêle la répression sanglante du soulèvement spartakiste par le ministre SPD Gustav Noske puis l'assassinat des leaders communistes Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht en 1919, puis l'intransigeance du Parti communiste, le KPD, à l'égard du SPD dans les années 1930 avant l'arrivée au pouvoir des nazis et enfin, bien sûr, les conditions dans lesquelles s'est construit le régime de la RDA, avec la fusion forcée entre SPD et KPD Est-allemands pour former le SED.

## 4. Orientations programmatiques

### 4.1 - Volet économique et social

Die Linke en appelle au « dépassement du capitalisme » et se revendique du « socialisme démocratique » pour « dépasser », décrit par Oskar Lafontaine comme « un ordre économique permettant à l'individu de participer à la vie sociale, garantissant la paix et protégeant l'environnement ». Le parti prône des politiques fiscales redistributrices inspirées du keynésianisme, visant la croissance économique et la réduction du chômage. Une hausse générale des salaires dans le secteur privé serait déterminée en fonction de la croissance de la productivité, des résultats de négociations collectives entre partenaires sociaux et des objectifs de la Banque centrale européenne en matière d'inflation.

Die Linke propose d'augmenter la dépense publique dans les domaines des investissements publics, de l'éducation, de la recherche, de la culture et des infrastructures, en finançant ces mesures par une hausse des taxes sur les grandes compagnies et une augmentation des droits de succession. Le parti propose aussi une plus grande progressivité de l'impôt sur le revenu, avec une réduction pour les ménages modestes et une augmentation pour les catégories moyennes et aisées. La lutte contre les niches fiscales, perçues comme profitant avant tout aux ménages aisés, est affichée comme un objectif fondamental. Ainsi, dans son programme pour les élections fédérales de 2013, Die Linke propose un impôt sur la fortune de 5 %, une imposition portée à 75 % pour les revenus supérieurs à un million d'euros. Les recettes pour l'Etat fédérale allemand sont estimée à 180 milliards d'euros par an, qui permettraient d'augmenter les minima sociaux et le salaire minimum, de fixer l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans, d'améliorer le système d'allocations familiales et d'instaurer une couverture maladie universelle<sup>196</sup>.

Le parti propose enfin une régulation plus forte des marchés financiers par le gouvernement, dans l'objectif de réduire les activités spéculatives. Dans le même temps, il propose de renforcer les lois anti-trust et d'encourager les coopératives pour décentraliser l'économie,

---

<sup>196</sup> Article consacré aux élections fédérales de 2013 sur la site de la chaîne de télévision *Arte* <<http://box.arte.tv/bundestag2013/entrer/choisissez-votre-thematique/le-systeme-electoral-allemand/brouillon-auto-2/#/bundestag2013/entrer/choisissez-votre-thematique/le-systeme-electoral-allemand/brouillon-auto-2/>>

d'opérer un moratoire sur les privatisations et d'introduire un salaire minimum fédéral universel.

#### ***4.2 - Volet démocratie et libertés individuelles***

Porteur d'un « mouvement de renouveau démocratique », Die Linke plaide pour le recours au référendum au niveau fédéral et au niveau des länder, la généralisation de la pratique des « budgets participatifs » au niveau communal, ainsi qu'à l'octroi d'un droit de proposition et de veto législatif, à propos de question prédéfinies, à des organisations issues de la société civile comme les syndicats, les ONG ou les associations de consommateurs.

Concernant les libertés individuelles, les propositions du parti sont celles traditionnellement défendues par les partis de gauche. Volontaire sur l'égalité femme-homme, Die Linke critique la division des tâches structurant traditionnellement la société allemande, et revendique l'égalité salariale entre femmes et hommes, ainsi qu'un traitement égalité concernant l'octroi de congés suite à la naissance d'un enfant. Le parti défend aussi la répression des discriminations dont les minorités sont victimes, ainsi que l'ouverture du droit au mariage et à l'adoption pour les couples de même sexe.

#### ***4.3 - Volet écologie et protection de l'environnement***

Die Linke accorde une importance particulière aux questions environnementales, et exprime des positions qui le rapproche souvent des écologistes de l'Alliance 90/Les Verts. Die Linke est opposé à l'usage de la fracturation hydraulique pour l'extraction de gaz et d'huile, et prône l'abandon total du nucléaire. Le parti soutien le projet de faire baisser de moitié les émissions de gaz à effet de serre en Allemagne en 2020 par rapport à 1990, et souhaite atteindre une baisse de 90 % à l'horizon 2050. Die Linke prône le recours exclusif aux énergies renouvelables d'ici à 2050, en lieu et place des énergies fossiles, la nationalisation des entreprises d'énergie et la rénovation thermique du bâti existant, financée par une taxe sur les profits de l'industrie de l'énergie. Le parti propose également que l'accès à l'eau et à l'électricité soit reconnu comme un droit humain fondamental, impliquant un retour en gestion publique.

#### ***4.4 - Volet politique internationale et européenne***

Die Linke propose soutien un désarmement international, et s'oppose à toute intervention de l'armée allemande en dehors des frontières de l'Allemagne, proposant que la politique étrangère allemande se limite à la diplomatie et la coopération. Il propose la dissolution de l'OTAN et son remplacement par un système collectif de sécurité incluant la Russie comme pays-membre. D'orientation pacifiste, Die Linke prône un rôle accru des Nations Unies dans le règlement des conflits et s'est opposé aux guerres en Afghanistan et en Irak.

Le parti soutien l'annulation des dettes souveraines des pays en développement et une augmentation des aides au développement, en collaboration avec les Nations Unies, l'Organisation mondiale du commerce et divers traités bilatéraux entre pays. Les Nations Unies seraient réformées pour viser un équilibre entre pays développés et pays en développement. Les bases de l'armée des Etats-Unis d'Amérique implantées en Union européennes seraient dissoutes par signature d'un traité contraignant.

Die Linke est favorable au processus d'intégration européenne, mais s'oppose aux politiques « néolibérales » de l'Union européenne, appelant à une « démocratisation » de ses institutions. En cohérence avec cette prise de position, le parti s'est opposé à la ratification du traité de Lisbonne. Au sujet de l'UE, le parti déclare que « la liberté des entreprises et du capital a la priorité sur les droits sociaux et politiques fondamentaux » et que par conséquent, « l'UE va contre les intérêts de la majorité de la population ». Die Linke propose comme alternative aux politiques « néolibérales » de l'UE un « nouvel ordre économique et social », passant par l'établissement du contrôle des corporations multinationales et des centre financiers internationaux, avec de strictes limitations des mouvements de capitaux dans l'objectif de prévenir les pratiques spéculatives. Partant du principe que « l'Europe a besoin d'un gouvernement européen orienté vers l'emploi, la cohésion sociale et une économie soutenable », le parti propose aussi de remplacer le Pacte de stabilité par un programme promouvant un développement soutenable et le plein emploi, appuyé par une augmentation

du budget de l'UE dévolu à l'action sociale. Die Linke est favorable à l'élargissement de l'UE à de nouveaux Etats-membres, mais assorti d'une « stratégie de solidarité »<sup>197</sup>.

Concernant la question de l'immigration, le parti adopte une posture favorable ou à tout le moins bienveillante, promouvant un accueil digne et le renforcement de coopérations avec les pays d'origine des immigrés pour encourager leur développement. Toutefois, en 2016, Die Linke est secouée par d'importants débats internes quant à la posture à adopter vis-à-vis de l'afflux de réfugiés en provenance du Moyen-Orient. Suite à des viols commis à Cologne la nuit du 31 décembre 2015 au 1<sup>er</sup> janvier 2016, et impliquant des réfugiés et des immigrés en situation irrégulière, la politique migratoire du gouvernement est pointée du doigt. A cette occasion, Sahra Wagenknecht, leader de la fraction parlementaire de Die Linke, a tenu un discours très éloigné des discours traditionnels de son parti quant à ces questions, prenant position pour une limitation du nombre de réfugiés accueillis en Allemagne<sup>198</sup>. La polémique a suscité des dissensions internes et a été largement commentée par les médias et les associations intéressées au sujet. Elle a même valu à Sahra Wagenknecht un entartement par un activiste antifasciste lors du congrès du parti 28 mai 2016<sup>199</sup>. Cela n'a pas empêché Die Linke d'inclure dans son programme pour les élections fédérales de 2017 des dispositions favorables aux immigrés, comme la non-restriction du droit d'asile, l'octroi de la nationalité allemande à toute personne née en Allemagne (le pays pratiquant le droit du sang plutôt que le droit du sol) mais aussi aux personnes ayant obtenu le droit d'asile depuis plus de trois ans, et la non-discrimination des ressortissants étrangers présents sur le territoire allemand en fonction de leur niveau de maîtrise de la langue allemande ou de leur employabilité<sup>200</sup>.

---

<sup>197</sup> Cesaro Rodriguez-Aguilera de Prat, *Euroscepticism, Europhobia and Eucriticism, The Radical Parties of the Right and Left vis-à-vis the European Union*, P.I.E. Peter Lang, Brussels, 2013, p. 110

<sup>198</sup> « Quelles perspectives pour Die Linke ? », William Bouchardon pour *Le Vent Se Lève*, 23 septembre 2017 <<http://lvsl.fr/quelles-perspectives-pour-die-linke>>

<sup>199</sup> « Une députée allemande "entartée" pour sa position contre les migrants », *Le Point*, 31 mai 2016, <[http://www.lepoint.fr/europe/une-deputee-allemande-entartee-pour-sa-position-contre-les-migrants-31-05-2016-2043286\\_2626.php](http://www.lepoint.fr/europe/une-deputee-allemande-entartee-pour-sa-position-contre-les-migrants-31-05-2016-2043286_2626.php)>

<sup>200</sup> « Elections allemandes, demandez le programme ! », Mélanie Chenouard, Mikaël Cuchard, Yves Brua pour *Arte*, 5 septembre 2017, <<https://info.arte.tv/fr/elections-allemandes-demandez-le-programme>>

## 5. Synthèse : un parti tiraillé par ses contradictions

Die Linke procède de la fusion de deux organisations politiques, le PDS et la WASG, mais aussi de cultures et de traditions politiques différentes. Si au niveau de la structure partisane, la greffe a pris entre les réformistes du PDS, tribuns de la colère des allemands de l'Est à l'égard du processus de réunification, et les militants plus mouvementistes de la WASG, issus ou proches des syndicats ou des associations, dans la pratique les choses sont moins évidentes.

Au niveau stratégique, tout d'abord, des divergences subsistent quant à la posture à adopter au moment de se présenter devant les électeurs. Faut-il assumer une posture que l'on pourrait qualifier de « populiste de gauche » adossée à une stratégie majoritaire, mobilisant « le peuple », les « 99 % », contre « l'oligarchie », les élites dominantes, les « 1 % », comme le promeut par exemple Oskar Lafontaine ? Ou faut-il au contraire opter pour une stratégie plus traditionnelle d'aiguillon de la gauche, en candidatant à l'exercice du pouvoir dans le cadre d'une majorité législative avec le SPD et les Verts, nécessairement plus fidèle qu'un autre gouvernement aux valeurs et principes de la gauche, puisqu'impliquant de tenir compte des propositions de Die Linke ?

De 2005 à 2017, cette contradiction a fortement impacté le développement de Die Linke. En mettant en évidence la persistance de ses divisions internes d'une part. Et en déroutant les électeurs avec des stratégies électorales et discursives différentes d'un scrutin à un autre d'autre part. Cette situation est encouragée par les stades de développement divers atteints par le parti dans les différentes régions allemandes. Dans le périmètre de l'ex-RDA, les résultats électoraux, bien qu'en baisse, restent très élevés, et permettent de participer à des majorités dans les länder. Ailleurs, les résultats demeurent modestes, et le parti siège systématiquement dans l'opposition. De fait, les militants, cadres et élus issus du PDS est-allemand continuent à vivre un rapport au système politique différent de celui des militants venus de la WASG.

Cette division recoupe aussi des divergences de fond. Si les « nouveaux » militants sont très rigoureux quant à l'indépendance de Die Linke et au respect des grandes lignes de son projet politique en toutes circonstances, les nombreux élus locaux anciennement membre du PDS ont intégré une culture on ne peut plus pragmatique et de fait, les gouvernements des länder dans



lesquels Die Linke participe ne sont pas plus révolutionnaires que les autres, aussi bien sur la forme que sur le fond. En fin de compte, deux partis continuent à exister en un. Si le processus de fusion a été mené à bien, il n'a pas effacé les habitudes et le fonctionnement typique du cartel. Si la fondation de Die Linke a suscité de l'enthousiasme, celui-ci est vite retombé, comme l'illustrent la baisse du nombre d'adhérents et la fluctuation des résultats électoraux.

Pourtant le programme du parti n'a rien à envier, sous bien des aspects, à ceux de ses partis-frères ayant connu meilleure fortune électorale ailleurs en Europe. Et les résultats des élections fédérales de 2017 mettent en évidence une mutation de la base électorale du parti à laquelle il va falloir faire face, avec un affaiblissement des bastions orientaux et une présence croissante dans les *länder* de l'Ouest : en dépit de ses difficultés, Die Linke parvient à conquérir de nouveaux électeurs, sans parvenir à conserver ses bases traditionnelles, cédant pour une partie d'entre elles aux sirènes de l'extrême-droite nouvellement incarnée par l'Alternative pour l'Allemagne (AfD). Dans un contexte dans lequel le Parti social-démocrate se trouve historiquement affaibli et comme prisonnier d'une grande coalition avec la CDU de la chancelière Angela Merkel, Die Linke dispose d'une « fenêtre de tir ». Car à ce contexte politique s'adjoint un contexte économique et social potentiellement porteur, avec un accroissement de la précarité au travail, et une progression de la pauvreté et notamment des travailleurs pauvres<sup>201</sup>. Or l'évènement qui a présidé à l'irruption de Die Linke sur la scène politique allemande est la mise en place, par le gouvernement du chancelier social-démocrate Gerhard Schröder, des lois Hartz flexibilisant le marché du travail. Une nouvelle législature marquée par la persistance de la « grande coalition » entre CDU et SPD continuerait de donner à Die Linke une légitimité pour justifier son existence : lui seul peut incarner la colère des milieux populaires face à une santé économique dont ils ne voient pas la couleur. Il est toutefois permis de douter que le parti parvienne à dépasser ses difficultés internes pour disposer du dynamisme et de la crédibilité nécessaires pour prétendre à un nouveau stade de développement, voire au dépassement du SPD.

---

<sup>201</sup> « Risque de pauvreté en Allemagne : même le FMI met en garde Berlin », *Marianne*, 17 mai 2015 <<https://www.marianne.net/monde/risque-de-pauvrete-en-allemande-meme-le-fmi-met-en-garde-berlin>>

## Chapitre 2 - Syriza en Grèce, de la coalition des gauches contestataires à la gestion gouvernementale de l'austérité

Du « schisme » du communisme grec à la prise du pouvoir sous l'égide d'Alexis Tsipras, la gauche radicale grecque a connu bien des péripéties. La crise économique de 2008 a eu un effet déflagrateur particulièrement prononcé sur la Grèce, non seulement d'un point de vue économique et social, mais aussi d'un point de vue politique. Syriza, « Coalition de la gauche radicale » en grec, est la seule force politique qui peut vraiment être considérée comme le vainqueur de cette période, passant du statut de coalition souple de plusieurs petits partis allant de l'aile gauche souverainiste de la social-démocratie à l'extrême-gauche maoïste à celui de parti de gouvernement. Sous l'égide d'Alexis Tsipras, Syriza a connu de profondes transformations, au niveau de son discours, au niveau de ses pratiques, au niveau de son organisation interne et, in fine, au niveau de ses idées, prenant finalement une forme radicalement différente de celle qui était la sienne à l'origine.

### 1. Parcours historique

L'apparition de Syriza puise ses origines dans les dissensions idéologiques et stratégiques du mouvement communiste. En 1968, le Parti communiste grec (KKE) subit une scission : sa fraction modérée, critique à l'égard de l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'Union soviétique, fonde le Parti communiste de l'Intérieur (que nous abrègerons KKE-I). Cette séparation officialise des divisions anciennes dans l'histoire du communisme grec<sup>202</sup>.

En 1946, une insurrection communiste éclate en Grèce dans la foulée de la Seconde guerre mondiale, elle donne lieu à une guerre civile qui durera trois ans. En 1949, les communistes sont défaits, le KKE est interdit et ses cadres dirigeants s'exilent dans les pays du bloc soviétique. Quelques militants demeurent cependant en Grèce, où ils participent à une coalition électorale, la Gauche démocratique unie (EDA), au travers de l'Office pour l'intérieur du Parti communiste. De ce fait, les rapports avec l'Union soviétique deviennent une source

---

<sup>202</sup> Dimitri Delioanes, *Athènes, histoire d'une révolution annoncée. L'itinéraire géopolitique d'Alexis Tsipras*, L'Esprit du Temps, Paris, 2015, pp. 88-89.

de conflits permanents entre l'organe dirigeant du parti et les militants de « l'intérieur ». Après le rétablissement de la démocratie consécutif à l'effondrement de la dictature des colonels (1967-1974), les deux partis s'affirmeront comme des concurrents épousant des orientations stratégiques et idéologiques différentes. Si le KKE, soutenu par Moscou, entretiendra une fidélité aux principes marxistes-léninistes, le KKE-I, appuyé par les « eurocommunistes » et notamment le Parti communiste italien, s'ouvre à des évolutions idéologiques, s'exprimant en faveur du parlementarisme et soutenant notamment l'adhésion de la Grèce à l'Espace économique européen<sup>203</sup>. Dès son 4<sup>ème</sup> congrès, en 1986, il opte pour la reconversion partisane et se rebaptise Gauche hellénique, mettant en valeur des revendications post-matérialistes comme l'écologie et la défense des droits des minorités, et revendiquant un fédéralisme européen contrastant avec le nationalisme du KKE<sup>204</sup>.

Les premières années de la démocratisation, la *Metapolítefsi*, sont difficiles pour les deux partis communistes, concurrencés par le Parti socialiste panhellénique (PASOK) et leur charismatique dirigeant Andréas Papandréou. Le PASOK adopte des discours très ancrés à gauche sur les questions économiques, une posture agrémentée de discours anti-impérialistes et nationalistes, anti-OTAN et hostiles à l'intégration européenne<sup>205</sup>. Les socialistes accèdent au pouvoir en 1981 et appliquent une politique beaucoup plus modérée que leurs discours de campagne ne le laissaient présager. Cet état de fait ne profitera pas aux communistes : en 1985, lors des élections législatives, le KKE comme le KKE-I obtiennent des résultats inférieurs à leurs performances du scrutin précédent.

L'évolution de la situation internationale, avec l'accession au pouvoir en Union Soviétique de Mikhaïl Gorbatchev et sa politique de « perestroïka », et la révélation, en 1988, de l'implication des gouvernements socialistes d'Andréas Papandréou dans diverses affaires de corruption incitent toutefois les deux partis, KKE et KKE-I devenu en 1986 la Gauche hellénique, à se rapprocher à nouveau. En vue des élections législatives de 1989, ils fondent, avec des dissidents socialistes, une alliance baptisée Coalition de la gauche et du progrès

---

<sup>203</sup> Stathis N. Kalyvas, Nikos Marantzidis, « The two paths of the greek communist movement (1985-2001) », in. Joan Botella, Luis Ramiro (eds), *The crisis of communism and party change*, op. cit., pp. 15-17.

<sup>204</sup> Nikos Marantzidis, « La gauche anticapitaliste en Grèce », in. Jean-Michel De Waele, Daniel-Louis Seiler (dir), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, op. cit., pp. 223-224.

<sup>205</sup> Dimitri A. Sotioropoulos, "Greece", in. Jean-Michel De Waele, Fabien Escalona, Mathieu Vieira (eds), *The Palgrave handbook of Social democracy in the European Union*, Palgrave Macmillan, New York, 2013, pp. 194-195.

(Synaspismos), avec comme objectif de tirer avantage des déboires des socialistes pour attirer une part significative de leurs électeurs<sup>206</sup>. L'alliance obtient 13,1 % des suffrages exprimés, soit un peu plus que les résultats obtenus par les deux partis séparément lors du scrutin précédent, en 1985 (11,7 %). L'incapacité des partis à constituer un gouvernement majoritaire conduit à la dissolution du Parlement et à l'organisation de nouvelles élections, au cours desquelles Synaspismos n'obtient plus que 11,0 % des suffrages exprimés. Ses députés décident alors, assez paradoxalement, de soutenir l'accession au pouvoir de la droite conservatrice incarnée par le parti Nouvelle Démocratie, qui avait promis de faire traduire en justice les membres du gouvernement précédent impliqués dans des scandales financiers<sup>207</sup>. Cette stratégie sera discutée mais ne provoquera pas de déroute électorale : l'alliance, reconduite pour les élections législatives de 1990, obtient 10,3 % des voix, sans compter les résultats de sept circonscriptions dans lesquelles des listes communes avec les socialistes avaient été constituées dans l'objectif, cette fois-ci, d'empêcher la Nouvelle Démocratie de se maintenir au gouvernement.

### ***1.1 - Orthodoxie contre réformisme, le parcours compliqué des deux faces du communisme grec (1991-2003)***

L'effondrement du bloc soviétique en 1991 provoque de nouveaux débats internes au KKE. Lors du XIIIème congrès, l'aile réformatrice du parti, désireuse de liquider l'héritage du marxisme-léninisme, est mise en minorité par les conservateurs. Cet événement entraînera le départ du KKE de l'alliance Synaspismos. Toutefois, de nombreux jeunes cadres dirigeants de la tendance réformatrice du parti n'approuvent pas cette décision, et décident de quitter le KKE afin de poursuivre l'activité de Synaspismos en la transformant en parti politique<sup>208</sup>. Le KKE perd environ 40 % de ses effectifs suite à une vague de purges, et beaucoup de ces anciens adhérents communistes se retrouvent dans Synaspismos sous la houlette de Maria Damanaki, figure du soulèvement étudiant contre la dictature des colonels, qui prendra la tête du nouveau parti<sup>209</sup>. La fondation du parti Synaspismos est rendue laborieuse du fait de conflits

---

<sup>206</sup> Dimitri Delioanes, *op.cit.*, p.90.

<sup>207</sup> Yiannos Katsourides, *Radical left parties in government, The cases of SYRIZA and AKEL*, Palgrave Macmillan, New York, 2016, p. 51.

<sup>208</sup> Stathis N. Kalyvas, Nikos Marantzidis, "The two paths of the greek communist movement (1985-2001)", in. Joan Botella, Luis Ramiro (eds), *The crisis of communism and party change, op.cit.*, p. 20.

<sup>209</sup> Luke March, *Radical left parties in Europe, op.cit.*, p. 53.

idéologiques entre anciens membres du KKE et anciens membres de la Gauche hellénique. Pour mieux gérer cette diversité de points de vue, Synaspismos est conçu comme un parti composite, largement ouvert au droit de tendance, avec une ligne politique assez floue.

En dépit de quelques velléités d'union sporadiques, la rupture est définitive avec le KKE, qui s'ancre dans la radicalité et dans une affirmation de la fidélité aux principes marxistes-léninistes et à une stratégie révolutionnaire de prise du pouvoir, acceptant la participation aux élections mais rejetant toute participation gouvernementale. Si Synaspismos se dotera peu à peu de toutes les caractéristiques d'une composante de la famille partisane de la gauche radicale, le KKE basculera *de facto* dans la famille de l'extrême-gauche. Les deux partis s'opposent radicalement sur leur rapport à l'intégration européenne, Synaspismos évoluant d'une posture europhile à un relatif euroscepticisme, tandis que le KKE, tout en affirmant l'inclinaison nationaliste de ses discours, prône la sortie de la Grèce de l'Union européenne et de la zone euro<sup>210</sup>.

A l'origine, les modérés sont majoritaires dans Synaspismos et situent le parti au centre-gauche de l'échiquier politique, arborant des positions réformistes et pro-européennes (approbation de la signature du traité de Maastricht). Du point de vue stratégique, l'objectif est de constituer une alliance gouvernementale avec le PASOK. Il était alors question de reconduire les alliances PASOK-Synaspismos formées partiellement lors des élections législatives de 1990 et plus globalement lors des élections municipales ayant eu lieu la même année, permettant au parti d'obtenir de nombreux postes d'élus locaux, et notamment huit maires de villes de plus de 70.000 habitants. En 1993, Synaspismos décide toutefois de présenter ses propres listes aux élections législatives et connaît un échec en échouant à franchir la barre des 3 % des suffrages exprimés conditionnant l'octroi de sièges au Parlement, tandis que le KKE rassemble encore sur sa ligne orthodoxe 4,5 % des suffrages exprimés. L'évènement entraîne un renversement de majorité à l'intérieur de Synaspismos : sa présidente, Maria Damanaki, est remplacée par Nikos Konstantopoulos, fervent opposant au rapprochement avec les socialistes. En d'autres termes, l'échec électoral de Synaspismos provoque une crise qui aboutit à un changement de coalition majoritaire à l'intérieur du parti, et donc à un changement d'orientations

---

<sup>210</sup> Costas Eleftheriou, « Greek radical left responses to the crisis : three types of political mobilisation, one winner », in. Luke March, Daniel Keith (eds), *op.cit.*, pp. 290-291.

stratégiques, sans pour autant bouleverser la structure du parti : il n'y a ni scission, ni refondation, ni modifications notables au niveau du fonctionnement des instances internes au parti.

Sous la direction de Konstantopoulos, Synaspismos s'ancre plus à gauche, dénonçant le néolibéralisme, devient plus critique à l'égard de l'intégration européenne en s'opposant à la signature du traité d'Amsterdam en 1997 et prend ses distances avec le PASOK, qui a repris les rênes du gouvernement. La popularité de son nouveau président, ancien membre fondateur du PASOK, dont il a été exclu en 1975, permet le retour au Parlement de Synaspismos en 1996, le parti obtenant 5,1 % des suffrages exprimés et 10 sièges, un résultat quasi-équivalent à celui du KKE (5,6 %, 11 sièges). Ce modeste succès ne pourra pas être pérennisé (3,2 % aux législatives de 2000) et Synaspismos connaît rapidement des dissensions internes qui aboutissent au départ vers le PASOK de militants de l'aile modérée du parti, dont 20 membres de son comité central. En outre, l'implication résolue du parti dans l'opposition à la guerre d'Irak contribue à la radicalisation de ses militants. Konstantopoulos, contesté, décide alors d'affirmer l'ancrage à gauche de son parti et prône un regroupement électoral avec le KKE. C'est la stratégie de la « grande gauche », qui doit permettre de concurrencer le PASOK aux élections. Le refus systématique de toute alliance de la part du KKE ne permettra pas à cette initiative d'aboutir, mais la volonté d'ouverture vers de nouveaux alliés reste d'actualité<sup>211</sup>.

---

<sup>211</sup> Nikos Marantzidis, « La gauche anticapitaliste en Grèce », in. Jean-Michel De Waele, Daniel-Louis Seiler (dir), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, op. cit., pp. 235.

**Tableau 9 - Résultats des élections législatives en Grèce de 1974 à 2000**

	KKE	KKE-I/SYN	PASOK	ND	Autres	Participation
1974		9,5	13,6	54,4	22,5	79,5
1977	9,4	2,7	25,3	41,8	20,8	81,1
1981	10,9	1,3	48,1	35,9	3,8	81,5
1985	9,9	1,8	45,8	40,8	1,7	80,2
1989 (I)		13,1	39,1	44,3	3,5	80,3
1989 (II)		11,0	40,7	46,2	2,1	80,7
1990		10,3	38,6	46,9	4,2	79,2
1993	4,5	2,9	46,9	39,3	6,4	79,2
1996	5,6	5,1	41,5	38,1	9,7	76,3
2000	5,5	3,2	43,8	42,7	4,8	75,0

(Source : Ministère de l'intérieur grec. Résultats en pourcentage des suffrages exprimés pour les résultats des partis, en pourcentage des électeurs inscrits pour la participation. Légende : KKE : Parti communiste, KKE-I : Parti communiste Intérieur, SYN : "Synaspismos" Coalition de la gauche, des mouvements et de l'écologie, PASOK : Parti socialiste panhellénique, ND : Nouvelle démocratie)

## 1.2 - Syriza et les défis de la coalition (2004-2009)

En dépit de son insuccès électoral, Synaspismos pouvait se prévaloir d'avoir su rassembler de nombreuses sensibilités militantes, issues des nouveaux mouvements sociaux, des contestations anti-autorité de 1968 ou de l'écologie. Cette démarche de diversité d'idées et de parcours, contrastant avec la rigidité doctrinaire du KKE, a débouché sur des évolutions contradictoires, sources de dissensions internes. Synaspismos, orphelin d'une idéologie politique définie et conceptualisée, n'était pas forcément destiné à bâtir une alternative de gauche à la social-démocratie. Ainsi, lorsque le Premier ministre socialiste Konstantínos Simítis vient s'exprimer devant une conférence nationale du parti en 1996, son discours aux tonalités blairistes divise profondément l'assistance, remportant un franc enthousiasme d'au moins la moitié de la salle<sup>212</sup>. Les hésitations stratégiques répétées liées aux relations ambiguës avec le PASOK auront sans doute handicapé Synaspismos dans la construction de son implantation dans la société, malgré le réel intérêt de certaines franges d'intellectuels de gauche, attirés par les idées anti-globalisation, écologistes, anti-nationalistes, pro-immigrés et pacifistes promues par le parti. Comme l'illustre la composition de son électorat en 1996 et

<sup>212</sup> Kevin Ovenden, *Syriza, Inside the labyrinth*, Pluto Press, London, 2015, p. 23.

2000, Synaspismos voyait son influence limitée aux professions libérales et aux salariés diplômés de l'enseignement supérieur, et peinait à percer parmi les jeunes électeurs<sup>213</sup>.

Le départ d'une partie de la fraction modérée en 2000 facilite un changement de stratégie pérenne, encouragé par le « Courant de gauche », fraction majoritaire à l'intérieur du parti. En 2001, des contacts sont pris entre des cadres de Synaspismos et des militants non-membres du parti au gré de l'implication de Synaspismos dans des contestations contre les privatisations et à la guerre au Kosovo. Un « Espace de dialogue pour l'unité et l'action commune de la gauche » est constitué afin de faciliter les rapprochements<sup>214</sup>. De premières listes d'union entre Synaspismos, des déçus du PASOK et divers mouvements issus de l'extrême-gauche trotskyste ou maoïste sont présentées aux élections locales de 2002, avec quelques résultats encourageants dans l'agglomération d'Athènes. Lors des élections législatives de 2004, ces rapprochements se formalisent avec la création de la Coalition de la gauche radicale, abrégée SYRIZA, qui regroupe Synaspismos, les trotskystes de la Gauche ouvrière internationaliste, diverses scissions du KKE et d'anciens socialistes. Les alliés de Synaspismos se situant souvent à sa gauche, la constitution de cette alliance scelle son virage radical et sa prise de distance avec le PASOK<sup>215</sup>. Le résultat obtenu est faible, 3,3 %, soit à peine plus que le résultat du seul Synaspismos quatre ans plus tôt. En outre, les six députés élus sont tous des membres de Synaspismos, donnant le sentiment aux autres composantes de la coalition de n'être que partie négligeable<sup>216</sup>.

En dépit de ces difficultés, un congrès de fondation de Syriza se tient la même année. L'ex député européen Alékos Alavanos prend la tête de ce qui s'apparente à une fédération de partis de la gauche radicale, à l'exclusion du KKE. La gauche radicale grecque connaît alors une recomposition partisane durable. Syriza est conçue comme une organisation-parapluie, coalisant partis, associations et organisations aux statuts divers. En dépit de leur grande diversité de parcours politiques et idéologiques, les composantes de Syriza convergent autour de grandes orientations : le rejet du néolibéralisme, le pacifisme, la volonté de contester le

---

<sup>213</sup> Stathis N. Kalyvas, Nikos Marantzidis, "The two paths of the greek communist movement (1985-2001)", in. Joan Botella, Luis Ramiro (eds), *The crisis of communism and party change*, op. cit., p. 23.

<sup>214</sup> Yiannos Katsourides, *op.cit.*, p. 53.

<sup>215</sup> Luke March, *Radical left parties in Europe*, *op.cit.*, p. 55.

<sup>216</sup> Dimitri Delioanes, *op.cit.*, p. 92.



leadership des deux grands partis PASOK et ND sur le système politique grec et le développement et l'enracinement d'une gauche radicale unifiée<sup>217</sup>. Lors des élections législatives de 2007, Syriza progresse en obtenant 5 % des suffrages exprimés et 14 sièges de députés.

La coalition profite de sa dynamique pour impulser un changement de leadership qui s'avérera déterminant dans son développement. Lors des élections locales de 2006, Syriza présente une liste à Athènes conduite par Alexis Tsipras, alors âgé de 30 ans, ancien militant des jeunesses communistes, ancien leader du mouvement lycéen de 1990 contre la réforme du ministre de l'éducation Vassilis Kondogiannopoulos, ancien syndicaliste étudiant et ancien leader du mouvement de jeunesse de Synaspismos. Sa liste obtient 10,5 % des suffrages exprimés, en forte progression par rapport à la liste Synaspismos de 2002. Ce résultat offre une forte exposition médiatique à Tsipras, sa jeunesse et son charisme lui attirant une certaine popularité. Dès le congrès de février 2008, soutenu par Alavanos, il prend la direction de Syriza.

Sous la houlette de son nouveau dirigeant, Syriza affirme son tournant radical dans la rue en décembre 2008, lorsqu'Alexis Tsipras décide de s'impliquer activement dans un mouvement d'ampleur de la jeunesse grecque consécutive à l'assassinat par deux policiers en patrouille d'Aléxis Grigoropoulos, 15 ans, qui fêtait son anniversaire avec des amis. Le mouvement, également soutenu par des groupes anarchistes, est émaillé de violences. La situation génère des dissensions à l'intérieur de Syriza, Alékos Alavanos contestant le choix de Tsipras de soutenir le mouvement, usant de sa fonction de président du groupe parlementaire pour affaiblir son autorité<sup>218</sup>. Conséquence indirecte de cette confrontation, Syriza n'obtient que 4,7 % des suffrages exprimés aux élections européennes de juin 2009, soit un demi-point de plus que la liste Synaspismos lors du scrutin précédent. D'autres dissensions internes se renforcent sur la question européenne. La minorité europhile de Synaspismos, représentant entre un quart et un tiers du parti et rassemblée dans la fraction interne des « rénovateurs » conduits par Fotis Kouvelis, voit d'un mauvais œil l'affirmation d'une posture de plus en plus critique sur l'intégration européenne. Le 11 juin 2008, quatre députés rénovateurs de Syriza refusent

---

<sup>217</sup> Yiannos Katsourides, *op.cit.*, p. 55.

<sup>218</sup> Dimitri Delioanes, *op.cit.*, p. 93.

de voter contre la ratification du Traité de Lisbonne. Les tensions avec la fraction majoritaire conduite par Alexis Tsipras se tendent à l'extrême, et la scission n'est évitée que grâce à des accords de répartition des investitures pour les élections<sup>219</sup>.

Affaibli par les mouvements sociaux et des scandales de corruption<sup>220</sup>, le gouvernement du conservateur Kostas Karamanlis convoque des élections législatives anticipées pour le mois d'octobre 2009. Le PASOK remporte une large victoire avec près de 44 % des suffrages exprimés et une majorité absolue de députés, après deux législatures dominées par la Nouvelle Démocratie (tableau 10). Syriza marque un léger recul, avec 4,6 % des suffrages exprimés, et est distancée par le KKE et le parti de droite ultraconservateur LAOS (Alerte populaire orthodoxe). Le socialiste George Papandreou, fils de l'ancien premier ministre Andreas Papandreou, prend la tête du gouvernement.

*Tableau 10 - Résultats des élections législatives grecques de 2009*

<b>Partis</b>	<b>Famille politique</b>	<b>Voix</b>	<b>Evol.</b>	<b>%*</b>	<b>Evol.</b>	<b>Sièges</b>	<b>Evol.</b>
<b>PASOK</b>	Social-démocratie	3.012.373	+284.520	43,9	+5,8	160	+58
<b>ND</b>	Droite libérale-conservatrice	2.295.967	-699.512	33,5	-8,3	91	-61
<b>KKE</b>	Extrême-gauche	517.154	-66.661	7,5	-0,6	21	-1
<b>LAOS</b>	Droite radicale	386.152	+114.388	5,6	+1,8	15	+5
<b>SYRIZA</b>	Gauche radicale	315.627	-45.584	4,6	-0,4	13	-1
<b>Verts</b>	Ecologisme	173.449	+97.920	2,6	+1,6	0	=
<b>Autres</b>	Divers	157.620	+13.006	2,3	+0,3	0	=

(Source : Ministère de l'Intérieur grec. Légende : PASOK : Parti socialiste panhellénique, ND : Nouvelle Démocratie, KKE : Parti communiste grec, LAOS : Alerte populaire orthodoxe, Syriza : Coalition de la gauche radicale. \* en pourcentage des suffrages exprimés)

### ***1.3 - L'austérité, sa contestation et la montée en puissance fulgurante de Syriza et d'Alexis Tsipras (2010-2015)***

En dépit de promesses électorales fortement ancrées à gauche, George Papandreou doit faire face à la crise économique qui touche durement la Grèce dès son arrivée au pouvoir. Affirmant que l'état réel des finances du pays a été caché par le précédent gouvernement, il renonce à la majeure partie de ses engagements de campagne et met en œuvre une politique d'austérité budgétaire dans l'objectif de rétablir les comptes publics. Le nouveau gouvernement doit en

<sup>219</sup> Costas Eleftheriou, *op.cit.*, p. 293.

<sup>220</sup> Fabien Perrier, « Séisme politique en Grèce : la tectonique des partis depuis 2009 », in Marie-Laure Coulmin Koutsafis (dir), *Les Grecs contre l'austérité. Il était une fois la crise de la dette*, Le Temps Des Cerises, Montreuil, 2015, p. 121.

effet faire face à une situation économique particulièrement dégradée : avec une dette souveraine de 299 milliards d'euros correspondant à 129 % du produit intérieur brut (PIB), la Grèce est le pays le plus endetté d'Europe<sup>221</sup>. Le gouvernement socialiste coupe dans les dépenses publiques en privatisant des entreprises publiques, en réduisant les investissements, les revenus des fonctionnaires et des retraités, en faisant reculer l'âge légal de départ à la retraite de 60 à 65 ans, et en augmentant la fiscalité sur les ménages. En contrepartie de ces réformes structurelles, qui doivent permettre de réduire de 30 milliards d'euros la dépense publique, la Grèce obtient fin 2010 un prêt de 110 milliards d'euros étalé sur trois ans, avec le soutien du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque centrale européenne (BCE). Ces trois institutions forment la « Troïka », qui place sous tutelle les ministères et les administrations grecs pour veiller à la bonne application des mesures d'austérité. L'installation de ce dispositif passe par la mise en place de la signature d'un « mémorandum » entre les institutions européennes et le gouvernement grec.

Ces politiques génèrent un fort mécontentement. Dès le mois de janvier 2010, des mouvements sociaux à l'importance inégalée depuis la chute de la dictature des colonels touchent le pays. A partir du 25 mai 2011, le « mouvement des Indignés », initié en Espagne, se propage à Athènes, où des milliers de personnes convergent plusieurs jours sur la place Syntagma<sup>222</sup>, puis essaime dans tous les grands centres urbains grecs. Les syndicats multiplient les appels à la grève générale. Des mouvements de contestations se multiplient et gagnent en intensité et en agressivité, avec sit-in, des occupations de bâtiments, des manifestations massives regroupant jusqu'à plusieurs centaines de milliers de participants<sup>223</sup>. Les 28 et 29 juin 2011, les manifestants tentent d'interdire l'accès des députés au Parlement, provoquant de violents affrontements avec les forces de l'ordre<sup>224</sup>. Le refus du gouvernement grec comme des institutions européennes de toute forme de concession à l'égard de ces mouvements de contestation populaire alimente la colère. L'austérité est dénoncée comme étant appliquée de

---

<sup>221</sup> Marie-Laure Coulmin Koutsafis, « La Grèce des memoranda », in. Marie-Laure Coulmin Koutsafis (dir), *op.cit.*, p. 37.

<sup>222</sup> Karakostaki Charitini, « S'indigner à Athènes. Pathologies d'un mouvement », in. *Multitudes* 3/2012 (n° 50), pp. 68-74.

<sup>223</sup> Donatella della Porta, Joseba Fernandez, Hara Kouki, Lorenzo Mosco, *op.cit.*, pp. 40-41.

<sup>224</sup> Fabien Perrier, *op.cit.*, p. 123.

façon autoritaire, inaugurant le concept « austéritaire » qui sera largement repris dans le champ de la contestation<sup>225</sup>.

Les militants de Syriza, encouragés par leurs dirigeants, s'impliquent fortement dans le mouvement des Indignés comme dans les manifestations. Cette orientation scellera le sort de la cohabitation entre radicaux et modérés à l'intérieur de Synaspismos et de Syriza, la fraction des rénovateurs choisissant de faire scission après le congrès de juin 2010<sup>226</sup>. Ils fondent un nouveau parti, la Gauche démocrate (Dimar), dirigé par Fotis Kouvelis, et qui affirme un caractère pro-européen et modéré sur les questions économiques<sup>227</sup>.

La Dimar est rejointe dès sa fondation par quatre députés de Syriza avant d'élargir ses rangs à de nombreux socialistes déçus. Ouverte aux liens avec la société civile mais rechignant à s'impliquer dans les mouvements sociaux, la Dimar restera essentiellement un parti de cadres, ne dépassant pas les 5.000 adhérents, épousant une stratégie d'*office seeking* via l'implication dans les institutions et l'obtention de postes importants au sein de celles-ci, par opposition à l'activisme militant de Syriza, qui répond plutôt à une logique de *policy seeking* et à l'objectif de faire progresser des idées dans la population<sup>228</sup>.

Profitant du déficit de crédibilité croissant du PASOK, la Dimar perce dans les sondages d'intentions de vote, concurrençant Syriza, qui doit aussi faire face à la montée du Parti communiste et de sa puissante centrale syndicale, le PAME<sup>229</sup>, fortement impliquée dans les manifestations anti-austérité. Les élections locales du 7 novembre 2010 ne sont d'ailleurs pas favorables à Syriza, dont les listes ne décrochent que 17 sièges dans les assemblées régionales, contre 373 pour les listes conduites par les socialistes, 260 pour celles conduites par la ND, 42

---

<sup>225</sup> Yiannos Katsourides, *op.cit.*, pp. 11-16.

<sup>226</sup> Julian Marioulas, « The greek left », in. Birgit Daiber, Cornelia Hildebrandt, Anna Striethorst (Eds.), *From Revolution to Coalition – Radical Left Parties in Europe*, Fondation Rosa Luxembourg, <<https://www.rosalux.de/en/publication/id/5952/from-revolution-to-coalition-radical-left-parties-in-europe/>> pp. 301-302.

<sup>227</sup> Kevin Ovenden, *op.cit.*, pp. 27-28.

<sup>228</sup> Costas Eleftheriou, *op.cit.*, p. 295.

<sup>229</sup> Le Front militant de tous les travailleurs (PAME), est une organisation syndicale fondée en 1999 sous l'impulsion du Parti communiste grec, le KKE. Le PAME, qui restera très lié au KKE, prône une orientation très radicale par opposition aux positions plus modérées de la Confédération générale des travailleurs grecs, principale centrale syndicale du pays. Le PAME revendique 850.000 adhérents en 2012.

pour le KKE, 11 pour les listes conduites par les Verts, 10 pour LAOS, 7 pour le parti d'extrême-gauche trotskyste Antarsya et 5 pour la Dimar<sup>230</sup>.

Après plusieurs remaniements et une tentative avortée de constituer un gouvernement d'union nationale sous sa direction, George Papandreou annonce, le 31 octobre 2011, qu'il souhaite soumettre à référendum un plan d'économies, approuvé cinq jours plus tôt par l'Eurogroupe, prévoyant de diviser par deux le montant de la dette souveraine grecque détenue par le secteur bancaire. Sous la pression des institutions européennes et après avoir été convoqué par le président français, Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande, Angela Merkel, il y renonce. Le 9 novembre, George Papandreou démissionne de son mandat de Premier ministre. Il est remplacé le lendemain par Loukas Papadimos, ancien vice-président de la BCE et ancien gouverneur de la Banque de Grèce, qui forme un gouvernement d'union nationale PASOK-ND-LAOS. Le Parti communiste, Syriza et Dimar préfèrent demeurer dans l'opposition. En échange de la participation de la ND à ce gouvernement, des élections législatives anticipées sont convoquées pour le 6 mai 2012.

La campagne électorale et le dépôt des candidatures mettent en scène un paysage politique profondément fracturé. La Nouvelle Démocratie subit deux scissions, l'une sur sa gauche, avec la fondation de l'Alliance démocratique (DISY), l'autre sur sa droite, avec le départ de sa fraction anti-mémorandum conduite par Panos Kammenos pour fonder les Grecs indépendants (ANEL). Les sondages d'intentions de vote laissent entrevoir la possibilité de l'entrée de ces deux partis au Parlement, ainsi que Dimar et des Verts écologistes. Les sondages mettent aussi en évidence la popularité croissante d'Aube dorée, parti-mouvement néonazi qui s'est fait connaître grâce à son activisme social réservé aux seuls titulaires de la nationalité grecque et à ses actions de rue violentes<sup>231</sup>. Rapidement, l'impossibilité pour un parti d'être majoritaire seul, en dépit du mode de scrutin mixte octroyant une prime majoritaire au vainqueur<sup>232</sup>, s'impose comme une évidence. Si Syriza semble profiter de cette décomposition

---

<sup>230</sup> Résultats compilés sur la base des résultats par région fournis par le Ministère de l'Intérieur grec. Ces chiffres tiennent compte des listes communes PASOK/LAOS, ND/LAOS, Verts/DIMAR et SYRIZA/Verts, dont les élus sont tous affiliés par défaut au parti auquel appartient leur tête de liste.

<sup>231</sup> Dimitrios Antoniou, « Le virage extrémiste en Grèce : l'Aube dorée », in. Béatrice Giblin (dir), *L'extrême droite en Europe*, Editions La Découverte, Paris, 2014, pp. 117-128.

<sup>232</sup> Le mode de scrutin utilisé pour l'élection des 300 députés de la Vouli, le Parlement grec, est un mode de scrutin mixte. Il s'agit d'un scrutin de liste. La liste arrivée en tête au niveau national, à condition qu'elle soit composée

du système politique grec, toutes les enquêtes dressent le portrait d'une intense compétition à gauche, sans que le KKE, le PASOK, Syriza ou la Dimar ne puissent prendre l'avantage sur les autres.

Aux clivages traditionnels opposant partis de droite et de gauche s'ajoute l'affrontement entre partisans et détracteurs du mémorandum. Syriza et Alexis Tsipras récoltent les fruits de leur positionnement sans ambiguïté sur ce sujet, avec une campagne basée sur une revendication simple : l'annulation des mémorandums et de toutes les mesures d'austérité qui en découlent. S'y substituerait un « plan de reconstruction nationale » financé par une annulation partielle de la dette souveraine de la Grèce négociée avec les créiteurs du pays et par l'institution d'une « clause de développement » permettant de suspendre le remboursement de la dette jusqu'à ce que le PIB recommence à croître. Le parti promettait aussi de rétablir le salaire minimum et les indemnités de chômage à leurs niveaux d'origine, de nationaliser les banques, de lutter contre l'évasion fiscale, d'augmenter l'imposition des hauts revenus et d'abroger plusieurs allègements fiscaux dont bénéficient les armateurs. Autant de mesures entrant en opposition frontale avec les exigences de la Troïka. A ce sujet, Alexis Tsipras laisse planer le doute quant à la volonté de Syriza de maintenir la Grèce dans l'Union européenne, affirmant que « la défense des intérêts du peuple et de la nation » devait primer sur un maintien dans l'UE au prix d'une politique d'austérité drastique. C'est sur ces bases politiques, pour le moins radicales dans le contexte de l'époque, que Syriza atteint un nouveau stade de son développement.

Les résultats du scrutin du 6 mai 2012 viendront contredire les estimations des sondages. Comme attendu, la Nouvelle Démocratie arrive en tête, mais un résultat très faible de 18,9 % des suffrages exprimés. En deuxième position, Syriza réalise une impressionnante percée de plus de 12 points en obtenant 16,8 % des suffrages exprimés. Le PASOK perd sa prééminence électorale sur la gauche, et le KKE, bien qu'en progrès, échoue à contester à Syriza son leadership sur la réponse politique apportée à la multiplication des mouvements sociaux. En alimentant les débats autour des politiques d'austérité et de l'acceptation des mémorandums,

---

d'un seul parti, reçoit 50 sièges. Les 250 sièges restants sont répartis à la représentation proportionnelle entre toutes les listes recueillant au moins 3 % des suffrages exprimés sur l'ensemble du pays.

Syriza a encouragé puis profité d'une scission de l'électorat qui a déstabilisé le système politique<sup>233</sup>.

Aucune majorité ne peut être constituée au Parlement : ni Antonis Samaras, le chef de file de ND, pro-mémorandum, ni Alexis Tsipras, anti-mémorandum, ne sont en capacité de former un gouvernement. En conséquence, le Parlement est dissout et de nouvelles élections sont organisées le 17 juin 2012. Après avoir littéralement éclaté, le système politique tend à se repolariser autour de deux partis (tableau 11). La Nouvelle Démocratie arrive à nouveau en tête avec 29,7 % des suffrages exprimés. Syriza conforte sa place de second avec une nouvelle poussée de 10 points pour atteindre 26,9 %. Les nouveaux électeurs de Syriza sont pour beaucoup d'anciens électeurs du PASOK, dont les principales motivations de vote sont l'aspiration au « changement » et la déception par rapport aux grands partis de gouvernement<sup>234</sup>. Fort du soutien du quart des votants, Syriza accède, avec 71 députés, à un statut de premier parti d'opposition qui lui octroie de nouvelles marges de manœuvre. Outre l'accès à des droits particuliers au niveau parlementaire, le parti s'arroge surtout un rôle de principale alternative aux politiques d'austérité mises en œuvre dans le cadre de la tutelle de la troïka.

*Tableau 11 - Résultats des élections législatives grecques de 2012*

Partis	Famille politique	Position mémorandum	6 mai 2012			17 juin 2012		
			%*	Evol.	Sièges	%*	Evol.	Sièges
ND	Droite libérale-conservatrice	pour	18,9	-14,6	108	29,7	+10,8	129
Syriza	Gauche radicale	contre	16,8	+12,2	53	26,9	+10,1	71
PASOK	Social-démocratie	pour	13,2	-30,7	41	12,3	-0,9	33
ANEL	Droite nationaliste	contre	10,6	-	33	7,5	-3,1	20
KKE	Extrême-gauche stalinienne	contre	8,5	+0,9	26	4,5	-4,0	12
XA	Néonazisme	contre	7,0	-	21	6,9	-0,0	18
Dimar	Social-démocratie	pour	6,1	-	19	6,2	+0,1	17
Verts	Ecologisme	contre	2,9	+0,4	0	0,9	-2,0	0
LAOS	Droite radicale	contre	2,9	-2,7	0	1,6	-1,3	0
Autres	Divers	-	13,1	+10,8	0	3,5	-9,6	0

(Source : Ministère de l'Intérieur grec. Légende : ND : Nouvelle Démocratie, Syriza : Coalition de la gauche radicale, PASOK : Parti socialiste panhellénique, ANEL : Grecs indépendants, KKE : Parti communiste grec, XA : Aube dorée, Dimar : Gauche démocrate, LAOS : Alerte populaire orthodoxe. \* en pourcentage des suffrages exprimés)

<sup>233</sup> Lamprini Rori, « L'ambition sans remords : SYRIZA et l'exercice du pouvoir », in. *Pôle Sud* 2016/2 (n° 45), p. 87.

<sup>234</sup> Dimitri Delioanes, *op.cit.*, p. 39.

En l'absence, à nouveau, de majorité absolue, Antonis Samaras opte pour la constitution d'une coalition gouvernementale pro-mémorandum avec le PASOK et Dimar. L'une de ses premières décisions sera de légiférer pour abandonner l'action en justice de l'Etat contre l'entreprise Siemens, impliquée dans un réseau de corruption de membres de la ND et du PASOK. Syriza s'y oppose et exploite l'incident pour renforcer ses discours anti-corruption, publiant un « Livre noir » de la corruption qui connaîtra trois rééditions.

La poursuite des politiques d'austérité demeure à l'ordre du jour. Le premier mémorandum n'ayant pas permis de rééquilibrer les comptes publics, le nouveau gouvernement signe un second mémorandum, débloquant un prêt de 130 milliards d'euros en échange de nouvelles mesures drastiques de réduction de la dépense publique. Le plan inclut le licenciement de 150.000 fonctionnaires et des diminutions de salaires dans le secteur public, mais aussi de nouvelles diminutions des pensions de retraite, dans le remboursement des médicaments, l'abrogation des exonérations fiscales et une multiplication par 300 des cotisations à la sécurité sociale. En 2011, la Grèce se situe ainsi au 32<sup>ème</sup> rang sur 34 selon l'OCDE pour la part de fonctionnaires dans la population active<sup>235</sup>. L'annonce de ces mesures provoque de nouveaux mouvements sociaux et appels à la grève générale de la part des principales centrales syndicales, qui seront soutenus par Syriza et auxquels les militants du parti participeront activement. Des doutes quant à la possibilité de rembourser la dette souveraine de la Grèce se font jour et gagnent du terrain dans l'opinion publique<sup>236</sup>.

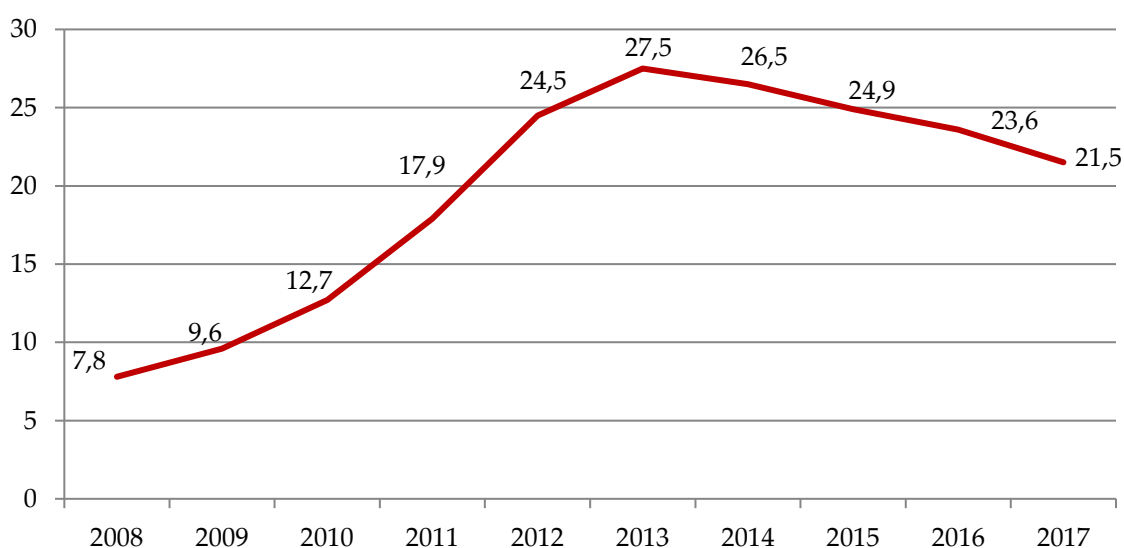
---

<sup>235</sup> Dimitri Delioanes, *op.cit.*, pp. 42-43.

<sup>236</sup> Kevin Ovenden, *op.cit.*, pp. 30-31.



Tableau 12 - Evolution du taux de chômage en Grèce (source Eurostat)



A mesure que les politiques d'austérité s'appliquent, les conditions de vie de la population et la situation économique se dégradent<sup>237</sup>. Le chômage augmente très fortement, passant de 7,8 % en 2008 à 27,5 % en 2013 (tableau 12). Sur la période 2008-2014, 229.000 petites entreprises ferment leurs portes. Le nombre suicides augmente de 4.000 cas entre 2010 et 2013. Les caisses d'assurance maladie et vieillesse peinent à faire rentrer dans leurs caisses l'argent des cotisations du fait de la hausse de l'inactivité et des faillites d'entreprises. La baisse du budget de l'éducation nationale de 4,6 à 7 milliards entre 2009 et 2013 et le non-remplacement de neuf départs à la retraite sur dix chez les enseignants a entraîné la fermeture de 605 établissements scolaires, parmi lesquels 227 écoles primaires et 264 écoles maternelles<sup>238</sup>. La baisse du budget de la santé fait passer le nombre d'hôpitaux de 137 à 83 établissements, et le nombre de lits proposés de 4.500. Tandis que les salaires et les retraites perdent 45 % de leur valeur depuis 2009, le pourcentage de ménages grecs vivant sous le seuil de pauvreté passe de 20 % en 2000 à 24 % à 48 % en 2011<sup>239</sup>. L'endettement des ménages explose : la dette des contribuables passe de 33,5 en 2009 à 52 milliards fin 2012, et le nombre total des contribuables endettés passe de 700.000 en 2009 à 2,6 millions en 2014. Cet endettement massif des ménages entraîne des retards croissants dans les recettes des impôts, alimentant la dette de l'Etat. De fait,

<sup>237</sup> Costas Eleftheriou, *op.cit.*, pp. 294-295.

<sup>238</sup> Marie-Laure Coulmin Koutsafis, « La Grèce des memoranda », in. Marie-Laure Coulmin Koutsafis (dir), *op.cit.*, pp. 72-73.

<sup>239</sup> Valia Kaimaki, « En Grèce, le phénomène Syriza », *Manières de voir*, n°127, février-mars 2011.

l'endettement de la Grèce s'aggrave, contrairement aux objectifs affichés par les différents « plans de sauvetage », atteignant 177 % du Produit intérieur brut (PIB), contre 130 % en 2009<sup>240</sup>.

En réaction, un milieu « alternatif » se développe, avec la constitution de coopératives ou de collectifs militants opposés aux expulsions locatives ou aux saisies pour impayés<sup>241</sup>. Les militants de Syriza s'impliquent dans l'animation de diverses structures de solidarités locales, aux côtés d'avocats, médecins ou enseignants bénévoles, qui mettent en place des dispensaires, des épiceries, des marchés sans intermédiaires, etc. Le parti lance en 2012 « Solidarité pour tous », une organisation indépendante fonctionnant comme une plateforme de mises en relations et de coordination d'initiatives locales, apportant ressources et soutien financier à de petites initiatives partout dans le pays<sup>242</sup>. Cet activisme social et associatif permet à Syriza de recruter de nombreux adhérents : bien que le parti ne soit pas à l'initiative des mouvements sociaux et ne les impulse pas, ses militants s'y impliquent résolument et nouent des contacts avec de nombreux secteurs en lutte. Dans le même temps, Syriza développe un concept de « gouvernement de la gauche » qui mettrait fin aux politiques d'austérité, offrant un « débouché » politique à l'implication populaire. Les nouveaux venus proviennent des mouvements sociaux, mais aussi, bien que le phénomène demeure limité, du PASOK, dont certains anciens membres deviennent députés de Syriza en juin 2012<sup>243</sup>.

L'implication dans les mouvements sociaux et l'élargissement de la base militante sont de fait mis au service d'une stratégie de développement électoral dans l'optique de la prise du pouvoir. En tant que premier parti d'opposition, Syriza joue un rôle différent après les élections de 2012. La direction du parti, en quête de crédibilité, impulse un changement de stratégie et de communication allant vers la dé-radicalisation. Il n'est plus question d'annuler les memoranda, mais d'aller « négocier » l'atténuation de leurs effets avec les institutions européennes<sup>244</sup>.

---

<sup>240</sup> (Collectif), *La vérité sur la dette grecque, rapport de la commission pour la vérité sur la dette publique grecque*, Les Liens Qui Libèrent, Lonrai, 2015, pp. 53-67.

<sup>241</sup> Marie-Laure Coulmin Koutsafis, « L'essor électoral de Syriza à partir des structures de solidarité », *op.cit.*, pp. 145-151.

<sup>242</sup> Donatella della Porta, Joseba Fernandez, Hara Kouki, Lorenzo Mosco, *op.cit.*, pp. 76-77.

<sup>243</sup> Costas Eleftheriou, *op.cit.*, pp. 296-297.

<sup>244</sup> Yiannos Katsourides, *op.cit.*, pp. 100-102.

Pour affirmer cette crédibilité dans sa volonté de prendre le pouvoir, Syriza décide de se transformer en parti politique « unifié », c'est-à-dire d'abandonner le modèle de l'alliance de partis qui prévalait jusqu'alors. L'objectif était double. D'une part, Syriza se donnait ainsi les moyens de profiter du mode de scrutin des élections législatives, qui ne prévoit l'octroi d'une prime majoritaire à la force politique ayant obtenu le plus de voix qu'à la condition qu'il s'agisse d'un parti politique et non d'une liste composée de plusieurs partis. Syriza s'était d'ailleurs déjà formellement présenté aux élections de juin 2012 en tant que parti politique dans l'objectif d'obtenir cette « prime » de 50 sièges en cas de victoire<sup>245</sup>. D'autre part, cette fusion des 18 mouvements et partis constitutifs de Syriza et leur dissolution à l'intérieur d'une même structure partisane permettait à Alexis Tsipras d'asseoir son autorité, en établissant notamment l'élection du président non plus par le comité central mais par le congrès, à la composition plus large et donc moins sujet aux querelles de fractions internes<sup>246</sup>. En effet, le congrès fondateur, convoqué du 10 au 14 juillet 2013, a réuni 3.430 congressistes, tandis que le comité central n'est composé que de 201 personnes. Les congressistes élisent Alexis Tsipras à la présidence du parti avec plus de 74 % des suffrages (20 % de blancs et nuls, 5 % pour les deux autres candidats)<sup>247</sup>. La coalition hétéroclite tolérant voire encourageant l'hétérogénéité et le débat ne permettait finalement plus de répondre aux impératifs d'une prise rapide de pouvoir dans les urnes. Syriza se mue donc en un temps record en un parti politique de type totalement différent, centralisé, délégataire, appuyé sur la figure fédératrice d'un chef charismatique. Syriza passe de la contestation du pouvoir à l'ascension du pouvoir, et devient un *vote maximzer* cherchant à accroître autant que possible son influence dans la société<sup>248</sup>.

Pour préserver l'unité de l'ancienne coalition, Syriza autorise et promeut le droit de tendance dans l'objectif de contenter les fractions minoritaires, en particulier les mouvements qui se situaient à la gauche de Synaspismos avant leur dissolution dans le nouveau parti. Deux fractions internes importantes se constituent. Le courant « majoritaire », soutenant Alexis

---

<sup>245</sup> Lamprini Rori, « De la contestation au pouvoir, les ressorts de l'ascension électorale de Syriza », in. *Savoir/Agir*, n°32, juin 2015, p. 67

<sup>246</sup> Stathis Kouvelakis, « 9+1 remarques sur Syriza après son congrès fondateur », *contretemps.eu*, <<https://www.contretemps.eu/91-remarques-sur-syriza-apres-son-congres-fondateur/>>

<sup>247</sup> Yiannis Bournous, « Compte rendu du 1<sup>er</sup> congrès de Syriza », 29 août 2013, *transform-network.net*, <<http://www.transform-network.net/fr/blog/blog-2013/news/detail/Blog/report-on-the-1st-congress-of-syriza.html>>

<sup>248</sup> Lamprini Rori, « L'ambition sans remords : SYRIZA et l'exercice du pouvoir », *op.cit.*, p. 92.

Tsipras, est le plus modéré, revendiquant une approche institutionnelle et rejetant le principe d'une sortie de la Grèce de la zone euro. Ses représentants proviennent essentiellement de Synaspismos. Lors du congrès fondateur, ce courant majoritaire présentait la « Liste unie » pour l'élection du comité central, qui remporte 68 % des suffrages des congressistes. Un courant beaucoup plus à gauche, minoritaire, baptisé « Plateforme de gauche », dirigé par Panayiotis Lafazanis, affirme au contraire son attachement à une orientation mouvementiste, anticapitaliste et eurosceptique, envisageant clairement une sortie de la Grèce de la zone euro en cas de nécessité. La Plateforme de gauche rassemble alors l'essentiel des petites organisations, notamment trotskystes et maoïstes, qui s'étaient alliées à Synaspismos pour fonder Syriza en tant que coalition. Elle obtient 30 % des voix des congressistes<sup>249</sup>. Cette structuration des rapports de forces internes autour de deux pôles marque la persistance d'un clivage interne entre un courant radical et un courant modéré, dont les divergences reposent pour l'essentiel sur le rapport à la question européenne. On constate que depuis l'affrontement entre le « courant de gauche » et les « modernisateurs » de Synaspismos, le curseur s'est déplacé vers la gauche, aucun courant significatif affichant une adhésion pleine et entière à l'intégration européenne n'existant à l'intérieur de Syriza. Le comité central du nouveau parti met en évidence la prédominance des membres de l'ancien Synaspismos.

Le changement organisationnel n'est pas le seul changement subi par Syriza durant sa période 2012-2015 d'ascension vers la prise du pouvoir. La stratégie discursive évolue elle aussi, abandonnant les axes revendicatifs traditionnels des gauches postmarxiste et postmatérialiste au profit d'un discours inclusif aux connotations populistes. Le « eux » s'oppose au « nous », le peuple est présenté comme confronté à « l'oligarchie », une « caste » de businessmen grecs et européens soutenus par les partis pro-mémorandums, accusée de « brader le pays ». L'appel à un « peuple » inclusif à se révolter contre une minorité dirigeante corrompue s'accompagne de tirades patriotiques, voire nationalistes, volontiers antiallemandes<sup>250</sup>. Ce discours populiste est mis en adéquation avec une véritable stratégie attrape-tout : il n'est plus question de rassembler les sensibilités de la gauche radicale pour offrir une caisse de résonance politique

---

<sup>249</sup> Stathis Kouvelakis, *La Grèce, Syriza et l'Europe néolibérale, entretiens avec Alexis Cukier*, La Dispute, Paris, 2015, pp. 31-36.

<sup>250</sup> Lamprini Rori, « L'ambition sans remords : SYRIZA et l'exercice du pouvoir », *op.cit.*, pp. 103-104.

aux revendications des mouvements sociaux, mais bien de faire monter en puissance une force politique de masse à vocation majoritaire. A cette fin, la figure du chef joue un rôle essentiel.

La mise en valeur de la personnalité d'Alexis Tsipras a en effet beaucoup pesé dans l'accession au pouvoir de Syriza. En 2013, Tsipras se lance dans une grande tournée internationale, en Europe mais aussi aux Etats-Unis, en quête de potentiels alliés sensibles à ses idées et susceptibles de l'appuyer dans un rapport de force avec l'Union européenne et le gouvernement conservateur de la chancelière allemande Angela Merkel. Bien qu'aucune rencontre officielle n'ait été organisée avec le président américain ou des représentants de son administration, Alexis Tsipras, lors de ses interventions dans de prestigieuses universités américaines, vante les mérites des prises de position progressistes et redistributrices de Barack Obama, alors fraîchement réélu, et les oppose aux « orientations conservatrices » qui prévalent selon lui en Europe<sup>251</sup>. En plus de donner une image rassurante, réaffirmant à plusieurs reprises son intention de ne pas faire sortir la Grèce de la zone euro, l'idée était de trouver des points d'appui dans l'opinion publique outre-Atlantique pour le bras de fer qui s'annonce autour de la renégociation de la dette souveraine de la Grèce.

Si la notoriété et la popularité d'Alexis Tsipras vont grandissantes, Syriza éprouve de réelles difficultés à se développer à l'ombre de son président. En mai 2014, les élections locales offrent des résultats mitigés (tableau 13). Avec près de 18 % des suffrages exprimés sur l'ensemble du pays, les listes Syriza aux élections régionales font beaucoup moins bien qu'aux élections législatives de juin 2012. Les dirigeants locaux du parti peinent à s'affirmer face aux édiles bien implantées de la Nouvelle Démocratie et du PASOK. Ce dernier ne présente aucune liste sous sa propre étiquette, laissant ses membres et en particulier ses élus sortants s'organiser à leur guise, certains se présentant comme « indépendants » ou avec l'investiture de partis comme Dimar ou Drasi (petit parti de centre-droit) avec plus ou moins de sincérité. *In fine*, Syriza obtient 144 élus régionaux et décroche la présidence de deux régions, les îles Ioniennes et surtout l'Attique, la région-capitale, la plus peuplée du pays, où Rena Dourou, une chercheuse en science politique de 40 ans, remporte le second tour contre une liste soutenue par le PASOK. Cette victoire hautement symbolique est amoindrie par une défaite surprise à l'élection

---

<sup>251</sup> Dimitri Delioanes, *op.cit.*, pp. 97-101

municipale d'Athènes, bastion électoral traditionnel de Syriza. La Nouvelle Démocratie est la grande gagnante du scrutin avec 7 présidences de région sur 13. Les résultats mettent en évidence les divisions de la gauche anti-mémorandum : le Parti communiste, bien qu'en retrait, rassemble encore 8,8 % et les écologistes comme le parti d'extrême-gauche trotskyste ANTARSYA (Front de la gauche anticapitaliste) parviennent à décrocher quelques sièges dans plusieurs régions. En manque d'implantation locale, Syriza éprouve donc de réelles difficultés à percer lors de scrutins locaux qui mettent aussi en évidence une certaine incapacité à saturer l'espace à gauche de l'échiquier politique.

*Tableau 13 - Résultats des élections régionales grecques de 2014*

Listes affiliées ou apparentées	% suffrages exprimés	Nombre d'élus	Nombre de présidences
<b>Nouvelle démocratie</b>	26,3	228	7
<b>Syriza</b>	17,7	144	2
<b>Parti socialiste (PASOK)</b>	13,9	135	2
<b>Parti communiste (KKE)</b>	8,8	31	0
<b>Aube dorée (XA)</b>	8,1	26	0
<b>Gauche démocrate (Dimar)</b>	6,7	31	0
<b>Greco indépendants (ANEL)</b>	3,1	8	0
<b>ANTARSYA</b>	2,4	9	0
<b>Les Verts écologistes</b>	2,1	10	0
<b>Indépendants et autres partis</b>	10,7	77	2
<b>TOTAUX</b>	100	703	13

*Source : calculs personnels sur la base des résultats dans chaque région tels que renseignés par le Ministère de l'Intérieur grec<sup>252</sup>*

Ces résultats mitigés aux élections locales contrastent de manière saisissante avec ceux des élections européennes, organisées le même jour. Cette fois, Alexis Tsipras est bien plus présent, puisqu'il est intronisé candidat du Parti de la gauche européenne à la présidence de la Commission européenne. A ce titre, il bénéficie d'une forte exposition médiatique, en Grèce mais également dans les autres pays européens, notamment lors de débats contradictoires face aux représentants des autres fédérations européennes de partis, au cours desquels il insiste fortement sur sa posture anti-austérité. Les sondages d'intentions de vote publiés dans les jours précédant le scrutin rendaient crédible l'hypothèse d'une victoire électorale de Syriza. L'ordre d'arrivée des principaux partis devient vite un enjeu crucial au regard des difficultés éprouvées par le gouvernement de coalition, qui doit faire face au départ du parti Dimar après

<sup>252</sup> Les listes soutenues par le PASOK incluent les listes indépendantes non-conduites par ce parti. La répartition du nombre de sièges se réfère à la couleur politique de la tête de liste et ne reflète pas fidèlement la répartition exacte des sièges parti par parti, notamment ceux obtenus par un parti sur une liste conduite par un autre parti dans le cadre d'une alliance.

un important mouvement social en réaction à la privatisation de l'ERT, la radiotélévision publique, dont les locaux sont occupés pendant cinq mois à compter de juin 2013<sup>253</sup>. La participation atteint un niveau très élevé pour des élections européennes : 60 %, en hausse de 7 points par rapport à 2009. Syriza devance nettement la Nouvelle Démocratie, avec 26,6 % des suffrages exprimés contre 22,7 % (tableau 14). Le PASOK, laminé, doit se contenter du quatrième rang, surclassé par les néonazis d'Aube dorée. Dimar est quasiment rayé du paysage politique grec avec seulement 1,2 %. C'est donc une très lourde défaite pour les acteurs actifs ou passés du gouvernement d'Antonis Samaras, et le scrutin permet à Syriza et surtout à Alexis Tsipras d'apparaître en position de force.

*Tableau 14 - Résultats des élections européennes de 2014 en Grèce, comparés aux résultats des élections législatives grecques de juin 2012 et des élections européennes de 2009 en Grèce*

	Européennes 2014	Rappel législatives juin 2012		Rappel européennes 2009	
	%	%	Evolution	%	Evolution
<b>Syriza</b>	26,6	26,9	-0,3	4,7	+21,9
<b>ND</b>	22,7	29,7	-7,0	32,3	-9,6
<b>XA</b>	9,4	6,9	+2,5	-	-
<b>PASOK</b>	8,0	12,3	-4,3	36,6	-28,6
<b>Potami</b>	6,6	-	-	-	-
<b>KKE</b>	6,1	4,5	+1,6	8,3	-2,2
<b>ANEL</b>	3,5	7,5	-4,0	-	-
<b>Dimar</b>	1,2	6,3	-5,1	-	-
<b>Autres</b>	15,9	5,9	+10,0	18,1	-2,2

Soucieux de profiter de cette dynamique, les députés de Syriza s'emploient à précipiter la convocation d'élections législatives anticipées. Pour y parvenir, ils se saisissent opportunément de l'élection présidentielle, convoquée le 9 décembre 2014, dont les modalités sont fixées par la constitution, pour provoquer une crise institutionnelle. Le président grec, pour être élu au suffrage indirect par les députés, doit impérativement rassembler 200 voix. S'il n'atteint pas ce seuil, un second tour est organisé, et en cas de nouvel échec, un troisième tour est convoqué au cours duquel le seuil d'éligibilité est abaissé à 180 voix. Un troisième échec se traduit par l'organisation d'élections législatives anticipées. Le candidat présenté par le gouvernement, Stavros Dimas, obtient 160 voix au premier tour, n'étant soutenu que par les députés ND et PASOK plus quelques députés indépendants, pour la plupart d'anciens membres de ces deux partis, démissionnaires ou exclus pendant la législature. Au second tour,

<sup>253</sup> Dimitri Delioanes, *op.cit.*, pp. 70-71

il obtient 168 voix. Au troisième tour, où 180 voix auraient suffi, il n'en obtient toujours que 168. Le refus systématique de Syriza et des autres partis d'opposition de soutenir le candidat présenté par le gouvernement aboutit logiquement à la convocation d'élections législatives anticipées, qui se tiennent le 25 janvier 2015.

#### **1.4 - A l'épreuve du pouvoir (2015-2017)**

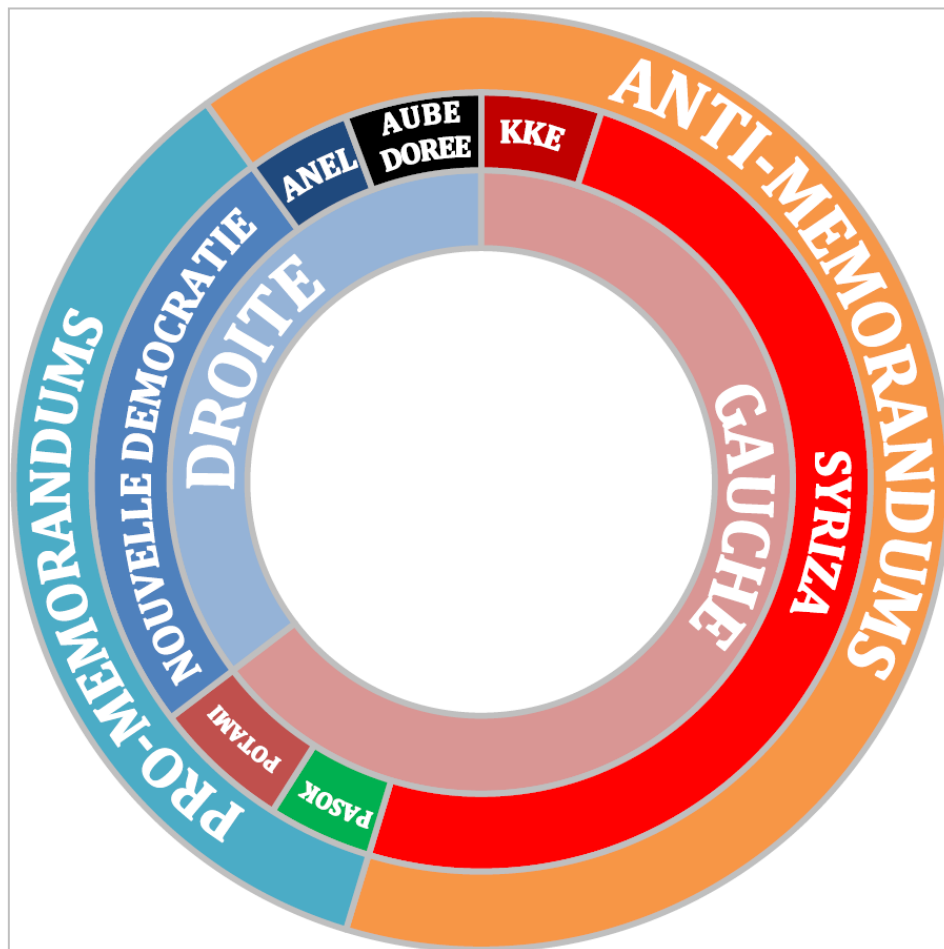
Les élections aboutissent à une large victoire de Syriza : avec 36,3 % des suffrages exprimés, le parti d'Alexis Tsipras surclasse la Nouvelle Démocratie, qui n'obtient que 27,8 %. Plus encore qu'en 2012, Syriza a fait le vide à gauche : le PASOK s'effondre à nouveau (4,7 % contre 12,3 % en 2012) et Dimar disparaît de la Vouli, tandis que le KKE voit sa progression contenue à 5,5 %. Globalement, les « petits » partis sont laminés, la troisième position revenant à Aube dorée, avec seulement 6,3 %. Malgré son bon résultat, Syriza échoue à atteindre la majorité absolue, avec 149 députés sur 300. Pour pouvoir former un gouvernement, Alexis Tsipras doit donc trouver un ou plusieurs partenaires de coalition.

**Tableau 15 – Composition du Parlement issu des élections législatives de janvier 2015 répartie sur des axes gauche/droite et pro/anti-mémorandum (partis ayant obtenu des sièges)**

	<b>Gauche (194)</b>	<b>Droite (106)</b>
<b>Pro-mémorandum (106)</b>	To Potami (17) PASOK (13)	ND (76)
<b>Anti-mémorandum (194)</b>	Syriza (149) KKE (15)	Aube dorée (17) ANEL (13)



Figure 2 - Graphique représentant la composition du Parlement grec à l'issue des élections législatives de janvier 2015, sur une échelle gauche-droite et en fonction du clivage pro/anti-mémorandums (travail personnel)



La composition du nouveau Parlement offrait plusieurs choix à Syriza (tableau 15 et figure 2). Il suffisait de choisir un seul partenaire de coalition pour détenir une majorité au Parlement. A gauche, le PASOK, discrédité par sa participation au gouvernement d'unité nationale qui a mis en œuvre les dernières mesures d'austérité, n'est pas une option envisageable. Le KKE est sans doute le parti le plus proche de Syriza idéologiquement parlant, mais les leaders communistes refusent catégoriquement d'ouvrir toute forme de discussion. Au centre-gauche, le nouveau parti To Potami (« La Rivière ») fondé par le journaliste de télévision Stavros Theodorakis, a un temps été envisagé, mais sa posture pro-européenne n'en fait pas un partenaire fiable pour constituer un gouvernement anti-mémorandum. Il était bien entendu hors de question de discuter avec la Nouvelle démocratie et encore moins avec les néonazis d'Aube dorée. Alexis Tsipras s'est donc tourné, de manière improbable, vers les Grecs indépendants (ANEL) de Panos Kammenos, un parti nationaliste, autoritaire et conservateur,

paré d'un slogan, « patrie, religion et famille », très éloigné du logiciel idéologique de Syriza. Toutefois, les deux partis partagent une orientation commune, et non des moindres : celle de l'opposition aux mémorandums. Le clivage pro/anti-mémorandum l'a donc finalement emporté sur le traditionnel clivage gauche/droite<sup>254</sup>. Les dirigeants des deux partis ont déterminé que leur opposition partagée aux mémorandums l'emportait sur leurs antagonismes idéologiques traditionnels.

Si cette alliance est acceptée par Syriza, elle est fortement critiquée par l'aile gauche du parti, qui supporte mal la rhétorique nationaliste de Panos Kammenos et en particulier la nomination de ce dernier comme ministre de la Défense. Elle permet à Alexis Tsipras de devenir le Premier ministre le plus jeune de l'histoire de la Grèce, et également le premier, en tant qu'athée revendiqué, à opter pour une prestation de serment laïque, renonçant à la cérémonie orthodoxe traditionnelle. Sa première action en tant que Premier ministre est une visite, symboliquement forte, du mémorial de la Résistance à Kaisariani, pour commémorer l'exécution par l'armée allemande de 200 résistants grecs le 1<sup>er</sup> mai 1944. Mais Syriza doit rapidement faire face à une nouvelle contradiction avec le choix d'Alexis Tsipras de soutenir l'élection de Prokópis Pavlópoulos, un ancien ministre membre de la Nouvelle démocratie. L'objectif était double : stabiliser la situation politique, et donner au nouveau gouvernement une légitimité transpartisane pour renégocier les mémorandums avec les créditeurs de la Grèce. Le choix de Pavlópoulos, politicien de carrière très proche des milieux les plus conservateurs reste néanmoins assez éloigné de l'ambition affichée de révolutionner la vie démocratique grecque.

En dépit des ambitions affichées avec le « programme de Thessalonique », le premier gouvernement Tsipras entame son mandat sans volonté de remettre en cause de manière fondamentale la situation du pays. Plusieurs annonces symboliques du gouvernement lors de son entrée en fonction visent à rassurer l'électorat qui a porté Syriza au pouvoir : suspension des privatisations du port du Pirée, de la société de services aux collectivités PPC, de l'opérateur public d'électricité DEI, hausse du salaire minimum de 580 à 751 euros, facilités de paiements pour les ménages en incapacité de payer leurs impôts et bons d'alimentation pour

---

<sup>254</sup> Yiannos Katsourides, *op.cit.*, p. 119.

les plus démunis. Mais la dette souveraine du pays, contestée par Syriza durant ses campagnes électorales, n'est plus mise en cause dans sa légitimité. Le mémorandum n'est pas annulé. Enfin Alexis Tsipras réaffirme clairement que son gouvernement n'a l'intention de ne discuter ni de la présence du pays au sein de l'Union européenne, ni au sein de la zone euro, et plus surprenant encore, ne souhaite pas remettre en cause le soutien de la Grèce aux politiques de l'OTAN. L'option du rapport de force, voire du chantage un temps envisagée, est donc écartée. Sous l'égide du ministre de finances Yannis Varoufakis, le gouvernement demande à ses crédeurs un allongement de six mois de ses délais de remboursement. Les crédeurs n'en accorderont que quatre. Sur cette question, le pas de côté de Syriza est évocateur : d'une promesse de décision unilatérale de non-remboursement d'une partie de la dette grecque, jugée illégitime, le parti opte finalement pour une annulation négociée et mutuellement acceptée de la dette, puis, suite à son arrivée au pouvoir, abandonne finalement totalement l'idée et ne parle plus que d'allonger les délais de remboursement aux crédeurs en fonction de la croissance économique.

Néanmoins, le nouveau gouvernement, au moins sur la forme, entend imprimer son style : la Troïka n'est plus reconnue en tant que telle et ses composantes sont désormais appelées « institutions ». Les technocrates qui avaient établis leurs quartiers dans les ministères grecs sont désormais invités à rester dans leur chambre d'hôtel pour travailler. Durant les premiers mois de sa mandature, le gouvernement recherche, essentiellement pour augmenter la pression, le soutien financier de la Russie, de la Chine ou de pays d'Amérique latine<sup>255</sup>. En dépit de l'envoi de ces signaux, la volonté du gouvernement de s'accorder avec ses crédeurs crée des tensions à l'intérieur de Syriza, son aile gauche prenant partie pour une posture intransigeante.

Le scénario d'une sortie de la zone euro a pourtant été réellement envisagé par le gouvernement, et travaillé secrètement sous l'égide de l'économiste américain James K. Galbraith, qui remet à Yannis Varoufakis plusieurs recommandations radicales, de l'instauration de l'état d'urgence à la réquisition de fonctionnaires en passant par la nationalisation de la Banque de Grèce et de l'approvisionnement en carburant, ainsi que

---

<sup>255</sup> Ces soutiens étrangers potentiels, qui se baisesaient sur des prises de contact effectuées lors de la tournée internationale d'Alexis Tsipras avant qu'il ne soit nommé Premier ministre, ne se concrétiseront jamais.

l'émission d'une « nouvelle drachme » comme monnaie nationale<sup>256</sup>. Ce « plan X », un temps considéré par Alexis Tsipras, ne sera finalement jamais mis en application.

Après plusieurs mois de négociations infructueuses entre le gouvernement et la Troïka, la situation s'avère être totalement bloquée. Les créiteurs de la Grèce proposent un nouveau plan de renflouement de la dette grecque le 3 juin 2013 : le gouvernement grec refuse et émet des contre-propositions, qui sont à leur tour refusées par les créiteurs. Le 26 juin, Alexis Tsipras annonce la convocation d'un référendum pour le 5 juillet 2015, demandant aux grecs d'approuver ou de rejeter le plan proposé par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international. Il prend lui-même position pour le « non ». Le 28 juin, le gouvernement impose le contrôle des capitaux et les banques sont fermées pour prévenir tout mouvement de panique. L'opposition tentera de détourner la campagne électorale en référendum pour ou contre la présence de la Grèce dans l'Union européenne, arguant qu'un rejet du nouveau plan proposé aboutirait à un « grexit », une sortie de la Grèce de la zone euro, voire de l'UE<sup>257</sup>. La participation électorale est étonnamment élevée au regard de l'affluence enregistrée lors des derniers scrutins organisés en Grèce : 62,5 % des grecs inscrits sur les listes électorales prennent part au vote, soit seulement un point de moins que lors des élections législatives du mois de janvier. Le résultat est sans ambiguïté : le « non » l'emporte avec plus de 60 % des suffrages exprimés (tableau 16).

**Tableau 16 - Résultats du référendum du 5 juillet 2015**

<b>Question posée : « Approuvez-vous le plan proposé par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international ? »</b>		
	<b>Votes</b>	<b>%</b>
<b>Oui</b>	2.245.537	38,7 %
<b>Non</b>	3.558.450	61,3 %
<b>Votes blancs et nuls</b>	357.153	5,8 %
<b>Participation</b>	6.161.140	62,5 %

La première conséquence de ce résultat est pour le moins inattendue : le ministre des finances Yannis Varoufakis, élément-clé du gouvernement, annonce sa démission au lendemain du référendum, déclarant avoir été « informé d'une certaine préférence de membres de

<sup>256</sup> James K. Galbraith, *Crise grecque, tragédie européenne*, Paris, 2016.

<sup>257</sup> Stathis Gourgouris, « Le problème de Syriza : radicalité démocratique et gouvernement de gauche en Grèce », in. Dominique Crozat, Elisabeth Gauthier (dir.), *Ecrits sur la Grèce, points de vue européens*, Editions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2015, pp. 64-68

l'Eurogroupe, et de "partenaires" associés, [...] pour mon "absence" des réunions ; une idée que le premier ministre a jugé potentiellement utile à l'obtention d'un accord. Pour cette raison je quitte le ministère des finances aujourd'hui »<sup>258</sup>. Yannis Varoufakis avait en effet fait preuve d'une attitude intransigeance dans le cadre des premières négociations. Son départ envoie donc le signal d'une volonté d'inflexion surprenante après un bras de fer intense conclu par un référendum au résultat sans ambiguïtés. Fort de son mandat populaire, Alexis Tsipras se rend à Bruxelles pour rouvrir les négociations avec les institutions européennes. L'évènement est fortement médiatisé. Plusieurs gouvernements nationaux européens s'y impliquent fortement, en particulier l'Allemagne qui, par l'intermédiaire de son ministre des finances Wolfgang Schäuble, fait preuve d'une totale intransigeance, allant jusqu'à évoquer une sortie imposée de la Grèce de la zone euro.

Alexis Tsipras revient à Athènes le 13 juillet pour faire accepter un troisième mémorandum, au contenu plus sévère encore que ce qui était proposé initialement. Arguant de l'attachement des grecs à l'euro, attesté par plusieurs enquêtes d'opinion, il prévient ses concitoyens que la Grèce n'a d'autre choix que d'accepter, sans quoi des mesures encore plus dures pourraient être imposées. En juillet le Parlement est invité à délibérer sur une série de mesures d'austérité drastique reprenant les exigences de la Troïka : privatisations, abolition de plusieurs subventions publiques, baisses des pensions de retraite et une plus grande flexibilité du marché du travail. Autant de mesures fortement imprégnée d'idéologie néolibérale ou à caractère antisocial, tout ce que Syriza a toujours dénoncé. Ces évènements suscitent une vive émotion en Grèce mais aussi à une échelle internationale : Alexis Tsipras est accusé d'avoir « capitulé » devant ses créanciers, ce à quoi s'ajoute une critique des institutions de l'Union européenne, coupables aux yeux de leurs détracteurs d'avoir fait preuve d'autoritarisme et d'une volonté d'humilier la Grèce<sup>259</sup>, mais aussi du gouvernement allemand, accusé d'imposer à n'importe quel prix sa ligne politique à l'ensemble de l'UE<sup>260</sup>.

---

<sup>258</sup> « Démission de Varoufakis, le ministre qui agaçait Bruxelles », *Le Monde*, 6 juillet 2015, <[http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/07/06/le-ministre-des-finances-grec-yanis-varoufakis-annonce-sa-demission\\_4672007\\_3214.html#iZcl7kEUBbZhX523.99](http://www.lemonde.fr/europe/article/2015/07/06/le-ministre-des-finances-grec-yanis-varoufakis-annonce-sa-demission_4672007_3214.html#iZcl7kEUBbZhX523.99)>

<sup>259</sup> Philippe Lamberts, « La thérapie de choc exige l'opacité », *Le Monde diplomatique*, n°739, octobre 2015

<sup>260</sup> Etienne Balibar, Sandro Mezzadra, Frieder Otto Wolf, « Le *diktat* de Bruxelles et le dilemme de Syriza », in. Alexis Cukier, Pierre Khalfa (dir.), *Europe, l'expérience grecque, le débat stratégique*, Editions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2015.

Le 15 juillet, une manifestation place Syntagma à Athènes est organisée et demande le rejet de l'accord. Le même jour, 109 des 201 membres du comité central de Syriza signent une lettre ouverte dans laquelle ils affirment leur rejet de l'accord, qualifié de coup d'Etat. Au cours de la journée et le lendemain, le Parlement est invité à se prononcer sur un premier paquet de mesures d'austérité, augmentant la TVA et rabaissant les pensions de retraite. 32 députés Syriza votent contre, 6 s'abstiennent et 1 reste absent de la séance. Les projets de loi ne peuvent être adoptés qu'avec les voix des députés ND, PASOK et To Potami. Le 17 juillet, la Commission européenne débloque un nouveau prêt de 7 milliards d'euros. Le même jour, Alexis Tsipras remanie son gouvernement en congédiant trois ministres hostiles à l'accord, dont deux appartenant au courant minoritaire de Syriza, la Plateforme de gauche. Les 22 et 23 juillet, le Parlement approuve une réforme de la justice civile et la transposition de la directive européenne relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances, deux mesures conditionnant la mise en œuvre du troisième mémorandum : 31 députés Syriza votent contre et 5 s'abstiennent. Le 30 juillet, le comité central de Syriza se réunit et rejette les propositions d'une convocation du congrès du parti avant la signature de l'accord et d'une consultation des adhérents : plusieurs de ses membres en démissionnent.

Le 14 août, le Parlement grec approuve le troisième mémorandum, par 222 voix pour, 64 contre, 11 abstentions et 2 absences. 44 députés de Syriza sur 149 n'ont pas voté pour (32 contre, 10 abstentions, 2 absences). En l'espace d'un peu plus d'un mois, on est passé d'un non massif du peuple grec aux propositions de la Troïka à la signature d'un mémorandum particulièrement sévère, Alexis Tsipras a renoncé à mettre en œuvre l'essentiel de ses engagements pré-électorales et Syriza s'est profondément fracturé<sup>261</sup>. Sous le régime du troisième mémorandum, Alexis Tsipras et son gouvernement se sont engagés<sup>262</sup>, entre autres choses, à une réforme du système de retraites encadrée par une clause déficit zéro, à permettre l'ouverture des commerces le dimanche, à privatiser l'opérateur du réseau de distribution d'électricité, à faciliter les procédures de licenciements collectifs, à réduire les coûts de l'administration publique grecque et à transférer massivement les actifs de l'Etat vers un fond « indépendant » qui se chargera de mettre en œuvre un vaste plan de privatisations dont le

---

<sup>261</sup> Stathis Kouvelakis, *La Grèce, Syriza et l'Europe néolibérale, entretiens avec Alexis Cukier, op.cit.*, pp. 122-123

<sup>262</sup> Euro Summit Statement, Brussels, 12 July 2015, <<http://www.consilium.europa.eu/media/20353/20150712-eurosummit-statement-greece.pdf>>

produit servira à rembourser les créanciers de la Grèce, à recapitaliser les banques grecques et à financer des investissements. La tutelle de la Troïka est plus que jamais d'actualité : le gouvernement grec doit consulter les « institutions » et élaborer avec elles tout projet législatif dans les domaines concernés par l'accord avant de le soumettre au vote du parlement.

Rejetant toute accusation de reniement, Alexis Tsipras affirme qu'il ne « croit pas » à l'efficacité du mémorandum, mais qu'il l'a signé pour éviter le pire en attendant des jours meilleurs, dans une sorte de manœuvre tactique. Affirmant vouloir donner une légitimité à son action, il présente la démission de son gouvernement le 20 août et provoque des élections législatives anticipées pour le 20 septembre. L'objectif est simple : purger Syriza de ses voix dissonantes pour permettre au gouvernement de retrouver une majorité stable. Les frondeurs du parti prennent les devants : le 21 août, soit le lendemain de l'annonce de la démission du gouvernement, 25 députés pour l'essentiel issus du courant minoritaire « Plateforme de gauche » font sécession et créent un nouveau parti, Unité populaire. L'ancien ministre de la reconstruction productive, de l'énergie et de l'environnement Panagiotis Lafazanis en prend la tête et la présidente du Parlement sortant, Zoé Konstantopoulou, lui apporte son soutien. Unité populaire conduit une campagne structurée autour de l'idée d'une sortie organisée de la zone euro<sup>263</sup>.

Au soir de l'élection, Alexis Tsipras a atteint ses objectifs (tableau 17) : Syriza conserve 145 sièges de députés, tandis que l'ANEL parvient à se maintenir au Parlement avec 10 sièges. La majorité sortante est donc reconduite. Cerise sur le gâteau : Unité populaire n'obtient que 2,9 % des suffrages exprimés, échouant à franchir le seuil d'éligibilité. L'ancienne aile gauche de Syriza se retrouve donc totalement éliminée de l'arène parlementaire. La participation, en baisse de sept points, illustre la lassitude de nombreux grecs à l'égard de consultations électorales à répétition dont les résultats ont finalement peu d'influence sur la situation.

---

<sup>263</sup> Baptiste Dericquebourg, « Syriza et les chausse-trapes du pouvoir », *Le Monde diplomatique*, n°738, septembre 2015

*Tableau 17 - Résultats des élections législatives grecques de 2015*

	% des suffrages exprimés			Nombre de sièges		
	01/2015	09/2015	Evol.	01/2015	09/2015	Evol.
<b>Participation</b>	63,6	56,6	-7,0			
<b>Syriza</b>	36,3	35,5	-0,9	149	145	-4
<b>ND</b>	27,8	28,1	+0,3	76	75	-1
<b>Aube dorée</b>	6,3	7,0	+0,7	17	18	+1
<b>PASOK<sup>264</sup></b>	4,7	6,3	+1,1	13	17	+4
<b>KKE</b>	5,5	5,6	+0,1	15	15	+/-0
<b>To Potami</b>	6,0	4,1	-2,0	17	11	-6
<b>ANEL</b>	4,7	3,7	-1,1	13	10	-3
<b>Union des centristes</b>	1,8	3,4	+1,6	0	9	+9
<b>Unité populaire</b>		2,9	+/-0		0	+/-0

Soutenu par une majorité plus disciplinée, Alexis Tsipras et son gouvernement, quasiment reconduit à l'identique dans sa composition, peuvent continuer à mettre en œuvre les mesures imposées par le troisième mémorandum. L'*Hellenic Republic Asset Development Fund* (Taiped), organisme d'Etat grec mis en place en 2011 pour gérer les privatisations, est maintenu et poursuit ses missions. Les privatisations aboutissent souvent à la vente d'actifs publics grecs à des sociétés étrangères. En 2016 les deux tiers des parts de la société du port du Pirée sont vendus à Cosco, entreprise d'Etat chinoise. La transaction est critiquée, le prix de vente de 368 millions d'euros aurait été sous-évalué. Elle fait suite à la concession, fin 2015, de 14 aéroports attribués pour 40 ans au groupe allemand Fraport, dont le capital est détenu en majorité par le Land allemand de Hesse et la ville de Francfort. Là encore, le Taiped est critiqué pour avoir pris comme conseiller technique lors de son appel d'offre Lufthansa Consulting, filiale de la compagnie aérienne allemande du même nom, par ailleurs actionnaire de Fraport<sup>265</sup>.

Ces mesures semblent peu profiter à la population. D'après la Commission européenne<sup>266</sup>, 35,6 % des Grecs sont « en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale » en 2017. Un chiffre pratiquement stable depuis 2012. Le taux de chômage est lui en baisse, passant de 25,7 % en janvier 2015 à 20,8 % en décembre 2017. La Grèce n'en reste pas moins le pays affichant le taux de chômage le plus élevé de l'Union européenne, et cette évolution à la baisse correspond davantage à une tendance globale liée à une légère amélioration du contexte économique mondial qu'à une spécificité grecque. Le chômage reste particulièrement massif chez les

<sup>264</sup> Liste commune avec la Gauche démocrate (DIMAR) en septembre 2015.

<sup>265</sup> Niels Kadritzke, « Grande braderie en Grèce », *Le Monde diplomatique*, n°748, juillet 2016

<sup>266</sup> Données Eurostat



jeunes, passant de 50,9 % des moins de 25 ans sans emploi en janvier 2015 à 45 % en décembre 2017. Bon nombre d'entre eux préfèrent quitter le pays, dont la population est en baisse continue depuis 2010. Quant à la croissance annuelle du PIB, elle passe de -0,2 % en 2015 à 0,0 % en 2016 pour atteindre 1,4 % en 2017, un taux qui reste faible, inférieur aux prévisions de la Commission européenne et lui aussi en partie lié à l'amélioration du contexte économique mondial, la zone euro ayant enregistré en 2017 une hausse de son PIB inégalée depuis dix ans.

En revanche, le recul de l'endettement est une réalité et permet au gouvernement de dégager quelques maigres marges de manœuvre. Fin 2016, le solde budgétaire primaire avant paiement des intérêts correspondant à la dette publique est excédentaire, et cet excédent est supérieur de 3,5 milliards à l'objectif fixé. Alexis Tsipras se saisit de l'occasion pour accorder une prime exceptionnelle aux 70 % de retraités grecs touchant moins de 850 euros par mois. Mais cette mesure ne compense que partiellement les mesures d'austérité annoncées pour 2017, prévoyant une hausse des taxes sur certains produits de consommation et de nouveaux coups de rabot sur les salaires des fonctionnaires et les pensions des retraités. En juillet 2017, la Grèce fait son retour, après trois ans d'absence, sur le marché de la dette souveraine, en levant trois milliards d'euros d'obligations à un taux d'emprunt plus bas que celui contracté lors d'une opération similaire en 2014. Puis en novembre 2017, un nouvel excédent primaire s'accompagne de l'annonce de la part du premier ministre qui annonce la redistribution de 1,4 milliards d'euros aux retraités et ménages les plus modestes, via des aides et des subventions permettant de contourner les réformes exigées par la Troïka. En janvier 2018, le Parlement adopte deux mesures controversées : la restriction du droit de grève via l'exigence d'une approbation par la moitié des cotisants d'un syndicat pour décider d'une grève dans une entreprise contre un tiers auparavant, et la vente aux enchères par Internet des biens immobiliers saisis pour insolvabilité. Ces réformes permettent de débloquer un nouveau prêt de 4,5 milliards d'euros.

Le 17 avril, Alexis Tsipras, s'appuyant sur l'amélioration de la situation économique du pays, annonce la fin de la tutelle de la Grèce par la Troïka en août 2018. Cette annonce est faite depuis un lieu symbolique, Kastellorizo, île sur laquelle Georges Papandréou, alors Premier ministre, avait révélé en avril 2010 l'insolvabilité de la Grèce et la nécessité de demander au FMI et aux institutions européennes de lui venir en aide pour éviter le défaut de paiement. Le Parlement

devra au préalable approuver de nouvelles privatisations dans le secteur de l'énergie, mais cette annonce tombe à point nommé dans la mesure où la législature en cours doit expirer en octobre 2019. Les sondages d'intentions de vote sont en effet peu flatteurs pour Syriza, créditée de 22,6 % des suffrages dans une enquête de l'institut Kapa Research datée du 3 avril 2018, contre 28,4 % pour la Nouvelle démocratie.

La déception des électeurs de gauche est en partie captée par le Parti communiste KKE, crédité de 8,3 % des intentions de vote, et par une nouvelle formation, le Mouvement pour le changement, résultant de la fusion du PASOK et de plusieurs petits partis de centre-gauche dont Dimar et To Potami, créditée de 10,3 % des intentions de vote. Les dissidents de Syriza, divisés entre l'Unité populaire de Panagiotis Lafazanis et le nouveau parti de Zoé Konstantopoulou, ne serait toujours pas en mesure d'obtenir des élus. Une enquête de l'institut Metron Analysis datée du 21 avril 2018 crédite quant à elle Syriza de 23,3 % des intentions de vote, contre 36,3 % pour la Nouvelle démocratie. En tablant sur l'amélioration de la situation économique et le vote probable de nouvelles mesures sociales en faveur des plus démunis, Alexis Tsipras tentera d'éviter une défaite cuisante après seulement une législature passée au pouvoir.

## **2. Organisation**

### ***2.1 - Fonctionnement interne***

Syriza a connu deux étapes importantes dans son développement qui ont profondément influencé les choix de ses membres en matière de structuration et d'organisation interne. Jusqu'en 2012, Syriza est pour l'essentiel une organisation parapluie, une fédération de plusieurs composantes, jusqu'à treize en 2012. Ce rassemblement large avait deux objectifs : pallier à l'affaiblissement de sa principale composante, Synaspismos, après le départ de nombreux membres de sa fraction modérée pro-européenne en 2000, et chercher à maximiser autant que possible un potentiel électoral en incorporant des organisations capables de toucher des publics différents<sup>267</sup>. Syriza se dote notamment d'une organisation de jeunesse très active dans les milieux étudiants, qui lui permet de former de nouveaux cadres dirigeants. Syriza, en

---

<sup>267</sup> Lamprini Rori, « De la contestation au pouvoir, les ressorts de l'ascension électorale de Syriza », *op.cit.*, p. 66

tant que coalition, promeut l'expression de point de vue divers en interne, et la liberté d'adhésion et de parole de ses organisations-membres. C'est à la fois une force, ce cadre ouvert et pluraliste permettant de recruter largement, et une faiblesse, le manque de cohérence et de cohésion alimentant les divisions et les querelles intestines. La scission des « modernisateurs » de Syriza, partis fonder la Gauche démocrate (Dimar) en 2010, en est une illustration. Il est intéressant de noter qu'avec le départ des fractions modérées en 2000 puis en 2010, Synaspismos puis Syriza tendent à s'ancrer dans la radicalité. La coalition accueille nombre de petites organisations à l'orthodoxie communiste affirmée, se revendiquant du marxisme-léninisme, du maoïsme ou du trotskysme. Mais elle ouvre aussi ses portes aux écologistes jugeant Les Verts grecs trop modérés, ainsi qu'à des formations souverainistes de gauche ou de dissidents du PASOK<sup>268</sup>.

Ce mode de fonctionnement restera inchangé jusqu'en 2012 et comporte quelques contradictions. Le manque de structuration de l'alliance a pu être une force, l'image d'organisation pluraliste ouverte à la diversité des points de vue permettant de « ratisser large » en termes d'adhérents et surtout de militants. Mais il a aussi constitué une faiblesse, ralentissant la stratégie d'implantation de Syriza dans des secteurs-clés de la société comme les syndicats, où l'influence du KKE et du PASOK, ses concurrents à gauche, n'est pas ou peu contestée<sup>269</sup>. Surtout, il a limité les capacités d'organisation à la base et l'enracinement à l'échelon local : Syriza en tant que coalition promouvait un mode de fonctionnement pyramidal peu innovant. L'alliance des mouvements constitutifs de la coalition est surtout une alliance des dirigeants desdits mouvements et partis, parmi lesquels Synaspismos occupe une place prépondérante. *De facto*, les décisions importantes quant aux propositions et aux stratégies mises en œuvre par Syriza sont négociées par les dirigeants sans réelle implication

---

<sup>268</sup> Citons pêle-mêle, parmi les plus orthodoxes, le Groupe politique anticapitaliste (trotskyste), la Gauche des travailleurs internationaliste (DEA, trotskyste), le Mouvement pour l'unité de l'action de la gauche (KEDA, marxiste-léniniste), l'Organisation communiste de Grèce (maoïste), RED (trotskyste) et Xekinima (trotskyste). Mais on recense aussi des féministes (ROZA), des écologistes (Grecs éco-socialistes, AKOA) ou des souverainistes de gauche (Citoyens actifs, Radicaux). En 2007, Syriza obtient le ralliement du Mouvement démocratique social (DIKKI), scission souverainiste et eurosceptique du PASOK, qui a participé sous ses propres couleurs aux élections législatives de 1996, 2000 et 2004, obtenant entre 1,8 % et 4,4 % des suffrages exprimés. Ref : Yiannos Katsourides, *op.cit.*, pp. 56-57

<sup>269</sup> Donatella della Porta, Joseba Fernandez, Hara Kouki, Lorenzo Mosco, *op.cit.*, pp. 70-71

des adhérents, et se résument bien souvent à transposer au niveau de Syriza les décisions prises au sein de Synaspismos<sup>270</sup>.

En 2012, la montée en puissance aussi soudaine qu'inattendue de Syriza incite à de profonds changements organisationnels. Ces changements sont essentiellement guidés par des contraintes externes, dont la principale est le mode de scrutin grec, qui octroie une prime de cinquante sièges à la liste arrivée en tête uniquement si celle-ci est composée d'un seul parti, et non pas d'un regroupement de partis. Le mode de scrutin a ainsi agi comme un *external stimulus* tel que décrit par Robert Harmel et Kenneth Janda, qui a conduit Syriza à revoir son objectif primaire : cet objectif n'est plus de fédérer le plus possible pour maximiser le potentiel électoral du parti, mais de permettre au parti de prendre la tête du gouvernement. Pour cette raison, dès les élections législatives anticipées de juin 2012, Syriza se constitue en parti politique à part entière, de façon purement technique, pour tenter de décrocher cette « prime majoritaire ». L'objectif ne sera pas atteint, mais le passage de la coalition au parti unifié reste à l'ordre du jour et doit être formalisé.

Du 10 au 14 juillet 2013, Syriza tient donc un congrès fondateur qui dote le nouveau parti d'un mode de fonctionnement interne très classique<sup>271</sup> (figure 3). A la base, le parti est organisé en **branches locales** décrites par ses statuts comme « *entièrement souveraines* » et « *autonomes* », libres de désigner des candidats aux élections locales à l'exception des élections municipales pour les grands centres urbains et des élections régionales. Tous les deux ans, ces branches locales désignent des représentants à des **congrès de districts régionaux**, qui élisent des **comités régionaux**. Ces derniers, actifs à l'échelle des Périphéries - les « régions » grecques - ont pour tâche essentielle de coordonner les activités locales et nationales. Ils procèdent également à la sélection des candidats aux élections législatives, sur proposition des branches locales de leur juridiction<sup>272</sup>. Les branches locales procèdent aussi à la désignation de délégués au congrès de Syriza, soit environ 3.500 personnes. Le congrès élit le **président** du parti, une

---

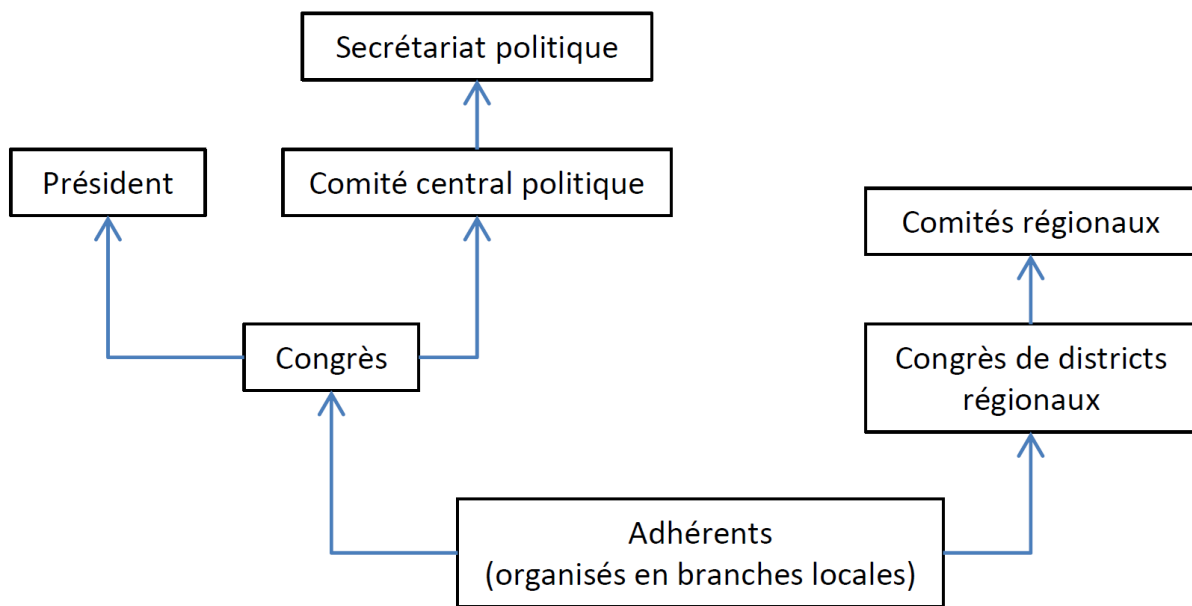
<sup>270</sup> Myrto Tsakatika, Costas Eleftheriou, « The Radical Left's Turn towards Civil Society in Greece: One Strategy, Two Paths », *South European Society and Politics*, 2013, 18:1, pp. 10-11

<sup>271</sup> Donatella della Porta, Joseba Fernandez, Hara Kouki, Lorenzo Mosco, *op.cit.*, pp. 71-72

<sup>272</sup> Le Comité central a la possibilité d'amender ces listes sous réserve d'avis favorable d'au moins 60 % de ses membres, cf. Manina Kakepaki, « New actors, old practices? Candidate selection and recruitment patterns in Greece », in. Xavier Collier, Guillermo Cordero, Antonio M. Jaime-Castillo (eds), *The selection of politicians in times of crisis*, Routledge, New York, 2018.

instance chargée de gérer ses finances et le **Comité central politique**, composé d'environ 200 membres élus à la représentation proportionnelle. Le Comité central désigne un **Secrétariat politique** dont la composition ne peut excéder neuf membres, ainsi que des commissions thématiques ayant vocation à travailler des aspects particuliers du programme du parti, qui peuvent être ouvertes à des personnes non-membres de Syriza. Les statuts prévoient un mécanisme de référendum interne sur les sujets les plus importants. Enfin une organisation de jeunesse largement autonome est mise en place, dans la lignée de celle de Synaspismos.

*Figure 3 - Schéma de l'organisation interne de Syriza (les flèches dénotent un rapport électif)*



Le droit de tendance, héritage de Synaspismos, est encouragé et les anciennes organisations coalisées se répartissent dès le congrès fondateur dans deux courants internes : la majorité, essentiellement issue de Synaspismos et qui soutient Alexis Tsipras et adhère à sa stratégie ; et la Plateforme de gauche, qui regroupe l'essentiel des membres de petites organisations trotskystes et maoïstes mais aussi d'anciens membres de l'aile gauche de Synaspismos, dont de nombreux syndicalistes issus du courant réformateur du KKE. Si le fractionnalisme n'est plus à l'ordre du jour, l'expression de sensibilités différentes reste bien ancrée. Alexis Tsipras ne se voit opposer aucun concurrent sérieux pour la présidence du parti, qu'il remporte avec plus de 74 % des voix des congressistes. L'élection du comité central est plus disputée : la majorité obtient 68 % des voix et 135 sièges, tandis que la Plateforme de gauche obtient 30 % et 60 sièges (tableau 18). Syriza se construit donc avec une aile gauche représentant environ un

tiers du parti, très critique à l'égard de la stratégie d'Alexis Tsipras et qui n'hésite pas à parler ouvertement de sortie de la Grèce de la zone euro, voire de l'Union européenne si la renégociation de la dette grecque échoue.

**Tableau 18 - Résultat du vote sur les motions au congrès fondateur de Syriza**

Textes	Nombre de votes de délégués	% des suffrages exprimés	Nombre d'élus au Comité central
Liste unifiée (majorité)	2.294	67,6	135
Plateforme de gauche	1.024	30,2	60
Autres	76	2,2	5
<b>Totaux</b>	<b>3.394</b>	<b>100</b>	<b>200</b>

Source : Syriza

Cette division fera long feu, les animateurs de la Plateforme de gauche quittant Syriza pour fonder Unité populaire en août 2015. Dès lors, ce qui était jusqu'alors une réalité en pratique devient une réalité de fait : Syriza est le parti politique d'un homme, Alexis Tsipras. De 2008, année où il a pris la tête de Synaspismos, à 2015, année de son accession au poste de Premier ministre, Alexis Tsipras a résisté à tous ses adversaires à l'intérieur de Synaspismos puis de Syriza, les contraignant à chaque fois à l'*exit* puis jugulant facilement la concurrence de leurs partis dissidents. Débarrassé successivement de son aile droite et de son aile gauche, Alexis Tsipras a fait le vide autour de lui. Au Parlement, le groupe parlementaire de Syriza ne connaît plus aucune défection et le gouvernement jouit d'une stabilité enviable. On identifie ici aisément des « scissions structurantes » telles que les a conceptualisées Benoît Rihoux en étudiant les partis écologistes : elles ont affecté profondément le parti dans sa manière de fonctionner, le faisant passer d'une organisation peu structurée ouverte au fractionnalisme à un parti politique structuré et centralisé, dominé par la figure du chef.

Pour reprendre le schéma d'analyse des fractions à l'intérieur du parti de Giovanni Sartori<sup>273</sup>, Alexis Tsipras a su imposer sa « fraction personnaliste, servant et suivant les fortunes d'un patron incontesté » face à diverses « fractions coalitionnelles » promouvant une direction plus collégiale. Dans cette lutte pour le contrôle de l'appareil, il a pu compter, en particulier à partir de 2012, sur des « groupes de soutien, fractions promptes à prendre le train en marche, désireuses de s'associer au vainqueur et satisfaites de paiements latéraux » pour faire face à des « groupes politiques, fractions cherchant à gouverner et à imposer une politique ». C'était

<sup>273</sup> Giovanni Sartori, *Partis et systèmes de partis, un cadre d'analyse, op.cit.*, pp. 130-131

particulièrement vrai de la Plateforme de gauche qui a tenté de prendre la majorité dans le parti pour imposer sa ligne d'intransigeance sur la renégociation de la dette souveraine de la Grèce laissant la porte ouverte à une rupture avec l'Union européenne. Ca l'était moins pour les différences fractions représentant l'aile droite de Synaspismos puis de Syriza, qui étaient plus des groupes de véto, dont l'objectif principal est de faire obstruction, en l'espèce à l'affirmation d'une radicalité en matière de politique économique et de rapport à l'intégration européenne.

Au départ coalition pluraliste, Syriza s'est peu à peu mué en parti au fonctionnement traditionnel de type pyramidal autour de la figure tutélaire du leader charismatique. Avant-même la victoire électorale de 2015, les dirigeants du parti ont institué *de facto* leur autonomisation à l'égard de la base des adhérents, les orientations programmatiques étant définies en haut-lieu avec l'appui de spécialistes reconnus puis validées à postériori par les adhérents et les diverses instances délibératives du parti. Ces pratiques ont généré des frustrations chez les nouveaux adhérents, venus chercher quelque chose d'innovant et se retrouvant aux prises avec une structure partisane qui ne leur accorde que peu d'espace d'intervention et de participation à la décision<sup>274</sup>. En dépit de ces frustrations, aucune nouvelle dissension interne n'émerge réellement<sup>275</sup> et lors du deuxième congrès du parti en 2016, Alexis Tsipras est réélu président de Syriza avec plus de 93 % des suffrages des quelques 2700 délégués présents, sans candidat face à lui.

## 2.2 – Adhérents

En 2009, Synaspismos compte 16.124 adhérents<sup>276</sup>. Environ 3.000 d'entre eux quitteront le parti l'année suivante dans le cadre de la scission de la minorité modérée, partie fonder le parti

---

<sup>274</sup> Donatella della Porta, Joseba Fernandez, Hara Kouki, Lorenzo Mosco, *op.cit.*, pp. 73-74

<sup>275</sup> Un « groupe des 53 » se détache de la majorité pour émettre un discours critique sur les reniements du gouvernement Tsipras, mais son écho à l'intérieur de Syriza reste limité et il ne parvient à se structurer en fraction interne comme l'avait fait en son temps la « Plateforme de gauche ».

<sup>276</sup> Chiffre tiré des résultats de l'élection des membres de la Commission électorale de Synaspimos lors du congrès de 2009 <<http://www.syn.gr/downloads/20090310.pdf>>

Gauche démocrate (DIMAR)<sup>277</sup>. Le parti comptait 22.791 adhérents lors de sa fondation en 1992, un chiffre qui ne cessera de décroître par la suite<sup>278</sup>.

Depuis le congrès de 2013 qui fonde Syriza comme parti politique unifié, toute personne « vivant en Grèce » et âgée de 16 ans ou plus peut adhérer au parti. Fin 2012, le nouveau parti rassemble environ 35.000 adhérents, ce qui est très peu pour un parti pesant plus du quart des suffrages exprimés aux élections législatives et ayant accédé au statut de première force d'opposition : à titre de comparaison, les socialistes du PASOK comptaient encore 150.000 adhérents en 2009, année de leur dernière victoire électorale<sup>279</sup>.

Syriza revendique 30.000 adhérents lors de son congrès de 2017. Cela reste très faible, et peut être apprécié de diverses manières : d'un côté, cette baisse légère par rapport à 2013 signale une certaine solidité de la base militant du parti, malgré les déceptions suscitées par la politique du gouvernement Tsipras et le départ des militants de l'ancienne fraction « Plateforme de gauche ». De l'autre, on peut plutôt en déduire que l'arrivée au pouvoir de Syriza n'a pas suscité d'intérêt massif de la part des grecs qui n'ont pas investi le parti, y compris pour y quérir des postes à responsabilité.

### **2.3 – Alliances européennes**

Synaspismos fait partie des membres fondateurs du Parti de la gauche européenne (PGE). Le parti a même accueilli le congrès fondateur du PGE en octobre 2005. Il rejoint aussi la Gauche anticapitaliste européenne (GACE) en tant que membre observateur. Au moins au niveau international, Synaspimos avait donc su tisser des liens aussi bien avec la gauche radicale institutionnelle du PGE, essentiellement issue du mouvement communiste traditionnel, qu'avec l'extrême-gauche mouvementiste de la GACE. Cette double adhésion n'a rien d'exclusif à Synaspismos, le Bloc de gauche portugais et la Liste de l'unité danoise l'ayant également mise en pratique. Pour les élections européennes de 2014, le PGE désigne Alexis Tsipras comme son candidat à la présidence de la Commission européenne, un accord de bons procédés qui permet à chacun de gagner en notoriété.

---

<sup>277</sup> Michalis Spourdalakis, *op.cit.*, p. 104.

<sup>278</sup> Yiannos Katsourides, *op.cit.*, p. 55.

<sup>279</sup> Lamprini Rori, « L'ambition sans remords : SYRIZA et l'exercice du pouvoir », *op.cit.*, p. 93.



Au Parlement européen, Synaspismos puis Syriza siègent dans le groupe Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique (GUE/NGL). Leurs députés européens y côtoieront jusqu'en 2014 les élus du KKE, en dépit des relations orageuses entre les deux partis. C'est d'ailleurs la volonté de mettre fin à cette cohabitation qui conduit le KKE à quitter le groupe à l'issue des élections européennes de 2014. Deux des six députés européens de Syriza quitteront le parti au cours la mandature 2014-2019 mais resteront membres du groupe parlementaire.

### 3. Positionnements au sein du système partisan

Synaspismos en tant que parti politique s'est construit dans l'adversité à l'égard du KKE, le Parti communiste grec. Ce conflit s'inscrit dans la continuité du conflit animant les deux branches du communisme grec depuis 1968, entre le courant orthodoxe, fidèle aux orientations de l'Union soviétique, incarné par le KKE, et le courant réformateur, ouvert aux évolutions doctrinales et critiques à l'égard de l'Union soviétique, incarné par le Parti communiste de l'intérieur (rebaptisé Gauche hellénique en 1986). De 1989 à 1991, sous l'égide de la Perestroïka, les deux partis créent Synaspismos comme une alliance électorale ambitionnant de supplanter les socialistes en tant que principale force de gauche, objectif qui ne sera pas atteint. Le départ du KKE de Synaspismos entraîne une scission de son aile réformatrice, représentant un peu moins de la moitié du parti, qui part gonfler les rangs d'un Synaspismos qui se transforme en parti politique. Depuis lors, les rapports entre le KKE et Synaspismos puis Syriza sont exécrables. L'affirmation du caractère profondément orthodoxe du KKE sur le plan idéologique ne permettra n'arrange pas la situation, même plusieurs années après. Quant Syriza arrive au pouvoir en janvier 2015, Eliseos Vagenas, membre du Comité central du KKE, déclare : « *La ligne stratégique du programme de Syriza est au service des intérêts des groupes d'affaires, la stratégie de l'UE [...] Syriza est le nouveau pôle de la social-démocratie en Grèce et il s'intéresse à la gestion du pouvoir bourgeois, avec un "visage de gauche". Le KKE est un parti de la classe ouvrière qui cherche le renversement de la barbarie capitaliste et la construction d'une autre société socialiste-communiste* »<sup>280</sup>.

---

<sup>280</sup> « SYRIZA un nouveau pôle de la social-démocratie en Grèce », Interview d'Eliseos Vagenas, membre du Comité central du KKE et responsable de la section des relations internationales du CC au "Jornal de Negócios" portugais, version francophone du site Internet du KKE, <<http://fr.kke.gr/fr/articles/SYRIZA-un-nouveau-pole-de-la-social-democratie-en-Grece/>>.

Ce rapport conflictuel entre deux composantes rivales de la gauche radicale partisane n'est pas sans lien avec le caractère très spécifique du KKE. Le Parti communiste grec est l'un des tous derniers partis communistes d'Europe à conserver une audience significative, avec des députés, des députés européens, des élus locaux dont plusieurs dizaines de maires, tout en assumant une idéologie stalinienne sans ambiguïté. Même 18 ans après la chute du bloc soviétique, le KKE continue d'affirmer sa fidélité à Staline : lors de son 18<sup>ème</sup> congrès en 2009, il attribue l'échec de l'URSS à « l'opportunisme » de l'ère post-Staline et affirme « rejeter résolument les points de vue bourgeois et opportunistes décrivant un 'fascisme rouge' ou un 'totalitarisme' durant la période Staline »<sup>281</sup>. Au niveau des symboles, il continue à arborer le marteau et la faucille sur son matériel de propagande et ses références à Lénine sont nombreuses. En pratique, le KKE entretient sa propre marginalité à l'intérieur du système partisan grec, refusant tout type d'alliance avec qui que ce soit à tous les niveaux, présentant ses propres listes dès qu'il en a l'opportunité. Autant de facteurs qui facilitent une classification du KKE à l'extrême-gauche du système partisan grec, et ce à tous points de vue. Cette quasi « fossilisation » contraste de manière surprenante avec les résultats électoraux du KKE : même au plus fort de la popularité de son concurrent le plus direct, Syriza, il parvient à maintenir sans difficulté son groupe parlementaire. Son enracinement dans une partie de la société grecque est réel, grâce à des réseaux associatifs solides, une forte présence de sa centrale syndicale, la PAME, et un maillage d'élus locaux soigneusement entretenu au fil des décennies. Les pas-de-côté du gouvernement Tsipras légitiment en outre la légitimité de ses critiques et ne sont probablement pas sans liens avec son ascension dans les intentions de vote depuis 2016. La concurrence entre le KKE et Syriza semble donc bien partie pour durer.

Les rapports avec les socialistes du PASOK ont suivi un parcours plus tortueux. En 1990, Synaspismos, qui incorporait encore le KKE, constitue des listes communes avec le PASOK dans sept circonscriptions pour les élections législatives, et dans de nombreuses villes pour les élections municipales qui se tiennent le même jour. La formation d'une coalition gouvernementale était à l'ordre du jour, mais la victoire de la Nouvelle Démocratie aux législatives ne permettra pas à cette idée de se concrétiser. Cette alliance n'est pas reconduite pour les élections législatives de 1993, pour lesquelles Synaspismos présente ses propres listes

---

<sup>281</sup> Luke March, *Radical left parties in Europe, op.cit.*, p. 53

sans succès, n'obtenant aucun député. En 1994, Nicos Constantopoulos prend la tête du parti et contribue à l'ancrer dans la radicalité : le congrès de 1996 condamne toute coopération avec le PASOK. Plus aucune alliance ne sera négociée au niveau national, mais localement les listes communes restent courantes, en particulier pour les élections municipales. L'affaiblissement progressif des modérés, favorables à la coopération avec le PASOK, contribuera à confirmer cette orientation. Lorsque Synaspismos s'implique dans Syriza à partir 2004, plus aucune liste commune n'est constituée avec le PASOK pour les élections régionales et des principales municipalités. A partir de 2009 et de l'accession au pouvoir du socialiste George Papandreou, les rapports entre le PASOK et Syriza deviennent exécrables, les premiers acceptant des plans d'austérité drastiques vilipendés par les seconds. Le nouveau clivage pro/anti-mémorandums divisera ensuite profondément les deux partis, y compris lorsqu'Alexis Tsipras, devenu Premier ministre, acceptera finalement de se plier aux exigences de la Troïka.

Les rapports avec la droite sont très originaux pour un parti de la gauche radicale. En juin 1989, Synaspismos, qui était alors une alliance électorale entre le KKE et la Gauche hellénique, décide de former une coalition avec la Nouvelle démocratie sous l'égide du Premier ministre Tzannis Tzannetakis, afin de permettre la levée de l'immunité du Premier ministre socialiste en poste jusqu'alors, Andreas Papandreou, ainsi que de plusieurs de ses ministres, accusés de détournements de fonds publics. Le gouvernement ne reste en place que le temps de permettre à la justice d'engager les procédures requises et démissionne le 12 octobre 1989. Les élections du mois de suivant débouchent sur un Parlement sans majorité : un gouvernement d'union nationale intérimaire ND-PASOK-Synaspismos est formé pour permettre l'élection d'un nouveau président de la République par le Parlement au mois de mars 1990. De nouvelles élections législatives ont ensuite lieu le 8 avril 1990 et cette fois, la Nouvelle démocratie obtient la majorité absolue des sièges et peut constituer un gouvernement seule.

Il n'y aura pas d'autres alliances, ni électorales ni gouvernementales, entre la gauche radicale et la Nouvelle démocratie. En revanche, en janvier 2015, lorsque Syriza manque de 3 sièges d'obtenir la majorité absolue au Parlement, Alexis Tsipras choisit de former son gouvernement de coalition avec les Grecs indépendants (ANEL). L'ANEL est une scission de la Nouvelle démocratie, intervenue en février 2012, deux mois avant les élections législatives. Ce parti défend un projet conservateur sur les questions de libertés individuelles et d'évolution des

mœurs, hostile à l'immigration et fortement empreint de nationalisme. Son alliance avec une Syriza progressiste, internationaliste, ouverte au multiculturalisme a pu donc paraître contre-nature. Mais les deux partis partageaient pourtant des orientations communes sur la question de l'austérité et des mémorandums : Syriza comme l'ANEL plaidaient avant leur arrivée au pouvoir pour une annulation partielle de la dette souveraine de la Grèce, jugée illégitime, pour la réclamation de réparations de guerre à l'Allemagne suite à l'invasion et à l'occupation de la Grèce par l'armée allemande durant la Seconde guerre mondiale, et pour une renégociations des mémorandums avec les créanciers, l'ANEL demandant même la révocation des deux premiers memoranda. Le gouvernement Syriza-ANEL s'est donc constitué autour d'une question politique bien particulière, structurant profondément le débat politique en Grèce depuis 2009. Il est intéressant de noter qu'en dépit de leurs revendications initiales communes, l'ANEL est resté fidèle à Syriza lorsqu'Alexis Tsipras a finalement accepté la plupart des exigences des créanciers pour signer le troisième mémorandum, impliquant le vote de nouvelles mesures d'austérité budgétaire particulièrement sévères. Cette alliance exceptionnelle bâtie autour d'un clivage conjoncturel ne sera certainement plus à l'ordre du jour lorsque la Grèce sera libérée de la tutelle de la Troïka.

Concernant les autres partis politiques grecs, Syriza a constitué quelques listes communes avec la Dimar (Gauche démocrate) et les « Verts écologistes »<sup>282</sup> lors des élections locales de 2010. Les rapports deviendront ensuite plus tendus avec la Dimar, du fait de la participation de ce parti au gouvernement du conservateur Antonis Samaras en 2012-2013, mais les liens se renforcent avec les Verts. Ces derniers décident de ne pas présenter de listes concurrentes à celles de Syriza pour les élections législatives de janvier 2015. En contrepartie, des candidats du parti figurent sur la liste de Syriza<sup>283</sup>, permettant aux Verts d'obtenir un siège de député, le premier de leur histoire, et de participer au gouvernement avec un secrétariat d'Etat à

---

<sup>282</sup> Fondé en 2002, le parti des Verts écologistes (*Oikologoi Prasinoi*) est membre des Verts globaux et du Parti vert européen. Il se présente aux élections législatives dès 2007, obtenant notamment 2,5 % aux législatives de 2009 et 2,9 % à celles de mai 2012, échouant donc à atteindre le seuil d'éligibilité de 3 %. Sa meilleure performance électorale sont les élections européennes de 2009, au cours desquelles le parti obtient 3,5 % des suffrages exprimés et un siège de député européen (groupe Verts/ALE).

<sup>283</sup> Il n'y a pas eu de coalition électorale formelle entre Syriza et Les Verts afin de contourner la loi électorale, qui empêche les listes de coalition de plusieurs partis de bénéficier de la prime majoritaire de 50 députés en cas de victoire.

l'environnement et à l'énergie. L'alliance est reconduite en septembre 2015, et Les Verts obtiennent cette fois-ci deux sièges de députés.

#### 4. Orientations programmatiques

Il y a deux périodes qui distinguent le programme porté par Syriza. Avant 2012, la coalition n'a pas de programme à proprement parler et de se contente de présenter des plateformes politiques, qui pour l'essentiel reprennent des revendications de Synaspismos. Les désaccords restent nombreux et font l'objet de débats internes mais aussi tenus en public, notamment via l'organisation de conférences. Synaspismos n'a jamais vraiment non plus élaboré de ligne idéologique clairement délimitée ni de programme de gouvernement structuré, le parti se définissant lui-même comme un parti de gauche « pluraliste » se référant sans plus de détails au « socialisme démocratique » et en appelant aux « hommes et femmes du monde du travail et de la culture, aux jeunes et aux exclus »<sup>284</sup>. Toutefois, le tournant à gauche des années 2000 et la mise en minorité durable de la fraction pro-européenne amènent une certaine cohérence idéologique qui permet au parti d'accoucher d'un programme de 400 pages, qui fera l'objet d'une publication sous forme de livre. Adopté lors du congrès de 2009 de Synaspismos, ce livre, rédigé en collaboration avec des experts dans différents domaines, oppose une « société des besoins » à une « société du profit » et attaque durement les privatisations, prônant une « réappropriation de l'espace public »<sup>285</sup>.

A compter de 2012, à l'aune des élections législatives du mois de mai, Syriza décline un programme de gouvernement détaillé se focalisant sur les politiques d'austérité et les alternatives à leur opposer. Syriza focalise ses propositions en matière fiscale et économiques sur le rejet des politiques d'austérité présentées comme solution à la crise économique et financière. Le parti décrit la crise comme le résultat d'un système économique et social de capitalisme globalisé, qui s'entretient par le biais de la spéculation et de la recherche du profit. Les politiques d'austérité sont décrites comme mortifères, injustes et destructrices, exigeant de

---

<sup>284</sup> Yiannos Katsourides, *op.cit.*, p. 61

<sup>285</sup> Michalis Spourdalakis, « Left strategy in the Greek cauldron: explaining Syriza's success », in. *Socialist Register 2013: The Question of Strategy*, p. 104

la population de faire toujours plus de sacrifices sans que cela n'apporte de résultats par rapport à la situation économique.

Syriza propose un « Plan de reconstruction nationale » basé sur quatre « piliers » : résoudre la « crise humanitaire », redémarrer l'économie et promouvoir la « justice fiscale », recréer de l'emploi, transformer le régime politique pour le démocratiser. Ce plan est précisé lors de ce qui est désormais un célèbre discours prononcé par Alexis Tsipras à Thessalonique le 13 septembre 2014, baptisé « programme de Thessalonique ». Ce programme propose de remplacer le mémorandum par un Plan de reconstruction nationale revisité, décliné en quatre grands axes contenant des mesures « pour le redressement économique et social » : 1/ remédier à la crise humanitaire, 2/ relancer l'économie, 3/ adopter un plan national de lutte contre le chômage et d'amélioration de la situation du marché du travail, 4/ assurer le rétablissement institutionnel et démocratique du système politique. Le « programme de Thessalonique » se concentre essentiellement sur les réformes économiques et sociales à mettre en œuvre au niveau de la Grèce et sur les négociations à entreprendre avec l'Union européenne.

#### ***4.1 - Volet économique et social***

Syriza a forgé une partie de sa popularité sur son discours de contestation de la légitimité de la dette souveraine de la Grèce. Le programme de 2012 propose un audit de la dette et la renégociation des intérêts dus, ainsi que la suspension des paiements jusqu'à ce que l'économie ait redémarré, que la croissance soit revenue et que le chômage ait baissé. Le « programme de Thessalonique » avec lequel le parti a fait campagne en 2015 précise ces orientations, en proposant une « clause de croissance » pour le remboursement de la dette, avec un moratoire suspensif sur le paiement de la dette en attendant un retour à la croissance et le rachat des titres de dette publique par la Banque centrale européenne. Ce programme propose aussi des réformes du fonctionnement de certaines institutions européennes, comme la non-prise en compte des dépenses en investissements publics dans les limitations du pacte de stabilité et de croissance de l'Union européenne, un nouveau « New deal », correspondant à des projets d'investissements portés par la Banque européenne d'investissement. Enfin Syriza exige le remboursement du prêt imposé à la Grèce par les forces d'occupation nazies. Ces mesures ont un point commun : leur mise en œuvre ne dépend pas que du bon-vouloir

du gouvernement grec. Leur mise en œuvre a toujours été étroitement conditionnée par leur acceptation par les institutions de l'Union européenne. Alexis Tsipras comptait sur une victoire électorale de son parti pour établir un rapport de force lui donnant les coudées franches pour obtenir ces réformes.

Syriza portait aussi un ambitieux programme de réformes fiscales allant dans le sens d'une plus forte redistribution. Le « plan de reconstruction nationale » de 2012 proposait ainsi de mettre fortement à contribution les grecs les plus fortunés, en portant l'impôt sur le revenu à 75 % pour les ménages touchant plus de 500.000 euros et en instituant un impôt sur les fortunes excédant 1 million d'euros, tout en proposant d'accroître les taxes sur les grandes entreprises pour les amener à la moyenne européenne et d'instituer une taxe sur les transactions financières jusqu'à 45 % et une taxe spéciale sur les biens de luxe. Syriza entendait aussi abolir les privilèges fiscaux de l'Église orthodoxe grecque et de l'industrie de la construction navale et promettait de « combattre » le secret bancaire et l'évasion fiscale. Dans le programme de Thessalonique, le parti avance de nouvelles propositions en faveur des ménages modestes, proposant une réforme de la taxe foncière, avec une taxe spéciale sur la grande propriété, un taux progressif, un seuil d'exonération élevé et une exemption pour les résidences principales hors « propriétés de grand luxe ostentatoire ». Le programme de Thessalonique inclut également un projet de réforme de l'impôt sur le revenu, avec plus de tranches d'imposition pour une meilleure répartition et seuil de non-imposition ramené à 12.000€ par an, ainsi qu'une réduction des taxes sur les biens de première nécessité et sur les carburants servant au chauffage individuel. Le programme préconise aussi la mise en place de mesures de lutte contre la contrebande de carburant et de produits de consommation en équipant les douanes d'un vaste arsenal technologique, avec détecteurs moléculaires et rayons X, avec à la clé l'espoir d'abondantes recettes.

De nombreuses réformes sociales sont proposées dans le « plan de reconstruction nationale » de 2012. Syriza y propose de restaurer le salaire minimum au seuil de 750 euros par mois qui prévalait avant les coupes budgétaires, d'instaurer la gratuité de la restauration scolaire dans les écoles publiques et de rendre les soins gratuits pour les chômeurs, les sans-abris et les travailleurs pauvres et de mettre à disposition des sans-abris des bâtiments appartenant au gouvernement, aux banques ou au clergé. Le programme de Thessalonique y adjoint des

propositions à destination des grecs les plus vulnérable, parmi lesquelles le rétablissement du « treizième mois » de pension pour les retraités touchant moins de 700€ par mois, la gratuité des consommations d'électricité pour les 300.000 familles grecques vivant sous le seuil de pauvreté, ainsi que des coupons repas pour ces mêmes 300.000 familles via la mise en place d'épicerie sociales subventionnées dans le cadre d'un programme de subventions piloté par un organisme public en coordination avec les instances régionales, l'Eglise orthodoxe grecque et les associations.

Le programme de Thessalonique intervient sur d'autres sujets relatifs aux dépenses du quotidien, préconisant la gratuité intégrale des soins médicaux, la réduction des dépenses pharmaceutiques des patients allant jusqu'à la gratuité des médicaments pour certaines catégories sociales, la mise à disposition de 25.000 nouveaux logements avec loyers subventionnés via la réhabilitation d'anciens logements et hôtels abandonnés, et des abonnements à tarifs très réduits pour les chômeurs de longue durée et personnes vivant sous le seuil de pauvreté.

Le « plan de reconstruction nationale » inclut de nombreuses propositions relatives au marché du travail : limiter les contrats précaires et privilégier les contrats à durée indéterminée, étendre le droit du travail et les protections dont bénéficient les salariés aux travailleurs à temps partiel, accorder plus de moyens à l'inspection du travail et ajouter des critères pour l'octroi de marchés publics aux entreprises. Le programme de Thessalonique précise ces idées en proposant un « Programme spécial d'aide à la reprise d'emploi », avec pour objectif la création de 300.000 nouveaux emplois publics ou privés. Ce programme prévoit des subventions aux petites et moyennes entreprises pour l'embauche de salariés âgé de 15 à 24 ans et de chômeurs longue durée de plus de 35 ans, la création de partenariats public-privé pour la gestion des équipements ou opérations de service public, avec clause d'embauche de jeunes ou de chômeurs longue durée, et une aide financière à des projets d'auto-entrepreneuriat portés par des chômeurs. Le programme de Thessalonique préconise également l'extension de l'éligibilité au versement d'indemnités de chômage.

Les propositions incluses dans le « programme spécial d'aide à la reprise d'emploi » contredisent quelque peu les promesses de nationalisations du « plan de reconstruction nationale » de 2012 : notamment la nationalisation des entreprises autrefois publiques dans



des secteurs-clés de l'économie (chemin de fer, aéroports, services postaux, eau potable) et la nationalisation des hôpitaux privés, ainsi que l'élimination des participations privées dans le système national de santé. La proposition de recourir à des partenariats public-privé pour la gestion d'« opérations de service public » marque une inflexion majeure sur ce point, avec une conception plus sociale-démocrate que marxiste des rapports au secteur privé et à la propriété des services publics. La promesse de nationalisation des banques de 2012 est d'ailleurs clairement abandonnée dans le programme de Thessalonique, qui marque l'acceptation par Syriza du principe de la recapitalisation des banques privées. En contrepartie, promesse est faite de créer une banque publique de développement et des banques coopératives spécifiques, à destination notamment des petites et moyennes entreprises et des agriculteurs.

L'endettement des ménages n'est que sommairement abordé dans le plan de reconstruction nationale de 2012, proposant tout au plus de subventionner jusqu'à 30 % le remboursement des prêts des familles qui ne sont pas en capacité de s'acquitter de leurs dettes. Mais le programme de Thessalonique est beaucoup plus prolixe en la matière, l'actualité des dernières années ayant été rythmée par les expulsions locatives et les saisies de biens immobiliers. Syriza propose ainsi un programme d'aide aux particuliers ainsi qu'aux petites et moyennes entreprises endettées, via l'institution de comités spéciaux pour le règlement extrajudiciaire des litiges fiscaux, ainsi qu'un programme d'aides aux particuliers endettés auprès de la puissance publique ou de sociétés d'assurance, visant à étaler dans le temps le remboursement de leurs dettes en plafonnant les montants dus chaque année en fonction des niveaux de revenus du débiteur. Le programme de Thessalonique préconise également l'abandon ou la réduction drastique des poursuites judiciaires pour les ménages ou les entreprises régularisant leur situation au travers des comités spéciaux, ainsi que l'encadrement par l'Etat des saisies et de ventes aux enchères des résidences principales saisies pour non-recouvrement. Syriza propose enfin la création d'un organisme public chargé de la gestion de la dette privée, qui interviendrait en tant que gestionnaire de toute dette arrivée à échéance auprès d'une banque, ainsi que du contrôle des moyens de recouvrement accordés aux banques.

## *4.2 - Volet démocratie, libertés individuelles et environnement*

Synaspismos affirmait une orientation très volontaires sur les questions de société et d'évolution des mœurs, revendiquant notamment la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la mise en place de baptêmes et funérailles laïques, l'ouverture du droit au mariage pour les couples de même sexe et la dépénalisation des drogues douces, tout en rejetant la possibilité d'installation de caméras de vidéosurveillance dans les espaces publics, en prenant aussi activement position contre les violences policières et contre la justice d'exception en matière de terrorisme, en particulier de terrorisme anarchiste, très présent en Grèce.

A compter de 2012, Syriza abordera moins souvent ces questions. Le « plan de reconstruction nationale » présenté cette même année propose tout-de-même l'égalité salariale entre femmes et hommes, des réformes constitutionnelles pour garantir la séparation de l'Eglise et de l'Etat et la protection du droit à l'éducation, à la santé et à l'environnement, ainsi que la dépénalisation de la consommation de drogues pour mieux combattre les trafics, augmenter les moyens dédiés aux centres de désintoxication. Le sujet des violences policières demeure, avec une revendication d'interdiction pour les policiers de porter des masques et de faire usage d'armes à feu pendant les manifestations.

Concernant la question des migrants, sujet gagnant en importance dans le débat politique grec du fait de l'afflux de réfugiés moyens-orientaux désireux de se rendre en Allemagne ou en Grande-Bretagne, Syriza propose en 2012 la « démilitarisation » des gardes-côtes et des troupes spéciales anti-insurrectionnelles, de garantir les droits de l'homme dans les centres de détentions pour migrants et de faciliter le regroupement familial.

Sur le plan de la démocratisation des institutions, le « plan de reconstruction nationale » de 2012 se contente de demander l'abolition des privilèges des députés, l'abolition de la protection juridique spéciale pour les ministres et l'autorisation des tribunaux de traduire en justice les membres du gouvernement. Le programme de Thessalonique ira plus loin, proposant une nouvelle réforme de la décentralisation prévoyant, sans plus de précision, d'accorder d'avantage d'autonomie et de moyens financiers aux collectivités locales et la possibilité pour les régions de bénéficier de prêts à faibles taux d'intérêt et d'être soutenues par la future « banque de développement » via l'émission d'obligations.

Le programme de Thessalonique inclut quelques propositions classiques en matière de démocratie participative, proposant d'instituer l'initiative législative populaire, le veto populaire et le référendum d'initiative citoyenne. Sur la question des médias en réaction au scandale provoqué par la fermeture de la télévision publique, Syriza propose une réforme des médias audiovisuels voulus mieux surveillés et plus transparents, incluant la création d'une télévision publique via la reconstitution de l'ERT « en partant de zéro ».

Les thèmes de l'écologie et de la protection de l'environnement sont fréquemment évoqués par Synaspismos. Mais Syriza fait passer ces questions au second plan dans ses programmes de 2012 et 2014, se contentant de mentionner dans le premier un « soutien aux énergies renouvelables et à la défense de l'environnement ».

Le gouvernement d'Alexis Tsipras fera voter quelques réformes témoignant de la fidélité de Syriza à certains de ses engagements traditionnels sur les questions de mœurs et de libertés individuelles : attribution de la nationalité grecque aux immigrés de deuxième génération, unions civiles pour les couples de même sexe, réduction de la population carcérale. En revanche les rapports entre l'Etat et l'Eglise orthodoxe grecque ne seront que peu remis en question, les ministres les plus anticléricaux finissant par être limogés sous la pression du clergé<sup>286</sup>.

#### ***4.3 - Volet politique internationale et européenne***

Bien que Synaspimos ait apporté un soutien au Traité de Maastricht en 1992, le glissement critique à l'égard de l'intégration européenne se manifeste par la suite, avec une abstention sur le vote du Traité d'Amsterdam en 1999, puis une opposition au projet de Traité établissant une constitution pour l'Europe en 2005, moyennant des votes favorables de certains parlementaires de la minorité modérée. La formation de Syriza, qui amène Synaspismos à s'allier avec des partis farouchement eurosceptiques comme la KOE maoïste, facilitera l'affirmation de cette orientation critique à l'égard de l'Union européenne, appelant à une « Europe sociale ».

---

<sup>286</sup> Lamprini Rori, « L'ambition sans remords : SYRIZA et l'exercice du pouvoir », *op.cit.*, p. 110.

La mise sous tutelle de la Grèce par la Troïka en 2010 encouragera une nouvelle radicalisation du discours, certains membres de Syriza, minoritaires, en appelant même à une sortie de la Grèce de la zone euro, voire de l'Union européenne. Mais au fur et à mesure que le poids du parti s'accroît dans les urnes, ses positions eurosceptiques tendent à se modérer. Outre les exigences liées à la contestation de la légitimité de la dette, Syriza avance quelques propositions sur l'Europe et ses institutions. Dans le « plan de reconstruction nationale » de 2012, le parti souhaite rendre systématique l'organisation de référendums sur les traités et autres accords avec l'Union européenne. Il réclame également une modification du mode de fonctionnement de la Banque centrale européenne, sans plus de précision. Il précisera plus tard cette idée en proposant que la BCE rachète des titres de dette grecque. Dans le programme de Thessalonique, Syriza propose de recourir autant que fait se peut aux fonds structurels de l'Union européenne (FEDER, FSE et autres) pour financer des mesures de soutien à l'emploi.

Sur le front de la politique étrangère, en dépit de la longue tradition d'implication de Synaspismos et de Syriza auprès des mouvements altermondialistes, les propositions programmatiques concrètes restent évasives. En 2012 Syriza revendique le retrait des troupes grecques d'Afghanistan et des Balkans, qu'aucun soldat grec n'agisse en dehors des frontières de la Grèce, la fermeture de toutes les bases étrangères en Grèce et le désengagement de l'OTAN. On retrouve ici l'expression de la tradition pacifiste et antimilitariste développée par Synaspismos auparavant. Toutefois, lorsque Syriza arrive au pouvoir, Alexis Tsipras cède le ministère de la Défense à Panos Kammenos dans le cadre de son accord de coalition avec les Grecs indépendants. Les deux partis ne partageant pas les mêmes points de vue en matière de défense et de politique étrangère, et Kammenos ayant obtenu une certaine autonomie dans la gestion de son ministère, aucun des engagements de Syriza ne sera mis en œuvre.

Syriza propose en 2012 l'abolition de la coopération militaire avec Israël et le soutien à la création d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967, selon une revendication courante dans les rangs de la gauche radicale. Toutefois, l'exercice du pouvoir semble avoir fait rapidement évoluer le point de vue du parti sur la question, le gouvernement Tsipras signant dès l'été 2015 un pacte militaire avec Israël, incluant des entraînements conjoints des armées

des deux pays<sup>287</sup>. Le parti affirme aussi vouloir négocier un « accord stable » avec la Turquie au sujet des frontières et notamment de Chypre, sans plus de précisions.

## 5. Synthèse : de la coalition à la machine électorale centralisée

Syriza est un excellent exemple de parti contraint à des mutations partisanes du fait de pressions externes. La crise économique dramatique qui frappe la Grèce à partir de 2009 puis le vote de mesures d'austérité particulièrement sévères et la mise sous tutelle du pays par la Troïka CE-BCE-FMI ont eu des impacts inédits sur le système partisan, faisant voler en éclat le bipartisme traditionnel opposant sociaux-démocrates et conservateurs, avec à leurs marges quelques partis radicaux tenus à l'écart du pouvoir. Profitant de l'impopularité des politiques d'austérité, Syriza alimente un clivage conjoncturel mais néanmoins très fort autour de cette question, et prend dès mai 2012 le leadership des partis opposés à l'austérité et à la tutelle de la Troïka.

La percée électorale fulgurante de mai 2012 (de 4,6 à 16,8 %) agit comme un *stimulus* incitant Syriza à passer brutalement d'une forme organisationnelle à une autre totalement différente, en l'occurrence d'une coalition hétéroclite et pléthorique de fractions fédérées sur l'essentiel mais incitées à cultiver leurs différences à un parti politique unifié structuré de façon très traditionnelle. Et ce dans un unique but, dans un premier temps tout du moins : satisfaire aux exigences du mode de scrutin des élections législatives, qui ne permet à la liste arrivée en tête dans les urnes de ne décrocher la « prime majoritaire » de 50 députés que si elle n'est composée que d'un seul parti. En juin 2012, malgré une nouvelle percée de dix points, l'objectif n'est pas atteint, mais Syriza s'est largement imposé comme première force d'opposition, prétendant à l'exercice du pouvoir.

Le déploiement d'une stratégie de prise du pouvoir impulse une nouvelle mutation. Le parti se centralise autour de la figure du chef, en l'occurrence Alexis Tsipras. Syriza, autrefois coalition pluraliste, se confond peu à peu avec son leader. La mise en valeur de la fédération de sensibilités diverses cède la place à une stratégie discursive populiste et clivante : il n'est plus question de rassembler « la gauche », mais bien tous ceux qui sont opposés aux politiques

---

<sup>287</sup> « Pourquoi Syriza a-t-il signé un curieux pacte militaire avec Israël ? », Paul Conge pour *Marianne*, 7 août 2015, <<https://www.marianne.net/monde/pourquoi-syriza-t-il-signe-un-curieux-pacte-militaire-avec-israel>>

d'austérité quelque soient leurs sensibilités idéologiques initiales. La mutation est organisationnelle mais aussi idéologique : le parti se focalise sur les questions économiques et sociales et déploie un arsenal de propositions qui tiennent plus d'une « social-démocratie radicale » que d'un projet révolutionnaire<sup>288</sup>. Ces mutations aboutiront presque logiquement à l'alliance en apparence contre-nature avec les Grecs indépendants conservateurs et nationalistes pour former un gouvernement en 2015. La réalisation d'un projet éco-socialiste émancipateur cède la place à un programme d'« urgence sociale », de lutte contre les politiques d'austérité et de renégociation du remboursement de la dette lié à ces dernières avec les créanciers de la Grèce.

L'arrivée au pouvoir de Syriza avait suscité d'immenses espoirs dans la galaxie de la gauche radicale, en particulier au-delà des frontières de la Grèce, où le parti a longtemps servi de source d'inspiration et d'exemple<sup>289</sup>. La désillusion, lorsqu'Alexis Tsipras finira par se plier aux exigences des créanciers de la Grèce, n'en sera que plus dévastatrice, jetant le discrédit sur ses nombreux alliés partisans européens qui n'attendaient que sa réussite pour l'utiliser comme point d'appui à leur propre ascension de leurs pays respectifs. Le reniement de l'essentiel des engagements électoraux du parti scellera sa transformation en machine électorale au service d'un leader, devenu incontesté avec la scission de l'aile gauche du parti puis son éradication dans les urnes en septembre 2015.

En un temps record, moins de trois ans, Syriza s'est transformé profondément pour passer de la contestation à l'institutionnalisation. La stratégie déployée sous l'égide d'Alexis Tsipras, en dépit des divisions qu'elle a provoquées puis des déceptions qu'elle a suscitées, s'est révélée être redoutablement efficace, provoquant la marginalisation d'une social-démocratie autrefois toute-puissante et finalement son remplacement en tant que grand parti de gouvernement de la gauche. Syriza a accompli ce dont rêvent tous les partis de la gauche radicale européenne... Mais pour atteindre un résultat fort éloigné des ambitions transformatrices propres à ces

---

<sup>288</sup> Gerassimos Moschonas, « Le premier ministre grec Alexis Tsipras veut inventer la 'social-démocratie radicale' », *LeMonde.fr*, 29 janvier 2015, <[http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/01/29/le-premier-ministre-grec-alexis-tsipras-reste-le-leader-d-un-parti-demagogique\\_4566183\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/01/29/le-premier-ministre-grec-alexis-tsipras-reste-le-leader-d-un-parti-demagogique_4566183_3232.html)>

<sup>289</sup> L'exemple le plus abouti est sans doute la constitution en Italie de la liste « L'autre Europe avec Tsipras » pour les élections européennes de 2014, réalisant l'exploit de fédérer les principales composantes de la gauche radicale au sein d'une liste unique, permettant leur retour sur les bancs du Parlement européen. Une démonstration de l'effet catalyseur d'Alexis Tsipras à l'étranger et en particulier auprès de la gauche radicale.

partis. Les années qui suivront seront certainement le théâtre de nouvelles évolutions : Syriza va-t-il inscrire dans le marbre sa dé-radicalisation en se muant en parti progressiste modéré ouvert à de nouvelles alliances au centre ? Ou au contraire va-t-il profiter de l'amélioration de la situation économique de la Grèce et de la sortie du pays des mémorandums pour mettre en œuvre la généreuse politique redistributrice qu'il avait promis avant son arrivée au pouvoir, et ainsi renouer avec ses fondamentaux pour viser de nouveaux succès électoraux ? On le voit, les contraintes extérieures n'ont pas fini d'influencer l'évolution de ce parti.

## Chapitre 3 - Le Bloc de gauche portugais, de la coalition « post-matérialiste » à la lutte contre l'austérité européenne

Procédant au départ d'un rapprochement de plusieurs petits partis d'extrême-gauche, le Bloc de gauche (*Bloco de Esquerda*, BE) a rapidement su s'imposer comme un acteur important du système politique espagnol, associant une activité parlementaire intense à un travail d'implantation dans les mouvements sociaux. Au départ essentiellement concentré sur les revendications à caractère post-matérialiste issues des nouveaux mouvements sociaux, et en particulier sur la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse, il s'est ensuite plus affirmé sur les questions économiques et sociales et de politique européenne, au fur-et-à-mesure que la crise économique débutée en 2008 s'intensifiait et que des politiques d'austérité budgétaire et de réformes d'inspiration libérale étaient mises en œuvre. *Outsider* au sein d'une gauche longtemps dominée par le Parti communiste et le Parti socialiste, il a su accroître son poids dans les urnes et sa présence sur les bancs du Parlement, non sans endurer quelques difficultés, pour finalement devenir incontournable en 2015, en tant que soutien parlementaire indispensable à un gouvernement socialiste minoritaire.

### 1. Parcours historique

Historiquement, le communisme et ses différentes tendances – incluant les trotskystes et les maoïstes – sont bien implantés dans le Portugal démocratique post-1974, année du renversement du gouvernement militaire et autoritaire de l'*Estado Novo*. Les opposants au régime, essentiellement des militants de gauche, comportaient en leur sein d'importantes fractions communistes, dont la principale, le Parti communiste portugais (PCP), est particulièrement fidèle à Moscou<sup>290</sup>. Mais d'autres mouvements, plutôt ancrés à l'extrême-gauche, se revendiquaient plus volontiers du trotskysme et du maoïsme. Avec l'instauration de la démocratie, une foule de petits partis s'inscrivant dans ces mouvances se constituent et

---

<sup>290</sup> Carlos Cunha, « Few but Pure and Good Members are Preferred to a Mass Party – The Portuguese Communist Party's Continued Orthodoxy », in Uwe Backes, Patrick Moreau (dir.), *op.cit.*, pp. 193-214.



se présentent aux élections, généralement avec un succès modéré, le Parti socialiste (PS) et le PCP saturant l'espace à gauche de l'échiquier politique<sup>291</sup>.

L'effondrement du bloc soviétique au début des années 1990 contribuera à apaiser les tensions entre ces différentes chapelles en rendant inopérant l'opposition entre soutiens et détracteurs du régime stalinien. Mais c'est la campagne en faveur du « oui » lors du référendum de 1998 sur la dépénalisation de l'avortement qui sera l'élément déclencheur d'un rapprochement entre plusieurs organisations. Alors que le gouvernement socialiste d'António Guterres (1995-2002) est critiqué pour une action jugée trop modérée et que le PCP est resté quasiment inchangé aussi bien au niveau de ses idées et de ses discours que de son organisation interne<sup>292</sup>, l'idée de former une nouvelle force politique de gauche prend forme.

### ***1.1 - De la marginalité à la vie parlementaire (1999-2004)***

Le Bloc de gauche est fondé en mars 1999. Ambitionnant d'incarner une alternative au PS et au PCP en proposant une structure innovante, une plus grande proximité avec la société civile et un programme reprenant les revendications des nouveaux mouvements sociaux, le BE est créé à partir de la fusion de trois partis :

- **L'Union démocratique populaire (UDP)**, parti communiste fondé en décembre 1974 pendant la Révolution des œillets. Fédération de plusieurs petites organisations d'obédience marxiste-léniniste, l'UDP n'a jamais obtenu que des résultats faibles aux législatives, n'excédant jamais 2,2 % des suffrages exprimés. Des résultats suffisants, toutefois, pour lui permettre de décrocher des mandats de députés au début des années 1970 ;
- **Le Parti socialiste révolutionnaire (PSR)**, parti trotskyste fondé en 1979 et lié à la IV<sup>ème</sup> Internationale. Le PSR s'est présenté à toutes les élections législatives depuis sa fondation, obtenant un maximum de 1,1 % des suffrages exprimés ;

---

<sup>291</sup> Marco Lisi, « New politics in Portugal: the rise and success of the Left Bloc », *Pôle Sud* 2009/1 (n° 30, pp. 127-144), pp. 130-131.

<sup>292</sup> Carlos Jalali, Marco Lisi, « Quand le changement semble dangereux : l'évolution du Parti communiste portugais », in Jean-Michel De Waele, Daniel-Louis Seiler (dir.), *op.cit.*, pp. 198-222.

- **Política XXI**, une scission du Mouvement démocratique portugais (MDP) intervenue en 1994. Le MDP, fondé en 1969, était l'une des principales organisations de gauche de la Résistance au régime autoritaire de l'*Estado Novo*. Longtemps allié au PCP, des dissensions internes provoqueront son éclatement en deux partis, Política XXI d'un côté, et Intervention démocratique, qui reste alliée au PCP, de l'autre.

Ces trois formations politiques partageaient un point commun : leur prise de distances avec les expériences du « socialisme réel », donc avec l'héritage de l'Union soviétique, et donc leur défiance vis-à-vis du PCP, plus ambigu sur ces questions. Le BE est le premier parti parlementaire portugais à critiquer un modèle économique basé sur la croissance du PIB, mais aussi, et surtout, à porter résolument des revendications « post-matérialistes », en soutenant ouvertement la légalisation du cannabis, la dépénalisation des drogues dures, la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse, l'accueil des immigrés, la protection de l'environnement et l'ouverture du droit au mariage et à l'adoption pour les couples de même sexe. Cette particularité le distingue aussi bien du PS, encore très conservateur à la fin des années 1990 (c'est un ministre socialiste qui s'oppose à la légalisation de l'IVG en 1998), que du PCP, qui revendique encore son obédience à une orthodoxie idéologique marxiste-léniniste peu soucieuse de questions autres qu'économiques et sociales<sup>293</sup>.

Le nouveau parti, qui se revendique plus volontiers comme un « mouvement »<sup>294</sup>, ne se présente pas simplement comme une coalition de plusieurs partis préexistants : les adhésions directes, sans passer par l'un des partis fondateurs, sont rendues possibles et une structuration interne avec des instances composées de membres élus est mise en place. Dans un premier temps, les partis fondateurs gardent leur existence propre, puis disparaissent petit-à-petit : Política XXI et le PSR cessent d'exister en tant que parti en 2008 pour devenir des associations, et l'UDP avait suivi la même voie en 2005. Durant les huit premières années d'existence du BE, un accord tacite entre ses membres fondateurs prévoit que la direction nationale, composée de

---

<sup>293</sup> « L'expérience portugaise du 'Bloc de Gauche', entretien avec José Soeiro, membre de la direction nationale du 'Bloc' » par Pablo Seban, *Que Faire*, 15 septembre 2009, <<http://quefaire.lautre.net/L-experience-portugaise-du-Bloc-de>>

<sup>294</sup> Tel qu'exprimé dans le document fondateur *Novos tempos, nova esquerda*. Bien que les dirigeants du BE considèrent que le terme de parti ne soit pas adapté pour représenter les aspirations de leurs électeurs, le BE est légalement parlant un parti politique, un pré requis pour participer aux élections en vertu de la loi électorale.

80 membres élus en congrès, soit composée pour moitié d'adhérents directs, et pour l'autre moitié d'adhérents des trois partis fondateurs, à raison d'un tiers par parti<sup>295</sup>. Francisco Louçã, membre du PSR, est désigné comme coordinateur du BE, une tâche qu'il assumera jusqu'en 2012, conduisant le parti à toutes les élections législatives organisées entre 1999 et 2012.

Les fondateurs du Bloc de gauche s'accordent aussi rapidement sur un objectif : celui de maximiser les votes en faveur du nouveau parti pour lui permettre de jouer un rôle dans le système politique portugais. Francisco Louçã déclare ainsi que « *le principal était de rejeter l'idée que le Bloc ne serait qu'un aggiornamento de l'extrême gauche et, au contraire, d'en faire une force politique qui postule au rôle dirigeant à gauche* »<sup>296</sup>.

Le BE se présente pour la première fois aux élections européennes de juin 1999. Sa liste obtient 1,8 % des suffrages exprimés, résultat insuffisant pour obtenir un siège. Il se présente ensuite aux élections législatives qui ont lieu la même année au mois d'octobre, et progresse à 2,5 % des suffrages exprimés, ce qui lui permet de décrocher deux sièges de députés. C'est peu, mais néanmoins suffisant pour peser sur la vie politique nationale dans la mesure où il manque un siège au PS pour disposer d'une majorité absolue à l'Assemblée de la République, le parlement monocaméral du Portugal. Les députés BE assurent ainsi la charnière pour permettre au gouvernement de faire passer certains textes, concernant la sécurité sociale ou l'assouplissement de la législation sur les drogues, par exemple<sup>297</sup>. Ces députés font également preuve d'une activité débordante : ils déposent pas moins de 73 propositions de loi au cours de la législature, représentant en moyenne un quart des propositions de loi déposées chaque année hors textes cosignés avec d'autres groupes parlementaires. Un quart de ces propositions de loi connaissent une issue positive, et le BE parvient ainsi à faire modifier les lois concernant les organismes génétiquement modifiés, les droits des femmes, l'encadrement des profits

---

<sup>295</sup> Alda Sousa, « Le Bloc de gauche portugais, ni Syriza, ni Podemos », in. *ContreTemps*, n° 25 – 1er trimestre 2015, Syllepse.

<sup>296</sup> Daniel Bensaïd, Alda Sousa, Alan Thornett, *op.cit.*, p. 149, entretien de Miguel Romero avec Francisco Louçã traduit en français sur le site *Europe Solidaire Sans Frontières* <<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article41180>>

<sup>297</sup> André Freire, Marina Costa Lobo, « The Portuguese 2002 legislative elections », *West European Politics*, Volume 25, 2002 - Issue 4, pp. 221-228.

financiers pour les hauts revenus ou encore l'instauration de règles de transparence pour les comptes bancaires<sup>298</sup>.

Les premiers résultats électoraux sont modestes, mais néanmoins encourageants du point de vue des initiateurs du BE, jusqu'ici plus coutumiers d'une existence aux marges du système partisan et de la vie parlementaire. Le parti attire de nouveaux membres comme les trotskystes de Ruptura/FER, lié à la Quatrième Internationale, ainsi que d'autres petites organisations, issues du maoïsme notamment. Les forces constitutives du BE sont donc pour l'essentiel issues de l'extrême-gauche, et plus spécifiquement des courants de la galaxie communiste qui rejetaient l'autorité soviétique. En mettant fin à leur émiettement, elles réactivent une rivalité ancienne avec le PCP, qui n'avait pas connu depuis longtemps de concurrence importante à la gauche de la gauche.

En portant des revendications post-matérialistes, le BE parvient à occuper une niche électorale entre PCP et le PS<sup>299</sup>. S'éloignant des canons idéologiques et discursifs de l'extrême-gauche, le BE agit comme un *vote maximiser* qui choisit soigneusement ses domaines d'intervention pour toucher des publics divers. Cette stratégie est assumée et promue par Francisco Louçã, qui affirme qu'« *il y a un espace identitaire d'affirmation d'une culture politique, d'une idéologie, mais l'action politique de l'organisation ce n'est pas l'affirmation de son identité, c'est sa relation avec d'autres secteurs pour créer des convergences [...] il n'existe pas de mouvement féministe structuré, les mouvements écologistes ou alternatifs sont faibles, il n'y a pas non plus de fort mouvement internationaliste. Avec nos militants nous faisons donc un travail de pionniers* »<sup>300</sup>. La première proposition de loi du parti, approuvée par le Parlement, a ainsi consisté à faire qualifier en crime les violences faites aux femmes dans le cadre conjugal, accroissant la crédibilité du parti dans ce domaine et lui attirant la sympathie des réseaux féministes.

Le Bloc de gauche poursuit ensuite son ascension dans les urnes, lentement mais sûrement : il obtient plusieurs élus locaux lors des élections municipales de 2001, puis progresse légèrement aux élections législatives de 2002, avec 2,8 % des suffrages exprimés et trois sièges de députés. En 2004, il décroche son premier mandat de député européen avec Miguel Portas, dont la liste

---

<sup>298</sup> Marco Lisi, « New politics in Portugal: the rise and success of the Left Bloc », *op.cit.*, pp. 135-136.

<sup>299</sup> Luke March, *Radical left parties in Europe*, *op.cit.*, p. 110.

<sup>300</sup> Daniel Bensaïd, Alda Sousa, Alan Thornett, *op.cit.*, pp. 150-151.

recueille 4,9 % des suffrages exprimés. Cette poussée est confirmée lors des élections législatives anticipées de 2005, à l'issue desquelles le BE décroche huit sièges de députés avec 6,3 % des suffrages exprimés. Fort de ce succès, le parti renforce sa structuration en adoptant de nouveaux statuts, qui accordent des responsabilités plus importantes au coordinateur politique Francisco Louçã.

*Tableau 19 - Résultats des élections législatives portugaises de 1999 et 2002*

	BE	CDU (PCP)	PS	PSD	CDS-PP	Autres
1999	2,5	9,2	45,0	33,0	8,5	1,9
2002	2,8	7,1	38,5	41,0	8,9	1,7

### *1.2 - De l'ascension à la déception, la difficile lutte contre l'austérité (2005-2015)*

Les élections législatives de 2005 débouchent sur la constitution d'un nouveau gouvernement socialiste avec à sa tête José Sócrates. Ce dernier affirme une orientation sociale-libérale en matière économique et sociale, ce qui amène le Bloc de gauche à multiplier ses interventions sur ces questions, défendant une plus grande influence des pouvoirs publics sur l'économie. Ses députés multiplient les propositions de lois, relatives au système de santé, à la sécurité sociale, aux droits des consommateurs ou à l'éducation. Plus de 43 % des propositions de lois soumises au vote de l'Assemblée sous le premier gouvernement Sócrates émanent du groupe parlementaire du BE, certaines connaissant une issue positive dans les domaines de la lutte contre la corruption ou de l'accroissement des pouvoirs de l'Assemblée sur les questions ayant trait à l'intégration européenne<sup>301</sup>.

En 2007, le débat sur la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse est relancé. Le gouvernement convoque un nouveau référendum, s'opposant sur ce point aux deux autres partis pro-IVG, le BE et le PCP, qui auraient préféré passer par un vote à l'Assemblée. Le BE s'engage ensuite pleinement dans la campagne en faveur du « oui », prenant part à l'animation de nombreux collectifs thématiques (médecins, organisations de jeunesse, etc.)<sup>302</sup>. Le résultat aboutit à une victoire du « oui » à près de 60 %, mais la participation n'ayant pas atteint le

<sup>301</sup> Marco Lisi, « New politics in Portugal: the rise and success of the Left Bloc », *op.cit.*, pp. 136-137.

<sup>302</sup> Alda Sousa, *op.cit.*

quorum obligatoire de 50 % des inscrits, le résultat du référendum n'est pas validé. Toutefois, une loi légalisant l'IVG sera ensuite soumise au vote de l'Assemblée et sera approuvée grâce aux votes des députés PS, BE et PCP.

Après la chute de la banque Lehman Brothers en septembre 2008, l'économie portugaise connaît un grave ralentissement. En réaction, le gouvernement socialiste de José Sócrates choisit dans un premier temps une approche keynésienne, en coordination avec l'Union européenne, et lance une politique de réformes fiscales pour relancer la consommation. Quelques mois plus tard, la Commission européenne presse le Portugal d'engager rapidement des réformes pour réduire son déficit budgétaire. Le gouvernement commence alors à engager des réformes dans la fonction publique et rencontre une farouche opposition des syndicats de fonctionnaires, en particulier chez les enseignants, qui engagent fin 2008 un mouvement de grève massivement suivi<sup>303</sup>. Le BE s'engage dans ces mouvements sociaux et profite de la déception des fonctionnaires à l'égard du gouvernement, qui sont pour bon nombre d'entre eux traditionnellement des électeurs socialistes.

Les élections européennes de juin 2009 sont un relatif succès pour le Bloc de gauche, qui obtient 10,7 % des suffrages exprimés et trois sièges de députés européens, supplantant le PCP au rang de troisième force politique du Portugal. Ce résultat est confirmé lors des élections législatives du mois de septembre de la même année : 10,1 % des suffrages exprimés et 16 sièges de députés. Là encore, le BE rassemble plus de voix et d'élus que le PCP. Le BE avait fait campagne contre le gouvernement socialiste – et en particulier contre sa réforme du droit du travail jugée d'inspiration libérale – et en faveur d'une plus forte intervention de l'Etat dans plusieurs secteurs de l'économie parmi les plus décriés, comme l'énergie, le crédit et la santé. L'intensification de la crise économique amène ses porte-paroles à concentrer leurs discours sur des problèmes d'ordre économique et social, pour offrir une alternative aux électeurs du

---

<sup>303</sup> Jusqu'à plus de 90 % de grévistes parmi les professeurs du secondaire le 19 janvier 2009. Source : « Les enseignants portugais en campagne contre la reconduction de José Sócrates », Jean-Jacques Bozonnet pour *Le Monde*, 15 septembre 2009, <[https://www.lemonde.fr/europe/article/2009/09/15/les-enseignants-portugais-en-campagne-contre-la-reconduction-de-jose-socrates\\_1240734\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2009/09/15/les-enseignants-portugais-en-campagne-contre-la-reconduction-de-jose-socrates_1240734_3214.html)>

PS peu séduits par le profil archéo-marxiste du PCP, avec un certain succès au vu du résultat obtenu<sup>304</sup>.

En avril 2010, alors que la Grèce s'enfoncé dans la crise, le Portugal voit les taux d'intérêts de sa dette souveraine atteindre leur plus haut niveau depuis l'entrée du pays dans l'Union européenne. Minoritaire au Parlement depuis les dernières élections, José Sócrates cherche le soutien de la droite pour faire approuver ses mesures d'austérité budgétaire, contenues notamment dans le budget 2010, voté par les députés du Parti social-démocrate<sup>305</sup> (PSD). Cette situation crée des tensions au sein du Parti socialiste et un groupe de députés frondeurs, conduit par Manuel Alegre, vote contre les réformes du droit du travail ou les privatisations. Le Bloc de gauche se rapproche des partisans de Manuel Alegre et organise même des réunions publiques avec eux. Ce rapprochement atteint son paroxysme avec le soutien apporté à Manuel Alegre pour l'élection présidentielle de janvier 2011. Alegre reçoit ensuite in extremis le soutien du PS, et devient *de facto* le candidat commun du BE et du PS. Cette situation a généré des tensions à l'intérieur du BE, d'autant que le résultat s'est avéré être désastreux<sup>306</sup>, et que le BE a déposé deux mois plus tard une motion de censure contre le gouvernement socialiste. Une attitude pour le moins contradictoire qui nuit à la lisibilité des prises de position du parti, en particulier en ce qui concerne ses relations avec le PS<sup>307</sup>.

En ce début d'année 2011, la situation sur le front des taux d'intérêt ne connaissant pas d'amélioration, le gouvernement, qui avait jusqu'ici nié la nécessité d'un plan de sauvetage, fait appel au Fonds monétaire international et au Fonds européen de stabilité financière. Mis en minorité au Parlement sur le principe d'adoption de mesures d'austérité comprenant une hausse de certaines taxes et des coupes dans les dépenses publiques, José Sócrates démissionne, et des élections législatives anticipées sont organisées.

---

<sup>304</sup> Marco Lisi, « Portugal. Le Bloc de gauche, un acteur incontournable », *Grande Europe*, n° 16, janvier 2010 – La Documentation française, <<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/d000560-portugal.-le-bloc-de-gauche-un-acteur-incontournable-par-marco-lisi>>

<sup>305</sup> Le Parti social-démocrate (*Partido Social Democrata*) est, en dépit de ce que son nom pourrait laisser penser, le principal parti de la droite portugaise. Fondé le 6 mai 1974 sous le nom de Parti populaire démocratique, c'est un parti libéral-conservateur au logiciel idéologique très classique pour un parti membre du Parti populaire européen, de l'Union démocrate internationale et de l'Internationale démocrate centriste.

<sup>306</sup> Le candidat de la droite, Aníbal Cavaco Silva, est élu président de la République dès le premier tour avec plus de 52 % des suffrages exprimés, et Manuel Alegre n'atteint pas le seuil des 20 %.

<sup>307</sup> Alda Sousa, *op.cit.*

Les élections se tiennent le 5 juin 2011. Elles sont le théâtre d'un rapprochement entre le PCP et le Bloc de gauche, encouragé par les bons rapports entretenus par leurs parlementaires : les deux partis décident de continuer à présenter des listes séparées mais s'accordent pour faire la promotion d'une « alternative de gauche patriotique » à la droite<sup>308</sup>. Francisco Louçã mène à nouveau campagne pour le BE, portant une parole originale sur la dénonciation des contrats de travail précaires<sup>309</sup> et surtout sur le thème de la renégociation de la dette souveraine du Portugal, dont il conteste en partie la légitimité. Les résultats ne seront pas à la hauteur de ses espérances en dépit du mécontentement qui sévit à l'égard du gouvernement : le BE n'obtient que 5,4 % des suffrages exprimés et 8 sièges, moitié moins que lors de l'élection précédente. Les partis de droite PSD et CDS-PP remportent largement le scrutin et constituent un nouveau gouvernement, dirigé par Pedro Passos Coelho.

Le mauvais résultat de 2011 agit comme un électrochoc. L'heure est à l'autocritique, les dirigeants du parti admettant l'incompréhension qu'a pu susciter leur candidature commune avec le PS à l'élection présidentielle ainsi que leur incapacité à mobiliser l'électorat contre les politiques d'austérité<sup>310</sup>. Mis en cause pour sa gestion des récents événements en tant que coordinateur du parti, Francisco Louçã décide de se mettre en retrait. En novembre 2012, dans le cadre du VIII<sup>e</sup> congrès du BE, João Semedo et Catarina Martins lui succèdent à la direction du Bloc de gauche. Mais ce changement de leadership ne suffit pas à calmer les dissensions internes.

En mars 2013, Daniel Oliveira, chef de file de Política XXI, l'un des partis fondateurs du BE, a annoncé sa démission du Bloc de gauche, dénonçant un « sectarisme interne, qui affaiblit le parti et le débat démocratique » et un « sectarisme externe, qui a empêché le Bloco d'être, comme il l'a toujours voulu, un facteur de convergence et de reconfiguration de la gauche portugaise ». Il pointe également du doigt le caractère hégémonique du courant majoritaire du BE, qu'il accuse d'empêcher l'émergence de débats internes.

---

<sup>308</sup> Luke March, *Radical left parties in Europe*, op.cit, p. 111.

<sup>309</sup> Marco Lisi, « Rediscovering civil society? Renewal and continuity in the Portuguese radical left », in. Myrto Tsakatika, Marco Lisi (eds), op.cit., p. 34.

<sup>310</sup> Fernando Rosas, « Le résultat du Bloc de gauche aux élections portugaises : une première analyse critique d'un de ses dirigeants », *Europe Solidaire Sans Frontières*, 7 juin 2011, <<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article21873>>



Ces dissensions internes mettent à l'épreuve la direction du BE : lors du IXe congrès, organisé en 2014, João Semedo abandonne son mandat. Le parti apparaît divisé comme jamais il ne l'a été : la direction sortante se divise en deux motions, dont l'une, soutenue par Francisco Louçã et Catarina Martins, ne remporte le vote des congressistes qu'avec huit voix de majorité. Cette « motion U », essentiellement soutenu par les anciens membres du PSR, proposait d'engager le parti dans une campagne en faveur de la restructuration de la dette portugaise et la rupture avec les traités européens instituant l'encadrement des déficits publics, tandis que l'autre principale motion, la « motion E », plutôt soutenue par les anciens membres de l'UDP, proposait de se concentrer sur la défense de la constitution portugaise comme rempart aux politiques d'austérité, et militait en faveur de modifications des statuts du parti permettant, notamment, que le Comité politique, organe dirigeant du parti, soit élu à la représentation proportionnelle. Les deux motions font élire exactement le même nombre de membres au Bureau national (le « parlement » du parti, composé de 80 membres). Pour éviter la scission, un comité permanent de six membres représentatifs de la diversité de points de vue exprimés lors du congrès, avec Catarina Martins comme porte-parole, est mis en place, remplaçant la direction bicéphale et paritaire expérimentée depuis 2012.

Mais les divergences entre les différents courants internes restent fortes et débouchent sur des départs. Les trotskystes de Ruptura/FER quittent le BE et relancent leur parti qui se rebaptise Mouvement socialiste alternatif (Movimento Alternativa Socialista MAS). Mais une scission plus importante intervient en 2014 avec la fondation du parti LIVRE (« Libre »), sous l'égide du député européen Rui Tavares, qui avait quitté le BE en 2011, abandonnant dans le même temps le groupe parlementaire GUE/NGL pour rejoindre celui des Verts/ALE.

Le BE est mis à l'épreuve par ces dissidences lors des élections européennes de 2014. Avec seulement 4,6 % des suffrages exprimés, il parvient in extremis à sauver un siège de député européen, qui revient à Marisa Matias. Les partis dissidents ont affaibli le poids du BE sans parvenir à tirer leur épingle du jeu pour autant : LIVRE rassemble 2,2 % des suffrages exprimés et le MAS, 0,4 %, et aucun des deux n'est en capacité d'obtenir un siège. C'est le PCP qui sort finalement renforcé de ce scrutin : avec 12,7 % des suffrages exprimés, sa « Coalition démocratique unitaire » obtient son meilleur résultat depuis 1989. A l'extrême-gauche, les maoïstes orthodoxes du Parti communiste des travailleurs (PCTP/MRPP) décrochent un

résultat record de 1,7 %. Le leadership du BE sur la gauche radicale est donc particulièrement contesté, aussi bien sur sa droite que sur sa gauche. La singularité de son profil « post-matérialiste » est enfin mise à mal par la percée historique des écologistes : le Parti de la Terre (MPT, ancré à droite), qui obtient 7,1 % des suffrages exprimés, et le Parti pour les animaux et la nature (PAN, ancré à gauche<sup>311</sup>) qui en obtient 1,7 %. En juillet 2014, un mois après les élections européennes, les militants de Fórum Manifesto, ex Política XXI, l'un des partis fondateurs du BE, annoncent leur départ du BE.

Pendant toute la législature 2011-2015, le gouvernement de droite de Pedro Passos Coelho, placé sous tutelle de la « Troïka » (Fonds monétaire international, Banque centrale européenne, Commission européenne) met en œuvre des politiques drastiques d'austérité en échange d'un « plan de sauvetage » de 78 milliards d'euros<sup>312</sup>. Outre des coupes dans les dépenses publiques, le gouvernement engage d'importantes réformes du droit du travail, aboutissant à un allongement de la durée légale de travail hebdomadaire d'une demi-heure, à une facilitation des licenciements, à une réduction du coût des heures supplémentaires, à un plafonnement des indemnités chômage et à une diminution des congés payés et même des jours fériés. Ces réformes ont eu des impacts importants pour la population : le chômage dépasse les 16 % en 2013 (tableau 20), et jusqu'à près de 40 % chez les plus jeunes actifs, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est passée de 13 à 23 %, les salaires ont connu une baisse de 11,8 % entre 2011 et 2014, et même de 27 % en ce qui concerne les fonctionnaires. Le pays a connu une vague d'émigration sans équivalent depuis la dictature de Salazar, avec 128.000 départs en 2013<sup>313</sup>. Certaines mesures parmi les plus sévères ont été sanctionnées par le Conseil constitutionnel portugais<sup>314</sup>. En compensation de ces sacrifices, le déficit public est passé de 10,6 % du Produit intérieur brut (PIB) à moins de 5 %, tandis que les taux d'intérêts de la dette sont passés à 3,5 %. Le Portugal sort de la tutelle de la Troïka en mai 2014 avec une meilleure situation

---

<sup>311</sup> Le PAN est lié aux animalistes du Tierschutzpartei allemand et du Parti des animaux (PvdD) néerlandais, qui obtiennent chacun un siège de député européen en 2014 et décident de siéger dans le groupe GUE/NGL aux côtés des partis de la gauche radicale européenne.

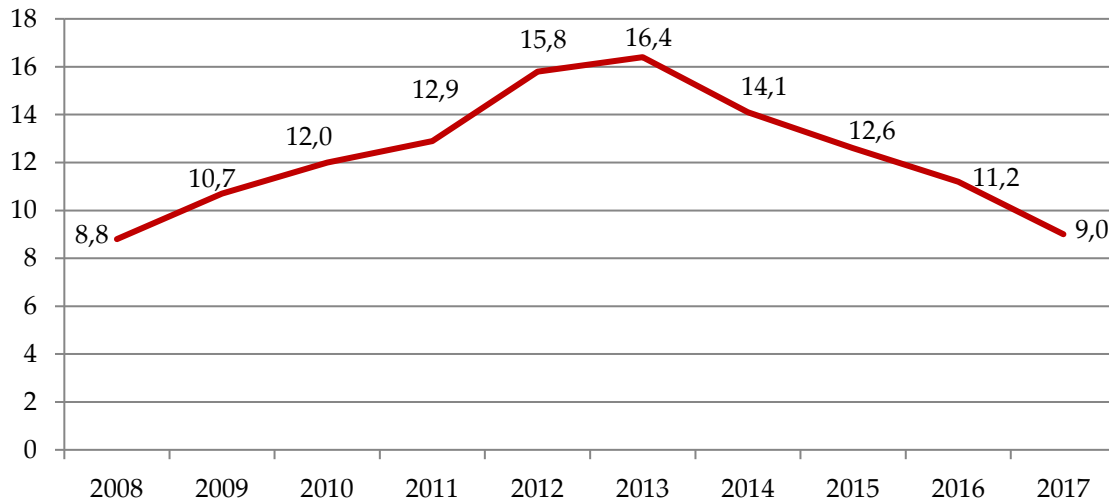
<sup>312</sup> Catherine Moury, André Freire, « Austerity policies and politics: the case of Portugal », in *Pôle Sud*, n°39, 2013/2, pp. 35-56.

<sup>313</sup> Alda Sousa, *op.cit.*

<sup>314</sup> « Après trois ans de troïka, le Portugal a la gueule de bois », François Musseau pour *Libération*, 16 mai 2014, <[http://www.liberation.fr/futurs/2014/05/16/apres-trois-ans-de-troika-le-portugal-a-la-gueule-de-bois\\_1019168](http://www.liberation.fr/futurs/2014/05/16/apres-trois-ans-de-troika-le-portugal-a-la-gueule-de-bois_1019168)>

budgétaire, mais un secteur public considérablement affaibli et une population touchée par d'importantes baisses de revenus et difficultés sociales.

*Tableau 20 - Evolution du taux de chômage annuel au Portugal de 2008 à 2017 (source Eurostat)*



En dépit de la crise et de la tutelle de la Troïka, le système partisan portugais n'est pas bouleversé et le régime politique n'entre pas en crise, comme cela est arrivé en Grèce ou en Espagne. Le PS et le PSD continuent de dominer largement le système partisan et aucun nouveau parti n'a émergé lors des élections législatives. Cette situation est en partie due au fait que la crise a, d'une part, été d'une intensité moins forte que celle qui a frappé l'Espagne et surtout la Grèce et, d'autre part, a eu des impacts moins importants sur le niveau de vie des portugais. Deux spécificités portugaises ont présidé à cette situation : un partenariat ancien et généreux entre Etat et société civile pour l'aide aux personnes en situation de pauvreté, qui n'a pas été mis en cause par le gouvernement de Pedro Passos Coelho, et les importantes marges de manœuvre conférées par la constitution du Portugal au Conseil constitutionnel, qui a retoqué les mesures d'austérité les plus sévères<sup>315</sup>.

Pendant toute cette période, le BE s'oppose vigoureusement à ces mesures qu'il estime n'être qu'un paravent à l'imposition de réformes libérales. Mais, plombé par ses dissensions internes, il n'en tirera aucun bénéfice sur le plan électoral. Le BE n'est pas le seul à contester les politiques du gouvernement et le Parti communiste, particulièrement bien implanté auprès des syndicats, semble dans un premier temps être le seul à vraiment tirer parti de la situation,

<sup>315</sup> Donatella della Porta, Joseba Fernández, Hara Kouki, Lorenzo Mosca, *op.cit.*, p. 158.

comme en témoigne son résultat aux élections européennes de 2014. Quant au Parti socialiste, il profite de son séjour dans l'opposition pour reconquérir une partie de son électorat. Si le PS a approuvé les premiers termes du mémorandum négocié avec la troïka par le gouvernement Socrates, son discours a totalement changé sitôt qu'il a basculé dans l'opposition, critiquant vertement des réformes allant au-delà des exigences de la troïka. Cette situation est rendue d'autant plus facile que la droite disposant de la majorité absolue au Parlement entre 2011 et 2015, elle pouvait voter seule les mesures d'austérité, ce qui n'était pas le cas en Grèce où la Nouvelle démocratie a été contrainte de s'allier aux socialistes du PASOK pour faire ratifier et approuver les mémorandums.

En outre, si des mouvements sociaux ont bien secoué le Portugal pour protester contre les mesures d'austérité, avec des manifestations massives rassemblant jusqu'à 1,5 million de participants (pour une population d'un peu plus de dix millions d'habitants), ceux-ci ont arboré des formes plus traditionnelles et moins spontanées qu'en Espagne et en Grèce. Ce sont les grandes centrales syndicales qui ont animé et dirigé la protestation, et le mouvement des « indignés » n'a rencontré qu'un écho limité au Portugal, en dépit de quelques appels à manifester plus spontanés émanant des réseaux sociaux sur Internet (comme le mouvement informel « Que se lixe a troika! », littéralement « Que la troïka aille se faire foutre ! ») sur lesquels se sont greffés les syndicats et les partis politiques. La principale centrale syndicale du pays, la CGTP, reste largement sous l'influence du PCP et la présence de membres du BE en son sein est résiduelle<sup>316</sup>. Les structures de solidarité et le modèle d'assistance sociale à l'égard des plus défavorisés ayant été préservés pour l'essentiel, aucun système parallèle de solidarité n'a eu l'opportunité de se développer comme en Grèce. Le BE a soutenu les mouvements sociaux, en particulier ceux impulsés de façon spontanée par des collectifs informels, et ses militants s'y sont impliqués, mais ses marges de manœuvre sont restées faibles du fait de son manque d'organisation et de la faiblesse de ses effectifs militants<sup>317</sup>.

Les turpitudes internes du Bloc de gauche auront pour conséquence de précipiter un renouvellement générationnel parmi les dirigeants du parti. De jeunes femmes, notamment,

---

<sup>316</sup> Marco Lisi, « Rediscovering civil society? Renewal and continuity in the Portuguese radical left », in. Myrto Tsakatika, Marco Lisi (eds), *op.cit.*, pp. 30-32.

<sup>317</sup> Donatella della Porta, Joseba Fernández, Hara Kouki, Lorenzo Mosca, *op.cit.*, p. 161.

accèdent aux plus hautes responsabilités au sein du BE, qu'il s'agisse de sa coordinatrice Catarina Martins, de sa députée européenne Marisa Matias ou encore de la députée Mariana Mortágua, qui a diligenté avec succès une commission d'enquête parlementaire sur les activités illicites de *Banco Espirito Santo*, l'une des plus grandes et plus anciennes banques privées portugaises<sup>318</sup>. Cette féminisation et ce rajeunissement du leadership du BE attire l'attention et sont largement commentés, jusque dans les colonnes du magazine féminin *Grazia*, d'ordinaire peu friand de politique<sup>319</sup>.

### ***1.3 - La gauche radicale comme aiguillon d'une social-démocratie ramenée vers la gauche (2015-2017)***

Le gouvernement de Pedro Passos Coelho reste en place tout le long de la législature et des élections législatives se tiennent comme prévu en octobre 2015. Ayant connaissance d'intentions de vote peu flatteuses, les partis de droite PSD et CDS-PP décident de présenter une liste commune, « Portugal en avant ». L'objectif était de présenter une liste unie face à une opposition de gauche divisée, et tirer ainsi parti du mode de scrutin proportionnel de circonscription, qui avantage les listes ayant obtenu le plus de voix.

Lors de la campagne électorale, le BE critique vertement le bilan du gouvernement sortant, mais n'est pas conciliant pour autant envers le PS, l'historien et membre de la direction nationale du parti Fernando Rosas déclarant notamment que « *le PS ne se risque pas à adopter un discours un tant soit peu de gauche [...] le programme du PS va plus loin que la droite dans le domaine de la libéralisation du marché du travail qui facilite davantage les licenciements* »<sup>320</sup>. Le BE fait campagne en insistant fortement sur les rapports entre le Portugal et l'Union européenne : il promet une renégociation de la dette souveraine portugaise, et propose une sortie de la zone euro en cas d'échec de ces négociations, Fernando Rosas ajoutant « *on ne fera pas l'erreur*

---

<sup>318</sup> « Mariana Mortagua, la tombeuse des Rockefeller portugais », Sarah Halifa-Legrand pour *L'Obs*, 6 mai 2015, <<https://www.nouvelobs.com/l-obs-du-soir/20150506.OBS8543/mariana-mortagua-la-tombeuse-des-rockefeller-portugais.html>>

<sup>319</sup> « Au Portugal, trois femmes font bloc à gauche », François Musseau pour *Grazia*, 4 février 2017, <<https://www.grazia.fr/news-et-societe/news/au-portugal-trois-femmes-font-bloc-a-gauche-843502>>, l'article vante « *un triumvirat féminin qui détonne dans un pays réputé machiste [...] dont les discours décapent un système plutôt ronflant* ».

<sup>320</sup> Fernando Rosas, « La gauche radicale portugaise est l'une des plus fortes en Europe », entretien à Lisbonne le 30 juillet 2015 par Philippe Marlière, publié sur le site de *Regards*, 24 septembre 2015, <<http://www.regards.fr/verites-desagrees-par-philippe-marliere/article/fernando-rosas-la-gauche-radicale>>

*d'Alexis Tsipras qui est allé aux négociations sans plan B [...] La ligne du Bloc a été la défense d'un européisme de gauche. Il y a encore un courant européiste très fort dans le Bloc. Ça a été notre ligne officielle jusqu'à la crise grecque. Depuis, nous pensons que cette position n'est plus tenable, tant sur l'euro que sur la question même de l'appartenance à l'Union européenne. La crise grecque nous a aidés à comprendre qu'il y avait des impossibilités à mener des politiques alternatives à l'austérité dans le cadre de l'euro, et même l'impossibilité de la démocratie ».*

Les résultats des élections sont une défaite pour la droite et le gouvernement. Les listes « Portugal en avant », auxquelles il faut adjoindre les listes autonomes du PSD et du CDS-PP des Açores et de Madère, n'obtiennent que 40,0 % des suffrages exprimés, soit une baisse de 12,5 points. Le mode de scrutin a été avantageusement mis à profit comme escompté, mais pas suffisamment : la droite ne compte plus que 107 sièges sur les 230 que compte l'Assemblée de la République. A gauche, la progression est générale : le PS obtient 33,6 % des suffrages exprimés (+4,3) et 86 sièges (+12), la « Coalition démocratique unitaire » constituée autour du PCP 8,6 % (+0,4) et 17 sièges (+1) et les animalistes du PAN décrochent leur premier siège de député. Mais c'est le Bloc de gauche qui enregistre la plus forte progression : avec 10,6 % des suffrages exprimés (+5,2), il double son résultat de 2011 et décroche 19 sièges de députés (+11), le plus haut niveau de son histoire. Le rapport de force entre gauche radicale et social-démocratie n'a jamais été aussi favorable à la première : le BE et le PCP cumulent à eux deux 19,2 % des suffrages exprimés, contre 33,6 % au PS (tableau 21).

**Tableau 21 - Résultats des élections législatives portugaises de 2005 à 2015<sup>321</sup>**

	BE	CDU (PCP)	PS	PSD	CDS-PP	Autres
2005	6,5	7,8	46,4	29,6	7,5	2,2
2009	10,1	8,1	37,7	30,0	10,8	3,3
2011	5,4	8,2	29,3	40,3	12,2	4,6
2015	10,6	8,6	33,6		40,0	7,3

Dans un premier temps, le président de la République Aníbal Cavaco Silva use de son pouvoir de nomination du Premier ministre pour tenter d'imposer un gouvernement minoritaire de la droite, reconduisant à son poste Pedro Passos Coelho. En parallèle, le PS ouvre des

<sup>321</sup> Les résultats sont indiqués en pourcentage des suffrages exprimés. La loi électorale portugaise prévoyant le décompte des bulletins blancs et nuls parmi les suffrages exprimés, les résultats présentés dans ce tableau ont été recalculés en excluant ces bulletins blancs et nuls des suffrages exprimés, afin de conserver une cohérence globale dans la présentation des résultats électoraux dans cette thèse.

négociations avec le PCP et le Bloc de gauche pour obtenir la nomination d'un gouvernement minoritaire dirigé par le PS et le vote de son budget en échange d'une liste de réformes à caractère social. Pedro Passos Coelho est logiquement renversé par une motion de censure votée par les partis de gauche le 10 novembre et le 26 novembre, le socialiste António Costa met en place un nouveau gouvernement<sup>322</sup>.

Le Bloc de gauche et le PCP ont conditionné leur soutien au gouvernement socialiste sur la base du respect intangible de quatre principes, ainsi décrits par Catarina Martins : « *Le premier, c'est la hausse, chaque année, d'une partie des salaires et des retraites afin de compenser les coupes des années précédentes. Le deuxième, c'est l'impossibilité de nouvelles baisses de revenus, et donc de hausse des prélèvements obligatoires pour les salariés ainsi que des taxes sur les biens essentiels. Le troisième, c'est l'arrêt définitif des privatisations, qui dans le passé avaient été décidées par le Parti socialiste lui-même. Et le quatrième, c'est l'impossibilité de retirer davantage de droits aux travailleurs* »<sup>323</sup>. En contrepartie, le gouvernement a obtenu de ne pas être lié à la gauche radicale sur d'autres sujets, et en particulier celui de l'intégration européenne, vis-à-vis de laquelle la politique du Portugal reste inchangée. L'équilibre est donc précaire, mais cet état de fait est accepté par les promoteurs de l'accord d'après Catarina Martins : « *cela durera tant que chacun respectera sa parole. Si le PS maintient un équilibre entre les demandes de Bruxelles, les demandes du système financier et son accord avec nous, alors la majorité pourra survivre quatre années. Nous serons fidèles à notre accord* »<sup>324</sup>.

Sous la pression du BE et du PCP, le gouvernement d'Antonio Costa a effectivement mis en œuvre des mesures sociales qui tranchent avec les politiques d'austérité qui prévalaient depuis 2008, y compris entre 2008 et 2011 sous l'égide du socialiste José Sócrates. Le salaire minimum est augmenté de 5 % par an jusqu'à atteindre 600 euros brut en 2019, la fiscalité sur les revenus les plus modestes est allégée, les pensions de retraites les plus faibles sont augmentées, une taxe sur les grandes entreprises réalisant le plus de profits est instituée, les livres scolaires

---

<sup>322</sup> Elisabetta De Giorgi, José Santana-Pereira, « The 2015 Portuguese Legislative Election: Widening the Coalitional Space and Bringing the Extreme Left », in. *South European Society and Politics*, volume 21, Routledge, 2016, pp. 13-14.

<sup>323</sup> « Portugal, au pays de la gauche qui marche », Amélie Poinssot pour *Mediapart*, 28 décembre 2017, <[https://www.mediapart.fr/journal/international/281217/portugal-au-pays-de-la-gauche-qui-marche?page\\_article=2](https://www.mediapart.fr/journal/international/281217/portugal-au-pays-de-la-gauche-qui-marche?page_article=2)> (accès restreint aux abonnés).

<sup>324</sup> « La gauche plurielle à la portugaise, un insolite ménage à trois », Frédéric Martel pour *Slate*, 7 avril 2016, <<http://www.slate.fr/story/116331/portugal-gauche-plurielle>>

deviennent gratuits, 30.000 contractuels de la fonction publique sont titularisés et les quatre jours fériés supprimés sous le gouvernement Coelho sont rétablis.

La popularité du BE ne se dément pas lors de l'élection présidentielle de janvier 2016. Alors qu'il avait soutenu le dissident socialiste Manuel Alegre lors des deux précédents scrutins – sans succès dans les deux cas – le parti décide de présenter cette fois-ci une candidature issue de ses rangs. C'est la députée européenne Marisa Matias qui se lance dans la course, et obtient un résultat surprenant pour une élection secondaire traditionnellement déconnectée des attaches partisans<sup>325</sup> : 10,1 % des suffrages exprimés. Marisa Matias se classe troisième, largement devant une foule d'autres prétendants parmi lesquels le candidat du PCP Edgar Silva (3,9 %) ou l'ancienne ministre et présidente du PS Maria de Belém (4,2 %). Le 26 juin 2016, le Xème congrès du BE vote la dissolution du comité permanent et désigne Catarina Martins comme seule coordonnatrice du parti. Après les affres de la direction collégiale, le parti revient donc à un modèle plus traditionnel de leadership personnalisé.

Ces réformes sont populaires et interviennent dans un contexte d'amélioration spectaculaire de la situation économique du Portugal : le déficit public tombe à 2,1 % du PIB, soit moins que l'objectif de 2,5 % fixé par l'Union européenne, et le chômage ne concerne plus que 9 % de la population active en 2017, soit sept points de moins qu'en 2013, au plus fort de la crise. Il semble que ce soit le PS qui tire essentiellement profit de réformes sociales dont le BE et le PCP revendiquent aussi la paternité : les socialistes sont en effet en hausse dans les sondages d'intentions de vote, tandis que leurs alliés de gauche radicale stagnent, voire accusent une baisse. Ainsi un sondage de l'institut Aximage publié le 4 décembre 2017 attribue-t-il 39,9 % d'intentions de vote au PS, 26,1 % au PSD, 9,3 % au BE, 7,5 % à la CDU et 6,5 % au CDS-PP. Un autre sondage, publié le 12 décembre 2017 par l'institut Eurosondagem, crédite quant à lui le PS de 40,2 % des intentions de vote, contre 27,9 % pour le PSD, 8,6 % pour le BE, 7,0 % pour la CDU et 6,9 % pour le CDS-PP<sup>326</sup>.

---

<sup>325</sup> Bien qu'élu au suffrage direct, le Président de la République portugaise a très peu de pouvoirs. Ses prérogatives se cantonnent à la représentation de la République, la garantie de l'indépendance nationale, le maintien de l'unité de l'Etat et du fonctionnement régulier des institutions dans le respect de la constitution. De ce fait, l'élection présidentielle se résume essentiellement au choix d'une personnalité consensuelle, jugée digne de la fonction. L'élection présidentielle est généralement marquée par un taux de participation faible, largement inférieur à celui des élections législatives.

<sup>326</sup> Données disponibles sur [pollofpolls.eu](https://pollofpolls.eu) < <https://pollofpolls.eu/PT> >



Ce soutien sans participation au gouvernement représente donc un défi pour le BE. Le gouvernement est populaire du fait d'une politique dont le BE est en partie responsable, mais ce sont bien des ministres socialistes qui la mettent en œuvre. Les deux partis mettent en exergue leurs désaccords sur d'autres sujets, notamment les relations internationales et l'Europe, pour entretenir leurs différences aux yeux de l'opinion. Et le BE n'a de cesse de rappeler le caractère social-libéral du PS et la radicalité de son propre projet politique. Les élections européennes de 2019 donneront sans doute une idée des inclinaisons de l'électorat de gauche portugais : conforter le gouvernement en votant socialiste, ou accroître la pression sur sa gauche en gonflant le résultat du BE.

## 2. Organisation

### 2.1 - *Fonctionnement interne*

A sa constitution, le Bloc de gauche se définit comme un « mouvement politique de citoyens », promouvant une culture de participation pour trouver des alternatives au capitalisme<sup>327</sup>. Au niveau organisationnel, le BE promeut un modèle horizontaliste dans les relations entre base militante et dirigeants, et un processus de prise de décision impliquant assez largement les adhérents. Dans une volonté de se démarquer du fonctionnement vertical et autoritaire du PCP, le BE a opté pour une structuration faible, avec un leadership pluriel. Cette influence de la culture libertaire n'est pas sans rappeler celle qui a présidé à la fondation des partis écologistes dans d'autres pays. Un début de centralisation suivra le succès électoral de 2005 et viendra heurter de plein fouet la culture plurielle et fractionnaliste qui prévalait jusqu'alors, d'où les départs et les scissions qui suivent la déconfiture des élections législatives de 2011.

Il est à noter toutefois que la forme du leadership personnalisé du parti, via la mise en place, notamment, de la fonction de « coordinateur », n'est pas formalisée dans les statuts. Ce qui autorise une certaine souplesse et a été à l'origine de nombreux changements, comme la mise en place d'une coprésidence partielle incarnée par João Semedo et Catarina Martins entre 2012 et 2014, à laquelle a succédé la mise en place d'une direction collégiale de six membres

---

<sup>327</sup> Marco Lisi, « Rediscovering civil society? Renewal and continuity in the Portuguese radical left », in. Myrto Tsakatika, Marco Lisi (eds), *op.cit.*, p. 25.

avec Catarina Martins comme porte-parole jusqu'en 2016, année à partir de laquelle Catarina Martins accède au statut de coordinatrice du parti dans les mêmes conditions qu'avant 2012.

Conformément aux statuts tels qu'adoptés par le dernier congrès du parti en 2016<sup>328</sup> (figure 4), le BE est organisé autour de plusieurs instances nationales :

- **La Convention nationale** (*Convenção Nacional*) correspond au congrès du parti. Elle élit le Bureau national et la Commission des droits, définit les statuts, l'orientation politique et le programme du parti, vote les adhésions du parti à des organisations internationales. La convention nationale se tient tous les deux ans, mais peut être convoquée de manière anticipée par le Bureau national ou à l'initiative de 10 % des adhérents ;
- **Le Bureau national** (*Mesa Nacional*) est le « parlement » du parti. Il est élu au scrutin de liste à la représentation proportionnelle par la Convention nationale, et ses membres ne peuvent pas être pour plus de la moitié d'entre eux parlementaires, salariés du parti ou collaborateurs d'élus. Il fixe le montant des cotisations des adhérents et compose partiellement les listes de candidats du parti aux élections législatives et complètement celle des candidats aux élections européennes. Le Bureau national est tenu de discuter de toute motion signée par 100 adhérents qui lui est remise ;
- **Le Comité politique** (*Comissão Política*), élu par le Bureau national, est l'organe dirigeant du parti. Institué par la Convention nationale de 2005, il assure la liaison avec les parlementaires, met en œuvre les délibérations du Bureau national et élit en son sein un Secrétariat national chargé des tâches dites « de coordination exécutive », dont les membres ne peuvent occuper plus de deux mandats consécutifs et dont la composition doit évoluer pour au moins un tiers de ses membres à chaque renouvellement ;
- **La Commission des droits** (*Comissão de Direitos*) est l'organe disciplinaire : elle assure la bonne application des statuts par les autres instances du parti, et tranche les litiges entre membres et instances. Elle dispose d'une capacité d'initiative dans l'édiction de nouvelles règles, mais doit néanmoins les faire valider par la convention nationale lors de la prochaine réunion de cette dernière.

---

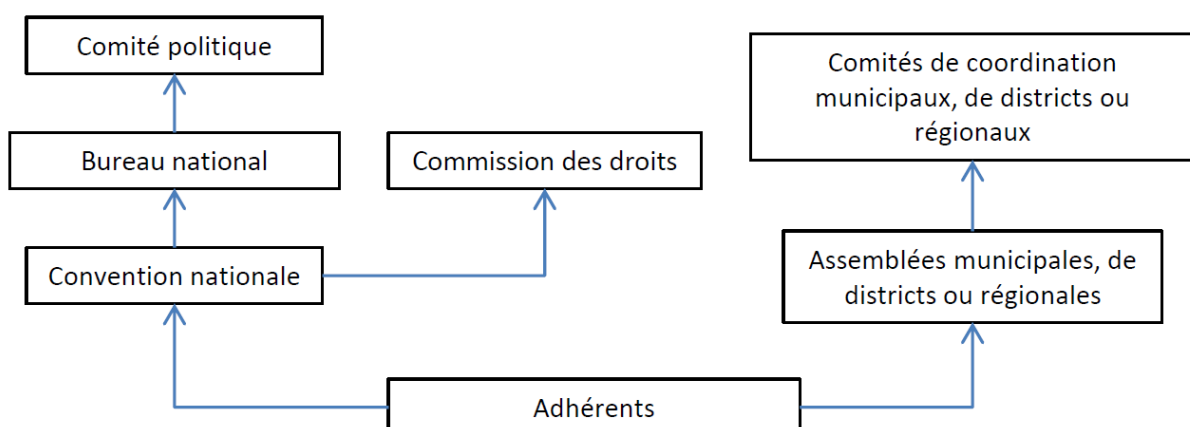
<sup>328</sup> Statuts disponibles sur le site internet du Bloc de gauche (en portugais) : <<https://www.bloco.org/o-bloco/estatutos.html>>

Localement, le BE est organisé en assemblées municipales, de districts et régionales, qui se dotent de comités de coordination élus dans des conditions définies par le Bureau national et pour une durée maximum de deux ans, qui peuvent eux-mêmes se doter de secrétariats dont la composition doit être modifiée d'au moins un tiers lors de chaque renouvellement. Ces assemblées peuvent être convoquées par 5 % de leurs membres correspondant à un minimum de dix personnes. Elles procèdent également aux investitures des candidats du BE aux élections locales et, par le biais de leurs comités de coordination, à l'organisation de l'élection des délégués du parti à la Convention nationale.

Le principe de parité stricte entre femmes et hommes s'applique uniquement pour l'élection du Bureau national et de la Commission des droits. Les listes présentées pour l'élection des comités de coordination municipaux, de districts ou régionaux ne peuvent quant à elles comporter plus de deux tiers de candidats du même sexe. Rien n'est précisé sur ce point concernant les autres instances élues.

Le Bloc de gauche laisse aussi la possibilité à ses adhérents de s'auto-organiser en « noyaux » (*núcleos*), composés d'au moins cinq membres et libres de s'administrer selon leurs règles propres. Ouverts aux non-adhérents, disposition très originale pour un parti politique, leur constitution doit néanmoins recevoir l'approbation des comités de coordination municipaux, de districts ou régionaux, et ils n'ont aucun pouvoir décisionnel.

*Figure 4 - Schéma de l'organisation interne du Bloc de gauche (une flèche symbolise un rapport électif)*



Les statuts du parti imposent des règles de transparence assez strictes : les adhérents doivent obligatoirement pouvoir accéder aux procès-verbaux des réunions du Bureau national et du Comité politique, qui sont publiés sur le site internet du BE.

Des référendums internes – qui ne peuvent remettre en cause les décisions de la Convention nationale – peuvent être convoqués via deux biais différents : à l’initiative soit du Bureau national (de son propre chef ou sur proposition de 150 adhérents), soit de 500 adhérents. La question mise aux voix des adhérents est validée par la Commission des droits et est approuvée ou rejetée par la majorité absolue des suffrages exprimés, sans conditions de quorum. Chaque référendum interne a son propre règlement, qui doit être validé par le Bureau national. Des référendums locaux peuvent être organisés au niveau municipal, de district ou régional, selon un règlement édicté par le Bureau national.

Des « groupes de travail » (*grupos de Trabalho*) et des conférences nationales (*Conferências Nacionais*) peuvent être constitués *ad hoc* autour de questions spécifiques.

Enfin les ressources financières du parti ne peuvent provenir que des contributions de ses membres, de subventions publiques, de legs ou de dons, de revenus liés à la vente de produits dérivés ou de ses fonds propres. Elles sont gérées dans le cadre d’un règlement financier approuvé par le Bureau national, et par un trésorier désigné par le Comité politique. Les instances jouissent de leur propre budget et désignent leurs propres trésoriers, dans des conditions définies par le règlement financier du parti.

Le Bloc de gauche a été fondé par plusieurs partis qui sont devenues des fractions internes. Le pluralisme interne garanti par les statuts a longtemps été un moyen de contenter les membres fondateurs du parti, qui ont ainsi pu garder la main sur l’appareil, au détriment des adhérents directs ne disposant pas d’affiliations partisans plus anciennes<sup>329</sup>. Toutefois, le renouvellement générationnel à l’œuvre depuis 2011 semble venir contrarier ces habitudes : la coordinatrice du parti Catarina Martins n’est membre du BE que depuis 2010 et n’a jamais appartenu à un parti politique auparavant, la députée européenne Marisa Matias a rallié le Bloc de gauche après avoir participé à la campagne en faveur du « oui » lors du référendum

---

<sup>329</sup> Marco Lisi, « Rediscovering civil society? Renewal and continuity in the Portuguese radical left », in. Myrto Tsakatika, Marco Lisi (eds), *op.cit.*, p. 26.

relatif à la légalisation de l'IVG en 1998, la députée et figure de proue de la lutte anticorruption Mariana Mortágua n'avait que 12 ans lorsque le parti a été fondé.

## 2.2 - Adhérents

D'après les résultats des votes internes pour l'élection des délégués à la convention nationale, les effectifs des adhérents du Bloc de gauche sont en hausse constante, passant de 5.400 adhérents en 2005 à 6.830 en 2009<sup>330</sup>, 9.254 en 2014<sup>331</sup> et 11.734 en 2016<sup>332</sup>. Des chiffres qui restent très largement inférieurs à ceux des effectifs des autres partis politiques portugais : le PCP revendique 59.000 adhérents en 2008, le PS en revendique 89.000 en 2006, le PSD 150.000 en 2008 et le CDS-PP 33.000 la même année<sup>333</sup>.

En vertu des statuts de 2016, toute personne jouissant de ses droits politiques peut adhérer au Bloc de gauche, mais cette adhésion doit être validée dans un délai de 30 jours par des échelons hiérarchiques internes du parti organisés au niveau local. Les adhésions de personnes anciennement membres du BE sont validées par le Bureau national, probablement dans l'objectif de contrôler la ré-adhésion de personnes ayant été préalablement exclues du parti. Une personne cesse d'être considérée comme adhérente si elle n'a pas eu de contact avec le BE pendant cinq années consécutives. Ce qui laisse une marge d'appréciation importante pour considérer qui est adhérent au parti, et explique sans doute en partie la hausse des effectifs militants au fil des ans. Le profil sociologique des adhérents du BE révèle une influence importante des enseignants et étudiants, qui en 2003 représentent 40 % des adhérents. Des adhérents plutôt jeunes, puisque 40 % d'entre eux ont entre 36 et 50 ans, toujours en 2003<sup>334</sup>.

Chaque adhérent doit s'acquitter d'une cotisation annuelle, mais les personnes déclarant des difficultés économiques peuvent demander à en être exemptées sur une année (renouvelable), moyennant une validation des instances locales du parti. Les adhérents qui ne respectent pas

---

<sup>330</sup> « Bloco de Esquerda comemora décimo aniversário em almoço com militantes », *Público*, 28 février 2009, <<https://www.publico.pt/2009/02/28/politica/noticia/bloco-de-esquerda-comemora-decimo-aniversario-em-almoco-com-militantes-1367110>>

<sup>331</sup> « Portugal: Left Bloc in struggle to regain unity after convention », Dick Nichols, *Links International Journal of Socialist Renewal*, 13 décembre 2014, <<http://links.org.au/node/4195>>

<sup>332</sup> « Portugal's Left Bloc: 'We are competing for left hegemony' », Dick Nichols, *Links International Journal of Socialist Renewal*, 2 août 2016, <<http://links.org.au/portugal-left-bloc-convention>>

<sup>333</sup> Carlos Jalali, Marco Lisi, *op.cit.*, p. 213.

<sup>334</sup> Marco Lisi, « New politics in Portugal: the rise and success of the Left Bloc », *op.cit.*, p. 133.

les statuts du parti s'exposent à des sanctions, allant de l'avertissement à l'exclusion en passant par la suspension pendant un an. C'est le Bureau national qui inflige ces sanctions après consultation d'une commission d'enquête mise en place par lui, dans le cadre de laquelle l'adhérent susvisé a le droit de se défendre. L'adhérent sanctionné a la possibilité de faire appel de ces décisions auprès de la Commission des droits.

### ***2.3 - Alliances européennes***

Depuis son accession au Parlement européen en 2004, le BE siège dans le groupe Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique (GUE/NGL), où il côtoie les députés européens du PCP et ceux des autres partis de la gauche radicale européenne.

Le BE fait partie des membres fondateurs de la Gauche anticapitaliste européenne (GACE), dont il accueille le congrès constitutif en mars 2000 à Lisbonne. Ce réseau informel, qui n'est pas une fédération européenne de partis, comptait à sa création non seulement le BE, mais aussi les écossais du *Scottish Socialist Party*, les danois de la Liste de l'unité, les français de la Ligue communiste révolutionnaire et les turcs du Parti de la liberté et de la solidarité, qui ont tous pour point commun, à l'exception de la LCR, d'être issus de la fusion de plusieurs petits partis issus de l'extrême-gauche, la plupart du temps d'obédience trotskyste. La GACE s'élargira ensuite à d'autres organisations de moindre importance, la plus importante étant le parti grec Synaspismos.

Le BE adhère au Parti de la gauche européenne (PGE) en 2005, au sein duquel il noue des liens avec d'autres partis européens de la gauche radicale : il y retrouve la Liste de l'unité et Synaspimos (qui deviendra ensuite Syriza), qu'il côtoyait déjà à la GACE, et se rapproche des français du Parti de gauche (PG) et de la France insoumise dans laquelle le PG se fond en 2017. Le développement de ces liens débouche sur la publication d'un « Appel pour un plan B en

Europe »<sup>335</sup>, cosigné par Francisco Louçã<sup>336</sup>, puis sur l'organisation de plusieurs sommets, dont la cinquième édition se tient à Lisbonne les 21 et 22 octobre 2017<sup>337</sup>.

### 3. Position au sein du système partisan

Le Bloc de gauche et les partis de droite (PSD et CDS-PP) ont toujours mutuellement rejeté la possibilité d'un accord entre eux. Les rapports internes à la gauche sont plus complexes.

Lors de sa création, le BE s'est posé en rival direct du PCP pour séduire les électeurs intéressés par une offre politique et électorale à la gauche du PS, provoquant dans un premier temps des réactions négatives de la part de la direction communiste, fustigeant un parti « petit bourgeois », en manque d'idéologie structurée et d'un projet politique viable<sup>338</sup>. Toutefois, leurs parlementaires ont très tôt collaboré sur un certain nombre de dossiers, leurs points de désaccord sur les sujets cruciaux étant peu nombreux. Mais aucune alliance électorale n'a jamais été à l'ordre du jour en dépit d'une politique de principe de la main tendue de la part du BE : le PCP a besoin de se différencier du BE lors des élections et des mouvements sociaux pour légitimer son existence<sup>339</sup>. Les rapprochements prennent un tournant plus concret lors

---

<sup>335</sup> Jean-Luc Mélenchon, Stefano Fassina, Zoe Konstantopoulou, Yannis Varoufakis, Oskar Lafontaine, « Pour un plan B en Europe », *op.cit.*

<sup>336</sup> Comme indiqué sur la version de l'appel publiée sur le site internet « Pour un plan B en Europe », <[https://www.euro-planb.eu/?page\\_id=93&lang=fr](https://www.euro-planb.eu/?page_id=93&lang=fr)>

<sup>337</sup> Tel qu'on peut le lire sur le site <[euro-planb.pt](https://www.euro-planb.pt)> ou via le site du Parti de gauche (France) : « *L'Europe insoumise se retrouve à Lisbonne pour le 5ème sommet du plan B. Face à l'offensive ultralibérale tous azimut de l'Union Européenne, qui en France s'incarne dans les politiques mises en œuvre par Macron, la sortie des traités européens est plus que jamais d'actualité, de manière concertée (plan A) ou unilatérale avec ceux qui seront en accord avec nous (plan B). [...] Après Paris et Madrid en 2015, Copenhague en 2016 et Rome en mars dernier, ce moment poursuivra la construction d'une alternative revendiquant la démocratie pour les peuples d'Europe et affirmant la coopération démocratique et la solidarité comme alternative au déficit démocratique et social imposé par le traité de Lisbonne il y a dix ans'. Il s'agit là d'un jalon important pour les élections européennes de 2019* », <<https://www.lepartidegauche.fr/leurope-insoumise-se-retrouve-a-lisbonne-pour-le-5eme-sommet-du-plan-b/>>

<sup>338</sup> Carlos Cunha, « 'Mais Portuga! Mais CDU! ... mais PCP? The Portuguese Communist Party at the Turn of the 21th Century », in. Joan Botella, Luis Ramiro (eds), *op.cit.*, p. 115.

<sup>339</sup> A ce sujet, Francisco Louçã déclare : « *Nous savions que la clé de notre intervention n'était pas de disputer au Parti communiste un espace semblable à celui qu'il occupe. Nous ne pourrions nous imposer face au Parti communiste qu'en affirmant un objectif bien plus ambitieux, une recomposition globale de la gauche. Cela nous a conduits dès le début à adopter une position très unitaire en direction du PC, alors qu'il a d'abord cherché, comme on pouvait s'y attendre, à mépriser et ignorer l'existence du Bloc. Ensuite, il a adopté une politique double : des rapports très unitaires au Parlement, construits sur des discussions et des négociations intenses, et, parallèlement, une attitude très polémique sur le terrain social* ». Cf Daniel Bensaïd, Alda Sousa, Alan Thornett, *op.cit.*, pp. 149-150.

des élections législatives de 2011 : le BE et le PCP se présentent toujours séparément mais se déclarent prêts à gouverner ensemble en cas de victoire<sup>340</sup>.

Si le PCP n'a pas connu, depuis sa fondation, de changements significatifs tant au niveau de son idéologie et de sa gouvernance interne, il opte néanmoins régulièrement pour une stratégie de coalition électorale qui lui permet de ne pas se montrer fermé aux alliances tout en cultivant une posture isolationniste au sein du système partisan portugais. Depuis les élections législatives de 1987, le PCP se présente à toutes les élections dans le cadre de la Coalition démocratique unitaire (CDU) avec deux partis satellisés, Intervention démocratique<sup>341</sup> et le Parti écologiste « Les Verts » (*Partido Ecologista « Os Verdes »*). La CDU est reconduite depuis 1987 à toutes les élections législatives, européennes et locales. La répartition des candidatures est toujours la même entre les trois composantes de la CDU et le PCP y est très largement majoritaire : les Verts n'ont jamais eu plus de deux députés à l'Assemblée de la République et n'ont obtenu un député européen qu'une fois, en 1989, c'est-à-dire la seule fois que la CDU est parvenue à décrocher 4 sièges au Parlement européen. Cette alliance procède au départ d'un accord de bons procédés : les Verts, marginaux en 1987, s'assuraient un moyen facile d'obtenir des élus tandis que le PCP limitait dans un premier temps les possibilités d'émergence de forces concurrentes à gauche<sup>342</sup>. Cette absence d'autonomie des écologistes a indirectement aidé le Bloc de gauche à trouver une place dans le système partisan en reprenant à son compte les revendications des nouveaux mouvements sociaux et les thématiques post-matérialistes qui sont souvent l'apanage des partis écologistes.

De son côté, le Parti socialiste a toujours rejeté la possibilité de nouer des alliances avec les partis de la gauche radicale au niveau national<sup>343</sup>. Si le BE se refuse à mettre sur un pied d'égalité le PS et son rival de droite le PSD, il fustige néanmoins ses inclinaisons sociales-libérales et cherche à alimenter des dissensions internes en dialoguant avec les plus critiques de ses militants<sup>344</sup>. Une stratégie qui a atteint son paroxysme sous le second gouvernement de

---

<sup>340</sup> Marisa Matias, Bruno Fialho, « Le Bloc de gauche, une union révolutionnaire », in. Céline Meneses (dir.), *L'autre gauche en Europe : unis nous sommes plus forts*, Bruno Leprince, Paris, 2013, pp. 51-52.

<sup>341</sup> Scission du Mouvement démocratique portugais, dont une autre scission, Política XXI, participera à la fondation du Bloc de gauche.

<sup>342</sup> Carlos Cunha, « Few but Pure and Good Members are Preferred to a Mass Party – The Portuguese Communist Party's Continued Orthodoxy », *op.cit.*, p. 196.

<sup>343</sup> Marco Lisi, « Portugal », in. Jean-Michel De Waele, Fabien Escalona, Mathieu Vieira (eds), *op.cit.*, p.320.

<sup>344</sup> Marco Lisi, « New politics in Portugal: the rise and success of the Left Bloc », *op.cit.*, p. 135.



José Sócrates (2009-2011), lorsque plusieurs députés frondeurs conduits par Manuel Allegre ont voté contre le gouvernement sur certaines réformes liées à la mise en œuvre de la politique d'austérité<sup>345</sup>.

L'accord noué en 2015 à l'issue des élections législatives est donc à maints égards historiques, bien que des expériences similaires aient déjà existé au niveau local, notamment à la mairie de Lisbonne. Toutefois, on reste encore loin d'une coalition gouvernementale. Ni le BE, ni le PCP ne semblent disposés à gouverner avec le PS et réciproquement. Le mode de scrutin proportionnel ne les y encourage pas, en permettant à chaque parti d'obtenir des élus en présentant ses propres listes de candidats<sup>346</sup>.

---

<sup>345</sup> A ce sujet, Francisco Louçã déclare : « La clé résidait dans notre capacité à répondre au défi représenté par le Parti socialiste, en tant que parti de gouvernement, et au régime d'alternance [...] C'est vrai que les politiques appliquées peuvent même être pires sous un gouvernement socialiste, comme nous le voyons actuellement avec la législation du travail adoptée par le gouvernement Sócrates, mais, du point de vue social, ils n'ont pas la même base. Nous avons donc développé une intervention très active, en dialoguant avec les militants de base socialistes, qui représentent un secteur important de la population, pour leur exposer nos critiques et nos propositions alternatives : c'est là que réside notre véritable lutte pour l'hégémonie et c'est ce qui a guidé notre action. La direction du Parti socialiste était à ce moment-là entre les mains de Ferro Rodrigues, ancien dirigeant du MES (Mouvement de la gauche socialiste) à l'époque du 25 avril. Je l'ai connu quand j'avais quatorze ans. Nous avons pu engager beaucoup d'actions en commun, dans la lutte contre la pauvreté et pour la sécurité sociale, malgré nos profondes divergences en matière de politique économique. Cette équipe de direction du Parti socialiste a été décapitée par une procédure judiciaire, un artifice juridique. C'est José Sócrates qui lui a succédé, un technocrate libéral. » (Daniel Bensaïd, Alda Sousa, Alan Thornett, *op.cit.*, p. 150).

<sup>346</sup> Marco Lisi, « New politics in Portugal: the rise and success of the left bloc », *op.cit.*, p. 129.

## 4. Orientations programmatiques

Avant chaque scrutin législatif, le Bloc de gauche adopte un programme politique. Toutes les versions de ce programme sont disponibles sur le site Internet du parti.

Année de publication	Titre en portugais	Traduction en français
2005	<i>Tempo de viragem. As prioridades para uma governação que imponha um novo ciclo de politicas</i>	Le temps du tournant. Les priorités pour un gouvernement imposant un nouveau cycle de politiques
	<bloco.org/media/programa2005.pdf>	
2009	<i>Programa par um governo que responda à urgência da crise social. A politica socialista para Portugal</i>	Une politique socialiste pour le Portuga. Programme pour un gouvernement qui répond à l'urgence de la crise sociale
	<bloco.org/media/programabe2009.pdf>	
2011	<i>Mudar de futuro pelo emprego e pela justiça fiscal</i>	Changer le monde par l'emploi et la justice sociale
	<esquerda.net/sites/default/files/compromisso_eleitoral_0.pdf>	
2015	<i>Manifesto Eleitoral</i>	Programme électoral
	<bloco.org/media/manifestolegislativas2015.pdf>	

Les programmes politiques proposés par le Bloc de gauche ont connu une forte évolution avec l'irruption de la crise économique. En 2005, le parti publie un programme intitulé « Le temps du tournant, les priorités pour un gouvernement imposant un nouveau cycle de politiques ». Le BE y affirme sa vocation à gouverner, mais sur ses propres bases, excluant tout accord « *avec des gouvernements constitués sur une base contraire [à son] programme électoral* »<sup>347</sup>. Il contient dix mesures qui seraient mises en place au cours des 100 premiers jours du gouvernement : une réforme du droit du travail, la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse, le retour sur la privatisation de certains hôpitaux, des négociations avec l'UE sur l'encadrement des déficits publics, l'abolition du secret bancaire, la régularisation des immigrés, en particulier

<sup>347</sup> Page 13 du programme de 2005 : « *O Bloco de Esquerda, a esquerda socialista e popular, apresenta-se nestas eleições como alternativa. Defende políticas claras que são as prioridades para uma governação que responda à urgência social. Essas políticas são um compromisso com os eleitores, e será esse compromisso e só ele que determinará a actuação do Bloco no parlamento como no país. Em consequência, o Bloco assumirá sempre a responsabilidade de defender estas propostas, não participando nem estabelecendo acordos programáticos com governos que sejam constituídos numa base contrária ao manifesto eleitoral que aqui se apresenta.* » Traduction : « *Le bloc de gauche, la gauche socialiste et populaire, se présente à ces élections comme une alternative. Il préconise des politiques claires qui sont les priorités d'une gouvernance qui répond à l'urgence sociale. Ces politiques sont un engagement envers les électeurs, et ce sera cet engagement qui déterminera l'action du Bloc au parlement comme dans le pays. En conséquence, le bloc assumera toujours la responsabilité de défendre ces propositions, ne participant pas ou n'établissant pas d'accords programmatiques avec des gouvernements constitués sur une base contraire au manifeste électoral présenté ici.* ».

brésiliens<sup>348</sup>, le retrait des troupes portugaises engagées en Irak, la baisse des tarifs de fourniture d'accès à Internet et un meilleur encadrement de la procédure de détention préventive. On le voit ici, les thèmes abordés sont très divers.

Dès 2009, le discours évolue : le programme voté à cette occasion s'intitule « Une politique socialiste pour le Portugal, programme pour un gouvernement répondant à l'urgence de la crise sociale », un programme de 110 pages dans lequel le BE « présente une politique viable dont la force dépend de la mobilisation populaire et de la cohérence de l'alternative socialiste que nous défendons »<sup>349</sup>.

Le programme de 2011, « Changer le monde par l'emploi et la justice fiscale », se concentre sur la dette, réclamant un audit et une renégociation de celle-ci, sur des réformes sociales d'urgence et sur les rapports avec les institutions européennes.

Le programme de 2015, enfin, est moins court-termiste, développant des propositions aussi bien en matière d'Europe, d'emploi et de social qu'en matière de justice, d'égalité et de « biens communs » (Ben comuns), avec une attention particulière à la protection de l'environnement.

Globalement, le BE, au travers de ces programmes, développe particulièrement ses propositions dans certains domaines, qui font l'objet de propositions particulièrement nombreuses : la santé, l'éducation, le droit du travail, les aides sociales et minima sociaux, l'environnement ainsi que la politique culturelle avec une attention particulière aux médias audiovisuels et à Internet.

#### ***4.1 - Volet économique et social***

Le BE propose de nombreuses réformes du droit du travail dont la plupart visent à limiter le développement des contrats précaires ou à temps partiel, en interdisant, par exemple, la reconduction d'un contrat à durée déterminée sur un même poste au-delà d'un an. Il y propose également des investissements accrus dans les nouvelles technologies et l'innovation, le développement de formations professionnelles associées à ces domaines. Il préconise en outre une réduction du temps de travail hebdomadaire. Pour encourager les créations d'emplois

---

<sup>348</sup> Le BE estime dans ce programme que 24.000 immigrés brésiliens sont en attente de régularisation en 2005.

<sup>349</sup> Page 11 du programme de 2009.

dans les régions du pays les plus défavorisées, il propose un programme d'urgence incluant des aides fiscales et des subventions et souhaite imposer l'interdiction des délocalisations pour les entreprises faisant des bénéfices (2005). Sur le front des réformes sociales, très détaillées concernant les retraites et plus encore le système de santé, il propose la convergence des pensions de retraite et d'invalidité avec le salaire minimum, ainsi que l'augmentation des salaires des fonctionnaires et une harmonisation de la sécurité sociale via la convergence des caisses de cotisation au sein d'un système de sécurité sociale public et universel. Ces propositions en matière économique et sociale sont plutôt modérées et tiennent plus d'une politique sociale-démocrate d'inspiration keynésienne que d'un bouleversement d'inspiration marxiste. En matière de politique de l'emploi, une nouvelle proposition de contrat étudiant apparaît en 2015, visant les jeunes en formation qui travaillent 50 jours ou 400 heures par an, afin de leur permettre d'accéder aux protections prévues par le code du travail et de cotiser à la sécurité sociale.

Dès la mise en œuvre des premières mesures d'austérité, auxquelles le BE s'oppose, les propositions en matière sociale se multiplient. Pourfendant la « dévastation libérale » perpétuée selon lui par le PS de José Sócrates, le BE revendique le droit à la retraite à taux plein après 40 annuités de cotisation, un salaire minimum porté à 600€ par mois, l'interdiction des licenciements collectifs dans les entreprises réalisant des profits, ainsi que l'instauration d'une taxe sur la valeur ajoutée pour les entreprises et d'une taxe sur les transactions financières (2009).

Alors qu'une partie de la population s'enfonce dans la précarité, le BE propose de légiférer en faveur des familles surendettées, en imposant, pour les familles dont les charges de remboursement de crédit dépassent 50 % de leurs revenus, une réduction des intérêts et un étalement des délais de remboursement de la part des organismes de crédit. Une annulation partielle de la dette est proposée pour les cas les plus critiques (2015). Après les multiples réformes du droit du travail ayant eu lieu entre 2009 et 2015, le BE reprend en 2015 ses propositions-phare de 2009 et y ajoute plusieurs propositions fortement teintées d'antilibéralisme : réduction du temps de travail à 35h hebdomadaires, restauration des jours fériés supprimés, accès aux allocations chômage et à la sécurité sociale pour les travailleurs indépendants et auto-entrepreneurs, interdiction des clauses sur la mobilité géographique

dans les contrats de travail, raffermissement de la procédure de licenciement, assouplissement de l'obligation de pointage des chômeurs ou encore interdiction pour les entreprises ayant procédé à des licenciements de verser des dividendes à leurs actionnaires pendant dix ans (2015).

En matière fiscale, le Bloc de gauche plaide pour un accroissement de l'effort pour les catégories de la population les plus aisées. Il promeut la levée du secret bancaire, un impôt sur le revenu plus progressif, un encadrement des mouvements de capitaux dans l'esprit de la taxe Tobin, un gel de la baisse des impôts sur les sociétés sauf circonstances exceptionnelles ou engagement sur la pérennité des emplois et la création d'un impôt sur les grandes fortunes (2005). Le BE proposera ensuite l'institution d'un impôt sur les successions, la réduction de la TVA, l'abolition des exemptions fiscales pour certains bénéficiaires et la taxation des paiements en nature (2009). Un renforcement des banques publiques et un soutien à l'épargne populaire est promu, via notamment l'émission d'obligations liées à des projets d'investissement impulsés par des entreprises publiques. Le BE préconise également la mise en place d'un fond de remboursement de la dette, alimenté par la fiscalité sur les entreprises, sur les revenus financiers et sur le transfert de fonds dans les paradis fiscaux. La fiscalité sur les entreprises serait augmentée pour les entreprises bénéficiant d'aides publiques et reversant leurs bénéfices à leurs actionnaires, tandis qu'elle serait abaissée pour les entreprises ne distribuant pas de dividendes, embauchant de nouveaux salariés et améliorant leurs conditions de rémunération (2015).

D'une version à l'autre, le programme du BE tend à se radicaliser concernant l'encadrement du fonctionnement des entreprises privées, le parti proposant de rendre obligatoire la publicité de l'ensemble de la structure de chaque entreprise, filiales incluses, y compris situées à l'étranger, l'interdiction des transactions financières avec des bénéficiaires inconnus ou établis dans un paradis fiscal, ou encore l'interdiction de passer des marchés publics avec des entreprises ayant des liens ou intégrant dans leur structure des sociétés basées dans des paradis fiscaux (2015).

Notons enfin que le BE produit dès 2005 de nombreuses propositions relatives au développement du numérique, encourageant le développement d'Internet et le recours aux logiciels libres.

Le BE produit de très nombreuses propositions relatives au fonctionnement des services publics, en particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation, du logement et de l'énergie. Il est proposé une stricte séparation entre public et privé dans la gestion des hôpitaux, prévoyant notamment la résiliation des partenariats public-privé. De nombreuses propositions concernent l'amélioration des conditions de travail du personnel hospitalier. Le logement bénéficie d'une attention renforcée alors que la crise gagne en intensité, avec la proposition d'un cofinancement public de la réhabilitation des logements vacants ou dégradés, via la mise en œuvre d'un programme national de rénovation urbaine (2015).

En matière éducative, outre les propositions de démocratie de la gouvernance des établissements scolaires ou d'enseignement supérieur, ou des propositions relatives à l'amélioration des conditions de travail des enseignants et de leurs revenus, on peut citer la revendication de plafonner les effectifs à une vingtaine d'élèves par classe dans le primaire et le secondaire, la baisse des frais d'inscription pour les étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche sous contrat avec l'Etat via un renforcement de l'apport financier de ce dernier, voire plus de frais du tout pour les plus modestes (2015). En règle générale, le parti affirme son attachement à l'universalité et la gratuité de l'enseignement tout au long de la vie, de l'enfance aux études supérieures.

Enfin le BE propose de revenir sur la privatisation du traitement et de l'approvisionnement en eau potable, leur remunicipalisation et l'encadrement des tarifs (2005, 2009).

#### ***4.3 - Volet démocratie et libertés individuelles***

Dans tous ses programmes, le BE affirme une orientation très favorable à l'immigration, plaidant en faveur d'une régularisation des immigrés sans-papier, pour un assouplissement de la politique migratoire du Portugal et pour l'octroi du droit de vote à tout immigré installé depuis plus de trois ans (2005).

Reprenant les revendications féministes, notamment sur la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse, le BE promeut l'égalité des sexes en termes de salaires obligatoire, extension du congé parental en particulier à destination du père (allongement de la période +

meilleure indemnisation), ou encore la reconnaissance du statut de travailleur du sexe pour les prostituées et l'institution d'un cadre légal pour l'exercice de cette profession (2015).

Répondant à la quasi-intégralité des revendications de la communauté LGBT, le BE est favorable à l'ouverture du droit au mariage et à l'adoption pour les couples de même sexe et promeut très tôt également plusieurs mesures liées à la mise en œuvre de la légalisation de la procréation médicalement assistée (2005).

Favorable à un assouplissement de la législation sur les drogues, le BE produit des propositions détaillées sur la légalisation des drogues douces et la dépenalisation des drogues dures, avec notamment une proposition d'expérimentation de l'héroïne à des fins thérapeutiques (2005).

Le BE est favorable à la légalisation de l'euthanasie (2009).

Concernant les institutions, le BE propose de démocratiser les institutions locales, en mettant en place des conseils régionaux élus, et en accroissant les compétences des communes, notamment du point de vue de l'utilisation de leurs budgets (2015). Il défend la possibilité pour les conseils municipaux de censurer leurs exécutifs.

Enfin le parti multiplie dès 2009 les propositions relatives à la lutte contre la corruption et de contrôle de l'activité des élus, revendiquant l'interdiction pendant six ans pour les ex-élus de travailler dans des entreprises agissant dans des secteurs de l'économie sur lesquels ils ont agité pendant leur mandat, la déclaration de revenus publiques et consultables en ligne en lien avec la Cour constitutionnelle pour les élus, la révocabilité des mandats, ou encore un assouplissement de l'initiative législative populaire par la réduction du nombre de pétitionnaire requis. Le BE propose également d'étendre le droit de vote aux 16-18 ans (2015).

#### ***4.4 - Volet écologie et protection de l'environnement***

La protection de l'environnement fait l'objet de passages détaillés, riches de nombreuses propositions dans les programmes électoraux du BE. Sur beaucoup d'aspects, notamment le traitement des déchets et les mobilités, ses revendications le rapprochent beaucoup des partis écologistes.

Dès son programme de 2005, le BE décline un large panel de propositions liées à la protection de l'environnement. Il propose ainsi la nationalisation du secteur de l'énergie, et la mise en place d'une autorité nationale de l'énergie pour la coordination de plans d'investissement de développement dans ce secteur. L'objectif affiché est de permettre un développement des énergies renouvelables, une réduction du recours aux énergies fossiles et une baisse des consommations par l'efficacité énergétique. Le BE n'est pas pour autant favorable à l'énergie nucléaire, dont il préconise l'interdiction (2015).

Le parti propose également d'investir dans le ferroviaire, en développant les trains régionaux au détriment du TGV, limité aux liaisons européennes. Concernant les déchets, le recyclage et le compostage sont promus pour réduire la part des déchets incinérés. L'accroissement des moyens accordés à la gestion publique des forêts doit permettre de lutter plus efficacement contre les incendies, auxquels le Portugal est fréquemment sujet pendant la période estivale.

On relève de nombreuses propositions en faveur du recyclage et de l'efficacité énergétique des appareils électroménagers. La fermeture des centrales à charbon est réaffirmée et le soutien au développement des énergies renouvelable également, via le soutien au recours à l'énergie solaire, à l'éolien, à la génération de biomasse ou à l'exploitation de l'énergie générée par les courants marins. On trouve une nouvelle revendication de rejet de la « dictature automobile », avec l'objectif de faire baisser de 20 % la part modale de la voiture dans les mobilités, via le soutien à la pratique du vélo et au covoiturage, l'extension des zones piétonnes en milieu urbain et la mise en place de canaux de circulation réservés aux transports en commun (2009).

Les propositions au sujet de la condition animale occupent une place croissante dans les programmes électoraux du parti, qui demande une interdiction des émissions télévisées mettant en scène la souffrance animale, la fin du soutien public aux corridas, l'interdiction de l'utilisation d'animaux exotiques dans les cirques, ou encore la limitation des tests sur les animaux dans les laboratoires,

En matière d'agriculture, les propositions sont peu nombreuses, mais on peut citer le soutien à l'agriculture régionale, avec encadrement des prix, réseau de commercialisation dédié, soutien à la reprise des parcelles agricoles abandonnées (2015). Le BE est hostile à l'utilisation d'organismes génétiquement modifiés en agriculture (2009). Enfin il affirme son soutien aux



petits pêcheurs indépendants en renforçant la traçabilité et l'encadrement des tarifs du poisson (2015).

#### ***4.5 - Volet politique internationale et européenne***

Bien qu'il affirme régulièrement son hostilité à la construction européenne telle qu'elle est mise en œuvre depuis l'adoption du Traité de Lisbonne, le BE reste favorable au principe de l'intégration communautaire et produit différentes propositions en ce sens. Alda Sousa, députée européenne du parti de 2012 à 2014, affirme que « *dès sa formation, le Bloc s'est défini comme pro-européen de gauche. Tout en étant très critique sur le processus de construction européenne, ses choix économiques et sociaux et ses traités, le Bloc a refusé la vision souverainiste du PCP pour qui l'Union européenne est une agression dirigée contre les peuples. Notre objectif, c'était une refondation démocratique de l'Union européenne, basée sur la participation des peuples et les droits sociaux* »<sup>350</sup>.

Le BE dénonce le fait que les gouvernements portugais ont été « trop sages » à l'égard des institutions européennes, acceptant de généreux fonds structurels pour accélérer le développement du pays sans discuter les règles régissant le fonctionnement des institutions communautaires (2005). Il s'oppose au projet de traité établissant une constitution pour l'Europe (TSCG) devenu Traité de Lisbonne, qu'il juge trop peu démocratique, trop dépendant de l'OTAN sur la scène internationale et surtout trop strict sur les règles d'encadrement des déficits publics (2005). Le BE rejette donc le traité mais ne s'oppose pas à une plus grande intégration, proposant notamment une harmonisation fiscale, un plan d'investissements axé prioritairement sur l'environnement et l'énergie et financé par des titres de dette publique européenne émis par la Banque centrale européenne, ou encore un système européen de protection sociale et un revenu minimum européen (2005).

Avec l'irruption de la crise de 2008, le BE propose d'auditer la dette souveraine du Portugal, dont il suggère que certaines parties sont illégitimes du fait de taux d'intérêts abusifs de la part des créanciers ou de pratiques de corruption et de favoritisme au sein-même de l'Etat. Il préconise la justification de chaque dépense de la part de l'Etat, la surveillance des nominations publiques et des salaires plafonnés dans le secteur public. Il plaide pour une

---

<sup>350</sup> Alda Sousa, « Le Bloc de gauche portugais, ni Syriza, ni Podemos », *op.cit.*

renégociation de cette dette, dénonçant les politiques d'austérité imposant son remboursement. Pour se faire, il réclame de nouveaux délais de paiement et des taux d'intérêts revus à la baisse, reprochant au Fonds de stabilité financière de l'UE et au FMI de s'enrichir au détriment du Portugal via les taux d'intérêts, qui auraient rapporté un milliard d'euros aux gouvernements européens et 500 millions d'euros aux gouvernements européens (2011). Le BE suggère comme alternative l'émission d'euro-obligations dans l'objectif d'éviter la spéculation sur les dettes des Etats les plus en difficulté en mutualisant les dettes des pays de la zone euro, et revendique le remboursement par la BCE des intérêts perçus sur le remboursement de la dette (2015).

En dépit d'un discours plus ferme après la tutelle de la Troïka, aucune proposition ne va dans le sens d'une rupture avec l'UE dans les différents programmes du BE, préférant une logique de rapport de force. Francisco Louçã affirme ainsi ainsi qu'« *aujourd'hui il ne fait pas de doute qu'un programme socialiste serait étranglé par l'Union européenne. Toute politique socialiste active devra affronter les institutions de l'UE pour transformer les conditions de la politique européenne* »<sup>351</sup>. Le congrès de 2011 produit une résolution dans laquelle on peut lire que le parti « *refuse la réponse nationaliste de la sortie de l'euro dont la conséquence aujourd'hui serait une dépression prolongée sans alternatives réelles d'autonomie face aux marchés financiers, en accentuant la chute des salaires et des retraites, sans pour autant réduire la dépendance extérieure* »<sup>352</sup>.

Le 26 juillet 2015, alors que le gouvernement grec d'Alexis Tsipras cédait aux institutions européennes pour mettre en œuvre un nouveau plan d'austérité, le Bureau national du BE produit une déclaration qui annonce un virage radical. Le parti y affirme que l'UE, décrite comme « *[dirigée par] une grande coalition conservatrice socialiste menée par le gouvernement allemand* », passe « *par-dessus la démocratie* » et qu'« *une réponse doit être construite contre cette Union* ». Réaffirmant son rejet du Pacte de stabilité encadrant les niveaux de déficit des économies des pays-membres de l'UE et sa demande de restructuration de la dette portugaise, le BE se dit « *prêt à restaurer la souveraineté [...] de manière à respecter la démocratie nationale* », à « *refuser tout nouveau sacrifice pour l'euro* » et affirme que cette ligne « *pourrait avoir pour*

---

<sup>351</sup> Daniel Bensaïd, Alda Sousa, Alan Thornett, *op.cit.*

<sup>352</sup> Alda Sousa, « Le Bloc de gauche portugais, ni Syriza, ni Podemos », *op.cit.*

*conséquence une rupture avec l'Union monétaire* ». Le parti promet enfin « *une nouvelle alliance européenne [...] réunissant toutes les forces qui luttent pour la démocratie et contre l'austérité* »<sup>353</sup>.

On voit ici à quel point la crise grecque a influencé le Bloc de gauche : la sortie de l'euro, fermement rejetée en 2011, est devenue une possibilité sérieusement envisagée en 2015. Cristina Semblano, membre du Bureau national du BE, est sans ambiguïtés à ce sujet : « *s'il devait être confronté à une situation semblable à ce qui fut celle du gouvernement grec à l'été 2015, le Bloco de Esquerda ne capitulerait pas : plutôt que de céder au chantage de l'Europe, il quitterait l'Europe* »<sup>354</sup>.

Sur le plan des relations internationales extra-européennes, le BE demande la dissolution du FMI, de l'OMC et de la Banque mondiale, et leur remplacement par une banque internationale de soutien au développement, créée et gérée par un système de coopération dans lequel les pays les moins favorisés ont accès au pouvoir de décision (2015). Au nom d'une orientation pacifiste, il revendique la sortie du Portugal de l'OTAN et sa dissolution, s'oppose à la mise en place d'une force armée en Europe, et demande la fermeture de toutes les bases militaires étrangères en Europe (2015).

## **5. Synthèse : un parcours tortueux, une plasticité à toute épreuve**

L'émergence puis l'affirmation du Bloc de gauche comme force politique importante du système partisan portugais relève presque de la *success story*. D'une part parce que ce système était globalement imperméable aux recompositions, laissant deux partis de gauche irréconciliable – le PCP et le PS – s'affronter à deux partis de droite formant un seul et même pôle. Le BE, en consolidant sa présence au Parlement, a surtout imposé une recomposition durable à gauche, affaiblissant le PS en rendant difficile la conquête d'une majorité absolue par celui-ci, affaiblissement aussi le PCP en le privant de son hégémonie sur la gauche radicale.

Ce succès a été permis dans un premier temps par l'occupation par le BE d'une niche programmatique qui le singularisait par rapport aux autres partis, en se faisant le principal

---

<sup>353</sup> « La démocratie contre le colonialisme financier », résolution du Bureau national du Bloc de gauche – Portugal – le 26 juillet 2015, <<http://www.bloco.org/media/20150726resolfra.pdf>>

<sup>354</sup> « Portugal : une fin de l'austérité en trompe-l'oeil – Entretien avec Cristina Semblano », Lenny Benbara pour *Le Vent Se Lève*, 11 août 2017, <<http://lvsl.fr/lausterite-a-ravage-portugal-entretien-cristina-semblano>>

porte-parole des valeurs postes-matérialistes, lors de ses campagnes électorales mais aussi au gré d'un activisme parlementaire particulièrement intense conduisant à des victoires, en particulier en ce qui concerne la légalisation de l'interruption volontaire de grossesse. Le BE est devenu un interlocuteur crédible pour les porteurs des revendications issues des nouveaux mouvements sociaux, qu'il s'agisse des défenseurs des droits des femmes, des homosexuels ou des minorités ethniques. Mais également des personnes sensibles à la thématique de la protection de l'environnement, sujet sur lequel le BE est porteur de propositions nombreuses et non dénuées de radicalité, suggérant notamment la nationalisation du secteur de l'énergie et une réduction massive de la part modale de la voiture dans les mobilités.

Se distinguant de l'orthodoxie marxiste-léniniste du PCP, le BE, en adoptant un logiciel idéologique plus souple et plus divers, a concurrencé son adversaire dans la famille de la gauche radicale sans pour autant provoquer son affaiblissement dans les urnes, entraînant un renforcement de l'influence de la gauche radicale dans son ensemble, le total PCP+BE passant de 11,7 % en 1999, premier scrutin législatif auquel prend part le BE, à 19,2 % en 2015. Le Portugal est un cas original au niveau de la recomposition de la gauche radicale, au sein de laquelle coexistent en toute indépendance deux partis politiques aux identités bien différentes et aux poids électoraux assez voisins.

Francisco Louçã ne fait pas mystère des ambitions de son parti, affirmant que « *le Bloco ne veut pas être un parti marginal, complémentaire des alliances gouvernementales ou des coalitions, il ne veut pas être un appui pour les autres [...] Notre objectif est de lutter pour l'hégémonie, pour être dominants [...] Cela implique aussi de poser la question du gouvernement. Notre parti veut gouverner* »<sup>355</sup>. A la rigidité idéologique du PCP, le BE oppose une plus grande capacité d'adaptation, au risque de s'exposer à des erreurs stratégiques, comme lors de l'élection présidentielle de 2011 où son soutien au candidat Manuel Alegre, également soutenu par le PS alors au gouvernement et que le BE critiquait pourtant âprement, renvoyant une image brouillée à son électorat. S'en suivit une déconvenue lors des élections législatives de la même année, qui a débouché sur une crise interne provoquant plusieurs scissions et une longue crise de leadership.

---

<sup>355</sup> Daniel Bensaïd, Alda Sousa, Alan Thornett, *op.cit.*, p. 163.

Car le BE se distingue aussi fondamentalement du PCP de part la structure de son organisation interne, largement favorable au fractionnalisme et aux droits des adhérents, qui lui a permis de fédérer plusieurs composantes lors de ses premières années d'existence, mais a ensuite généré des tensions lorsque le besoin d'un leadership fort s'est fait sentir de la part des dirigeants. Bien que le rôle du leader charismatique ait été déterminant dans l'ascension du BE, d'abord avec Francisco Louçã puis avec Catarina Martins, le mode de fonctionnement interne du parti, largement inspiré des traditions de la gauche libertaire, a connu peu de changements entre 1999 et 2017. La crise qu'a traversée le BE entre 2011 et 2015 l'a conduit à apporter comme réponse un renouvellement de ses élus et cadres dirigeants, permettant l'accession aux postes à responsabilité de jeunes femmes médiatiques qui deviennent rapidement populaires. La scission des minorités les plus critiques du parti a en outre permis d'apaiser les débats internes, facilitant l'enclenchement d'une nouvelle dynamique.

Lorsque la crise éclate en 2008 et débouche sur une mise sous tutelle du Portugal par la Troïka UE-BCE-FMI et la mise en œuvre de drastiques politiques d'austérité budgétaire, le BE s'affirme dans une opposition vigoureuse à ces politiques, soutenant activement les mouvements sociaux. Les sujets économiques et sociaux passent alors au premier plan des revendications du parti. Mais c'est la crise grecque, surtout, qui renforce la radicalité du BE : le résultat de la confrontation entre le gouvernement Syriza d'Alexis Tsipras et les institutions agit comme un élément déflagrateur. Rompant avec un passé pro-européen en dépit d'une posture critique sur les derniers traités communautaires, le BE, qui rejetait encore fermement l'hypothèse d'une sortie de la zone euro en 2011, l'envisage comme une possibilité en 2015. Le parti s'engage dans l'organisation de « sommets internationalistes pour un plan B en Europe », dont il devient le principal artisan aux côtés des Français de la France insoumise.

Paradoxalement, c'est alors que cette radicalisation s'affirme que le BE, pour la première fois de son histoire, consent à signer un accord de soutien parlementaire à un gouvernement minoritaire socialiste en 2015. Sous la pression conjointe du BE et du PCP, le gouvernement d'Antonio Costa met en œuvre une série de réformes sociales et fiscales à destination des portugais de condition modeste. Soucieux de ne pas s'enliser dans de nouvelles contradictions, le BE se contente du service minimum, tolérant le maintien au pouvoir du gouvernement en contrepartie des réformes exigées, maintenant de virulentes critiques à l'encontre des

orientations des socialistes en matière de politique internationale et européenne. Cette situation promet toutefois d'être compliquée à gérer dans un futur proche : l'économie portugaise connaît une embellie inattendue, avec un taux de chômage ramené à son niveau d'avant la crise, et les réformes sociales engagées par le gouvernement sont très populaires. Aux élections législatives de 2015, le BE obtient 10,6 % des suffrages exprimés, le meilleur résultat de son histoire, tandis que le PS en obtient 33,6 %, un résultat modeste au regard de ses performances passées. En décembre 2017, l'institut de sondages *Eurosondagem* crédite le BE de 8,6 % d'intentions de vote, contre 40,2 % pour le PS. Un autre institut, *Aximage*, accorde quant à lui 9,3 % d'intentions de vote au BE, contre 39,9 % pour le PS. Le Parti socialiste pourrait donc être le seul bénéficiaire de cette alliance parlementaire historique avec la gauche radicale. Privé d'une partie de sa raison d'être, à savoir la critique d'une social-démocratie jugée trop complaisante à l'égard de l'austérité et du néolibéralisme, le BE devra certainement s'appuyer sur les traits les plus saillants de son identité, par exemple son soutien aux mouvements sociaux, son euroscepticisme de gauche et sa fidélité aux valeurs post-matérialistes pour entretenir son statut de parti significatif du système partisan portugais.

## Chapitre 4 – Podemos en Espagne, du « parti-mouvement » antisystème à la coalition des gauches ?

### 1. Parcours historique

#### *1.1 – Des difficultés de la Gauche Unie à l’irruption du mouvement des « Indignés » (2005-2014)*

L’Espagne ne fait pas partie des pays marqués par une forte tradition électorale de gauche radicale. Si le Parti communiste (PCE) et la coalition formée autour de lui, la Gauche Unie (*Izquierda Unida*, IU) sont des forces politiques importantes, ils n’ont jamais atteint les niveaux de leurs partis-frères français et italien. Le meilleur résultat du PCE est celui des élections législatives de 1979, 10,8 % des suffrages exprimés. Depuis, la Gauche Unie, malgré une démarche de rassemblement au-delà des seules forces communistes, n’a jamais réussi à égaler cette performance, obtenant tout au plus 10,5 % aux élections législatives de 1996. Elle a ensuite connu des revers, s’effondrant à moins de 4 % des suffrages exprimés en 2008. Grâce à de nouvelles démarches d’alliances, essentiellement avec des partis autonomistes locaux, elle se redresse en 2011 avec un résultat de 6,9 % qui reste modeste, surtout si l’on tient compte du fait que dans le même temps, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) subit un affaiblissement massif, en passant de 43,8 % à 28,7 % des suffrages exprimés.

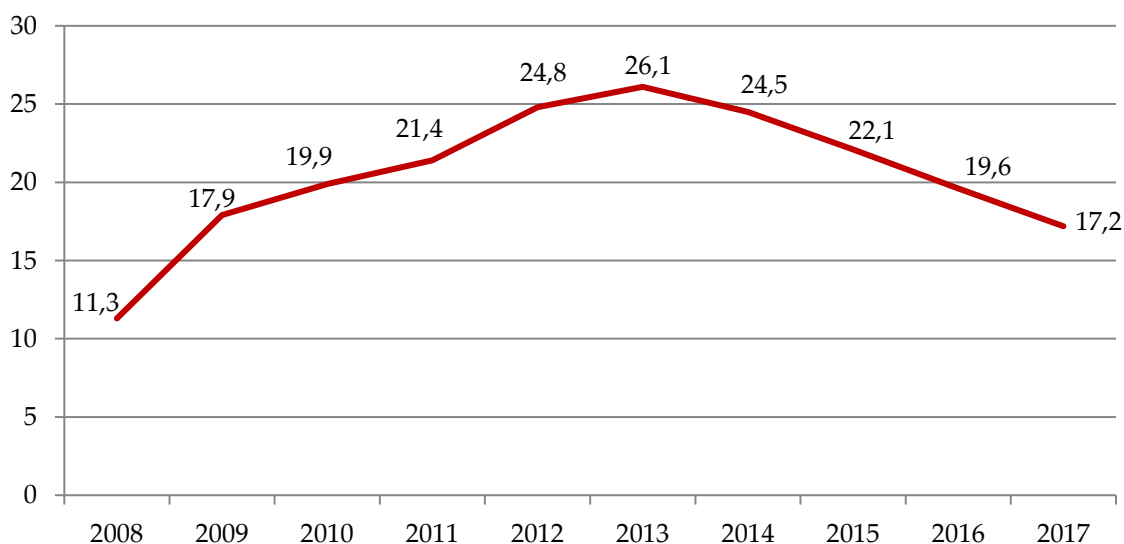
De 2005 à 2014, la gauche radicale n’a donc connu aucun développement significatif en Espagne. Pourtant, la crise économique débutée en 2007 a eu un lourd impact sur l’économie du pays, entraînant une brutale récession après plus de 15 ans de croissance économique soutenue. Elle a conduit le gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero à mettre en œuvre des politiques d’austérité rencontrant l’opposition de nombreux mouvements sociaux. Le chômage, qui touche durablement plus de 20 % de la population active, perdure aussi bien sous les gouvernements socialistes que sous le pouvoir des conservateurs du Parti populaire (PP), à la tête du gouvernement à partir de 2011. La grande dépression entraîne un endettement massif non seulement de l’Etat, mais aussi des communautés autonomes,

jouissant de larges compétences dans le cadre d'un régime politique fortement décentralisé<sup>356</sup>. Cette situation génère un fort mécontentement à l'égard des deux grands partis politiques, PP et PSOE, sur lesquels le système politique espagnol fonde traditionnellement sa stabilité<sup>357</sup>.

Rapidement le système politique espagnol se retrouve confronté à l'irruption de trois crises :

**Une crise économique** qui frappe très durement le pays dès 2008, et entraîne le pays dans la récession pendant six ans<sup>358</sup>. Jusqu'en 2014, date à laquelle la croissance du PIB redevient positive, l'économie espagnole reste exsangue. Un chômage de masse s'installe et dépasse les 26 % de la population active en 2013, avant une lente baisse à partir de 2014 (tableau 22). En décembre 2017 le chômage atteint encore 16,7 %, près de dix points de plus qu'au niveau de l'Union européenne. La crise économique a engendré une crise sociale : les catégories populaires ont subi une lourde dépréciation de leurs revenus, et les jeunes générations ont été particulièrement touchées par le chômage et la précarité du marché de l'emploi. Cette situation économique et sociale très dégradée a alimenté un fort mécontentement dans la population, que Podemos s'est efforcé d'exploiter<sup>359</sup> ;

*Tableau 22 - Evolution du taux de chômage en Espagne par an (Source Eurostat)*



<sup>356</sup> Nacima Baron, Barbara Loyer, *L'Espagne en crise(s), une géopolitique au XXIe siècle*, Armand Colin, Paris, 2015, pp. 33-46.

<sup>357</sup> Alberto Amo, Alberto Minguez, *Podemos, la politique en mouvement*, La Dispute, Paris, 2016, pp. 42-46

<sup>358</sup> Nacima Baron, Barbara Loyer, *op.cit.*, pp. 33-46.

<sup>359</sup> Cesar Rendueles, Jorge Sola, « The Rise of Podemos: Promises, Constraints, and Dilemmas », *ResearchGate*, DOI: 10.1007/978-3-319-63432-6\_2, lignes 54-258.



**Une crise politique** : le bipartisme PSOE/PP qui régissait la vie politique espagnole avant l'irruption de la crise économique est fragilisé dès les législatives de 2011, avec l'effondrement du PSOE qui obtient le plus mauvais résultat de son histoire. Au mécontentement à l'égard des politiques d'austérité budgétaires, mises en œuvre en réaction à la crise économique par le gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero, puis poursuivies par le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy, s'ajoute une crise de confiance consécutive à la révélation de plusieurs affaires de corruption<sup>360</sup> ;

**Une crise de la représentation** avec l'apparition de mouvements sociaux massifs qui secouent l'Espagne dès l'année 2011, et atteignent leur paroxysme avec l'irruption du mouvement du 15 mai dit mouvement des « indignés ». Au-delà de la critique des politiques d'austérité et du système économique en vigueur, ces mouvements sociaux matérialisent une grave crise de confiance dans les institutions et les partis politiques existants. Cette crise de confiance alimente une autre crise, celle de la représentation. En réponse, de nouveaux partis apparaissent et rencontrent des succès inattendus : les deux principaux bénéficiaires de ce phénomène sont, à droite, le parti Ciudadanos et, à gauche, Podemos<sup>361</sup>.

La contestation est dirigée et organisée en dehors des cadres politiques et syndicaux traditionnels, les principales centrales syndicales n'étant notamment pas à l'origine des appels à manifester. Le 15 mai 2011, des collectifs lancent un appel à manifester dans plusieurs villes d'Espagne, fondant ce qui allait rapidement prendre le nom de « Mouvement des Indignés » en référence à l'ouvrage de l'ancien Résistant français Stéphane Hessel, intitulé *Indignez-vous !*, qui connaît alors un succès de ventes en librairies dans le pays. Le mouvement rencontre un succès qui a surpris par son ampleur : 130.000 personnes descendent dans les rues de plus d'une quarantaine de villes<sup>362</sup>. Les revendications des Indignés sont en premier lieu d'ordre politique, avec une mise en cause du système électoral, et surtout des affaires de corruption touchant une partie du personnel politique espagnol. Mais elles sont aussi sociales et économiques, formulées notamment par de nombreux jeunes adultes sans-emploi, contraints

---

<sup>360</sup> Michael Ehrke, « La gauche radicale aux portes du pouvoir : après la Grèce, l'Espagne ? », Friedrich Ebert Stiftung, Bureau de Paris, mars 2015, [www.fesparis.org](http://www.fesparis.org)

<sup>361</sup> Antonio Alvarez-Benavides, « Du sujet à l'institution, l'Espagne, le 15M et Podemos », in. Geoffrey Pleyers, Brieg Capitaine (dir), *Mouvements sociaux, Quand le sujet devient acteur*, Editions de la Fondation Maison des sciences de l'homme, Paris, 2016, pp. 109-112.

<sup>362</sup> Christophe Barret, *Podemos. Pour une autre Europe*, Les éditions du Cerf, Paris, 2015, pp. 28-29.

de retourner vivre chez leurs parents faute de moyens leur permettant d'assurer leur autonomie, et par divers militants associatifs, notamment du droit au logement, qui contestent aussi bien les politiques d'austérité que le fonctionnement du système économique. L'appel du 15 mai, lancé par le groupe « Pour une démocratie réelle » émanant d'utilisateurs du site Internet de réseau social *Facebook*, adopte un mot d'ordre synthétisant ces revendications : « Nous ne sommes pas des marchandises dans les mains des politiciens et des banquiers ! »<sup>363</sup>.

Le mouvement perdure dans le temps et adopte plusieurs modes d'action : marches, campements, construction de jardins collectifs, etc. Le plus emblématique est celui de l'occupation de places publiques dans les plus grandes villes d'Espagne, avec jusqu'à 30.000 personnes rassemblées à Madrid. Peu à peu, les Indignés deviennent irréguliers dans leurs activités, faute d'organisation hiérarchisée apte à coordonner les actions sur la durée. Mais la mobilisation, très soutenue dans les enquêtes d'opinion<sup>364</sup>, a contribué à politiser des centaines de milliers d'espagnols, en particulier parmi les plus jeunes. Dans la lignée du mouvement des Indignés, l'impopularité du gouvernement et les scandales de corruption touchant aussi bien des responsables et élus du PSOE que du PP<sup>365</sup>, jusqu'au Premier ministre lui-même<sup>366</sup>, permettaient de défendre l'hypothèse d'une « fenêtre de tir » pour un nouveau parti politique réceptacle des mécontentements. Et ce d'autant plus que les partis existants se sont avérés incapables d'incarner ce renouvellement, en particulier IU, peu impliquée dans le mouvement des Indignés et dont le processus de « refondation » peine à donner des résultats concrets, comme l'illustre son résultat faible aux élections législatives de 2011<sup>367</sup>. D'une certaine façon, un espace politique s'était dégagé, faute d'être efficacement occupée par IU.

Pourtant IU aurait pu incarner, faute de mieux, un débouché politique à la contestation. Ce parti a connu une forte progression dans les sondages d'intentions de vote entre 2012 et 2014 (tableau 23). De par son opposition résolue aux politiques d'austérité et sa critique traditionnelle des politiques néolibérales, IU s'est dans un premier temps retrouvée dans une

---

<sup>363</sup> Christophe Aguiton, *La gauche du 21<sup>e</sup> siècle, enquête sur une refondation*, Editions La Découverte, Paris, 2017, p. 190.

<sup>364</sup> « 81 % des sondés considèrent que les indignés ont raison, 84 % que le mouvement aborde des sujets graves dans lesquels ils se reconnaissent » d'après un sondage de l'institut Metroscopia réalisé en juin 2011, cf « Espagne, soutien massif aux indignés », *L'Humanité*, 7 juin 2011, <[https://www.humanite.fr/06\\_06\\_2011-espagne-soutien-massif-aux-indign%C3%A9s-473730](https://www.humanite.fr/06_06_2011-espagne-soutien-massif-aux-indign%C3%A9s-473730)>

<sup>365</sup> « La corruption empoisonne la vie politique espagnole », Sandrine Morel pour *Le Monde*, 24 mai 2015.

<sup>366</sup> Pascal Delwit, *op.cit.*, p. 592.

<sup>367</sup> Christophe Barret, *Podemos. Pour une autre Europe*, *op. cit.*, pp. 178-179.

situation enviable, mais qui était en réalité très ambiguë. Il s'agissait d'une force bien organisée, ayant survécu tant bien que mal au bipartisme, restée proche des mouvements sociaux, peu touchée par la corruption et qui pouvait se prévaloir d'avoir amélioré ses performances électorales lors du dernier scrutin. Mais d'un autre côté, l'IU était en partie perçue comme faisant partie de l'ancien système politique de 1978 et connaissait une forte agitation interne. Deux tendances coexistent au sein d'IU : la tendance la plus conservatrice a préféré assurer une croissance électorale modérée, dans l'espoir de contraindre le PSOE à une coalition gouvernementale, mais une autre tendance, plus proche de l'esprit de 15M - représenté par le jeune économiste Alberto Garzón – plaidait pour réunir largement autour d'une revendication de processus constituant pour remplacer le régime politique mis en place en 1978. La tendance conservatrice a prévalu, et IU, rejetant tout renouvellement, a confié la tête de liste aux élections européennes à Willy Meyer, candidat à un troisième mandat de député européen<sup>368</sup>.

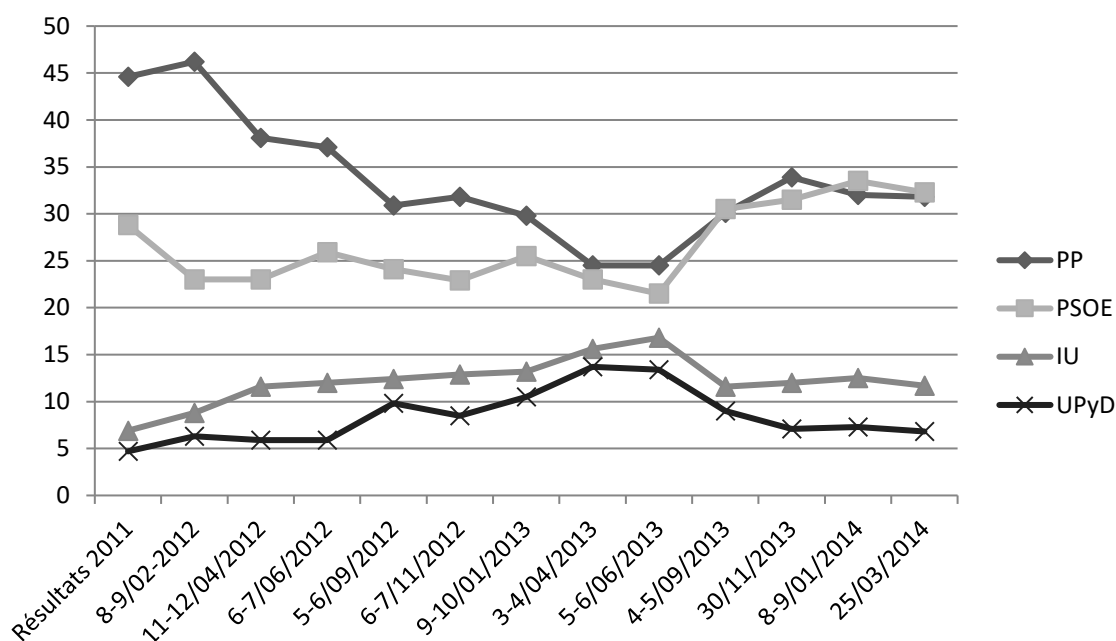
Cette absence affichée de volonté de renouvellement dans l'équipe dirigeante et de transformation dans la forme partisane a limité la montée en puissance d'IU, et convaincu les futurs militants de Podemos que ce parti ne correspondait pas à leur ambition première : celle d'accéder au pouvoir<sup>369</sup>. C'est parce qu'IU n'était pas perçue comme une option crédible pour prendre la tête du gouvernement qu'un espace s'était dégagé, à gauche, pour la formation d'une nouvelle force politique reprenant à son compte les revendications et les nouvelles pratiques issues du mouvement des indignés.

---

<sup>368</sup> César Rendueles, Jorge Sola, « Podemos and the Paradigm Shift », *Jacobin*, 13 avril 2015, <<https://www.jacobinmag.com/2015/04/podemos-spain-pablo-iglesias-european-left>>

<sup>369</sup> Héloïse Nez, *Podemos, de l'indignation aux élections*, Les Petits Matins, Paris, 2015, pp. 136-137.

Tableau 23 - Sondages d'intentions de vote en faveur des quatre principaux partis nationaux de la législature 2011-2015, Metroscopia/El País<sup>370</sup>



## 1.2 - Podemos : l'attaque-éclair (2014)

Podemos tire son origine d'un manifeste, intitulé « *Mover ficha: convertir la indignación en cambio político* » (« Prendre les choses en main : convertir l'indignation en changement politique »), publié le week-end du 12 et 13 janvier 2014 par le quotidien en ligne *Público* et signé par diverses personnalités du monde de la culture, des intellectuels, des journalistes, des syndicalistes et des militants de diverses secteurs associatifs. Présenté le 14 janvier lors d'une conférence de presse, en présence, notamment, d'universitaires comme Pablo Iglesias, Juan Carlos Monedero et Iñigo Errejón et d'un dirigeant du petit parti trotskyste Gauche anticapitaliste, le texte prenait position pour la présentation d'une « candidature unitaire de rupture » en vue des élections européennes de mai 2014, afin d'opposer des propositions de gauche aux politiques mises en œuvre par l'Union européenne pour faire face à la crise économique. Invoquant un « coup d'Etat financier contre les peuples du sud de la zone euro », le manifeste ambitionne d'« offrir des outils à l'indignation », pour permettre la représentation

<sup>370</sup> Le rythme de publication de ces sondages étant irrégulier, nous n'avons retenu qu'un sondage tous les deux mois au minimum.

des « 90 % de la population qui souffrent de ces politiques » qui ne se reconnaissent plus « dans l'Union européenne, ni dans un régime corrompu sans renouvellement »<sup>371</sup>.

Parmi les personnes présentes à la conférence de presse, on recense de nombreux étudiants et universitaires du département de science politique et de sociologie de l'université Complutense de Madrid, réputé pour son ouverture aux idées de la gauche radicale. Plutôt jeunes et familiers des contrats de travail précaires, beaucoup ont déjà à leur actif des parcours militants variés, et ont été proches, dans leur jeunesse, de la Gauche Unie, d'ONG ou d'associations étudiantes. Leur politisation est donc ancienne, leurs références intellectuelles sont proches, leur activisme militant également, et lorsque survient le « mouvement des Indignés » ou « Mouvement 15-3 » en mai 2011, beaucoup admettent y avoir participé sans y avoir été très impliqués<sup>372</sup>. Podemos n'est donc pas à proprement parler *issu* du mouvement des Indignés. Sont également présents les militants de la Gauche anticapitaliste, section espagnole de la Quatrième Internationale, d'obédience trotskyste, issue d'une fraction de la Gauche Unie. Ces militants, ne voyant pas d'avenir pour leur organisation, souhaitent se fondre dans une organisation plus large et ne plus se focaliser que sur les références traditionnelles de l'extrême-gauche.

Baptisé Podemos (« Nous pouvons »), le nouveau mouvement porte à sa tête le professeur de science politique Pablo Iglesias, ancien membre des Jeunesses communistes, très actif sur Internet via, notamment, son émission « La Tuerka », également retransmise sur une chaîne de TV locale<sup>373</sup>. Il propose un « processus d'unité populaire » pour recruter des adhérents, via une élaboration « participative » du programme politique et l'organisation d'un scrutin ouvert pour désigner les candidats de la future liste aux élections européennes, liste dont il annonce qu'il prendra la tête dès la conférence de presse. Pablo Iglesias, mais aussi Juan Carlos Monedero et Iñigo Errejón façonnent la colonne vertébrale de la stratégie de communication de Podemos. Adeptes de l'intellectuel communiste italien Antonio Gramsci et des théoriciens

---

<sup>371</sup> « Intelectuales y activistas llaman a "recuperar la soberanía popular" con una candidatura para las europeas », Publico.es, 14 janvier 2014, < <http://www.publico.es/politica/intelectuales-y-activistas-llaman-recuperar.html> >

<sup>372</sup> Héloïse Nez, *op.cit.*, pp. 26-29.

<sup>373</sup> Alberto Amo, Alberto Minguez, *op.cit.*, pp. 67-86.

du « populisme de gauche » Ernesto Laclau et Chantal Mouffe<sup>374</sup>, les trois politistes choisissent d'inscrire leur engagement en politique dans le sillon des réflexions autour du concept d'hégémonie : la prise du pouvoir doit passer par la conquête de l'opinion. Il est dès lors question de s'inscrire dans une logique à vocation majoritaire qui transcende l'axe gauche-droite, en adoptant une identité transgressant les codes traditionnels de la gauche radicale, voire de la gauche tout court. Le concept de « caste », notamment, est abondamment utilisé, selon Íñigo Errejón, pour mettre en valeur une opposition entre « le peuple » et « les élites », tandis que Pablo Iglesias soutient que « gauche et droite, [...] cette manière de voir et de nommer, s'est effondrée après la chute du mur de Berlin ».

Le succès de l'initiative dépasse les espérances de ses instigateurs. En moins d'un mois, Podemos rassemble 100.000 adhérents, et les 50.000 signatures de citoyens espagnols nécessaires pour déposer une liste aux élections européennes sont obtenues en moins de 24h<sup>375</sup> via le site Internet du nouveau mouvement, qui ne peut alors pourtant pas encore être qualifié de parti politique. D'une part parce que ses fondateurs ne souhaitent pas le présenter comme tel, jugeant le terme dévoyé par les partis déjà existants, et d'autre part parce que ce qualificatif ne peut être valable aux yeux des autorités qu'après une inscription officielle auprès du Ministère de l'Intérieur, ce qui sera fait le 11 mars 2014.

Les résultats des élections européennes du mois de mai voient les listes Podemos obtenir 8 % des suffrages exprimés et 5 sièges de députés européens. Le nouveau parti tire profit de l'affaiblissement du quasi-bipartisme qui caractérisait le système politique espagnol, et vient contrarier les efforts de la Gauche Unie, qui remporte 10 % des voix et 6 sièges. Pour un premier résultat, c'est un succès qui a surpris par son ampleur<sup>376</sup> et qui alimente une dynamique, les dirigeants de Podemos revendiquant clairement leur volonté de gouverner et donc de remporter les élections. La stratégie de communication employée pour populariser cette ambition reste simple et accessible. Elle s'appuie sur un slogan, scandé par la foule dans

---

<sup>374</sup> Voir notamment Ernesto Laclau, Chantal Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale*, Les Solitaires intempestifs Editions, 2009, Besançon et Ernesto Laclau, *La raison populiste*, Editions du Seuil, Paris, 2008.

<sup>375</sup> Alberto Amo, Alberto Minguez, *op.cit.*, p. 97.

<sup>376</sup> Aucun des sondages d'intentions de vote conduits avant l'élection n'avait permis d'anticiper une poussée significative de Podemos. Le résultat d'intentions de vote le plus élevé, 4,7 %, a été publié dans une enquête de *Sondea Investigación Social* datée du 30 avril. Le dernier sondage publié avant l'élection est paru le 18 avril. Conduit par l'institut *DYM*, il donnait 1,5 % d'intentions de vote à Podemos.

les meetings, « si se puede » (oui, on peut), plus proche du « Yes We Can » (oui, nous pouvons) de la campagne présidentielle de 2008 de Barack Obama aux Etats-Unis que des chants communistes ou socialistes traditionnels. Le parti utilise abondamment Internet et en particulier les réseaux sociaux pour populariser ses idées<sup>377</sup>.

Parmi les nouveaux députés européens de Podemos, on retrouve Pablo Iglesias, la militante des Indignés Lola Sanchez, le juriste anticorruption Carlos Jiménez Villarejo, le physicien et militant de la cause du handicap Pablo Echenique et Teresa Rodríguez, issue de la Gauche anticapitaliste. Ils décident de siéger dans le groupe GUE/NGL (Gauche unie européenne / Gauche verte nordique), groupe historique de la gauche radicale européenne, où siègent également les députés d'IU. De ce fait, Podemos assume son appartenance à la famille partisane de la gauche radicale, en dépit de sa volonté exprimée de renouveler les discours et les pratiques en politique. Pablo Iglesias sera même le candidat de son groupe à la présidence du Parlement européen<sup>378</sup>, avec un discours virulent à l'égard des politiques d'austérité alors mises en œuvre par plusieurs gouvernements européens<sup>379</sup>.

La popularité de Podemos va grandissant et se traduit par une très forte augmentation des intentions de vote en sa faveur, et ce dès le mois de juin. Entre fin octobre 2014 et début avril 2015, plusieurs instituts donneront même Podemos en tête des intentions de vote tous partis confondus<sup>380</sup>. Cette popularité croissante, qui se traduit par un afflux d'adhésions, précipite le travail de structuration du parti. Un processus d'« assemblée citoyenne » est organisé du 15 septembre au 15 novembre 2014, pour adopter les textes fondateurs, définir le fonctionnement des instances internes et élire la direction<sup>381</sup>. Chaque adhérent est libre de faire les propositions qu'il souhaite, et chaque proposition est prise en considération si elle est rapportée par au moins cinq personnes et si elle est soutenue par un cercle, la structure de base de Podemos. L'utilisation d'Internet est fortement encouragée dans le déroulement de ce processus. Une « assemblée constituante » est organisée les 18 et 19 octobre 2014 à Madrid pour faire aboutir le processus, avec 8.000 participants. Au cours de cette réunion, le projet proposé par Pablo

---

<sup>377</sup> Pascal Delwit, *op.cit.*, p. 595

<sup>378</sup> « Pablo Iglesias : le radical démocrate de Podemos », Jérémy Hébras pour *La Tribune*, 11 juillet 2014

<sup>379</sup> Ana Dominguez, Luis Giménez (dir), *Podemos, sûr que nous pouvons !*, Editions Indigène, Mercuès, mai 2015, pp. 115-118

<sup>380</sup> Sondages publiés par les instituts Metroscopia, Simple Logica, Sigma Dos, DYM et Encuestamos

<sup>381</sup> Héroïse Nez, *op.cit.*, p. 171

Iglesias est approuvé à 80 % par un vote sur Internet, soit 112.000 votants. Podemos se dote d'un mode de fonctionnement très classique, avec une organisation pyramidale et un secrétaire général en la personne de Pablo Iglesias. Bien qu'elles aient été marginalisées lors des votes, d'autres propositions proposaient un mode de fonctionnement beaucoup plus horizontal, et alimenteront un débat persistant sur le degré d'implication des militants, et notamment des cercles, la cellule de base du parti, dans la gouvernance de Podemos.

### ***1.3 - De la percée fulgurante aux premières difficultés (2015-2017)***

La dynamique créée par le résultat des élections européennes et la fondation du parti est rapidement confrontée à des difficultés. Tout d'abord, les réactions des deux principaux partis espagnols, le Parti populaire (PP) et le Parti socialiste (PSOE) et des milieux qui leur sont proches sont virulentes, Podemos déplorant, dans son « document de principes politiques », une « campagne féroce d'attaques, de stigmatisation, de criminalisation [...] de discrédit »<sup>382</sup>. Mais surtout l'ascension d'un autre parti concurrent, Ciudadanos (« Citoyens », abrégé C's<sup>383</sup>) vient mettre en difficulté Podemos. Ciudadanos, dirigé par Albert Rivera, ancien membre du PP âgé de 45 ans en 2015, bien qu'orienté au centre-droit sur les questions économiques et sociales, vient concurrencer Podemos sur le créneau de la lutte contre la corruption et pour le renouvellement des pratiques en politique. Cette nouvelle provoque une réaction de Podemos, qui questionne son orientation politique et sa communication, Pablo Iglesias déclarant : « *il existe désormais un autre 'parti du changement', qui présente des traits fort différents, puisque Ciudadanos émerge largement au sein même de l'establishment libéral. Cela nous a conduits à reformuler l'hypothèse Podemos* »<sup>384</sup>, en particulier sur le plan de la politique économique et du rapport à l'Union européenne, thèmes aux sujets desquels les désaccords entre les deux partis sont nombreux.

---

<sup>382</sup> Héloïse Nez, *op.cit.*, p. 206.

<sup>383</sup> Ciudadanos est à l'origine un parti catalan, fondé en 2006 sur une ligne centriste, laïque et surtout d'hostilité à l'indépendance de la Catalogne. Il ne concourt dans un premier qu'aux élections en Catalogne, obtenant ses premiers élus au Parlement catalan en 2010. A partir de 2014, il présente des candidats sur l'ensemble du territoire espagnol, sur une ligne de dépassement du clivage gauche-droite – mais avec un programme le situant plutôt en centre-droit – et de ferme hostilité aux indépendantismes régionaux. Cf Nacima Baron, Barbara Loyer, *op.cit.*, pp. 211-212.

<sup>384</sup> Pablo Iglesias, « Podemos, 'notre stratégie' » in. *Le Monde Diplomatique*, n°735, juillet 2015, pp. 1 et 7.



Cette recomposition du système partisan espagnol s'accompagne d'une baisse des intentions de vote en faveur de Podemos dans les sondages pour les prochaines élections législatives. Pour autant, la popularité du mouvement ne se dément pas dans les urnes : le 22 mars 2015, la liste présentée par Podemos pour l'élection du parlement de la communauté autonome d'Andalousie obtient près de 15 % des suffrages exprimés et 15 élus. Le 24 mai, une nouvelle série de scrutin régionaux permet à Podemos de faire son entrée dans 12 autres parlements régionaux, avec des résultats variables d'une communauté autonome à l'autre, jusqu'à 20,6 % en Aragon. Mais surtout les élections municipales organisées le même jour sont un véritable succès pour les listes de « confluence » alliant Podemos à des représentants de la société civile, des mouvements politiques locaux et parfois IU. Ces listes emportent les mairies des deux principales villes du pays, Madrid et Barcelone, ainsi que celles d'autres grandes villes comme Saragosse, Badalona, Saint-Jacques-de-Compostelle ou Cadix<sup>385</sup>.

Paradoxalement, ces résultats, parfois spectaculaires pour une formation aussi jeune, paraissent insuffisants aux yeux de ses leaders, qui visent une victoire immédiate. Cette situation alimente les tensions internes et conduit à des démissions, dont celle d'un éminent membre fondateur, Juan Carlos Monedero, en désaccord avec les décisions prises par Pablo Iglesias pour diriger Podemos<sup>386</sup>. Outre les débats sur la gouvernance interne, des désaccords apparaissent sur la possibilité ou non pour Podemos de conclure des alliances électorales, en particulier avec IU. Deux orientations bien distinctes s'affrontent, l'une estimant que Podemos suffit à incarner le renouveau, l'autre appelant à constituer des listes de confluences du même type que celles qui ont remporté les élections municipales dans plusieurs grandes villes. Les résultats calamiteux de l'élection du Parlement de Catalogne, au cours de laquelle la liste « Catalogne oui c'est possible » alliant Podemos à IU et à l'ICV (écologistes autonomistes) contribueront à orienter la décision : dans un scrutin particulièrement marqué par l'enjeu de l'indépendance de la Catalogne à l'égard de l'Espagne, sujet sur lequel la liste avait choisi de rester neutre, le résultat de 9,9 % équivaut à celui de la liste constituée par les seuls IU et ICV en 2012.

---

<sup>385</sup> Alberto Amo, Alberto Minguez, *op.cit.*, p. 181.

<sup>386</sup> Héloïse Nez, *op.cit.*, p. 209

Podemos décide de se présenter sous ses propres couleurs pour les élections législatives, laissant la porte ouverte à des alliances locales dans certaines communautés autonomes<sup>387</sup>, à condition que la mention Podemos figure sur le bulletin de vote. Trois alliances électorales de ce type seront constituées<sup>388</sup> :

- En **Catalogne**, l’alliance existante est reconduite et prend le nom « **En commun nous pouvons** ». Elle comprend Podemos, IU, l’ICV, les membres de « Barcelone en commun » soutenant la nouvelle municipalité de Barcelone, ainsi que plusieurs petits mouvements, écologistes notamment.
- Dans la **communauté de Valence**, l’alliance « **C’est le moment** » correspond à une liste commune entre Podemos et le puissant regroupement de partis nationalistes et autonomistes valenciens *Compromís*, à la tête de la mairie de Valence depuis les élections municipales de mai 2015.
- En **Galice**, la coalition *En Marea* (littéralement « En marée ») comprend Podemos, IU et le parti nationaliste galicien Anova.

On le voit, ces trois regroupements ne sont pas totalement similaires les uns aux autres, et d’ailleurs chacun revendique son droit à constituer un groupe parlementaire autonome une fois passées les élections. L’alliance est réalisée avec IU dans deux communautés autonomes, mais partout ailleurs, ce parti présente des listes autonomes sous la dénomination « Unité populaire ». La gauche radicale part donc en ordre dispersé, Podemos comptant sur un vote stratégique des électeurs d’IU en faveur des listes qu’il soutient.

Durant la campagne électorale, Pablo Iglesias utilise une embellie de Podemos dans les sondages d’intentions de vote, qu’il appelle « *la remontada* » (le retour ou la réapparition) pour convaincre les électeurs que son parti peut encore prétendre à la direction du gouvernement. Une hausse des intentions de vote en faveur de Podemos peut en effet être observée, chez pratiquement tous les instituts de sondage, plaçant progressivement le parti au coude-à-coude

---

<sup>387</sup> Le mode de scrutin utilisé pour les élections législatives espagnoles est un mode de scrutin proportionnel de circonscriptions : les listes sont constituées au niveau des provinces, découpées à l’intérieur des périmètres régionaux, et les sièges sont répartis au niveau de ces mêmes provinces, chacune disposant d’un nombre de siège proportionnel à sa démographie. Il n’y a aucun cadrage national : les partis sont donc libres de se présenter en alliance dans certaines circonscriptions, et seuls ou avec d’autres alliés dans d’autres circonscriptions.

<sup>388</sup> Alberto Amo, Alberto Minguez, *op.cit.*, pp. 186-187

avec les socialistes<sup>389</sup>. Pour prévenir les difficultés rencontrées lors des élections régionales de Catalogne, Podemos prend l'engagement, si le parti arrive au pouvoir, d'organiser des référendums d'autodétermination dans les communautés autonomes en faisant la demande. Cette prise de position suscitera de nombreux débats, le PP, le PSOE et Ciudadanos y étant fermement opposés.

Au soir des élections, le 20 décembre 2015, les listes soutenues par Podemos obtiennent 20,7 % des suffrages exprimés, contre 28,7 % pour le Parti populaire, 22,0 % pour le PSOE, 13,9 % pour Ciudadanos et 3,7 % pour IU. 69 candidats issues des listes soutenues par Podemos sont élus, dont 42 pour les listes autonomes de Podemos et 27 pour les listes d'alliances catalane, galicienne et valencienne. Ces dernières se sont avérées être particulièrement efficaces, obtenant dans chacun des cas autour de 25 % des suffrages exprimés. La liste « En commun nous pouvons » arrive même très largement en tête en Catalogne, profitant de la faiblesse des partis nationaux et des divisions des mouvements nationalistes locaux. Si les stratégies d'alliances avec des mouvements autonomistes ou nationalistes ont donc été efficaces<sup>390</sup>, les résultats sont aussi particulièrement élevés dans d'autres régions animées par de forts sentiments autonomistes ou indépendantistes, comme le Pays basque, où Podemos obtient, sans alliances, son meilleur résultat avec 26,0 % des voix, ou encore les îles Canaries et la Navarre. On peut donc émettre l'hypothèse que les promesses d'organisation de référendums d'autodétermination ont permis de capter de nombreuses voix d'électeurs favorable à cette option.

La percée est fulgurante. Fondé en janvier 2014, Podemos s'est hissé, moins de deux ans plus tard, au niveau des grands partis de gouvernement, PP et PSOE, qui dominaient jusqu'alors la vie politique espagnole. L'ambition inclusive du parti et son souhait de dépasser les clivages politiques traditionnels semble avoir porté ses fruits, de manière assez relative : près de 14 % des électeurs de Podemos se disent « conservateur », 13 % « socialiste », 11 % « libéral » et autant « progressiste »<sup>391</sup>.

---

<sup>389</sup> Le site Internet <electrograph.com> compile tous les résultats de sondages d'intentions de vote publiés par les principaux instituts pour les élections générales en Espagne

<sup>390</sup> Podemos s'est en effet systématiquement allié à des forces autonomistes ou nationalistes localement bien implantées : Compromís dans la communauté de Valence, Anova en Galice et l'ICV en Catalogne.

<sup>391</sup> Pascal Delwit, *op.cit.*, p. 599

L'absence de majorité au Congrès des députés situe Podemos au rang d'acteur majeur dans la perspective de constituer une coalition gouvernementale. Le 28 décembre, Pablo Iglesias commence par refuser de discuter d'éventuelles alliances, et préfère insister sur la proposition de loi d'« urgence sociale » que son groupe parlementaire a prévu de déposer à l'ouverture de la session parlementaire, et qui propose de modifier la loi en matière de coupure d'eau, d'électricité ou d'expulsion locative pour les particuliers en cas d'impayés. Il réaffirme également son exigence d'organiser des référendums d'autodétermination dans certaines communautés autonomes, proposition fermement rejetée par les socialistes. Enfin, il refuse de céder les rênes du gouvernement au leader socialiste Pedro Sanchez, proposant plutôt de nommer Premier ministre une personnalité indépendante des partis politiques<sup>392</sup>. Quoiqu'il en soit, une éventuelle alliance entre le PSOE et Podemos n'aurait pas disposé de suffisamment de sièges au Parlement pour constituer seule un gouvernement. Mais Podemos a malgré tout démontré qu'il avait atteint un niveau qui lui permet de prétendre au statut de parti de gouvernement, ou à tout le moins à celui de force parlementaire dont le soutien peut conditionner la constitution d'un gouvernement.

Incapable de constituer la coalition qu'il appelle de ses vœux entre son parti, Podemos et Ciudadanos, Pedro Sanchez jette l'éponge, et de nouvelles élections législatives sont convoquées. Avec l'ambition de devenir la deuxième force politique d'Espagne en obtenant plus de voix que le PSOE, Podemos, sous l'impulsion de Pablo Iglesias, décide de tendre la main à d'autres partis et en particulier à IU. Sur le papier, cette alliance rassemble plus d'électeurs que le PSOE en se basant sur les résultats des législatives de 2015 : l'addition des voix des listes soutenues par Podemos et IU correspondant à 24,4 %, contre 22 % pour les listes socialistes. Cette politique de confluence des composantes de la gauche radicale au sein d'une même alliance électorale est source de tensions entre dirigeants de Podemos, Iñigo Errejón prenant partie à la fois pour un maintien de l'autonomie de Podemos sur la base d'une stratégie populiste de rejet des partis existants, et pour une modération du discours de Podemos pour crever le « plafond de verre » de 20 %<sup>393</sup>. Le débat est tranché par un vote des

---

<sup>392</sup> « Formation du gouvernement espagnol : l'intransigent Podemos bloque tout », Alix Hardy (avec l'Agence France Presse) pour *leJDD.fr*, 28 décembre 2015 < <http://www.lejdd.fr/International/Europe/Formation-du-gouvernement-espagnol-Podemos-refuse-de-transiger-766235> >

<sup>393</sup> Christophe Aguiton, *La gauche du 21<sup>e</sup> siècle, op.cit.*, pp. 202-203

adhérents dont le résultat est sans appel : 144.540 personnes prennent part au vote et approuvent pour 98 % d'entre elles le pacte d'alliance promu par Pablo Iglesias<sup>394</sup>.

Podemos se présente donc aux élections législatives anticipées du 26 juin 2016 dans le cadre d'une nouvelle alliance, baptisée Unidos Podemos (« unis, nous pouvons »), qui prend la forme de listes communes entre Podemos, IU, le parti écologiste Equo – qui présentait déjà ses candidats sur les listes Podemos en 2015 – ainsi qu'une myriade de petits partis à l'audience essentiellement locale, pour la plupart autonomistes. Les initiatives régionales sont à nouveau tolérées en Catalogne (*En Comú Podem* avec le parti écologiste ICV et les partisans de la maire de Barcelone Ada Colau), en Galice (*En Marea* avec les nationalistes d'Anova) et dans la communauté de Valence (*A la valenciana* avec le puissant regroupement de partis nationalistes et autonomistes Compromís).

Le résultat est décevant. Les listes constituées ou soutenues par Unidos Podemos obtiennent 21,1 % des suffrages exprimés, derrière le PP qui progresse de 4 points à 33 % et le PSOE qui progresse d'un demi-point à 22,6 %. 71 députés issus de ces listes sont élus, soit exactement le même nombre que lors du scrutin précédent (en incluant les 2 députés d'IU<sup>395</sup>). Mais surtout plus d'un million d'électeurs manquent à l'appel : malgré l'alliance avec IU, le résultat de 2016 est même inférieur, en absolu, au résultat des seules listes soutenues par Podemos en 2015. Cette stratégie d'alliance électorale dans l'objectif de dépasser le PSOE est donc un échec. Podemos et ses alliés siègeront dans l'opposition, le Premier ministre PP Mariano Rajoy obtenant sa réélection grâce au ralliement de Ciudadanos et à l'abstention d'une partie des députés socialistes<sup>396</sup>.

Ce résultat alimente les tensions à l'intérieur de la direction de Podemos. Lors du deuxième congrès du parti, qui s'est tenu du 10 au 12 février 2017, trois plateformes distinctes sont proposées au vote des adhérents. Outre un texte soutenu par l'aile gauche du parti – pour l'essentiel des militants trotskystes issus de la Gauche anticapitaliste – intitulé « Podemos en mouvement », la direction s'est divisée entre deux textes, l'un soutenu par Pablo Iglesias

---

<sup>394</sup> Résultats détaillés de la consultation des adhérents sur le site de Podemos <<https://podemos.info/los-inscritos-en-podemos-respaldan-con-un-98-de-los-votos-las-alianzas-electorales-para-las-generales/>>

<sup>395</sup> Notons par ailleurs que l'alliance a surtout profité à IU, qui passe de 2 à 8 députés, au détriment de Podemos

<sup>396</sup> Le 29 octobre 2016, Mariano Rajoy est réélu Premier ministre par le Congrès des députés (350 membres), par 170 voix pour, 111 voix contre et 68 abstentions.

(« Podemos pour tous »), l'autre par Iñigo Errejon (« Retrouver l'espoir »). « Podemos pour tous » s'inscrivait dans la continuité de ce qui avait été fait jusqu'à présent, incluant l'alliance avec IU, une mise à distance avec le PSOE et une conception assez verticale de l'organisation interne du parti moyennant quelques aménagements. « Retrouver l'espoir » critiquait au contraire l'alliance avec IU, n'était pas fermé aux discussions avec les socialistes et promouvait une conception plus horizontale du pouvoir à l'intérieur de Podemos. Enfin « Podemos en mouvement » entendait affirmer la radicalité du programme de Podemos et renforcer la présence du parti dans les mouvements sociaux, tout en faisant là aussi la promotion d'une structuration plus horizontaliste du fonctionnement interne.

Cet éclatement entre trois orientations programmatiques, stratégiques et organisationnelles ne s'est pas accompagné d'un réel challenge au niveau de la direction du parti, Iñigo Errejon renonçant à se présenter contre Pablo Iglesias pour l'élection du secrétaire général. Iglesias conserve d'ailleurs son poste sans difficulté, avec plus de 89 % des suffrages des adhérents ayant pris part au vote. Les autres votes sont plus disputés. Les différents documents programmatiques<sup>397</sup> soutenus par Pablo Iglesias sont approuvés avec des résultats oscillant entre 53,6 et 61,7 % des voix. Mais surtout l'élection du Conseil citoyen ne permet aux soutiens du secrétaire général que de s'imposer avec une faible marge : 50,8 % des voix, contre 33,7 % pour la liste soutenue par Iñigo Errejon et 13,1 % pour celle soutenue par la Gauche anticapitaliste (tableau 24). En définitive, ce congrès est tout-de-même une nette victoire pour Pablo Iglesias et les idées qu'il porte, aussi bien en termes de propositions politiques de stratégies électorales et d'organisation du parti.

*Tableau 24 - Résultats des votes pour l'élection du Conseil citoyen lors du deuxième congrès de Podemos<sup>398</sup>*

<b>Listes</b>	<b>Points</b>	<b>%</b>	<b>Elus</b>
« Podemos pour tous » (Pablo Iglesias)	138.663.530	50,8	37
« Retrouver l'espoir » (Iñigo Errejon)	91.954.494	33,7	23
« Podemos en mouvement » (Gauche anticapitaliste)	35.811.970	13,1	2
Autres listes	6.635.502	2,4	0
<b>TOTAUX</b>	<b>273.065.951</b>	<b>100</b>	<b>62</b>

<sup>397</sup> Trois documents étaient soumis au vote des adhérents de Podemos : un document « politique », un document sur l'organisation, un document sur l'éthique et enfin du document sur l'égalité

<sup>398</sup> Le Conseil citoyen a été élu en utilisant comme mode de scrutin la méthode Borda, système de vote pondéré. Chaque électeur dispose d'un nombre de points qu'il accorde aux candidats de son choix par ordre de préférence. A l'issue du dépouillement, sont élus les candidats ayant rassemblé le plus de points. Il s'agit bien d'élections nominatives : l'électeur doit choisir des candidats individuels, il ne peut pas voter en bloc pour une liste.

Si ces débats ont été vifs, ils n'ont occasionné aucune scission ni aucune démission à l'issue du congrès : Iñigo Errejón a accepté les résultats. Il ne manque toutefois aucune occasion de faire entendre ses idées et ses propositions, cosignant notamment un ouvrage, traduit en plusieurs langues, avec la philosophe Chantal Mouffe au sujet du populisme de gauche et de sa conceptualisation<sup>399</sup>.

2017 aurait pu être une année calme sur le front des élections. Mais la crise catalane en décidera autrement et ébranlera fortement Podemos. Le 1<sup>er</sup> octobre, le gouvernement régional de Catalogne sous l'égide de son président, Carles Puigdemont, organise un référendum sur l'indépendance de la région. Le scrutin est déclaré illégal par le gouvernement espagnol de Mariano Rajoy, est émaillé de nombreux incidents, la police intervenant pour faire fermer *manu militari* plusieurs bureaux de vote. Les résultats – 42 % de participation et 90 % de « oui » à l'indépendance – ne sont pas reconnus par le gouvernement et le 27 octobre, Mariano Rajoy utilise l'article 155 de la Constitution espagnole pour destituer le gouvernement catalan et convoquer des élections anticipées du Parlement catalan le 21 décembre. Carles Puigdemont choisit de fuir à l'étranger pour éviter une arrestation, tandis que de nombreux membres de son gouvernement sont incarcérés.

Si Podemos s'est toujours prononcé en faveur de l'auto-détermination des peuples et de la possibilité pour les communautés autonomes espagnoles d'organiser des référendums au sujet de leur indépendance, les dirigeants du parti n'ont jamais fait mystère de leur attachement de principe à l'unité de l'Espagne. Et lorsqu'Albano Dante Fachin, secrétaire général de Podem, aile catalane de Podemos, multiplie les déclarations en faveur d'un rapprochement avec les indépendantistes, suggérant même une liste commune avec ces derniers pour l'élection à venir, Pablo Iglesias s'oppose frontalement à lui. Il impose un vote interne, qui aboutit à la reconduction de l'alliance nouée jusqu'ici par Podemos en Catalogne avec IU, l'ICV et les soutiens de la maire de Barcelone Ada Colau. Fachin démissionne et est remplacé par l'historien Xavier Domènech, plus proche des positions de la direction nationale de Podemos. La liste « Catalogne en commun-Podem » mène campagne sur une posture ambivalente,

---

<sup>399</sup> Chantal Mouffe, Iñigo Errejón, *Construire un peuple, pour une radicalisation de la démocratie*, Editions du Cerf, Paris, 2017.

condamnant la répression des indépendantistes catalans tout en réaffirmant son hostilité de principe à l'indépendance de la Catalogne. Cette ligne peu lisible dans un contexte de tensions assurant la primauté du clivage pro/anti-indépendance aboutit à un résultat calamiteux : 7,5 % des suffrages exprimés et 8 sièges.

Le débat catalan a pris une dimension espagnole qui a accentué les difficultés de Podemos. Le parti n'est désormais convaincant ni aux yeux des divers indépendantistes des régions d'Espagne, qui jugent le parti trop timoré dans ses prises de position au sujet de la crise catalane, ni aux yeux des partisans de l'unité de l'Espagne, inquiets de déclarations favorables à l'organisation de référendums d'autodétermination. En conséquence, les intentions de vote en faveur de Podemos et de ses alliés réunis sous la bannière Unidos Podemos baissent significativement, tandis que le parti Ciudadanos, vindicativement unioniste, s'envole dans les sondages. La multiplication des critiques conduira Pablo Iglesias à faire son autocritique, déclarant que ses prises de positions lors de la crise catalane étaient inappropriées. Nul doute que la question de l'unité de l'Espagne pèsera lourdement sur l'avenir du parti : les ambiguïtés du parti sur la question ont pu être une force, elles deviennent maintenant son talon d'Achille.

## **2. Organisation**

### ***2.1 - Fonctionnement interne***

Bien que Podemos affiche l'ambition de renouveler les pratiques en politique, l'architecture de son fonctionnement interne est à bien des égards assez traditionnelle, quoiqu'agrémentée de dispositifs originaux allant dans le sens d'une plus grande implication des adhérents et d'un recours accru à des outils d'organisation et de communication numérique. Décrite dans un document de 61 pages intitulé « principes organisationnels »<sup>400</sup>, contenant les statuts du parti, elle est mise en place par l'assemblée constituante - congrès constituant - de Podemos, dont le processus s'étend du 15 septembre au 15 novembre 2014, débouchant sur un vote mettant en minorité un projet d'organisation interne plus « horizontaliste » et tourné vers la participation directe des adhérents et des structures de base (figure 5).

---

<sup>400</sup> « Principios Organizativos », fichier pdf disponible sur [podemos.info](http://podemos.info)



De manière générale, toutes les personnes exerçant des mandats politiques internes à Podemos sont élues et révocables, selon différentes modalités, à différents niveaux des instances mises en place par les principes organisationnels. Au niveau national, l'organisation interne de Podemos comporte deux entités importantes : le secrétaire général et le Conseil citoyen.

**Le secrétaire général**, élu par les adhérents<sup>401</sup> et auquel est attribué un rôle de « représentation » politique et institutionnelle, assume la présidence du Conseil citoyen. Il est épaulé par un Conseil de coordination composé de 10 à 15 personnes, élues sur proposition du secrétaire général par le Conseil citoyen.

**Le Conseil citoyen** est décrit comme un organe exécutif, dont les membres ont en charge différentes tâches et se répartissent dans plusieurs commissions thématiques. Le Conseil citoyen applique les décisions prises par l'Assemblée citoyenne, le congrès du parti, devant laquelle il est responsable. Il est composé de 81 membres, dont le secrétaire général, les 17 secrétaires de communautés autonomes d'Espagne élus par les adhérents de leur région, et 63 membres élus directement par les adhérents, dont un représentant des adhérents établis hors d'Espagne. Le Conseil citoyen peut lui aussi être convoqué de différentes manières : par le secrétaire général, sur pétition d'au moins un quart de ses membres, d'au moins 10 % des adhérents ou d'au moins 10 % des cercles.

**L'Assemblée citoyenne** est certainement la principale innovation. Elle fonctionne comme un congrès permanent dont chaque adhérent du parti est membre de droit, soit près de 400.000 personnes fin 2015. C'est l'Assemblée citoyenne qui procède à l'élection des membres des instances nationales, qu'elle peut également révoquer, à l'organisation des investitures aux élections, à la définition des orientations stratégiques et des programmes électoraux, ainsi qu'au rejet ou à l'approbation d'accord électoraux ou de formation de coalitions gouvernementales avec d'autres partis. Elle est convoquée de façon automatique dès lors qu'une question concernant ses prérogatives non-déléguées à une autre instance doit être débattue. Les adhérents de Podemos sont donc fréquemment conviés à s'exprimer sur des questions touchant au fonctionnement du parti ou à la définition de ses orientations programmatiques et stratégiques, sans intermédiaire, généralement par un vote sur Internet.

---

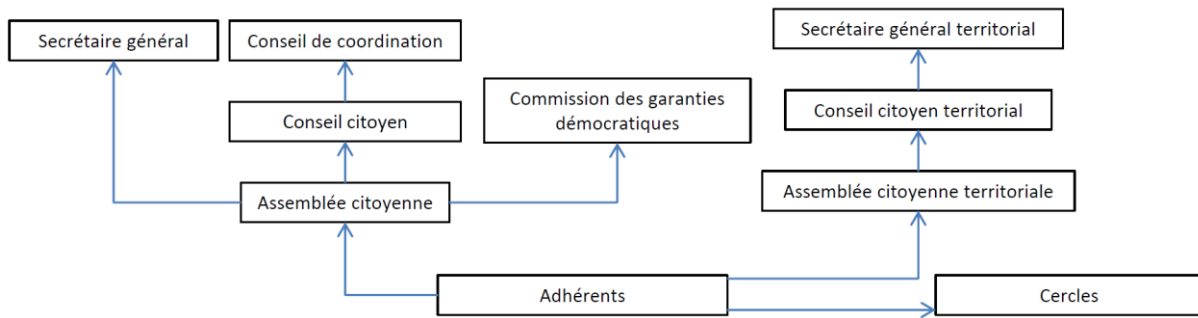
<sup>401</sup> Site Internet officiel de Podemos, [podemos.info](http://podemos.info), page consacrée à l'organisation, consultée le 8 août 2016

L'Assemblée citoyenne peut être invitée à se prononcer via plusieurs biais : le secrétaire général, une majorité simple du Conseil citoyen, 10 % des adhérents ou 20 % des cercles peuvent ainsi soumettre au vote « toute question jugée pertinente ». La règle est la même concernant les votes révocatoires, mais avec des seuils plus élevés pour le Conseil citoyen, les adhérents et les cercles. Enfin une Assemblée citoyenne extraordinaire nécessitant l'organisation d'une réunion physique peut être convoquée par le secrétaire général, les trois cinquièmes du Conseil citoyen, un quart des adhérents ou 30 % des cercles. Ces modalités de convocation illustrent les prérogatives très importantes dont dispose le secrétaire général, qui peut convoquer librement un vote ou une réunion de l'ensemble des adhérents de Podemos, tandis que les saisines provenant du Conseil citoyen ou des structures de base du parti doivent répondre à des critères de quorum très exigeants.

Une dernière instance nationale, **la Commission des garanties démocratiques**, elle aussi élue directement, est chargée de faire respecter les droits des adhérents et les principes fondamentaux du parti, et de veiller au bon fonctionnement de ses instances.

Localement, Podemos est organisé en cercles, qui correspondent à des groupes de volontaires désireux de s'organiser sur un secteur géographique ou autour d'une thématique précise. Bien qu'ils doivent respecter les décisions prises par l'Assemblée citoyenne en matière de fonctionnement interne au parti, et doivent être approuvés pour poursuivre leur fonctionnement, ils sont libres de s'organiser comme ils le souhaitent. Fait original, il n'est pas nécessaire d'être adhérent à Podemos pour créer un cercle et demander sa validation. Au niveau des communautés autonomes, des instances calquées sur le mode de fonctionnement national sont mises en place : une assemblée citoyenne territoriale, un conseil citoyen territorial et un secrétaire général territorial sont élus dans chaque région. Comme au niveau national, les cercles et les adhérents peuvent provoquer une réunion ou un vote de l'assemblée citoyenne territoriale en remplissant un certain nombre de conditions.

Figure 5 - Schéma de l'organisation interne de Podemos (les flèches symbolisent un rapport électif<sup>402</sup>)



En dehors des instances proprement dites, des espaces de discussion entre adhérents sur Internet sont activement promus. Principal outil au service de cette ambition de permettre à un maximum d'adhérents de prendre part aux discussions internes au parti, le site « Plaza Podemos » permet à chaque individu de formuler une proposition ou de lancer un débat sur un sujet avec d'autres adhérents. D'autres sites permettant d'organiser les discussions ont été utilisés et promus par Podemos, comme les sites *Loomio*, qui ambitionne de « faciliter le *brainstorming* et la prise de décision en équipe »<sup>403</sup>, et *Appgree*, application pouvant fonctionner sur téléphone cellulaire, permettant d'organiser des groupes de discussion.

Dans un pays marqué par les affaires de corruption, Podemos met en place l'encadrement et la publicité de son financement : des rapports trimestriels et la publication d'un rapport annuel sont rendus obligatoires par les principes organisationnels. Cette règle vaut pour tous les niveaux d'organisation du parti, y compris locaux. Les sources de financement ainsi que les façons de les percevoir sont décrites de façon très précise et laissent peu de place à l'auto-organisation promue dans d'autres domaines. Un site internet, [transparencia.podemos.info](http://transparencia.podemos.info), est même entièrement dédié à la publicité des sources de financement et de leur utilisation. Les adhérents de Podemos n'étant pas tenus de verser de cotisations, les ressources financières du parti proviennent du financement public octroyé aux partis politiques en fonction de leurs résultats électoraux, de financements participatifs – crowdfunding – pour des campagnes ou événements ponctuels, de microcrédits pour financer les campagnes électorales, qui sont ensuite remboursés par Podemos après remboursement des frais de campagne par l'Etat, et de contributions individuelles, auxquelles s'ajoutent les cotisations des élus, tenus de reverser

<sup>402</sup> Exceptions faites des assemblées citoyennes nationale et locales, dont les adhérents sont tous membres de droit sous condition d'activité, et des cercles, constitués librement par les adhérents volontaires.

<sup>403</sup> <[loomio.org](http://loomio.org)>

l'intégralité de leurs indemnités au-dessus de trois fois le SMIC espagnol – soit environ 1.880 euros<sup>404</sup>. Avec l'institutionnalisation, Podemos a vu l'origine de son financement changer considérablement : si en 2014 la quasi-intégralité de l'argent rentrant dans ses caisses était d'origine privée, en 2017 les subventions publiques et les cotisations des élus représentent de loin les principales sources de financement du parti<sup>405</sup>.

Le mode de fonctionnement interne de Podemos est donc un compromis entre tradition et innovation. Si les instances en elles-mêmes n'ont rien d'original, les liens qu'elles entretiennent entre elles et les différents mécanismes d'intervention des adhérents dans les processus de décision mais aussi d'élection et de révocation des dirigeants revêtent des formes peu communes dans la famille partisane de la gauche radicale européenne. Les adhérents, organisés *de facto* dans un congrès permanent, l'Assemblée citoyenne, sont automatiquement convoqués pour les questions cruciales, en particulier d'accords électoraux ou de coalitions gouvernementales. Toute personne exerçant une responsabilité à l'intérieur du parti est élue au suffrage direct des adhérents, en dehors des membres du Conseil de coordination, élu par le Conseil citoyen sur proposition du secrétaire général, mais qui sont révocables par l'Assemblée citoyenne. Cette dimension du mode de fonctionnement de Podemos, proche des mouvements libertaires et autogestionnaires, est compensée par une large liberté d'action du secrétaire général qui, bien que révocable, exerce une vraie fonction de chef de parti, allant bien au-delà de l'exercice d'une simple fonction de porte-parolat.

## 2.2 - Adhérents

En vertu des statuts du parti, toute personne âgée de plus de 14 ans peut adhérer à Podemos, et se voit attribuer un code lui permettant de prendre part aux différents votes organisés à l'intérieur du parti. Tous les adhérents sont membres de l'Assemblée citoyenne. Aucune cotisation n'est réclamée aux adhérents, contrairement aux autres partis, une disposition fortement incitative, d'autant que les adhésions via le site Internet sont encouragées<sup>406</sup>.

---

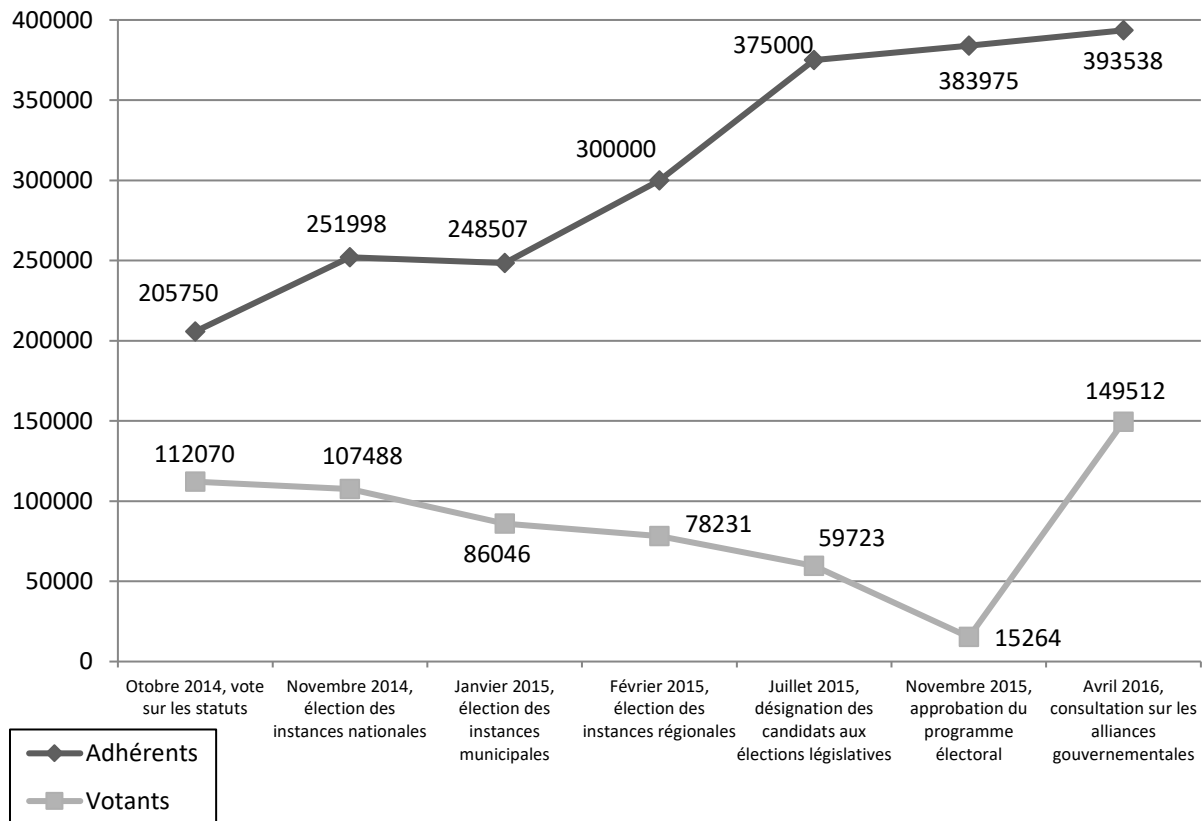
<sup>404</sup> Donatella della Porta, Joseba Fernandez, Hara Kouki, Lorenzo Mosco, *op.cit.*, pp. 83-84.

<sup>405</sup> A en croire les chiffres rendus publics par le site <transparencia.podemos.info>

<sup>406</sup> « Podemos afirma que ya es el tercer partido en número de afiliados », Álvaro Carvajal, *El Mundo*, 02/08/2014, <<http://www.elmundo.es/espana/2014/08/02/53dcbbe922601d24618b4570.html>>

L'adhésion et la participation sont deux choses bien distinctes à Podemos. Le vote n'est ouvert qu'aux adhérents s'étant enregistrés sur le site internet du parti plusieurs semaines à l'avance. Par exemple, pour la consultation d'avril 2016 sur les possibles alliances gouvernementales, seuls les adhérents enregistrés sur le site avant le 2 avril à 10h ont pu prendre part à un vote organisé du 14 au 16 avril.

**Tableau 25 - Evolution des adhésions et de la participation aux votes internes à Podemos (source El Pais<sup>407</sup>)**



Podemos revendique 45.000 adhérents en juin 2014, un chiffre qui augmente très fortement les mois suivants pour se stabiliser un peu en-dessous de la barre des 400.000 en juillet 2015 (tableau 25), ce qui fait de Podemos le deuxième parti politique espagnol, loin derrière le Parti populaire, qui en revendique plus de 800.000, et largement au-dessus du PSOE, qui en revendique moins de 200.000 en juin 2015<sup>408</sup>. La participation aux votes internes est beaucoup moins dynamique et a même tendance à baisser jusqu'à la consultation relative aux alliances

<sup>407</sup> « Principales votaciones en Podemos Inscritos y votantes en las consultas realizadas a las bases », *El Pais*, 17 avril 2016, <[https://elpais.com/elpais/2016/04/16/media/1460821487\\_239785.html?rel=mas](https://elpais.com/elpais/2016/04/16/media/1460821487_239785.html?rel=mas)>

<sup>408</sup> « Podemos ya es el segundo partido en número de afiliados », *nuevatribuna.es*, 08/06/2015, <<http://www.nuevatribuna.es/articulo/politica/podemos-segundo-partido-numero-afiliados/20150608120010116876.html>>

avec d'autres partis pour constituer un gouvernement en avril 2016, à l'occasion de laquelle un record de participation est battu. Les adhérents se mobilisent donc différemment en fonction des enjeux, la question de la participation du parti à un gouvernement national étant évidemment une question éminemment importante.

*Tableau 26 - Participation par région à la consultation interne de Podemos au sujet de l'alliance gouvernementale avec le PSOE et Ciudadanos, 14-15-16 avril 2016*

	Total des inscrits	Inscrits actifs	% des inscrits	Particip.	% des inscrits	% des actifs
Andalousie	66.102	35.036	53,0	25.308	38,3	72,2
Aragon	12.967	7.559	58,3	5.527	42,6	73,1
Canaries	23.842	10.435	43,8	6.685	28,0	64,1
Cantabrie	5.190	2.515	48,5	1.977	38,1	78,6
Castille et Léon	16.760	9.084	54,2	6.954	41,5	76,5
Castille La Ma.	13.335	7.435	55,7	5.447	40,8	73,3
Catalogne	45.574	21.624	47,4	15.075	33,1	69,7
Ceuta	251	143	57,0	106	42,2	74,1
Melilla	1.116	267	23,9	96	8,6	35,9
C. de Madrid	69.718	42.003	60,2	32.184	46,2	76,6
Navarre	6.080	2.754	45,3	2.030	33,4	73,7
C. de Valence	45.262	22.630	50,0	17.030	37,6	75,2
Estrémadure	7.148	3.715	52,0	2.715	38,0	73,1
Galice	20.676	11.252	54,4	8.299	40,1	73,8
Îles Baléares	10.797	4.785	44,3	3.377	31,3	70,6
La Rioja	3.522	1.514	43,0	874	24,8	57,7
Pays Basque	14.938	8.744	58,5	6.000	40,2	68,6
Asturies	14.463	7.227	50,0	5.524	38,2	76,4
Murcie	11.746	5.216	44,4	3.779	32,2	72,4
Rég. inconnue	4.051	906	22,4	526	13,0	58,1
<b>Totaux</b>	<b>393.538</b>	<b>204.844</b>	<b>52,0</b>	<b>149.513</b>	<b>38,0</b>	<b>73,0</b>

Une analyse détaillée de la participation à la consultation interne d'avril 2016 (tableau 26) permet d'avoir une idée du niveau de participation des adhérents. Podemos distingue les adhérents inscrits des adhérents actifs, c'est-à-dire ceux qui se sont connectés au site internet du parti au moins une fois au cours de l'année écoulée. Un peu plus de la moitié des adhérents sont actifs de ce point de vue. En ce qui concerne la participation au vote, elle est faible sur l'ensemble des adhérents, inférieure à 40 %, mais beaucoup plus élevée parmi les adhérents actifs, qui pour 73 % d'entre eux prennent part à la consultation. Le niveau d'activité des adhérents est plutôt homogène d'une région à l'autre si l'on fait abstraction de la ville autonome de Melilla, et n'a pas de rapport avec l'implantation électorale de Podemos : les plus actifs sont les madrilènes et les basques, dans des régions dans lesquelles le parti obtient des

résultats élevés, mais aussi les adhérents de l'Aragon, où les résultats électoraux sont inférieurs à la moyenne nationale.

### 2.3 – *Alliances européennes*

Suite aux élections européennes de 2014, Podemos siège dans le groupe parlementaire GUE/NGL rassemblant les partis de la gauche radicale européenne<sup>409</sup>. Il refuse toutefois d'adhérer au Parti de la gauche européenne, le PGE. Podemos s'affirme très tôt comme proche du parti grec Syriza dont le leader, Alexis Tsipras, rencontre fréquemment Pablo Iglesias. Elu au Parlement européen, ce dernier entretient de bonnes relations avec les élus de Syriza ou avec son homologue français Jean-Luc Mélenchon, dont il préface l'un des livres<sup>410</sup>, mais éprouve plus de réticence à l'égard d'élus « plus soumis aux traditions de la gauche dogmatique », notamment les allemands de Die Linke, dont il conteste la présidence du groupe parlementaire, qu'il aurait préféré voir occupée par un élu grec ou espagnol<sup>411</sup>. Bien qu'il ait été comparé au parti italien Mouvement 5 étoiles pour son rejet du système politique, sa critique du clivage droite/gauche et son usage fréquent d'Internet<sup>412</sup>, Podemos rejette tout rapprochement avec ce mouvement dont le leader, Beppe Grillo, est taxé par Juan Carlos Monedero de « *populiste de droite [...] qui finira par se déliter dans les voies du néofascisme* »<sup>413</sup>.

Aucun membre de Podemos n'est signataire de l'appel « Pour un plan B en Europe », pourtant signé par plusieurs membres de la Gauche Unie et d'*Ahora Madrid*, la coalition qui dirige la municipalité de Madrid et à laquelle Podemos participe<sup>414</sup>. Toutefois, les députés européens Miguel Urban et Lola Sanchez, membres de Podemos, participent au premier « sommet internationaliste pour un plan B en Europe » organisé en janvier 2016<sup>415</sup>. Cette implication se poursuit lors des sommets suivants, et Miguel Urban apparaît parmi les signataires de la

---

<sup>409</sup> « Podemos acuerda con Tsipras entrar en el grupo de la Izquierda Unitaria de la Eurocámara », *publico.es*, 26/05/2014 <<http://www.publico.es/politica/acuerda-tsipras-entrar-grupo-izquierda.html>>

<sup>410</sup> Jean-Luc Mélenchon, *Le Hareng de Bismark*, Plon, Paris, 2015.

<sup>411</sup> Christophe Barret, *op.cit.*, pp. 102-103

<sup>412</sup> Flora Zanicelli, *Mouvement 5 étoiles, pour une autre politique en Italie*, Editions des Accords, Castillon de Castets, 2013.

<sup>413</sup> Christophe Barret, *op.cit.*, p. 117

<sup>414</sup> Comme l'indique la liste des signataires de l'appel : <[https://www.euro-planb.eu/?page\\_id=93&lang=fr](https://www.euro-planb.eu/?page_id=93&lang=fr)>

<sup>415</sup> Comme l'indique le programme détaillé du sommet et la liste des intervenants : <[https://www.euro-planb.eu/?page\\_id=83&lang=fr](https://www.euro-planb.eu/?page_id=83&lang=fr)>

déclaration adoptée à l'issue du quatrième sommet, en mars 2017<sup>416</sup>. Enfin la déclaration du cinquième sommet, organisé à Lisbonne en octobre 2017, comporte la signature du député européen Xabier Benito Ziluaga<sup>417</sup>. Le fait que Pablo Iglesias n'ait jamais participé à ces sommets ni approuvé leur organisation par sa signature, mais que Podemos y contribue néanmoins par l'intermédiaire de ses députés européens semble indiquer un soutien mesuré, plutôt attentiste, à cette tentative de recomposition de la gauche radicale autour de l'idée de renégociation des traités européens, voire de sortie de la zone euro en cas d'échec de ces négociations.

Bien qu'aucun lien officiel ne lie Podemos à des partis latino-américains, les influences des récentes expériences gouvernementales vénézuélienne et bolivienne sont très fortes parmi les principaux membres fondateurs de Podemos. Iñigo Errejon a notamment rédigé une thèse sur le premier gouvernement MAS en Bolivie, et Juan Carlos Monedero a travaillé de 2005 à 2010 comme conseiller du gouvernement d'Hugo Chavez<sup>418</sup>.

### **3. Positionnements dans le système politique espagnol**

#### ***3.1 - Position par rapport aux institutions et au mode de scrutin***

En Espagne, les élections ont lieu à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, conformément à la méthode d'Hondt. Pour les élections des assemblées délibérantes des communautés autonomes comme pour l'élection du Congrès des députés, c'est la province qui fait office de circonscription. Chaque province pourvoit un nombre de sièges proportionnel à sa démographie. Pour le Congrès des députés, le nombre de sièges à pourvoir est compris entre 1 (Ceuta et Melilla) et 36 (Madrid). Mais la plupart des provinces ont une magnitude faible, ce qui, combiné à l'emploi de la méthode d'Hondt pour l'application de la représentation proportionnelle, avantage les grands partis<sup>419</sup>.

---

<sup>416</sup> « Déclaration adoptée à l'issue du sommet du Plan B de Rome les 11-12 mars 2017 », sur le site du Parti de gauche, 14 mars 2017, <<https://www.lepartidegauche.fr/3031/>>

<sup>417</sup> Tel que l'indique la liste des signataires sur le site consacré à ce sommet : <<https://euro-planb.pt>>

<sup>418</sup> Héloïse Nez, Podemos, de l'indignation aux élections, op.cit., pp. 41-52

<sup>419</sup> Thanassis Diamantopoulos, *Les systèmes électoraux aux présidentielles et aux législatives*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2004, pp. 85-89



Bien que ce mode de scrutin ait avantagé le Parti populaire et le PSOE, instaurant une alternance de ces partis au gouvernement, il a toujours permis à d'autres partis de décrocher plusieurs sièges de députés, en particulier les partis nationalistes ou autonomistes implantés dans certaines régions. Il a donc pu faciliter la percée de Podemos, ses électeurs sachant que leur vote ne serait pas « perdu » puisqu'il y a de grandes chances pour que l'application de la représentation proportionnelle le « transforme » en voix. Ainsi, lors des élections générales de 2015, les listes soutenues par Podemos rassemblent 69 sièges, soit 19,7 % du nombre de sièges que compte le Congrès des députés, une proportion très proche de leur résultat national de 20,7 % des suffrages exprimés.

### ***3.2 - Relations avec les autres partis politiques espagnols***

Podemos formule des points de vue bien distincts sur les autres partis politiques espagnols. Le Parti populaire et le Parti socialiste PSOE sont souvent mis dans le même sac, car liés, d'après Pablo Iglesias, par un « *grand pacte* » en faveur de l'austérité, après avoir soutenu la réforme constitutionnelle instituant « *l'équilibre budgétaire de toutes les administrations* », qui contraint l'Etat à « *renoncer [...] à l'exercice de sa souveraineté* » et l'empêche « *d'agir librement dans de nombreux domaines cruciaux* »<sup>420</sup>. Les deux partis sont aussi rejetés pour les nombreux scandales de corruption touchant certains de leurs élus.

Si Podemos s'affirme comme une alternative aux partis de « *la caste* », et se présente comme une force ayant vocation à rassembler plus de voix que le PP et le PSOE<sup>421</sup>, le parti ne rejette pas pour autant la perspective de nouer des alliances avec d'autres partis. Tout rapprochement est écarté avec le nouveau parti Ciudadanos, très porté sur la lutte anticorruption, mais jugé trop libéral et trop proche des milieux d'affaires<sup>422</sup>. Mais les relations de Podemos sont bien meilleures avec les partis minoritaires, en particulier les mouvements nationalistes, indépendantistes ou autonomistes les plus marqués à gauche dans certaines communautés autonomes. Les élus de Podemos apportent ainsi leur soutien à la coalition nationaliste valencienne Compromís pour leur permettre de prendre la mairie de Valence après les

---

<sup>420</sup> Pablo Iglesias, *La démocratie contre Wall Street*, op.cit., p. 215

<sup>421</sup> Héloïse Nez, *Podemos, de l'indignation aux élections*, op.cit., p. 135

<sup>422</sup> Christophe Barret, op.cit., pp. 163-164

élections municipales de mai 2015. Par la suite, Compromís et Podemos feront liste commune pour les élections législatives. A Barcelone, le regroupement « Barcelone en commun », comprenant déjà le mouvement autonomiste ICV aux côtés de Podemos, recevra l'appui des nationalistes catalans de l'ERC et de la CUP pour prendre les rênes de la ville. Podemos aidera aussi les mouvements séparatistes basques à former une coalition majoritaire en Navarre.

Les relations avec la Gauche Unie (IU) sont plus compliquées. Dans un premier temps, elles sont difficiles, IU percevant Podemos comme un concurrent plus que comme un allié potentiel, et Podemos ne souhaitant pas se fondre dans une alliance qui risquerait de faire passer au second plan son identité politique et son discours. Des alliances se nouent malgré tout lors des élections locales de 2015 : la branche catalane d'IU participe à la même alliance que Podemos pour prendre la mairie de Barcelone, et à Madrid les composantes internes d'IU se divisent entre participation, aux côtés de Podemos, à la liste *Ahora Madrid* et une liste autonome d'IU. La réussite électorale de ces alliances municipales encouragera les deux partis à converger au sein d'un même regroupement pour les élections du Parlement de Catalogne qui ont lieu dans la foulée. Cette expérience s'avèrera être un échec, mais la pression de nombreux militants des deux partis en vue d'une alliance nationale pour les élections législatives est forte<sup>423</sup>. Finalement, Podemos fera le choix de ne pas constituer d'alliance au niveau national, mais laissera la porte ouverte à des alliances locales au niveau des communautés autonomes, faisant liste commune avec IU en Catalogne et en Galice.

Si les termes employés par Podemos à l'égard du PSOE sont durs, les deux partis s'allieront fréquemment, mais pas systématiquement, à l'issue des élections locales de 2015. Ce n'est qu'avec le soutien des élus socialistes, minoritaires, que les regroupements soutenus par Podemos peuvent installer leurs maires à la tête de Madrid et de Barcelone. En contrepartie, les élus de Podemos apporteront un appui au PSOE pour qu'il puisse diriger les communautés autonomes de l'Aragon, des Îles Baléares, de Castille-La Manche, de l'Estrémadure et de la communauté de Valence, ou encore les villes d'Oviedo, capitale des Asturies, et Séville, capitale de l'Andalousie. A contrario, pour constituer une majorité pour la communauté autonome d'Andalousie, la socialiste Susana Díaz a dû composer avec Ciudadanos plutôt

---

<sup>423</sup> Héloïse Nez, *Podemos, de l'indignation aux élections*, op.cit., pp. 210-212

qu'avec Podemos, après avoir refusé de soutenir le limogeage de parlementaires socialistes impliqués dans un scandale de corruption comme l'exigeait le parti de Pablo Iglesias.

Podemos revendique se situer au-delà du clivage droite-gauche, mais son attitude à l'égard des autres partis politiques relève d'une posture très traditionnelle dans la famille partisane de la gauche radicale. Les alliances électorales sont tolérées par les partis ou mouvements appartenant à la gauche radicale ou à des tendances nationalistes et autonomistes locales revendiquant un ancrage à gauche de l'échiquier politique. Si les relations sont tendues avec les socialistes, des accords pour gouverner conjointement les assemblées délibérantes des collectivités locales restent possibles. Et toute forme d'accord avec les partis se situant à droite de l'échiquier politique est rejetée.

#### **4. Orientations programmatiques**

Podemos adopte plusieurs documents programmatiques au gré de ses assemblées citoyennes. Lors de son assemblée constituante, tenue en automne 2014, les résolutions les plus votées concernent, dans l'ordre, la défense de l'éducation publique, la lutte contre la corruption, la limitation des expulsions locatives, l'accès universel à la santé publique et la restructuration de la dette souveraine de l'Espagne<sup>424</sup>. Podemos édite un nouveau programme électoral en vue des élections législatives de 2015. Dans ce document<sup>425</sup>, 394 mesures sont détaillées, réparties en six sections, « Démocratie économique », « démocratie sociale », « démocratie politique », « démocratie citoyenne », « démocratie internationale » et « propositions régionales et municipales »<sup>426</sup>.

##### **5.1 - Volet économique et social**

Podemos propose la mise en place d'un « pacte national pour une économie productive », passant par des accords multilatéraux entre gouvernement, entreprises et syndicats pour

---

<sup>424</sup> "Las cinco resoluciones aprobadas por Podemos", *La Nueva España*, 22/10/2014, <<http://www.lne.es/espana/2014/10/20/propuestas-clave/1658807.html>>

<sup>425</sup> Queremos, Sabemos, Podemos. Un programa para cambiar nuestro país, elecciones generales 20 diciembre de 2015

accroître une activité industrielle diversifiée en Espagne. Cette « ré-industrialisation » s'opérerait sur des bases différentes de celles de la « compétitivité par les prix ». Dans le même esprit, Podemos prend position en faveur du développement des clusters, grappes d'entreprises spécialisées dans un secteur d'activité déterminé.

De façon assez surprenante pour un parti de gauche radicale, Podemos souhaite encourager la concurrence dans certains secteurs de l'économie, comme l'énergie, la finance et les télécommunications, avec pour objectif de faire baisser les prix et d'accroître la productivité nationale.

Podemos propose de réorienter les investissements publics, jugés trop tournés vers la construction d'immeubles résidentiels et d'infrastructure routières, dans le sens d'une modification des habitudes de vie et de consommation, notamment dans les domaines des transports et de l'énergie. Le parti propose aussi un nouvel encadrement des marchés publics, dont l'accès ne serait garanti aux entreprises qu'en échanges d'engagements à la création d'emplois, au développement des activités locales et au bien-être des salariés.

Pour prévenir les délocalisations et limiter la prise de contrôle des entreprises par des fonds « vautours » (fonds d'investissements spéculatifs), Podemos propose de lancer des « fonds souverains à caractère public ».

Dans le domaine fiscal, Podemos propose une série de mesures visant à limiter l'évasion fiscale pour les particuliers et les entreprises, la fraude fiscale et le recours aux paradis fiscaux, en réformant profondément les institutions publiques en charge de ces questions. Il propose aussi de multiplier les tranches de l'impôt sur le revenu pour améliorer sa progressivité, et de réformer l'impôt sur la fortune et les impôts sur l'héritage et les donations, pour accroître la pression fiscale sur les hauts revenus. Concernant la fiscalité des entreprises, plusieurs réformes sont également proposées, notamment une taxe modulée en fonction de l'utilisation des bénéfices par l'entreprise, qui serait moins élevée si les bénéfices sont réinvestis dans l'entreprise, l'introduction d'une taxe exceptionnelle sur les entreprises visant à la réappropriation des sommes versées par le secteur public dans le secteur privé, l'introduction d'une taxe sur les transactions financières et l'introduction d'une fiscalité « verte ». Podemos

plaide pour la création de banque publique à partir des banques privées nationalisées durant la crise financière.

Point central des revendications du parti, la restructuration de la dette publique passerait par le rejet du mécanisme européen de stabilité (abrogation de l'inscription dans la constitution de l'équilibre budgétaire) et un audit public, visant à mettre à contribution le secteur financier en lui faisant rembourser les aides qu'il a reçu de l'Etat pendant la crise, notamment via des recapitalisations. La restructuration de la dette des ménages et la réforme des systèmes de recouvrement est également mise en avant.

Formalisant son opposition aux mesures d'austérité, Podemos propose de revenir progressivement sur les coupes budgétaires opérées par les gouvernements Zapatero et Rajoy dans l'éducation, la santé et le soutien aux personnes âgées, avec comme objectif de revenir, d'ici mars 2018, aux niveaux d'engagements financiers qui prévalaient dans ces domaines avant la crise. Podemos propose d'investir massivement dans l'éducation, de rétablir l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans, la limitation du temps de travail à 35 heures par semaine et l'adoption de mesures visant à réduire l'écart de salaires entre hommes et femmes dans l'entreprise. Une réforme de la sécurité sociale permettrait aux immigrés et aux espagnols établis à l'étranger depuis plus de 19 jours d'avoir accès à une couverture universelle.

Podemos propose l'interdiction des expulsions locatives sans solution de relogement, et la légalisation de l'occupation de logements vides ou abandonnés.

Podemos propose d'introduire dans la loi une disposition permettant aux foyers de bénéficier d'un accès minimum à l'énergie : dès lors qu'une situation de pauvreté est établie, la facturation de l'énergie ne pourra pas excéder 10 % des revenus mensuels du ménage. Une proposition semblable est formulée concernant l'accès à l'eau potable.

### ***5.3 - Volet démocratie et libertés individuelles***

Podemos se montre très favorable aux revendications des nouveaux mouvements sociaux<sup>427</sup>.

Le parti se montre ainsi favorable à l'égalité femme-homme, notamment en matière salariale,

---

<sup>427</sup> L'Espagne ayant accordé le droit au mariage et à l'adoption pour les couples de même sexe en 2005, cette revendication n'est pas présente dans le programme de Podemos.

et propose ainsi de faciliter l'accès au droit de vote et à la naturalisation pour les immigrés, ainsi que la création d'un ministère dédié aux politiques migratoires. Le parti souhaite également fermer les Centres d'identification et d'expulsions, et supprimer les expulsions collectives par avion. Podemos est favorable à la dépénalisation de la consommation et de la possession de cannabis, à un niveau personnel et collectif. Le parti est également favorable à la légalisation de l'euthanasie encadrée par la loi, et souhaite substituer, dans la loi, la liberté de conscience à la liberté de religion.

Ambitionnant de laïciser la société espagnole, Podemos propose d'annuler le Concordat de 1953 et les cinq accords concordataires signés entre l'Espagne et le Vatican, de supprimer l'enseignement religieux à l'école, de retirer les aumôneries et services religieux des institutions publiques, d'abolir la notion de crime d'offense au sentiment religieux, de supprimer les célébrations et symboles religieux dans les cérémonies officielles, et de revenir sur les avantages fiscaux concédés à l'Eglise catholique.

Prônant « la démocratie pour tous », Podemos propose d'introduire la révocabilité des élus par voie de pétition, l'initiative législative populaire et le référendum d'initiative populaire. Le parti défend également une réforme du mode de scrutin des élections législatives, jugé trop favorable aux grands partis, en proposant que les députés soient élus à la représentation proportionnelle au niveau des communautés autonomes plutôt que des provinces, qui plus petites et pourvoient donc moins de sièges. Podemos propose une réforme de la décentralisation pour réduire les écarts de développements entre les différentes régions d'Espagne, ainsi qu'une « dépolitisation » de la Cour constitutionnelle par la réforme de son mode de désignation. Les indemnités des élus et de leurs collaborateurs politiques seraient plafonnées et encadrées, et une nouvelle loi sur le financement des partis politiques, pour limiter la corruption, serait proposée au Parlement. Podemos propose aussi une réforme du Sénat, qui ne serait plus élu au suffrage direct mais serait composé de représentants des gouvernements des communautés autonomes, verrait sa compétence limitée aux questions relevant de la démocratie locale et à la nomination aux plus hautes fonctions de l'Etat.

Podemos propose la « participation citoyenne » dans l'écriture des contrats de construction de grandes infrastructures comme les aéroports, les autoroutes ou les ports. On retrouve cette intervention citoyenne dans plusieurs domaines, avec notamment l'appel à la création de

« centres d'innovation citoyenne » pour les sciences, la mise en place d'un Observatoire citoyen d'évaluation des politiques publiques et l'introduction de la participation citoyenne dans la gouvernance des administrations publiques.

Podemos plaide pour la transparence, avec la mise en place d'un organisme chargé de garantir le libre-accès aux informations dans les institutions de recherche et les universités. Des audits réguliers des entités publiques seraient aussi institués.

Question très débattue en Espagne, la possibilité pour les gouvernements des communautés autonome d'organiser des référendums d'autodétermination serait garantie, en cas d'accession au pouvoir de Podemos, par une réforme constitutionnelle.

#### ***5.4 - Volet écologie et protection de l'environnement***

Podemos détaille un certain nombre de propositions environnementales dans sa section relative à l'économie. Le parti propose un plan national de transition énergétique, prévoyant un accroissement des investissements publics et privés, représentant 1,5 % du Produit intérieur brut pendant 20 ans. Les travaux concerneraient en priorité le recours aux énergies renouvelables, porté à 100 % dans les bâtiments publics et l'amélioration de l'efficacité énergétique des bâtiments, des transports et de l'industrie, avec la rénovation énergétique de 200.000 logements par an (isolation thermique, systèmes de chauffage, etc). Plaidant en faveur de villes « soutenables », Podemos souhaite limiter le développement de l'urbanisation et soutenir une économie circulaire pour réduire la production de déchets ainsi que l'introduction d'une fiscalité verte selon le principe « pollueur-payeur ».

Podemos propose aussi de revenir sur l'interdiction faite aux particuliers de produire et consommer leur propre électricité, d'interdire le recours à la fracturation hydraulique pour l'exploitation des énergies fossiles, et de mettre en place une tarification différenciée de l'électricité en fonction de sa source de production. Le parti promet aussi un retour au contrôle public par l'Etat des barrages hydroélectriques.

Dans le domaine des mobilités, Podemos plaide pour un soutien à l'accroissement de l'usage de la bicyclette en milieu urbain, et pour un accès en tarifs réduits ou gratuit aux transports collectifs pour les chômeurs ou les personnes en risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Le

parti propose aussi de soutenir le développement du ferroviaire, en particulier pour le convoiement de marchandises.

Bien que souhaitant « aborder » la question de l'agriculture intensive pour parvenir à la souveraineté alimentaire, Podemos veut renégocier la Politique agricole commune (PAC) pour encourager la diversification, la soutenabilité et les exploitations familiales. Le parti propose aussi la création d'une agence publique pour la gestion de la terre, afin de réglementer la propriété et l'usage des terres agricoles.

Plusieurs propositions dans d'autres domaines environnementaux sont déclinées dans le programme de Podemos : protection des paysages, des côtes, du bien-être animal, notamment.

### ***5.5 - Volet politique internationale et européenne***

Souhaitant protéger les Espagnols expatriés, du fait, selon ses dirigeants, de la crise économique, Podemos propose une série de mesures destinées à garantir leurs droits, via la création d'un Bureau de l'émigration, la facilitation de retour en Espagne des émigrés, une réforme du système de cotisation aux caisses de retraite, l'enseignement de la langue espagnole dans les pays étrangers pour les expatriés et l'extension de la couverture de l'assurance maladie. Podemos souhaite également mettre en place des traités bilatéraux avec les pays latino-américains pour faciliter les migrations entre ces pays et l'Espagne.

Podemos souhaite faire différentes « propositions » à l'Union européenne, notamment une modification de sa stratégie énergétique, la création d'une agence européenne publique de notation financière ou encore une harmonisation des règles en matière de droit d'asile.

Si le parti n'envisage pas une sortie de l'Espagne de l'UE ou de la zone euro, il développe tout-de-même une critique des institutions communautaires assez proche de celle qui a toujours été celle d'IU, reprochant à ces institutions de ne pas être suffisamment démocratiques. Pablo Iglesias observe ainsi que « *la stratégie que nous avons suivie est d'articuler un discours sur la reconquête de la souveraineté, les droits sociaux et même les Droits de l'Homme, dans un cadre européen* »<sup>428</sup>. Effectivement, le document fondateur de Podemos dénonce « *une crise de*

---

<sup>428</sup> Pablo Iglesias, « Spain on edge », *New Left Review*, n° 93, mai-juin 2015, pp. 23-42.



*légitimité de l'UE* » et une série de « *coups d'Etats* » contre les pays du sud de l'Europe. Le programme des élections européennes de 2014 maintient cette critique en dénonçant de manière globale un manque de démocratie dans les institutions européennes<sup>429</sup>.

Au niveau international, Podemos soutient l'idée d'un monde multipolaire et rejette à ce titre l'adoption du Traité transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP ou TAFTA) entre l'Union européenne et les Etats-Unis, ainsi que son équivalent canadien, le CETA. Pour autant, Podemos ne propose pas la sortie de l'Espagne de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), bien qu'il propose une plus grande « autonomie stratégique » de l'Espagne en son sein. Le parti promeut l'adoption d'un cadre juridique international pour la restructuration des dettes souveraines, en lien avec un comité spécial des Nations Unies. Le parti propose également que l'Espagne réclame une réforme du mode de fonctionnement du G20 et du Fonds monétaire international, l'abolition du droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU et la mise en place d'une agence internationale par les Nations Unies pour lutter contre l'évasion fiscale. Podemos souhaite également soumettre toute intervention à l'étranger des forces armées espagnoles à référendum ainsi qu'à l'autorisation de l'ONU.

Podemos plaide pour la reconnaissance de l'Etat de Palestine, une normalisation des relations avec Cuba, y compris au niveau de l'Union européenne et une stratégie de sécurité européenne incluant la Russie sous la houlette de l'OSCE.

## **5. Synthèse : un cas original au sein de la famille de la gauche radicale**

Podemos est un cas singulier à plus d'un titre. Alors que la famille de la gauche radicale s'est construite, ou plutôt reconstruite, après l'effondrement du bloc soviétique, autour des valeurs fondamentales de la gauche et de la fidélité indéfectible à ces dernières face à l'évolution sociale-libérale des partis sociaux-démocrates, Podemos clame haut et fort vouloir dépasser le clivage droite-gauche. Il y substitue un discours d'opposition du peuple à « la caste », d'une majorité de citoyens normaux, les 90 %, face à une minorité de privilégiés<sup>430</sup>. D'après Pablo Iglesias, « *la ligne de fracture oppose désormais ceux qui comme nous défendent la démocratie [...] et*

---

<sup>429</sup> Donatella della Porta, Joseba Fernandez, Hara Kouki, Lorenzo Mosco, *op.cit.*, pp. 120-121.

<sup>430</sup> Javier Franzé, « The Podemos Discourse: A Journey from Antagonism to Agonism », *ResearchGate*, DOI: 10.1007/978-3-319-63432-6\_3.

*ceux qui sont du côté des élites, des banques, du marché ; il y a ceux d'en bas et ceux d'en haut ; [...] une élite et la majorité* »<sup>431</sup>. Ce discours prenant ouvertement ses distances avec la philosophie marxiste opposant travailleurs et possédants s'accompagne d'une critique virulente du système politique espagnol et des deux principaux partis qui régissent la vie politique de ce pays, le PP et le PSOE : Podemos souhaite incarner la nouveauté face aux vieux partis, coupables d'une convergence de points de vue évident sur les questions économiques et empêtrés dans de nombreuses affaires de corruption<sup>432</sup>.

Mais il serait erroné d'en déduire que Podemos serait un vulgaire parti contestataire sans feuille de route clairement définie. Premièrement, le parti a été fondé par une poignée d'universitaires et d'intellectuels qui structurent consciemment ce discours « populiste de gauche » en puisant dans leurs références philosophiques et littéraires, du théoricien communiste Antonio Gramsci aux philosophes Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, en passant par le sociologue Immanuel Wallerstein<sup>433</sup>. Toute la stratégie de Podemos est organisée autour du concept d'hégémonie culturelle chère à Gramsci : les pratiques quotidiennes et croyances collectives structurent l'opinion et alimentent des systèmes de domination, il faut donc que les dirigeants révolutionnaires percent dans la société par le biais des médias et des organisations de masse pour augmenter la conscience de classe et pousser à l'engagement. Pour y parvenir, loin de tout récita dogmatique d'une idéologie, les dirigeants de Podemos élaborent des discours mobilisateurs et facilement intelligibles qui servent un objectif : l'arrivée au pouvoir dans des délais aussi brefs que possible.

Le succès électoral de Podemos aura été fulgurant. Pour sa première participation à des élections, Podemos obtient 8 % des suffrages exprimés aux élections européennes de 2014 et envoie 5 de ses candidats siéger sur les bancs du Parlement européen. L'année suivante, les différentes listes soutenues par le parti obtiennent 20 % des suffrages exprimés aux élections législatives puis, lors des élections législatives anticipées de 2016, 21 % en alliance avec le parti historique de la gauche radicale, la Gauche Unie. Si l'objectif de l'accession au pouvoir n'a pas été atteint, le développement rapide d'un parti créé de toutes pièces sans base

---

<sup>431</sup> Renaud Lambert, « Podemos, le parti qui bouscule l'Espagne », *Le Monde Diplomatique*, n° 730, janvier 2015, pp. 1 & 22.

<sup>432</sup> Donatella della Porta, Joseba Fernandez, Hara Kouki, Lorenzo Mosca, *op.cit.*, pp. 49-50.

<sup>433</sup> Héloïse Nez, *op.cit.*, pp. 23-38

organisationnelle préétablie n'en est pas moins impressionnant. Ces succès électoraux au plan national se sont accompagnés de succès locaux et en particulier municipaux. Si la conquête de Madrid, de Barcelone, de Cadix ou de Saragosse n'a pas été à proprement parler l'œuvre de Podemos, le parti a activement promu et soutenu la constitution des listes de « confluence » qui ont fait tomber dans l'escarcelle de la gauche alternative plusieurs des plus grandes villes d'Espagne.

En l'espace de trois ans, Podemos a donc assuré une présence importante au Parlement européen, au Parlement espagnol, dans toutes les législatures régionales, et dans les exécutifs de plusieurs des principales villes du pays. Ces succès rapides et surprenants par leur ampleur ne tiennent pas qu'au talent des dirigeants de Podemos, loin s'en faut. Le contexte économique, social et politique a grandement aidé Podemos à construire sa popularité. Mais c'est en définitive ce même contexte qui a engendré Podemos. Sans l'irruption du mouvement des « indignés », il est peu probable que les fondateurs du parti aient tenté l'expérience. La Gauche Unie occupait déjà le créneau de la dénonciation du système capitaliste et des politiques d'austérité budgétaires, qu'il aurait été ardu de lui disputer sans autres arguments. C'est parce que la question de la représentativité des partis politiques a été mise en avant que Podemos, en promouvant une forme organisationnelle assez originale, a pu faire valoir sa singularité. Podemos n'est pas une émanation des « indignés », mais plutôt une réponse opportuniste à la popularité des mouvements sociaux, un débouché politique.

Un autre élément fondamental a présidé à la percée de Podemos dans l'opinion : celui du rôle joué par son secrétaire général, Pablo Iglesias. On retrouve ici le caractère déterminant du leader charismatique. Populaire avant la création du parti grâce à son émission « La Tuerka », se distinguant des autres dirigeants politiques par son style iconoclaste – les cheveux longs, pas de costume cravate et une certaine façon – Iglesias s'impose immédiatement comme le leader incontesté de Podemos. En parallèle de mécanismes associant largement et fréquemment les adhérents dans les instances délibératives du parti ou via des référendums internes, Podemos octroie de larges pouvoirs au secrétaire général, qui a à sa disposition un large éventail d'outils lui permettant d'orienter les décisions importantes dans son sens. C'est ce qui permettra la constitution d'Unidos Podemos, coalition entre Podemos et plusieurs partis dont la Gauche Unie, un revirement par rapport à la stratégie initiale de rejet de toutes formes

d'alliances avec des partis nationaux. De ce revirement stratégique naîtra une fronde interne conduite par le « numéro 2 » du parti Iñigo Errejon, qui promet un retour à une stratégie purement « populiste de gauche », fronde qui se solde par une nette victoire de Pablos Iglesias à l'issue du congrès de 2017, au cours duquel les deux hommes se combattent par textes interposés.

Bien que le congrès ait désigné un vainqueur, le débat stratégique n'est pas achevé pour autant. Pablo Iglesias doit toujours gérer plusieurs contradictions : l'alliance de la « nouvelle politique », incarnée notamment par Podemos, avec la « vieille politique » incarnée en particulier par les deux grands partis de gouvernement PSOE et PP. Mais aussi une politique d'alliances entre partis difficilement conciliable avec ce que Podemos revendiquait d'être à sa fondation : un parti qui n'en est pas un, un mouvement transcendant les clivages politiques dans l'ambition de fédérer largement. Enfin l'ambivalence de la posture de Podemos sur la question du droit à l'autodétermination dans les communautés autonomes d'Espagne animées par de forts sentiments autonomistes ou indépendantistes – favorable sur le principe à la possibilité d'organiser des référendums dans ces régions, tout en continuant à affirmer un point de vue favorable à l'unité de l'Espagne – s'est avérée être à double tranchants : si elle permettait dans un premier temps d'attirer et de séduire les « nationalistes » locaux tout en ménageant les susceptibilités des électeurs les plus attachés à l'unité du pays, la crise catalane a ensuite fourni la démonstration que cette posture ne satisfaisait en définitive ni les uns, ni les autres.

Les débats autour de l'unité de l'Espagne représentent le premier grand défi auquel Podemos aura à faire face<sup>434</sup>. Dans un débat politique structuré par un clivage entre pro et anti, les discours tranchés sont ceux qui rencontrent le plus d'écho, comme en témoigne la poussée dans les sondages d'intentions de vote de Ciudadanos, viscéralement pro-unité, et qui tire profit de l'affairisme qui gangrène le Parti populaire. Très populaire dans les régions périphériques où les revendications autonomistes ou indépendantistes ont de l'écho, voire lié par des alliances avec des partis autonomistes comme en Galice ou à Valence, Podemos pourrait consolider son ancrage dans ses bastions en affirmant une posture plus claire en

---

<sup>434</sup> Christophe Aguiton, *op.cit.*, pp. 205-206.

faveur des indépendantistes. Mais ce serait là courir le risque d'abandonner totalement l'Espagne castillane au PSOE, écartant durablement toute perspective de prise de pouvoir au plan national. Ce dilemme va devoir être résolu et ne manquera pas de provoquer de nouveaux remous internes mettant en danger l'existence même du parti. Créé dans l'espoir d'accéder au pouvoir rapidement, Podemos va devoir apprendre à exister dans la durée, et donc à gérer l'agenda politique espagnol au jour-le-jour.

## **Chapitre 5 – Emergence et enracinement d’une nouvelle gauche radicale**

Les quatre cas étudiés dans la thèse mettent en évidence des traits communs et des différences, c’est tout l’intérêt de l’analyse comparative. Ils témoignent de l’apparition et la structuration d’une nouvelle gauche radicale, mettant à distance le communisme, aussi bien au niveau de l’idéologie que des symboles et des discours, largement ouverte à l’écologie et aux revendications des mouvements sociaux, de plus en plus critique d’une construction européenne vue comme imposant de manière autoritaire des politiques néolibérales et d’austérité budgétaire. Au niveau du logiciel idéologique, les convergences sont très importantes, la comparaison des programmes présentés lors des élections législatives en témoigne.

Les divergences deviennent plus nombreuses lorsque l’on aborde l’organisation partisane, Syriza et Die Linke optant pour des structurations internes somme toute assez traditionnelles, quand le Bloc de gauche et surtout Podemos se montrent plus enclin à des innovations limitées. Les discours sont également caractérisés par quelques différences, et nous amènera à questionner le concept de populisme de gauche. Enfin nous aborderons la question de l’intégration de ces partis à leurs systèmes politiques et surtout à leurs systèmes partisans, interrogeant notamment leurs rapports aux partis sociaux-démocrates, oscillant entre franche hostilité et coopérations ponctuelles lorsque l’occasion se présente.

### **1. L’évolution du projet : convergence éco-keynésienne, progressiste, altermondialiste et modérément eurosceptique**

#### *1.1 - Un volet économique et social keynésien plutôt que marxiste*

Si nous choisissons d’évoquer le marxisme, c’est parce que les quatre cas étudiés puisent tous leurs racines dans le marxisme, notamment de par le parcours et l’origine de leurs composantes fondatrices. Nous l’avons vu, ces quatre cas ont invariablement procédé à une mise à distance des discours et du « folklore » marxiste - le marteau et la faucille sur le matériel

par exemple - pour arborer un profil plus *mainstream*. Mais cette mutation n'est pas seulement identitaire : on assiste également à une mise à distance de *l'idéologie* marxiste.

La déclinaison de la pensée de Marx sous forme de programme inclut nécessairement d'« *arracher le capital à la bourgeoisie* », de « *centraliser les instruments entre les mains de l'Etat* » qui ne pourra se faire, « *au début* » tout du moins, « *que par une violation despotique du droit de propriété et du régime bourgeois de production* » passant par la « *dictature du prolétariat* ». L'aboutissement ultime étant l'abolition de l'antagonisme de classes dans la société civile<sup>435</sup>.

Force est de constater que les volets économiques et sociaux des programmes des partis de la nouvelle gauche radicale ne reprennent pas à leur compte cette stratégie. A défaut d'être marxistes, ces partis sont en revanche marxistes, et reprennent plus volontiers à leur compte l'analyse que fait Marx de la société capitaliste et des phénomènes économiques et sociaux, à savoir une société régie par des rapports d'exploitation, avec une minorité exploiteuse détentrice du pouvoir économique et une majorité exploitée contrainte de vendre sa force de travail pour vivre. De ce point de vue, un système fiscal plus redistributif apparaît comme un enjeu très fort pour les partis de la nouvelle gauche radicale : tous proposent de taxer plus lourdement les hauts revenus et les bénéfices des entreprises, et d'alléger la pression fiscale pesant sur les ménages modestes. L'évasion fiscale fait l'objet d'une attention particulière, qu'il s'agisse de particuliers ou d'entreprises, avec une volonté prononcée de sanctionner le recours aux « paradis fiscaux ».

Toutefois, aucun de ces partis ne propose de remettre fondamentalement en question l'organisation du système économique, ni même sa nature capitaliste. Les mesures économiques proposées sont éminemment keynésiennes : il s'agit de relancer l'activité économique par la consommation, en augmentant les salaires et en nationalisant certains secteurs stratégiques, l'énergie en particulier. Cette orientation en matière économique n'a rien de nouveau dans la famille de la gauche radicale, qui a connu un processus de déradicalisation depuis l'effondrement du bloc soviétique<sup>436</sup>. Ironiquement, les programmes économiques de la gauche radicale auraient sans doute paru bien modérés dans les années

---

<sup>435</sup> Jean Guichard, *Le marxisme, théorie de la pratique révolutionnaire*, Chronique sociale de France, Lyon, 1976, pp. 194-195.

<sup>436</sup> Daniel Keith, Luke March, « Introduction », in. Luke March, Daniel Keith (eds), *op.cit.*, p. 6.

1960. D'une certaine manière, la reconversion de la social-démocratie et son adhésion aux principes de la « troisième voie » a contribué à légitimer la « social-démocratisation » de la gauche radicale en matière économique.

La crise de 2008 et la mise en œuvre de politiques d'austérité budgétaire ont fait des partis de la gauche radicale les hérauts de la défense des acquis sociaux et de l'Etat-providence : Podemos, Syriza avant 2015 et surtout le BE proposent tous de revenir partiellement ou intégralement sur la libéralisation du droit du travail, les privatisations, les baisses de salaires, la hausse de certaines taxes, en particulier sur la consommation et les coupes budgétaires dans les services publics décidées par les gouvernements sociaux-démocrates ou de droite pendant cette période. En Allemagne, Die Linke a même fondé en grande partie la légitimité de son existence sur les réformes « Hartz » de libéralisation du marché du travail. Ces partis se sont donc imposés comme les principales forces de résistance à l'austérité et au paradigme néolibéral avalisés par les partis de gouvernement. Toutefois le caractère innovant de leurs propositions est très limité : il s'agit essentiellement de revenir à la situation telle qu'elle était avant la mise en œuvre des politiques d'austérité.

Nous ne pouvons éluder la conversion brutale à l'austérité de Syriza suite à son arrivée au gouvernement, sous la pression de ses créanciers et des institutions européennes. Bien qu'il n'ait pas officialisé dans ses manifestes électoraux cette conversion, ce parti, à travers les choix de son gouvernement, a néanmoins mis en œuvre des politiques publiques entrant en contradiction avec ses engagements de campagne, profitant tout au plus de quelques excédents budgétaires pour accorder de nouvelles prestations sociales aux catégories les plus vulnérables de la population. Le cas grec marque clairement un avant et un après pour la gauche radicale européenne : il est désormais acquis qu'un programme éminemment antilibéral ne peut être mis en œuvre sans passer par une confrontation, quelle que soit sa nature, avec les institutions européennes, en particulier depuis que le Traité de coordination budgétaire encadrant la part des déficits publics dans le produit intérieur brut est entré en application. Le cas portugais nuance bien évidemment ce postulat, à ceci près que la situation économique et sociale du Portugal était beaucoup moins dégradée que celle de la Grèce lorsque le gouvernement socialiste soutenu par la gauche radicale est arrivé aux commandes en 2015. Les élections législatives grecques de 2019 permettront de voir jusqu'où ira cette



mutation de Syriza, et si la reconversion organisationnelle s'accompagne d'une reconversion au niveau du projet.

## ***1.2 - Des orientations radicales en matière de démocratie et de libertés individuelles***

Les partis de la gauche radicale s'affirmant comme des partis « anticartel », non intégrés au club des partis de gouvernement - au moins jusqu'en 2015 en ce qui concerne Syriza - il leur est aisé de critiquer l'organisation du système politique. En outre, de nombreuses affaires de corruption ont émaillé les vies politiques portugaise, grecque et surtout espagnole au cours de la période récente. De manière globale, même si cet aspect est moins présent chez Die Linke, les partis de la nouvelle gauche radicale demandent plus de transparence et plus d'indépendance de la part des institutions démocratiques, et plus d'éthique de la part des élus, via l'édiction de nouvelles lois encadrant l'exercice des mandats électifs. Cela passe notamment par le plafonnement des indemnités de fonction, leur publicité obligatoire, la fin de certains avantages ou la mise en place d'un mécanisme de révocation d'initiative populaire.

Quel que soit le cas étudié, les partis de la nouvelle gauche radicale sont très favorables à l'introduction ou au renforcement, lorsqu'ils existent déjà, de mécanismes de démocratie directe. Le référendum d'initiative populaire, l'initiative législative populaire, le droit de veto populaire font consensus, Die Linke mentionnant également la mise en place de budgets participatifs au niveau local. On note une convergence vers un point de vue favorable à l'égard de la décentralisation, le BE proposant de démocratiser le fonctionnement des collectivités locales, Syriza de leur accorder plus de compétences et de moyens, et Podemos de les réformer pour réduire les écarts de développement entre régions.

Sur le front des libertés individuelles et de l'évolution des mœurs, les partis de la nouvelle gauche radicale sont invariablement favorables aux revendications des nouveaux mouvements sociaux, plaidant pour des mesures fortes en matière d'égalité femme-homme, pour la libéralisation de l'interruption volontaire de grossesse, pour l'ouverture du droit au mariage et à l'adoption pour les couples de même sexe, pour l'intégration des immigrés en facilitant la régularisation de leur situation et en leur accordant, à des degrés divers, l'accès au droit de vote. Ils se montrent également favorables à un assouplissement des législations relatives à la consommation de drogue douces, plaidant notamment pour la légalisation de la

consommation et de la détention de cannabis. Le BE va même plus loin en proposant la dépénalisation de la consommation de drogues dures.

La nouvelle gauche radicale adhère donc en bloc aux revendications des nouveaux mouvements sociaux et aux enjeux propres à la « nouvelle gauche » : plus de libertés individuelles en matière de mœurs, une posture favorable à l'universalité des droits et une démocratie plus horizontale et moins verticale. Sur ce point, le projet idéologique de la nouvelle gauche radicale est très proche de celui des partis écologistes<sup>437</sup>, une proximité qui ne se dément pas à la lecture des parties des programmes consacrées à la protection de l'environnement.

### ***1.3 - Un volet environnemental très affirmé***

La question de la protection de l'environnement est certainement celle qui fait le plus l'objet de propositions convergentes de la part des quatre partis étudiés, bien que Syriza évoque peu ces questions dans ses manifestes électoraux à partir de 2012. Die Linke et Podemos développent des séries de propositions plus conséquentes, mais c'est sans conteste le BE qui va le plus loin dans le domaine de la protection de l'environnement, déclinant un arsenal de proposition très détaillé touchant à de nombreux sujets. Il s'agit là d'une donnée importante, car aucune des composantes fondatrices de ce parti n'est issue de la tradition écologiste, et que le BE a été fondé en 1999, bien avant Die Linke et surtout Podemos. Les dirigeants de ce parti ont donc connu une conversion idéologique très marquée, même si le trotskysme dont se revendiquait le PSR, l'un des principaux partis fondateurs du BE, se montre généralement assez ouvert au développement de proposition en matière de protection de l'environnement.

L'énergie est un sujet de préoccupation majeure pour les partis de la nouvelle gauche radicale, qui promeuvent tous la nationalisation de tout ou partie des activités économiques s'inscrivant dans ce secteur. On retrouve des marqueurs forts comme le soutien au développement des énergies renouvelables, l'hostilité à l'usage d'énergies fossiles passant notamment par le rejet de l'extraction de gaz par fracture hydraulique, ou encore le non-recours ou la sortie de l'énergie nucléaire. Des propositions relatives à la rénovation thermique des bâtiments sont

---

<sup>437</sup> Benoît Rihoux, *op.cit.*, p. 23.

également fréquemment recensé, avec l'objectif de rendre moins consommateurs en énergie. Une gestion publique de l'eau fait également figure de proposition consensuelle de la part de Die Linke, du BE et de Podemos.

Le soutien aux transports collectifs est promu via, en particulier, le soutien au développement du transport ferroviaire. On trouve également dans les programmes du BE et de Podemos un soutien à la pratique du vélo en milieu urbain au détriment de la circulation automobile, le BE pointant même du doigt la « dictature de la voiture ». Des sujets qui ont plutôt tendance à être l'apanage des seuls partis écologistes sont également abordés, comme la condition animale et le soutien à une agriculture locale de type paysan, en opposition aux grandes exploitations industrialisées.

Les volets environnementaux des partis de la nouvelle gauche radicale présentent d'ailleurs de nombreuses similitudes avec les revendications traditionnelles et même plus récentes des partis écologistes. Ces partis partagent d'ailleurs la conviction que le changement climatique est en train d'advenir et que les politiques publiques doivent œuvrer à en limiter les effets. Sur le plan des propositions, on retrouve des convergences en matière de transition énergétique - sortie des énergies fossiles et nucléaire au profit des énergies renouvelables, d'économie soutenable promouvant les circuits courts - notamment en matière d'agriculture, ou encore de mobilités - soutien au développement des transports collectifs et de la pratique du vélo au détriment de la voiture individuelle<sup>438</sup>. Toutefois, la gauche radicale est plus encline à une forme de dirigisme économique, passant notamment par la gestion publique de l'eau et de l'énergie, ce qui est moins évident du côté de partis écologistes plus conciliants vis-à-vis de l'économie de marché.

Récemment, le concept d'« écosocialisme », liant critique du capitalisme et critique du productivisme dans une logique de remise en cause de la croissance économique comme facteur de développement des sociétés humaines, connaît une audience renouvelée, faisant même l'objet de sommets internationaux à la fin des années 2000<sup>439</sup>. C'est pourtant un concept ancien, hérité de réflexions du milieu des années 1970<sup>440</sup>. Il est débattu dans les rangs des

---

<sup>438</sup> Per Gahrton, *Green parties, green future*, Pluto Press, London, 2015, pp. 71-72.

<sup>439</sup> Corinne Morel Darleux (dir), *op.cit.*

<sup>440</sup> Derek Wall, *op.cit.*, pp. 1-22.

organisations de la gauche radicale européenne, faisant même l'objet d'une motion votée de justesse par le congrès du Parti de la gauche européenne en 2013<sup>441</sup>. Toutefois, aucun des quatre partis étudiés n'y fait jamais référence dans ces documents programmatiques. Si les propositions relatives à l'écologie sont nombreuses, elles ne sont pas structurées et organisées autour d'une pensée cohérente avec une finalité clairement définie, et la mise en cause de la croissance économique n'est jamais clairement exprimée, bien que la critique du productivisme soit très présente dans les programmes électoraux du BE. Si les partis de la gauche radicale sont donc bien des partis pro-écologie, il nous semble exagérer d'affirmer qu'ils s'affirment comme étant rigoureusement « écosocialiste », quoi le concept suscité l'intérêt de leurs dirigeants.

#### ***1.4 - Un volet politique international très internationaliste mais de plus en plus euro-critique***

Les programmes électoraux des quatre partis affirment une orientation résolument pacifiste, exprimant leur hostilité à des interventions des armées de leurs pays respectifs à l'étranger. Ils expriment généralement leur hostilité à l'égard de l'OTAN, bien que ce positionnement soit plus nuancé dans le cas de Podemos, et souhaitent, à des degrés divers, renforcer les prérogatives de l'ONU. De manière générale, les partis de la nouvelle gauche radicale rejettent la dimension économique de la mondialisation - les traités de libre-échange en particulier - et prennent parti pour une coopération renforcée avec les pays sous-développés. A ce titre, ils expriment des points de vue critiques à l'égard de l'OMC et du FMI, le Bloc de gauche réclamant même leur dissolution. Le soutien sans conditions à la création d'un Etat palestinien est également un marqueur fort, bien qu'à l'épreuve du pouvoir Syriza se soit montré plus conciliant qu'escompté à l'égard du gouvernement israélien.

Mais c'est bien l'intégration européenne qui concentre l'attention des partis de la gauche radicale quant aux questions de politique internationale. Les échanges entre ces partis sont fréquents au travers du groupe GUE/NGL au Parlement européen et du Parti de la gauche

---

<sup>441</sup> La motion, soutenue par Syriza, Die Linke et le BE, ainsi que par les danois de l'Alliance rouge-verte et les français du Parti de gauche, est approuvée avec 48 % des voix pour et 43 % des voix contre. Cf. « Mélenchon parti de la Gauche Européenne », Guillaume Liégard pour *Regards*, 16 décembre 2013, <<http://www.regards.fr/web/Melenchon-parti-de-la-Gauche,7308>>

européenne (PGE). Si les anciens partis communistes adoptaient volontiers une rhétorique anti-intégration dans les années 1970-1980, les points de vue développés ont gagné en nuance depuis lors. Le soutien à l'intégration communautaire devient évident dans les années 1990, non sans être associé à une critique des orientations des institutions communautaires en matière de politiques économiques et environnementales, ainsi qu'en matière de politique internationale au sujet de laquelle un positionnement trop atlantiste est pointé du doigt<sup>442</sup>. Le soutien à la construction européenne par fidélité à l'idéal internationaliste se heurte ainsi aux orientations radicalement ancrées à gauche de ces partis. Ces réserves alimentent des dissensions, notamment avec les partis communistes orthodoxes, qui voient dans l'intégration européenne une perte de souveraineté, tandis que d'autres y associent la perspective d'une harmonisation des politiques sociales<sup>443</sup>.

Une analyse comparée des programmes électoraux met toutefois en évidence le fait que la dénonciation des politiques « néolibérales » de l'Union européenne fait largement consensus à la gauche de la gauche et est l'objet d'importants développements. Tous les partis de la gauche radicale s'accordent pour affirmer que ces politiques aggravent les inégalités sociales et la précarité du marché du travail, et ne profitent qu'à une minorité privilégiée volontiers associée à une oligarchie financière imposant ses vues aux gouvernements<sup>444</sup>. En dépit de leur opposition aux privatisations et de leur soutien au développement du secteur public, la plupart des partis de la gauche radicale n'a jamais développé de programmes révolutionnaires à l'égard de la construction européenne. Comme le résume assez bien Cesáreo Rodríguez Aguilera de Prat, « *the bulk of the radical left does not demand the opening of a path to an anti-capitalist programme of a transition to socialism, but - more modestly and realistically - to take the model of a mixed economy and universal social coverage typical of the post-1945 Western Europe tradition seriously* »<sup>445</sup>.

La critique du fonctionnement démocratique des institutions européennes est également un sujet de préoccupation largement partagé par les partis de la gauche radicale, les plus

---

<sup>442</sup> Michael Holmes, Simon Lightfoot, « To EU or not to EU? The transnational radical left and the crisis » in. Luke March, Daniel Keith (eds), *op.cit.*, p 339.

<sup>443</sup> Richard Dunphy, Luke March, « Seven Year Itch? The European Left Party: Struggling to Transform the EU », in. *Perspectives on European Politics and Society*, n°14:4, 2013, pp. 520-537.

<sup>444</sup> Cesáreo Rodríguez Aguilera de Prat, *op.cit.*, pp. 121-122.

<sup>445</sup> *Ibid*, p. 122.

intégrationnistes plaidant pour un renforcement significatif des pouvoirs du Parlement européens, les plus eurosceptiques prenant plutôt partie pour un droit de veto des Parlements nationaux<sup>446</sup>. Du fait de ce qui est dénoncé comme une dérive bureaucratique imposant à marche forcée des politiques néolibérale, la grande majorité des partis de la gauche radicale va peu à peu s'opposer à la ratification des derniers principaux traités européens : le Traité de Maastricht en 1992 rencontre déjà quelques opposants à gauche, mais c'est vraiment le projet de traité instituant une constitution pour l'Europe devenu Traité de Lisbonne en 2007 qui suscite une vigoureuse hostilité des partis de la gauche radicale, dont les composantes font toutes campagne pour les « non » aux referendums espagnol, français, néerlandais et irlandais qui se tiennent entre 2005 et 2009.

Cette critique va gagner en importance et en radicalité avec l'irruption en 2008 de la Grande dépression et la mise en œuvre de politiques d'austérité budgétaires, passant par la mise sous tutelle des gouvernements grec et portugais par l'UE et le FMI et de fortes pressions de ces institutions sur le gouvernement espagnol. La crise grecque, en particulier, a été l'élément déclencheur d'une véritable radicalisation de la gauche radicale sur la question européenne. Cela transparait évidemment dans les propositions et discours de Syriza avant l'arrivée au pouvoir de ce parti en Grèce - et ce n'est pas quelque chose d'anodin dans la mesure où Synaspismos, principal parti fondateur de Syriza, a longtemps affirmé un positionnement euro-enthousiaste pour se distinguer d'un Parti communiste europhobe et nationaliste<sup>447</sup> - mais l'émotion suscitée par le traitement infligé au gouvernement d'Alexis Tsipras par ses créanciers a agi comme une déflagration allant au-delà des frontières du pays. L'inflexion de l'orientation européenne du Bloc de gauche portugais au cours de cette période est par exemple particulièrement nette, le parti envisageant la possibilité de quitter l'Union européenne après avoir longtemps rejeté cette éventualité. On retrouve une évolution similaire en France du côté du Parti de gauche puis de La France insoumise. La critique des politiques néolibérales est désormais complétée par la dénonciation d'une austérité budgétaire quasi-paradigmatique, imposée par l'UE au travers, notamment, du traité de coordination budgétaire (TSCG) qui impose des limitations des déficits publics des Etats-membres.

---

<sup>446</sup> *Ibid*, p. 123.

<sup>447</sup> Costas Eleftheriou, *op.cit.*, p. 291.

Si les programmes législatifs des différents partis traduisent assez peu cette radicalisation au niveau des propositions, leur implication dans les « sommets du Plan B » les conduit à approuver des textes qui ne laissent pas de doute quant à un virage plus euro-critique. Le sommet de mars 2017, qui s'est tenu à Rome, a adopté une déclaration, cosignée par des dirigeants de Podemos, de Die Linke et du Bloc de gauche, qui détaille clairement la stratégie Plan A/Plan B : « *Le Plan A rassemble diverses propositions de profonde réorientation du projet européen. Le Plan B est un désengagement progressif de l'Union européenne dans le cas où Bruxelles continuerait dans un chemin antidémocratique et néolibéral* »<sup>448</sup>. Le plan A décline une série de propositions pour la plupart assez traditionnelles dans le champ de la gauche radicale, incluant notamment une réforme de la BCE, l'abolition du TSCG, le retrait de l'UE des traités de libre-échange ou encore l'harmonisation fiscale. Le plan B est présenté comme un « *'divorce à l'amiable' de l'euro ou un plan de sortie euro pour un seul pays* » associé à la mise en place d'« *un cadre de coopération monétaire issu des monnaies nationales et à une unité comptable européenne commune* »<sup>449</sup>.

Ces sommets, cinq au total, qui se tiennent entre 2015 et 2017, prennent un tournant plus concret en avril 2018 avec la fondation de « Maintenant le peuple », une alliance transnationale en vue des élections européennes de 2019, qui entend « *rompre avec le carcan des traités européens qui imposent l'austérité et favorisent le dumping fiscal et social* »<sup>450</sup>. Dans un premier temps, seuls Podemos, le Bloc de gauche et La France insoumise sont parties prenante de cette alliance, mais ils sont ensuite ralliés par le Parti de gauche suédois, l'Alliance de gauche finlandaise et la Liste de l'unité danoise<sup>451</sup>. Une recomposition de la gauche radicale européenne semble donc à l'œuvre autour de la question de la « rupture » avec les traités européens, d'autant que dans le même temps, Alexis Tsipras se rapproche du Parti socialiste européen (PSE)<sup>452</sup>. Ces divergences pourraient avoir un impact sur le Parti de la gauche européenne et surtout sur le

---

<sup>448</sup> « Déclaration adoptée à l'issue du sommet du Plan B de Rome les 11-12 mars 2017 », sur le site du Parti de gauche, 14 mars 2017, <<https://www.lepartidegauche.fr/3031/>>

<sup>449</sup> *Ibid.*

<sup>450</sup> « "Maintenant le Peuple": trois partis de gauche radicale lancent un mouvement commun », RTBF, 13 avril 2018, <[https://www.rtf.be/info/monde/detail\\_maintenant-le-peuple-trois-partis-de-gauche-radicale-lancent-un-mouvement-commun?id=9891968](https://www.rtf.be/info/monde/detail_maintenant-le-peuple-trois-partis-de-gauche-radicale-lancent-un-mouvement-commun?id=9891968)>

<sup>451</sup> « Mélenchon à Madrid pour un meeting avec Iglesias », BFMTV pour *L'Express*, 30 juin 2018, <[https://www.lexpress.fr/actualite/politique/melenchon-a-madrid-pour-un-meeting-avec-iglesias\\_2021722.html](https://www.lexpress.fr/actualite/politique/melenchon-a-madrid-pour-un-meeting-avec-iglesias_2021722.html)>

<sup>452</sup> « Tsipras to meet with the European Socialists in Lisbon », Voula Kechagia pour *The Greek Observer*, 30 novembre 2017, <<http://thegreekobserver.com/politics/article/28584/tsipras-meet-european-socialists-lisbon/>>

groupe GUE/NGL au Parlement européen, la cohabitation entre Syriza et les partis de « Maintenant le peuple » semblant difficilement prorogable après le scrutin de 2019.

## 2. L'évolution des organisations internes des partis

### 2.1 - Des emfans de vie convergents mais aux aboutissements divers

Si les quatre partis considérés ont connu des parcours différents et on fait évoluer leurs organisations partisans vers des modèles distincts, ils ont tous en commun d'avoir très rapidement franchit les étapes du cycle de vie partisan élaboré par M.N. Pedersen<sup>453</sup>. Les étapes de la déclaration et de l'autorisation sont franchies rapidement, la représentation est acquise dès la première participation à des élections législatives et, surtout, la signification est très souvent atteinte elle aussi, avec un « potentiel de chantage » au sens où l'entend Sartori, même lorsque ces partis n'obtiennent que de très modestes résultats électoraux. L'exemple le plus caractéristique de ce phénomène est sans doute celui du Bloc de gauche portugais à l'issue des élections législatives de 1999 : avec seulement 2,4 % des suffrages exprimés, ce parti obtient deux députés qui seront en mesure de négocier régulièrement avec un gouvernement socialiste minoritaire d'une voix au Parlement.

En Allemagne, l'irruption de Die Linke a dynamité le système partisan en vigueur, poussant les sociaux-démocrates à s'allier aux chrétiens-démocrates du fait de leur refus de constituer un gouvernement avec la gauche radicale, quand bien-même l'ensemble des partis de gauche disposaient d'une majorité absolue au Parlement - ce qui s'est produit à deux reprises : entre 2005 et 2009, puis entre 2013 et 2017. Même observation concernant l'Espagne, où Podemos et ses alliés ont contribué à mettre fin à la domination du PSOE social-démocrate et du PP conservateur, obligeant ces derniers à négocier des accords parlementaires pour former des gouvernements minoritaires. La Grèce est évidemment un cas d'école dans la mesure où Syriza est passé en un temps record du statut de petit parti sans potentiel de chantage à parti de gouvernement et principale alternative partisane aux conservateurs de la Nouvelle démocratie.

---

<sup>453</sup> Mogens N. Pedersen, *op.cit.*



Tout au long de la période considérée, Die Linke est le seul parti à n'avoir subi aucun changement organisationnel majeur au sens où l'entend Benoît Rihoux<sup>454</sup>, c'est-à-dire qui n'a apporté aucune modification sensible à son mode de fonctionnement ni à son organisation partisane : les instances restent rigoureusement les mêmes et le leadership, bien qu'il ait connu de nombreux changements de têtes, est toujours exercé de la même façon. De ce point de vue, la pertinence des propositions de Rihoux pour déterminer les adaptations ou non-adaptations partisans est démontrée : l'absence de changement de faction dominante en faveur d'une faction modernisatrice comme facteur explicatif de non-adaptation correspond ici à l'incapacité des membres fondateurs des anciens partis WASG et PDS à dépasser leurs obédiences antérieures pour s'assurer un partage équitable des postes à responsabilité à l'intérieur du parti. Enfin la stagnation des résultats de Die Linke, avec un minimum de 8,6 % des suffrages exprimés et un maximum de 11,9 % sur quatre élections fédérales, correspond ici à une stabilité de la taille de l'organisation comme facteur explicatif de non-adaptation organisationnelle. Concrètement, Die Linke est resté exactement le même parti de sa fondation aux élections de 2017. Hors considérations statutaires, les grands principes de fonctionnement, et notamment le partage équitable et systématique des responsabilités entre anciens WASG et anciens PDS, sont posés dès 2005, alors même que Die Linke n'était alors qu'un cartel électoral.

Syriza incarne presque le contre-exemple parfait. Nous l'avons vu, les *stimuli* extérieurs ont très fortement influencé les choix des dirigeants du parti en matière d'organisation partisane, la forte hausse des résultats électoraux et le mode de scrutin des élections législatives incitant à abandonner le modèle de la coalition de plusieurs partis pour aller vers un parti politique unifié au sein duquel les partis coalisés deviennent des fractions. En l'espèce, le changement organisationnel formel majeur est patent : de la structure volontairement lâche et confuse promouvant le pluralisme, on est passé à un parti politique très structuré, très centralisé, doté d'une forme organisationnelle très traditionnelle offrant de larges prérogatives au leader, Alexis Tsipras. Ici, la hausse de la taille de l'organisation est un facteur explicatif d'adaptation organisationnelle, de même que l'évolution des rapports de force internes, Tsipras s'appuyant

---

<sup>454</sup> Benoît Rihoux, *op.cit.* : le « changement organisationnel formel majeur », décrit comme une « modification sensible [...] présentant un caractère obligatoire, apportée à au moins une des cinq caractéristiques centrales » des partis écologistes, sur lesquels l'auteur expérimente son modèle.

tantôt sur son aile droite, tantôt sur son aile gauche, avant de finalement se débarrasser de l'une comme de l'autre pour asseoir son autorité.

Le Bloc de gauche portugais a suivi une évolution intermédiaire : l'organisation partisane est restée à peu de choses près la même de la fondation du parti en 1999 à son congrès le plus récent, en 2017. En revanche, les changements au niveau du leadership ont été nombreux, aussi bien au niveau des têtes que de la fonction dirigeante elle-même, qui reste non-statutaire et laissée à la libre appréciation du Bureau nationale, instance dirigeante au sein de laquelle les fractions jouent un rôle prépondérant. Les changements organisationnels restent donc mineurs. La théorie se confronte toutefois à la pratique au regard de l'autorité morale dont bénéficient les élus du parti, qui tirent profit d'une forte exposition médiatique pour renforcer leur légitimité et leur autorité en tant que dirigeants ou porte-paroles.

Podemos n'existe que depuis 2014 et n'a participé qu'à deux élections législatives, obtenant des résultats très élevés pour un parti de constitution aussi récente. Il est donc encore trop tôt pour faire état d'évolutions significatives au niveau de l'organisation du parti. Remarquons néanmoins que celle-ci concilie de manière ingénieuse innovation et conservatisme, avec de nombreux dispositifs d'intervention et d'auto-organisation de la base militante d'une part, et un leadership personnalisé jouissant de nombreuses prérogatives et d'une large autonomie d'autre part. Le recours particulièrement fréquent à Internet pour organiser la démocratie interne au parti est également un trait distinctif fort de Podemos<sup>455</sup>, qui s'est totalement intégré dans la montée en puissance de la « cyberdémocratie »<sup>456</sup>. L'avenir doit encore nous enseigner la capacité de Podemos à faire perdurer ce fonctionnement original sur le temps long.

Si les quatre partis ont suivi des évolutions différentes, n'étant pas « stimulés » avec la même intensité par des chocs externes, force est de constater que les résultats électoraux influencent très fortement les choix de leurs dirigeants en matière d'organisation partisane. Concrètement, plus les résultats sont élevés, plus le leadership a tendance à se renforcer et inversement, plus les déconvenues électorales sont sévères, plus le leadership a tendance à être contesté et affaiblit par les fractions minoritaires contestant son autorité à l'intérieur du parti. Il s'agit là

---

<sup>455</sup> Héloïze Nez, *op.cit.*, pp. 184-187.

<sup>456</sup> Jocelyn Ziegler, « Cyberdémocratie et démocratie participative », *in*. Philippe Ségur, Sarah Périé-Frey (dir), *Internet et la démocratie numérique*, Presses universitaires de Perpignan, Perpignan, 2017, pp. 155-171.

d'une caractéristique assez commune aux partis politiques contemporains qui échappent de moins en moins à une logique de « présidentialisation »<sup>457</sup>. Si les partis de la nouvelle gauche radicale ont su préserver quelques éléments originaux (droit de tendance très affirmé, dispositifs participatifs à destination des adhérents, certaines instances ouvertes aux non-adhérents, notamment), ils savent aussi adapter leurs organisations partisans lorsqu'ils sont impactés par des changements environnementaux.

## ***2.2 - Des structures internes entre tradition et innovation***

Globalement, les quatre cas étudiés s'inscrivent dans des traditions bien établies quant à la structure de leurs instances internes. On retrouve dans tous les cas un congrès, qui élit une direction nationale composée d'une ou plusieurs instances voire, via un vote séparé, le leader du parti. Cette structure est assortie de dispositifs plus ou moins originaux promouvant une capacité d'intervention des adhérents qui sont habilités, dans certains cas, à saisir les instances dirigeantes ou à provoquer des référendums internes sur des sujets importants.

Die Linke est sans doute le parti présentant l'organisation interne la plus traditionnelle. Fédéralisme oblige, le parti est très structuré localement, avec une réplique de l'organisation fédérale déclinée au niveau de chaque Land. Le congrès de Die Linke se distingue des congrès des trois autres partis de par la durée du mandat de ses membres, qui est de deux ans, et par le rythme de ses réunions statutaires : une par an. En outre certains mandats de la direction nationale, le Comité exécutif fédéral, notamment les coprésidents, font l'objet de votes individuels : la direction n'est donc pas élue « en bloc ». Enfin c'est certainement chez Die Linke que le droit de tendance est le plus prononcé : elles sont invitées à se déclarer pour percevoir des financements et bénéficier de délégués au congrès. Un tel mode de fonctionnement encourage la structuration de courants internes dont la durée de vie n'est pas limitée à un congrès : en somme, les courants ne sont pas solubles dans les « motions », c'est-à-dire les textes d'orientation générale traditionnellement votés par les congrès dans les partis, et sur lesquels s'appuient les courants pour présenter des candidats à la direction.

---

<sup>457</sup> Thomas Poguntke, Paul Webb, « The presidentialization of contemporary democratic politics: evidence, causes and consequences », in. Thomas Poguntke, Paul Webb (eds), *The presidentialization of politics, a comparative study of modern democracies*, Oxford University Press, Oxford, 2005, pp. 348-350.

Syriza a quant à lui vécu une reconversion partisane qui a très fortement impacté son organisation interne. A l'origine coalition de plusieurs partis aux contours flous et à la structuration minimaliste, Syriza est devenu un parti politique fortement centralisé, dont l'organisation interne arbore un profil très traditionnel, pour ne pas dire conservateur. Le leadership personnalisé est formalisé par la création d'un poste de président élu par le congrès, le Comité central, organe dirigeant représentatif des diverses sensibilités du parti, faisant l'objet d'une élection distincte. Le droit de tendance est toujours largement promu, mais avec des impacts limités sur la direction du parti, du fait de la non-responsabilité du président devant le Comité central. Enfin le Secrétariat politique, composé de neuf membres élus par le Comité central, se borne à exercer des tâches fonctionnelles.

Le BE offre un contraste saisissant de par l'absence de leadership personnalisé inscrit dans les statuts, et la présence de plusieurs instances dirigeantes s'imbriquant les unes dans les autres à la manière des poupées russes : le congrès – baptisé Convention nationale – élit un Bureau national, qui élit parmi ses membres un Comité politique, qui élit à son tour un Secrétariat national. Cette organisation complexe limite les capacités d'autonomisation du leader, le Bureau national, avec l'appui ou non du congrès, disposant d'une grande marge d'appréciation quant à la forme personnalisée à donner au leadership : le parti expérimente tour à tour le mandat de coordinateur politique dévolu à une seule personne, puis la coprésidence paritaire, puis la direction collégiale avec une porte-parole, avant de rétablir le mandat de coordinateur politique (en l'occurrence coordinatrice). De ce point de vue, le BE est plus proche de Die Linke que de Syriza : le caractère collectif de la direction est affirmé et les leaders bénéficient d'une autonomie limitée, voire inexistante à l'égard des instances dirigeantes élues par le congrès.

Podemos se distingue de façon assez originale des trois autres partis : les adhérents sont membres de droit au congrès, baptisé Assemblée citoyenne, sous couvert d'ancienneté et d'activité attestées par la date de leur enregistrement sur le site Internet du parti et la date de leur dernière connexion sur ledit site. Cette Assemblée citoyenne valide par ses votes le programme, les candidatures aux élections nationales et les stratégies d'alliances avec d'autres partis. De manière factuelle, il s'agit plus d'une assemblée générale permanente en ligne que

d'un véritable congrès : les adhérents sont surtout invités à se prononcer ponctuellement via des votes sur le site Internet du parti lorsqu'on ne leur demande.

En dehors de cette subtilité, le fonctionnement interne de Podemos est proche de celui de Syriza : le Secrétaire général, élu par l'Assemblée citoyenne, donc *de facto* élu directement par les adhérents, dispose de très larges prérogatives. Le Conseil citoyen, lui aussi élu par l'Assemblée citoyenne, est surtout une forme de parlement, représentatif des diverses sensibilités qui s'expriment à l'intérieur du parti. Sa présidence est statutairement assumée par le Secrétaire général, qui peut s'appuyer sur un conseil de coordination d'une quinzaine de personnes maximum, certes élu par le Conseil citoyen, mais sur la base de candidats proposés par le Secrétaire général.

Exception faite de Syriza, les partis disposent tous d'instances disciplinaires élues par le congrès et chargées d'arbitrer les différends entre adhérents ou entre adhérents et instances locales ou nationales : les comités d'arbitrage pour Die Linke, la Commission des droits pour le BE et la Commission des garanties démocratiques pour Podemos, cette dernière étant également chargée d'encadrer les processus démocratiques internes. Die Linke et Syriza disposent également d'instances totalement dédiées à la gestion et l'audit de leurs finances internes. Podemos n'a pas cette particularité mais dispose d'un site Internet entièrement dédié à la publication de ses rentrées et sorties financières.

Les quatre partis disposent de références détaillées, dans leurs statuts, à la tenue de référendums internes. Ceux-ci peuvent être provoqués par les adhérents, directement ou via leurs instances locales et sous conditions de quorum. Mais dans la pratique, ceci est peu répandu. Les instances nationales ou locales peuvent également demander aux adhérents de voter pour valider des décisions, une pratique fréquente à Podemos où Pablo Iglesias, en tant que Secrétaire général, prend fréquemment l'initiative de convoquer le vote des adhérents de son parti pour prendre une décision importante ou trancher un différend.

En termes d'organisation locale, les instances sont souvent des déclinaisons des instances nationales, avec même des congrès locaux pour ce qui concerne Die Linke, Syriza et Podemos. Le BE et Podemos se distinguent en promouvant l'auto-organisation de leurs adhérents en leur permettant de créer des instances au niveau micro-local, les « noyaux » pour le BE et les

« cercles » pour Podemos : ces instances, sans pouvoir décisionnel, se constituent librement, sans condition de territorialisation et sous réserve de validation par les instances régulières. Elles permettent d’injecter un peu de souplesse dans le fonctionnement quotidien du parti, en permettant à leurs adhérents de créer des espaces de discussion ou d’activisme militant à des échelles qui leur conviennent. Ajoutons enfin que le BE et Podemos proposent à des échelons différents des instances ouvertes à des personnes qui ne sont pas encartées.

Un mot enfin sur les adhérents. Die Linke, le BE et surtout Syriza ont pour point commun d’avoir des effectifs militants faibles en comparaison des autres partis composants les systèmes partisans de leurs pays respectifs. Syriza, malgré son arrivée au pouvoir, n’a pas vu ses effectifs militants exploser, accueillant tout au plus 30,000 adhérents en 2017, alors que la Grèce est l’un des pays européens dans lesquels le taux d’adhésion aux partis rapporté au nombre d’électeurs est le plus élevé<sup>458</sup>. Au Portugal, le BE demeure le parti ayant les effectifs militants les plus faibles, en dépit d’une tendance à la hausse. En Allemagne, Die Linke voit ses effectifs baisser progressivement jusqu’en 2015, où ils se stabilisent autour de 59,000, ce qui en fait l’avant dernier parti du Bundestag en nombre d’adhérents, à égalité avec les libéraux du FDP et devant le nouveau parti AfD d’extrême-droite<sup>459</sup>. La situation de Die Linke constitue une forme de paradoxe : le PDS et la WASG, ses partis-fondateurs, comptaient séparément beaucoup plus d’adhérents avant leur dissolution, quand bien-même ils disposaient d’un socle électoral moins important.

Une fois n’est pas coutume, Podemos est un cas particulier de par son caractère innovant. Ses effectifs sont beaucoup plus importants, proches des 400,000 adhérents en 2016, deux ans seulement après la fondation du parti. De quoi rivaliser avec les partis de gouvernement. Cette situation n’est pas étrangère à la grande simplicité du processus d’adhésion à Podemos : aucune cotisation n’est exigée, et aucune validation préalable n’est prévue. Ces adhésions sont donc nombreuses parce qu’elles sont faciles. Toutefois, les résultats des votes internes de Podemos démontrent qu’une petite moitié de ces adhérents sont inactifs. Ce qui représente

---

<sup>458</sup> Ingrid van Biezen, « The decline in party membership across Europe means that political parties need to reconsider how they engage with the electorate », The London Schools of Economics and Political science, <<http://bit.ly/YjotAq>>

<sup>459</sup> La documentation française, « Partis politiques allemands représentés à la Diète fédérale (Bundestag) » (auteur non mentionné), <<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/d000566-allemande-un-quatrieme-mandat-pour-angela-merkel/partis-politiques-allemands-representes-a-la-diete-federale-bundestag>>

tout-de-même aux alentours de 200,000 personnes, dont environ 150,000 ont pris part au vote interne relatifs aux stratégies d'alliances électorales du parti. Des effectifs sans commune mesure avec ceux des trois autres partis étudiés, en absolu comme en relatif rapporté au nombre d'électeurs inscrits sur les listes électorales.

### ***2.3 - Le rôle déterminant du leader***

Le renforcement du rôle des leaders dans les partis politiques a été mis en évidence dès les années 1960 par Richard S. Katz et Peter Mair<sup>460</sup>. La concentration des pouvoirs entre les mains des leaders n'est pas un phénomène nouveau : les régimes politiques se « présidentialisent » dans leurs pratiques sans pour autant changer l'articulation de leurs institutions<sup>461</sup>. L'affirmation du rôle des médias de masse lors des campagnes électorales, l'influence des sondages d'intentions de vote, l'affaiblissement des factions internes aux partis, l'affaiblissement des effectifs militants, l'élection du « chef » du parti par ces derniers, sont autant de symptômes du renforcement du poids du leader. Il va de pair avec l'autonomisation des leaders à l'intérieur des partis en lien avec l'augmentation de la personnalisation lors des campagnes électorales et la présidentialisaiton croissante des régimes politiques<sup>462</sup>. Dans le cadre de régimes parlementaires comme ceux de l'Allemagne, de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal, les élections législatives tendent à s'organiser autour de la personnalité des leaders des partis<sup>463</sup>.

C'est en effet l'évolution de la vie démocratique dans les démocraties représentatives modernes qui alimente la présidentialisaiton. La domination des médias dans le rythme des campagnes électorales a renforcé l'aspect affectif du jugement des électeurs sur l'offre politique : la notoriété, la popularité et le charisme des leaders jouent maintenant un rôle déterminant dans la mobilisation de ces électeurs<sup>464</sup>. La gauche radicale, parce qu'elle participe au jeu démocratique, et parce qu'elle est influencée par les évolutions de ce dernier, n'échappe

---

<sup>460</sup> Richard S. Katz, Peter Mair, « La transformation des modèles d'organisation et de démocratie dans les partis, l'émergence du parti-cartel », *op.cit.*, pp. 35-64

<sup>461</sup> Thomas Poguntke, Paul Webb, « Introduction » in. Thomas Poguntke, Paul Webb (eds), *op.cit.*, p. 1.

<sup>462</sup> Thomas Poguntke, Paul Webb, « The presidentialization of contemporary democratic politics: evidence, causes and consequences », *ibid.*, pp. 350-351.

<sup>463</sup> Bernard Manin, *Principes du gouvernement représentatif*, Flammarion, Paris, 2012, p. 280.

<sup>464</sup> Jean Blondel, Jean-Louis Thiébault & al., *Political leadership, parties and citizens*, Routledge, London, 2010, pp. 42-43.

pas au phénomène de présidentialisation. Dans nos quatre études de cas, le rôle du leader est souvent déterminant dans la capacité du parti à remporter des succès électoraux et à assurer sa cohésion interne, voire à la provoquer<sup>465</sup>. L'accroissement du rôle de leader implique dans certains cas une évolution de l'organisation interne du parti. De ce point de vue, l'impact des *stimuli* extérieurs tels que décrits Robert Harmel et Kenneth Janda exerce un rôle déterminant.

Syriza en est un excellent exemple, qui pourrait devenir à terme un cas d'école dans la littérature scientifique : à l'origine coalition de plusieurs partis<sup>466</sup>, proche du modèle du *left-libertarian party*, avec peu de structures hiérarchiques, des processus de décision décentralisés, des statuts peu précis, un refus de la professionnalisation et un fractionnalisme exacerbé<sup>467</sup>, Syriza évolue en un temps record vers une organisation très centralisée qui finit par se confondre avec son leader, Alexis Tsipras.

Deux *stimuli* s'alimentant mutuellement ont présidé à ce processus : la percée électorale aussi soudaine qu'inattendue de Syriza en 2012, et le mode de scrutin grec pour les élections législatives, qui prévoit l'octroi d'une prime majoritaire au parti arrivé en tête, à condition qu'il s'agisse bien d'un parti politique unifié et non d'une alliance de plusieurs partis. Dans le même temps, l'autorité d'Alexis Tsipras, devenu prétendant sérieux au poste de Premier ministre, se voit considérablement renforcée. Celui-ci, en habile tacticien, impulse en 2013 la création d'une fonction de président du parti, élue par le congrès, donc indépendante des courants composant la principale instance dirigeante (ici le comité central et ses 201 membres élus à la représentation proportionnelle). Fort de cette autorité, il parvient à contenir les ardeurs de l'aile gauche du parti, qui pousse dans le sens d'un virage plus radicalement eurosceptique. Une fois devenu Premier ministre et ayant accepté, à l'encontre de ses engagements initiaux, de mettre en œuvre les politiques d'austérité réclamées par le FMI et les institutions européennes en échange de prêts financiers pour combler les déficits budgétaires de la Grèce, il achève le travail : l'aile gauche, dont la trentaine de députés dissidents prive le gouvernement de majorité, est poussée vers la sortie via la convocation d'élections anticipées.

---

<sup>465</sup> Luke March, « Radical left 'success' before and after the Great Recession. Still Waiting for the Great Leap Forward? », in. Luke March, Daniel Keith (eds), *op.cit.*, p. 37.

<sup>466</sup> Les observations valent cependant également pour Synaspismos avant la création de Syriza, un parti qui, d'un point de vue organisationnel, correspond presque en tous points au modèle du *left-libertarian party*, et a en quelque sorte importé cette culture dans Syriza.

<sup>467</sup> Marco Lisi, « New Politics in Portugal: the rise and success of the Left Bloc », *op.cit.*, p. 132.



Les dissidents, contraints de se constituer en un parti politique distinct, échouent à obtenir des élus, tandis que Syriza, purgée de son opposition interne, remporte un nouveau succès et permet à Alexis Tsipras de conserver son mandat de Premier ministre à la tête d'une majorité ne souffrant plus aucune contradiction. Syriza est finalement devenu un parti centralisé au service de son leader : la mutation, intervenue sous la pression très forte de *stimuli extérieurs*, est radicale.

Mais les *stimuli* peuvent aussi avoir un impact différent, et limiter, voire contrarier l'évolution vers un modèle centralisé et présidentialisé. Bien que dépendant fortement de ses leaders pour assurer sa progression dans les urnes, le Bloc de gauche portugais a conservé une organisation interne plutôt fidèle au modèle du *left-libertarian party*, avec notamment des mécanismes « participatifs » octroyant des pouvoirs relativement importants aux adhérents<sup>468</sup>, et un fractionnement interne important. Si, au fil des poussées électorales, le BE a accru sa structuration interne, se dotant d'instances nationales jouissant de larges prérogatives, la prééminence du leader a plus tendance à s'imposer *de facto*, grâce à l'activité débordante du groupe parlementaire du parti, et surtout grâce à l'exposition médiatique importante que s'octroient Francisco Louçã et Catarina Martins, coordinateurs politiques successifs du BE. Fait intéressant : cette fonction de coordinateur n'est pas inscrite dans les statuts du parti. Son existence a d'ailleurs été remise en cause suite au départ de Francisco Louçã après le mauvais résultat obtenu aux élections législatives de 2011. Le congrès de 2012 institue alors une coprésidence, puis celui de 2014 une direction collégiale réduite de six membres, avec Catarina Martins comme simple porte-parole. Ici, c'est une déconvenue électorale qui agit comme *stimulus*, incitant le parti, fragilisé par la multiplication des dissensions internes et des scissions, à renoncer au leadership personnalisé pour maintenir un semblant de cohésion entre ses principales fractions internes. Le scrutin de 2015 aura l'effet exactement inverse : le BE multiplie son résultat par deux et accède à un rôle de pivot contraignant le gouvernement socialiste, minoritaire, à négocier avec lui pour se maintenir en place. Nouveau *stimulus* qui renforce l'autorité et la légitimité de Catarina Martins, qui se voit octroyer suite au congrès de 2016 le poste de coordinatrice dont bénéficiait avant elle Francisco Louçã.

---

<sup>468</sup> « Relativement » car fortement encadrés par le Bureau national du parti.

Le cas de Die Linke est plus particulier. La fusion de la WASG et du PDS s'apparente ici à un processus sans fin. Le parti reste envers et contre tout divisé entre les représentants de ses deux partis-fondateurs, optant pour des binômes représentatifs de ces deux derniers pour toutes les fonctions dirigeantes – coprésidence du parti, coprésidence du groupe parlementaire, candidatures à la chancellerie dans le cadre des élections fédérales – qui empêchent l'émergence d'un leader fort. Lors des campagnes électorales de 2005 et 2009, Oskar Lafontaine, alors très populaire, s'est malgré tout imposé comme leader *de facto*, bien qu'il concourrait en binôme avec Gregor Gysi comme co-candidat à la chancellerie<sup>469</sup>. Son retrait a ravivé les dissensions et privé le parti de leadership clairement affirmé, et Die Linke présente pas moins de huit « premiers candidats » aux élections législatives de 2013, avec parmi eux Gregor Gysi qui, étant le plus connu, s'impose comme le leader *de facto*, dans une logique « faute de mieux ». Lors des élections fédérales de 2017, en dépit de la popularité de Sahra Wagenknecht, celle-ci, ex membre du PDS, doit concourir à la chancellerie en binôme avec Dietmar Bartsch, ex membre de la WASG, dont la notoriété est beaucoup plus faible. De sa fondation en tant que parti en 2007 à 2017, Die Linke n'a connu aucun bouleversement dans son organisation. Les conflits autour de son leadership demeurent envers et contre tout, et l'émergence d'un leader fort est toujours contenue par le souci de maintenir un partage du pouvoir entre les « ex PDS » et les « ex WASG ».

Enfin concernant Podemos, nous sommes à la croisée des chemins. Pablo Iglesias jouissait déjà d'une certaine notoriété avant la création du parti, et au sein de ce dernier, les statuts octroient de larges prérogatives à sa fonction de secrétaire général. Toutefois d'autres personnalités importantes du parti ont su émerger à ses côtés, en particulier Iñigo Errejón, dont la rivalité avec Iglesias sur les orientations stratégiques de Podemos a contribué à accroître la notoriété. Les maires de Madrid et Barcelone, non-membres de Podemos mais alliées à lui lors des élections, ont également acquis une forte notoriété. Mais si les visages connus se multiplient, le leader incontesté reste Pablo Iglesias, qui ne souffre aucune contestation en interne, Errejón renonçant à la défier au secrétariat général lors du congrès de

---

<sup>469</sup> Le partage de la candidature à la chancellerie n'ayant aucun fondement légal, le poste de chancelier fédéral ne pouvant être occupé que par une seule personne en vertu de la constitution allemande.

2017, alors même que les deux hommes proposaient des textes et des candidats concurrents pour l'élection de la direction nationale.

En somme, le rôle du leader est déterminant. Si le rapport au leadership personnalisé est une pomme de discorde fréquente, comme l'illustrent les cas de Die Linke et du BE, elle semble également être l'*alpha* et l'*omega* d'une situation de dynamique pour le parti, et en particulier de dynamique électorale. Le succès dans les urnes de ces partis dépend largement de la popularité de leurs leaders qui, de ce fait, dépendent des performances électorales pour asseoir leur légitimité à l'intérieur du parti. La professionnalisation des campagnes électorales à l'ère audiovisuelle et la centralisation de leur élaboration ont facilité une concentration des pouvoirs dans les mains des leaders les plus visibles, cette évolution ayant été particulièrement marquée dans le cas de Syriza. Le départ ou la contestation d'un leader sur fond de mauvais résultats électoraux peut avoir un effet disruptif fulgurant, comme cela a été le cas avec Die Linke après le retrait d'Oskar Lafontaine en 2010 et plus encore avec le BE après la démission de Francisco Louçã en tant que coordinateur en 2011 : le départ du leader et l'absence de successeur suffisamment fort et légitime ont entraîné une série de divisions internes, voire de scissions qui ont profondément marqué ces deux partis de constitution récente et donc peu habitués à gérer les déconvenues.

Au-delà de nos quatre cas, nous observons que le leader joue un rôle prépondérant dans les succès et déboires d'autres partis politiques de la gauche radicale européenne. Citons notamment Jean-Luc Mélenchon en France, dont la scission d'avec le Parti socialiste a permis à la gauche radicale française de se recomposer et de retrouver des résultats électoraux jamais vus depuis les années 1970, au travers du Front de gauche puis de la France insoumise, organisations étroitement liées à sa personne<sup>470</sup>. Gerry Adams et le parti irlandais Sinn Féin incarnent également un bon exemple de parti étroitement lié à son leader<sup>471</sup>. Plus récemment, d'autres partis se sont illustrés par leur capacité à faire émerger de jeunes leaders charismatiques, à la faveur d'une vague de renouvellement semblable à celle qu'a connu le BE : citons Johanne Schmidt-Nielsen (née en 1984), dont l'aisance sur les plateaux de télévision a contribué à sortir le parti danois Liste de l'unité – aussi appelée Alliance rouge-verte – de la

---

<sup>470</sup> Lilian Alemagna, Stéphane Allières, *Mélenchon, à la conquête du peuple*, Robert Laffont, Paris, 2018.

<sup>471</sup> Eoin Ó Broin, *Sinn Féin and the Politics of Left Republicanism*, Pluto Press, London, 2009.

marginalité dans laquelle il végétait depuis sa fondation, Luka Mesec (né en 1987) sous l'égide duquel la gauche radicale slovène s'est refondée et a retrouvé une représentation parlementaire en 2014, ou dans un registre nettement plus orthodoxe Raoul Hedebouw (né en 1977), dont les talents de tribun ne sont pas étrangers à la montée en puissance du Parti du travail de Belgique dès 2012.

Cette nécessité d'un leader fort est encouragée par la stratégie discursive commune à tous les partis de la gauche radicale, consistant à mobiliser les laissés-pour-compte de la mondialisation libérale contre une « élite mondialisatrice »<sup>472</sup> en dénonçant le système économique, politique, voire médiatique qui entretient cette situation. On en revient à la définition-même de la « fonction tribunitienne » utilisée par George Lavau pour caractériser la fonction du Parti communiste français dans le système politique français en 1969<sup>473</sup>. Une fonction consistant à « *organiser et à défendre des catégories sociales plébéiennes [...] et à leur donner un sentiment de force et de confiance* », dans une référence explicite à la République romaine, où les tribuns de la plèbe représentaient les citoyens romains n'appartenant pas à la classe des patriciens. Lavau assimile d'ailleurs ces « *classes sociales plébéiennes* » aux personnes « *exclues ou se sentant exclues des processus de participation au système politique, comme d'ailleurs du bénéfice du système économique et du système culturel* ». La fonction tribunitienne est une offre politique qui suppose l'existence d'une demande, donc de « *groupes sociaux suffisamment important et homogènes, mal intégrés à la fois au système social, au système culturel et au système politique, placés en position d'infériorité permanente par rapport aux mécanismes d'accès à la représentation politique* ». Il est frappant de constater à quel point cette analyse reste pertinente et s'applique bien aux partis de la nouvelle gauche radicale, qui emploient abondamment des discours opposant la plèbe à un « système » dénoncé comme exploiteur.

Lavau n'évoque pas à proprement parler de rôle dévolu au leader de ce point de vue, mais le choix d'une personnalité charismatique permet néanmoins à la gauche radicale de s'adapter aux nouvelles conditions d'exercice de la démocratie pointées par Katz et Mair. Elle contribue en outre à donner de la crédibilité à la volonté affichée de ces partis d'accéder au pouvoir,

---

<sup>472</sup> Simon Labouret, Pierre Martin, « En quoi les nouveaux clivages de la 'Révolution mondiale' sont-ils liés au développement et à l'action d'une "élite mondialisatrice" ? », *op.cit.*, pp. 63-83.

<sup>473</sup> Georges Lavau, « Le Parti communiste dans le système français » in. *Le communisme en France*, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, Armand Colin, Paris, 1969, pp. 7-73.

tempérant le postulat de Lavau selon lequel la fonction tribunitienne « *constitue par essence une sorte de correctif à l'incapacité d'exercer le pouvoir* » : l'affirmation d'un leader va de pair avec l'expression de l'ambition de diriger l'action de l'Etat ou du gouvernement. C'est particulièrement vrai dans le cas de Syriza et de son leader Alexis Tsipras, qui est finalement parvenu à prendre les rênes du gouvernement grec.

Cette candidature à l'exercice du pouvoir associée à l'appropriation de la fonction tribunitienne – qui peut être disputée par d'autres partis hors-système, en particulier à l'extrême-droite – suggère la possibilité d'accéder au pouvoir. Et d'y accéder de manière à diriger, c'est-à-dire, en cas de coalition gouvernementale, dans la position de composante principale et non de *junior partner*. D'où la nécessité d'élargir sa coalition électorale, et donc d'adapter la stratégie électorale déployée au service de cet objectif. Les évolutions des sociétés occidentales ont dégagé un espace pour la prise en compte de nouvelles revendications, notamment les revendications « post-matérialistes » issues des nouveaux mouvements sociaux, qui a pu, comme l'illustre l'exemple du BE, permettre d'occuper une niche particulière au sein du système partisan. Mais la crise de la social-démocratie et de sa mutation sociale-libérale à travers la stratégie de la « troisième voie »<sup>474</sup> et le fractionnement croissant des systèmes partisans jettent à leur tour le discrédit sur d'autres valeurs-totem, comme la gauche, dont la référence peut renvoyer à l'acceptation par les partis sociaux-démocrates de politiques d'inspiration libérale, et surtout de la mise en œuvre de politiques d'austérité budgétaire. Dans la grande majorité des cas, l'effondrement électoral de la social-démocratie ne s'est pas traduit par un report massif des anciens électeurs sociaux-démocrates sur les partis de la gauche radicale. D'où la quête de nouveaux référentiels s'appuyant sur de nouveaux discours à destination des électeurs, et le retour en grâce dans les années 2010 d'un « populisme de gauche » objet de nombreux débats.

---

<sup>474</sup> Magnus Reyner, « Why the financial crisis has not generated a social democratic alternative in Europe? » in. David J. Bailey, Jean-Michel De Waele, Fabien Escalona, Mathieu Vieira (eds), *European social democracy during the global economic crisis, Renovation or resignation?*, Manchester University Press, Manchester, 2014, pp. 60-76.

## 2.4 - Des partis plus démocratiques que d'autres ?

Nous l'avons vu, l'exercice de la fonction tribunicienne ne prémunit par les partis de la nouvelle gauche radicale des évolutions qui concernent l'ensemble des partis politiques : tendance à la centralisation et à la présidentialisation et accroissement du poids du leadership personnalisé tendent à réduire le poids des adhérents dans la prise de décision. Si ces partis critiquent le caractère insuffisamment démocratique des régimes politiques dans lesquels ils évoluent, revendiquant une démocratie plus directe, ou à tout le moins plus « participative », c'est-à-dire avec plus d'intervention directe du peuple dans le processus décisionnel, leurs organisations internes ne constituent pas pour autant un modèle de « contre-société » comme ont pu l'être par le passé certains partis communistes ou sociaux-démocrates<sup>475</sup>.

Toutefois une caractéristique singulière demeure : le poids du fractionnalisme. Dans chacun des quatre cas étudiés, le droit de tendance est autorisé et même promu. Plusieurs fractions internes sont autorisées à se constituer, Die Linke proposant même dans ces statuts d'institutionnaliser ces fractions en leur octroyant droit d'expression, représentation spécifique au congrès et surtout financements. Ces fractions représentent autant de contre-pouvoirs au leadership et d'éléments de controverse programmatique et idéologique. Les conflits s'avèrent en règle générale difficiles à dépasser, comme l'illustre le nombre impressionnant de scissions ayant marqué le parcours de Syriza et du BE.

La gauche radicale est presque un cas d'école pour la mise à l'épreuve de la typologie des fractions de partis de Sartori<sup>476</sup>. Les fractions internes des quatre partis étudiés ont une structure organisée et se répartissent aisément sur une échelle gauche-droite en ce sens qu'elles ont la plupart du temps une attitude idéologique. Syriza a même été le théâtre de la structuration d'une fraction personnaliste, « *servant et suivant les fortunes d'un patron incontesté* », en l'occurrence Alexis Tsipras, triomphant de fractions minoritaires prenant la forme de « *groupes de veto [...] dont la stratégie consiste à faire obstruction* ». On observe toutefois des règles de structuration différentes de ce fractionnement, que l'on peut résumer dans le tableau 27. Nous distinguons ici un fractionnement officiel, prévu par les règles statutaires du

---

<sup>475</sup> Fabien Escalona, *op.cit.*, p. 95.

<sup>476</sup> Giovanni Sartori, *Partis et systèmes de partis, un cadre d'analyse, op.cit.*, pp. 131-133.

parti, et un fonctionnement officieux, c'est-à-dire régissant la réalité des rapports de forces entre sous-unités dans le parti. En effet certaines fractions officieuses se superposent aux fractions officielles (c'est le cas de Die Linke, qui ne comporte pas de fraction WASG et de fraction PDS, alors que dans les faits les ancien-membres de ces partis se partagent le pouvoir sur la base de cette subdivision fractionnelle), ou alors les fractions officielles exercent officieusement des rôles qui ne sont pas seulement ceux qu'elles affichent lors de leur constitution.

*Tableau 27 - Règles officielles et officieuses de fractionnement interne des partis étudiés*

<b>Parti</b>	<b>Fractionnement officiel</b>	<b>Fractionnement officieux</b>
Die Linke	Fractions idéologiques fortement structurées et durables, reconnues et financées par le parti. Agissent comme des groupes de promotion d'idées.	Partage des places dans les instances dirigeantes à parité entre anciens membres du PDS et anciens membres de la WASG, accord tacite non formalisé dans les statuts.
Syriza	Fractions idéologiques fortement structurées et durables, opposition gauche-droite très forte. Agissent comme des groupes de promotion d'idées.	Evolution vers une confrontation entre une fraction personnaliste au service de l'autorité d'Alexis Tsipras, s'opposant à des groupes de veto prenant successivement la forme d'aile droite, puis d'aile gauche du parti.
Bloc de gauche	Fractions coalitionnelles (à direction collective) fortement structurées en interne comme en externe (les partis-fondateurs sont devenus des fractions internes mais aussi des associations ayant leur existence propre). Agissent comme des groupes de promotion d'idées.	Réorganisations opportunistes des fractions lors des congrès en fonction des enjeux stratégiques, via le soutien à des textes d'orientation et des listes de candidats aux instances dirigeantes. Agissent alors comme des « groupes politiques » (cherchant à gouverner le parti).
Podemos	Fractions sans organisation, pour la plupart éphémères, constituées le temps des congrès. Peuvent agir comme groupes de promotion d'idées (Errejon et ses soutiens en 2017) ou des groupes de veto (promoteurs d'une structuration plus « basiste » du parti).	Fraction personnaliste officieuse au service de l'autorité de Pablo Iglesias, s'opposant à des fractions agissant comme des « groupes politiques » ayant très peu de poids.

Au-delà de la question du fractionnement, qui influence les conditions d'exercice de la démocratie à l'intérieur du parti, le degré d'association des adhérents aux principales décisions a son importance. Le degré de démocratie interne a fait l'objet de contributions visant à conceptualiser des index de mesure. En 2017, Benjamin von dem Berge et Thomas Poguntke identifient trois composantes de la démocratie interne au parti : l'élaboration du programme,



la définition de la structure organisationnelle et le choix du personnel politique du parti (incluant la sélection du leadership et des candidats aux élections)<sup>477</sup>. Ces déterminants nous paraissent pertinents. Les auteurs distinguent partis basés sur des fonctionnements assembléistes favorisant la discussion et la délibération avant la prise de décision, et partis plébiscitaires plus ouverts à l'intervention directe des adhérents lors des prises de décisions susmentionnées, et donc supposément moins compatibles avec des étapes délibératives dans le processus de prise de décision et plus favorable au poids du leader. Nous opterons ici pour une nomenclature plus simple, retenant l'idée de l'indice.

Cinq sujets nous semblent déterminants pour jauger du niveau de démocratie interne : le vote des statuts du parti, le vote de son programme pour les élections législatives, l'élection de sa principale instance dirigeante, l'élection de son leader et enfin l'investiture de ses candidats aux élections législatives. Si le vote est assuré directement par les adhérents, cela équivaut à 1. Si le vote est assuré par le congrès, cela équivaut à 0,75. Si le vote est assuré par les instances locales, cela équivaut à 0,5. Si le vote est assuré par la direction, cela équivaut à 0,25. Enfin si le choix est assumé par le leader seul, cela équivaut à 0. Ces évaluations sont compilées dans le tableau 28. Plus le parti est proche d'un indice de 5, plus l'on peut considérer qu'il a un fonctionnement démocratique. Cette donnée est à prendre avec prudence dans la mesure où d'autres données d'ordre symbolique ou affectif (la popularité et l'autorité morale de Pablo Iglesias en tant que leader auprès des adhérents de Podemos, par exemple) peuvent interférer.

*Tableau 28 - Indice de démocratie interne dans les partis étudiés*

	Vote des statuts	Vote du programme	Election de la direction	Election du leader	Investiture candidats aux législatives	Indice de démocratie interne
DieLinke	0,75	0,75	0,75	0,75	1	4
Syriza	0,75	0,25	0,75	0,75	0,5	3
BE	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	3,75
Podemos	1	1	1	1	1	5

Du point de vue de ce tableau, Podemos est le parti le plus proche de la démocratie interne « parfaite », puisque ce sont les adhérents dans leur ensemble, par le biais de votes sur le site internet du parti, qui prennent toutes les décisions les plus importantes. Il s'agit ici d'une

<sup>477</sup> Benjamin von dem Berge, Thomas Poguntke, « Varieties of Intra-Party Democracy », in. Susan E. Scarrow, Paul D. Webb, Thomas Poguntke (eds), *Organizing political parties*, Oxford University Press, Oxford, 2017, pp. 142-143.

subtilité du fonctionnement interne de ce parti, l'Assemblée citoyenne exerçant à la fois le rôle d'assemblée générale permanente de tous les adhérents et de congrès. Dans les trois autres partis, c'est surtout le congrès, composé de délégués élus par les adhérents, qui prend les décisions. Syriza, le moins « démocratique », se distingue du point de vue du programme, voté par la direction, et des investitures aux élections législatives, décidées par les directions régionales. Enfin Die Linke a pour particularité de permettre une désignation directe de ses candidats aux élections législatives par le biais d'assemblées générales de circonscription et de Länder.

### **3. Une « nouvelle » gauche radicale**

#### *3.1 - L'insertion réussie d'une nouvelle gauche radicale dans les systèmes partisans*

##### *L'incapacité d'adaptation des partis « traditionnels » de la gauche radicale à s'adapter à l'évolution de leur environnement*

Quel que soit le cas étudié, il convient de se demander pourquoi l'émergence ou la montée en puissance d'un parti de la gauche radicale a été rendue possible. En dépit de leur diversité, les quatre cas étudiés illustrent la remarquable capacité de la gauche radicale à s'adapter à son environnement, en provoquant des recompositions et des reconversions partisans qui aboutissent à des succès d'intensité diverse mais atteignent tous un objectif fondamental : celui de la survie.

De ce point de vue, le cas allemand se distingue des trois autres cas. Die Linke n'a pu voir le jour et connaître un relatif succès que parce que deux conditions étaient réunies. D'une part, la volonté de reconversion des dirigeants du Parti du socialisme démocratique (PDS), dont la coalition électorale, limitée pour l'essentiel aux électeurs des Länder de l'Est mécontents à l'égard de la réunification, devenait trop étroite pour assurer la survie du parti au niveau fédéral. D'autre part, la scission d'une partie de l'aile gauche du Parti social-démocrate (SPD), qui se rapproche de syndicalistes déçus de la social-démocratie pour fonder l'Alternative travail et justice sociale (WASG) : il s'agit là, en quelque sorte, d'un dommage collatéral de la

reconversion partisane du SPD, qui, sous l'égide du chancelier Gerhard Schröder, adhère aux principes ordo-libéraux en remarchandisant le travail et la protection sociale<sup>478</sup>.

C'est donc à la fois l'inadaptation du PDS à l'évolution de son environnement et l'incapacité de l'aile gauche du SPD à renverser la coalition dominante à l'intérieur de son parti et finalement sa scission, puis les difficultés éprouvées tant par le PDS que par la WASG à assurer leurs survies respectives en empruntant des chemins séparés qui constituent une « fenêtre d'opportunité » pour la création de Die Linke. Le succès électoral rencontré ensuite par le parti, modeste mais bien réel, tient à l'existence, bien réelle elle aussi, d'un mécontentement d'une partie de l'électorat social-démocrate à l'égard du virage néolibéral du SPD.

Il est intéressant de noter que dans chacun des quatre cas, un parti de la famille de la gauche radicale existait avant qu'apparaisse le parti étudié spécifiquement dans cette thèse. Dans le cas de l'Allemagne nous l'avons vu, le processus de recomposition a accompagné celui de la reconversion partisane du PDS, et les deux principaux avatars de la gauche radicale, le PDS et la WASG, se sont finalement dissouts dans un nouveau parti, Die Linke. Mais dans les trois autres cas, un parti fermement établi était là au moment où le Bloc de gauche, Podemos et Syriza se sont constitués.

Si ces trois partis ont réussi à émerger, c'est parce que leurs concurrents à la gauche de la gauche n'ont pas été capables de s'adapter aux changements impactant leurs environnements. Il est intéressant de noter que dans les trois cas, la nouvelle gauche radicale entre en concurrence avec le parti communiste « établi ».

Le Portugal et la Grèce ont un point commun : un parti communiste particulièrement orthodoxe, d'une grande rigidité idéologique, hostile à tout changement aussi bien au niveau de l'identité que des discours et du projet politique, et disposant d'un socle électoral lui permettant d'entretenir un groupe parlementaire et un important réseau d'élus locaux. Et, en concurrence, le Bloc de gauche et Synaspismos/Syriza, organisations aux origines différentes – fusion de composantes de l'extrême-gauche maoïste et trotskyste pour le premier, scission du communisme pour le second – mais dotées de projets très semblables, largement ouverts aux revendications post-matérialistes, et aux modes de fonctionnement interne laissant la part-

---

<sup>478</sup> Fabien Escalona, *La reconversion partisane de la social-démocratie européenne*, op.cit., pp. 372-375.

belle au droit de tendance et au leadership collectif, en contraste avec des PC pratiquant invariablement le centralisme démocratique.

Nous formulons ici l'hypothèse que c'est, dans un premier temps, cette incapacité des PC grecs et portugais à reprendre à leur compte les revendications des nouveaux mouvements sociaux qui a permis l'apparition et la consolidation du Bloc de gauche et de Synaspismos/Syriza. Ces deux derniers ont, dans les premières années de leur existence, largement focalisé leur attention sur les enjeux post-matérialistes, occupant un espace qui a pu être préempté, dans d'autres pays, par les partis écologistes.

Mais la compétition entre forces traditionnelles et nouvelles de la gauche radicale a été relancée au plus fort de la crise économique et financière débutée en 2008, et ce tout particulièrement en Espagne, en Grèce et au Portugal, où des mouvements sociaux massifs de rejet des politiques d'austérité budgétaire, déclenchés la plupart du temps en dehors des cadres syndicaux, provoquent des réactions contrastées. La méfiance, voire le rejet dominant chez les partis communistes grec et portugais, qui préfèrent militer dans le cadre des centrales syndicales qui leur sont proches, tandis que Syriza et le BE s'engagent clairement aux côtés des manifestations et autres événements publics organisés spontanément via la diffusion d'appels sur les réseaux sociaux. En conséquence, lors des élections, ni le KKE, ni le PCP ne retirent le moindre avantage de ce regain de contestation sociale, tandis que Syriza et le BE se sont avérés être plus capables de proposer des débouchés politiques aux manifestations, avec des fortunes diverses car, nous le verrons, la compétition avec la social-démocratie a aussi joué un rôle.

Mais c'est en Espagne que la démonstration de l'incapacité du PCE et de son front électoral, la Gauche Unie (IU), de se saisir de l'opportunité d'apporter une réponse à l'immense succès du mouvement des « indignés » a été faite de la manière la plus brutale. Dans un premier temps, IU semble être le réceptacle naturel du mécontentement exprimé lors des manifestations, marquant une légère progression entre les élections législatives de 2008 et de 2011 – de 3,8 à 6,9 % des suffrages exprimés – puis atteignant des niveaux bien supérieurs dans les sondages d'intentions de vote. IU, depuis longtemps débarrassée des apparences et des discours de l'orthodoxie marxiste-léniniste, largement ouverte aux influences post-matérialistes et altermondialistes, n'était pas incompatible, sur le fond, avec les idées et revendications des

« indignés ». Mais l'incapacité de ce parti à repenser sa structure, son discours, et surtout son refus de renouveler son équipe dirigeante a indirectement libéré un espace pour une force politique plus innovante et plus en phase avec le mécontentement exprimé à l'égard du système politique par une partie des Espagnols. D'où l'initiative prise par quelques universitaires et militants de la gauche radicale d'initier la création de Podemos.

Dans un premier temps, IU parvient à contenir cette concurrence aussi soudaine qu'inattendue, en obtenant un résultat honorable de 10 % des suffrages exprimés aux élections européennes de 2014, contre 8 % pour Podemos. Mais cette percée de Podemos n'était pas attendue elle non plus, et a alimenté une dynamique, permettant au nouveau parti, grâce à sa structure souple et à son usage abondant d'Internet, de recruter des adhérents par centaines de milliers et d'exploser dans les sondages d'intentions de vote, pour finalement réunir 20,7 % lors des élections législatives de 2015, contre seulement 3,7 % pour IU. La suprématie des uns étant admise par les autres, les deux partis finissent par s'allier lors des élections législatives anticipées qui ont lieu l'année suivante, sous la bannière d'Unidos Podemos qui, comme son nom l'indique, est en réalité un front électoral constitué autour de Podemos. C'est là encore une différence fondamentale entre IU d'un côté et le PCP et le KKE de l'autre : l'acceptation d'une alliance avec la force concurrente de la nouvelle gauche radicale plutôt que l'entretien de la conflictualité avec cette dernière.

En somme, c'est l'incapacité des partis traditionnels de la gauche radicale à s'adapter à l'évolution de leur environnement qui permet à de nouveaux partis de venir les concurrencer au sein de leur famille politique. Soit en raison d'une trop grande rigidité idéologique – PCP, KKE – soit parce que leur clientèle électorale tend à se rétrécir, *stimulus* incitant à la reconversion partisane – le PDS – soit parce que l'ampleur de l'impact des mouvements sociaux anti-austérité n'a pas été saisie à sa juste valeur – IU en est l'exemple le plus caractéristique, mais le KKE et le PCP n'ont eux aussi tiré aucun bénéfice, dans les urnes du moins, de ces mouvements sociaux particulièrement massifs.

Un mot enfin sur les relations entre partis « anciens » et « nouveaux » de la gauche radicale. Elles sont ambivalentes. En Grèce, le KKE et Syriza n'entretiennent plus aucune relation depuis que le KKE a affirmé son virage orthodoxe en 1991. La situation n'a pas ainsi dire pas évolué en 26 ans : le KKE persiste dans sa posture isolationniste et rejette tout accord de

quelque nature que ce soit avec les « réformistes » de Syriza. Au Portugal, la situation a en revanche connu des évolutions : si les alliances électorales ne sont pas à l'ordre du jour entre BE et PCP, ces deux partis ont toutefois publiquement acté un accord selon lequel ils formeraient un gouvernement ensemble en cas de victoire aux élections législatives. Enfin en Espagne les rapports entre Podemos et IU, tendus dans un premier temps, évoluent rapidement et aboutissent à la formation de listes communes aux deux partis dès 2016 dans le cadre de l'alliance *Unidos Podemos*, dans le cadre d'un rapport de force s'apparentant basiquement à une satellisation d'IU autour de Podemos.

### *La reconversion partisane de la social-démocratie puis sa crise : ferments d'une recomposition globale de la gauche ?*

Les succès de la nouvelle gauche radicale tiennent aussi en partie à la crise que traverse la social-démocratie européenne bien que, comme nous le verrons au niveau des résultats électoraux, l'affaiblissement des partis sociaux-démocrates n'entraîne pas mécaniquement un report électoral sur les partis de la gauche radicale.

Dans *La reconversion partisane de la social-démocratie européenne, du régime social-démocrate keynésien au régime social-démocrate de marché* Fabien Escalona défend la thèse selon laquelle les partis sociaux-démocrates européens « reconvertis se sont en effet adaptés au paradigme néolibéral et ont même été partie prenante de sa mise en œuvre »<sup>479</sup>. Citant le PS portugais, le PSOE et le PASOK, l'auteur souligne que ces « trois formations ont directement été pénalisées pour leur échec à prévenir la crise et pour leur adoption ou soutien à des politiques d'austérité »<sup>480</sup>. Une austérité devenue structurelle, invariablement mise en œuvre par des gouvernements de droite comme sociaux-démocrates, largement imposée par des institutions supranationales, les institutions européennes en particulier, qui alimente une crise de la représentation au sens où l'entend Pierre Rosanvallon lorsqu'il évoque le rôle reconnu aux partis politiques dans le maintien d'une « démocratie d'équilibre »<sup>481</sup>. Comme le précise Escalona, « il apparaît que la social-démocratie reconvertie fait face à un nouvel environnement, propre à la Longue Dépression

---

<sup>479</sup> Fabien Escalona, *La reconversion partisane de la social-démocratie européenne*, op.cit., p. 408.

<sup>480</sup> *Ibid*, p. 542.

<sup>481</sup> Pierre Rosanvallon, *Le Peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Gallimard, Paris, 2008.

*contemporaine et à la poursuite des développements de la mondialisation dans toutes ses dimensions. La base matérielle de la légitimité des partis de gouvernements engagés dans un processus de cartellisation s'est réduite, en particulier dans les États les plus vulnérables face à la crise. Dans ce contexte, le fondement normatif d'un nouveau clivage latent est en train d'être trouvé, la démocratisation des systèmes politique et économique faisant office de 'chaîne d'équivalence' entre diverses revendications jusque-là dispersées et mal représentées ».*

C'est dans ce « clivage latent » que tentent de s'inscrire les partis de la nouvelle gauche radicale, pointant du doigt le déficit démocratique des institutions nationales et européennes, et le besoin de les régénérer. Cette critique est particulièrement présente dans le discours de Podemos, qui en appelle à un processus constituant, une revendication que l'on retrouve également en France du côté du Front de gauche puis de la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon, ou encore en Islande chez le Mouvement vert de gauche<sup>482</sup>. Mais on la retrouve aussi sous une autre forme dans les discours de Syriza, qui l'employait à l'appui de sa demande de renégociation de la dette grecque avant 2015. Les partis de la gauche radicale n'ont pas manqué l'occasion de critiquer la conversion des partis sociaux-démocrates au paradigme néolibéral puis à l'horizon indépassable de l'austérité budgétaire. D'une certaine manière, la reconversion partisane de la social-démocratie a libéré un espace pour une gauche radicale irrémédiablement hostile aux principes de l'économie libérale, et s'efforçant dans le même temps d'adopter une posture « anticartel », dénonçant la collusion entre les grands partis de gouvernement dans la mise en œuvre des politiques publiques.

Il convient toutefois de relativiser ce constat à la lumière des expériences nationales. En Grèce, il est parfaitement clair que Syriza a supplanté le PASOK au rang de grand parti de gouvernement, aussi bien en termes de performances électorales que de projet, Syriza finissant lui aussi par accepter les politiques d'austérités exigées par les institutions européennes et le FMI. Dans les trois autres pays, les résultats sont loin d'être aussi concluants. Certes, Podemos a atteint des résultats électoraux très importants, accédant au statut de candidat sérieux à l'entrée dans le club des partis de gouvernement. Il n'a toutefois pas réussi à « couler »

---

<sup>482</sup> Notons qu'en Islande, c'est justement sous l'impulsion du gouvernement d'alliance entre les sociaux-démocrates et le Mouvement vert de gauche (2009-2013) qu'un processus constituant a été initié, avec convocation et élection d'une assemblée constituante. Cette instance ne pourra toutefois jamais terminer ses travaux, la droite y mettant un terme lors de son retour au pouvoir en 2013.

totallement le PSOE, qui résiste encore avec des résultats excédant 20 % des suffrages exprimés. En Allemagne, l'influence de la gauche radicale reste limitée, et ce en dépit d'un affaiblissement très marqué du SPD dans les urnes et de son alliance répétée au gouvernement avec l'Union CDU/CSU, Die Linke souffrant dès 2013 de l'apparition du parti d'extrême-droite AfD, qui lui dispute ses bastions traditionnels en ex-RDA. Enfin au Portugal, le PS, ayant « échappé » à l'essentiel de la mise en œuvre des politiques d'austérité, qui a échue à la droite entre 2011 et 2015, n'a pas été frappé du même discrédit que ses homologues grec et espagnol, préservant un socle électoral supérieur à 30 %. Socle insuffisant, toutefois, pour lui permettre de gouverner seul, sa position minoritaire au Parlement le contraignant à négocier un accord avec les partis de la gauche radicale pour obtenir l'investiture puis le maintien de son gouvernement.

En somme, si la crise de la social-démocratie n'a pas alimenté directement la montée de la nouvelle gauche radicale, elle a servi d'élément facilitateur, en libérant des espaces à gauche pour la contestation du paradigme néolibéral et d'une austérité budgétaire qui tend elle aussi à devenir paradigmatique en vertu des traités européens encadrant le niveau d'endettement des Etats membres de l'UE. Ce dernier point a en outre impulsé une nouvelle phase de la crise de la représentation en liant partis sociaux-démocrates et de droite aux mêmes politiques économiques, qu'ils ont d'ailleurs mis conjointement en œuvre par le biais de « grandes coalitions » en Allemagne et en Grèce. Cette situation de congruence entre grands partis de gouvernement alimente à l'envie le discours de la nouvelle gauche radicale, qui se fait fort de pointer la duplicité de ces partis et l'obsolescence de systèmes partisans dépourvus de « véritable » alternance comme de régimes politiques perçus comme encourageant ce phénomène.

Les relations entre la nouvelle gauche radicale et les partis sociaux-démocrates ont connu des évolutions au cours du temps. En Grèce, si Synaspismos avait l'habitude de nouer de nombreuses alliances locales avec le PASOK, en particulier lors des élections locales, les rapports sont peu à peu complètement rompus avec la formation de Syriza et lorsque la crise éclate, les rapports entre les deux partis deviennent invariablement exécrables. Au Portugal, le BE est toujours resté défiant à l'égard du PS, et l'accord de soutien sans participation au gouvernement socialiste suite aux élections législatives de 2015 est la première démonstration



d'un rapprochement significatif entre les deux partis, bien que cette alliance de circonstance ne soit pas soutenue avec beaucoup de conviction d'un côté comme de l'autre. En Espagne, Podemos et le PSOE reproduisent cette même logique de soutien sans participation dans les exécutifs municipaux et régionaux, et les deux partis ne sont pas fermés à une alliance gouvernementale, bien que les discussions n'aient pas abouti en 2015, Podemos refusant de gouverner avec le parti de centre-droite Ciudadanos dans le cadre d'une alliance tripartite voulue par le PSOE. En Allemagne, les relations entre Die Linke et le SPD sont contradictoires : dans les Länder et municipalités de l'ex-RDA, les deux partis gouvernent fréquemment ensemble lorsqu'ils en ont la possibilité, Die Linke s'inscrivant ici dans la continuité de la stratégie du PDS. En revanche, au niveau national, le SPD persiste à refuser toute alliance gouvernementale avec Die Linke, préférant s'allier aux chrétiens-démocrates de la CDU/CSU. On le voit, les relations entre gauche radicale et social-démocratie dépendent grandement de contextes nationaux, mais aussi de niveau de développement électoral : si Podemos et Die Linke sont plus enclins à des accords avec les partis sociaux-démocrates, c'est aussi parce qu'ils ont atteint un stade de développement électoral élevé qui leur permet de prétendre, au moins localement, à la direction des affaires. Au Portugal, l'influence du BE dans les collectivités locales reste marginale, et en Grèce, le mode de scrutin de liste à deux tours utilisé pour l'élection des assemblées régionales n'incite pas à la formation d'alliances.

### *Les effets de la compétition partisane sur la nouvelle gauche radicale... et inversement*

Nous l'avons vu, les déboires des partis « traditionnels » ou établis de la gauche radicale et l'adhésion de la social-démocratie au paradigme néolibéral puis son entrée en crise à l'aune de la dépression économique ont été des éléments facilitateurs de la montée en puissance de la nouvelle gauche radicale. Mais cette situation n'est pas génétique. La compétition partisane influence nécessairement les recompositions partisans. Les tenants et aboutissants de recompositions à l'intérieur d'une famille politique dépendent largement de la nature des offres partisans concurrentes. Les systèmes de partis se distinguent par leur degré de fragmentation - nombre de partis en compétition - et de polarisation - en fonction de la « distance idéologique » - conformément à l'approche sartorienne<sup>483</sup>. Qu'il s'agisse de

---

<sup>483</sup> Giovanni Sartori, *Partis et systèmes de partis*, op.cit., pp. 194-195.

l'Allemagne, de l'Espagne, de la Grèce ou du Portugal, nous sommes en présence de systèmes pluralistes polarisés. Pluralistes car comportant « aux alentours de cinq ou six » partis jugés pertinents, c'est-à-dire dotés d'un potentiel de coalition ou d'un « pouvoir d'intimidation » affectant la tactique de la compétition inter-partisane. Polarisés car comprenant parmi ces partis pertinents des partis antisystème - partageant la propriété de « mettre un régime en question et de saper la base qui le soutient » - en l'occurrence les partis de la gauche radicale. Cette situation est facilitée par la nature des régimes politiques des pays étudiés, parlementaires dans les quatre cas, et par le recours systématique à des modes de scrutin dominés par la représentation proportionnelle.

Ce dernier point mérite approfondissement, car le mode de scrutin a une influence directe sur la capacité d'un parti à accéder au rang de parti pertinent. La représentation proportionnelle concerne 100 % des sièges dans tous les cas<sup>484</sup>, mais avec quelques subtilités locales. La Grèce se distingue de par son mécanisme d'octroi d'une « prime majoritaire » de 50 sièges - sur 300 - au parti ayant recueilli le plus de voix, et l'Espagne emploie certes la représentation proportionnelle, mais dans le cadre de circonscriptions à faible magnitude, ce qui a pour effet de pénaliser les petits partis. Concrètement, dans ces deux pays, mieux vaut être grand que petit si l'on inspire à participer au gouvernement.

La compétition partisane et sa capacité à évoluer dépendent donc du degré d'ouverture de la compétition partisane. Peter Mair propose de distinguer des structures de compétitions « ouvertes » et « fermées »<sup>485</sup>. Lorsque la compétition est fermée, les mêmes partis ou les mêmes alliances se succèdent au pouvoir sans qu'aucune nouvelle force ne puisse espérer leur succéder. A contrario, dans les structures ouvertes, les alternances sont moins prévisibles et les limites à l'arrivée aux responsabilités de nouveaux partis n'ont qu'une faible portée.

De ce point de vue, nos quatre cas ont évolué dans des environnements différents. Le système partisan allemand est clairement marqué par une structure de compétition ouverte,

---

<sup>484</sup> Nous nous tenons ici à la finalité du mode de scrutin et non aux particularités locales affectant son fonctionnement : l'Allemagne utilise certes un mode de scrutin mixte, mais dont la finalité est proportionnelle, compte tenu du fait que la moitié de sièges répartis à la proportionnelle sert de correctif aux résultats de la moitié élue au scrutin majoritaire à un tour.

<sup>485</sup> Peter Mair, « Le changement des systèmes de partis », in. *Revue internationale de politique comparée*, 2007/2, vol. 14, pp. 243-261.

permettant à Die Linke d'obtenir une représentation significative au Bundestag sans pour autant accéder aux responsabilités du fait du refus du SPD de constituer une coalition gouvernementale avec ce parti. Néanmoins, Die Linke a perturbé le système d'alternance habituel entre centre-gauche (SPD + Verts) et centre-droit (CDU/CSU + FDP) : en 2005 puis en 2013, le Bundestag dispose arithmétiquement d'une majorité de gauche. Mais l'impossibilité d'une alliance entre Die Linke et le SPD a poussé ce dernier à s'allier à la CDU/CSU dans le cadre d'une « grande » coalition en principe contre-nature puisqu'alliant les deux grands partis de gouvernement qui avaient l'habitude jusqu'alors de se succéder au pouvoir. La structure ouverte de la compétition partisane allemande a donc permis à Die Linke de bouleverser le système d'alternance qui prévalait jusqu'alors, conférant un rôle perturbateur au parti qui n'était qu'un prélude à la déstabilisation générale du système de partis avec la percée fulgurante de l'AfD d'extrême-droite à partir de 2013.

Les trois autres systèmes partisans ont en revanche été totalement bouleversés par la poussée de la nouvelle gauche radicale. Le cas le plus extrême est bien entendu la Grèce, marquée jusqu'en 2012 par une compétition partisane extrêmement fermée, avec une alternance entre sociaux-démocrates du PASOK et conservateurs de la ND. Dès les élections législatives de mai 2012, le système partisan explose et connaît une fragmentation inédite jusqu'alors, qui, en dépit du mode de scrutin sensé assurer le vainqueur d'une majorité parlementaire, introduit la nécessité de coalitions gouvernementales. En outre Syriza supplante littéralement le PASOK dans le club des partis de gouvernement. De 2012 à 2015, la compétition partisane en Grèce devient donc très ouverte et permet à Syriza d'accéder rapidement au statut de prétendant crédible à la direction du gouvernement puis, finalement, d'accéder au pouvoir.

Le système partisan portugais était pour sa part habitué à une structure de compétition plutôt fermée : malgré un mode de scrutin très proportionnel, l'alternance au gouvernement ne se fait qu'entre le PS d'un côté, et l'alliance des partis de droite PSD et CDS-PP de l'autre côté. L'irruption du BE et son enracinement en tant que parti pertinent ont aménagé ce système d'alternance : le PS, voyant son assise électorale réduite, est désormais contraint de négocier avec la gauche radicale pour pouvoir composer des gouvernements minoritaires. Le BE a donc agit comme un élément perturbateur, sans pour autant avoir déstabilisé le système d'alternance habituel comme Die Linke l'a fait en Allemagne.

Enfin la structure de compétition très fermée du système partisan espagnol, avec alternance entre deux grands partis PSOE et PP, devient brusquement très ouverte à partir de 2015 du fait de l'affaiblissement de ces partis et de la percée puis de l'enracinement de deux nouveaux partis pertinents, Ciudadanos à droite et Podemos à gauche. A partir de 2015, l'Espagne expérimente donc un vrai multipartisme - en opposition à l'existence aux marges du PSOE et du PP de quelques partis régionaux qui existait jusqu'alors - et les partis espagnols la nécessité de constituer des alliances pour pouvoir gouverner.

Les recompositions de la gauche radicale ont donc été facilitées par plusieurs éléments d'ordre contextuel :

- Un déficit de capacité d'adaptation à leur environnement des partis communistes établis ;
- Une crise identitaire et stratégique de la social-démocratie, incapable de se distancier de politiques d'austérité invariablement mises en œuvre sous son gouvernement comme sous celui de la droite à laquelle elle est sensée s'opposer ;
- Des modes de scrutin à dominante proportionnelle qui facilitent l'accès à la représentation politique de nouveaux partis et encourage le multipartisme ;
- Des régimes politiques parlementaristes, qui confèrent un rôle important aux partis pour la constitution du gouvernement ;
- Des évolutions convergentes des structures de compétition dans les systèmes partisans des pays étudiés, qui affirment ou réaffirment leur caractère ouvert, quand-même une structure plutôt fermée prévalait avant l'émergence et l'enracinement de la nouvelle gauche radicale.

### ***3.2 - L'inscription de la nouvelle gauche radicale dans les clivages partisans***

Situer les partis de la nouvelle gauche radicale dans les clivages partisans est chose aisée si l'on se base sur les discours et les grandes propositions programmatiques portées par ces partis. Ils se situent clairement sur le versant « travailleurs » du clivage possédants/travailleurs : la nouvelle gauche radicale défend toujours les salariés contre le patronat, développant des préoccupations nouvelles liées aux évolutions du marché du travail, la précarité en particulier, du fait de l'assouplissement des législations nationales sur le droit du travail qui se sont amplifiées au cours de la période étudiée. Ils se situent tout aussi

clairement sur le versant « Etat » du clivage Eglise/Etat, plaidant notamment pour une éducation publique et une sécularisation voire une laïcisation des institutions. Les revendications liées à l'influence de la religion sur la société sont particulièrement présentes dans les manifestes électoraux de Podemos.

Le raisonnement est moins évident concernant le clivage centre/périphérie, dont la pertinence mérite aujourd'hui d'être questionnée hors cas particuliers, dont l'Espagne fait partie du fait des vellétés autonomiste ou sécessionnistes qui animent certaines de ses régions. Sur cette question, nous l'avons vu, Podemos entretient une posture ambiguë. Toutefois, l'attachement des partis de la nouvelle gauche radicale aux services publics et à leur maillage territorial nous incite à les classer plutôt sur le versant « périphérie ».

La nouvelle gauche radicale est un bon cas d'application pour les réflexions récentes sur le renouvellement des clivages. Si l'on considère comme acquises l'apparition et la structuration d'un clivage entre productivistes et écologistes, les partis considérés dans cette thèse se situe très clairement sur le versant écologistes : leurs propositions en matière de protection de l'environnement sont très nombreuses et détaillées, et touchent à plusieurs aspects des politiques publiques : économie, industrie, mobilités, agriculture, etc.

Si l'on s'attache plutôt aux développements d'Hanspeter Kriesi sur l'opposition entre « gagnants » et « perdants » de la mondialisation, la classification à opérer est plus complexe. Du point de vue strictement economiciste, la nouvelle gauche radicale se situe sur le versant « régulationniste » ou protectionniste d'un éventuel clivage libre-échange/protectionnisme, de par son hostilité au libre-échange, et notamment aux traités internationaux de libre-échange, et, de manière générale, à tout ce qui peut être assimilé au néolibéralisme et à sa mise en œuvre au niveau international, comme l'illustrent les critiques convergentes de ces partis à l'égard de l'Union européenne, du Fonds monétaire international ou encore de l'Organisation mondiale du commerce. De manière plus étendue, cette réflexion peut nous amener à considérer la nouvelle gauche radicale comme l'une des principales porte-paroles de l'opposition à l'« élite mondialisatrice » décrite par Pierre Martin et Simon Labouret à partir des travaux de Leslie Sklair.

Si la nouvelle gauche radicale se situe donc du côté des « perdants » de la mondialisation sous ses aspects économiques, on pourrait considérer qu'elle se situe plus du côté des gagnants en ce qui concerne les questions culturelles. Entre « cosmopolites » et « ethnocentristes », elle se situe sans aucun doute sur le premier versant : antiraciste, féministe, s'opposant aux discriminations à caractère ethnique ou religieux, adoptant un positionnement pro-immigration ou à tout le moins pro-immigrés, la nouvelle gauche radicale s'affirme comme étant pleinement « cosmopolitiste ».

Ces réflexions illustrent la position singulière occupée par la nouvelle gauche radicale dans les systèmes partisans européens : elle se distingue de la social-démocratie de part son adhésion à une conception radicale de l'écologisme, et de part son hostilité au libre-échangeisme. Elle se distingue des partis écologistes sur ce second point également. Elle n'est donc soluble ni dans l'une, ni dans l'autre de ces composantes de la gauche partisane, dont elle est plutôt l'un des trois piliers.

### ***3.3 - Une convergence stratégique discursive vers le « populisme de gauche » ?***

#### ***De la nécessité d'une nouvelle stratégie discursive***

La quête de nouveaux référentiels se traduit par l'adoption de nouvelles stratégies de communication politique. Cette mutation du discours est plus moins aboutie du côté des partis de la nouvelle gauche radicale. Considérant que le discours traditionnel de la gauche communiste, appréhendant la société sous l'angle de l'antagonisme entre bourgeoisie et classe ouvrière est éculé, et que les références à la gauche, à son identité et à son histoire, sont discréditées par l'action des partis sociaux-démocrates au gouvernement, ces partis cherchent à échafauder de nouvelles stratégies discursives.

L'ancien coordinateur du BE Francisco Louçã décrit assez clairement cette problématique : « *La capacité d'agir [...] dépend largement des décisions tactiques, très précises. Et comme nous vivons dans un univers où la politique c'est la communication, 'tactique et précis' se réfère aussi aux choix des mots : la manière de conduire une politique se fait largement à travers l'image, à travers la proposition que l'on avance, le conflit des idées, la présentation d'alternatives, l'organisation sociale qui est reconnue et qui crée l'impact [...] lorsque nous avançons une proposition d'action, une réponse, une intervention*

*immédiate conjoncturelle, nous faisons en sorte qu'elle soit compréhensible pour la population et que par conséquent elle serve à développer notre capacité d'influence dans ce cadre, à partir de cette réponse [...] nous ne choisissons pas les propositions parce qu'elles sont les plus radicales, mais pour répondre au mieux à la question posée et, pour que, de cette manière, elles aient le plus grand impact »<sup>486</sup>.*

Cette adaptation du discours présuppose une mise à distance de la doctrine politique qui structure le projet d'un parti, sans la renier, mais sous pour autant la réciter littéralement. Citant Lénine et son ouvrage *La Maladie infantile du communisme : le gauchisme*, le secrétaire général de Podemos Pablo Iglesias pourfend ainsi « *les gauchistes [...] défenseurs de la pureté des principes, des symboles et des phraséologies tendant à convertir les référents théoriques en catéchisme [...] minoritaires, faibles et isolés, incompris et incapables de confronter leurs principes à la praxis [...] les prophètes solitaires de la pureté révolutionnaire [...] désignent d'un ton autoritaire et censeur les 'traîtres' qui n'utilisent pas le bon vocabulaire »<sup>487</sup>. Ce rejet d'une lecture littérale et catéchèse de la pensée marxiste s'accompagne selon Iglesias d'une volonté de dépassement du clivage gauche-droite : « *nous soutenons, nous, que gauche et droite, ces deux catégories qui servent à identifier et à expliquer les choses, cette manière de voir et de nommer, s'est effondrée après la chute du Mur de Berlin [...] Ce débat [...] est un débat de perdants [...] Si nous ne refusons pas cette posture, nous ne pourrions pas gagner [...] Ne venez pas me raconter des histoires d'étiquette politique ! Parlons plutôt de questions concrètes, de programme »<sup>488</sup>.**

Il s'agit là d'évolutions importantes à l'échelle de l'histoire de la famille de la gauche radicale européenne. La reconversion partisane de la plupart des partis communistes avait abouti à la mise en avant de la fidélité aux valeurs traditionnelles de la gauche, en réponse à la reconversion social-libérale de la social-démocratie. Cette attitude ne suffisant plus, aux yeux des leaders de la gauche radicale, pour mobiliser largement autour de leurs propositions, une évolution de la stratégie discursive se manifeste, en particulier depuis l'irruption de la crise économique et financière en 2008 et la mise en œuvre des politiques d'austérité budgétaire qu'elle a eu pour conséquence, avec à la clé des impacts importants sur la société : chômage de masse structurel, précarisation du marché du travail, tassement des niveaux de revenus,

---

<sup>486</sup> Daniel Bensaïd, Alda Sousa, Alan Thornett, *op.cit.*, p. 155.

<sup>487</sup> Pablo Iglesias, *La démocratie face à Wall Street*, *op.cit.*, p. 41.

<sup>488</sup> Ana Dominguez, Luis Giménez (dir), *Podemos, sûr que nous pouvons !*, *op.cit.*, p. 86.

aggravation des inégalités sociales<sup>489</sup>. En tentant de s'adapter aux évolutions de son environnement, la gauche radicale expérimente de nouvelles manières de s'adresser à l'électorat. C'est là que les références au populisme interviennent.

### *Le populisme et l'épineuse question de sa définition*

Avec le déclin des grands partis de gouvernement<sup>490</sup> et la progression dans les urnes de partis « anticartel », les références au populisme se sont multipliées, non sans une certaine confusion, englobant souvent de façon abusive des forces politiques aux orientations idéologiques disparates. A la lecture de la littérature existante sur le sujet, on réalise que la définition même du terme « populisme » fait l'objet de nombreuses interprétations, en faisant un concept difficile à saisir. Il est volontiers employé comme un terme péjoratif par ses détracteurs qui y associent une marque de méfiance, car, comme le rappelle Catherine Colliot-Thélène, « *le peuple du populisme [...] est tout simplement un peuple suspect, non parce qu'il serait mû par des passions irrationnelles, comme il est souvent insinué, mais parce qu'il s'oppose à la doxa qui inspire à un moment donné la raison gouvernementale, celle dont se réclament de façon unanime tous les partis dits de gouvernement* »<sup>491</sup>.

Il importe donc de se détacher de la connotation péjorative pour s'intéresser à la signification du terme en tant que notion. Bien qu'il ait suscité de l'intérêt dès les années 1960, le « populisme » n'a jamais fait l'objet d'un travail de définition consensuel, comme le déplore Margaret Canovan en 1981, proposant une première tentative de définition distinguant plusieurs catégories de populismes structurées en partie par la théorie des clivages<sup>492</sup>. Fréquemment associé aux partis d'extrême-droite lorsque ces derniers percent dans les urnes à partir des années 1980, il recoupe pourtant des appréciations plus larges, du point de vue notamment de Michel Winock : « *le populisme n'est pas spécifiquement d'extrême droite. Le mot désigne une confiance dans le peuple que l'on rencontre dans les discours de Robespierre ou les écrits de Michelet. Mais le populisme a eu tendance à se localiser à l'extrême droite avec l'ère des masses et la*

---

<sup>489</sup> Thomas Piketty, *Le capital au XXIe siècle*, Editions du Seuil, Paris, 2013, pp. 373-685.

<sup>490</sup> Pierre Martin, « Le déclin des partis de gouvernement en Europe », *op.cit.*, pp. 542-554.

<sup>491</sup> Catherine Colliot-Thélène, « Quel est le peuple du populisme ? », *in*. Catherine Colliot-Thélène, Florent Guénard (dir), *Peuples et populisme*, Presses universitaires de France, Paris, 2014, p. 18.

<sup>492</sup> Margaret Canovan, *Populism*, Junction Books, London, 1981, p. 544.



démocratie parlementaire. L'extrême gauche, elle, était ouvriériste tandis que l'extrême droite tendait au populisme sans distinction de classe »<sup>493</sup>. Reprenant des définitions de Pierre-André Taguieff, Winock distingue, d'une part, un « populisme protestataire », caractérisé par un « anti-élitisme (ceux d'en bas/ceux d'en haut) » et la « confiance dans le peuple », mais aussi par un « anti-parlementarisme », le recours au référendum, un « discours interclassiste », une « idéologie de l'unité nationale » et une « hyperpersonnalisation » à travers la figure d'un leader charismatique, et, d'autre part, un « populisme identitaire », xénophobe, opposant « ceux d'ici » à « ceux d'en face », soit un « Moi collectif » opposé à un « Autre, qui menace d'en altérer l'identité historique, culturelle, voire ethnique »<sup>494</sup>.

Vingt ans plus tard, Cas Mudde et Cristobal Rovira Kaltwasser publient *Populism in Europe and the Americas*, où ils pointent la multiplication des contributions sur le sujet, éloignant encore plus l'horizon d'une définition consensuelle, mais affirment néanmoins qu'il existe une base centrale présente dans toutes les manifestations de populisme : une logique politique et discursive qui considère la société comme séparée en deux groupes, « le peuple » et « les élites », et qui postule que les politiques publiques mises en œuvre par les gouvernants devraient être l'expression de la volonté du peuple<sup>495</sup>. D'une façon ou d'une autre, ces auteurs se réfèrent à celui qui apparaît comme étant le maître à penser de la théorisation du populisme, à savoir Ernesto Laclau (1935-2014). L'universitaire argentin et enseignant à l'Université de l'Essex, spécialiste de l'analyse du discours, a publié de nombreuses contributions sur le populisme, en particulier *La raison populiste* (2005), ouvrage séminal dans lequel il s'attache à définir le populisme et son corolaire, le peuple, un travail rendu difficile selon lui parce que le populisme occupe « une position marginale [...] dans le discours des sciences sociales, qui l'a confiné au domaine du non pensable, l'a réduit à être le simple contraire des formes politiques respectables » du fait que « dès le début, un fort élément de condamnation morale s'est introduit dans l'analyse des mouvements populistes »<sup>496</sup>.

---

<sup>493</sup> « Il aurait été inconcevable, autrefois, qu'une femme puisse incarner l'extrême droite », interview de Michel Winock dans *Le Monde*, 15 janvier 2011, <[https://www.lemonde.fr/politique/article/2011/01/15/il-aurait-ete-inconcevable-autrefois-qu-une-femme-puisse-incarner-l-extreme-droite\\_1465914\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2011/01/15/il-aurait-ete-inconcevable-autrefois-qu-une-femme-puisse-incarner-l-extreme-droite_1465914_823448.html)>

<sup>494</sup> Michel Winock, « Populismes français », in. *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 1997, n°56, pp. 77-91.

<sup>495</sup> Cas Mudde, Cristobal Rovira Kaltwasser, *Populism and (liberal) democracy: a framework for analysis*, *Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective for Democracy?*, Cambridge University Press, Cambridge, 2012, p.8.

<sup>496</sup> Ernesto Laclau, *La raison populiste*, op.cit., p. 31.

Laclau, appréhendant le discours comme une chose qui n'est « *pas limitée aux domaines de la parole et de l'écriture, mais un ensemble d'éléments dans lequel les relations jouent un rôle constitutif* »<sup>497</sup>, articule son approche du populisme autour de « *l'émergence du 'peuple'* », soit « *le passage [...] de demandes isolées hétérogènes à une demande 'globale' qui implique la formation de frontières politiques et la construction discursive du pouvoir comme force antagonique* »<sup>498</sup>. Partant de là, il conçoit le populisme comme « *une logique politique* » et non comme « *un certain type de mouvement identifiable soit à une base sociale particulière soit à une idéologie politique déterminée* »<sup>499</sup> : le populisme « *ne surgit jamais d'un dehors absolu [...] mais opère en articulant des demandes fragmentées et disloquées autour d'un nouveau noyau [...] un certain degré de crise de l'ancienne structure est une précondition nécessaire au populisme car [...] les identités populaires exigent des chaînes équivalentielles de demandes insatisfaites* »<sup>500</sup>.

Une approche discursive apparaît ainsi comme le paradigme d'une définition minimale du populisme, qui a prévalu au cours des trois ou quatre dernières décennies. Initiée par Laclau et sa compagne, la philosophe belge Chantal Mouffe, la théorie du discours, dite de l'*Essex School*, combine une approche théorisée des processus par lesquels le sens social s'articule avec le caractère politique et souvent antagoniste que différents discours acquièrent à travers leur articulation autour de points nodaux distincts (tels que « le peuple ») et leur différenciation par rapport aux autres discours. Ici, le terme « discours » ne se réfère pas seulement aux mots et aux idées, mais plutôt à tous les systèmes de pratiques significatives qui forment les identités des sujets et des objets à travers la construction d'antagonismes et les contours des oppositions politiques. Dans son développement conceptuel, la théorie du discours a recouru à des outils analytiques et méthodologiques dans le but de saisir les aspects à la fois représentationnel et affectif de la construction de l'identité. Cette mobilisation de ressources théoriques interdisciplinaires est mise au service d'une refonte de la pensée du philosophe communiste italien Antonio Gramsci (1891-1937), dont la théorie de l'hégémonie connaît une véritable résurgence depuis l'effondrement du communisme et des valeurs qui étaient associées, et plus

---

<sup>497</sup> *Ibid*, p. 86.

<sup>498</sup> *Ibid*, p. 133.

<sup>499</sup> *Ibid*, p. 141.

<sup>500</sup> *Ibid*, p. 207.

encore depuis que les mutations du marché du travail ont affecté la pertinence du clivage possédants/travailleurs.

### *Le discours au service de l'hégémonie : l'influence capitale de Gramsci*

Antonio Gramsci a échaufaudé, notamment dans ses *Cahiers de prison*<sup>501</sup>, rédigés durant son incarcération par le régime fasciste entre 1929 et 1935, une théorie basée sur le concept d'« hégémonie », qui ajoute une dimension culturelle à l'antagonisme de classe, impliquant le consentement des classes exploitées au pouvoir en place. Si le consentement vient à manquer, les conditions sont réunies pour renverser le pouvoir en place<sup>502</sup>. Gramsci postule que les sociétés modernes étant l'objet d'une domination culturelle de la classe dirigeante, il faut agir au niveau des pratiques quotidiennes et des croyances collectives qui légitiment ce système de domination, entretenu notamment par le système éducatif et les médias de masse. Il promeut ainsi une « guerre de position », sorte de bataille culturelle contre les valeurs de la bourgeoisie présentées comme « normales » : les militants révolutionnaires doivent investir le système scolaire, les médias et les organisations de masse pour y propager les idées et la culture révolutionnaires, et concourir ainsi à la « conscientisation » des travailleurs. Pour Gramsci, la conquête du pouvoir passe donc par la prise de la direction morale et intellectuelle de la classe ouvrière, si nécessaire via des compromis ou alliances stratégiques avec un certain nombre de forces sociales pour créer un « bloc historique » cimenté par une volonté collective, sorte de synthèse supérieure<sup>503</sup>. De l'efficacité de cette « guerre de position » dépend l'issue de la « guerre de mouvement », à savoir l'insurrection contre le capitalisme avec le soutien du peuple<sup>504</sup>.

La pensée gramscienne a fait l'objet de multiples interprétations et réinterprétations à travers le temps. Il s'agit sans doute du penseur le plus consensuel à gauche, du moins celui auquel se réfèrent volontiers le plus grand nombre de leaders de la gauche radicale. Avec la montée en puissance des médias de masse dans l'encadrement de la vie politique dans les démocraties

---

<sup>501</sup> Antonio Gramsci, *Cahiers de prison, tome 1 : cahiers 1 à 5*, traduit de l'italien par Monique Aymard et Françoise Bouillot, Gallimard, Paris, 1996.

<sup>502</sup> Razmig Keucheyan, « Gramsci, une pensée devenue monde », *Le Monde diplomatique*, n° 700, juillet 2013, p. 3.

<sup>503</sup> Ernesto Laclau, Chantal Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialiste*, op.cit., p. 139.

<sup>504</sup> George Hoare, Nathan Sperber, *Introduction à Antonio Gramsci*, La Découverte, Paris, 2013, pp. 93-112.

représentatives contemporaines, il n'est guère surprenant de voir revenir au premier plan les développements de Gramsci sur la « guerre de position ». Le populisme en tant que stratégie discursive pour la conquête de l'hégémonie est ainsi conçu, du point de vue de ses promoteurs, comme un moyen de conduire cette « guerre de position ». Le processus par lequel le discours populiste est articulé implique l'établissement de liens entre une série de demandes initialement insatisfaites, hétérogènes, qui entrent dans des relations d'équivalence formant ainsi une identité collective autour du « peuple » et du leadership qui ambitionne de le représenter. L'hétérogénéité est transcendée par l'opposition à un adversaire commun (l'élite, l'oligarchie, la caste ou encore *l'establishment*).

On le voit, ces références à l'hégémonie, à la stratégie qui y est associée et au recours au populisme comme outil discursif au service de cette stratégie ne sont pas « genrés » politiquement. D'où la référence confuse à une multiplicité de mouvements sociaux et politiques, des partis socialistes « bolivariens » en Amérique latine<sup>505</sup> aux partis d'extrême-droite ethnicistes et xénophobes en Europe<sup>506</sup>. Car la déclinaison du discours populiste dépend intégralement de l'interprétation faite de la notion de peuple par les auteurs desdits discours. Dans un ouvrage remarquable consacré à la notion de peuple paru en 2018, Gérard Bras décrit l'identité du peuple comme reposant sur une « *inclusion exclusive : l'inclusion comme élément du peuple d'une fraction assignée à l'exclusion au nom de son homogénéité* »<sup>507</sup>. Rejetant l'amalgame avec le fascisme, l'auteur émet l'hypothèse que « *le 'populisme' est la réponse 'savante' que la 'démocratie représentative', à l'époque du néolibéralisme économique, oppose à sa mise en cause par des forces identitaires, nationalistes, pour qui l'ennemi c'est l'étranger, indifféremment le 'capitalisme financier mondial' et 'les immigrés' d'une part, et par celles qui résistent à la destruction des droits sociaux, des 'acquis sociaux', d'autre part, sans préjuger de la possibilité de rencontres entre ces deux forces hétérogènes* »<sup>508</sup>. Le populisme ne se suffit donc pas à lui-même pour caractériser un parti politique, et encore moins une famille de partis. De ce point de vue, nous faisons nôtre le postulat de Jacques Rancière, pour qui le populisme « *ne sert pas à caractériser une force politique*

---

<sup>505</sup> Christophe Aguiton, *La gauche du 21<sup>e</sup> siècle, op.cit.*, « Les gauches sud-américaines à l'épreuve du pouvoir », pp. 135-162.

<sup>506</sup> Partis simplement décrits comme constitutifs d'une « *droite populiste* » par Hans-Georg Betz dans *La droite populiste en Europe, extrême et démocrate ?*, Editions Autrement, Paris, 2004. Dans la préface de cet ouvrage, Pascal Perrineau préfère parler de « *populisme d'extrême-droite* ».

<sup>507</sup> Gérard Bras, *Les voies du peuple, éléments d'une histoire conceptuelle*, Editions Amsterdam, Paris, 2018, p. 242.

<sup>508</sup> *Ibid*, pp. 255-256.

définie [...] il tire son profit des amalgames qu'il permet entre des forces politiques qui vont de l'extrême-droite à la gauche radicale. Il ne désigne pas une idéologie ni même un style politique cohérent. Il sert simplement à dessiner l'image d'un certain peuple »<sup>509</sup>.

Car le populisme ne peut être compris qu'à travers la définition que ses promoteurs donnent du « peuple », qui n'est pas une donnée empirique, mais bien le résultat de la pratique discursive qui l'invoque<sup>510</sup>. La définition que l'on donne du peuple est en effet le résultat d'une construction politique, fondée sur une logique de conflit : toute identité est déterminée par des différences<sup>511</sup>. Les demandes populaires, unifiées dans leur diversité en un « système stable de signification », s'opposent à un « ennemi », en l'occurrence les autorités qui ne répondent pas à ces demandes, générant un antagonisme qui donne du sens aux forces antagoniques, qui se définissent l'une par rapport à l'autre<sup>512</sup>. En somme, pour Gérard Bras, « le peuple résulte de la construction politique d'un 'nous' en relation d'antagonisme avec un 'eux'. Il ne préjuge d'aucune orientation politique [...] il s'agit bien d'un opérateur d'unification (contingente) et de division : il ne peut unifier qu'en divisant, il ne peut réunir que de manière polémique »<sup>513</sup>.

Partant de là, le populisme, soit la revendication de l'incarnation des intérêts, attentes, demandes du « peuple » désigne une stratégie discursive qui peut être employée par n'importe quelle famille politique. Le populisme en tant que concept ne peut donc servir à désigner une idéologie, et encore moins une famille de partis structurée par des clivages. Contre cette conception « fourre-tout » du populisme, nous opposons une catégorisation du populisme, basée sur les conceptions différentes du peuple qui s'expriment dans les familles de partis. Le populisme, largement employé pour qualifier les partis d'extrême-droite, a pour cibles, lorsqu'il est effectivement employé comme stratégie discursive par l'extrême-droite, « l'Etat providence, le corporatisme et le système consensuel, et [...] le multiculturalisme, sans oublier certains problèmes nationaux tels que les structures clientélistes et les conflits interrégionaux »<sup>514</sup>. Nous ajouterons à cette liste non-exhaustive une certaine forme de conservatisme social

---

<sup>509</sup> Jacques Rancière, « L'introuvable populisme », in. Alain Badiou, Georges Didi-Huberman, Jacques Rancière, Judith Butler, Pierre Bourdieu, Sadri Khiari, *Qu'est ce qu'un peuple ?*, La fabrique éditions, Paris, 2013, p. 138.

<sup>510</sup> Gérard Bras, *op.cit.*, p. 251.

<sup>511</sup> *Ibid*, p. 261.

<sup>512</sup> *Ibid*, pp. 266-267.

<sup>513</sup> *Ibid*, p. 279.

<sup>514</sup> Hans-Georg Betz, *op.cit.*, p. 44.

s'opposant à la tolérance croissante de la société à l'égard de phénomènes vus comme subversifs, comme l'homosexualité ou l'égalité entre femmes et hommes, et bien entendu une hostilité virulente à l'égard de l'immigration ainsi que, dans la plupart des cas, un productivisme affirmé couplé à un scepticisme affiché à l'égard des questions relevant de l'écologie et de la protection de l'environnement.

La distinction est d'autant plus nécessaire que les effets de la « grande dépression » et la polarisation des partis et des électeurs sur la question des migrations révèlent clairement des logiques différentes dans l'élaboration des discours populistes : dans la logique de l'extrême-droite, l'élite contre laquelle le peuple est invité à se dresser est en outre accusée de prendre le parti de l'étranger, ou plutôt « des » étrangers, qui ne font pas partie du « peuple »<sup>515</sup>. Il s'agit là d'un élément de distinction fondamental, la gauche en général, de par son antiracisme, se refusant à toute interprétation ethniquement ou culturellement excluante du peuple. Si la gauche radicale peut éventuellement partager avec l'extrême-droite son rejet du « système consensuel », qui est de toutes manières un préalable à toute définition du populisme<sup>516</sup>, ces deux familles de partis s'opposent sur tous les autres sujets qui concourent à la construction des antagonismes qui servent leurs définitions respectives du peuple. Il existe donc, à tout le moins, un populisme d'extrême-droite et un populisme de gauche, qui défendent des conceptions radicalement différentes de ce qu'est le peuple. Comme nous l'avons vu, tout n'est pas qu'affaire de programmes : il faut que ce populisme de gauche puisse être détecté dans les discours des leaders des partis de la nouvelle gauche radicale.

### *L'émergence d'un populisme de gauche ?*

Comme nous l'avons vu au travers de l'étude comparée des manifestes électoraux de nos quatre cas, la nouvelle gauche radicale vise essentiellement l'acceptation du paradigme néolibéral comme fondement du système consensuel. Elle y oppose justement un besoin de renforcer l'Etat-providence. Sur les autres sujets, elle affirme son attachement au

---

<sup>515</sup> Manuela Latchoumaya, « Une crise, deux populisme », in. *Books*, n°85, septembre-octobre 2017.

<sup>516</sup> Chantal Mouffe, *L'illusion du consensus*, Editions Albin Michel, Paris, 2016, pp. 7-8 : « la mondialisation et l'universalisation de la démocratie libérale donnent tout lieu de croire en un future cosmopolitique qui apportera paix et prospérité et permettra de faire respecter les Droits de l'Homme partout dans le monde [...] une telle approche est fautive [...] au lieu de contribuer à 'démocratiser la démocratie', elle est la causes de nombreux problèmes auxquels sont actuellement confrontées les institutions démocratiques ».

multiculturalisme et à la libération des mœurs subversives, soutenant les revendications des immigrés, des homosexuels, des féministes contre une autorité étatique dénoncée comme trop conservatrice ou trop intolérante. Enfin la nouvelle gauche radicale décline de nombreuses propositions en matière de protection de l'environnement, l'insuffisance des réponses apportées dans ce domaine par les autorités en place étant critiquée comme la manifestation du caractère intrinsèquement productiviste du néolibéralisme.

Dans ce discours populiste de gauche, le « nous » désigne le peuple conçu comme l'écrasante majorité des citoyens qui doit travailler pour vivre de son travail dans des conditions dégradées sur lesquelles elle n'a aucune prise, et le « eux » renvoie à une « oligarchie », une « caste » qui contrôle les institutions et agit sous l'influence des puissances économiques qui concourent à l'accumulation de richesses entre les mains d'un nombre très restreint de personnes. Il s'agit plus d'évolutions au niveau du discours que la doctrine en tant que telle, puisque la logique consiste toujours à opposer une majorité exploitée à une minorité exploiteuse, dans la filiation de la pensée marxiste, concevant la société capitaliste comme étant régie par des rapports de domination. Les mots employés varient. En Espagne, Pablo Iglesias emploie à l'envie le terme de « caste », correspondant dans son argumentaire à « *une minorité de privilégiés qui rémunèrent certains services au moyen de mallettes, d'enveloppes [...] cette caste de privilégiés qui prend les décisions et qui mène en dépit de la crise un train de vie scandaleux n'est jamais affectée par les coupes budgétaires, contrairement à la majorité des citoyens [...] La brèche qui sépare les représentants des représentés se creuse chaque fois que la société découvre qu'un privilégié qui exige aux autres citoyens des sacrifices gagne de l'argent d'une façon illégale ou socialement illégitime* »<sup>517</sup>. Cette « caste » regroupe donc les personnes jouissant d'importants revenus, liées ou parties prenantes du gouvernement, approuvant ou mettant en œuvre des politiques d'austérité budgétaire sans en ressentir elle-même les effets, recourant fréquemment à la corruption.

Les dirigeants de Podemos sont sans conteste ceux qui ont poussé le plus loin l'usage du populisme comme stratégie discursive<sup>518</sup>. La référence est assumée et même théorisée par ces

---

<sup>517</sup> Pablo Iglesias, *La démocratie contre Wall Street*, op.cit., pp. 220-223.

<sup>518</sup> Pablo Castaño Tierno, Manuel Cervera-Marzal, Ariel Jerez, Héroïse Nez, Alfredo Ramos, Yves Sintomer, « Le populisme est-il l'alternative ? Mouvements sociaux et dynamiques partidaires », in. *Mouvements*, n°94, 2018, p. 109.

universitaires influencés par les travaux de la Laclau et Mouffe. Dans un ouvrage coécrit avec cette dernière, Iñigo Errejon affirme ainsi que « *le discours populiste est celui qui unifie des positions et secteurs sociaux très variés en une dichotomie du champ politique opposant les élites traditionnelles au 'peuple' [...] une construction par laquelle les secteurs populaires réclament la représentation d'un intérêt général tombé dans l'oubli ou qui a été trahi* »<sup>519</sup>. D'après lui, le populisme est un moyen de canaliser le mécontentement populaire : « *cette situation populiste ne se produit pas sur n'importe quel terrain, mais sur un terrain très marqué par la dislocation, la rupture des identités traditionnelles. Alors les gens sont fâchés, et voilà tout ; mais au fond, ils sont orphelins, démunis, sans références capables d'articuler leurs mécontentements* ». Cette insatisfaction concerne plusieurs secteurs de la société, auxquels Errejon s'adresse en ces termes : « *le différend le plus important n'est pas entre vous, c'est la division entre vous tous comme groupe, comme 'caste' disons-nous ici, et l'ensemble des citoyens normaux* »<sup>520</sup>.

On retrouve une rhétorique très proche dans les discours de Syriza à partir de 2011 : le parti se met alors à revendiquer être le porte voix de « *tous les réprimés et les exploités* », opposant aux représentants de « *l'establishment* », favorables à l'austérité et aux mémorandums de la troïka, « *le peuple* » ou « *les citoyens grecs* », affirmant que « *les forces du salariat, les centaines de milliers de chômeurs, l'armée de jeunes gens hautement qualifiés qui ne peuvent pas trouver de travail, [...] les petits et moyens agriculteurs, et les petites et moyennes entreprises forment un bloc social avec des intérêts fondamentalement différents de ceux des dominants* »<sup>521</sup>. Lors de la campagne électorale de janvier 2015, Alexis Tsipras synthétise cette rhétorique sous l'angle fiscal en affirmant que Syriza souhaite « *protéger les 99 % de la société qui ont été pillés par le Mémorandum, et retrouver les 1 % qui recourent systématiquement à l'évasion fiscale pour les faire payer* »<sup>522</sup>.

Il s'agit d'une évolution marquée par rapport aux discours tenus par Syriza jusqu'alors, qui préférait s'adresser à « *la jeunesse* » ou « *la société* », par exemple, plutôt qu'au « *peuple* », sous l'influence des mouvements sociaux auxquels s'était fortement associé Syriza avant l'irruption de la crise. Les discours d'Alexis Tsipras portent la marque de cette évolution : un discours prononcé pendant la campagne des élections législatives de 2009 ne comporte que

---

<sup>519</sup> Chantal Mouffe, Iñigo Errejon, *op.cit.*, pp. 152-153.

<sup>520</sup> *Ibid.*, p. 158.

<sup>521</sup> Donatella della Porta, Joseba Fernandez, Hara Kouki, Lorenzo Mosco, *op.cit.*, p. 107.

<sup>522</sup> *Ibid.*, p. 108.



cinq références au peuple. Ce nombre passe à 51 lors de la campagne pour le scrutin de juin 2012<sup>523</sup>. Tsipras va jusqu'à confondre volontairement vote Syriza et expression de la volonté populaire dans une rhétorique presque mystique : « *notre peuple, par son vote pour Syriza, va ouvrir la voie à un grand changement dans notre Histoire [...] Dimanche, il ne sera pas question d'une simple confrontation entre Syriza et l'establishment politique du Mémorandum [...] il s'agit d'une rencontre en le peuple et sa vie, [...] son destin [...] entre la Grèce de l'oligarchie et la Grèce de la démocratie [...] le peuple va s'unir avec Syriza* »<sup>524</sup>. Le « eux » (l'oligarchie) versus le « nous » (le peuple) est même à l'affiche du principal slogan du parti lors de la campagne des législatives de mai 2012 : « *ils décident sans nous, nous allons aller de l'avant sans eux* ». La stratégie discursive de Syriza, influencée par la crise, l'austérité et le rejet qu'elles inspirent, prend donc un virage éminemment populiste et s'apparente à celle que Podemos emploiera deux ans plus tard.

Mais il ne faut en effet pas perdre de vue que le populisme de gauche reste une stratégie discursive et non pas un nouveau graal qu'il est de bon ton d'exhiber en public. Le concept est difficile à assumer car un revêt encore pour beaucoup une connotation péjorative. Errejon résume assez bien la situation : « *allez donc l'expliquer [le populisme de gauche] sur un plateau de télévision, en trois minutes, avec sept personnes qui te crient dessus. C'est impossible. Disons, alors, que c'est un concept valide pour une analyse réalisée 'au calme', l'analyse intellectuelle, mais pas vraiment pour la confrontation politique immédiate avec les médias [...] dans le langage médiatique, c'est devenu synonyme de mensonge et de démagogie. Qui voudrait s'affubler d'une étiquette pareille ?* ».

Pour ses promoteurs, la revendication du populisme de gauche compte moins que l'arsenal discursif qu'il permet d'employer. Car ce discours se déploie sous l'angle de mots nouveaux, ou à tout le moins délaissés par le discours traditionnel de la gauche radicale, voire de la gauche tout court. Pour Errejon, le discours de Podemos fonctionne car il se propose de «

---

<sup>523</sup> Yannis Stavrakakis, Giorgos Katsambekis, « Left-wing populism in the European periphery: the case of SYRIZA », in *Journal of Political Ideologies*, 19:2, 2014, p. 127, <<http://dx.doi.org/10.1080/13569317.2014.909266>>

<sup>524</sup> Alexis Tsipras, discours prononcé à Athènes pendant la campagne électorale des élections législatives au parc Omonia, le 14 juin 2012, <<http://www.syn.gr/gr/keimeno.php?id=27375>>

*prendre d'assaut des significatifs flottants ou partiellement vides tels que démocratie, justice, pays, patrie ou décence, lesquels jusqu'à présent étaient dans les mains des puissants »*<sup>525</sup>.

La notion même de démocratie a d'ailleurs été une des principales clés du développement du discours de Podemos. En 2016, Iglesias déclare lors d'une réunion publique que le parti doit « bâtir des majorités sociales autour d'un axe de base : la démocratie ». La dimension conflictuelle attribuée au concept de démocratie se fonde sur l'ampleur de la mobilisation et les revendications du mouvement des « indignés », qui critiquent le régime institué par la constitution de 1978 : d'après Podemos, l'Espagne traverse une crise de la démocratie, et la démocratie elle-même devient donc un sujet de débat. Le parti, se situant du côté des « démocrates », décrit une Espagne « volée et kidnappée par l'oligarchie » et des responsables politiques dépendants des « pouvoirs économiques »<sup>526</sup>. On retrouve l'antagonisme entre démocratie – « ceux qui sont des démocrates et défendent les droits sociaux » – et l'oligarchie – « les élites du pays et le pouvoir des marchés financiers » – Iglesias décrivant la démocratie comme « un mouvement d'expropriation, dont le but est de prendre le pouvoir à une minorité privilégiée pour le partager avec la majorité »<sup>527</sup>. De cet antagonisme découle un rejet du régime politique institué, et la revendication d'un processus constituant, permettant la rédaction d'une nouvelle constitution instaurant un nouveau régime.

La caractérisation populiste des discours des dirigeants de Die Linke est moins évidente que dans le cas de Syriza et Podemos. Le PDS, en son temps, adoptait un discours populiste de type régionaliste, revendiquant la représentation des citoyens Est-allemands « ordinaires » contre une élite « colonisatrice » basée à Bonn<sup>528</sup>. Toutefois, depuis la dissolution du PDS dans Die Linke, parti à dimension fédérale, cette stratégie discursive n'est plus employée. Le parti a été fréquemment taxé de populisme, mais cela fait plus référence à la faconde, voire, parfois, à l'outrance de ses dirigeants les plus emblématiques – Oskar Lafontaine et Gregor Gysi – qu'à

---

<sup>525</sup> Iñigo Errejón, « Du style Tuerka à la campagne de Podemos », in. Ana Dominguez, Luis Giménez (dir), *op.cit.*, p. 67.

<sup>526</sup> Donatella della Porta, Joseba Fernandez, Hara Kouki, Lorenzo Mosco, *op.cit.*, p. 118.

<sup>527</sup> « La democracia no es sino un movimiento expropiatorio que consiste en quitar el poder a la minoría privilegiada y en repartirlo. Eso es Gamonal y las movilizaciones de las Mareas », Pepe Mejía-*Tercera Información*, 10 février 2014, <<http://www.tercerainformacion.es/antigua/spip.php?article63920>>

<sup>528</sup> Frank Decker, Florian Hartleb, « Populism on Difficult Terrain: The Right- and Left-Wing Challenger Parties in the Federal Republic of Germany », *German Politics*, Volume 16, 2007 - Issue 4, pp. 434-454.

un type de discours<sup>529</sup>. Il semble toutefois y avoir des différences d'approches, qui ne sont pas sans lien avec les dissensions internes propres à Die Linke. Depuis son départ de la coprésidence du parti en 2010, Oskar Lafontaine se montre critique à l'égard de ses orientations. Jugeant le parti trop modéré, il prône un virage radical dans une logique populiste : « *representative democracies are not democracies in the actual sense of the term [...] Die Linke has in this sense only a reason to exist if it becomes — or remains — an anti-systemic party, and is perceived as one. Being anti-systemic means consistently advocating a society in which social life is reorganized, where the fruits of labor go to those who have earned them [...] Because where there are billionaires, there is no democracy. No person can earn a billion. A billionaire contradicts the basic Enlightenment idea that wealth is the result of labor* »<sup>530</sup>. On retrouve ici, sous des termes plus traditionnels, un antagonisme entre les citoyens ordinaires qui vivent de leur travail et les riches, symptômes d'une mauvaise organisation de la vie sociale qui nuit à la démocratie.

Au-delà des frontières des cas étudiés, un cas nous semble rejoindre de façon particulièrement criante le phénomène de conversion de la gauche radicale au populisme de gauche : celui de la France. En novembre 2008, lors du meeting de lancement du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, alors fraîchement démissionnaire du Parti socialiste, lance devant les quelques 3,000 personnes présentes « *nous, les membres du Parti de gauche, sommes tous des Oskar Lafontaine, des Hugo Chavez, des Evo Morales Ayma, des socialistes, des communistes, des écologistes, des trotskistes et même des libertaires à notre manière ! Nous sommes tout cela et nous sommes passionnément républicains ! Bref, nous sommes de gauche, en général et en particulier [...] Pour rassembler une nouvelle majorité dans notre pays, il faut changer de majorité à gauche et le proposer de manière responsable et crédible. Le suffrage universel doit désigner ceux qui marchent en tête de la gauche !* »<sup>531</sup>. L'idée exprimée ici est de fédérer les différentes sensibilités de la gauche critique – à défaut d'être radicale en tous cas – pour ensuite déborder le PS sur sa gauche lors des élections, et le contraindre à une alliance gouvernementale de la gauche dans laquelle il occuperait le rôle de *junior partner*. En 2014, alors que Mélenchon lance son Mouvement pour la 6<sup>ème</sup> République, sorte de test non-électoral de ce que sera ensuite La France insoumise, tout

---

<sup>529</sup> Luke March, *Radical left parties in Europe*, op.cit., p. 126.

<sup>530</sup> Oskar Lafontaine, « A better Europe is possible », op.cit.

<sup>531</sup> « Discours prononcé au meeting de lancement du Parti de Gauche », article publié le 29 novembre 2008 sur le blog de Jean-Luc Mélenchon, <<http://www.jean-luc-melenchon.fr/2008/11/29/discours-au-meeting-de-lancement-du-parti-de-gauche>>

a changé dans son propos, sous l'influence revendiquée de l'expérience Podemos : « *Comment agir quand les symboles de la gauche sont devenus aussi confus ? Quel est le déclencheur, l'acteur de l'Histoire ? [...] c'est le peuple qu'il faut fédérer et cela n'est pas souvent compatible avec le rassemblement de la gauche traditionnelle [...] la représentation actuelle du clivage gauchedroite est obsolète [...] ce qu'il donne à voir est mort. Il faut revenir à l'énergie initiale qui constitua le peuple* »<sup>532</sup>. Lors de la campagne électorale de l'élection présidentielle de 2017, à l'issue duquel le candidat Mélenchon a réalisé une percée à près de 20 % des suffrages exprimés, il utilise abondamment le terme « *les gens* » pour s'adresser à ses auditoires, appréciant son caractère englobant<sup>533</sup>. Il y oppose « *les nantis, les puissants, les importants, la caste dorée de parasites incapables, inutiles* »<sup>534</sup>. Une stratégie discursive éminemment populiste, donc, qui tourne ostensiblement le dos aux us et coutumes traditionnels de la gauche, et qui intervient dans un contexte de recompositions intenses de la gauche radicale, dont Jean-Luc Mélenchon est le principal artisan depuis sa sortie du PS.

Nous le voyons, l'évolution des partis de la gauche radicale européenne vers une stratégie discursive populiste est récente. Il est aisé d'y voir la marque de l'impact de la crise économique, et ce tout particulièrement dans les pays du sud, car cette crise est allée de pair avec une austérité budgétaire avalisée aussi bien par la droite gouvernementale que par la social-démocratie, soit par les clubs nationaux de partis de gouvernement dans leurs intégralités. Le cas allemand est plus singulier, et dans ce cas précis c'est l'adhésion de principe des partis de gouvernement au paradigme néolibéral, la montée des inégalités sociales et l'association récurrente du SPD à la droite au sein de gouvernement de grande coalition qui fonde un discours populiste diversement mis en pratique par les leaders de Die Linke.

Podemos et Syriza sont les partis qui proposent ou ont proposé les stratégies discursives populistes de gauche les plus prononcées, avec un antagonisme explicite entre « nous, le peuple » et « eux, la caste, l'oligarchie ». Mais l'accroissement du recours à cette stratégie est général, dénotant un phénomène de convergence. L'influence de Gramsci et de sa théorie de

---

<sup>532</sup> « Il faut fédérer le peuple » - Interview dans *Regards* retranscrite sur le blog de Jean-Luc Mélenchon, <<https://melenchon.fr/2014/11/14/il-faut-federer-le-peuple-interview-regards>>

<sup>533</sup> « Mélenchon : adieu 'camarades', bonjour 'les gens' ! », Éric Hacquemard pour *Paris Match*, 4 avril 2017, <<http://www.parismatch.com/Actu/Politique/Melenchon-adieu-camarades-bonjour-les-gens-1226144>>

<sup>534</sup> « Le 'c'est moi ou la guerre' de Mélenchon à Marseille », Pauline Graulle pour *Politis*, 9 avril 2017, <<https://www.politis.fr/articles/2017/04/le-cest-moi-ou-la-guerre-de-melenchon-a-marseille-36663/>>

l'hégémonie et la popularité croissante des réflexions d'Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, chantres du populisme en tant que stratégie discursive, n'y sont pas étrangers. Remarquons enfin que les forces ayant connu le plus de succès dans les urnes sont celles ayant recouru de manière assumée et organisée au populisme de gauche, qu'il s'agisse de Podemos et de Syriza ou, en dehors de notre terrain d'investigation, de la France insoumise.

\* \* \*

Les quatre cas comparés dans la thèse nous amènent à plusieurs conclusions préliminaires. En Allemagne, en Espagne, en Grèce et au Portugal, la gauche radicale s'est recomposée, s'est transformée. Il est intéressant de constater qu'à chaque fois, une force politique nouvelle parvient à émerger et à s'enraciner en dépit de conditions difficiles : poids de l'héritage de l'ancienne RDA en Allemagne, quasi-bipartisme jusqu'alors inébranlable en Espagne, concurrence d'un Parti communiste particulièrement solide au Portugal ou encore mode de scrutin avantageant les grands partis en Grèce.

Il y a tout d'abord recomposition de la gauche radicale, et même recomposition de la gauche tout court. Au Portugal et en Grèce, l'irruption du Bloc de gauche et de Synaspismos - en tant que parti politique - a créé des compétiteurs affectant aussi bien communistes que socialistes. En Allemagne, l'enracinement de Die Linke à des niveaux électoraux significatifs a fait voler en éclat le quadrille bipolaire - SPD/Verts contre CDU/FDP - qui prévalait jusqu'alors, contraignant le SPD à une coalition par défaut avec la droite. En Espagne, enfin, le surgissement de Podemos, qui obtient des résultats très élevés dès sa première participation à des élections législatives, a marginalisé la Gauche Unie, composante traditionnelle de la gauche radicale, et à affaiblit un Parti socialiste qui ne peut désormais plus envisager son avenir à la tête d'un gouvernement sans nouer d'alliances.

Là où la compétition a l'intérieur de la gauche radicale a persisté, en Espagne, en Grèce et au Portugal, les forces de la nouvelle gauche radicale ont fait la démonstration qu'elles étaient plus capables que leurs concurrents communistes de dépasser l'étiage traditionnel de la

gauche de la gauche. Avec des résultats divers : si Podemos en Espagne et Syriza en Grèce ont su marginaliser la concurrence, elle reste vive au Portugal.

D'un point de vue arithmétique, ces recompositions sont donc autant de succès, d'intensité variable. Il est frappant de voir à quel point les crises, en particulier économique et politique, ont créé un climat favorable à la montée en puissance de cette nouvelle gauche radicale, au point que l'une d'entre elle, Syriza, soit devenue un parti de gouvernement en 2015, chose qui semblait encore unimaginable à peine six ans auparavant.

Mais ces recompositions se sont aussi accompagnées de transformations. Le modèle du parti postcommuniste reconverti ou « réformé » semble avoir vécu. Les partis-successeurs d'anciens partis communistes, qu'il s'agisse de Die Linke, de Syriza ou du Bloc de gauche, se sont emparés d'idées, de méthodes d'organisation et de discours qui témoignent de leur capacité à s'adapter à des environnements en changement. De par sa plasticité, la nouvelle gauche radicale semble plus capable de faire face aux bouleversements introduits par la Grande dépression que des partis sociaux-démocrates confrontés à une nouvelle crise majeure<sup>535</sup>. La modestie des résultats de la plupart de ses composantes dans les urnes nous amène à modérer ce constat. Toutefois l'inscription de la nouvelle gauche radicale dans de possibles nouveaux clivages opposant « gagnants » et « perdants » de la mondialisation illustre son potentiel, y compris à l'aune d'une crise migratoire de grande ampleur à l'aune de laquelle les « pour » et les « contre » s'affirment<sup>536</sup>.

En dépit de leurs différences au niveau des structures et des contraintes nationales qui influent leur développement, les quatre partis étudiés dans la thèse partagent un logiciel idéologique commun. Ils forment donc bien une famille partisane, avec des origines communes - le communisme au sens large - et des évolutions convergentes au niveau du projet politique. Toute famille partisane voit son identité évoluer par rapport au contexte de sa naissance, en raison de l'apparition de nouveaux clivages ou de l'évolution de l'alignement des alternatives partisans sur les clivages traditionnels. La nouvelle gauche radicale partage plusieurs traits idéologiques fondamentaux : hostilité au paradigme néolibéral, dénonciation des politiques

---

<sup>535</sup> Fabien Escalona, *La reconversion partisane de la social-démocratie*, *op.cit.*, p. 542.

<sup>536</sup> Francis MacGowan, Daniel Keith, « The radical left and immigration: resilient or acquiescent in the face of the radical right? », in. Luke March, Daniel Keith (eds), *op.cit.*, pp. 89-111.

d'austérité budgétaires, écologisme radical, posture critique à l'égard d'une construction européenne dénoncée comme étant trop peu sociale et trop peu démocratique.

Mais si le projet et les discours sont une chose, leur efficacité quant à l'objectif d'attirer un maximum d'électeurs en est une autre. La nouvelle gauche radicale élabore une stratégie pour conquérir les électeurs, comme tout bon entrepreneur politique qui se respecte : l'offre doit correspondre à une demande. Les quatre partis étudiés s'adressent prioritairement aux perdants de la mondialisation économiques, et à ceux qui subissent directement les effets de l'austérité et des coupes budgétaires. Ces cibles sont-elles atteintes ? C'est à cette question que nous nous attacherons à répondre dans la troisième partie de cette thèse.

## Partie III – Analyses électorales

La thèse repose sur une question de recherche centrale : les transformations partisans de la gauche radicale européenne lui permettent-elles de toucher de nouveaux électeurs ? Comme nous l'avons vu au travers des études de cas, les quatre partis considérés ont connu des poussées électorales. C'est cet élargissement de la coalition électorale des partis qui va ici concentrer notre intérêt.

Dans un premier temps, nous étudierons la **géographie électorale** des partis, en comparant leurs zones de force et leurs zones de faiblesse, ainsi que l'évolution de la structure de leur vote, c'est-à-dire l'évolution de la distribution du vote sur le territoire national. Des questions spécifiques peuvent se poser d'un cas à l'autre et faire l'objet d'une attention particulière, concernant par exemple la répartition Est/Ouest des suffrages exprimés en faveur de Die Linke en Allemagne, ou le phénomène de « remplacement » des socialistes par Syriza en Grèce.

Dans un second temps, nous étudierons la **sociologie des électeurs** des partis, afin de tenter de mettre en évidence un certain nombre de convergences entre les cas : leurs électeurs sont-ils plutôt jeunes ou âgés ? Plutôt ruraux ou plutôt urbain ? Plutôt fortement éduqués ou peu ? C'est à ces questions et à bien d'autres que nous tenterons de répondre. Chaque pays disposant de ses propres ressources en la matière, les enquêtes sur lesquelles se fondent nos travaux, et donc les enseignements que nous pouvons en tirer, peuvent varier assez fortement d'un point de vue qualitatif.

Enfin dans un troisième temps nous nous attacherons, lorsque cela est possible<sup>537</sup>, à travailler sur les **transferts d'électeurs**, c'est-à-dire l'évolution du comportement des électeurs d'une élection à une autre, que ce soit au bénéfice ou au détriment du cas considéré. Ici la compétition avec les autres partis de gauche et la social-démocratie en particulier feront bien entendu l'objet d'une attention toute particulière, les cas considérés étant en compétition non seulement

---

<sup>537</sup> Cela ne l'est que dans une mesure très limitée avec le cas portugais



à l'échelle de l'ensemble du système partisan, mais aussi à l'intérieur du spectre politique et électoral de la gauche de l'échiquier politique.

Dans la mesure où notre travail s'inscrit sur un temps court, il est impossible de mettre en évidence l'existence de grandes tendances. Ici c'est plutôt les acteurs des bouleversements qui nous intéresse. Nous l'avons vu, chacun des quatre partis étudiés, lors de son apparition puis de sa structuration et de son enracinement, à provoquer des changements dans l'organisation des systèmes partisans. Les électeurs sont évidemment les acteurs principaux de ces changements brutaux, il est donc intéressant de savoir qui est venu gonfler les rangs de la gauche radicale et de tenter d'expliquer pourquoi.

## Chapitre 1 – Les électeurs de Die Linke

Parmi les quatre cas étudiés dans la thèse, Die Linke est sans doute le plus atypique. Lors de sa première participation aux élections fédérales, en 2005, il n'aborde le scrutin qu'en tant que coalition de deux partis, le Parti du socialisme démocratique (PDS), successeur du SED, le parti d'Etat de l'ancien régime de la RDA, et l'Alternative travail et justice sociale (WASG), fondée par des syndicalistes et des dissidents sociaux-démocrates déçus par la politique conduite par le chancelier Gerhard Schröder.

L'enjeu principal était bien entendu l'élargissement de la coalition électorale pour les deux partis mais surtout pour le PDS, dont les résultats étaient encore élevés en ex-RDA mais beaucoup plus faibles dans les Länder de l'Ouest. La démographie allemande évoluant en défaveur des régions orientales, le PDS s'est retrouvé marginalisé à l'issue des élections fédérales de 2002, échouant à atteindre le seuil d'éligibilité de 5 % et sauvant seulement deux député élus au scrutin majoritaire dans des circonscriptions de l'ancien Berlin-Est. En changeant de stratégie électorale, le PDS jouait sa survie. Nous verrons dans ce chapitre comme cet objectif a été atteint et même dépassé.

# 1. Analyse géographique du vote Die Linke

## 1.1 – Evolution comparée dans les zones de force et les zones de faiblesse

### *Les élections fédérales en Allemagne*

Les 598 sièges du Bundestag, chambre basse du Parlement allemand, sont élus via un mode de scrutin mixte à finalité proportionnelle. La moitié est élue au scrutin majoritaire uninominal à un tour. La seconde moitié est élue à la représentation proportionnelle. L'électeurs dispose de deux voix : une pour désigner un candidat au scrutin majoritaire, et une pour désigner une liste de parti au scrutin proportionnel. La seconde voix est la plus importante dans la mesure où les résultats du scrutin majoritaire sont pris en compte pour la répartition des sièges à la proportionnelle : la part proportionnelle est corrective, elle permet d'assurer une composition finale du Bundestag aussi proche que possible du vote des électeurs. Les effets de la proportionnelle « annulent » donc les résultats du scrutin majoritaire, moyennant une subtilité : si un parti obtient au scrutin majoritaire plus de sièges qu'il n'aurait dû en obtenir en vertu de ses résultats, on ajoute des mandats supplémentaires. Cette disposition, lorsqu'il est nécessaire de la mettre en œuvre, ne concerne toutefois qu'un nombre résiduel de députés. En outre, il est nécessaire d'obtenir au moins 5 % des deuxièmes voix exprimées au niveau fédéral ou, à défaut, trois « mandats directs » (au scrutin majoritaire) pour être éligible à la répartition des sièges à la représentation proportionnelle.

L'alliance PDS-WASG n'a jamais été équilibrée électoralement parlant. Fondée en 2004, la WASG ne s'est jamais présentée à des élections fédérales avant de s'investir dans Die Linke. En revanche le PDS a participé à tous les scrutins organisés après la réunification de l'Allemagne. Les résultats montrent à quel point son implantation était circonscrite à l'ancienne RDA (tableau 29). L'objectif majeur pour les listes Die Linke qui se présentaient pour la première fois aux élections fédérales de 2005 était de parvenir à dépasser cet étiage.

*Tableau 29 - Résultats du Parti du socialisme démocratique aux élections fédérales allemandes (1990 – 2002)*

	1990	1994	1998	2002
<b>RESULTAT ANCIENS LÄNDER</b>	0,3 %	1,0 %	1,2 %	1,1 %
<b>RESULTAT NOUVEAUX LÄNDER</b>	11,1 %	19,8 %	21,6 %	16,9 %
<b>RESULTAT FEDERAL</b>	2,4 %	4,4 %	5,1 %	4,0 %

Les résultats des élections fédérales de 2005 permettent de valider la stratégie du PDS et de ses alliés fédérés à l'intérieur de Die Linke. Le tableau 30 met en évidence une géographie électorale qui reste proche de celle de l'ancien PDS : ce qui n'était alors encore qu'une alliance électorale obtient un résultat de 25,3 % des suffrages exprimés en ex-RDA, faisant jeu égal avec l'Union chrétienne-démocrate (CDU), et de 4,9 % dans les länder de l'Ouest. Ce résultat à l'Ouest est modeste mais reste sans commune mesure avec les performances électorales passées du PDS dans cette partie du pays, et est même le meilleur de l'après-guerre pour un parti de la gauche radicale. Surtout, les Länder de l'Ouest étant plus peuplés que ceux d'ex-RDA, et leurs électeurs s'abstenant moins, les résultats bruts font apparaître que cet afflux de nouveaux électeurs dans les Länder occidentaux pèse lourd dans le résultat global du parti : 2.243.797 voix sont obtenues en ex-RDA contre 1.874.397 à l'Ouest. De ce point de vue, la fusion a donc été efficace. Dans les détails, les résultats font apparaître de bonnes performances de Die Linke dans certains pôles urbains de l'ouest de l'Allemagne, avec notamment 8,4 % dans la Brême et 6,3 % dans le land de Hambourg, très ancrés à gauche, et jusqu'à 18,5 % dans la Sarre, dont Oskar Lafontaine a été ministre-président de 1985 à 1998. A l'Est, dans les « nouveaux länder », les résultats dépassent toujours largement la barre des 20 % des suffrages exprimés, sauf à Berlin où Die Linke obtient 16,5 %, avec des résultats très différents entre l'ancien Berlin-Ouest (7,2 %) et l'ancien Berlin-Est (29,5 %). L'enquête conduite le jour du vote par l'institut Infratest Dimap indique que 60 % des électeurs de Die Linke citent la « justice sociale » comme leur principale motivation de vote. Le discours très critique porté par ses candidats de dénonciation des réformes du marché du travail et de l'assurance chômage conduites par le gouvernement social-démocrate sortant semble donc avoir été efficace auprès des électeurs les plus sensibles à la question de la hausse des inégalités que ces réformes induiraient.

Les élections fédérales de 2009 verront ces tendances s'accroître. Avec 11,9 % des suffrages exprimés, Die Linke supplante les écologistes au niveau fédéral. Les résultats sont en nette

hausse dans l'Ouest du pays : Die Linke y obtient 8,3 % des suffrages exprimés, largement au-dessus du seuil fatidique des 5 %. Contrairement à 2005, le parti rassemble beaucoup plus de suffrages dans les Länder de l'Ouest qu'en ex-RDA, 2.974.801 (+1,1 million) contre 2.181.132. A l'Est, le fort déclin de la participation aidant, le parti perd 62.665 voix mais progresse en nombre de suffrages exprimés, atteignant un nouveau record de 28,5 %, largement devant le SPD et moins de deux points derrière la CDU. On retrouve d'excellents résultats dans les zones de forces occidentales de 2005 : 21,2 % dans la Sarre, 14,3 % dans la Brême et 11,2 % à Hambourg. Mais on relève aussi une bonne performance dans la rurale et viticole Rhénanie-Palatinat, avec 9,4 % des suffrages exprimés. Dans les autres Länder de l'Ouest, les résultats sont plus souvent proches de la moyenne fédérale, toujours au-dessus du seuil d'éligibilité, avec un minimum de 6,5 % enregistré dans la très conservatrice Bavière. En ex-RDA, les résultats vont de 20,2 % à Berlin à 32,4 % en Saxe-Anhalt, où Die Linke arrive en tête, tout comme dans le Brandebourg. Cette capacité à réaliser de bons résultats aussi bien dans de grands centres urbains que dans des territoires ruraux appauvris traduit une capacité de Die Linke à toucher un électorat composite.

Le scrutin de 2013 est un retour à l'étiage de 2005 : 8,6 % des suffrages exprimés. Un résultat semblable à celui de 2005. Mais des évolutions sont à signaler. Cette fois-ci, le seuil des 5 % est franchi dans les länder de l'Ouest, avec 5,6 % des deuxièmes voix exprimées. Dans le même temps, on note un recul en ex-RDA, avec un résultat de 22,7 %, en repli de 2,5 points par rapport à 2005. En résultats brut, on recense 2.002.914 voix dans les länder de l'Ouest et 1.752.785 en ex-RDA. Comme en 2009 et contrairement à 2005, Die Linke obtient plus de voix à l'Ouest qu'à l'Est. Dans le détail, d'autres évolutions dans la géographie électorale de Die Linke peuvent être relevées, avec notamment 6,1 % en Rhénanie-Du-Nord-Westphalie, Land allemand le plus peuplé et doté du plus fort poids économique, soit un point de plus qu'en 2005, et la barre des 10 % est franchie dans les Land de Brême et de Sarre, et ce en dépit du départ d'Oskar Lafontaine, ancien ministre-président sarrois. On ne compte que deux Länder dans lesquels le parti obtient des résultats inférieurs à 5 %, la Bavière et le Bade-Wurtemberg, qui sont aussi ceux où les chrétiens-démocrates de la CDU/CSU obtiennent leurs meilleurs résultats. La géographie électorale n'évolue pas en ex-RDA bien que le reflux par rapport à 2009 y soit général. On relève une plus grande solidité à Berlin, où, avec 18,5 % des suffrages

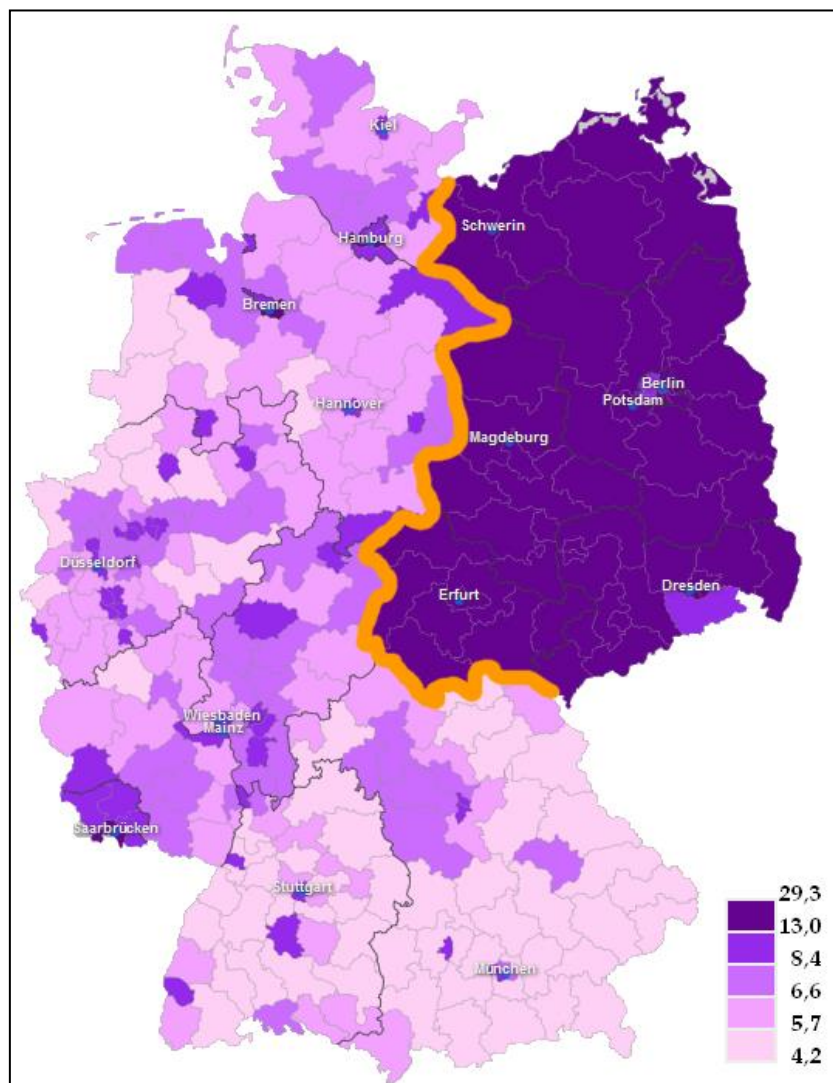
exprimés, le parti ne perd que 1,7 points par rapport à 2009. Mais ce résultat ne contredit pas la tendance au déclin dans le périmètre de l'ex-RDA : si des gains en voix peuvent être observés dans l'ancien Berlin-Ouest, plus de 8.500 électeurs manquent à l'appel en 2013 par rapport à 2005 sur l'ancien Berlin-Est. Ces évolutions traduisent un début de changement de composition de l'électorat de Die Linke.

Si le résultat de 2013 consacre l'échec à capitaliser sur la percée de 2009, il montre que Die Linke parvient à s'enraciner dans des territoires dans lesquels l'ancien PDS était marginal, et surtout conquiert assez de nouveaux électeurs à l'Ouest pour limiter son érosion en ex-RDA. A titre d'exemple, la perte de 100.000 voix entre 2005 et 2013 dans un nouveau Land<sup>538</sup> comme le Brandebourg est en partie compensée par le gain de 53.000 voix dans un ancien Land comme la Rhénanie-Du-Nord-Westphalie. Ces chiffres ne doivent toutefois pas occulter le fait que si le résultat global de Die Linke, la progression de l'abstention aidant, se maintient en 2013 par rapport à 2005 en pourcentage des suffrages exprimés, les pertes en absolu se chiffrent à hauteur de 360.000 voix. En 2013, les progressions dans les Länder de l'Ouest demeurent donc encore trop limitées pour compenser une tendance au déclin en ex-RDA.

---

<sup>538</sup> On parle d'anciens länder pour les länder constitués avant la réunification, et de nouveaux länder pour ceux constitués dans le périmètre de l'ancienne RDA après la réunification.

Figure 6 - Carte des résultats de Die Linke par circonscription législative en 2017. L'ancienne frontière entre RFA et RDA est indiquée trait gras (source : travail personnel à partir des données de wahlatlas.net)



Le résultat des élections fédérales de 2017 permettra toutefois de dresser un autre constat. Avec près de 4,3 millions de deuxièmes voix soit 9,2 % des suffrages exprimés, Die Linke obtient le second meilleur résultat fédéral de son histoire. Si la géographie électorale du parti reste encore fortement marquée par une division Est/Ouest (figure 6), elle connaît des évolutions significatives, alimentant un véritable phénomène de « désorientation » progressive. Fortement concurrencé par le parti d'extrême-droite AfD (Alternative pour l'Allemagne), Die Linke connaît d'importants reculs dans tout l'espace géographique de l'ex-RDA. A l'inverse, le parti progresse de façon globale, parfois sensiblement, dans les Länder de l'Ouest ainsi qu'à Berlin. La capitale devient d'ailleurs le Land dans lequel Die Linke obtient son meilleur résultat, grâce à une progression continue dans les quartiers de l'ex Berlin-Ouest qui compense

largement un recul modeste dans le périmètre de l'ex Berlin-Est. A Berlin, Hambourg et en Bavière, le parti obtient un nombre de deuxièmes voix plus important que lors de tous les scrutins précédents, et en obtient pratiquement autant qu'en 2009 en Hesse, et ce malgré un résultat au niveau fédéral inférieur de 2,7 points. En 2017, les électeurs résidant en ex-RDA ne représentent plus que 34 % de l'électorat de Die Linke. C'était 54 % en 2005, 42 % en 2009 et 47 % en 2013.

**Tableau 30 - Résultats de Die Linke aux élections fédérales (deuxièmes voix) de 2005 à 2017\***

	2005		2009		2013		2017	
SCHLESWIG-HOLSTEIN	78.755	4,6 %	127.203	7,9 %	84.177	5,6 %	124.678	7,3 %
HAMBOURG	59.463	6,3 %	99.096	11,2 %	78.296	8,8 %	119.076	12,2 %
BASSE-SAXE	205.200	4,3 %	380.373	8,6 %	223.935	5,0 %	322.979	7,0 %
BREME	30.570	8,4 %	48.369	14,3 %	33.284	10,1 %	44.629	13,4 %
RHENANIE-DU-NORD-W.	529.967	5,2 %	789.814	8,4 %	582.925	6,1 %	736.904	7,5 %
HESSE	178.913	5,3 %	271.455	8,5 %	188.654	6,0 %	271.158	8,1 %
RHENANIE-PALATINAT	132.154	5,6 %	205.180	9,4 %	120.338	5,4 %	160.912	6,8 %
BADE-WURTEMBERG	219.105	3,8 %	389.637	7,2 %	272.456	4,8 %	380.727	6,4 %
BAVIERE	244.701	3,4 %	429.371	6,5 %	248.920	3,8 %	450.803	6,1 %
SARRE	117.089	18,5 %	123.880	21,2 %	56.045	10,0 %	75.448	12,9 %
BERLIN	303.630	16,4 %	348.661	20,2 %	330.507	18,5 %	351.170	18,8 %
EX BERLIN-OUEST	78.480	7,2 %	110.423	10,8 %	113.884	10,8 %	140.366	13,1 %
EX BERLIN-EST	225.150	29,5 %	238.238	33,8 %	216.623	29,5 %	210.593	26,4 %
MECKLEMBOURG-P.-O.	234.702	23,7 %	251.536	29,0 %	186.871	21,5 %	165.368	17,8 %
BRANDEBOURG	416.359	26,6 %	395.566	28,5 %	311.174	22,4 %	255.721	17,2 %
SAXE-ANHALT	385.422	26,6 %	389.456	32,4 %	282.319	23,9 %	220.858	17,7 %
THURINGE	378.340	26,1 %	354.875	28,8 %	288.615	23,4 %	218.212	16,9 %
SAXE	603.824	22,8 %	551.461	24,5 %	467.045	20,0 %	398.627	16,1 %
<b>EX-RFA (BERLIN-OUEST INCLUS)</b>	<b>1.874.397</b>	<b>4,9 %</b>	<b>2.974.801</b>	<b>8,3 %</b>	<b>2.002.914</b>	<b>5,6 %</b>	<b>2.827.191</b>	<b>7,4 %</b>
<b>EX-RDA (BERLIN-EST INCLUS)</b>	<b>2.243.797</b>	<b>25,3 %</b>	<b>2.181.132</b>	<b>28,5 %</b>	<b>1.752.785</b>	<b>22,7 %</b>	<b>1.469.571</b>	<b>17,8 %</b>
<b>ALLEMAGNE</b>	<b>4.118.194</b>	<b>8,7 %</b>	<b>5.155.933</b>	<b>11,9 %</b>	<b>3.755.699</b>	<b>8,6 %</b>	<b>4.296.762</b>	<b>9,2 %</b>

\* Sources : [electionresources.org](http://electionresources.org) sauf pour les résultats détaillés à Berlin : [wahlen-in-deutschland.de](http://wahlen-in-deutschland.de)

## 1.2 - Une dynamique de « désorientalisation » ?

Les résultats électoraux de Die Linke (tableau 30), mettent en évidence des évolutions contradictoires entre ex-Allemagne de l'Ouest et ex-RDA, allant dans le sens d'une dynamique de « désorientalisation » du parti. Autrefois essentiellement implanté à l'Est, son électorat tend à se diversifier voire, à partir de 2017, à devenir très majoritairement occidental en absolu. Si en relatif, l'implantation de Die Linke reste plus forte à l'Est qu'à l'Ouest, avec 17,8 % des deuxièmes voix exprimées contre 7,4 %, en absolu la comparaison s'inverse et atteint des proportions allant presque du simple au double, avec 2.827.191 voix obtenues dans les anciens Länder contre seulement 1.469.571 dans le périmètre de l'ex-RDA. Toujours en absolu, on peut observer à quel point le déclin du parti à l'Est est structurel. La percée de 2009 ne peut



dissimiler la disparition, depuis 2005, de 20.793 électeurs dans le Brandebourg, 23.465 dans la Thuringe et 52.363 dans la Saxe. La comparaison entre les résultats de 2005 et ceux de 2013, à résultat fédéral équivalent, est encore plus flagrante : les pertes s'étendent à l'ensemble des nouveaux länder, avec plus de 100.000 voix perdues dans le Brandebourg, tout comme dans la Saxe et la Saxe-Anhalt. Si un nouveau recul global est à signaler en 2017, il ne fait que s'inscrire dans le sillage de celui de 2013, qui est clairement l'année du décrochage.

A l'inverse, la dynamique à l'Ouest est forte, bien que les résultats en relatif demeurent modestes. D'élection en élection, Die Linke se constitue de nouveaux bastions électoraux comme le Land de Brême, où les résultats excèdent systématiquement les 10 % à partir de 2009, ou le Land d'Hambourg, où le parti obtient près de 20.000 voix de plus entre 2017 et 2009 et rassemble 12,2 % des deuxièmes voix exprimées, un niveau qui le rapproche de la plupart de celui désormais atteint dans les nouveaux länder. La dynamique est aussi forte à Berlin, où Die Linke progresse de façon systématique, toujours en absolu, d'une élection à l'autre. Entre 2005 et 2017, ce sont pas moins de 47.740 électeurs berlinois supplémentaires. Des gains enregistrés exclusivement dans le périmètre de l'ex Berlin-Ouest, les résultats étant en baisse côté Est, dans des proportions toutefois nettement moindres que dans le reste de l'ex-RDA.

Plusieurs facteurs indiquent donc que l'électorat de Die Linke se « désorientalise ». Une analyse comparée de l'évolution des résultats dans les 15 circonscriptions les plus favorables et dans les 15 les plus défavorables à Die Linke lors des élections fédérales de 2005 permet de corroborer cette hypothèse.

*Tableau 31 – Résultats dans les 15 circonscriptions les plus favorables à Die Linke en 2005*

*(Hors circonscriptions redécoupées au cours de la période)*

CIRCONSCRIPTION	2005	2009	2013	2017	EVOLUTION 05-17
BERLIN-LICHTENBERG	35,5	41,2	34,6	29,3	-6,2
BERLIN-MARZAHN - HELLERSDORF	34,4	40,8	32,9	26,1	-8,3
MÄRKISCH-ODERLAND - BARNIM II	29,8	33,6	26,3	20,6	-9,2
UCKERMARK - BARNIM I	29,2	31,0	23,8	18,6	-10,6
FRANKFURT (ODER) - ODER-SPREE	29,1	31,4	24,7	19,0	-10,1
MANSFELD	28,7	34,9	25,7	17,3	-11,4
BERLIN-TREPTOW - KÖPENICK	28,4	33,7	29,5	25,1	-3,3
COTTBUS - SPREE-NEIßE	27,5	29,3	22,6	16,5	-11,0
ALTMARK	27,5	33,6	24,6	18,5	-9,0
ELBE-ELSTER - OBERSPREEWALD-LAUSITZ II	27,3	28,0	21,7	15,5	-11,8
HALLE	26,8	31,7	24,4	19,2	-7,6
MAGDEBURG	26,7	32,1	23,9	18,7	-8,0
PRIGNITZ - OSTPRIGNITZ-RUPPIN - HAVELLAND I	26,6	29,1	22,5	16,4	-10,2
BRANDENBURG AN DER HAVEL - POTSDAM- MITTELMARK I - HAVELLAND III - TELTOW- FLÄMING I	26,5	28,6	22,9	16,6	-9,9
CHEMNITZ	26,4	28,6	23,0	19,2	-7,2
RAPPEL RESULTAT FEDERAL	<b>8,7</b>	<b>11,9</b>	<b>8,6</b>	<b>9,2</b>	<b>+0,5</b>

L'analyse des résultats dans les 15 circonscriptions ayant accordé le plus de deuxièmes voix exprimées à Die Linke lors des élections fédérales de 2005 (tableau 31) indique qu'une dynamique négative, d'affaiblissement structurel, est en cours dans ces circonscriptions. Entre 2005 et 2009, la tendance est à la hausse, tout comme au niveau fédéral. Mais les progressions sont souvent modestes, inférieures, toutes proportions gardées, à la progression enregistrée au niveau fédéral. En 2013, la tendance dans ces 15 circonscriptions toutes situées dans le périmètre de l'ex-RDA suit la tendance fédérale et est donc à la baisse, mais le phénomène va plus loin puisqu'à une exception près, les résultats sont aussi en baisse par rapport à 2005, malgré un résultat équivalent au niveau fédéral. A partir de ce scrutin, le déclin semble devenu structurel, et des chutes importantes sont enregistrées dans l'ensemble des circonscriptions étudiées, et ce en dépit d'un résultat fédéral à la hausse. Concrètement, Die Linke s'affaiblit significativement dans ses zones de force orientales, quand bien-même globalement le parti gagne des voix. Les résultats de 2017 sont tous inférieurs aux résultats de 2005, de 2009 et de 2013. On observe néanmoins une meilleure résistance dans certaines circonscriptions urbaines

(Berlin, Halle, Magdebourg, Chemnitz) que dans d'autres circonscriptions à composante ou à dominante rurale.

*Tableau 32 - Résultats dans les 15 circonscriptions les plus défavorables à Die Linke en 2005  
(Hors circonscriptions redécoupées au cours de la période)*

CIRCONSCRIPTION	2005	2009	2013	2017	EVOLUTION 05-17
CLOPPENBURG-VECHTA	2,3	5,1	2,8	4,4	+2,1
ROSENHEIM	2,5	4,4	2,9	5,1	+2,6
ROTTAL-INN	2,5	5,6	2,7	4,5	+2,0
MÜNCHEN-LAND	2,6	4,5	2,8	5,1	+2,5
ALTÖTTING	2,7	5,1	2,9	5,3	+2,6
BIBERACH	2,7	5,8	3,4	4,6	+1,9
DONAU-RIES	2,7	5,8	3,3	4,5	+1,8
ERDING-EBERSBERG	2,7	4,5	2,9	5,1	+2,4
FÜRSTENFELDBRUCK	2,7	4,7	3,0	5,1	+2,4
MITTELEMS	2,7	5,5	3,0	4,6	+1,9
TRAUNSTEIN	2,8	5,0	3,0	5,3	+2,5
OSTALLGÄU	2,8	5,6	3,2	5,5	+2,7
WEILHEIM	2,8	4,9	3,1	5,4	+2,6
NÜRTINGEN	2,9	5,7	4,1	5,5	+2,6
AUGSBURG-LAND	2,9	5,4	3,2	4,9	+2,0
RAPPEL RESULTAT FEDERAL	8,7	11,9	8,6	9,2	+0,5

L'analyse des résultats dans les 15 circonscriptions ayant accordé le moins de deuxièmes voix exprimées à Die Linke lors des élections fédérales de 2005, toutes situées dans des Länder de l'Ouest (tableau 32) met au contraire en évidence une dynamique positive dans ces zones de faiblesse. On constate que les résultats de 2013 sont systématiquement supérieurs à ceux de 2005, et ce alors même que le résultat fédéral est équivalent. Il y a donc une dynamique structurelle, bien que modeste. La tendance est encore plus nette avec les résultats de 2017 : ils excèdent ceux de 2013, avec des progressions nettement supérieures à la progression fédérale de 0,6 point. Mais surtout, sur les quatre scrutins étudiés, Die Linke obtient son meilleur résultat (surligné en vert dans le tableau) dans 7 cas en 2017, et dans les 8 autres cas en 2009. Compte tenu du fait que le résultat fédéral de 2009 est supérieur de 2,7 points à celui de 2017, on déduit qu'en structure, Die Linke se renforce plus vite dans ses zones de faiblesse qu'il ne le fait au niveau fédéral.

L'analyse comparée de ces évolutions contradictoires dans les zones de faiblesse et les zones de force de Die Linke corrobore l'hypothèse d'une dynamique de désorientation du parti.

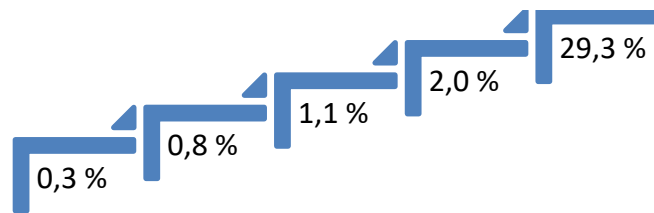
De ce point de vue, l'objectif affiché lors de la dissolution du PDS et de la WASG dans un nouveau parti est partiellement atteint : l'affaiblissement de l'assise qui était celle du PDS en ex-RDA est compensée par le gain de nouveaux électeurs plus motivés par les propositions politiques de Die Linke que par le sentiment d'injustice éprouvé par une partie des allemands des Länder de l'Est à l'égard de la réunification de l'Allemagne.

### ***1.3 - Evolution de la structure du vote Die Linke***

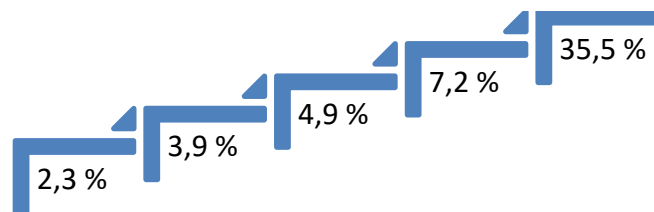
Une analyse des résultats par circonscription met en évidence l'hétérogénéité du vote Die Linke. Pour se faire, nous avons découpé les résultats en quatre quarts, chacun étant encadré par une valeur minimale et une valeur maximale (figure 7). Cette méthode met aussi en exergue l'évolution, en structure, du vote Die Linke par rapport au vote PDS de 2002, qui affiche une différence de moins de 2 points entre la valeur minimale de départ et le troisième quart et une différence de plus de 27 points entre ce même troisième quart et la valeur maximale. On observe également une proximité entre les résultats de 2005 et ceux de 2013, et à l'inverse une ressemblance entre les résultats de 2009 et ceux de 2017. Si le vote Die Linke reste très inégalement réparti sur le territoire de l'Allemagne, on constate néanmoins que la valeur minimale a tendance à augmenter tandis que la valeur maximale baisse, et que les trois quarts intermédiaires suivent, en structure, une évolution à la hausse. Cela apparaît nettement lorsqu'on compare les résultats de 2005 avec ceux de 2013, pour un résultat global équivalent (8,7 % en 2005, 8,6 % en 2013). Enfin la valeur minimale du troisième quart de 2017 (11,17) est très proche de celle de 2009 (11,58) alors qu'il y a un écart de 2,7 points au niveau du résultat global (11,9 % en 2009 et 9,2 % en 2017). Ces chiffres reflètent bien le fait que d'une part, Die Linke s'affaiblit dans ses zones de force tandis que d'autre part, il se renforce ailleurs : les valeurs extrêmes au sein du troisième quartile ont tendance à se rapprocher.

*Figure 7 - Fragmentation des résultats du PDS puis de Die Linke au niveau des circonscriptions entre 2002 et 2017  
(lire ainsi : en 2002, un quart des résultats se situe entre 0,3 % et 0,8 % des suffrages exprimés, un quart se situe entre 0,8 % et 1,1 %, et ainsi de suite)*

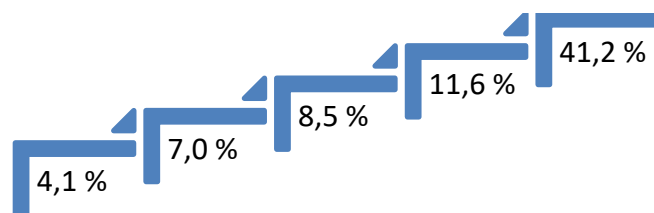
**2002 (vote PDS, résultat national : 4,0 %)**



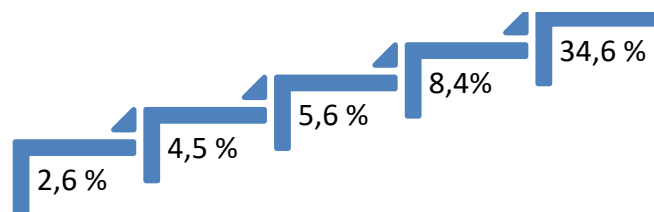
**2005 (résultat national : 8,7 %)**



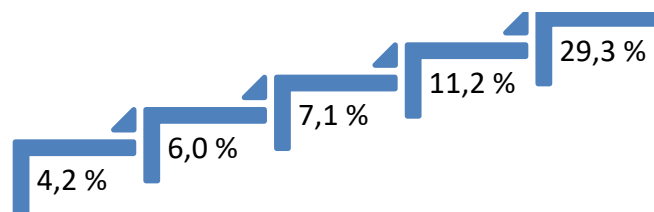
**2009 (résultat national : 11,9 %)**



**2013 (résultat national : 8,6 %)**



**2017 (résultat national : 9,2 %)**



L'Allemagne étant un Etat fédéral, l'élection des Landtage, les législatures locales des états fédérés que sont les Länder, revêt aussi un caractère important. De ce point de vue, les évolutions sont moins rapides. Si la présence de Die Linke dans les Landtage des nouveaux Länder et à Berlin reste constante et importante, reposant pour l'essentiel sur une continuité vis-à-vis du PDS, son implantation dans les Landtage de l'Ouest reste laborieuse pour l'essentiel. Die Linke est parvenu à assurer et stabiliser sa présence dans les législatures de la Sarre, de la Brême, d'Hambourg et de la Hesse. Elle est parvenue à franchir le seuil d'éligibilité en 2008 pour le Landtag de Basse-Saxe, en 2009 pour le Landtag de Schleswig-Holstein puis en 2010 pour celui de Rhénanie-Du-Nord-Westphalie, mais a perdu ses élus lors des renouvellements suivants et n'est pas parvenu à faire son retour lors des scrutins ultérieurs. Enfin Die Linke n'est jamais parvenu à faire élire ses représentants dans les Landtage de Bavière, du Bade-Wurtemberg et de la Rhénanie-Palatinat. Il y a là une forme de paradoxe : Die Linke a tendance à se renforcer dans ces Länder lors des élections fédérales, mais cette tendance ne s'observe pas lors d'élections locales, au gré desquels les succès du parti restent variables.

En revanche, l'affaiblissement de Die Linke dans les Länder d'ex-RDA est une réalité au niveau fédéral comme au niveau local. Son déclin est structurel dans le Brandebourg, la Saxe, la Saxe-Anhalt et le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, en particulier depuis l'apparition de l'AfD. Seuls Berlin et la Thuringe font exception à la règle. Les résultats élevés obtenus par le parti dans ces Länder lui permettent tout-de-même de participer à plusieurs reprises à des gouvernements locaux : à Berlin comme partenaire minoritaire de coalition avec le SPD et Les Verts depuis 2016<sup>539</sup>, dans le Brandebourg comme partenaire minoritaire de coalition avec le SPD depuis 2009. Mais surtout, il conquiert son premier mandat de ministre-président en 2014 en prenant la tête du Land de Thuringe, fort de 28 % des suffrages exprimés, après avoir convaincu le SPD et Les Verts de former une coalition avec lui. Bodo Ramelow est ainsi devenu le premier ministre-président d'un Land allemand issu de la gauche radicale.

L'analyse des résultats inclus dans le tableau 33 illustre bien la difficulté éprouvée par Die Linke à s'implanter dans les Länder de l'Ouest. Elle est en tous cas étroitement corrélée à l'état

---

<sup>539</sup> Le PDS avait déjà gouverné le Land de Berlin en tant que *junior partner* du SPD entre 2002 et 2011.

de santé du parti au moment où les scrutins se tiennent. Si au plus fort de sa dynamique, entre 2007 et 2010, le parti parvient à faire son entrée dans de nombreux Landtage, il en sort dès les renouvellements suivants pour ce qui concerne le Schleswig-Holstein, la Rhénanie-Du-Nord-Westphalie et la Basse-Saxe, et ne parviendra pas à franchir le seuil d'éligibilité lors des renouvellements qui suivront. Il consolide son implantation dans la Brême et à Hambourg, sans jamais atteindre les résultats qu'il peut attendre dans ces Länder lors des élections fédérales, et parvient à trois reprises successives à franchir le seuil d'éligibilité pour l'élection du Landtag de Hesse. Le cas de la Sarre est particulier, dans la mesure où les résultats obtenus dépendent fortement de l'implication d'Oskar Lafontaine, ministre-président de ce Land de 1985 à 1998 sous les couleurs du SPD. En 2009, il conduit la liste de Die Linke qui obtient 21,3 %, un résultat insuffisant pour lui permettre de reprendre la tête du Land. Suite à son retrait, les résultats sont en baisse mais restent particulièrement élevés pour un Land occidental : 16,1 % puis 12,9 %.

Dans les Länder orientaux, la situation est complexe. Entre 2009 et 2014, Die Linke s'effondre dans le Brandebourg, payant le prix de sa participation au gouvernement local dirigé par le SPD et perdant une partie de ses électeurs au profit d'une AfD en pleine expansion. A Berlin, son passage dans l'opposition en 2011 permet au parti de se refaire une santé électorale en 2016, où il revient aux affaires, toujours en tant que partenaire de coalition du SPD. Les résultats sont en baisse en Saxe et surtout en Saxe-Anhalt et dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale, où Die Linke passe durablement sans la barre des 20 %, subissant là encore le préjudice de la percée de l'extrême-droite. Il n'y a guère qu'en Thuringe que le parti remporte un franc succès : le résultat de 2014, en légère hausse par rapport à 2009, doit être mesuré à l'aune de l'apparition de l'AFD et du magistère moral exercé localement par Bodo Ramelow, perçu comme le seul leader possible d'une majorité de gauche (Linke-SPD-Verts) qui viendrait supplanter la grande coalition dirigée par la CDU. Mais le piteux résultat enregistré lors des élections fédérales de 2017 (16,9 %) et les sondages d'intentions de vote pour le renouvellement du Landtag en 2019 semblent indiquer que cette éclaircie sera de courte durée.

*Tableau 33 - Résultats de Die Linke pour les élections des Landtage*

	BADE- WURTEMBE RG	BAVIERE	BREME	HAMBOURG	HESSE	BASSE-SAXE	RHENANIE- DU-NORD- WESTPHALI	RHENANIE- PALATINAT	SARRE	SCHLESWIG HOLSTEIN	BERLIN	BRANDEBOU RG	MECKLEMB OURG- POMERANIE OCCIDENTA	SAXE	SAXE- ANHALT	THURINGE
2006											<u>13,4</u>		16,8		25,2	
2007			8,4													
2008		4,3		6,4	5,1	7,1										
2009					5,4				21,3	6,0		<u>27,2</u>		20,6		<u>27,4</u>
2010							5,6									
2011	2,8		5,8	6,4				3,0			11,7		18,4		23,7	
2012							2,5		16,1	2,2						
2013		2,1			5,2	3,1										
2014												<u>18,6</u>		18,9		<u>28,1</u>
2015			9,3	8,5												
2016	2,9							2,8			<u>15,6</u>		13,2		16,3	
2017						4,6	4,9		12,9	3,8						

*Résultats soulignés : participation au gouvernement régional à l'issue de l'élection*



## 2. Analyse sociologique du vote Die Linke

Pour chaque élection, les instituts de sondage *Infratest Dimap* et *Forschungsgruppe Wahlen* conduisent une enquête détaillée le jour du vote, permettant d'appréhender la composition sociologique des électorats (tableaux 34 et 35)<sup>540</sup>. Les deux instituts dégagent des tendances très proches concernant Die Linke. De manière générale, l'électorat du parti est plutôt bien réparti entre les tranches d'âges. On relève cependant une faiblesse peu marquée parmi les plus âgés. En 2017, l'électorat de Die Linke semble s'être rajeuni, avec une légère surreprésentation auprès des électeurs les plus jeunes, ce qui n'a pas été le cas lors des trois élections précédentes. L'électorat Die Linke est légèrement plus masculin, mais les écarts entre hommes et femmes se resserrent en 2013 puis s'équilibrent en 2017.

Au niveau des catégories professionnelles, les différences sont très marquées en 2005, 2009 et en 2013 : Die Linke est bien présent parmi les ouvriers et surtout les chômeurs, ces derniers lui accordant environ le quart de leurs suffrages. Il est revanche plus faible parmi les indépendants (désignant toute personne travaillant à son compte) et surtout les fonctionnaires ainsi que les agriculteurs. En 2017, cette sociologie change radicalement, et Die Linke atteint des niveaux très proches de sa moyenne parmi toutes les professions, tout en restant surreprésenté parmi les ouvriers et les chômeurs, mais dans des proportions inférieures à celles observées lors des scrutins précédents. On ressent ici les effets de la concurrence de l'AfD, qui obtient des résultats élevés chez ces deux catégories d'électeurs<sup>541</sup>. Le profil des électeurs de 2017 est donc bien différent de celui des électeurs des élections précédentes, et ce à plusieurs niveaux.

En dépit de sa surreprésentation parmi les ouvriers et les chômeurs, Die Linke écope régulièrement de résultats plus faibles que la moyenne parmi les moins diplômés. Cette tendance s'accroît en 2017, avec des résultats supérieurs à la moyenne chez les plus diplômés et nettement inférieurs chez les moins diplômés. Die Linke obtient des résultats plus élevés parmi les actifs syndiqués que parmi ceux qui ne sont pas membre d'un syndicat. Enfin la

---

<sup>540</sup> Sources : notices des sondages publiées par les instituts ou Fondation Konrad Adenauer

<sup>541</sup> 21 % chez les ouvriers et 21 % chez les chômeurs ont voté AfD d'après Infratest Dimap, 18 % chez les ouvriers et 17 % chez les chômeurs d'après FG Wahlen, à rapporter à un résultat fédéral de 12,6 % des deuxièmes voix exprimées

religion est un déterminant très fort du vote Die Linke : le parti obtient des résultats très sensiblement supérieurs à sa moyenne parmi les non-croyants ou les électeurs se reconnaissant dans une religion autre que chrétienne, et est au contraire faible chez les protestants et plus encore chez les catholiques. Cette division a tendance à s'atténuer bien qu'elle reste très marquée en 2017. Là encore, la concurrence de l'AfD est forte, ce parti obtenant 17 % des suffrages des non-chrétiens d'après FG Wahlen.

*Tableau 34 – Sociologie du vote Die Linke (Infratest Dimap)*

	2005	2009	2013	2017
GENRE				
FEMME	8	11	8	9
HOMME	10	13	9	9
CLASSE D'AGE				
18-24 ANS	8	11	8	11
25-34 ANS	9	12	9	11
35-44 ANS	8	12	8	8
45-59 ANS	9	14	10	9
60-69 ANS	6	10	9	10
70 ANS ET PLUS	6	10	6	7
PROFESSION				
OUVRIER	12	18	13	10
EMPLOYE	7	11	8	9
FONCTIONNAIRE	7	7	4	5
INDEPENDANT	6	7	6	8
RETRAITE	8	12	8	8
CHOMEUR	24	25	23	11
NIVEAU DE FORMATION				
ELEVE	9	11	8	10
INTERMEDIAIRE	9	13	10	10
FAIBLE	8	12	7	6
SITUATION ECONOMIQUE PERSONNELLE				
SATISFAIT	*	*	*	8
INSATISFAIT	*	*	*	15
RELIGION				
PROTESTANT	6	9	6	*
CATHOLIQUE	3	6	4	*
SANS/AUTRE	20	23	17	*
RESULTAT ELECTORAL	<b>8,7</b>	<b>11,9</b>	<b>8,6</b>	<b>9,2</b>

Tableau 35 - Sociologie du vote Die Linke (FG Wahlen)

	2005	2009	2013	2017
GENRE				
FEMME	8	11	8,4	9
HOMME	10	13	8,6	9
CLASSE D'AGE				
18-29 ANS	8	12	7,7	11
30-44 ANS	10	12	8,4	9
45-59 ANS	11	14	9,4	9
60 ANS ET PLUS	7	10	8,2	9
STATUT				
ACTIF	8	12	8,3	9
RETRAITE	8	11	8,5	9
CHOMEUR	24	31	20,7	15
PROFESSION				
OUVRIER	12	16	11,6	10
EMPLOYE	9	12	7,9	9
FONCTIONNAIRE	6	8	4,8	6
INDEPENDANT	5	8	7,1	9
AGRICULTEUR	5	9	4,3	4
NIVEAU DE DIPLOME (DU PLUS FAIBLE AU PLUS ELEVE)				
NIVEAU 1	6	11	7,2	6
NIVEAU 2	10	14	9,7	9
NIVEAU 3	8	11	7,8	11
NIVEAU 4	9	10	8,7	11
SYNDICALISATION				
MEMBRE D'UN SYNDICAT	*	*	11,0	12
NON-MEMBRE D'UN SYNDICAT	*	*	8,1	9
OUVRIER SYNDIQUE	*	*	11,9	12
OUVRIER NON-SYNDIQUE	*	*	11,5	10
EMPLOYE SYNDIQUE	*	*	11,2	14
EMPLOYE NON-SYNDIQUE	*	*	7,4	8
RELIGION				
CATHOLIQUE	3	6	4,1	5
PROTESTANT	6	10	5,8	7
SANS/AUTRE	20	22	16,9	15
RESULTAT ELECTORAL	<b>8,7</b>	<b>11,9</b>	<b>8,6</b>	<b>9,2</b>

\* données non disponibles

Die Linke peut donc compter sur un électorat plutôt populaire et actif dans les syndicats, plutôt fortement diplômé, plutôt en rajeunissement et largement composé d'électeurs sans confession ou de religiosité autre que chrétienne. On trouve ici un point commun avec l'électorat du SPD, lui aussi bien représenté parmi les ouvriers et les chômeurs. En revanche, les électeurs sociaux-démocrates sont bien moins diplômés et beaucoup plus âgés, mieux

représentés parmi les fonctionnaires et parmi les électeurs se déclarant de confession chrétienne, les protestants en particulier. Concernant les électeurs écologistes, ils sont mieux représentés parmi les plus diplômés et beaucoup moins présents parmi les plus âgés, tout comme ceux de Die Linke. Mais les similitudes s'arrêtent là : Les Verts obtiennent des résultats médiocres auprès des ouvriers et des chômeurs, et à peu près équivalents auprès des chrétiens et des non-chrétiens. L'électorat de Die Linke possède donc des propriétés propres à la gauche traditionnelle (électorat populaire et peu religieux) comme à la gauche post-matérialiste (électorat plus jeune et plus diplômé).

Les différences avec l'électorat des partis de droite sont très fortes, qu'il s'agisse de l'électorat chrétien-démocrate, âgé, fortement religieux (catholique en particulier) et à l'implantation plutôt homogène parmi les différentes catégories professionnelles, ou de l'électorat libéral-démocrate, fortement diplômé et peu représenté parmi les catégories populaires. En revanche l'électorat du parti d'extrême-droite AfD présente un grand nombre de similitudes avec celui de Die Linke : très présent parmi les ouvriers et les chômeurs, parmi les insatisfaits de leur situation économique et parmi les non-chrétiens, peu présent parmi les électeurs les plus âgés. On relève une seule différence sensible : celle du niveau de diplôme, le vote AfD décroissant avec le niveau de formation.

Confrontons maintenant ces chiffres, affichant de bonnes performances de Die Linke auprès des catégories populaires, à une comparaison entre les résultats obtenus par Die Linke en 2017 et les niveaux de chômage et de pauvreté dans les Länder (tableau 36). Une première donnée apparaît : les résultats de Die Linke sont plus élevés dans les Länder dans lesquels le taux de pauvreté atteint ses plus hauts niveaux, nonobstant une exception, celle de la Rhénanie du nord-Westphalie, où le résultat de Die Linke est inférieur de 1,7 point à son résultat fédéral, et ce en dépit d'un taux de pauvreté qui dépasse celui de certains Länder situés en ex-RDA. A Berlin, où le taux de pauvreté mais également de chômage sont nettement plus élevés qu'au niveau fédéral, Die Linke obtient son meilleur résultat en 2017. Le Land de Brême, qui cumule à la fois le taux de chômage le plus élevé et le taux de pauvreté le plus important (22,6 %, soit 6,9 points de plus qu'au niveau fédéral), est le Land d'Allemagne de l'Ouest votant le plus en faveur de Die Linke. Enfin les Länder de Bade-Wurtemberg et de Bavière, qui affichent des taux de chômage et de pauvreté largement inférieurs aux niveaux fédéraux, sont aussi ceux

qui ont le moins voté pour Die Linke. Ces chiffres tendent à démontrer que Die Linke est plus fort là où la pauvreté est plus élevée, mais un vote élevé en faveur du parti peut aussi avoir d'autres significations, comme en atteste le résultat obtenu à Hambourg, supérieur de 3 points au résultat fédéral, malgré des taux de chômage et de pauvreté très proches de la moyenne fédérale.

Concernant le taux de chômage, Die Linke obtient des résultats supérieurs à la moyenne dans des Länder dans lesquels le taux de chômage est supérieur au niveau fédéral. Mais il est aussi capable d'atteindre des niveaux élevés dans des Länder où le taux de chômage est nettement plus faible, comme Hambourg, la Thuringe, la Sarre ou la Saxe. Toutefois, les résultats obtenus par Die Linke sont toujours nettement inférieurs au niveau fédéral dans les Länder affichant les taux de chômage les plus faibles, à savoir le Bade-Wurtemberg, la Bavière, la Rhénanie-Palatinat, la Basse-Saxe et la Hesse, bien que ce dernier ne soit clairement pas le Land le plus hostile à Die Linke.

Tableau 36 - Taux de chômage, taux de pauvreté et vote Die Linke au niveau des Länder

	CHOMAGE (2017)	PAUVRETE (2016)	VOTE DIE LINKE (2017)
SCHLESWIG-HOLSTEIN	6,6 %	15,1 %	7,3 %
HAMBOURG	7,2 %	14,9 %	12,2 %
MECKLEMBOURG-P.-O.	10,3 %	20,4 %	17,8 %
BREME	10,6 %	22,6 %	13,5 %
BASSE-SAXE	6,2 %	16,7 %	6,9 %
SAXE-ANHALT	9,6 %	21,4 %	17,8 %
BRANDEBOURG	8,1 %	15,6 %	17,2 %
BERLIN	9,6 %	19,4 %	18,8 %
RHENANIE DU NORD-W.	7,7 %	17,8 %	7,5 %
HESSE	5,4 %	15,1 %	8,1 %
THURINGE	6,9 %	17,2 %	16,9 %
SAXE	7,6 %	17,7 %	16,1 %
SARRE	7,2 %	17,2 %	12,9 %
RHENANIE-PALATINAT	5,4 %	15,5 %	6,8 %
BADE-WURTEMBERG	3,8 %	11,9 %	6,4 %
BAVIERE	3,8 %	12,1 %	6,1 %
NIVEAU FEDERAL	<b>6,3 %</b>	<b>15,7 %</b>	<b>9,2 %</b>

Sources : Commission européenne (chômage), amtliche-sozialberichterstattung.de (pauvreté)

S'il n'est pas possible d'établir avec précision un rapport entre précarité des populations et intensité du vote en faveur de Die Linke, on peut néanmoins affirmer que Die Linke a tendance à être plus fort dans les Länder affichant des taux de chômage et de pauvreté élevés. Et surtout qu'il a tendance à être nettement plus faible dans l'Allemagne bien-portante, celle du plein-emploi et d'une présence moins forte de la pauvreté. Le calcul d'un coefficient de corrélation fait apparaître une structure du vote Die Linke fortement corrélée à la structure du chômage (0,779) comme à celle de la pauvreté (0,660). Ces chiffres sont cohérents avec la tendance à une surreprésentation du vote Die Linke parmi l'électorat populaire que dessinent les sondages conduit le jour du vote par *Infratest Dimap* et *FG Wahlen*.

### 3. Analyse des transferts d'électeurs

Pour chaque élection, l'institut Infratest Dimap publie une estimation des transferts de voix entre les principaux partis entre deux scrutins (tableau 37). Pour sa première participation aux élections fédérales de 2005, Die Linke gagne la majeure partie de ses nouveaux électeurs au

détriment du Parti social-démocrate, avec le transfert de près d'un million d'électeurs. Mais il a également su puiser des renforts importants auprès des abstentionnistes : 430.000 électeurs qui n'avaient pas voté en 2002 ont accordé leur voix au nouveau parti. On observe également l'afflux d'anciens électeurs écologistes, mais également de près 400.000 électeurs issus de la droite (CDU/CSU et FDP). Étonnamment, Die Linke avait donc su créer un intérêt dépassant les rangs de la gauche, un peu plus de 10 % de ses électeurs de 2005 provenant des rangs de la droite.

*Tableau 37 - Estimation des transferts de voix entre Die Linke et les autres principaux partis aux élections fédérales de 2005, 2009, 2013 et 2017*

	2005	2009	2013	2017
<b>DIE LINKE -&gt; SPD</b>	+970.000	+1.100.000	-370.000	+430.000
<b>DIE LINKE -&gt; CDU/CSU</b>	+280.000	+40.000	-120.000	+90.000
<b>DIE LINKE -&gt; FDP</b>	+100.000	-20.000	+90.000	-60.000
<b>DIE LINKE -&gt; VERTS</b>	+240.000	+140.000	-40.000	+170.000
<b>DIE LINKE -&gt; AFD</b>			-340.000	-400.000
<b>DIE LINKE -&gt; ABSTENTION</b>	+430.000	-300.000	-320.000	+270.000

*Source : Infratest Dimap*

En 2009 les gains se font quasi-exclusivement à gauche. Le transfert de voix entre le SPD et Die Linke est alors massif, 1,1 millions d'électeurs faisant défection au premier pour gonfler les rangs du second. Les gains effectués au détriment des Verts restent modestes (140.000) tandis que les transferts d'électeurs avec la droite sont cette fois-ci marginaux. Die Linke n'a pas été épargné par la hausse de l'abstention lors de cette élection, 300.000 de ses électeurs de 2005 ne s'étant pas déplacés pour voter.

2013 est une élection qui a vu Die Linke passer de 11,9 à 8,6 % des deuxièmes voix exprimées. Ce recul se traduit logiquement par un transfert de voix au bénéfice de tous les autres partis en-dehors du FDP, qui s'était alors effondré sous seuil des 5 %. L'essentiel des pertes se fait au profit du SPD, ce qui est logique compte tenu du fait que le SPD était en progression lors de ce scrutin et que d'importants transferts d'électeurs avaient eu lieu entre lui et Die Linke en 2005 et en 2009. Mais Die Linke perd aussi des électeurs, dans des proportions légèrement inférieures, au profit de l'abstention et du parti d'extrême droite AfD qui se présentait pour la première fois. On voit ici une évolution : si les gains enregistrés par Die Linke lors des deux élections fédérales précédentes provenaient essentiellement des rangs de la gauche, en 2013 ses pertes se traduisent par une importante dispersion de ses électeurs aussi bien au bénéfice

de la gauche que de l'extrême-droite et de l'abstention. Die Linke aurait été en quelque sorte pris en étau, entre le départ d'Oskar Lafontaine, fortement impliqué dans les campagnes de 2005 et 2009, qui a sans doute alimenté la déception des électeurs occidentaux, et la poussée de l'AfD, plus sensible à l'Est qu'à l'Ouest.

En 2017, les dynamiques contradictoires de Die Linke dans les anciens Länder d'un côté, en ex-RDA de l'autre, trouvent leur traduction dans les estimations de transferts de voix. La légère progression de Die Linke aurait ici été due au ralliement de nombreux anciens électeurs des partis de gauche concurrents : 430.000 anciens électeurs sociaux-démocrates et 170.000 anciens électeurs écologistes. Ce dernier chiffre est très significatif dans la mesure où Les Verts ont progressé en voix entre 2013 et 2017 : la concurrence entre les deux partis auprès de certains électeurs a donc été vive, et n'est peut-être pas sans lien avec la campagne « droitière » des candidats Verts, qui se déclaraient prêts à gouverner avec la CDU et le FDP. Comme en 2005, d'anciens abstentionnistes sont aussi venus glisser un bulletin Die Linke dans l'urne. Mais ces progressions sont limitées par la perte de 400.000 électeurs au profit de l'AfD, qui fait suite au transfert de 340.000 électeurs déjà observé entre 2009 et 2013. Il est dès lors aisé d'établir un lien de cause à effet entre le fait que Die Linke s'affaiblit en ex-RDA depuis 2013 tandis que l'AfD y obtient ses meilleurs résultats.

*Tableau 38 - Comparaison des évolutions des résultats de Die Linke et de l'AfD en 2013 et en 2017 en ex-RDA*

LAND	DIE LINKE				AFD			
	2013	Evol.	2017	Evol.	2013	Evol.	2017	Evol.
BRANDEBOURG	22,4	-6,1	17,2	-5,2	6,0	-	20,2	+14,2
SAXE	20,0	-4,5	16,1	-3,9	8,0		27,0	+19,0
SAXE-ANHLAT	23,9	-8,5	17,8	-6,1	5,9		19,6	+13,7
THURINGE	23,4	-5,4	16,9	-6,5	6,2		22,7	+16,5
MECKLEMBOURG-P.-O.	21,5	-7,5	17,8	-3,7	5,6		18,6	+13,0
EX BERLIN-EST	29,0	-4,0	26,4	-2,6	4,9		14,4	+9,5

Une rapide comparaison des évolutions des résultats des deux partis dans les territoires constitutifs de l'ancienne RDA (tableau 38) montre bien l'existence de dynamiques très différentes : Die Linke connaît deux séries de reculs en 2013 comme 2017, tandis que l'AfD obtient des résultats supérieurs à la moyenne en 2013 et progresse très fortement en 2017. Les proportions n'étant pas les mêmes, il n'est toutefois pas possible d'affirmer que tous les gains de l'AfD ont été réalisés au détriment de Die Linke, pas plus que les pertes de Die Linke aient profité à la seule AfD. La situation est plus complexe, comme en atteste les estimations des



transferts de voix au bénéfice de l'AfD lors de ces deux élections, qui mettent en évidence des transferts de voix également importants avec les partis de droite et le SPD (tableau 39).

**Tableau 39 - Estimations des transferts de voix en faveur de l'AfD en 2013 et 2017**

	2013	2017
<b>AFD -&gt; SPD</b>	+180.000	+470.000
<b>AFD -&gt; CDU/CSU</b>	+290.000	+980.000
<b>AFD -&gt; FDP</b>	+430.000	+40.000
<b>AFD -&gt; VERTS</b>	+90.000	+40.000
<b>AFD -&gt; DIE LINKE</b>	+340.000	+400.000
<b>AFD -&gt; ABSTENTION</b>	+210.000	+1.200.000
<b>AFD -&gt; AUTRES PARTIS</b>		+690.000

L'analyse des transferts de voix corrobore l'hypothèse d'une mutation progressive de l'électorat de Die Linke : les zones de forces du parti à l'Est connaissent un affaiblissement structurel encouragé par la concurrence de l'AfD. Ces pertes sont compensées par l'afflux fluctuant d'électeurs de gauche, en particulier d'anciens électeurs du SPD, ce qui permet à Die Linke de fluctuer entre 8,6 et 11,9 % au cours des quatre élections fédérales organisées entre 2005 et 2017.

**Tableau 40 - Matrice de corrélation (r de Pearson) du vote Die Linke de 2005 à 2017 au niveau des circonscriptions (comparaison avec PDS 2002 en 2005 à titre indicatif)**

	2002	2005	2009	2013	2017
<b>2002</b>	1				
<b>2005</b>	0,96	1			
<b>2009</b>		0,99	1		
<b>2013</b>		0,98	0,98	1	
<b>2017</b>		0,76	0,90	0,95	1

*Tableau 41 - Matrice de corrélation (r de Pearson) entre le vote Die Linke de 2005 à 2017 et les votes pour les autres partis ainsi que la participation au niveau des circonscriptions législatives*

<b>CDU/CSU →</b>	<b>2005</b>	<b>2009</b>	<b>2013</b>
<b>DIE LINKE ↓</b>			
<b>2005</b>	X		
<b>2009</b>	-0,67	X	
<b>2013</b>	-0,70	-0,51	X
<b>2017</b>	-0,66	-0,64	-0,58
<b>SPD →</b>	<b>2005</b>	<b>2009</b>	<b>2013</b>
<b>DIE LINKE ↓</b>			
<b>2005</b>	X		
<b>2009</b>	0,05	X	
<b>2013</b>	0,06	-0,21	X
<b>2017</b>	0,12	-0,12	-0,22
<b>FDP →</b>	<b>2005</b>	<b>2009</b>	<b>2013</b>
<b>DIE LINKE ↓</b>			
<b>2005</b>	X		
<b>2009</b>	-0,56	X	
<b>2013</b>	-0,47	-0,63	X
<b>2017</b>	-0,34	-0,61	-0,59
<b>LES VERTS →</b>	<b>2005</b>	<b>2009</b>	<b>2013</b>
<b>DIE LINKE ↓</b>			
<b>2005</b>	X		
<b>2009</b>	-0,27	X	
<b>2013</b>	-0,11	-0,30	X
<b>2017</b>	0,17	0,02	0,05
<b>EXT-DROITE<sup>542</sup> →</b>	<b>2005</b>	<b>2009</b>	<b>2013</b>
<b>DIE LINKE ↓</b>			
<b>2005</b>	X		
<b>2009</b>	0,53	X	
<b>2013</b>	0,46	0,52	X
<b>2017</b>	0,16	0,31	0,29
<b>PARTICIPATION</b>	<b>2005</b>	<b>2009</b>	<b>2013</b>
<b>→</b>			
<b>DIE LINKE ↓</b>			
<b>2005</b>	X		
<b>2009</b>	-0,61	X	
<b>2013</b>	-0,52	-0,65	X
<b>2017</b>	-0,42	-0,50	-0,41

<sup>542</sup> NPD et Républicains en 2002, 2005 et 2009, AfD en 2013 et 2017.

Si les résultats de Die Linke varient d'une élection à l'autre, l'implantation de son électorat, elle, varie peu (tableau 40). Ses résultats au niveau des circonscriptions sont corrélés positivement à des niveaux très significatifs (supérieurs à 0,5) entre 2005 et 2013. La structure du vote Die Linke en 2005 est même étroitement proche de celle du vote PDS en 2002. On observe au mieux une corrélation un peu moins forte entre les résultats de 2005 et ceux de 2013, qui reflète l'affaiblissement à l'Est et la progression à l'Ouest mis en évidence auparavant. Si l'électorat de Die Linke a sans conteste évolué entre 2005 et 2013, comme le montrent l'évolution de sa géographie électorale et l'étude des transferts de voix entre partis d'une élection à une autre, la structure de son implantation a très peu évolué. Car en dépit d'une variation des résultats électoraux, les zones de force et les zones de faiblesse restent les mêmes.

Les comparaisons avec les résultats des autres partis sont diversement instructives (tableau 41). On obtient systématiquement un indice de corrélation significativement négatif (inférieur à -0,5 dans la majorité des cas) entre les résultats de Die Linke et ceux des partis de droite, CDU/CSU et FDP. En structure, Die Linke est donc plutôt fort là où les partis de droite sont faibles. Pour autant, il n'est possible d'affirmer que Die Linke est structurellement fort dans les bastions électoraux de la gauche, dans la mesure où aucun indice de corrélation significatif entre le vote SPD et le vote Die Linke ne peut être trouvé et que cet indice a plutôt tendance à être négatif avec le vote écologiste, quoi que dans des proportions peu significatives. Concrètement, s'il n'est pas possible d'affirmer que Die Linke, en structure, est fort là où le SPD et Les Verts sont forts, l'inverse n'est pas vrai pour autant. Les électorats de ces deux partis entretiennent donc de nombreux points communs mais aussi de nombreuses différences avec celui de Die Linke.

On observe une corrélation significativement positive entre la structure du vote Die Linke et celle du vote d'extrême-droite. C'était particulièrement vrai avant l'apparition de l'AfD où deux partis d'extrême-droite de moindre importance, le Parti nation-démocrate (NPD) et Les Républicains, obtenaient des résultats plus élevés en ex-RDA. L'apparition de l'AfD en 2013 a complexifié la donne, ce parti atteignant des niveaux élevés dans des Länder où Die Linke est faible, comme la Bavière et le Bade-Wurtemberg. Toutefois la corrélation entre le vote Die Linke de 2017 et le vote AfD de 2013 est de 0,29 ce qui indique, en structure, l'existence de similitudes relativement fortes entre les électorats des deux partis.

Concernant la participation, elle est faiblement corrélée au vote Die Linke. Le parti est donc fort là où la participation est faible. Die Linke semble donc, par bien des aspects, obtenir du succès là où la contestation ou la défiance à l'égard du système politique sont fortes, la proximité de sa géographie électorale avec celles du vote d'extrême-droite et de l'abstention alimentant cette hypothèse.

## Chapitre 2 – Les électeurs de Syriza

En passant rapidement du statut de petit parti, sans pertinence gouvernementale dans l'arène de formation des coalitions pour reprendre les termes de Sartori, à celui de parti de gouvernement, Syriza a considérablement élargit le périmètre de sa coalition électorale. Il s'agit donc de s'interroger sur la nature de cet élargissement : qui sont les nouveaux électeurs de Syriza ? Comment les électeurs se sont-ils comportés à l'égard d'un parti dont l'essence a tant évolué, de la petite coalition mouvementiste accordant une large attention aux revendications post-matérialistes à la principale force anti-austérité ? S'agit-il des « victimes » de l'austérité budgétaire que le parti étendait incarner ? D'électeurs socialistes trouvant ici un débouché à leur déception à l'égard du PASOK au pouvoir ? Les choses sont évidemment plus subtiles qu'il n'y paraît, mais une chose sera démontrée de façon certaine : la coalition électorale de Syriza a évolué sous tous ses aspects en l'espace de huit ans.

### 1. Analyse géographique du vote Syriza

#### *1.1 - Evolution comparée dans les zones de force et les zones de faiblesse*

##### *Les élections législatives en Grèce*

Les 300 députés composant la Vouli, Parlement monocaméral de la Grèce, sont élus via un mode de scrutin mixte. 250 députés sont élus à la représentation proportionnelle au niveau de 56 circonscriptions pourvoyant un nombre de sièges dépendant de leur démographie. Les 50 autres constituent une « prime majoritaire » octroyée à la formation politique ayant obtenu le plus de voix au niveau national, à condition qu'il s'agisse d'un parti politique et non d'une alliance de plusieurs partis. Il est nécessaire d'obtenir au moins 3 % des suffrages exprimés au niveau national pour être éligible à la répartition des sièges.

A l'origine, l'implantation de Synaspismos puis de Syriza est forte dans l'agglomération d'Athènes. En 2007 puis en 2009 la coalition obtient son meilleur résultat dans la circonscription d'Athènes A, correspondant à la capitale *intramuros* (tableau 42). Suit Athènes B, englobant le reste de l'aire urbaine d'Athènes. Cette surreprésentation dans la principale

agglomération du pays, avec son université et ses activités culturelles foisonnantes n'est pas surprenante au regard de la composition fortement éduquée et estudiantine de l'électorat de Syriza en 2007-2009. A partir de 2012 toutefois, cette géographie électorale évolue sensiblement. A Athènes les résultats deviennent même inférieurs à la moyenne nationale en 2015. L'évolution est donc importante : l'élargissement de l'électorat de Syriza a eu pour conséquence de dissoudre son principal bastion au milieu d'une implantation territoriale beaucoup plus homogène.

En 2007 et 2009, Syriza rencontre aussi un certain succès dans la Grèce insulaire. Parmi ses meilleurs résultats de circonscription, on trouve les îles du Pirée (circonscription Pirée A), des îles de la mer Egée riches d'un important patrimoine historique comme l'archipel des Cyclades, le nome<sup>543</sup> de l'île de Samos ou encore celui de l'île de Chios, des îles ioniennes comme Leucade et Zante ainsi qu'une partie la Crète (La Canée). Syriza obtient donc de bons résultats dans des zones périphériques très touristiques, bien dotées en travailleurs précaires dont certains sont probablement attentifs aux discours de la gauche radicale sur l'amélioration du droit du travail. Les percées électorales de Syriza lors des scrutins de 2012 et de 2015 seront diversement suivies par cette Grèce insulaire touristique. La Canée et Zante, par exemple, apporteront des résultats très élevés à Syriza en janvier 2015, au-dessus de 40 %. Mais les électeurs des autres circonscriptions insulaires mentionnées se montreront plus réservés, accordant à Syriza des résultats plus proches de sa moyenne nationale, voire nettement inférieurs (Chios, Leucade).

L'implantation de Syriza avant la crise est aussi très urbaine. Outre Athènes, la coalition est bien implantée autour du Pirée et de son célèbre port (Pirée B) et globalement dans la région-capitale de l'Attique. La victoire de Syriza à l'élection du conseil régional de l'Attique en 2014 n'est d'ailleurs guère surprenante au regard de cet enracinement. Les résultats sont également supérieurs à la moyenne dans la seconde ville du pays, Thessalonique (correspondant à la circonscription Thessalonique A). On retrouve quelques-uns des 15 meilleurs résultats de 2007 et 2009 dans certaines circonscriptions de la péninsule du Péloponnèse abritant de grandes

---

<sup>543</sup> Le nome est une ancienne subdivision territoriale, de niveau inférieur aux treize périphéries, les « régions » grecques. Les 54 nomes ont été supprimés par une réforme de la décentralisation Kallikratis de mai 2010, et remplacés par 74 districts régionaux (περιφερειακή ενότητα), qui correspondent le plus souvent les frontières des anciens nomes, avec des attributions différentes.

villes portuaires, comme l'Achaïe avec la ville industrielle et commerçante de Patras, ou la Messénie dont la principale commune, l'industrielle Kalamata, accueille un important campus universitaire. Reste enfin ce qui s'apparenterait presque à une anomalie : Ioannina, circonscription de la ville du même nom, chef-lieu de la région de l'Épire, au nord de la Grèce, agricole et peu peuplée. Ces zones essentiellement urbaines ne feront pas montre d'un enthousiasme débordant pour Syriza en 2012 et 2015, accordant au parti des résultats proches de sa moyenne, voire-même inférieurs pour ce qui concerne la Messénie, qui avait déjà « décroché » entre 2007 et 2009.

*Tableau 42 - Evolution des résultats de Syriza dans les 15 circonscriptions les plus favorables en 2007*

CIRCONSCRIPTION	2007	2009	2012-1	2012-2	2015-1	2015-2
ATHENES A	9,3	8,0	19,1	27,0	33,6	31,5
ATHENES B	8,9	7,4	21,8	31,4	37,1	35,2
PIREE A	6,8	5,8	19,2	28,1	34,4	33,6
PIREE B	6,4	5,7	23,9	36,3	42,1	42,0
THESSALONIQUE A	6,1	5,8	17,5	27,0	34,1	35,8
ATTIQUE	5,8	4,9	19,4	30,2	37,1	36,5
CYCLADES	5,3	4,6	17,1	26,7	35,1	33,6
LEUCADE	5,2	5,2	16,0	26,8	36,0	30,7
SAMOS	5,2	5,	14,3	25,5	36,2	31,0
LA CANEE	5,0	4,4	17,2	33,8	43,1	41,7
ACHAÏE	4,9	3,9	21,8	32,2	43,1	41,5
IOANNINA	4,7	4,9	17,6	27,2	39,6	39,5
MESSENIÉ	4,6	3,6	13,3	21,6	31,8	30,5
CHIOS	4,5	3,4	10,9	18,4	27,1	27,9
ZANTE	4,4	4,2	16,0	34,7	43,0	36,0
<b>RAPPEL RESULTAT NATIONAL</b>	<b>5,0</b>	<b>4,6</b>	<b>16,8</b>	<b>26,9</b>	<b>36,3</b>	<b>35,5</b>

Les 15 circonscriptions les plus défavorables à Syriza en 2007 (tableau 43) se situent presque toutes en Macédoine, au nord de la Grèce. Ces régions comptent depuis longtemps parmi les plus défavorisées, en proie aux conséquences de la désindustrialisation et à une pauvreté des sols qui restreint les capacités de productions agricoles. Parmi les 15 circonscriptions ayant le moins voté pour Syriza en 2007, on trouve donc Rhodope et la ville de Komotini, capitale de la région de la Macédoine-Orientale-et-Thrace, le district voisin d'Evros, dont la capitale Edessa est une ancienne ville industrielle devenue une ville de services reposant sur une petite activité touristique (sites archéologiques), Kilkis en Macédoine-centrale, Xanthi en Macédoine-orientale-et-Thrace, chef-lieu du même nom meurtri par la seconde guerre

mondiale puis par la guerre civile, région déshéritée et pauvre à l'activité économique exsangue même avant la crise, Grevena en Macédoine-orientale, région montagneuse et agricole, Piérie en Macédoine-centrale dont le chef-lieu Kateríni est une ville touristique proche de Thessalonique, Serrès en Macédoine-centrale, très agricole, avec une forte industrie agro-alimentaire, Florina en Macédoine-occidentale, chef-lieu du même nom théâtre de la guerre civile, vivant d'activités agricoles et touristiques, Kozani en Macédoine-occidentale, plus prospère car centre économique de la région et pôle commercial.

Ces circonscriptions macédoniennes ont des propriétés proches : peu peuplées, essentiellement rurales ou montagneuses, agricoles, reposant sur une économie précaire en difficulté laborieusement remplacée par un secteur touristiques balbutiant. Déjà en proie aux difficultés avant la crise, ces régions ont été très durement touchées par l'effondrement de l'économie en 2009 puis par les politiques d'austérité qui ont suivi. Les zones de faiblesses non-mentionnées incluent deux circonscriptions de Thessalie, vaste région agricole : Trikala et Karditsa. Restent enfin l'Étolie-Acarmanie en Grèce occidentale, ancienne région productrice de tabac, et l'Élide dans le Péloponnèse.

Ces régions rurales périphériques ont longtemps été des « terres de mission » pour Syriza. La poussée du parti y sera dans un premier temps timide, avec des résultats mitigés en 2012 malgré une explosion dans la circonscription de Xanthi. Mais la plupart de ces circonscriptions « bascule » finalement en 2015, avec des résultats qui se rapprochent de la moyenne nationale, particulièrement lors du scrutin de septembre. Il y a aussi des percées, en particulier à Rhodope où Syriza fait plus que doubler son résultat en obtenant 48,5 % des suffrages exprimés, son meilleur résultat de circonscription pour le scrutin de janvier 2015. Cette évolution est certainement la plus spectaculaire : la circonscription la plus défavorable à Syriza en 2007 devient finalement celle qui a le plus voté pour le parti en janvier 2015 ! Difficile de trouver meilleur exemple d'une profonde mutation de la géographie électorale d'un parti. En septembre c'est une autre ancienne terre de mission, Xanthi, qui apporte son meilleur résultat à Syriza avec près de 50 % des suffrages exprimés.



*Tableau 43 - Evolution des résultats de Syriza dans les 15 circonscriptions les plus défavorables en 2007*

CIRCONSCRIPTION	2007	2009	2012-1	2012-2	2015-1	2015-2
RHODOPE	1,9	4,3	9,4	19,8	48,5	39,5
EVROS	2,3	2,1	7,4	14,9	26,7	31,9
PELLA	2,3	2,5	10,0	18,4	33,9	34,3
KILKIS	2,4	2,5	10,7	19,0	29,4	30,9
EURYTANIE	2,4	2,3	12,2	20,7	37,1	33,5
XANTHI	2,5	4,6	24,1	38,6	45,4	49,6
GREVENA	2,5	2,6	10,3	18,5	31,5	34,5
TRIKALA	2,7	2,5	12,0	22,8	36,2	35,8
PIERIE	2,8	2,8	9,7	18,6	30,0	32,4
SERRES	2,9	2,5	9,1	16,3	26,2	29,0
FLORINA	2,9	2,9	13,2	23,7	36,3	37,8
KARDITSA	2,9	2,9	14,3	25,0	38,9	35,7
ÉTOLIE-ACARNANIE	2,9	2,8	15,3	25,3	36,5	35,1
KOZANI	3,0	3,3	15,0	23,3	33,1	33,8
ELIDE	3,0	2,6	15,1	26,2	37,9	37,2
<b>RAPPEL RESULTAT NATIONAL</b>	<b>5,0</b>	<b>4,6</b>	<b>16,8</b>	<b>26,9</b>	<b>36,3</b>	<b>35,5</b>

La comparaison des dynamiques dans les zones de force et les zones de faiblesses de Syriza en 2007 fait apparaître un phénomène de convergence qui atteste de la capacité du parti à homogénéiser son enracinement sur l'ensemble du territoire grec. Les zones de force et de faiblesse de septembre 2015 n'ont plus grand-chose à voir avec celles de 2007, et les situations de marginalité endurées par le parti avant la crise n'existent plus, Syriza obtenant son résultat le plus faible dans la circonscription de Laconia avec 23,1 % des suffrages exprimés, à rapporter à un résultat national de 35,5 %. En l'espace de huit ans, la géographie électorale de Syriza a donc connu de profonds changements. En 2007 les zones de force se trouvent essentiellement dans les grandes agglomérations dotées de pôles universitaires importants, et les zones de faiblesses dans la Grèce continentale rurale, particulièrement dans le nord macédonien. En 2015, les grandes villes ne sont plus des bastions, et Syriza enregistre des résultats très élevés dans des circonscriptions dans lesquelles le parti était faible jusqu'alors, en particulier les circonscriptions rurales. Les régions macédoniennes du nord, où Syriza obtenait ses résultats les plus faibles en 2007, comptent au 2015 parmi ses zones de force, comme l'illustre fort bien l'évolution des résultats dans la circonscription de Rhodope, ou dans celle de Xanthi.

## *1.2 - Un phénomène de « siphonage » de l'électorat socialiste ?*

D'où viennent les nouveaux électeurs de Syriza ? Vaste question lorsqu'on aborde le cas d'un parti passant d'un résultat de 5,0 % à 35,5 % des suffrages exprimés en huit ans. L'hypothèse la plus évidente à formuler est celle selon laquelle une grande partie de cet afflux de nouveaux électeurs provient des rangs socialistes. Une analyse comparée de l'évolution des résultats du PASOK et de Syriza dans les dix circonscriptions ayant le plus voté en faveur du PASOK en 2009 - scrutin remporté par les socialistes - permet de corroborer en partie cette hypothèse (tableau 44).

L'effondrement du PASOK est effectif dans toutes ces circonscriptions dès le scrutin de mai 2012, dans des proportions massives mais d'intensité variable (entre -46,3 et -26,4 points de pourcentage des suffrages exprimés). La percée de Syriza est modérée entre ces deux scrutins, avec des résultats qui restent inférieurs à la moyenne nationale, à deux exceptions près (Achaïe, Xanthi). Lors du scrutin suivant, au mois de juin, les résultats du PASOK restent à peu de choses près les mêmes, avec parfois même des progressions, tandis que Syriza accroît sensiblement son audience, avec des résultats supérieurs à la moyenne à trois exceptions près (Dodécanèse, Rhodope, Eurytanie). Si la déroute du PASOK a pu alimenter la percée de Syriza en 2012, le phénomène est donc resté marginal : l'effondrement socialiste, massif dès le mois de mai, ne n'est pas accompagné d'une montée en puissance de Syriza dans des proportions équivalentes. Et lors du scrutin du mois de juin, les socialistes stabilisent globalement leurs résultats, ce qui n'empêche pas Syriza d'enregistrer de fortes progressions.

En janvier 2015, le PASOK subit une nouvelle déroute avec des résultats très faibles dans les dix circonscriptions, n'excédant pas un maximum de 8,1 % des suffrages exprimés. Syriza y effectue au contraire de très fortes percées, avec des résultats supérieurs à la moyenne à une exception près (Dodécanèse), obtenant jusqu'à 48,5 % des suffrages exprimés. On reste toutefois loin de l'étiage qui était celui du PASOK en 2009 avec des chiffres dépassant systématiquement la majorité absolue des suffrages exprimés, même si cette donnée doit être relativisée par rapport aux résultats nationaux. La « diaspora » socialiste n'a donc pas trouvé refuge que chez Syriza, bien qu'il paraisse évident que des phénomènes de vases communicants existent entre les deux partis. Les légères progressions des socialistes en septembre 2015 vont d'ailleurs souvent de pair avec des reculs de Syriza : certains électeurs

désabusés par l'expérience du premier gouvernement Tsipras seront peut-être « retournés au bercail ». On constate néanmoins qu'une bonne partie des anciens bastions socialistes sont devenus des bastions de Syriza : en septembre 2015, 5 des 10 « meilleures » circonscriptions de Syriza se retrouvent dans notre tableau 44.

**Tableau 44 - Comparaison de l'évolution des résultats du PASOK et de Syriza dans les 10 circonscriptions ayant le plus voté PASOK en 2009 (en % des suffrages exprimés)**

	2009		MAI 2012		JUN 2012		JAN. 2015		SEP. 2015	
	PASOK	SYRIZA	PASOK	SYRIZA	PASOK	SYRIZA	PASOK	SYRIZA	PASOK	SYRIZA
HERAKLION	62,7	3,7	19,2	15,9	18,6	33,6	5,9	47,8	9,7	45,2
LASSITHI	59,4	3,8	23,1	14,0	23,8	27,1	6,5	43,5	11,2	39,2
XANTHI	58,8	4,6	12,5	24,1	9,7	38,6	6,4	45,4	4,1	49,6
RETHYMNON	57,9	3,9	20,4	14,6	21,8	28,2	6,1	39,5	10,3	38,1
DODECANESE	54,9	2,7	17,0	11,1	16,7	22,9	7,8	33,3	9,5	34,5
ELIDE	54,6	2,6	18,7	15,1	16,5	26,2	8,1	37,9	10,7	37,2
RHODOPE	53,1	1,9	26,7	9,4	20,5	19,8	3,3	48,5	4,6	39,5
ACHAÏE	52,7	3,9	14,1	21,8	13,5	32,2	3,9	43,1	7,6	41,5
EURYTANIE	51,2	2,3	19,0	12,2	18,0	20,7	4,3	37,1	9,6	33,5
LA CANEE	51,1	4,4	13,9	17,2	13,8	33,8	2,9	43,1	6,6	41,7
<b>RESULTATS NAT.</b>	<b>43,9</b>	<b>4,6</b>	<b>13,2</b>	<b>16,8</b>	<b>12,3</b>	<b>26,7</b>	<b>4,7</b>	<b>36,3</b>	<b>6,3</b>	<b>35,5</b>

Poussons plus loin cette analyse en divisant les 56 circonscriptions grecques en 4 groupes de 14 circonscriptions, délimités en fonction des résultats électoraux du PASOK en 2009 : le premier groupe rassemble les 14 circonscriptions ayant le plus voté socialiste, le dernier les 14 ayant le moins voté socialiste. Pour chaque groupe, on calcule une moyenne. Puis on compare ces moyennes du vote PASOK en 2009 avec les moyennes du vote Syriza en janvier 2015 dans les mêmes groupes de circonscriptions. Toutes proportions égales par ailleurs, on constate que la structure géographique du vote Syriza correspond assez bien à ce qui était celle du vote PASOK, avec une moyenne sensiblement supérieure au résultat national pour le premier groupe, plus proche du résultat national pour le second groupe, légèrement inférieure au résultat national pour le troisième groupe, sensiblement inférieure au résultat national pour le quatrième et dernier groupe (tableau 45).

**Tableau 45 - Comparaison des résultats moyens du PASOK en 2009 et de SYRIZA en janvier 2015 par groupes de 14 circonscriptions législatives**

	1 <sup>ER</sup> GROUPE	2 <sup>ND</sup> GROUPE	3 <sup>EME</sup> GROUPE	4 <sup>EME</sup> GROUPE
MOYENNE DU VOTE PASOK (09)	53,8 %	45,4 %	42,4 %	38,6 %
PROPORTION DU RESULTAT NATIONAL	122,5 %	103,4 %	96,6 %	87,9 %
MOYENNE DU VOTE SRYIZA (01/15)	39,9 %	36,6 %	34,8 %	32,8 %
PROPORTION DU RESULTAT NATIONAL	109,9 %	100,8 %	95,9 %	90,3 %

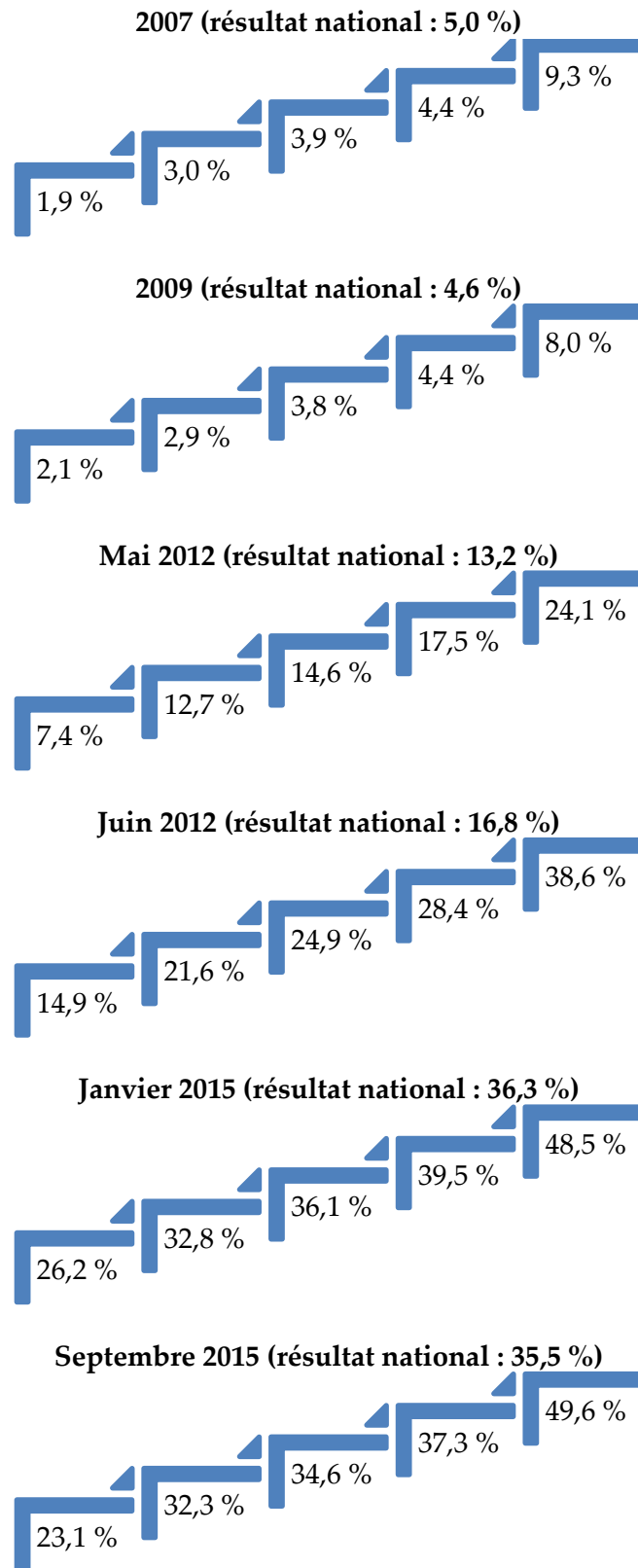
*(Moyennes non pondérées exprimées en pourcentages des suffrages exprimés, proportions correspondant à moyenne divisée par résultat national. Lire ainsi : « en 2009, le PASOK obtient en moyenne 53,8 % des suffrages exprimés dans les 14 circonscription qui ont le plus voté en faveur de ses listes, ce qui correspond à 122,5 % de son résultat national pour ce scrutin »).*

### **1.3 - Evolution de la structure du vote Syriza**

L'analyse des résultats de Syriza via notre méthode de subdivision par quarts pointe à nouveau le phénomène de convergence observé au niveau des zones de force et de faiblesse du parti (figure 8). Chaque quart correspond à chacune valeurs indiquées, qui divisent les données triées en quatre parts égales, de sorte que chaque donnée délimite un quart des circonscriptions.

Quelle que soit l'élection considérée, les écarts restent très importants entre la valeur minimale et la valeur maximale. Mais les chiffres tendent à se rapprocher au niveau des valeurs délimitant les trois quarts. Les disparités les plus faibles peuvent être observées en 2015 : la valeur délimitant premier et second quart équivaut à 83 % de la valeur délimitant troisième et quatrième quart pour le scrutin du mois de janvier, et cette proportion monte à 87 % pour le scrutin de septembre. L'évolution est sensible par rapport à 2009 (66 %), mai 2012 (73 %) et juin 2012 (76 %). Cette donnée est importante, puisqu'elle montre à quel point l'enracinement de Syriza gagne en homogénéité. Une homogénéité qui était l'un des traits saillants de la géographie électorale du PASOK avant la crise. Sur bien des aspects, Syriza a donc littéralement remplacé le PASOK.

Figure 8 - Fragmentation des résultats de Syriza au niveau des circonscriptions législatives de 2007 à 2015 (lire ainsi : en 2007, un quart des résultats se situent entre 1,9 % et 3,0 % des suffrages exprimés, et ainsi de suite)



Une analyse par coefficient de corrélation (r de Pearson) met elle en évidence le profond changement à l'œuvre dans la structure de la géographie électorale de Syriza (tableau 46). Plus le parti progresse, plus cette structure évolue. La corrélation était de 0,90, très significativement positive donc, entre les résultats de Syriza dans les circonscriptions en 2007 et en 2009. Elle reste significative entre 2009 et mai 2012, mais tombe déjà à 0,68. Finalement en 2015 il n'y a plus de corrélation avec la géographie électorale de 2007, et des corrélations très faibles avec 2009. On voit en revanche que l'essentiel des caractéristiques de cette géographie électorale est acquis en 2012 : les corrélations sont significativement positives (supérieurs à 0,5) entre les scrutins de 2012 et ceux de 2015. Cette analyse corrobore les observations effectuées au niveau de l'évolution contrastée de Syriza dans ses zones de force et de faiblesse de 2007.

*Tableau 46 - Matrice de corrélation (r de Pearson) du vote Syriza de 2007 à septembre 2015 au niveau des circonscriptions législatives*

	2007	2009	MAI 2012	JUIN 2012	JAN. 2015	SEP. 2015
2007	1					
2009	0,90	1				
MAI 2012	0,62	0,68	1			
JUIN 2012	0,48	0,55	0,89	1		
JAN. 2015	0,13	0,30	0,61	0,80	1	
SEP. 2015	0,04	0,19	0,60	0,75	0,87	1

L'établissement de matrices de corrélation entre le vote Syriza et le vote pour d'autres partis permet de tirer différentes conclusions (tableau 47). Au niveau de la corrélation entre le vote Syriza et le vote PASOK, il y a clairement un avant et un après. Avant 2012, les deux partis n'ont clairement pas la même implantation, avec une corrélation négative entre le vote pour Syriza en 2009 et le vote pour le PASOK en 2007. Après 2012, alors que le PASOK s'effondre et que Syriza progresse, l'implantation électorale des deux partis reste très différente, avec notamment une valeur de -0,45 entre le vote PASOK de mai 2012 et le vote Syriza de juin 2012, ou encore de -0,34 entre le vote PASOK de janvier 2015 et le vote Syriza de septembre 2015.

En revanche, les corrélations entre la structure du vote pour le PASOK avant la crise (2007, 2009) et celle du vote pour Syriza durant la crise (2012, 2015) sont significativement positives. Cette donnée est au départ timide, avec des corrélations non-significatives entre le vote Syriza pour le scrutin de mai 2012, celui du premier effondrement du PASOK et de la première percée de Syriza, et le vote PASOK pour les scrutins de 2007 et 2009. En revanche la structure du vote Syriza, fort d'une nouvelle progression de dix points, en juin 2012 est positivement corrélée à

la structure du vote PASOK en 2007 (0,29) et en 2009 (0,35). Mais ce sont vraiment les scrutins de 2015, théâtre d'une nouvelle percée de Syriza et d'une marginalisation du PASOK, qui permettent en quelque sorte d'« enfoncer le clou » : la structure du vote Syriza en janvier 2015 puis en septembre 2015 est très significativement corrélée ( $r$  de Pearson nettement supérieur à 0,5) à la structure du vote PASOK en 2007 et 2009. Là encore, Syriza s'est substitué au PASOK.

Les corrélations entre les votes pour le Parti communiste KKE et Syriza permettent de dresser un constat inverse : au fur-et-à mesure que Syriza progresse, la structure de son vote se distingue de plus en plus de celle de son vieux rival. Le vote Syriza reste corrélé positivement, dans des proportions qui décroissent avec le temps, au vote KKE jusqu'en 2012, avec un minimum de 0,28. En revanche le vote Syriza lors des deux scrutins de 2015 n'est plus significativement corrélé au vote KKE lors de tous les scrutins précédents. Et la corrélation la « plus » négative peut être observée entre la structure du vote Syriza en septembre 2015 et celle du vote KKE en janvier 2015 (-0,14, ce qui reste non-significatif). En progressant, Syriza s'est donc doté d'une assise transcendant largement la géographie électorale traditionnelle de la gauche radicale.

S'il y a bien une chose qui n'a pas changé, ce sont les différences profondes qui séparent le vote Syriza du vote en faveur de la Nouvelle démocratie. Tous scrutins confondus, la corrélation entre la structure du vote Syriza et celle du vote ND est toujours significativement négative, avec un maximum de -0,54. Le vote Syriza se distingue d'ailleurs globalement du vote en faveur des partis de droite toutes tendances confondues. Bien que dans des proportions moindres, les corrélations sont ainsi négatives entre le vote pour Syriza et le vote en faveur des néonazis d'Aube dorée. Elles sont peu significatives et la plupart du temps négatives entre le vote Syriza et le vote en faveur des Grecs indépendants, les deux partis devenant pourtant partenaires de coalition gouvernementale dès janvier 2015. De ce point de vue, l'alliance est donc pertinente en ce sens qu'elle permet de fédérer des électors différents. Enfin concernant le vote en faveur des nationalistes ultraconservateurs de l'Alerte populaire orthodoxe (LAOS)<sup>544</sup> fait apparaître des évolutions plus contrastées, avec une surprenante corrélation de 0,37 entre le vote pour LAOS en 2007 et le vote Syriza en 2009. La corrélation

---

<sup>544</sup> LAOS n'est pas pris en compte pour les scrutins de 2015, car le parti n'a obtenu qu'1 % des suffrages exprimés au scrutin de janvier et n'a pas présenté de candidats au scrutin de septembre.

reste positive, quoique peu significative, entre le vote Syriza en mai 2012 et le vote LAOS en 2007 et 2009. Après quoi, les corrélations deviennent négatives. On peut émettre l'hypothèse que les deux partis ont dans un premier temps été tous deux bien représentés dans certains champs de la contestation, avant que la crise ne vienne balayer le système politique traditionnel.

Enfin concernant les autres partis de gauche, les résultats sont contrastés. La structure du vote pour la Gauche démocrate (DIMAR) en mai 2012 n'est pas significativement corrélée au vote Syriza lors des scrutins suivants. On observe en revanche une corrélation significativement positive entre le vote Dimar de juin 2012 et le vote Syriza de janvier 2015 (0,36). Dans la mesure où l'élection de janvier 2015 a vu l'effondrement de la Dimar, on peut en déduire que nombre de ses anciens électeurs sont venus garnir les rangs de Syriza. La même observation peut être faite avec l'évolution des résultats du petit parti de centre-gauche To Potami entre les deux scrutins de 2015 (ce parti n'existant pas avant).

Un mot enfin du parti Unité populaire, scission de l'aile gauche de Syriza qui se présente pour la première fois aux élections de septembre 2015 et n'est pas pris en compte dans notre tableau. La structure de son vote est positivement corrélée à celle de la structure du vote pour Syriza au scrutin du mois de janvier de la même année. Mais cette corrélation n'est que de 0,31. Ce parti n'est donc parvenu que marginalement à récupérer les électeurs déçus de Syriza, son cœur de cible, ce qui contribue à expliquer son échec à franchir le seuil d'éligibilité permettant d'obtenir des sièges de députés.



**Tableau 47 - Matrices de corrélation (r de Pearson) entre le vote Syriza de 2009 à septembre 2015 et le vote pour d'autres partis de 2007 à janvier 2015 au niveau des circonscriptions législatives**

PASOK → SYRIZA ↓ 2009	<b>2007</b>	<b>2009</b>	<b>MAI 2012</b>	<b>JUIN 2012</b>	<b>JAN. 2015</b>	<b>SEP. 2015</b>
	-0,30	X				
MAI 2012	0,03	0,11	X			
JUIN 2012	0,29	0,35	-0,45	X		
JAN. 2015	0,56	0,59	0,04	-0,07	X	
SEP. 2015	0,63	0,65	0,03	-0,04	-0,34	X
ND → SYRIZA ↓ 2009	<b>2007</b>	<b>2009</b>	<b>Mai 2012</b>	<b>Juin 2012</b>	<b>Jan. 2015</b>	<b>Sep. 2015</b>
	-0,54	X				
MAI 2012	-0,64	-0,63	X			
JUIN 2012	-0,76	-0,77	-0,69	X		
JAN. 2015	-0,62	-0,66	-0,59	-0,73	X	
SEP. 2015	-0,58	-0,64	-0,53	-0,66	-0,73	X
KKE → SYRIZA ↓ 2009	<b>2007</b>	<b>2009</b>	<b>Mai 2012</b>	<b>Juin 2012</b>	<b>Jan. 2015</b>	<b>Sep. 2015</b>
	0,54	X				
MAI 2012	0,45	0,40	X			
JUIN 2012	0,41	0,38	0,28	X		
JAN. 2015	0,15	0,12	0,11	0,10	X	
SEP. 2015	-0,02	-0,07	-0,08	-0,11	-0,14	X
LAOS → SYRIZA ↓ 2009	<b>2007</b>	<b>2009</b>	<b>Mai 2012</b>	<b>Juin 2012</b>	<b>Jan. 2015</b>	<b>Sep. 2015</b>
	0,37	X				
MAI 2012	0,17	0,15	X			
JUIN 2012	-0,02	-0,04	-0,20	X		
JAN. 2015	-0,35	-0,35	-0,41	-0,43		
SEP. 2015	-0,21	-0,23	-0,17	-0,20		
ANEL → SYRIZA ↓			<b>Mai 2012</b>	<b>Juin 2012</b>	<b>Jan. 2015</b>	<b>Sep. 2015</b>
MAI 2012			X			
JUIN 2012			-0,01	X		
JAN. 2015			-0,22	-0,20	X	
SEP. 2015			-0,04	-0,04	0,11	X
XA → SYRIZA ↓			<b>Mai 2012</b>	<b>Juin 2012</b>	<b>Jan. 2015</b>	<b>Sep. 2015</b>
MAI 2012			X			
JUIN 2012			-0,06	X		
JAN. 2015			-0,33	-0,36	X	
SEP. 2015			-0,34	-0,38	-0,49	X
AUTRES → SYRIZA ↓			<b>Mai 2012 (Dimar)</b>	<b>Juin 2012 (Dimar)</b>	<b>Jan. 2015 (Potami)</b>	
MAI 2012			X			
JUIN 2012			0,15	X		
JAN. 2015			0,05	0,36	X	
SEP. 2015			0,17	0,23	0,24	

## 2. Analyse sociologique du vote Syriza

Pour analyser la composition sociologique de l'électorat de Syriza, nous nous basons sur les chiffres fournis par trois instituts de sondages grecs, qui produisent des études détaillées pour les élections législatives en Grèce : *Metron Analysis*, *Public Issue* et *Kapa Research*. Les chiffres sont issus des notices fournies par les instituts, uniquement pour les élections pour lesquelles des notices ont été publiées (tableaux 48, 49 et 50).

Au fur et à mesure que le parti progresse dans les urnes, l'électorat de Syriza devient très féminisé. Le parti, surtout lorsqu'il commence à atteindre des résultats élevés, est nettement plus représenté parmi les femmes que parmi les hommes, en particulier d'après l'institut *Public Issue*. Dans la mesure où le vote des femmes au foyer ne devient supérieur à la moyenne qu'à partir du scrutin de septembre 2015, on en déduit que ce sur-vote féminin est, dans un premier temps, essentiellement le fait de femmes actives. Du moins jusqu'au scrutin de septembre 2015, où le vote Syriza chez les femmes au foyer devient nettement supérieur à la moyenne. Cette surreprésentation de Syriza dans le vote féminin est spécifique au parti : l'électorat PASOK en 2007 et 2009 n'avait pas cette particularité. Il n'y a pas d'explication toute faite à ces résultats. Tout au plus pouvons-nous émettre l'hypothèse que les femmes étant plus touchées par les effets de la crise et de l'austérité que les hommes, celles-ci ont été plus sensibles aux discours de Syriza. Le chômage est notamment plus élevé chez les femmes que chez les hommes (données Eurostat).

Le vote par tranches d'âge ne fait pas apparaître de différences saillantes, en dehors d'une sous-représentation parmi les plus âgés, qui tend à s'estomper lors des élections de 2015. Le vote des retraités suit logiquement les mêmes tendances. En dépit de son investissement auprès des mouvements de jeunesse, Syriza ne rencontre pas de succès particulier auprès des 18-24 ans, qui lui accordent des résultats proches de sa moyenne nationale si l'on fait abstraction des chiffres de *Metron Analysis* pour le scrutin de septembre 2015, qui contredisent ceux de *Public Issue*.

Le vote par profession ou par activité fait en revanche apparaître une nette surreprésentation chez les étudiants pour les scrutins de 2007 et de 2009, avec des résultats environ trois fois

supérieurs au résultat national. Le vote étudiant se rapproche ensuite de la moyenne, voire devient légèrement moins important.

Syriza devient dès les élections de 2012 très représenté parmi les chômeurs, qui accordent au parti des résultats sensiblement supérieurs à ses résultats globaux, y compris en septembre 2015 après l'acceptation par le gouvernement Tsipras du troisième mémorandum. Dans un pays dans lequel le chômage concerne plus de 20 % de la population tout au long de la période étudiée, atteignant même 28 % en juillet 2013, cette peut fortement structurer un résultat électoral.

Mais le parti est aussi bien implanté parmi les salariés : qu'ils soient du secteur public ou du secteur privé, ils votent plus que la moyenne en faveur des listes Syriza. On observe un léger décrochage entre janvier 2015 et septembre 2015 chez les deux instituts Metron et Public Issue, peut-être le symptôme de la déception suscitée par la non mise en œuvre des promesses d'amélioration du droit du travail et d'arrêt des coupes dans les dépenses publiques.

Les résultats sont plus aléatoires auprès des chefs d'entreprises et personnes travaillant à leur compte : indépendants, artisans, commerçants. Avant la crise, Syriza est surreprésenté auprès de ces professions. Ensuite, les résultats se rapprochent des chiffres globaux et y sont même légèrement inférieurs. On observe là encore un net décrochage entre janvier et septembre 2015. Le programme de Thessalonique sur lequel le parti s'appuyait pour le scrutin de janvier 2015 contenait d'importantes promesses de réformes liées à la fiscalité et à l'endettement des petites et moyennes entreprises. Leur non mise en œuvre a probablement suscité de la déception parmi les principaux intéressés.

Au grès des progressions électorales, l'électorat de Syriza devient de plus en plus populaire. Si avant la crise le parti est nettement plus représenté parmi les plus diplômés, les résultats en fonction du vote par niveau de diplôme connaissent ensuite des évolutions. Les moins diplômés restent rétifs en 2012, mais leur soutien devient massif en 2015, tandis que la surreprésentation auprès des plus diplômés tend à s'estomper. On relève une très forte surreprésentation du vote Syriza chez les personnes déclarant à Public Issue éprouver des difficultés financières pour les scrutins de juin 2012 et de janvier 2015, tandis que le vote des personnes déclarant s'en sortir est nettement inférieur aux résultats globaux. En septembre,

les votes de ces deux catégories de personnes convergent avec le résultat national, conséquence probable de l'acceptation du troisième mémorandum, dont le contenu impacte essentiellement les personnes jouissant de faibles revenus, les retraités en particulier.

Public Issue détaille enfin les votes par auto-positionnement sur un axe gauche-droite. Sans surprise, Syriza est beaucoup plus représenté parmi les Grecs se situant à gauche ou au centre-gauche que parmi les autres. On observe toutefois un soutien croissant, d'élection en election, de la part des électeurs se situant au centre de l'échiquier politique. La pénétration auprès des électeurs se situant à droite demeure faible mais n'est pas marginale pour autant : en janvier 2015 Syriza aurait bénéficié du vote de 8,1 % des électeurs se situant au centre-droit. On remarque une tendance à la modération entre les scrutins de janvier et septembre 2015 : le parti reste très représenté auprès des grecs se déclarant de gauche, mais son soutien augmente chez ceux se situant au centre-gauche et au centre. Enfin Syriza connaît des fortunes diverses auprès des grecs « apolitiques » : en dehors du scrutin de juin 2012, les personnes refusant de se situer sur une échelle gauche-droite votent moins que la moyenne en faveur des listes Syriza.

D'après l'institut Kapa Research, plus de la moitié des électeurs ayant voté « non » au référendum de juillet 2015 et s'étant déplacé pour voter aux élections législatives de septembre 2015 ont glissé un bulletin Syriza dans l'urne, contre un peu moins de 8 % de ceux ayant voté « oui ». En dépit de l'acceptation du troisième mémorandum par le gouvernement Tsipras, l'électorat de Syriza reste donc un électorat massivement hostile aux politiques d'austérité.

Tableau 48 – Sociologie du vote Syriza (Metron Analysis)

	2007	2009	MAI 2012	JUIN 2012	JAN. 2015	SEP. 2015
<b>GENRE</b>						
FEMME	6	5	<i>Informations non communiquées</i>		37,9	39,2
HOMME	5	5			35,0	32,2
<b>ÂGE</b>						
18-24 ANS	8	8	19	31	35,0	41,3
25-34 ANS	9	7		32	33,6	33,9
35-54 ANS	10	7		33	39,1	36,3
55 ANS ET PLUS	6	3	14	19	34,5	34,7
<b>PROFESSION</b>						
AGRICULTEUR	1	2	6	22	28,8	33,7
INDEPENDANT OU CHEF D'ENTREPRISE	7	7	18	31	33,5	28,7
SALARIE DU SECTEUR PUBLIC	8	9	22	31	38,1	37,1
SALARIE DU SECTEUR PRIVE	7	8	19	33	39,5	37,4
CHOMEUR	5	4	22	36	43,5	43,3
RETRAITE	2	2		16	32,7	34,0
FEMME AU FOYER	2	2	14	25	32,5	39,2
ETUDIANT	14	12	19	32	32,8	37,6
<b>NIVEAU D'EDUCATION (1 ETANT LE PLUS FAIBLE)</b>						
NIVEAU 1	1	2	<i>Informations non communiquées</i>			
NIVEAU 2	5	5				
NIVEAU 3	10	9				

*Tableau 49 – Sociologie du vote Syriza (Kapa Research)*

SEP. 2015	
<b>GENRE</b>	
FEMME	39,2
HOMME	31,8
<b>ÂGE</b>	
18-23 ANS	37,8
24-29 ANS	37,6
30-35 ANS	35,8
36-41 ANS	35,2
42-47 ANS	37,2
48-53 ANS	38,6
54-59 ANS	35,9
60-65 ANS	32,4
65 ANS ET PLUS	31,7
<b>PROFESSION</b>	
AGRICULTEUR	27,8
INDEPENDANT	30,3
CHEF D'ENTREPRISE	30,3
SALARIE DU SECTEUR PUBLIC	42,9
SALARIE DU SECTEUR PRIVE	37,2
CHOMEUR	44,3
RETRAITE	31,9
FEMME AU FOYER	42,2
ETUDIANT	37,6
<b>NIVEAU D'EDUCATION</b>	
NIVEAU 1	40,1
NIVEAU 2	36,9
NIVEAU 3	32,4
<b>VOTE AU REFERENDUM</b>	
NON	53,1
OUI	7,6

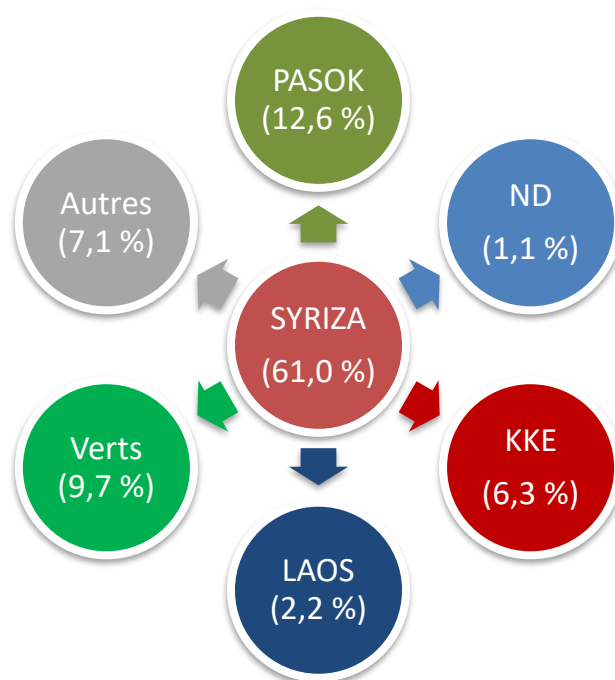
Tableau 50 – Sociologie du vote Syriza (Public Issue)

	2007	MAI 2012	JUIN 2012	JAN. 2015	SEP. 2015
<b>GENRE</b>					
FEMME	5	20	29	39,1	43,2
HOMME	5	14	25	33,8	28,2
<b>ÂGE</b>					
18-24 ANS	8	20	37	38,7	34,7
25-34 ANS	5	16	33	31,7	35,7
35-44 ANS	6	20	32	37,9	36,1
45-54 ANS	6	21	34	43,7	40,6
55- 64 ANS	3	19	27	39,4	38,2
65 ANS ET PLUS	1	9	13	28,2	29,7
<b>PROFESSION</b>					
AGRICULTEUR	1			36,8	22,8
EMPLOYEUR / CHEF D'ENTREPRISE	7	17	27	26,8	17,2
INDEPENDANT	7			32,9	34,9
ARTISAN (+ COMMERÇANT EN 2015)	4			36,7	23,3
SALARIES DU SECTEUR PUBLIC	6	22	33	44,6	39,7
SALARIES DU SECTEUR PRIVE	6	18	34	39,5	36,4
CHOMEUR	4	22	37	44,3	39,8
FEMME AU FOYER	2	16	23	35,3	43,9
RETRAITES – SECTEUR PUBLIC	2	12	18	29,1	30,6
RETRAITES – SECTEUR PRIVE	3			33,0	34,7
ETUDIANT	12	20	39	42,3	37,9
<b>NIVEAU D'EDUCATION</b>					
NIVEAU 1	1	10	19	39,0	40,8
NIVEAU 2	1	18	29	36,4	36,4
NIVEAU 3	4	19	28	35,1	32,1
NIVEAU 4	8				
<b>AUTO-POSITIONNEMENT SUR UNE ECHELLE GAUCHE-DROITE</b>					
GAUCHE	14	38	59	67,1	58,5
CENTRE-GAUCHE		23	39	55,2	60,5
CENTRE	2	10	19	27,4	28,6
CENTRE-DROIT	0	4	4	8,1	6,5
DROITE		3	4	5,9	5,1
TOUT CELA NE VEUT RIEN DIRE	5	10	29	30,2	19,3
NSPP	3				
<b>REGION</b>					
AIRE URBAINE D'ATHENES		21	31	37,1	36,1
AIRE URBAINE DE THESSALONIQUE		21	24	34,8	34,2
RESTE DE LA GRECE		14	25	36,2	35,3
<b>EVALUATION DE LA SITUATION FINANCIERE PERSONNELLE</b>					
EPROUVE DES DIFFICULTES FINANCIERES		18	31	42,4	35,2
N'EN EPROUVE PAS		14	18	24,2	36,0

### 3. Analyse des transferts d'électeurs

Avant la crise, Syriza connaît des phénomènes de vases communicants avec les autres partis de gauche entre deux élections. L'estimation des transferts de voix entre les élections législatives de 2007 et de 2009 effectuée par l'institut Metron Analysis en atteste (figure 9). Syriza ne récupère que 61 % de ses électeurs entre ces deux scrutins, et près de 29 % se répartissent entre trois partis classés à gauche, à savoir le PASOK, Les Verts écologistes et le KKE. Le parti a donc un électorat volatile qui « circule » en vase clos entre les différentes options qui s'offrent à lui sur la partie gauche de l'échiquier politique.

*Figure 9 - Vote des électeurs de Syriza en 2007 aux élections législatives de 2009 (Chiffres Metron Analysis, travail personnel pour le graphique)*

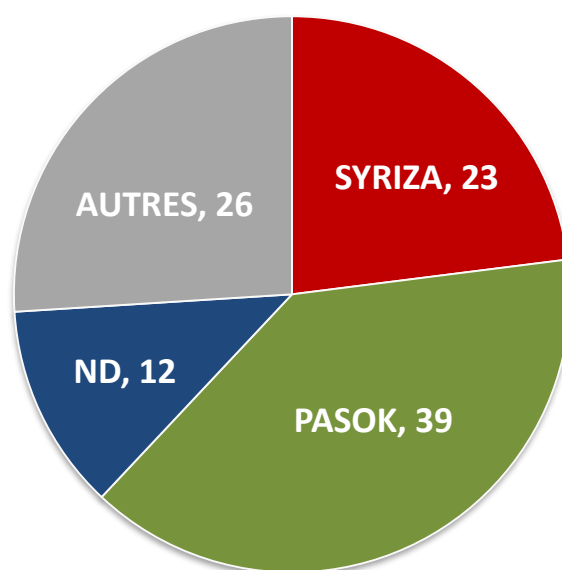


Dès les élections législatives de mai 2012, cette situation évolue sensiblement. Toujours d'après Metron Analysis (figure 12), les électeurs ayant voté Syriza lors de ce scrutin se répartissent en quatre groupes dont un domine nettement les autres : les anciens électeurs du PASOK. 39 % des électeurs de Syriza en mai 2012 avaient voté socialiste en 2009 : on a ici une première étape dans le processus de « remplacement » du PASOK par Syriza. Mais en passant de 4,6 à 16,8 %, la coalition a su attirer à elle d'autres électeurs. 26 % d'entre eux avaient voté pour des partis autres que Syriza, le PASOK et la ND en 2009. Et surtout 12 % sont d'anciens électeurs de la



ND. Un chiffre surprenant au regard des différences qui séparent fondamentalement Syriza du principal parti de la droite. On observe ici l'émergence du clivage conjoncturel pro/anti-mémorandums, qui concurrence en partie le clivage gauche/droite. L'éclatement du système politique – la ND subit la scission de sa fraction anti-austérité, partie fonder le parti ANEL, Syriza subit la scission de son aile modérée, partie fonder DIMAR, etc – correspond donc aussi à une division de l'électorat sur cette question des mémorandums, de l'austérité et des rapports à l'Union européenne. Beaucoup d'électeurs qui votaient en fonction de leur positionnement sur un axe gauche/droite préfèrent désormais choisir le parti qui, de leur point de vue, défend les positions se rapprochant le plus de leurs points de vue sur les mémorandums.

*Figure 10 - Composition de l'électorat Syriza en mai 2012 en fonction des votes en 2009 (Chiffres Metron Analysis, travail personnel pour le graphique)*

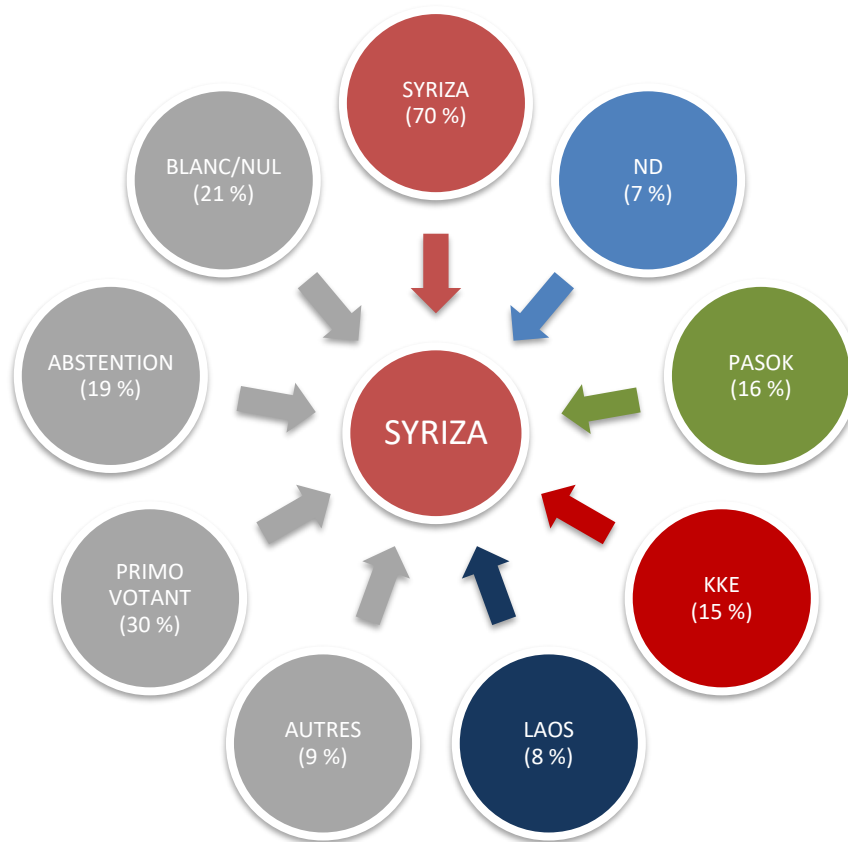


L'analyse détaillée des transferts de voix effectuée par l'institut Public Issue (figure 11) semble plus mesurée au sujet des transferts entre PASOK et Syriza, toutes proportions égales par ailleurs<sup>545</sup> : seuls 16 % des anciens électeurs socialistes se seraient reportés sur la Coalition de la

<sup>545</sup> En 2009 le PASOK rassemble plus de 3 millions d'électeurs, ce qui en faisait le premier choix des électeurs grecs devant l'abstention (2,9 millions). 16 % des électeurs du PASOK, cela représente donc environ 480.000 voix, à rapporter au million de voix obtenues par Syriza lors du scrutin de mai 2012.

gauche radicale. Les renforts en provenance des autres partis parlementaires sont modestes : 7 % des anciens électeurs de la ND, 15 % de ceux du KKE. C'est à l'extérieur du système partisan que Syriza a su trouver des appuis : près d'un tiers des primo-votants lui ont accordé leurs suffrages, 21 % de ceux ayant voté blanc ou nuls et 19 % de ceux s'étant abstenus en 2009. Syriza a donc été choisi en mai 2012 par une grande partie de ceux qui n'avaient pas pu ou pas voulu choisir en 2009, bref ceux qui se situaient *en marge* du système partisan.

*Figure 11 - Transferts de voix en faveur de Syriza entre les élections législatives de 2009 et celles de mai 2012 (Chiffres Public Issue, travail personnel pour le graphique)*

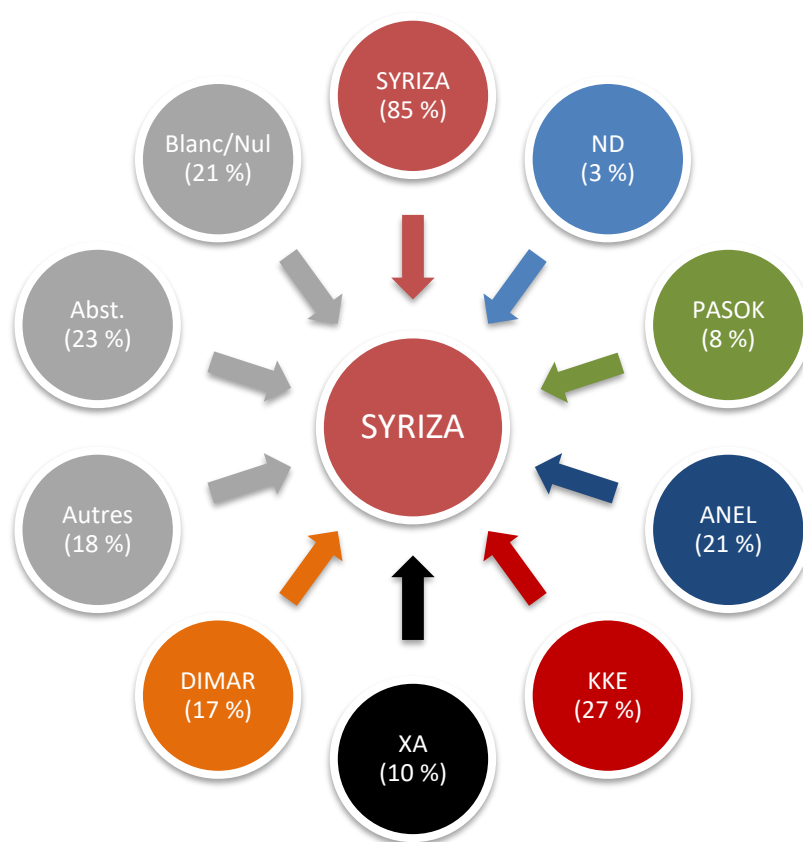


Entre les élections législatives de mai 2012 et celles du mois de juin, Syriza progresse à nouveau de dix points et reçoit donc le renfort de nombreux nouveaux électeurs (figure 12). Relevons tout d'abord que les électeurs de Syriza sont très fidèles : 85 % d'entre eux renouvellent leur choix. Cette fois, le phénomène de « plumage de la volaille socialiste »<sup>546</sup> reste limité : seuls 8 % des électeurs du PASOK ont basculé vers Syriza. Ce qui n'a rien de surprenant dans la mesure où les résultats du PASOK sont restés stables entre les deux scrutins. Si les reports en

<sup>546</sup> En référence à une célèbre citation d'Albert Treint, dirigeant du Parti communiste français de 1923 à 1925.

provenance des électeurs de la ND sont quasi-inexistants, Syriza est en revanche rallié par des électeurs ayant précédemment voté pour des partis farouchement opposés aux politiques d'austérité, qu'ils se situent sur sa gauche (le KKE, qui perd plus du quart de ses électeurs au profit de Syriza) ou sur sa droite (ANEL). Bien que plus limités, les renforts proviennent aussi de deux partis qui avaient exprimé des points de vue critiques à l'égard des mémorandums lors de la campagne électorale de mai 2012, comme la Gauche démocrate (DIMAR), qui procède au départ d'une scission de Syriza : certains anciens électeurs de Syriza seront donc « retournés au bercaïl ». De façon plus surprenante, 10 % des électeurs du parti néonazi Aube dorée (XA) ont basculé vers Syriza : bien que tout ou presque sépare les deux partis, on voit ici à quel point le clivage pro/anti-mémorandums structure maintenant le comportement des électeurs. Enfin Syriza a aussi su séduire une part importante des électeurs se situant en marge de la vie politique parlementaire : 18 % des électeurs ayant voté pour de petits partis n'ayant pas obtenus d'élus au mois de mai, 23 % des anciens abstentionnistes et 21 % de ceux qui avaient voté blanc ou nul. Si ces chiffres sont importants, ils sont moindres que ceux des renforts engrangés par la ND auprès de ces mêmes catégories d'électeurs : Syriza a suscité de l'adhésion mais aussi du rejet, voire de la peur, incitant certains électeurs à se mobiliser pour lui faire barrage.

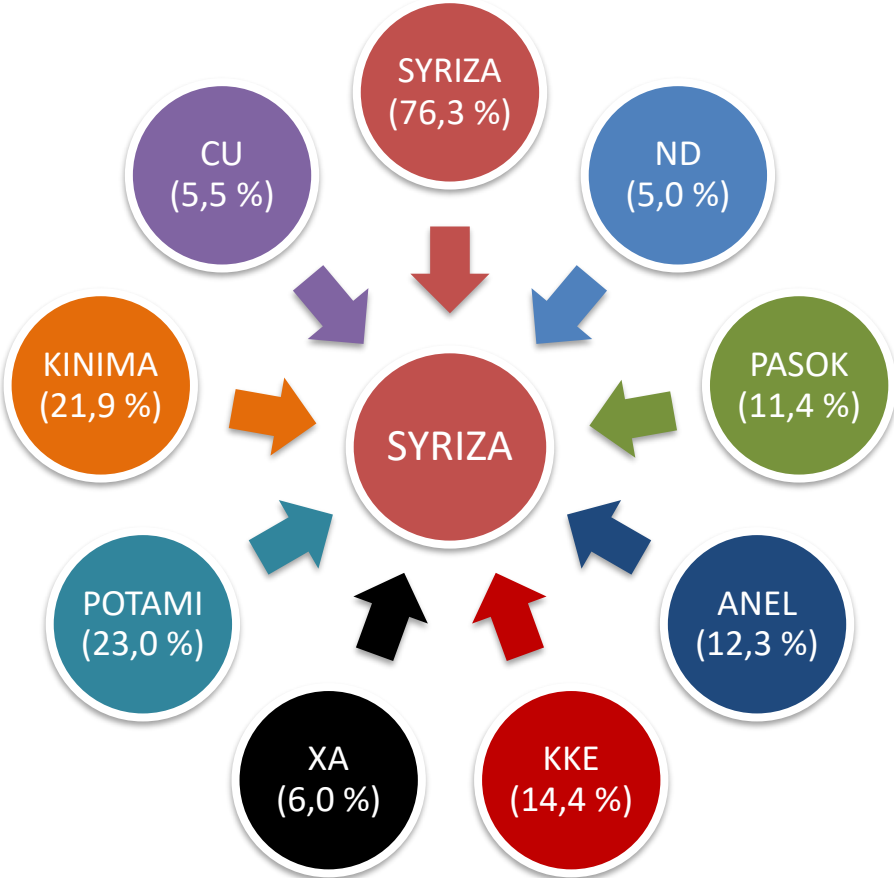
Figure 12 - Transferts de voix en faveur de Syriza entre les élections législatives de mai 2012 et celles de juin 2012  
(Chiffres Public Issue, travail personnel pour le graphique)



La mutation de l'électorat de Syriza semble achevée en 2015. Entre les scrutins de janvier et de septembre de cette année, le parti perd près du quart de ses électeurs d'après l'institut Kapa Research (figure 13), ce qui n'est pas négligeable. Mais il reçoit dans le même temps des renforts provenant de l'ensemble du spectre politique. Ils sont pour l'essentiel issus des rangs de la gauche : 23 % des électeurs du parti de centre-gauche pro-mémorandum To Potami rallient Syriza, au même titre que près de 22 % des électeurs de Kinima, une scission du PASOK organisée autour de l'ancien premier ministre socialiste George Papandreou, plus de 14 % des électeurs du KKE et plus de 11 % de ceux du PASOK. Mais Syriza reçoit aussi le renfort de plus d'un dixième des anciens électeurs de son partenaire de coalition gouvernementale, l'ANEL. Les gains en provenance du reste de la droite (ND, XA, Union des centristes – CU) sont eux marginaux. On a ici des transferts de voix qui semblent pour l'essentiel procéder de logiques de « votes utiles » : vote utile à gauche pour faire barrage à la

ND, alors en hausse dans les sondages d'intention de vote, et vote utile parmi les partisans du gouvernement, qui maximisent les chances du principal parti de la coalition gouvernementale d'obtenir le plus grand nombre de voix. L'antagonisme entre partisans et adversaires de l'austérité semble ici avoir été dépassé, Syriza obtenant même plus de ralliement auprès des électeurs ayant choisi des partis pro-mémorandums.

Figure 13 - Transferts de voix en faveur de Syriza entre les élections législatives de janvier 2015 et celles de septembre 2015 (Chiffres Kapa Research, travail personnel pour le graphique)



## Chapitre 3 - Les électeurs du Bloc de gauche

Nous l'avons vu, le parcours du Bloc est atypique : de parti essentiellement focalisé sur les revendications « post-matérialistes » issues des nouveaux mouvements sociaux, il s'est peu à peu mué en champion de la dénonciation de la mise en œuvre de politiques d'inspiration néolibérale et, surtout, de l'austérité budgétaire. Quel impact cette évolution a-t-elle eu sur l'électorat du parti ? Quels sont les électeurs qui sont venus gonfler ses rangs en 2009 et 2015, années au cours desquelles le Bloc de gauche dépasse le seuil des 10 % des suffrages exprimés lors des élections législatives ? Nous y répondrons dans ce chapitre au long duquel nous mettrons en évidence les profonds changements ayant affecté la géographie électorale du parti.

### 1. Analyse géographique : une répartition des suffrages en évolution

#### 1.1 - Evolution comparée dans les zones de force et les zones de faiblesse

##### *Les élections législatives au Portugal*

Les 230 députés de l'Assemblée de la République, Parlement monocaméral du Portugal, sont élus à la représentation proportionnelle. Les sièges sont répartis entre 22 circonscriptions électorales, correspondant aux 18 districts du Portugal continental, aux îles des Açores et de Madère et à deux circonscriptions des portugais établis à l'étranger (une pour l'Europe et une pour le reste du monde). Chaque circonscription reçoit un nombre de sièges proportionnel à sa démographie : la plus petite circonscription, Portalegre, ne pourvoit que deux sièges tandis que la plus grande, Lisbonne, en pourvoit 47. Il n'y a aucun seuil d'éligibilité requis mais l'emploi de la méthode d'Hondt pour le calcul de la répartition des sièges et la faible magnitude qui prévaut dans la majorité des circonscriptions limite les possibilités d'élection pour les petits partis.

Le Bloc de gauche fait sa première entrée à l'Assemblée de la République, Parlement monocaméral du Portugal, à l'occasion des élections législatives de 1999, au cours desquels il obtient 2,5 % des suffrages exprimés et 2 sièges. Seules deux zones de force sont alors à signaler

à l'échelle des 22 circonscriptions électorales que comptait le Portugal à cette époque : Lisbonne, où le BE décroche ses deux sièges de députés avec 4,9 % des suffrages exprimés, et Setúbal, circonscription limitrophe et bastion électoral du Parti communiste portugais, où il obtient un résultat plus modeste de 3,5 %. Au niveau communal, les meilleurs résultats - supérieurs à 4 % - sont, à l'exception de Porto, concentrés dans l'agglomération de Lisbonne ou à sa périphérie, dans des villes fortement peuplées comme Oeiras, Cascais, Almada, Amadora, Sintra et bien-sûr Lisbonne.

En 2002, cette géographie électorale varie peu : le BE enregistre une très légère progression en obtenant 2,9 % des suffrages exprimés et trois sièges de députés, toujours deux à Lisbonne et un nouveau à Porto, dont la circonscription pourvoyait alors 38 sièges, permettant au BE d'obtenir un élu à la proportionnelle malgré un résultat de seulement 2,7 %. Les zones de force demeurent encore, et de loin, les circonscriptions de Lisbonne et Setúbal, mais le BE parvient aussi à dépasser sa moyenne nationale dans les circonscriptions de l'île de Madère, dans la circonscription de Santarém, qui est voisine de celles de Lisbonne et de Setúbal, ainsi que dans celle de Faro, la plus au sud du Portugal. Les résultats sont particulièrement médiocres - inférieurs à 1 % - dans les forteresses du Parti social-démocrate (PSD, droite) que sont Vila Real and Brangaça, à l'extrémité nord du pays, de même qu'après des Portugais établis à l'étranger. Au niveau communal, les résultats sont un peu mieux répartis qu'en 1999, et la barre des 4 % des suffrages exprimés est cette fois franchie dans 21 communes. En dehors de Porto, ces dernières restent pour leur grande majorité localisées dans l'agglomération lisbonnaise ou à sa périphérie, mais on relève aussi quelques résultats plus élevés que la moyenne dans des villes moyennes du centre du pays comme Marinha Grande, Torres Novas et Entroncamento, ainsi qu'à Funchal, chef-lieu de l'île de Madère.

Aux élections législatives de 2005, le BE connaît une percée en obtenant 6,5 % des suffrages exprimés. Le parti décroche huit sièges de députés qui restent encore très concentrés dans les aires urbaines de Lisbonne et Porto : quatre dans la circonscription de Lisbonne, deux dans la circonscription de Setúbal et deux autres dans la circonscription de Porto. La géographie électorale évolue sensiblement : la meilleure circonscription devient celle de Setúbal, où le BE passe la barre des 10 % des suffrages exprimés. Le parti excède sa moyenne nationale dans quatre autres circonscriptions : Lisbonne, la circonscription voisine de Santarém, la

circonscription de Poto et la circonscription de Faro, la plus au sud. Contrairement à 2002, Madère n'est plus une zone de force avec un résultat d'un peu moins de 4 % des suffrages exprimés. Au niveau communal, le BE dépasse les 10 % des suffrages exprimés dans onze communes. Entroncamento - 13,2 % - et Marinha Grande - 11,8 % - deviennent les deux communes votant le plus BE, synonyme que l'enracinement du parti se désenclave quelque peu. Les neuf autres communes à plus de 10 % - Setúbal, Moita, Barreiro, Seixal, Sesimbra, Almada, Sintra, Oeiras, Palmela - se situent toutes dans l'aire urbaine du grand Lisbonne et avaient déjà apporté de bons résultats au BE lors des scrutins précédents. L'influence du parti semble se tasser à Lisbonne *intramuros* où le résultat n'est que de 9 %. La carte du vote BE demeure très urbaine : le parti obtient des résultats supérieurs à sa moyenne nationale dans 16 des 20 communes les plus peuplées du Portugal.

En 2009, le BE enregistre une nouvelle progression et obtient 10,1 % des suffrages exprimés. Seize députés « bloquistes » sont élus : cinq dans la circonscription de Lisbonne, trois dans celle de Porto, deux dans celle de Setúbal et un dans chacune des circonscriptions de Santarém, Coimbra, Faro, Braga, Aveiro et Leiria. Dans huit circonscriptions, le BE dépasse le seuil des 10 %. Les deux circonscriptions des Portugais établis à l'étranger restent particulièrement rétives, mais au pays, le résultat le plus faible est de 5,5 % et se situe dans la très à droite circonscription de Vilal Real. A l'échelle des circonscriptions, la géographie électorale du BE épouse globalement les contours de la géographie électorale traditionnelle de la gauche, avec des zones de force localisées dans la moitié sud du pays, et des zones de faiblesse marquées dans le nord, qui vote habituellement plus à droite.

Au niveau communal, le parti peine encore à se constituer des bastions. Seules dix-huit communes accordent plus de 15 % des suffrages exprimés au BE. Le meilleur résultat est une fois de plus obtenu à Entroncamento avec 19,9 %. Les zones de force ne sont cette fois plus concentrées dans la seule aire urbaine de Lisbonne : parmi ces communes à plus de 15 %, on trouve quelques villes de la région centrale et surtout de nombreuses villes moyennes de la circonscription de Faro à l'extrême-sud du Portugal. Ici le BE, fort de plus de 15 % des suffrages exprimés, a rudement concurrencé un PS qui obtient un résultat de plus de cinq points inférieur à sa moyenne nationale, alors qu'il y était au contraire surreprésenté lors des élections précédentes. Globalement, le BE dépasse sa moyenne nationale dans 106 communes. De



manière très frappante, les grandes villes de l'aire urbaine de Lisbonne ne se distinguent plus vraiment du reste du Portugal dans la géographie électorale du BE, qui a donc réussi à dépasser son ancrage traditionnel pour toucher de nouveaux électeurs. Symbole fort de ce point de vue, la capitale ne vote plus BE qu'à hauteur de 10,1 %, soit très exactement son résultat national.

En 2011, le BE subit une déconvenue et n'obtient que 5,4 % des suffrages exprimés et huit élus. La distribution géographique de ses suffrages demeure toutefois plus diversifiée qu'en 2005, lorsque les résultats globaux étaient de niveau comparable : le BE obtient trois sièges dans la circonscription de Lisbonne, deux dans celle de Porto, et un dans chacune des circonscriptions de Faro, Setúbal et Aveiro. La circonscription dans laquelle il obtient le résultat le plus élevé est Faro, suivie de Setúbal. Coimbra, Santarém, Lisbonne et Leiria sont les seules autres circonscriptions dans lesquelles le BE obtient des résultats légèrement supérieurs à sa moyenne nationale. Plusieurs des acquis de la percée de 2009 ont donc été préservés. Les zones de faiblesses restent les mêmes. Au niveau communal, il n'y a plus guère que trois municipalités qui accordent plus de 10 % de leurs suffrages au BE : Marinha Grande, dans laquelle le parti est coutumier des bons résultats, et Portimão et Lagos, deux communes de la circonscription septentrionale de Faro. Le parti se situe au-dessus de sa moyenne dans 95 communes, parmi lesquelles, comme en 2011, on retrouve de nombreuses communes du sud et de la circonscription de Faro, mais aussi plusieurs communes d'autres régions du centre et, plus surprenant, certaines communes du nord du pays, bastions des partis de droite. Les communes de l'aire urbaine de Lisbonne ne se distinguent plus. Malgré son recul, le BE ne s'est pas recroquevillé sur son noyau traditionnel : le scrutin de 2009 a clairement été une rupture dans la répartition de ses suffrages.

Les élections législatives de 2015 sont le théâtre d'un retour en force du BE qui retrouve son niveau de 2009 avec 10,6 % des suffrages exprimés et 19 députés, dont cinq à Lisbonne, cinq à Porto, deux à Setúbal et un dans chacune des circonscriptions de Madère, Santarém, Faro, Braga, Aveiro, Leiria et Coimbra. En dépit d'un résultat comparable en pourcentage des suffrages exprimés, il y a trois sièges supplémentaires par rapport à 2009 : un à Madère et surtout deux à Porto, circonscription dans laquelle Catarina Martins conduisait la liste du parti et où, pour la première fois, le BE obtient un meilleur résultat qu'à Lisbonne. Faro demeure

envers et contre toute la circonscription dans laquelle le parti reste le mieux implanté avec 14,7 % des suffrages exprimés. Sans surprise, Setúbal arrive ensuite (13,5 %), suivie de Porto (11,5 %), cette surprenante nouvelle zone de force. Le parti se situe également un peu au-dessus de sa moyenne nationale dans les circonscriptions de Madère, Santarém et Lisbonne. Les circonscriptions du nord, toujours très ancrées à droite, restent des terres de mission - Vila Real et Bragança en particulier - et les Portugais établis à l'étranger accordent toujours très peu de leurs suffrages au BE. La géographie électorale du parti n'a toutefois jamais été aussi homogène : les résultats sont compris entre 8 % et 11,5 % dans 14 circonscriptions sur 22.

Au niveau communal, la composition des zones de force est très proche de celle de 2009 : les communes ayant le plus voté BE sont à peu de choses près les mêmes. Le parti se situe au-dessus de sa moyenne nationale dans 88 communes : les suffrages sont un peu moins bien répartis qu'en 2009 et en 2011. Il n'y a toujours pas à proprement parler de bastion, et les zones de force sont beaucoup moins marquées qu'en 2009 : seules dix communes accordent plus de 15 % des suffrages exprimés au BE, et le résultat le plus élevé est celui d'Entroncamento avec 16,9 %, trois points de moins qu'en 2009. Pour la première fois depuis la fondation du BE, le résultat à Lisbonne intramuros - 9,6 % - est inférieur au résultat national.

Sur l'ensemble de la période 2002-2015, les zones de force ont évolué, et les 25 communes ayant le plus voté BE en 2002 ne sont plus les mêmes en 2015. Toutefois, dans ces 25 communes ayant le plus BE en 2002, on constate que le parti reste surreprésenté lors des élections législatives suivantes à quelques rares exceptions près, dont Lisbonne et Funchal, chef-lieu de Madère (tableau 51). S'il y a donc des évolutions dans la géographie électorale du BE, il y a aussi de fortes permanences.

**Tableau 51 - Evolution des résultats dans les 25 communes ayant le plus voté BE en 2002 (les résultats soulignés correspondent à un résultat égal ou inférieur au résultat national, et désignent donc des communes qui cessent d'être des zones de force)**

	2002	2005	2009	2011	2015
ENTROCAMENTO	6,6	13,2	19,9	9,4	16,9
OEIRAS	6,0	10,3	10,8	6,0	11,1
SALVATERRA DE MAGOS	5,9	8,8	19,2	8,8	14,2
SETUBAL	5,4	11,7	16,0	7,9	14,3
ALMADA	5,3	10,6	13,6	6,9	12,7
LISBONNE	5,2	9,0	<u>10,1</u>	5,8	<u>9,6</u>
SINTRA	5,1	10,5	12,9	6,5	13,2
MOITA	5,0	11,4	16,9	8,8	13,9
AMADORA	4,9	9,7	11,8	6,2	11,9
FUNCHAL	4,8	<u>5,3</u>	<u>7,5</u>	<u>4,9</u>	13,3
SEIXAL	4,8	10,9	13,7	6,5	13,8
BARREIRO	4,8	11,3	13,8	7,6	12,6
CASCAIS	4,7	8,7	10,4	5,2	<u>10,6</u>
SESIMBRA	4,6	10,8	15,2	7,6	14,7
VILA FRANCA DE XIRA	4,4	9,5	13,4	7,1	14,0
ODIVELAS	4,4	9,3	11,8	6,0	12,0
SINES	4,3	9,4	17,7	8,9	16,5
LOURES	4,3	8,4	10,7	5,5	10,9
PORTO	4,2	8,7	10,4	6,1	11,7
TORRES NOVAS	4,1	9,0	16,3	8,6	15,0
MARINHA GRANDE	4,0	11,8	17,6	10,3	15,8
PALMELA	3,8	10,2	14,9	7,8	15,0
MATOSINHOS	3,7	9,0	11,7	6,9	13,8
FARO	3,7	9,4	15,9	8,7	14,0
COIMBRA	3,7	9,1	14,1	8,0	11,5
<b>RESULTAT NATIONAL</b>	<b>2,9</b>	<b>6,5</b>	<b>10,1</b>	<b>5,4</b>	<b>10,6</b>

Le constat est tout aussi évident concernant les zones de faiblesse (tableau 52) : les 25 communes ayant le moins voté BE en 2002 continue d'accorder au parti des résultats inférieurs à ses résultats nationaux. On observe tout au plus que Mourão et Alandroal se rapprochent de ce résultat national en 2009. Comme dans le cas des zones de force, la liste des zones de faiblesse n'est pas strictement la même en 2002 puis lors des scrutins suivants. Force est de constater, toutefois, qu'il y a là aussi de fortes permanences. En treize ans et cinq élections, la géographie électorale du BE évolue donc assez peu.

*Tableau 52 - Evolution des résultats dans les 25 communes ayant le moins voté BE en 2002*

	2002	2005	2009	2011	2015
BOTICAS	0,3	1,1	2,5	0,9	2,6
RIBEIRA DE PENA	0,3	0,6	2,7	1,5	3,0
FREIXO DE ESPADA A CINTA	0,4	1,7	5,4	2,4	7,0
VALPAÇOS	0,4	1,3	3,9	1,3	3,5
LAJES DAS FLORES	0,4	1,3	5,4	3,8	5,0
VILA VELHA DE RODÃO	0,5	2,3	6,5	3,2	7,4
MOURÃO	0,5	3,9	9,2	4,2	6,2
BAIÃO	0,5	1,8	4,3	1,7	6,2
VILA POUCA DE AGUIAR	0,5	1,7	3,9	1,7	3,4
RESENDE	0,5	1,4	3,9	1,5	3,8
FIGUEIRA DE CASTELO RODRIGO	0,5	2,0	5,4	2,6	5,7
AGUIAR DA BEIRA	0,5	2,0	4,1	1,7	4,3
OLEIROS	0,5	1,5	3,8	1,1	4,5
ARMAMAR	0,5	2,5	4,8	2,0	7,6
MOGADOURO	0,5	1,5	4,6	1,5	4,3
ALANDROAL	0,6	2,3	9,8	4,5	7,2
CALHETA (R.A.A.)	0,6	1,5	3,0	2,0	5,8
SABROSA	0,6	2,0	4,7	1,9	5,6
SANTA MARTA DE PENAGUIÃO	0,6	2,7	5,7	2,3	4,6
SERTÃO	0,6	2,9	6,0	2,8	6,7
MONTALEGRE	0,6	1,7	3,3	1,5	3,1
PEDROGÃO GRANDE	0,6	1,6	5,0	2,2	6,4
CELORICO DE BASTO	0,6	2,3	4,1	2,2	6,2
BARRANCOS	0,6	2,9	5,5	3,0	7,3
SANTA CRUZ DA GRACIOSA	0,6	1,0	3,6	2,4	2,9
<b>RESULTAT NATIONAL</b>	<b>2,9</b>	<b>6,5</b>	<b>10,1</b>	<b>5,4</b>	<b>10,6</b>

Le prisme « grandes villes » de l'électorat BE s'attenu lorsque le parti obtient des résultats plus élevés : en établissant un coefficient de corrélation entre le nombre d'électeurs inscrits et le résultat du BE par commune, on obtient 0,53 pour 2002, 0,48 pour 2005, 0,23 pour 2009, 0,30 pour 2011 et enfin 0,35 pour 2015. Les suffrages sont donc mieux répartis, à partir de 2009, entre les communes de démographies différentes. Cette donnée recoupe l'observation effectuée au niveau de l'évolution des zones de forces du BE.

## 1.2 - Une implantation locale quasi-inexistante

### *Les élections municipales au Portugal*

Lors des élections municipales, les portugais élisent trois assemblées délibérantes : les chambres municipales (*Câmara municipal*), organes exécutifs des 308 communes que compte le Portugal (*Concelho*), dont les membres élisent le maire ; les assemblées municipales (*Assembleias Municipais*), organes délibératifs des communes ; les assemblées de *Freguesias* (intraduisible en français, bien qu'on lui ait souvent associé le terme de « paroisse »), sous-unités des communes dotées de pouvoirs limités. Les communes exerçant l'essentiel du pouvoir décentralisation, nous n'évoquerons les résultats électoraux que pour les chambres et assemblées municipales.

Si le Bloc de gauche parvient à obtenir des résultats significatifs lors des élections législatives et des élections européennes<sup>547</sup>, ses performances lors des élections municipales sont beaucoup plus modestes. Pour sa première participation en 2001, il remporte une des 308 mairies portugaises, Salvaterra de Magos, une ville moyenne d'un peu plus de 20.000 habitants située non loin de Lisbonne, qu'il enlève au Parti communiste, ainsi que 6 sièges dans les chambres municipales (sur 2.044) et 28 sièges dans les assemblées municipales (sur 6.876), avec des résultats de respectivement 1,2 et 1,6 % des suffrages exprimés. En 2005, il conserve sa mairie, remporte 3,1 % des suffrages exprimés pour l'élection des chambres municipales (7 sièges sur 2.046), et 4,1 % pour l'élection des assemblées municipales (114 sièges sur 6.695).

Lors des élections municipales de 2009, le BE n'a toujours qu'une mairie, Salvaterra de Magos, pour laquelle il obtient un troisième mandat, et rassemble 3,1 % des suffrages exprimés pour l'élection des chambres municipales (9 élus sur 2.078) et 4,3 % pour l'élection des assemblées municipales (139 élus sur 6.946). Les municipales de 2013, qui font suite au mauvais résultat des législatives de 2011, sont une déconvenue pour le BE, qui perd sa seule mairie au profit du

---

<sup>547</sup> Résultats du Bloc de gauche aux élections européennes : 1,8 % (0 élu) en 1999 / 4,9 % (1 élu) en 2004 / 10,7 % (3 élus) en 2009 / 4,6 % (1 élu) en 2014.

PS, et recule à 2,6 % des suffrages exprimés pour l'élection des chambres municipales (8 élus sur 2.086) et à 3,4 % pour l'élection des assemblées municipales (100 élus sur 6.487).

Les élections municipales de 2017, qui font suite à la percée du BE lors des élections législatives de 2015, marquent une progression mais témoignent d'une difficulté persistante du parti à construire une implantation locale. Les listes bloquistes ne remportent aucune mairie et rassemblement seulement 3,4 % des suffrages exprimés pour l'élection des chambres municipales (12 élus sur 2.074) et 4,4 % pour l'élection des assemblées municipales (125 élus sur 6.461). Ces élections, remportées par le PS, sont pourtant le théâtre d'un reflux historique du PCP, qui perd 10 mairies et 42 sièges dans les chambres municipales (tout en en conservant respectivement 24 et 171) : le BE n'en tire aucun profit, restant plus que jamais le parti le plus faiblement implanté localement des trois partis de gauche.

### ***1.3 - Evolution de la structure du vote Bloc de gauche***

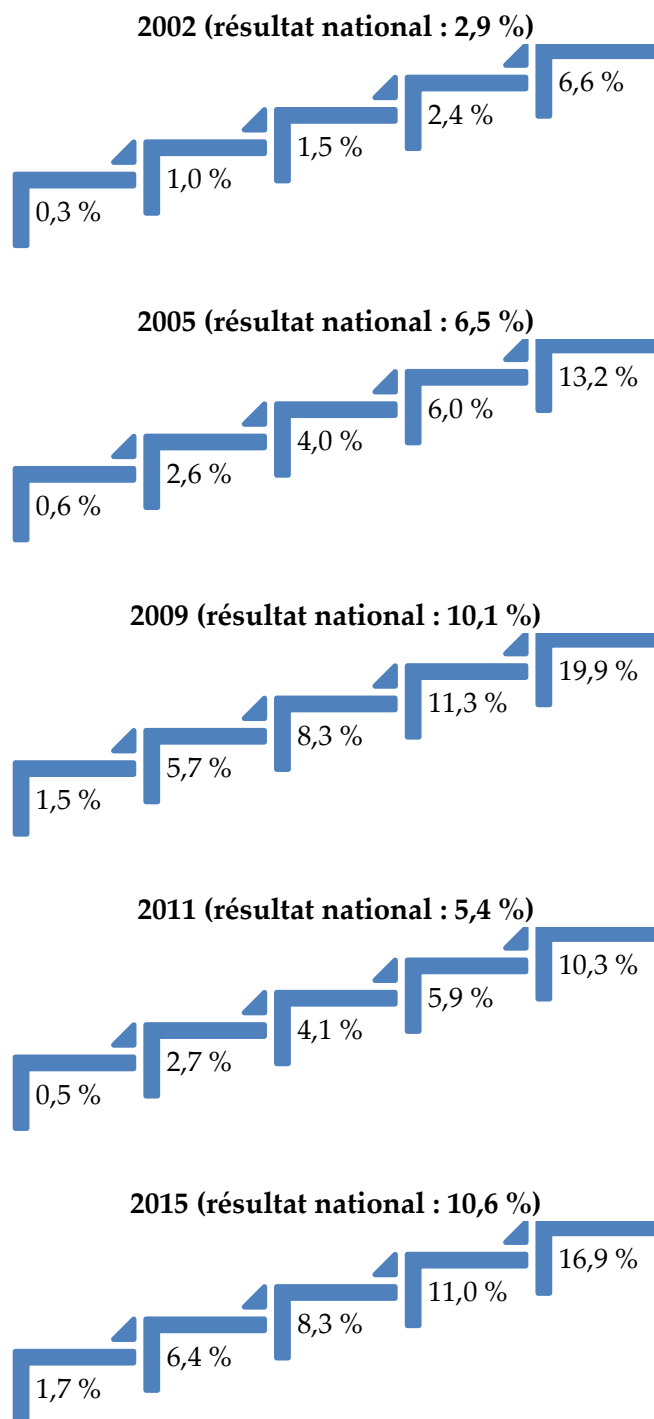
La structure géographique du vote BE évolue peu entre 1999 et 2015, nous l'avons vu avec la comparaison de l'évolution des résultats dans les zones de force et de faiblesse et avec les mauvais résultats obtenus par le parti lors des élections municipales. En l'absence de bastions électoraux, le vote BE est caractérisé par une dispersion territoriale relativement faible : son écart-type n'excède pas 3,7 au niveau du vote par commune (tableau 53). C'est lors des élections législatives de 2009 que le vote BE a été le plus dispersé. Bien que le résultat global soit légèrement supérieur en 2015 - 10,6 % contre 10,1 %, la valeur de l'écart-type est moins importante : cette donnée corrobore l'observation que nous avons faite lors de l'étude des zones de force, ces dernières étant moins marquées qu'en 2009.

Une analyse du vote par commune aux élections législatives par la méthode des « quarts » confirme un vote peu dispersé (figure 14). Il est intéressant de constater que dans le cas des cinq élections législatives considérées, le troisième quart de résultats, donnée de la série qui sépare le quart supérieur des données, est à chaque fois très proche du résultat national. Il y a donc assez peu de communes qui votent BE à des niveaux particulièrement élevés, comme en témoignent les valeurs maximums, qui sont relativement modestes, particulièrement en 2015.

**Tableau 53 - Structure géographique du vote BE aux élections législatives entre 2002 et 2015, par écart-type, au niveau des communes**

	2002	2005	2009	2011	2015
<b>Ecart-type</b>	1,2	2,5	3,7	2,1	3,2

**Figure 14 - Fragmentation des résultats du Bloc de gauche au niveau des communes entre 2002 et 2015 (lire ainsi : en 2002, un quart des résultats se situent entre 0,3 % et 1,0 % des suffrages exprimés, et ainsi de suite)**



Une analyse par coefficient de corrélation (r de Pearson) au niveau des communes confirme que la structure de la géographie électorale du BE n'a connu que très peu de changement sur les cinq élections législatives considérées. Les différentes valeurs sont toutes en état d'une très forte corrélation positive (tableau 54). On observe tout au plus un léger décalage entre 2005 et les élections suivantes, les élections législatives de 2009 ayant permis au BE de percer fortement dans des zones dans lesquelles il était coutumiers de résultats plus proches de sa moyenne.

*Tableau 54 - Matrice de corrélation (r de Pearson) du vote Bloc de gauche de 2002 à 2015 au niveau des communes*

	2002	2005	2009	2011	2015
2002	1				
2005	0,92	1			
2009	0,76	0,88	1		
2011	0,77	0,88	0,88	1	
2015	0,77	0,87	0,88	0,91	1

L'établissement de matrices de corrélation entre le vote BE et le vote pour d'autres partis permet de tirer différentes conclusions (tableau 55). Premièrement, la structure du vote BE diffère radicalement de celle du vote en faveur du PSD (droite libérale-conservatrice), avec des corrélations négatives d'un maximum de -0,51, ce qui est élevé. Le phénomène est moins marqué avec l'autre parti de droite, le CDS-PP, notamment de par le fait que ce dernier obtient des résultats plus élevés là où il parvient à concurrencer le PSD auprès des électeurs de droite.

A gauche, les corrélations sont positives entre le vote BE et le vote PCP, auquel nous réduisons de façon volontairement abusive son front électoral, la Coalition démocratique unitaire (CDU). Cette corrélation devient moins significative avec les résultats du BE en 2015 : cela n'est pas sans rapport avec l'homogénéité de la structure géographique du vote BE lors de ce scrutin, tandis que le PCP conserve encore des zones de force et de faiblesse très marquées.



*Tableau 55 - Matrices de corrélation (r de Pearson) entre le vote Bloc de gauche de 2002 à 2015 et le vote pour d'autres partis de 2002 à 2015 au niveau des communes*

PS → BE ↓	2002	2005	2009	2011	2015
2002	X				
2005	0,38	X			
2009	0,53	0,39	X		
2011	0,50	0,34	0,04	X	
2015	0,45	0,31	0,02	0,03	X
PSD → BE ↓	<b>2002</b>	<b>2005</b>	<b>2009</b>	<b>2011</b>	<b>2015</b>
2002	X				
2005	-0,57	X			
2009	-0,67	-0,69	X		
2011	-0,61	-0,62	-0,62	X	
2015	-0,51	-0,53	-0,51	-0,52	X
PCP → BE ↓	<b>2002</b>	<b>2005</b>	<b>2009</b>	<b>2011</b>	<b>2015</b>
2002	X				
2005	0,39	X			
2009	0,46	0,46	X		
2011	0,40	0,41	0,38	X	
2015	0,27	0,28	0,26	0,29	X
CDS-PP → BE ↓	<b>2002</b>	<b>2005</b>	<b>2009</b>	<b>2011</b>	<b>2015</b>
2002	X				
2005	-0,13	X			
2009	-0,24	-0,27	X		
2011	-0,22	-0,27	-0,18	X	
2015	-0,14	-0,22	-0,11	0,18	X

Au niveau du vote PS, on constate des évolutions importantes. Les corrélations sont significatives et positives entre le vote PS en 2002 et le vote BE toutes élections confondues. Elles restent positives, quoique moins significatives pour 2005. En revanche, à partir de 2009, la structure du vote PS n'est plus du tout corrélée avec celle du vote BE : en se renforçant dans certaines zones d'implantation traditionnelle de la gauche, le BE a provoqué un affaiblissement du PS dans ces zones, réduisant les traits communs entre la géographie électorales des deux partis.

On le voit avec le tableau 56 : la percée du Bloc de gauche en 2009 dans plusieurs bastions socialistes, comme les districts de Beja, Evora, Faro, Santarem et Setubal, provoque un rétrécissement de l'influence du PS, dont les résultats deviennent plus proches, voire inférieurs au résultat national. Il n'y a toutefois pas de généralités : le PS est aussi capable de faire face

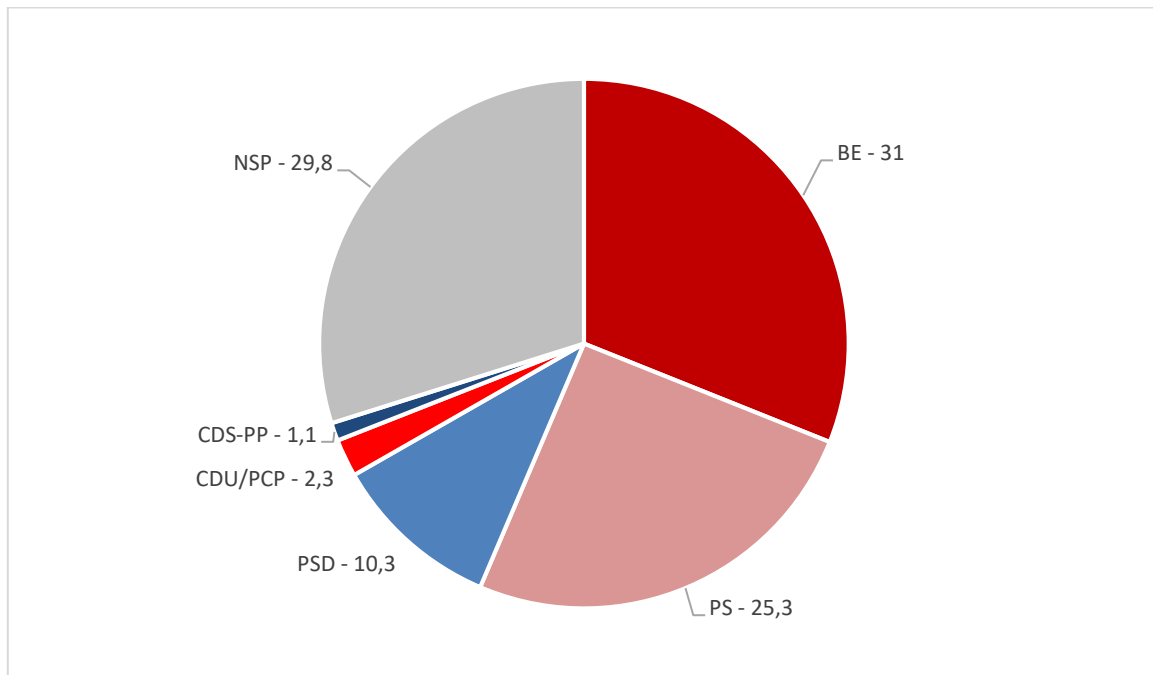
efficacement à la concurrence croissante du BE dans d'autres de ses fiefs, comme Castelo Branco, Portalegre et les Açores. En structure, la répartition des votes exprimés en faveur des deux partis a donc gagné en différences d'un scrutin à un autre.

*Tableau 56 - Evolutions comparées du vote PS et du vote Bloc de gauche aux élections législatives portugaises entre 2002 et 2015, au niveau des districts*

	2002		2005		2009		2011		2015	
	PS	BE	PS	BE	PS	BE	PS	BE	PS	BE
AVEIRO	34,1	1,8	42,3	5,2	34,8	9,3	27,0	5,2	29,1	10,0
BEJA	44,4	1,9	52,2	4,9	35,8	10,3	30,9	5,4	38,5	8,5
BRAGA	38,0	1,7	46,4	4,7	42,7	8,0	34,1	4,4	32,0	9,1
BRAGANÇA	30,3	0,9	43,3	2,5	34,0	6,4	27,0	2,4	35,4	5,7
CASTELO BRANCO	47,0	1,5	57,6	3,8	42,6	9,4	36,4	4,4	40,5	10,4
COIMBRA	42,2	2,5	47,1	6,5	39,3	11,2	30,7	6,0	36,9	10,3
ÉVORA	43,5	1,8	50,8	4,7	36,0	11,4	30,1	5,1	38,6	8,9
FARO	41,5	2,8	51,0	7,9	33,1	16,0	24,0	8,5	34,1	14,7
GUARDA	35,4	1,3	48,3	3,5	37,2	7,8	29,6	3,5	35,3	7,7
LEIRIA	30,1	2,3	36,9	5,7	31,5	9,9	21,8	5,7	26,1	10,1
LISBONNE	39,4	4,7	45,6	9,1	37,6	11,2	28,7	6,0	34,7	11,3
PORTALEGRE	46,1	1,6	56,1	4,7	39,4	11,1	33,7	4,6	43,9	9,5
PORTO	42,0	2,7	49,9	6,9	42,9	9,4	33,3	5,3	33,9	11,5
SANTAREM	39,2	2,8	47,6	6,7	34,9	12,3	27,1	6,1	34,3	11,2
SETUBAL	40,1	4,7	44,9	10,5	35,1	14,5	28,2	7,3	35,4	13,5
VIANA DO CASTELO	36,0	1,8	43,1	4,6	37,3	8,8	27,3	4,6	31,1	8,3
VILA REAL	32,5	0,9	45,0	2,4	37,0	5,6	30,0	2,4	34,3	5,4
VISEU	31,8	1,5	41,8	3,4	35,9	6,7	27,8	3,0	30,9	7,0
MADERE	26,3	3,2	36,0	3,9	20,1	6,3	15,2	4,1	21,7	11,1
AÇORES	41,6	1,4	54,3	3,0	40,9	7,5	26,9	4,6	42,5	8,2
<b>RESULTAT NATIONAL</b>	<b>38,5</b>	<b>2,9</b>	<b>46,4</b>	<b>6,5</b>	<b>37,7</b>	<b>10,1</b>	<b>29,3</b>	<b>5,4</b>	<b>33,6</b>	<b>10,6</b>

La figure 15 illustre le caractère composite de l'électorat du Bloc de gauche lors des élections législatives de 2015. En doublant presque son résultat par rapport à 2011, le parti a reçu d'importants renforts, provenant en particulier du PS mais aussi, de façon surprenante, de la droite tandis que très peu de transferts en provenance du Parti communiste sont à signaler. Cette porosité est caractéristique de la capacité acquise par le BE de séduire des électeurs aux trajectoires électorales diverses. La stabilité du PCP, non-concurrencé par le BE, aboutit finalement à un renforcement global de la gauche de la gauche radicale qui est l'œuvre exclusive du BE.

Figure 15 - Composition de l'électorat du Bloc de gauche aux élections législatives de 2015 en fonction du comportement électoral aux élections législatives de 2011 (source : CSES)



## 2. Analyse sociologique du vote Bloc de gauche

Trouver des données d'ordre sociologique pour analyser le vote lors des élections au Portugal n'est pas chose aisée. Aucun institut de sondage ni aucun organisme portugais à caractère scientifique ne produit d'études type « jour du vote » ou « sortie des urnes ». Seul CSES (*Comparative study of electoral systems*) a recueilli des données de ce type pour les élections législatives. Ces données sont perfectibles dans la mesure où elles sont incomplètes pour le scrutin de 1999, manquantes pour celui de 2011, et que pour des raisons techniques, les données relatives à l'âge ou à la profession sont inexploitable.

Nous tenterons de contourner ces difficultés en nous basant sur l'exploitation d'autres données importantes, comme le temps de travail hebdomadaire, qui donne une indication sur le niveau de précarité de l'électeur vis-à-vis du marché du travail, et permet d'avoir connaissance du vote des étudiants, des chômeurs et des retraités. Ces données sont à prendre avec prudence, les votes exprimés en faveur des partis étant décomptés avec les refus de réponse, ce qui aboutit à des paradoxes : le résultat du Bloc de gauche indiqué pour 2009 est inférieur à celui de 2005, alors que le parti a obtenu dans les urnes des résultats nettement plus élevés en 2009.

*Tableau 57 - Sociologie du vote en faveur du Bloc de gauche aux élections législatives de 2002 à 2015 (source : CSES. 2011 manquant)*

	2002	2005	2009	2015
<b>GENRE</b>				
FEMME	2,0	5,2	3,3	5,2
HOMME	1,8	5,7	6,4	6,6
<b>NIVEAU D'EDUCATION (1 ETANT LE PLUS FAIBLE)</b>				
NIVEAU 1	0,0	0,0	0,0	3,4
NIVEAU 2	0,0	3,5	0,0	2,2
NIVEAU 3	0,5	1,3	3,7	3,9
NIVEAU 4	2,2	4,2	5,4	8,3
NIVEAU 5	5,1	8,8	6,6	6,4
NIVEAU 6	X	x	7,5	0,0
NIVEAU 7	6,1	9,4	4,3	0,0
NIVEAU 8	3,1	10,4	x	7,6
NIVEAU 9	X	X	x	0,0
NIVEAU 10	X	X	x	0,0
<b>AUTOPOSITIONNEMENT SUR UNE ECHELLE GAUCHE-DROITE (0 ETANT LE PLUS A GAUCHE)</b>				
0	12,1	10,7	16,9	13,7
1	5,0	12,5	16,7	27,5
2	23,1	16,8	10,4	13,8
3	4,8	17,5	13,9	10,2
4	0,7	9,2	6,4	5,3
5	0,8	3,5	3,6	4,6
6	0,0	2,7	0,0	0,0
7	0,0	1,6	2,4	2,8
8	0,0	3,0	0,0	0,9
9	0,0	1,9	0,0	0,0
10	0,0	0,5	1,2	0,0
<b>TRAVAILLE DANS QUEL SECTEUR DE L'ECONOMIE</b>				
PUBLIC	4,5	7,1	4,5	7,3
PRIVE	1,3	5,8	4,3	7,1
MIXTE	4,8	5,0	0,0	7,1
<b>NIVEAU DE REVENUS DU FOYER (1 ETANT LE PLUS FAIBLE)</b>				
1	0,0	2,7	2,6	6,4
2	0,6	4,4	5,2	5,1
3	4,1	6,5	6,1	4,9
4	2,5	9,6	7,1	9,2
5	0,0	7,3	2,6	4,5

Tableau 58 - Sociologie du vote en faveur du Bloc de gauche aux élections législatives de 2002 à 2015 (suite)

	2002	2005	2009	2015
<b>RELIGIOSITE</b>				
NON CROYANT	10,0	16,8	9,0	5,0
PAS TRES CROYANT	2,7	8,2	4,4	8,3
UN PEU CROYANT	1,1	3,7	4,7	4,9
TRES CROYANT	0,3	1,7	2,6	4,1
<b>ZONE D'HABITATION</b>				
AIRE RURALE OU VILLAGE	1,4	4,0	2,5	5,1
PETITE OU MOYENNE VILLE	2,7	4,9	5,0	6,3
BANLIEUE DE GRANDE VILLE	3,1	6,5	6,1	6,7
GRANDE VILLE	1,3	7,3	4,8	5,5
<b>MEMBRE D'UN SYNDICAT</b>				
OUI	3,3	7,5	7,9	13,0
NON	1,8	5,4	4,2	5,3
<b>TEMPS DE TRAVAIL HEBDOMADAIRE</b>				
PLEIN-TEMPS	1,8	6,9	6,0	7,1
MI-TEMPS	1,7	11,1	7,5	10,5
MOINS DE 15 HEURES	0,0	0,0	X	16,7
CHOMEUR	3,8	4,5	4,6	9,3
ETUDIANT	11,4	8,4	5,9	3,2
RETRAITE	0,0	1,5	1,9	1,6
AU FOYER	1,4	0,9	1,5	
AUTRES OU MANQUANTS	17,8	29,8	14,0	
<b>RESULTAT NATIONAL (D'APRES CSES)</b>	1,9	5,5	4,6	5,8

L'analyse de la sociologie des électeurs du Bloc de gauche fait apparaître plusieurs traits saillants qui restent constants d'une élection à l'autre (tableaux 57 et 58). Cet électorat est majoritairement masculin, surtout en 2009 et 2015, élections au cours desquelles le parti obtient ses résultats les plus élevés. Nous ne disposons pas d'éléments permettant d'expliquer ce phénomène apparent de *gender gap*, mais ces données sont à prendre avec précaution dans la mesure où les femmes sont plus nombreuses que les hommes à ne pas avoir communiqué leur vote à l'enquêteur, soit par refus, soit pour d'autres raisons. En absolu, les chiffres de 2015 sont proches mais l'écart pour 2009 est plus important.

Concernant le niveau d'éducation, le Bloc de gauche obtient jusqu'en 2015 des résultats nettement plus élevés auprès des électeurs plus diplômés. Toutefois, les différences de niveau de diplôme tendent à devenir moins importantes en 2015. Cette donnée va dans le sens d'une observation que nous avons faite au sujet de l'évolution de la géographie électorale du parti, qui renforce son implantation dans les zones rurales et se retrouve, toutes proportions gardées, moins fort qu'auparavant dans les grandes agglomérations dont la population jouit d'un fort

capital culturel. D'ailleurs les enquêtes du CSES corroborent cette hypothèse : si les électeurs déclarant résider dans les zones rurales ou les petites villes se montrent être les moins favorables au Bloc de gauche en 2005, le niveau de leurs votes en faveur du parti se rapproche de celui des habitants des zones urbaines plus peuplées en 2009 et en 2015. Les niveaux les plus élevés sont atteints dans les « banlieues » des grandes villes, ce qui va dans le sens des observations que nous avons faite au sujet de résultats particulièrement élevés dans des communes moyennes de l'agglomération ou de l'aire urbaine de Lisbonne.

Concernant l'auto-positionnement sur un axe gauche-droite, les électeurs du Bloc de gauche se situent très majoritairement à gauche, et même très à gauche : la plupart se situent entre 0 et 3 sur l'axe, soit les trois points les plus à gauche. On relève bien quelques électeurs se situant au centre, mais cela reste résiduel et les votes provenant de la droite demeurent marginaux. Le Bloc de gauche reste donc avant tout plébiscité par des électeurs affichant des convictions bien ancrées à gauche. Cela se manifeste également du point de vue de l'adhésion à syndicat : le parti est plus fort chez les électeurs syndiqués que chez les électeurs non-syndiqués.

Les résultats du point de vue la religiosité mettent en exergue un électorat peu religieux, avec des niveaux importants atteints auprès des répondants se déclarant non-croyants. C'est particulièrement net en 2002 et en 2005. Avec l'élargissement du socle électoral en 2009 et 2015, cet électorat devient plus religieux, bien que les électeurs se déclarant « très croyants » restent ceux qui votent le moins en faveur du parti.

Il est intéressant de constater que si en 2002 et 2005, le Bloc de gauche recrute plus d'électeurs travaillant dans le secteur public que dans le secteur privé, cette différence tend à s'équilibrer lors des scrutins de 2009 et 2015, au cours desquels le parti avait obtenu des résultats plus élevés. On observe ici la manifestation concrète de l'élargissement du socle électoral. Concernant les niveaux de revenus, on constate que le Bloc de gauche séduit des électeurs dont le foyer touche des revenus plutôt élevés, bien que le scrutin de 2015 semble avoir été marqué par une poussée du parti auprès des électeurs les plus modestes.

S'il nous est impossible d'analyser le vote en fonction de la profession, nous pouvons toutefois tirer quelques enseignements des votes exprimés en fonction du temps de travail. Le Bloc de gauche a fait de la précarité du marché du travail l'un de ses chevaux de bataille, et

vraisemblablement, cela porte ses fruits : les électeurs travaillant à temps partiel sont nettement plus nombreux à voter pour lui que les électeurs déclarant travailler à temps plein. Les niveaux atteints auprès des chômeurs sont modestes excepté en 2015 où il excède nettement la moyenne nationale.

Enfin s'il ne nous est pas possible d'analyser le vote en fonction de l'âge, nous constatons que le Bloc de gauche obtient des résultats très faibles auprès des retraités et supérieurs à la moyenne auprès des étudiants – sauf, étrangement, en 2015 – ce qui nous amène à en déduire que le parti est plus fort auprès des électeurs les plus jeunes et, à l'inverse, nettement plus faible auprès des plus âgés.

On a donc affaire, en somme, à un électorat plutôt masculin, jeune, jouissant d'un fort capital culturel, urbain, se situant très majoritairement à la gauche de l'échiquier politique, touchant des revenus relativement élevés et endurant pour une parti importante la précarité dans sa vie professionnelle. Le scrutin de 2015 semble marquer une rupture par rapport aux précédent : l'électorat est plus interclassiste, plus religieux et moins urbain. L'élargissement de la coalition électoral est ici manifeste, comme en témoigne le ralliement de nombreux électeurs du Parti socialiste, voire de la droite (figure 15).

## Chapitre 4 - Les électeurs de Podemos

Des quatre cas étudiés dans la thèse, Podemos occupe une position particulière. Fondé en 2014, il n'a participé qu'à deux élections législatives, en 2015 et 2016. Toutefois, l'irruption aussi soudaine qu'inattendue de ce parti à des niveaux électoraux tout de suite très élevés – plus de 20 % des suffrages exprimés – mérite qu'on s'intéresse de près à la composition de sa vaste coalition électorale.

Nous l'avons vu, Podemos n'est pas l'émanation du mouvement des « indignés » ou « 15M », bien qu'il revendique être l'incarnation du débouché politique dudit mouvement. Mais son électorat se limite-t-il aux anciens activistes du 15M ? Au regard du nombre de voix obtenu par le parti, il est d'ores et déjà démontré que non. Dans ce chapitre, faute de pouvoir mettre en évidence des évolutions de long terme, nous allons étudier en détail les subtilités de la géographie électorale du parti, et l'importance des alliances qu'il a su tisser lors des deux scrutins, avec des fortunes diverses.

Ce parti étant un cas d'école de parti créé *ex nihilo* rencontrant quasi-immédiatement un électoral nombreux, nous nous attarderons assez longuement sur les transferts d'électeurs, afin notamment de faire la lumière sur les changements de coalition électorale des autres partis provoqués par l'apparition de Podemos.



# 1. Analyse géographique : des bastions dans les grandes villes et les régions périphériques

## 1.1 - Etude comparée des zones de force et des zones de faiblesse du vote Podemos

### *Les élections législatives en Espagne*

Les 350 députés du Congrès des députés, chambre basse du Parlement espagnol, sont élus à la représentation proportionnelle. Les sièges sont répartis entre 52 circonscriptions électorales, correspondant aux 50 provinces de l'Espagne continentale et aux villes autonomes de Ceuta et Melilla, sur la côte marocaine. Chaque circonscription reçoit un nombre de sièges proportionnel à sa démographie : les deux plus petites circonscriptions, Ceuta et Melilla, ne pourvoient qu'un seul siège tandis que la plus grande, Madrid, en pourvoit 36. Seules 7 circonscriptions pourvoient 10 sièges ou plus. Cette faible magnitude, associée à l'utilisation de la méthode D'Hondt pour calculer la répartition des sièges et à un seuil d'éligibilité de 3 % - appliqué au niveau de la circonscription - contribuent à limiter les possibilités d'élection pour les petites listes.

NB : l'Espagne est découpée en communautés autonomes – correspondant à des régions – et chaque communauté autonome est constituée d'une ou de plusieurs provinces.

La géographie électorale de Podemos est très marquée par la présence de zones de force et de faiblesse particulièrement prononcées. On distingue clairement d'une part une Espagne du nord périphérique et une Espagne des grandes villes, très favorables à Podemos, et d'autre part une Espagne castillane et rurale beaucoup plus rétive à apporter ses suffrages au nouveau parti à et ses alliés.

Tout au long de notre propos, nous parlerons de listes « soutenues par » Podemos, et non de listes Podemos. En effet, en 2015 Podemos s'est allié à des partis régionaux, voire à la Gauche Unie (IU), dans trois communautés autonomes et en 2016, il s'est présenté dans le cadre de la coalition Unidos Podemos, en alliance avec IU et le petit parti écologiste Equo, tout en

maintenant ses alliances régionales en Catalogne, en Galice et dans la Communauté de Valence.

Les listes soutenues par Podemos se situent au-dessus de leur moyenne nationale dans 14 provinces. Parmi elles, on relève les provinces de Valence, Barcelone et Madrid, soit les trois villes les plus peuplées du pays. Dans les 11 autres circonscriptions, ce sont les listes dites de « confluence », alliant Podemos à des forces locales, qui tirent leur épingle du jeu, avec des résultats élevés pour *En Marea* en Galice et pour les listes communes entre Podemos et les autonomistes de *Compromís* dans les provinces de la Communauté de Valence. Mais Podemos, en son nom propre, parvient aussi à performer de manière remarquable dans les Îles Baléares et Canaries ainsi qu'au Pays Basque, et de manière générale dans le nord de l'Espagne, avec de bons résultats dans les Asturies et la Navarre.

Les zones de forces de Podemos et de ses alliés épousent donc les contours d'un quart nord-est de l'Espagne, des confins orientaux de la Galice aux côtes valenciennes (figure 16). Ces régions ont pour point commun de se situer à la périphérie du pays, de pratiquer pour la plupart des langues autres que le castillan<sup>548</sup> et d'être animées par de forts sentiments autonomistes ou nationalistes. L'engagement de Podemos à soutenir l'organisation de référendums d'autodétermination dans les communautés autonomes qui en font la demande aura peut-être incité à un vote d'opportunité des électeurs intéressés par cette question. Il est également saisissant de constater que ces régions ne sont pas les plus malportantes de l'Espagne : si l'on fait abstraction de la Galice, elles font partie de celles où le PIB par habitant est le plus élevé et où le chômage est le moins élevé<sup>549</sup>.

Dans le reste du pays, en dehors de Madrid et de son agglomération, les résultats sont plus modestes. L'Espagne castillane éprouve peu d'enthousiasme à l'égard de Podemos : les résultats sont très en-dessous de la moyenne en Castille-et-Léon, Castille-La Manche, en Murcie, en Estrémadure ou à La Rioja. On est plus proche de la moyenne en Aragon et en Cantabrie, probablement pour les mêmes raisons que dans les régions périphériques du nord, même si dans le cas de l'Aragon le fait que Saragosse, capitale régionale et cinquième ville

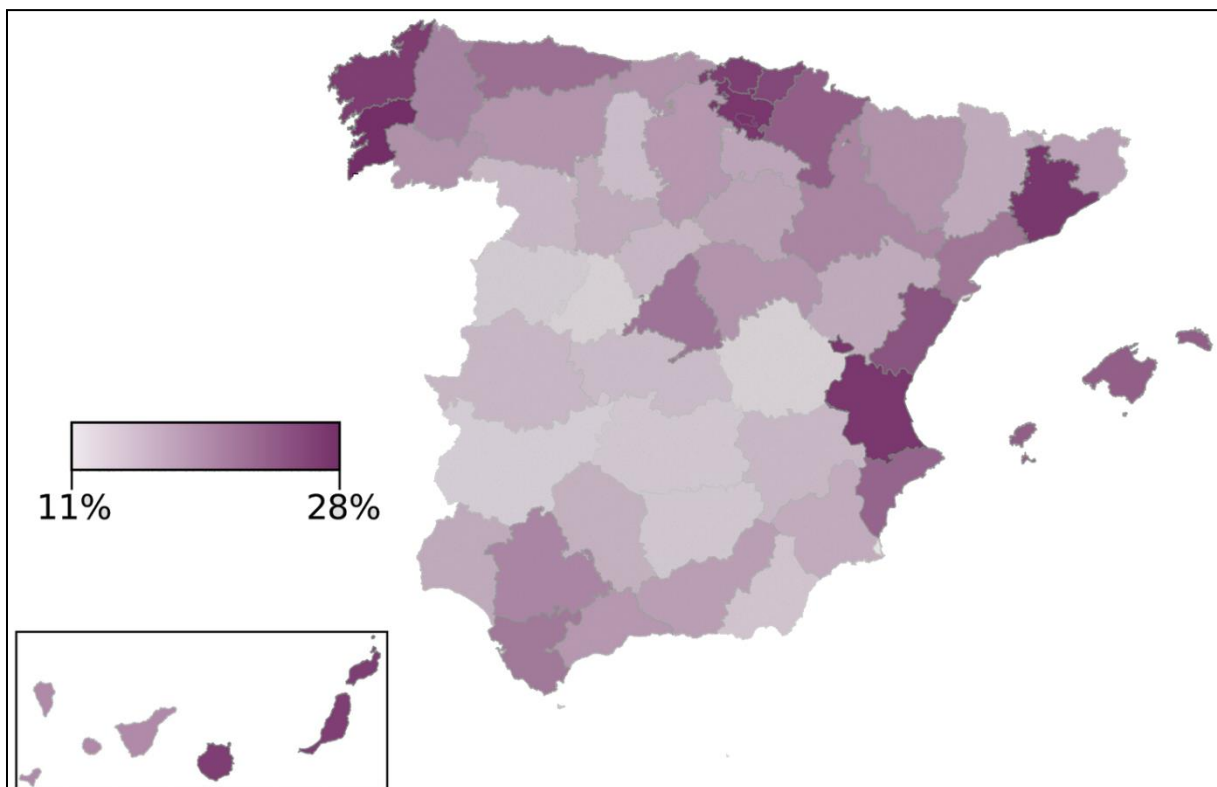
---

<sup>548</sup> On parle Galicien en Galice, Basque au Pays Basque, Astur-léonais dans les Asturies et catalan en Catalogne, dans la Communauté de Valence et dans les îles Baléares. En revanche, on parle castillan dans les Îles Canaries.

<sup>549</sup> Nacima Baron, Barbara Loyer, *op.cit.*, p. 68.

d'Espagne, ait été remportée en 2015 par une alliance à laquelle Podemos participait, ne doit pas être sous-estimé. En Andalousie, le résultat - 16,9 % - est faible alors que la gauche est globalement à son plus haut niveau : outre le fait qu'IU se situe bien au-dessus de sa moyenne nationale, c'est ici que le PSOE décroche - de loin - son meilleur résultat. Dans cette région, les succès de Podemos se limitent à la province de Séville, quatrième ville du pays, dans l'enceinte de laquelle Podemos illustre à nouveau sa capacité à percer dans les grandes villes en obtenant 21 %, ainsi que dans la province de Cadix dont la ville du même nom est dirigée par Podemos et ses alliés depuis 2015. Notons enfin que les deux cités portuaires de la côte marocaine, Ceuta et Mellila, fiefs du PP, sont aussi peu favorables à Podemos.

*Figure 16 - Carte des résultats des listes soutenues par Podemos aux élections législatives de 2015 (source Wikipédia, image libre de droit)*



### ***1.2 - Unidos Podemos : l'inefficacité de l'alliance entre IU et Podemos***

En 2016, l'alliance entre Podemos et IU au sein de la coalition Unidos Podemos perd 1.051.956 voix par rapport à la somme des voix obtenues séparément par ces deux partis lors des élections législatives de 2015, soit un recul de 3,3 points de suffrages exprimés. Ce recul est général dans tout le pays en dehors de quelques exceptions (tableau 59). Dans les régions dans lesquelles IU et Podemos étaient déjà alliés, les résultats sont contrastés : ils sont stables en

Catalogne pour les listes *En Comu*, mais sont en revanche en baisse de près de trois points pour les listes *En Marea* en Galice. La perte d'influence entre les deux scrutins ne semble donc pas seulement imputable à un mauvais report des électeurs d'IU vers les listes Unidos Podemos. Force est de constater, toutefois, que la géographie électorale de ces listes épouse à merveille les contours de la géographie électorale de Podemos en 2015 : mêmes zones de faiblesse correspondant à l'Espagne castillane, mêmes zones de force correspondant à l'Espagne périphérique, en dépit d'un recul plus fort que la moyenne dans les Îles Canaries.

En revanche, dans les zones de force d'IU en 2015, la greffe ne semble pas avoir pris si l'on observe l'évolution des résultats des listes Unidos Podemos en 2016 par rapport au total des voix des listes IU + des listes Podemos en 2015. Par exemple, IU recueillait 8,4 % des suffrages exprimés dans les Asturies, à rapporter à un recul de 5,8 points d'Unidos Podemos en 2016. Même constat dans l'Aragon, où IU avait obtenu un résultat de 6,2 % : ici Unidos Podemos cède 5,1 points de suffrages exprimés, où encore à Madrid, où IU obtenait 5,3 % en 2015 et où Unidos Podemos recule de 4,9 points en 2016. *A contrario*, dans certaines zones de force de Podemos où IU était faible en 2015, l'alchimie a fonctionné : les résultats sont en légère progression en Navarre, et sont stables au Pays Basque et dans les Îles Baléares.

A la lecture de ces résultats, il paraît légitime de s'interroger sur la pertinence stratégique de l'alliance Podemos/IU. Il est plausible qu'un essoufflement de Podemos soit imputable en partie à ces résultats moins bons qu'escompté. Toutefois les résultats des listes Unidos Podemos en 2016 sont souvent très proches des résultats des liste Podemos – sans IU – en 2015. Autrement dit, de ce point de vue, l'apport d'IU est très limité, pour ne pas dire nul. Arithmétiquement parlant, l'alliance avait pourtant son intérêt, IU étant souvent forte là où Podemos est faible, en particulier dans les régions castillanes. Mais les électeurs des deux partis ne semblent pas avoir suivi scrupuleusement les choix de leurs représentants au moment de glisser leurs bulletins dans les urnes.

**Tableau 59 - Evolution des résultats des listes soutenues par Podemos aux élections législatives de 2015 et 2016, par provinces et par communautés autonomes**

	2015	2016	Evolution*		2015	2016	Evolution*
Almería	12,8	13,2	+0,4 (-3,1)	Barcelone	26,9	26,3	-0,6
Cadix	20,2	21,2	+1,0 (-5,0)	Gérone	16,3	17,3	+1,0
Cordoue	14,7	19,0	+4,3 (-3,8)	Lérida	15,4	16,7	+1,3
Grenade	16,4	17,8	+1,4 (-3,7)	Tarragone	20,6	21,9	+1,3
Huelva	15,2	16,3	+1,1 (-3,4)	<b>CATALOGNE</b>	<b>24,7</b>	<b>24,5</b>	<b>-0,2</b>
Jaén	12,6	14,4	+1,8 (-2,5)	Alava	27,0	30,9	+3,9 (+0,1)
Malaga	17,1	18,9	+1,8 (-5,6)	Biscaye	26,1	28,9	+2,8 (+0,0)
Séville	19,0	20,8	+1,8 (-3,9)	Guipuscoa	25,3	28,6	+3,3 (+0,5)
<b>ANDALOUSIE</b>	<b>16,9</b>	<b>18,6</b>	<b>+1,7 (-4,1)</b>	<b>PAYS BASQUE</b>	<b>26,0</b>	<b>29,1</b>	<b>+3,1 (+0,2)</b>
Huesca	18,0	19,2	+1,2 (-4,1)	<b>MADRID</b>	<b>20,9</b>	<b>21,3</b>	<b>+0,4 (-4,9)</b>
Saragosse	19,2	20,3	+1,1 (-5,4)	Alicante	22,3	22,1	-0,2 (-3,9)
Teruel	15,3	16,8	+1,5 (-3,5)	Castellón	24,1	24,2	+0,1 (-3,0)
<b>ARAGON</b>	<b>18,6</b>	<b>19,7</b>	<b>+1,1 (-5,1)</b>	Valence	27,1	27,8	+0,7 (-4,0)
<b>ASTURIES</b>	<b>21,3</b>	<b>23,9</b>	<b>+2,6 (-5,8)</b>	<b>C. DE VALENCE</b>	<b>25,1</b>	<b>25,4</b>	<b>+0,3 (-3,9)</b>
<b>CANTABRIE</b>	<b>17,9</b>	<b>17,7</b>	<b>-0,2 (-4,6)</b>	Badajoz	11,9	12,5	+0,6 (-2,5)
Ávila	11,7	12,7	+1,0 (-2,8)	Cáceres	13,9	14,0	+0,1 (-2,8)
Burgos	17,1	17,3	+1,2 (-4,5)	<b>ESTREMADURE</b>	<b>12,7</b>	<b>13,1</b>	<b>+0,4 (-2,6)</b>
León	17,6	17,6	+0,0 (-4,8)	La Corogne	26,3	23,1	+3,2
Palencia	13,5	15,0	+2,5 (-3,0)	Lugo	19,2	17,0	-2,2
Salamanque	12,3	12,6	+0,3 (-3,0)	Ourense	17,8	15,6	-2,2
Ségovie	14,3	15,2	+0,9 (-3,2)	Pontevedra	27,9	25,2	-2,7
Soria	16,1	15,3	-0,8 (-4,3)	<b>GALICE</b>	<b>25,0</b>	<b>22,2</b>	<b>-2,8</b>
Valladolid	15,3	16,4	+1,1 (-4,4)	<b>ÎLES BALEARES</b>	<b>23,1</b>	<b>25,4</b>	<b>+2,3 (-0,1)</b>
Zamora	14,0	14,1	+0,1 (-4,8)	Las Palmas	26,5	22,5	-4,0 (-7,0)
<b>CAST.-ET-LEON</b>	<b>15,1</b>	<b>15,6</b>	<b>+0,5 (-4,1)</b>	Santa Crus de T.	19,9	17,9	-2,0 (-5,3)
Albacete	14,0	15,3	+1,3 (-2,7)	<b>ÎLES CANARIES</b>	<b>23,3</b>	<b>20,3</b>	<b>-3,0 (-6,1)</b>
Ciudad Real	12,5	13,4	+0,9 (-2,4)	<b>LA RIOJA</b>	<b>15,8</b>	<b>16,6</b>	<b>+0,8 (-3,4)</b>
Cuenca	11,7	13,2	+1,5 (-1,5)	<b>NAVARRRE</b>	<b>23,0</b>	<b>28,3</b>	<b>+5,3 (+1,2)</b>
Guadalajara	17,5	18,2	+0,7 (-3,4)	<b>MURCIE</b>	<b>15,2</b>	<b>14,5</b>	<b>-0,7 (-3,7)</b>
Tolède	13,6	14,7	+1,1 (-2,4)	<b>CENTA</b>	<b>14,1</b>	<b>10,8</b>	<b>-3,3 (-4,6)</b>
<b>CAST.-LA MAN.</b>	<b>13,7</b>	<b>14,7</b>	<b>+1,0 (-2,6)</b>	<b>MELLILA</b>	<b>11,4</b>	<b>9,8</b>	<b>-1,6 (-2,9)</b>

\* Entre parenthèses, évolution par rapport au total Podemos+IU dans les régions dans lesquelles ces deux partis n'étaient pas alliés en 2015.

### **1.3 - Une assise relativement forte dans les grandes villes, une ascension laborieuse aux élections régionales**

Podemos atteint fréquemment des niveaux élevés dans les grandes villes (tableau 60), mais il ne faut pas pour autant en déduire que cette surreprésentation est un phénomène global. Une analyse des résultats des législatives de 2015 et 2016 dans les vingt villes d'Espagne les plus peuplées en atteste : Podemos et ses alliés y obtiennent un résultat moyen de 23,7 % des suffrages exprimés et se situent au-dessus de leur moyenne nationale dans la moitié d'entre

elles lors des deux scrutins. Les moyennes des résultats révèlent un affaiblissement plus marqué dans ces grandes villes que dans le reste du pays entre 2015 et 2016 pour l'alliance Podemos/IU.

*Tableau 60 - Résultats des listes soutenues par Podemos aux élections législatives de 2015 et 2016 dans les 20 communes les plus peuplées d'Espagne*

Ville	Population en 2016	Résultats listes soutenues par Podemos	
		2015	2016
Madrid	3.141.991	20,9	21,3
Barcelone	1.604.555	26,7	25,9
Valence	786.189	27,0	27,2
Séville	693.878	20,5	21,1
Saragosse	664.953	20,9	22,0
Malaga	569.130	19,7	21,0
Murcie	439.889	16,5	15,3
Palma de Majorque	400.578	25,0	25,9
Las Palmas de Gran Canaria	379.766	28,9	24,2
Bilbao	345.141	25,3	27,5
Alicante	328.648	22,3	21,9
Cordoue	327.362	17,8	21,4
Valladolid	303.905	16,2	17,4
Vigo	294.098	34,3	30,6
Gijón	274.290	23,8	26,1
L'Hospitalet de Llobregat	253.518	30,2	29,3
Vitoria-Gasteiz	243.918	31,4	31,3
La Corogne	243.870	27,7	26,6
Grenade	235.800	17,9	18,1
Elche	227.312	21,5	20,3
Moyenne		23,7	23,7
Rappel national		20,7	21,2

Pourtant, les élections municipales de 2015 ont été le théâtre d'un vrai succès pour les listes soutenues par Podemos dans ces villes, listes qui n'étaient pas des listes Podemos à proprement parler, mais des listes dites de « confluence citoyenne » alliant des collectifs, groupes militants et associations locales auxquelles participaient des membres de Podemos. A l'issue des élections municipales de 2015, ces listes, qui ne s'étaient pas présentées partout, obtiennent un résultat global fort modeste de 7,5 % des suffrages exprimés<sup>550</sup> et envoient 699 élus - sur 67.515 - siéger sur les bancs des conseils municipaux espagnols. Ce sera toutefois suffisant pour remporter les mairies de huit villes de plus de 75.000 habitants : La Corogne

<sup>550</sup> Résultat donné au niveau national auquel on ne doit pas apporter trop d'importance dans la mesure où Podemos ne présentait pas de candidats dans toutes les communes. Rapporté au niveau des seules communes dans lesquelles le parti présentait ou soutenait des listes, ce chiffre est forcément beaucoup plus élevé.

(Galice), Badalona (Catalogne), Barcelone (Catalogne), Cadix (Andalousie), Ferrol (Galice), Madrid, Saint-Jacques-de-Compostelle (Galice) et Saragosse (Aragon), au détriment du PP, du PSOE ou des nationalistes catalans de la CiU. Là où ces listes ont obtenu des résultats plus modestes ne leur permettant pas de remporter le fauteuil de maire, elles ont souvent joué un rôle décisif dans la constitution de nouvelles majorités, généralement au bénéfice du PSOE mais aussi en faveur d'une liste citoyenne concurrente à Carthagène, ou des nationalistes de *Compromis* à Valence.

#### ***1.4 - Des assemblées régionales rétives à la percée de Podemos***

Ces bons résultats aux élections municipales ne correspondent pas aux résultats observés à l'occasion des élections régionales (tableau 61). Les communautés autonomes exercent un rôle important dans la conduite des politiques publiques du fait des nombreuses compétences qui leur ont été transférées par l'Etat. Dans certaines d'entre elles, une partie des électeurs est animée de forts sentiments autonomistes ou indépendantistes, qui facilitent l'enracinement de partis nationalistes puissants. De ce fait, les partis nationaux comme le PP, le PSOE, Ciudadanos et Podemos y obtiennent des résultats différents de ceux qu'ils recueillent lors des élections législatives. Ces régions disposent de systèmes partisans particuliers qui diffèrent du système partisan national.

Podemos se présente pour la première fois à des élections régionales en mars 2015, pour le renouvellement du Parlement d'Andalousie. Le résultat, 14,9 %, n'est pas à la hauteur des espoirs des dirigeants du parti mais n'est pas négligeable dans une région dans laquelle l'enracinement des partis traditionnels de la gauche, PSOE et IU, est encore très fort. Il offre d'ailleurs l'occasion aux nouveaux élus andalous du parti de provoquer une mini-crise politique en refusant de voter en faveur de la socialiste Susana Díaz pour la présidence, qui doit en passer par quatre tours de scrutin et le ralliement *in extremis* de Ciudadanos pour conserver son fauteuil.

En mai 2015, 13 Parlements régionaux sont renouvelés le même jour. Podemos présente des listes partout, avec des fortunes diverses : les résultats sont plutôt élevés et avoisinent les 20 % en Aragon, dans les Asturies et à Madrid. Mais ils sont plus proches des 10 % dans les autres régions, avec un minimum de 8 % en Estrémadure. Podemos parvient toutefois à faire son

entrée dans tous les Parlements, apportant un appui décisif au PSOE pour l'élection des présidences en Aragon, dans les Îles Baléares, en Castille-La Manche, en Estrémadure et dans la Communauté de Valence, ou aux nationalistes basques de *GBai* pour la présidence de la Navarre.

Ces résultats jugés non satisfaisants dans le parti provoquent la remise en question de l'opposition de principe à la constitution d'alliances électorales. Ainsi, pour l'élection du Parlement de Catalogne en septembre 2015, Podemos s'allie à IU et aux écolo-nationalistes de l'ICV (Initiative pour la Catalogne Les Verts) pour former la liste *Catalunya Sí que es Pot* (« Catalogne oui c'est possible »). La campagne, toute entière structurée autour de la question de l'indépendance de la Catalogne, tourne au fiasco pour cette liste, la seule à refuser de se positionner pour ou contre l'indépendance. Son résultat, 8,9 %, est catastrophique dans la mesure où il est inférieur au résultat de la liste ICV-IU qui s'était présentée en 2012, avant la fondation de Podemos. Les difficultés ne seront pas surmontées en 2017 malgré le soutien de la municipalité de Barcelone : la nouvelle liste « Catalogne en commun » obtient un piteux 7,5%.

Entre temps, les élections en septembre 2016 des Parlements basque et galicien, bastions de Podemos et de ses alliés lors des élections législatives, donnent des résultats plus contrastés. Au Pays basque la liste Podemos/IU est incapable de rivaliser avec les puissants partis nationalistes EAJ/PNV et EH Bildu, mais devance néanmoins le PSOE et le PP avec 14,8 % des suffrages exprimés. En Galice, l'alliance *En Marea*, comprenant Podemos, IU et des partis nationalistes dont le plus important est Annova, qui s'était déjà présenté aux élections législatives, termine deuxième loin derrière le PP mais devant le PSOE avec 19,1 % des suffrages exprimés. Contrairement à la Catalogne, les débats au sujet de l'indépendance ne sont pas à un stade avancé dans ces régions, avec à la clé des résultats plus importants mais qui restent malgré tout très éloignés des niveaux atteints lors des élections législatives. Du fait de la faiblesse de sa structuration et de ses relais locaux, ainsi que du manque de notoriété de ses dirigeants, les élections régionales restent un scrutin difficile pour Podemos. Ils illustrent également la faible implantation du parti hors des grands centres urbains, de même que la pertinence de la stratégie dite de « confluence citoyenne » mis en œuvre pour les élections municipales, en accordant une large place à des personnalités politiques ou associatives



jouissant d'une forte notoriété locale. Une stratégie qu'il est beaucoup moins évident de mettre en œuvre à une échelle régionale.

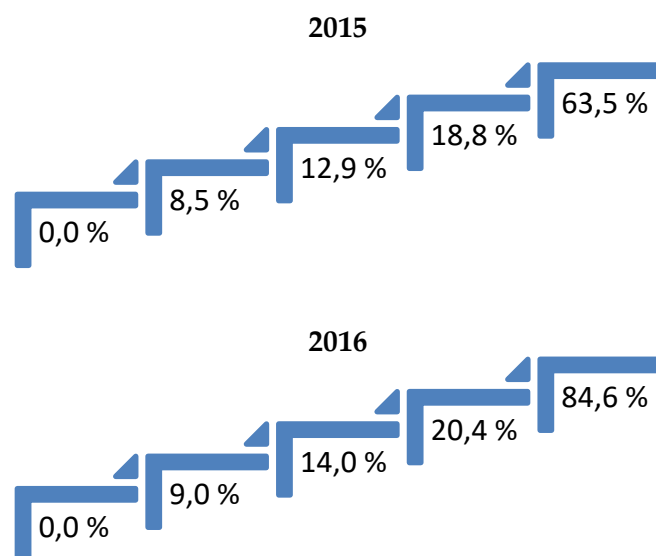
*Tableau 61 - Résultats des listes soutenues par Podemos aux élections régionales*

Parlement région (année d'élection)	Résultats Podemos	Note
Andalousie (2015)	14,9 %	
Aragon (2015)	20,6 %	
Asturies (2015)	19,1 %	
Îles Baléares (2015)	14,7 %	
Îles Canaries (2015)	14,5 %	
Cantabrie (2015)	8,9 %	
Castille-et-Léon (2015)	12,1 %	
Castille-La Manche (2015)	9,7 %	
Estrémadure (2015)	8,0 %	
La Rioja (2015)	11,2 %	
Madrid (2015)	18,6 %	
Murcie (2015)	13,2 %	
Navarre (2015)	13,7 %	
Communauté de Valence (2015)	11,4 %	
Catalogne (2015 / 2017)	8,9 % / 7,5 %	Alliance avec IU et ICV
Pays Basque (2016)	14,8 %	Alliance avec IU
Galice (2016)	19,1 %	Alliance avec IU et partis nationalistes

### **1.5 - Evolution de la structure du vote Podemos**

Le vote Podemos fait l'objet d'une forte dispersion territoriale. Une analyse des résultats par commune, en reprenant notre méthode de découpage des résultats en quarts (figure 17), en atteste : si les valeurs minimale et maximale sont peu pertinentes, l'Espagne comptant plus de 8.000 communes dont bon nombre sont très peu peuplées, les trois valeurs intermédiaires sont intéressantes en ce sens qu'elles démontrent à quel point les écarts d'une région à l'autre sont importants. La troisième valeur correspond ainsi au double de la première, tandis que la valeur médiane est très éloignée du résultat national obtenu par les listes soutenues par Podemos : 20,7 puis 21,2 % des suffrages exprimés. Remarquons également que les troisièmes valeurs, celles marquant le début du quart des communes dans lesquelles les résultats sont les plus élevés, sont inférieures à ces résultats nationaux, c'est là le symptôme d'une forte concentration des suffrages dans un nombre restreint de bastions, notamment les grandes villes évoquées ci-avant. Il en résulte des écarts-types très élevés : en 2016, les communes s'éloignent de 8,6 points de pourcentage par rapport à la moyenne du vote en faveur des listes soutenues par Podemos (7,8 en 2015).

*Figure 17 - Fragmentation des résultats des listes soutenues par Podemos au niveau des communes en 2015 puis 2016 (lire ainsi : un quart des résultats se situent entre 0,0 % et 8,5 % des suffrages exprimés, et ainsi de suite)*



Une analyse par coefficient de corrélation ( $r$  de Pearson) apporte des résultats contrastés (tableaux 62 et 63). Tout d'abord, relevons qu'elle corrobore l'hypothèse selon laquelle les électeurs d'IU en 2015 ont été peu enclins à se reporter sur les listes Unidos Podemos en 2016 : la corrélation est significativement positive entre le vote Podemos de 2015 et le vote Unidos Podemos de 2016 (0,88). Elle l'est en revanche beaucoup moins en ce qui concerne le vote Unidos Podemos de 2016 et le vote IU de 2015 (0,37). On repère néanmoins une certaine cohérence structurelle avec la géographie électorale traditionnelle d'IU, la structure du vote Unidos Podemos de 2016 étant corrélée positivement et à niveau significatif à la structure du vote IU en 2011. La corrélation est d'une significativité plus modeste mais néanmoins positive concernant la structure du vote des listes soutenues par Podemos en 2015 et celles des listes IU en 2011.

La géographie électorale de Podemos a en revanche une structure très différente de celle du PSOE. Aucune corrélation significative n'est à signaler entre les votes en faveur des deux partis, en positif comme en négatif. Nous atteignons ici, semble-t-il, les limites de cet exercice, les listes soutenues par Podemos ayant obtenu la plupart de leurs meilleurs résultats dans les communautés autonomes dans lesquelles le PSOE s'est avéré être faible, et inversement<sup>551</sup>.

<sup>551</sup> En 2015, les listes soutenues par Podemos obtiennent 26,0 % au Pays Basque, 24,7 % en Catalogne, 23,1 % dans les Îles Baléares et 23,0 % en Navarre, contre, dans le même ordre, 13,2 %, 15,7 %, 18,3 % et 15,5 % pour le PSOE. Les résultats nationaux sont de 20,7 % pour Podemos et ses alliés et de 22,0 % pour le PSOE.

Les résultats sont plus significatifs concernant le Parti populaire : la structure du vote pour les listes soutenues par Podemos est fortement négativement corrélée à la structure du vote PP. Concrètement, de façon globale, on vote peu PP là où l'on vote beaucoup Podemos et inversement. Il n'y a en revanche aucune corrélation significative entre la structure du vote pour les listes soutenues par Podemos et les structures des votes en faveur des partis de centre-droit Union Progrès et Démocratie (UPYD) en 2011 et Ciudadanos (C's) en 2015. Concernant Ciudadanos, on observe des convergences, notamment dans plusieurs grandes villes, mais le vote C's est aussi fort dans les bastions de la droite, comme l'illustre une corrélation de 0,35 entre la structure du vote C's en 2015 et celle du vote PP en 2011. Les similitudes avec la géographie électorale de Podemos sont donc annulées par les dissemblances.

Notons enfin que la structure du vote en faveur des listes soutenues par Podemos est négativement corrélée, à des niveaux statistiquement peu significatifs mais néanmoins non négligeables, à la structure de la participation électorale en 2011. Podemos, en tant que parti nouveau, a donc pu attirer à lui des électeurs ayant préféré ne pas se rendre aux urnes lors du scrutin précédent. On relève une corrélation également positive concernant les bulletins blancs et nuls, mais trop peu significative pour faire l'objet d'un commentaire. Enfin une corrélation positive peut être observée par rapport aux votes exprimés en faveur des « autres » listes et partis en 2011, regroupant les partis et liste non-mentionnés ci-avant, ce qui n'a rien de surprenant compte tenu du fait que les listes soutenues par Podemos obtiennent des résultats élevés dans les communautés autonomes dans lesquelles les différents partis nationalistes sont bien implantés.

*Tableau 62 - Matrice de corrélation (r de Pearson) entre les votes en faveur des listes soutenues par Podemos en 2015 et 2016 et les votes de 2011 au niveau des communes*

	Participation	Blancs & Nuls	PSOE	PP	UPYD	IU	Autres
Podemos 2015	-0,30	0,11	0,06	-0,34	0,05	0,35	0,18
Unidos Podemos 2016	-0,24	0,11	0,04	-0,43	0,05	0,50	0,24

*Tableau 63 - Matrice de corrélation (r de Pearson) entre les votes en faveur des listes soutenues par Unidos Podemos (Podemos/IU) en 2016 et les votes de 2015 au niveau des communes*

	Participation	Blancs / Nuls	PSOE	PP	Podemos	C's	IU	Autres
Podemos/IU 2016	-0,06	-0,07	-0,15	-0,53	0,88	-0,01	0,37	0,16

## 2. Analyse sociologique du vote Podemos

Pour analyser la composition sociologique de l'électorat de Podemos, nous nous basons sur les chiffres fournis par le Centre d'investigation sociologique (*Centro de Investigaciones Sociológicas* - CIS), organisme autonome dépendant du ministère espagnol de la Présidence, qui réalise pour chaque élection législative une étude détaillée. Les résultats indiqués dans les tableaux 64 et 65 correspondent à l'agrégation des votes en faveur de l'ensemble des listes soutenues par Podemos aux élections législatives de 2015 et de 2016. Le CIS comptabilise ensemble les votes exprimés en faveur des partis, les votes blancs, les votes nuls, les abstentions et les refus de déclarer son vote, ce qui influence évidemment les résultats.

L'électorat de Podemos est majoritairement masculin : le parti est surreprésenté parmi les hommes, tandis qu'il se situe sensiblement en-dessous de sa moyenne nationale parmi les femmes. Cette faiblesse dans l'électorat féminin a plusieurs explications : les femmes sont un peu plus nombreuses que les hommes à refuser de déclarer leur vote, sont plus nombreuses à rester fidèles au PSOE et ont voté plus que les hommes en faveur du parti de défense des animaux PACMA<sup>552</sup>. Pour le scrutin de 2016, les femmes ont également un peu plus voté pour le PP que les hommes. Il n'y pas à priori d'explications satisfaisantes à ce phénomène de *gender gap* électoral. Ces chiffres tendent peut-être à démontrer que les femmes ont des attaches partisans plus prononcées que les hommes et se sont moins enclines à abandonner les deux grands partis de gouvernement traditionnels.

Le vote par tranches d'âge fait apparaître des différences importantes. Plus on progresse dans la pyramide des âges, moins on vote en faveur des listes soutenues par Podemos. Ces listes sont très fortement surreprésentées parmi les électeurs de moins de 35 ans, auprès desquels elles recueillent environ un tiers des votes. *A contrario*, elles sont beaucoup plus faibles parmi les électeurs âgés de 65 ans et plus. Les électeurs les plus âgés - à partir de 55 ans - ont globalement été beaucoup plus fidèles que leurs cadets au PP et au PSOE. Le nouveau parti de centre-droit Ciudadanos est également beaucoup moins représenté parmi les électeurs les plus âgés. Il semble donc y avoir une fracture générationnelle importante du point de vue de

---

<sup>552</sup> Pour le scrutin de 2015, les hommes accordent 0,4 % de leurs votes à PACMA, contre 1,4 % pour les femmes.

la fidélité aux partis de gouvernement traditionnels et de l'ouverture à de nouvelles options électorales.

Les listes soutenues par Podemos ont été surtout choisies par des électeurs à haut niveau d'éducation. Concrètement, plus on croit dans le niveau d'éducation, plus on vote pour ces listes, qui sont très sensiblement sous-représentées parmi les électeurs ayant un niveau de diplôme inférieur au secondaire<sup>553</sup>, restés massivement fidèles au PP et au PSOE.

L'électorat des listes soutenues par Podemos est essentiellement urbain : ces listes sont très représentées parmi les électeurs résidant dans des communes fortement peuplées, et au contraire particulièrement faibles dans les communes les moins peuplées.

Concernant l'autopositionnement sur un axe gauche-droite, il est intéressant de constater que les électeurs des listes soutenues par Podemos se situent pour leur grande majorité à gauche, voire très à gauche, avec des résultats très élevés auprès des électeurs se positionnant spontanément sur les trois premiers niveaux de l'échelle, soit les plus à gauche. Bien que Podemos ambitionne de dépasser l'opposition gauche/droite pour rassembler largement, force est de constater que ses listes ont surtout su séduire les espagnols les plus à gauche. On relève néanmoins également qu'un nombre significatif d'électeurs se concevant comme centristes (niveau 5 sur l'échelle) accordent leur voix à Podemos : le spectre électoral n'est donc pas circonscrit aux électeurs se concevant comme les plus à gauche. L'alliance avec IU dans le cadre des listes Unidos Podemos en 2016 semble avoir rétréci le socle électoral de 2015 : les résultats sont en hausse parmi les électeurs les plus à gauche et régressent parmi ceux se déclarant plus proches du centre.

Le vote par catégorie socioprofessionnelle fait apparaître un électorat plutôt composite. Les listes soutenues par Podemos atteignent des niveaux un peu supérieurs à la moyenne chez certaines catégories sociales pouvant être assimilées à la classe moyenne (techniciens et cadres moyens, petits entrepreneurs incluant les commerçants et les artisans) et auprès des catégories populaires (employés et ouvriers). Il est intéressant de noter que les résultats sont en hausse

---

<sup>553</sup> Du point de vue du niveau d'éducation, le tableau peut être lu de la manière suivante : le niveau 1 signifie que l'électeur n'a aucun diplôme, le niveau 2 qu'il a cessé sa scolarité après l'école élémentaire, le niveau 3 qu'il a complété le premier cycle du secondaire correspondant en France au collège, le niveau 4 qu'il a complété le deuxième cycle du secondaire correspondant au lycée, le niveau 5 correspond à la formation professionnelle et le niveau 6 aux études supérieures.

auprès des catégories les plus populaires entre 2015 et 2016, avec des progressions relativement fortes parmi les ouvriers non-qualifiés, les employés de bureau et de services et les chômeurs. En cohérence avec les votes exprimés en fonction des tranches d'âge, les listes soutenues par Podemos sont fortement surreprésentées parmi les étudiants et sont en revanche très faibles parmi les retraités.

Les listes soutenues par Podemos obtiennent leurs meilleurs résultats parmi les espagnols déclarant jouir de revenus modestes : les niveaux les plus élevés sont atteints parmi les répondants déclarant toucher des revenus mensuels inférieurs ou égaux à 1.800 euros, si l'on fait abstraction des personnes déclarant toucher des revenus inférieurs ou égaux à 300 euros, hors personnes déclarant ne toucher aucun revenu. Ces chiffres sont à prendre avec prudence dans la mesure où un grand nombre de répondants refuse de dévoiler son niveau de revenu. Notons par ailleurs que le salaire moyen en Espagne était de 1.640 euros en 2016.

*Tableau 64 - Sociologie du vote en faveur des listes Podemos et Unidos Podemos (CIS)*

	2015	2016
<b>GENRE</b>		
FEMME	17,2	17,7
HOMME	23,2	22,4
<b>ÂGE</b>		
18-24 ANS	31,2	33,6
25-34 ANS	35,6	31,4
35-44 ANS	22,9	25,5
45-54 ANS	20,6	19,6
55-64 ANS	16,3	17,6
65 ANS ET PLUS	8,1	7,9
<b>NIVEAU D'EDUCATION (1 ETANT LE PLUS FAIBLE)</b>		
NIVEAU 1	7,9	4,8
NIVEAU 2	10,0	9,3
NIVEAU 3	19,6	19,4
NIVEAU 4	25,2	22,4
NIVEAU 5	25,4	28,3
NIVEAU 6	24,3	26,0
<b>NOMBRE D'HABITANTS DANS LA COMMUNE DE L'ELECTEUR</b>		
2.000 OU MOINS	10,5	11,5
2.001-10.000	15,8	18,1
10.001-50.000	18,6	19,2
50.001-100.000	22,3	18,7
100.001-400.000	24,6	22,2
400.001-1.000.000	24,0	21,1
1.000.000 ET PLUS	23,2	25,9
<b>AUTOPOSITIONNEMENT SUR UNE ECHELLE GAUCHE-DROITE (1 ETANT LE PLUS A GAUCHE)</b>		
1	47,9	54,6
2	48,2	56,7
3	39,6	44,0
4	21,1	21,7
5	12,9	8,4
6	3,7	0,6
7	0,6	0,8
8	0,0	1,1
9	0,0	1,0
10	0,0	0,0
NE SAIS PAS	9,8	6,7
<b>TOTAL</b>	<b>20,1</b>	<b>19,9</b>

*Tableau 65 - Sociologie du vote en faveur des listes Podemos et Unidos Podemos (CIS / suite)*

	2015	2016
<b>CATEGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE</b>		
INDEPENDANTS ET CHEFS D'ENTREPRISE	20,6	18,3
TECHNICIENS ET CADRES MOYENS	23,1	26,5
PETITS ENTREPRENEURS	17,5	23,3
AGRICULTEURS	10,3	5,0
EMPLOYES DE BUREAU ET DE SERVICES	21,9	27,6
OUVRIERS QUALIFIES	24,8	23,2
OUVRIERS NON QUALIFIES	20,0	24,3
RETRAITES	10,2	10,5
CHOMEURS	21,5	27,8
ETUDIANTS	32,6	31,6
TRAVAILLEURS DOMESTIQUES NON REMUNERES	6,3	7,7
NON CATEGORISABLES	17,9	20,5
<b>NIVEAUX DE REVENUS DE L'ELECTEUR</b>		
AUCUN REVENU D'AUCUNE SORTE	21,9	17,7
300 € OU MOINS	2,8	3,2
301 – 600 €	12,3	11,2
601 – 900 €	11,7	12,4
901 – 1.200 €	12,8	13,1
1.201 – 1.800 €	13,2	17,4
1.801 – 2.400 €	8,3	6,3
2.401 – 3.000 €	2,8	1,7
3.001 – 4.500 €	0,5	0,9
4.501 – 6.000 €	0,3	0,3
PLUS DE 6.000 €	0,0	0,0
SANS REPONSE	13,5	15,7
<b>TOTAL</b>	<b>20,1</b>	<b>19,9</b>

D'un point de vue sociologique, l'électorat de Podemos peut donc être caractérisé comme un électorat plutôt masculin, jeune, fortement diplômé, urbain, exerçant des occupations professionnelles variées avec une surreprésentation dans le salariat et jouissant de revenus relativement modestes. Une sociologie qui distingue cet électorat de celui des autres partis de gauche, en particulier le PSOE, dont l'électorat est plus féminin, nettement plus âgé<sup>554</sup>, beaucoup plus faiblement diplômé<sup>555</sup>, beaucoup plus présent dans les communes peu peuplées, jouit de revenus plus modestes et n'est surreprésenté que parmi les ouvriers, les retraités, les travailleurs domestiques et les chômeurs. Concrètement, si Podemos et ses alliés sont parvenus à disputer au PSOE cet électorat jouissant d'un fort capital culturel mais

<sup>554</sup> Toujours d'après les chiffres du CIS, le PSOE obtient en 2015 entre 21,4 % et 25,5 % des voix des électeurs âgé de 45 ans et plus, et entre 14,5 % et 15,4 % auprès des moins de 45 ans.

<sup>555</sup> En 2015 le PSOE obtient 34,2 % des voix des électeurs sans diplômes et 29,2 % des voix de ceux ayant arrêté leur cursus scolaire après l'enseignement primaire, tandis qu'il n'obtient que 10 % des voix des titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur.



exprimant son insatisfaction à l'égard de leur situation économique et social et du fonctionnement des institutions, ils ne sont pas parvenus à conquérir l'électorat populaire de l'Espagne déshéritée qui est resté massivement fidèle aux socialistes.

### **3. Analyse des transferts d'électeurs**

Le Centre d'investigation sociologique fournit également des résultats détaillés sur l'évolution du comportement des électeurs entre deux élections législatives. Nous avons ainsi un aperçu de la trajectoire des électeurs de Podemos (figures 18 à 20). En 2015, les listes soutenues par Podemos fédèrent une constellation d'électeurs ayant adopté des comportements très différents aux élections législatives de 2011. Sans surprise, ces listes ont reçu d'importants ralliements en provenance de la gauche. Ainsi, 60 % des électeurs ayant voté IU et près d'un quart de ceux ayant voté PSOE en 2011 se reportent sur les listes soutenues par Podemos en 2015. Mais les reports sont également nombreux parmi les primo-votants et les électeurs ayant voté blanc ou nul. Podemos et ses alliés semblent aussi avoir suscité l'intérêt de nombreux anciens abstentionnistes : si la moitié d'entre eux continuent à ne pas voter, près de 18 % choisissent les listes soutenues par Podemos, largement devant tous les autres partis, Ciudadanos se classant « troisième » avec 7,6 %. Autre chiffre saisissant, celui des personnes qui déclarent ne pas se souvenir de leur vote de 2011 : les listes soutenues par Podemos arrivent en tête parmi les électeurs de cette catégorie, juste devant... l'abstention.

Podemos a donc su attirer un grand nombre d'électeurs distants vis-à-vis de la politique ou, à tout le moins, défiant à l'égard du système partisan traditionnel qui prévalait encore en 2011. Les gains à gauche sont importants, mais la volonté des dirigeants de Podemos de fédérer un électorat transcendant l'opposition droite-gauche s'est heurtée au maintien des habitudes électorales des électeurs de la droite : les gains en provenance du PP sont marginaux, et si 17,1 % des anciens électeurs du parti de centre-droit anti-indépendantismes UPYD ont rallié les listes soutenues par Podemos entre 2011 et 2015, la moitié d'entre eux a préféré voter Ciudadanos.

**Tableau 66 - Evolution des comportements électoraux entre 2011 et 2015 au profit des listes soutenues par Podemos (lire ainsi : 3,4 % des électeurs ayant voté PP en 2011 ont voté pour une liste soutenue par Podemos en 2015)**

PP	PSOE	IU	UPyD	Autres partis*	Vote nul	Vote blanc	N'avait pas l'âge de voter	N'avait pas le droit de vote	N'a pas voté	Ne se souviens pas
3,4	23,0	60,5	17,1	22,0	20,0	19,3	25,6	22,2	17,7	20,2

\* à l'exception de la CiU catalane, comptée séparément

L'évolution des comportements électoraux entre les élections législatives de 2015 et de 2016 témoigne de l'incapacité de Podemos à élargir son socle. En dépit de l'alliance avec IU au sein d'Unidos Podemos, seuls 60 % des électeurs ayant voté IU en 2015 choisissent de suivre leur parti dans cette alliance (tableau 66), tandis que près de 17 % préfèrent voter PSOE. Dans le même temps, Unidos Podemos ne récupère qu'un peu moins de 80 % des électeurs qui avaient voté Podemos en 2015, les défections les plus nombreuses profitant à l'abstention et au PSOE. Ces pertes ne sont compensées que par de très faibles gains : plus de 86 % des électeurs d'Unidos Podemos en 2016 avaient déjà voté pour Podemos ou pour IU en 2015. Globalement, il semblerait que les transferts aient plus nombreux des partis de la gauche radicale vers le PSOE que l'inverse, ce qui explique en partie le recul de Podemos et la légère progression du PSOE entre les deux scrutins.

**Figure 18 - Composition de l'électorat d'Unidos Podemos aux élections législatives de 2016 en fonction du comportement électoral aux élections législatives de 2015 (Catalogne, Galice et Communauté de Valence exclues)**

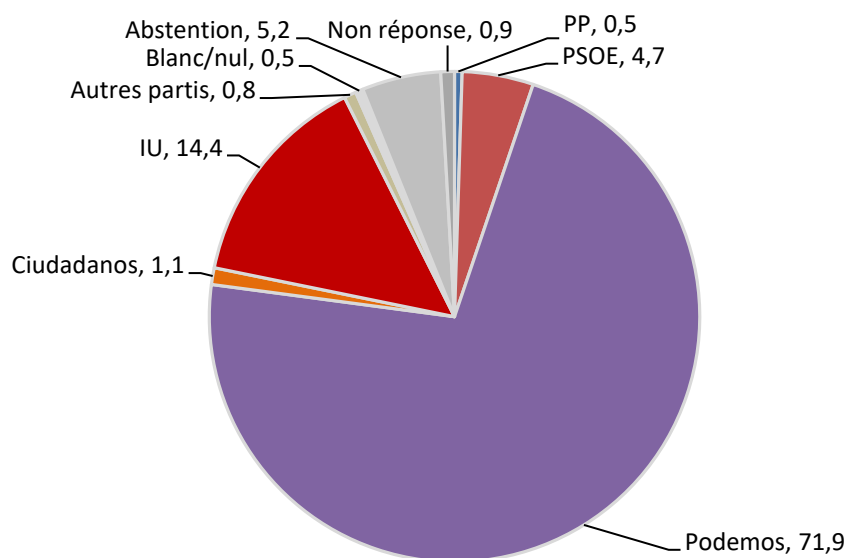


Figure 19 - Trajectoires des électeurs ayant voté Podemos en 2015 aux élections législatives de 2016

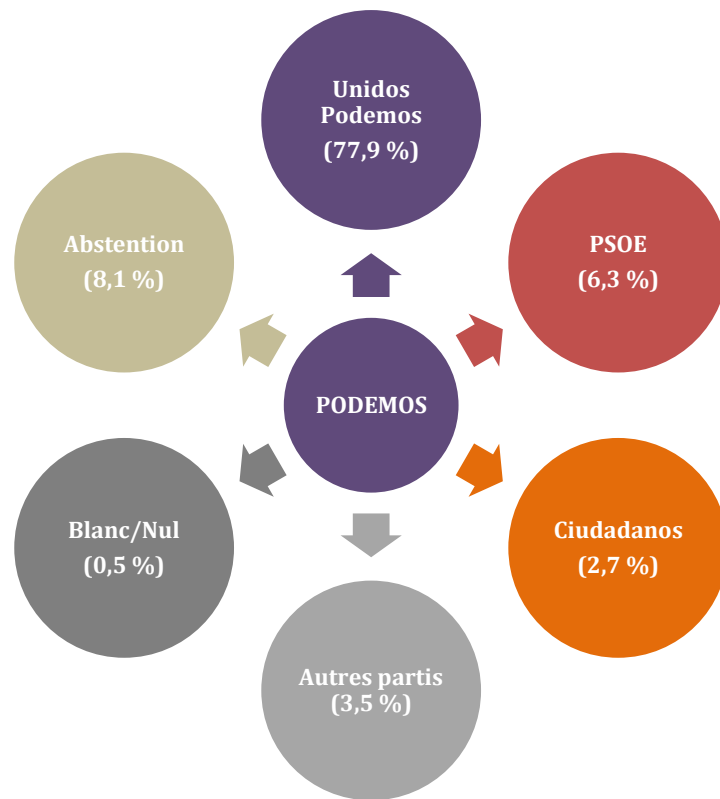
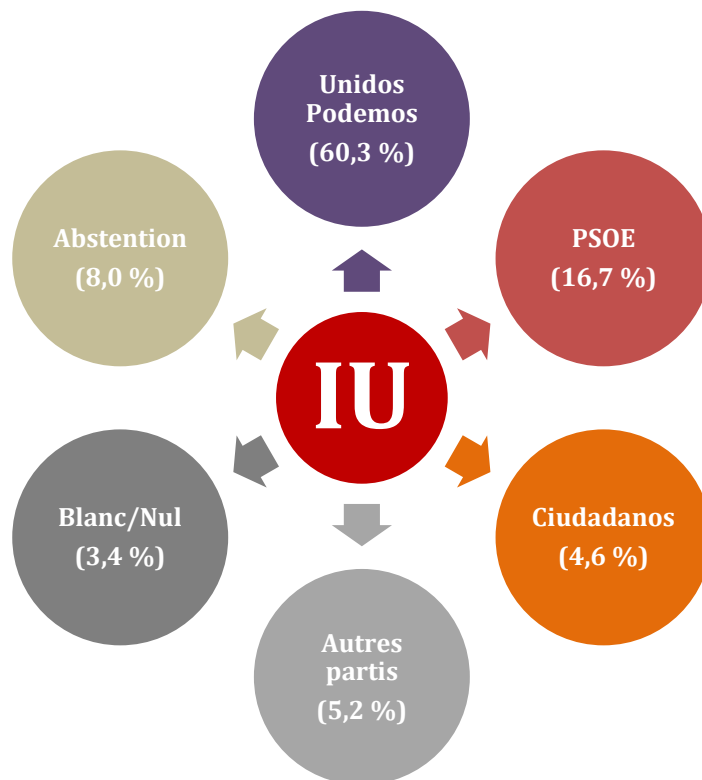


Figure 20 - Trajectoires des électeurs ayant voté IU en 2015 aux élections législatives de 2016



On en déduit que si la percée électorale de Podemos et de ses alliés a été aussi massive que soudaine, ses bases sont fragiles. La porosité avec le PSOE est importante et d'autres électeurs désabusés ou défiants à l'égard de la vie politique demeurent fluctuants quant à leur participation aux élections. La démobilisation des électeurs de la gauche radicale entre 2015 et 2016 est sans doute en partie due à l'insatisfaction des électeurs d'IU et de Podemos vis-à-vis de l'alliance entre ces deux partis. Mais elle prend probablement racine dans la lassitude provoquée par l'enchaînement rapides de scrutins : moins de sept mois séparent les élections législatives de 2015 et de 2016. Les électeurs de Podemos étant les plus enclins à l'abstention, on peut émettre l'hypothèse qu'une partie d'entre eux se sont désintéressés voire ont souhaité exprimer leur rejet des interminables imbroglios entourant la formation du gouvernement.

## Chapitre conclusif – Bilan des analyses électorales

### 1. Bilan des évolutions de la taille de la coalition électorale de la nouvelle gauche radicale

Les coalitions électorales des partis étudiés ont connu des niveaux et des évolutions contrastées. Si Syriza a connu une dynamique de progression rapide et que Podemos a immédiatement atteint des niveaux élevés, Die Linke et le Bloc de gauche doivent se contenter de résultats plus modestes. Dans tous les cas, suite aux transformations partisanes ayant affecté cette famille politique, il est clair que « plus » d'électeurs ont voté en faveur de la gauche radicale. La nouvelle gauche radicale a atteint des seuils électoraux sans commune mesure avec leurs concurrents ou prédécesseurs de l'« ancienne » gauche radicale, à savoir les partis communistes qu'ils soient orthodoxes (Grèce, Portugal) ou réformés (Allemagne, Espagne).

Le cas allemand se distingue des trois autres pour une raison essentielle : la création de Die Linke suivait un objectif bien précis, celui d'associer la concentration des suffrages du PDS à l'Est à l'implantation à l'Ouest de la WASG, implantation réduite mais néanmoins plus importante de celle du PDS. Du point de vue de l'évolution de la géographie électorale de ce parti, c'est un vrai succès, mais qui souffre d'un paradoxe : pendant que Die Linke se renforce là où il est faible, il s'affaiblit là où il est fort. Il en résulte une stagnation des résultats électoraux qui pourrait à terme porter préjudice au développement du parti. Toutefois le PDS a atteint son objectif le plus important en se dissolvant dans Die Linke : assurer sa survie au niveau fédéral au travers d'une organisation partisane dont les électeurs ne sont plus concentrés que dans une partie de l'Allemagne en déclin démographique. Si l'on se situe sur le temps long, on peut dire que le SED, ancien parti d'Etat de la République démocratique allemande, a bien réussi ses reconversions partisanes.

Au Portugal et en Grèce, c'est l'absence de volonté de reconversion des PC qui a favorisé l'apparition puis l'ascension du Bloc de gauche et de Syriza. Pour reprendre les termes de Fabien Escalona, « *l'absence de mutation expose [les partis] à être dépassés par d'autres organisations plus innovantes pour mobiliser un électorat dont les préoccupations, les représentations et les modes*

*d'information ont pu changer* »<sup>556</sup>. Grèce et Portugal sont vraiment des cas d'école pour la mise en perspective de cette loi d'airain : alors que les PC stagnent à des niveaux électoraux modestes – quoi que fort honorables pour des PC orthodoxes – leur concurrents directs se montrent capables d'atteindre des étiages électoraux plus élevés (tableaux 67 et 68).

*Tableau 67 - Evolution comparée des résultats de Syriza et du KKE aux élections législatives grecques*

	2007	2009	2012-1	2012-2	2015-1	2015-2
<b>SYRIZA</b>	5,0	4,6	16,8	26,9	36,3	35,5
<b>KKE</b>	8,1	7,5	8,5	6,3	5,5	5,5

*Tableau 68 - Evolution comparée des résultats du Bloc de gauche et du PCP aux élections législatives portugaises*

	2005	2009	2011	2015
<b>BE</b>	6,5	10,1	5,4	10,6
<b>PCP</b>	7,8	8,1	8,2	8,6

A noter que le cas Portugal révèle néanmoins une certaine fragilité du Bloc de gauche, dont les résultats sont instables, tandis que ceux du PCP stagnent mais sont constants. Dans le cas de l'Espagne, l'apparition et le succès soudain de Podemos a soldé l'échec des dernières tentatives de reconversion de la Gauche Unie dont les énièmes coalitions électorales, la Gauche plurielle puis Unité populaire, traduisaient une volonté de dépassement dans une structure plus large qui n'ont pas convaincu les électeurs, notamment du fait du refus du PCE, principale composante de la Gauche Unie, de renouveler ses cadres dirigeants. Plus crédible aux yeux des espagnols ayant participé ou approuvé le mouvement des « indignés » et ses revendications, Podemos a en quelque sorte « ringardisé » la Gauche unie dont les dirigeants ont été finalement contraints, lorsque l'opportunité s'est offerte à eux, de conclure une alliance avec leur nouveau concurrent sous peine d'être durablement marginalisés.

En sommes, les transformations de la gauche radicale se sont conclues par des succès dans les urnes, d'intensité variable en fonction des pays mais néanmoins bien réels au regard des situations antérieures.

<sup>556</sup> Fabien Escalona, *La reconversion partisane de la social-démocratie européenne*, op.cit., p. 409.

## **2. Bilan des évolutions de la géographie électorale de la nouvelle gauche radicale**

Les points communs entre nos cas sont plus nombreux lorsqu'on se penche sur la répartition géographique de leurs électeurs. L'électorat de la nouvelle gauche radicale est un électorat urbain, bien présent dans les grandes agglomérations. C'est particulièrement vrai dans le cas de Podemos qui, en alliance avec des forces locales, est même parvenu à remporter plusieurs des municipalités les plus importantes d'Espagne au cours des élections municipales de 2015. La géographie électorale de ce parti est très fortement structurée par les différences linguistiques caractéristiques de l'Espagne. Mais quelque soit la région considérée, les résultats ont la plupart du temps tendance à être beaucoup plus élevés dans les grandes agglomérations que dans les zones rurales.

Cette surreprésentation dans les agglomérations fortement peuplées se vérifie aussi du côté de Die Linke, dont le développement électoral dans les Länder de l'Ouest est très concentré dans les grandes villes tandis qu'à l'Est, si l'implantation dans les zones rurales reste forte, elle a tendance à décroître. Les évolutions contradictoires du parti dans les anciennes zones Est et Ouest de Berlin illustrent bien cette capacité de Die Linke à séduire des électeurs urbains dans des villes qui n'ont pas connu le régime autoritaire de la RDA.

Les cas grec et portugais sont plus complexes : lorsque la coalition électorale a une taille modeste, on observe une forte surreprésentation dans les grandes agglomérations, en particulier celle d'Athènes pour Syriza et celle de Lisbonne pour le Bloc de gauche. Mais au fur-et-à-mesure que la taille de la coalition électorale grandit, les résultats tendent à s'homogénéiser et ces deux partis se montrent en capacité d'obtenir des résultats élevés en milieu rural. Les différences entre les deux sont aussi présentes : le Bloc de gauche voit son influence se renforcer à Porto, deuxième agglomération du Portugal, tandis que Syriza a littéralement remplacé les sociaux-démocrates du PASOK, s'appropriant même leur géographie électorale et son caractère composite. Dans les deux cas, la capacité à séduire les électeurs jusqu'alors acquis à la social-démocratie est attestée par les évolutions de géographie électorale.

Pourquoi ce succès de la nouvelle gauche radicale dans les aires urbaines à forte densité de population ? Le phénomène se retrouve également dans d'autres pays, qu'il s'agisse de la France avec la candidature de Jean-Luc Mélenchon<sup>557</sup>, ou des capitales nordiques comme Oslo<sup>558</sup>, Stockholm<sup>559</sup> et Copenhague<sup>560</sup>. Comme nous l'avons vu au travers des études de cas, ces partis adoptent des manifestes électoraux reprenant la plupart des revendications issues des nouveaux mouvements sociaux. Nous l'avons observé lors de nos études de cas : la nouvelle gauche radicale se situe clairement du côté cosmopolitiste du nouveau clivage identité/cosmopolitisme proposé par Kriesi et Frogner<sup>561</sup>. Or les grandes villes européennes dans lesquelles cette nouvelle gauche radicale perce correspondent la plupart du temps au concept d'*ideopolise* proposé par John B. Judis et Ruy Teixeira<sup>562</sup> et remanié avec brio par Fabien Escalona et Mathieu Vieira, à savoir « *une métropole régionale attractive, intégrée aux réseaux de l'économie globalisée – tant d'un point de vue économique et culturel – avec une influence sur le plan régional, national ou international [...] et dont la population est impliquée dans l'évolution de l'économie de la connaissance* »<sup>563</sup>.

Paradoxalement, alors qu'elle en fustige les effets, la nouvelle gauche radicale performe donc bien dans les grands foyers de concentration des « gagnants » de la mondialisation. Il faut toutefois se méfier de lectures trop simplistes : ces grandes agglomérations comportent aussi souvent des communes populaires, pour certaines fortement marquées par un passé ouvrier

---

<sup>557</sup> Au premier tour de l'élection présidentielle française de 2017, Jean-Luc Mélenchon obtient des résultats particulièrement élevés dans les grandes villes, s'imposant souvent en tête devant les autres candidats, comme à Marseille, Toulouse, Lille, Montpellier, ou encore dans deux arrondissements de Paris. Cf : « Présidentielle : qu'ont voté les grandes villes ? », Anne-Laure Frémont pour *Le Figaro*, 24 avril 2017, <<http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/04/24/35003-20170424ARTFIG00065-presidentielle-qu-ont-vote-les-grandes-villes.php>>

<sup>558</sup> Oslo se montre particulièrement favorable aux partis de la gauche alternative : aux élections législatives norvégiennes de 2017, le Parti socialiste de gauche (SV, gauche radicale) obtient 9,3 % des suffrages exprimés dans la circonscription d'Oslo pour un résultat national de 6,0 %. Les Verts obtiennent de leur côté 6,0 % pour un résultat national de 3,2 %. Et surtout les ex maoïstes du Parti Rouge rassemblent 6,3 % des suffrages pour un résultat national de 2,4 %. En 2015, Marianne Borgen, membre du SV, prend la tête de la municipalité.

<sup>559</sup> Aux élections législatives suédoises de 2018, le Parti de gauche (gauche radicale) obtient 13,1 % des suffrages exprimés à Stockholm pour un résultat national de 8 %. A noter qu'il obtient un résultat encore plus élevé à Göteborg, deuxième ville du pays : 14,0 %.

<sup>560</sup> Lors des élections législatives danoises de 2015, la Liste de l'unité (gauche radicale) obtient dans plusieurs circonscriptions de l'île de Copenhague des résultats sans commune mesure avec son résultat national (7,8 %), se classant même en tête dans deux d'entre elles : Nørrebrokredsen avec 26,5 % et Vesterbrokredsen avec 20,8 %.

<sup>561</sup> André-Paul Frogner, « Application du modèle de Lipset et Rokkan à la Belgique », *op.cit.*

<sup>562</sup> J.B. Judis, R. Teixeira, *The Emerging Democratic Majority*, 2ème édition, Scribner, New York, 2004, pp. 71-78.

<sup>563</sup> Fabien Escalona, Mathieu Vieira, « Les idéopôles, laboratoires de la recomposition de l'électorat socialiste », Fondation Jean Jaurès, 6 janvier 2012, <<https://jean-jaures.org/nos-productions/les-ideopoles-laboratoires-de-la-recomposition-de-l-electorat-socialiste>>



et comptant d'importantes populations immigrées. On le voit assez nettement avec la géographie du vote Bloc de gauche au Portugal concernant l'agglomération de Lisbonne, ou encore avec le vote Mélenchon dans les quartiers populaires au premier tour de l'élection présidentielle française<sup>564</sup>.

Mais, et nous le verrons dans le bilan de l'analyse sociologique des votes, au fur-et-à-mesure que les effets de la longue dépression se font sentir, ils influencent les choix des électeurs. Gaël Brustier et Jean-Philippe Huelin l'ont bien résumé avec le terme d'« intellectuel précaire » à propos des villes-centres : « *on décèle deux des ingrédients de la crise sociale actuelle : le report sur les jeunes générations de tous les efforts liés à la globalisation et la lutte entre deux secteurs sociologiques longtemps considérés comme dominants ou élitaires. La 'ville-monde' au centre prescripteur est parcourue de spasmes sociaux [...] le déclassement des jeunes diplômés [...] [leur] précarisation massive sont des facteurs supplémentaires de déstabilisation sociale et de mécontentement* »<sup>565</sup>. Le phénomène, aussi mondial que l'est le développement des idéopôles, n'est sans doute pas sans lien avec les bons résultats obtenus par nos quatre partis étudiés et en particulier Podemos, dont les succès électoraux auprès des électeurs les plus jeunes et les victoires dans de grandes municipalités comportant une forte population étudiante sont évidemment liés. Nous en déduisons que la nouvelle gauche radicale parvient efficacement à séduire *certain*s perdants de la mondialisation, ceux jouissant d'un fort capital culturel et d'un haut niveau de qualification mais ne parvenant pas à construire une vie professionnelle en rapport avec leurs compétences.

Ces bons résultats dans les aires urbaines « idéopôlistiques » contrastent de manière assez flagrante avec des performances beaucoup plus modestes, pour ne pas dire médiocres dans les zones rurales. On le voit avec l'évolution de la géographie du vote Die Linke en Allemagne, avec une implantation croissante dans les grandes villes de l'Ouest tandis que le parti se retrouve rudement concurrencé puis finalement complètement débordé par l'extrême-droite dans les campagnes de l'ex-RDA. On le voit de manière encore plus flagrante avec la géographie du vote Podemos en Espagne, avec des zones de faiblesse très marquées dans l'Espagne castillane « profonde ». Le constat est plus nuancé avec le Bloc de gauche – avec l'exemple très parlant de la circonscription de Faro – et surtout Syriza qui ont fait la

---

<sup>564</sup> « Des quartiers séduits par Jean-Luc Mélenchon », Lionel Venturini pour *L'Humanité*, 25 avril 2017, <<https://www.humanite.fr/des-quartiers-seduits-par-la-jean-luc-melenchon-635238>>

<sup>565</sup> Gaël Brustier, Jean-Philippe Huelin, *Recherche le peuple désespérément*, Bourin Editeur, Paris, 2009, p.44.

démonstration de leur capacité à disputer aux sociaux-démocrates leurs bastions ruraux, mais à leurs débuts ces deux partis jouissent eux aussi d'une surreprésentation significative dans les grands pôles urbains.

### **3. Bilan des évolutions de la sociologie électorale de la nouvelle gauche radicale**

S'il n'est pas possible de comparer des données mesurées de manière rigoureusement identique, la nature et la précision de nos sources variant d'un pays à un autre, nous pouvons néanmoins mettre en valeur quelques points de ressemblance entre les électors des quatre partis étudiés.

Comme nous l'avons déjà évoqué ci-avant, l'électorat de la nouvelle gauche radicale est plutôt jeune. Il l'est même beaucoup dans le cas de Podemos et probablement dans celui du Bloc de gauche, pour lequel nous n'avons pas accès à des données relatives au vote par tranches d'âge, si l'on se fie au niveau du vote étudiant. Ce qui est vrai pour ces deux partis ne l'est toutefois pas pour les deux autres, dont les électors sont beaucoup plus homogènes au niveau de l'âge. C'est du côté des électeurs les plus âgés qu'il faut chercher une convergence nette : à quelques exceptions près, c'est toujours auprès de cette catégorie d'électors qu'on retrouve les résultats les moins élevés. Remarquons que dans le cas de Syriza, les résultats tendent à se rapprocher de la moyenne au niveau du vote des électeurs les plus âgés pour les scrutins de 2015, ceux qui ont vu le parti prendre la tête du gouvernement : on voit ici une nouvelle manifestation de l'élargissement de la coalition électorale de ce parti. Pour le Bloc de gauche, les résultats sont largement inférieurs aux moyennes nationales chez les retraités. C'est sans doute Podemos qui a l'électorat le plus atypique du point de vue de l'âge : plus on progresse dans la pyramide des âges, moins le vote Podemos est élevé. On ne retrouve pas ce phénomène avec les autres partis en dehors des différences entre plus jeunes et plus âgés décrites ci-avant. En somme, les partis de la nouvelle gauche radicale ont des électors peu marqués au niveau de l'âge, moyennant une surreprésentation auprès des plus jeunes et une sous-représentation auprès des plus âgés, d'intensités variables.

Du point de vue du genre, aucune tendance commune ne peut être mise en évidence : l'électorat de Die Linke est majoritairement masculin jusqu'en 2013, date à laquelle le *gender*

*gap* devient inexistant ; l'électorat de Syriza est majoritairement féminin, souvent dans des proportions importantes, et ce tout au long de la période considérée ; enfin les électorats du Bloc de gauche et surtout de Podemos sont majoritairement masculins, et ce tout au long de la période considérée<sup>566</sup>. Il n'y a pas d'explications évidentes à ces différences nationales. Nous avons par exemple observé dans le cas espagnol qu'elles sont restées plus fidèles que les hommes aux partis de gouvernement traditionnels que Podemos vient concurrencer. Mais cette observation ne vaut pas pour les autres partis.

Le vote par profession fait apparaître des différences peu marquées : les niveaux sont globalement proches de la moyenne. On relève chez Die Linke une surreprésentation chez les ouvriers et surtout les chômeurs, mais qui s'atténue nettement lors des élections fédérales allemandes de 2017. Du côté de Syriza, on observe également une surreprésentation chez les chômeurs, particulièrement marquée à partir de 2012, ainsi que chez les salariés du public. Les électeurs les plus rétifs sont les retraités, en cohérence avec les observations formulées ci-avant au niveau du vote par tranches d'âge. Mais on relève également une faiblesse assez marquée auprès des chefs d'entreprises et surtout des agriculteurs. Cette dernière donnée corrobore nos analyses de la géographie électorale de la gauche radicale, généralement faible en zone rurale. En somme, l'électorat de la nouvelle gauche radicale est plutôt peu marqué du point de vue de la profession des électeurs.

Les caractéristiques communes sont à chercher du côté du capital économique comme du capital culturel. Les partis de la nouvelle gauche radicale obtiennent des résultats élevés parmi les électeurs disposant de revenus modestes ou moyens, et beaucoup plus faibles parmi les électeurs les plus aisés. A priori, cela paraît cohérent dans la mesure où les quatre partis étudiés proposent tous d'accroître la pression fiscale sur les hauts revenus. Mais les résultats auprès des électeurs déclarant toucher les revenus les plus faibles n'atteignent pas des niveaux très élevés eux non plus. Notons toutefois que lorsqu'on leur demande d'estimer leur situation financière personnelle – dans le cas de l'Allemagne et de la Grèce – les électeurs déclarant avoir des difficultés à s'en sortir sont beaucoup plus nombreux que les autres à voter en faveur de la nouvelle gauche radicale.

---

<sup>566</sup> Si l'on fait abstraction du scrutin de 2002 pour le Bloc de gauche, pour lequel les résultats sont de toutes manières très faibles.

Enfin l'électorat de la nouvelle gauche radicale est plutôt éduqué et fortement diplômé. C'est très net concernant Podemos et le Bloc de gauche. Concernant Syriza, la même observation peut être faite pour toutes les élections avant celles de 2015, à l'occasion desquelles la tendance s'inverse : les moins diplômés deviennent plus nombreux que les plus diplômés à voter Syriza. On a là encore un élément d'élargissement de la coalition électorale. Enfin concernant Die Linke, la taille de la coalition électorale semble jouer également : le parti est légèrement surreprésenté parmi les plus diplômés sauf en 2009, année au cours de laquelle il a obtenu son meilleur résultat. Le « noyau dur » de l'électorat de la nouvelle gauche radicale est donc avant tout composé d'individus jouissant d'un capital culturel élevé, et d'un capital économique relativement modeste. S'il serait faux d'affirmer que cet électorat est représentatif des « classes populaires », il l'est tout autant d'en déduire que son électorat n'est présent que parmi les couches supérieures de la société. C'est un électorat composite, à la croisée des chemins entre une partie des classes populaires et les classes moyennes tirées vers le bas par les politiques d'austérité et les réformes d'inspiration libérale du marché du travail. On observe notamment que les électeurs du Bloc de gauche sont bien représentés auprès des personnes déclarant travailler à temps partiel. Et c'est avant tout un électorat qui s'autopositionne très majoritairement et très nettement à gauche : le vote est avant tout une affaire de conviction<sup>567</sup>.

#### **4. Bilan des évolutions des parcours électoraux des électeurs de la nouvelle gauche radicale**

D'une élection à l'autre, les électeurs expriment des choix différents. Ils peuvent, au gré de leurs envies, de l'évolution de leur vie personnelle ou de leurs convictions, ou de l'évolution de l'offre politique, changer de parti d'un scrutin à un autre. Les partis étant en compétition pour solliciter les suffrages des électeurs, l'étude des « transferts de voix » est un élément important d'explication de cette compétition (tableau 69).

Dans le cas des partis de la nouvelle gauche radicale, nous observons une caractéristique commune : les vases communicants avec les partis sociaux-démocrates sont importants. Lorsque les partis étudiés progressent électoralement, c'est souvent au détriment de leurs concurrents sociaux-démocrates, auxquels ils « prennent » de nombreux électeurs. La crise de

---

<sup>567</sup> Patrick Lehingue, *Le vote*, Editions La Découverte, Paris, 2011, pp. 36-52.

la social-démocratie<sup>568</sup> semble donc servir les intérêts de la nouvelle gauche radicale, mais à des degrés divers, puisque seul Syriza est réellement parvenu à « remplacer » son concurrent social-démocrate, le rapport de force s'inversant littéralement entre les deux partis à partir de 2012. Si les autres partis n'ont pas connu le même succès, on a pu voir à quel point Die Linke et le Bloc de gauche pouvait se montrer attractif pour des électeurs déçus de la social-démocratie.

Une fois n'est pas coutume, Podemos se pose en cas particulier : si de nombreux anciens électeurs du PSOE sont venus garnir les rangs de son électorat, le nouveau parti et ses alliés se sont aussi montré particulièrement capables de capter les voix des primo-votants, ainsi que des électeurs les plus distants ou défiants à l'égard du vote, à savoir les électeurs s'étant abstenus ou ayant voté blanc ou nul lors du scrutin précédent. Ici l'offre – le rejet du système politique – a clairement rencontré une demande.

Une autre particularité se situe du côté de l'Allemagne, avec cette saisissante fuite des électeurs orientaux de Die Linke vers le parti d'extrême-droite Alternative pour l'Allemagne (AfD). Si Die Linke n'est pas le seul parti à accuser des pertes au profit de l'AfD, le phénomène peut paraître surprenant, le positionnement pro-multiculturalisme et favorable à l'accueil des immigrés de Die Linke tranchant avec les discours xénophobes et nationalistes de l'AfD<sup>569</sup>. On peut toutefois raisonnablement émettre l'hypothèse que l'hostilité au système politique fortement partagée par les électeurs vivant en ex-RDA, dont l'incarnation était autrefois préemptée par le PDS puis par Die Linke, semble par la suite mieux incarnée par l'AfD qui, contrairement à Die Linke, n'est pas impliquée dans la gestion des Länder et municipalités de cette partie de l'Allemagne.

Ces transferts d'électeurs avec l'extrême-droite ne se retrouvent pas avec nos trois autres cas. Il n'y a certes pas d'extrême-droite puissante en Espagne et au Portugal mais en Grèce, aucun

---

<sup>568</sup> Etienne Dubsloff, « Le SPD dans le contexte de la crise de la social-démocratie en Europe », *in. Allemagne d'aujourd'hui*, n°222, 2017/4, pp. 143-148.

<sup>569</sup> Cette distinction semble toutefois devenir moins claire avec les prises de position publiques de Sahra Wagenknecht, coprésidente du groupe Die Linke au Bundestag, qui se montre de plus en plus critique à l'égard de l'accueil des migrants. Une position qui reste toutefois minoritaire au sein de Die Linke. Cf « Sahra Wagenknecht : La femme qui ébranle la gauche allemande », Rachel Knaebel pour *Politis*, n°1519, 19 septembre 2018, <<https://www.politis.fr/articles/2018/09/sahra-wagenknecht-la-femme-qui-ebbranle-la-gauche-allemande-39339/>>

flux significatif d'électeurs entre Syriza et les néonazis d'Aube dorée ne peut être mis en évidence.

*Tableau 69 - Traits caractéristiques de l'électorat des partis de la nouvelle gauche radicale*

<b>DONNEE SOCIODEMOGRAPHIQUE</b>	<b>OBSERVATIONS</b>
<b>GEOGRAPHIE ELECTORALE</b>	Implantation importante dans les grands centres urbains, faiblesse dans les zones rurales (hors Syriza en 2015 et certaines régions pour Die Linke et le Bloc de gauche à partir de 2009).
<b>ÂGE</b>	Répartition plutôt homogène, surreprésentation parmi les plus jeunes, sous-représentation parmi les plus âgés.
<b>GENRE</b>	Absence de cohérence : l'électorat est soit équilibré (Die Linke), soit plutôt féminin (Syriza) soit plutôt masculin (Bloc de gauche, Podemos).
<b>PROFESSION</b>	Vote en fonction de l'occupation professionnelle généralement proche de la moyenne. Légère surreprésentation parmi les catégories populaires (ouvriers, employés). Surreprésentation souvent importante parmi les étudiants et les chômeurs. Sous-représentation parmi les retraités, les agriculteurs et les chefs d'entreprise. Bloc de gauche : surreprésentation parmi les personnes travaillant à temps partiel.
<b>EDUCATION</b>	Electorat plutôt éduqué et fortement diplômé. Exception : Syriza 2015.
<b>NIVEAU DE REVENU</b>	Electorat disposant de revenus plutôt modestes. Faiblesse très marquée parmi les plus aisés.
<b>AUTOPOSTIONNEMENT SUR L'ECHIQUIER POLITIQUE</b>	Electeurs se situant très majoritairement à gauche et, parmi eux, une majorité se situant sur les points les plus à gauche de l'échelle.
<b>TRANSFERTS D'ELECTEURS</b>	Vases communicants avec la social-démocratie dans les quatre cas. Également avec l'extrême-droite dans le cas allemand. Également avec l'abstention et les votes blancs et nuls dans le cas espagnol

# Conclusion générale

Arrivés au terme de notre travail, nous avons franchi les étapes annoncées lors de l'introduction générale. Il incombe désormais de préciser les résultats de ce travail (1), quels sont ses apports à la recherche (2) et quels sont les possibles prolongements et adaptations de notre méthode (3).

## 1. Les principaux enseignements de la thèse

Nous avons vu lors de notre première partie à quel point la gauche radicale, face au défi des changements de son environnement, était mise sous pression pour concourir à sa propre transformation. A travers notre recherche, nous avons mis en évidence l'émergence d'une nouvelle gauche radicale, dont les discours, les pratiques, le projet ont sensiblement évolué par rapport à ce qu'était l'ancienne gauche radicale dominée par des partis communistes plus ou moins reconvertis. Les transformations sont sensibles, mais il s'agissait également de vérifier si leur objectif, l'élargissement de la base électorale des partis étudiés, avait été atteint. Il l'a été globalement, mais à des degrés divers, du fait de contraintes inhérentes aux systèmes politiques et partisans, ainsi que de choix des dirigeants politiques.

### *Une analyse comparative au travers d'études de cas*

Les quatre cas que nous avons sélectionné se sont avérés, comme nous l'avions prévu, évoluer dans des sens très différents. Des situations influencées par le contexte global de la dépression économique qui a commencé à sévir en 2008 et qui a lourdement impacté l'Espagne, le Portugal et surtout la Grèce. L'Allemagne a, au contraire, été beaucoup moins impactée économiquement et socialement. D'où l'intérêt de la comparaison : dans des contextes si différents, il était intéressant de comparer les parcours, les pressions des environnements, les choix opérés.

Premièrement, il est frappant de constater que par-delà leurs origines, les quatre partis comparés – Die Linke en Allemagne, le Bloc de gauche au Portugal, Syriza en Grèce et Podemos en Espagne – se sont tous orientés vers une même stratégie d'élargissement de leur

assise : sortir des références idéologiques trop appuyées pour offrir un profil plus *mainstream* et ainsi toucher un public plus large. Les parcours tranchent pourtant par leurs particularités : Die Linke procède d'une fusion de dissidents de la social-démocratie avec le parti-successeur du parti officiel de l'ancien régime autoritaire de la République démocratique allemande ; Syriza relève de l'alliance de l'aile rénovatrice du communisme avec plusieurs petites fractions de différentes tendances de la gauche, de l'extrême-gauche maoïste à la gauche patriotique ; le Bloc de gauche s'apparente plutôt à une fusion/reconversion des différentes chapelles de l'extrême-gauche tandis que Podemos est une création *ex nihilo* à l'initiative de militants politiques venus de différentes familles de la gauche. Des origines très différentes, qui convergent pourtant de manière saisissante du point de vue du projet politique.

Les programmes électoraux des quatre partis sont en effet très proches, si l'on fait abstraction de la focalisation sur la dénonciation de l'austérité budgétaire qui caractérisent Syriza et le Bloc de gauche portugais. On retrouve une même matrice idéologique, entre un interventionnisme keynésien « radical » sur les questions économiques, n'hésitant pas à envisager des nationalisations, en particulier dans le secteur de l'énergie, une logique redistributive en matière de fiscalité et de prestations sociales, et une forte ouverture aux revendications des « nouveaux mouvements sociaux », en particulier du point de vue de la lutte contre les discriminations et de l'écologie, du pacifisme et de la dénonciation de la mondialisation économique.

Deuxièmement, du point de vue de l'organisation partisane et du fonctionnement interne, en revanche, les différences sont nombreuses. Les statuts des partis prévoient généralement plusieurs garde-fous à la concentration des pouvoirs et privilégient le leadership collectif : c'est quelque-chose que l'on retrouve beaucoup avec Die Linke et le Bloc de gauche. En revanche, Syriza est passé d'un cartel électoral peu formalisé à un parti politique très traditionnel, au sein duquel le leader, en l'occurrence Alexis Tsipras, jouit de très larges prérogatives. Podemos se situe à la croisée des chemins : le leader – Pablo Iglesias – jouit de pouvoirs assez étendus, mais cette donnée est contrebalancée par un fonctionnement interne fortement décentralisé et l'existence de plusieurs dispositifs promouvant l'intervention ou l'auto-organisation des adhérents. Podemos se distingue des trois autres partis par son utilisation tous azimut



d'Internet, qui lui permet de recruter plusieurs centaines de milliers d'adhérents qui n'ont besoin que d'un clic, sans payer de cotisation, pour se déclarer membres du parti.

Mais en dépit de ces différences d'ordre statutaire, la tendance à la personnalisation de la vie politique et à la présidentialisation des partis politique n'épargne pas la nouvelle gauche radicale. Qu'il s'agisse d'Oskar Lafontaine dans le cas de Die Linke, d'Alexis Tsipras dans le cas de Syriza, de Francisco Louçã puis de Catarina Martins dans le cas du Bloc de gauche et de Pablo Iglesias, la tendance à l'émergence de leaders charismatiques et médiatiques reste prégnante. Cette tendance est parfois encouragée par de forts *stimuli* externes : le cas le plus impressionnant que nous avons mis en évidence est celui de la profonde transformation statutaire de Syriza, sous la pression du mode de scrutin des élections législatives, qui octroie une prime majoritaire au parti arrivé en tête à la seule condition qu'il s'agisse bien d'un parti unifié et non pas d'une coalition de plusieurs partis. La transformation a été aussi rapide que l'a été le succès de Syriza dans les urnes, et in fine, l'organisation de ce parti a muté pour se baser sur un modèle « présidentiel » très éloigné de l'état d'esprit originel de la coalition, qui faisait la part-belle au pluralisme des points de vue. L'identité du parti se confond parfois avec celle de son leader, du fait de sa notoriété et de sa forte exposition médiatique, un phénomène très présent avec Syriza sous la direction d'Alexis Tsipras et avec Podemos sous le leadership de Pablo Iglesias.

Nous sommes également longuement revenus sur la question du discours, du fait du galvaudage de la notion de populisme et de son application à la gauche radicale. Au-delà des aspects dévalorisant de l'usage du terme, que nous nous sommes efforcés de dépasser, nous pouvons dire aujourd'hui que dans certains cas, la nouvelle gauche radicale déploie une stratégie discursive populiste de gauche pleinement assumée. Cette stratégie vise à construire un discours inclusif en opposant la majorité du peuple à une minorité de privilégiés, en usant de mots et de concepts parfois éloignés des discours traditionnels des partis de gauche. Cette stratégie est très présente chez Syriza et surtout chez Podemos, où elle a même été théorisée. On la retrouve moins dans les discours des dirigeants du Bloc de gauche et de Die Linke, bien qu'Oskar Lafontaine ait été fréquemment « accusé » de populisme.

Nous sommes donc bien en présence d'une famille politique, dont la matrice commune est le projet, pour les raisons que nous venons d'exposer, en ce par-delà les différences de parcours

et de pratiques. Toutefois, à l'heure où nous écrivons ces lignes, la question européenne pourrait bien mettre à l'épreuve cette unité. La crise grecque et le ralliement de Syriza aux politiques d'austérité budgétaire a créé une rupture forte au sein de la famille de la gauche radicale européenne. La constitution de l'alliance « Maintenant le peuple » avec Podemos, le Bloc de gauche, la France insoumise, les Suédois du Parti de gauche, les Finlandais de l'Alliance de gauche et les Danois de la Liste de l'unité, affirme une orientation de rupture avec les traités européens. Orientation qui n'est pas partagée par Syriza et Die Linke, où tout du moins par la majorité des dirigeants de Die Linke puisque d'autres, comme Oskar Lafontaine et Sarah Wagenknecht, préfèrent se rapprocher de cette alliance, notamment au travers du mouvement *Aufstehen* (« Debout ») qui affirme une orientation en matière d'immigration pour le moins réservée au regard des prises de position traditionnelles de la gauche dans ce domaine. Les élections européennes de 2019 seront clairement un défi pour l'unité de la gauche radicale et la cohérence de son projet politique.

### *De l'élargissement de la coalition électorale*

L'analyse détaillée des résultats électoraux de nos quatre partis a révélé des points de convergences importants. Le plus important d'entre eux nous paraît être cette surreprésentation de la nouvelle gauche radicale dans les grands pôles urbains, et en particulier ceux dont la population jouit d'un important capital culturel. Surreprésentation que l'on retrouve en parallèle parmi des catégories sociales emblématiques de ces « idéopôles », comme les jeunes, les étudiants et les personnes disposant de niveaux de diplômes élevés. Il en résulte des géographies électorales archétypales, avec des zones de forces concentrées autour des grandes villes et des zones de faiblesses parfois très marquées dans les zones rurales, un phénomène que l'on retrouve fort bien avec les résultats de Die Linke dans les Länder de l'Ouest de l'Allemagne et avec Podemos en Espagne.

L'électorat de la nouvelle gauche radicale est interclassiste. Si les partis étudiés ne récoltent pas de résultats massifs auprès des catégories populaires, ils n'y sont pas marginaux pour autant, bien au contraire. On retrouve même fréquemment des niveaux nettement plus élevés que la moyenne parmi les chômeurs, ce qui démontre que les discours critiquant le paradigme néolibéral et la précarisation du marché du travail qu'il induit semble trouver un certain écho

auprès des personnes privées d'emploi. Cet électorat dispose généralement d'un capital économique relativement modeste, et est très peu présent parmi les individus touchant les plus hauts revenus et qui, hors convictions personnelles, peuvent difficilement se retrouver dans les propositions fiscales fortement redistributrices de la nouvelle gauche radicale.

Si la jeunesse accorde souvent un soutien plus élevé que la moyenne à nos quatre partis, il n'en va pas de même des électeurs les plus âgés qui sont les plus rétifs à leur accorder leurs suffrages. L'idée du clivage générationnel mériterait d'être étudiée de manière plus approfondie, afin de mieux comprendre les raisons de ces fortes différences d'habitudes électorales entre les plus jeunes et les plus âgés, pourquoi pas en croisant les données liées au capital culturel, au capital économique et au degré de fidélité aux institutions et aux partis de gouvernement traditionnels.

Tout au long de la période considérée, la taille des coalitions électorales de nos quatre cas a pu varier. On a alors constaté à quel point certains étaient capables d'obtenir un élargissement de leur coalition électorale. C'est particulièrement vrai dans le cas de Syriza qui a littéralement « récupéré » l'électorat du Parti socialiste panhellénique (PASOK), s'implantant peu à peu dans des zones rurales dans lesquelles il était resté marginal jusqu'alors, trouvant des soutiens auprès de catégories de la population qui lui étaient jusqu'ici rétives, comme les seniors. Mais on retrouve le même type de phénomène, malgré des résultats plus modestes, du côté du Bloc de gauche portugais, qui, suite à sa percée de 2009, prend pied et s'enracine durablement dans les bastions socialistes ruraux du sud du pays et plus spécifiquement de la région de Faro, y obtenant des résultats aussi élevés, voire plus que ceux que le parti avait l'habitude d'obtenir dans sa zone de force privilégiée, à savoir Lisbonne et son agglomération.

Notre travail aura permis d'apporter quelques enseignements sur les électeurs de la nouvelle gauche radicale. Ni électorat « bourgeois-bohème » coupé d'une supposée réalité populaire nécessairement encline à céder aux sirènes de la xénophobie, ni électorat « prolétarien » fédérant une « classe ouvrière » dont la réalité s'éloigne de plus en plus du mythe, il est en partie le reflet d'une réalité sociale contemporaine, avec ses jeunes diplômés confrontés à la précarité du marché de l'emploi et frustrés de vivre moins bien que leurs parents, avec ses populations des quartiers populaires tirées vers le bas par la dépression économique, avec ses

électeurs mécontents à l'égard de systèmes politiques et de partis de gouvernement qu'ils estiment insuffisamment proche de leurs préoccupations.

## **2. Les apports de la thèse à la recherche**

A l'issue de notre travail, nous pouvons mettre en valeur des acquis à la fois du point de vue de l'étude de la famille de la gauche radicale européenne et de l'étude des partis politiques. Au-delà de son sujet, la thèse propose également une méthode approfondie d'analyse comparative dont certains aspects peuvent être appliqués à d'autres cas.

### *Les apports de la thèse par rapport à l'étude des partis de la gauche radicale européenne*

La seconde partie de la thèse, basée sur les études de cas, conclut à l'apparition et à la consolidation d'une nouvelle gauche radicale. Il ne s'agit pas à proprement parler d'une nouvelle famille politique, ses racines idéologiques restant profondément ancrées dans ce qu'on appelle communément la gauche radicale telle que nous l'avons définie dans la première partie. Mais les différents aspects de son projet politique et la convergence de ses discours et de son analyse de la société la distingue de l'ancienne gauche radicale, dominée par les partis communistes et dont la plupart, en dehors de ceux qui ont opté pour une conversion partisane, restent encore globalement fidèles à la praxis marxiste, qui accorde une importance privilégiée aux questions économiques et sociales. La nouvelle gauche radicale est, nous l'avons vu, plus ouverte aux influences des nouveaux mouvements sociaux, bien que l'impact déflagrateur de la dépression économique ait incité plusieurs des ses composantes à revenir à des préoccupations plus « matérialistes », sans pour autant renier la diversité de leurs revendications.

Plutôt que d'une nouvelle famille partisane, il s'agit au choix d'un sous-ordre ou d'une évolution. Nous préférons parler d'évolution dans la mesure où les partis communistes « traditionnels » sont en perte de vitesse et n'ont plus aujourd'hui la « masse critique » pour orienter les débats doctrinaux. Au contraire, la nouvelle gauche radicale, particulièrement depuis l'ascension fulgurante de Syriza vers le pouvoir mais aussi avec la percée de Podemos

en Espagne et de la France insoumise en France, semble en capacité d'accéder à un nouveau statut.

Au-delà de ces considérations liées à la classification, il est important de relever que des nuances caractérisent encore ces partis. Le rapport à l'Union européenne en est une, et pas des moindres. L'attitude à adopter à l'égard du gouvernement d'Alexis Tsipras divise la gauche radicale européenne : l'alliance « Maintenant le peuple », initiée par Podemos, le Bloc de gauche et la France insoumise, propose une « rupture » avec les traités européens et envisage la sortie de la zone euro comme solution. Une stratégie qui tranche avec celle de la coopération choisie par Syriza. Et qui ne recueille pas l'assentiment de Die Linke. Les élections européennes de 2019 permettront sans doute d'observer jusqu'à quel point ces désaccords seront de nature à faciliter des recompositions, voire des divisions. Le ralliement à « Maintenant le peuple » de trois partis scandinaves historiquement hostiles à l'intégration européenne – la Liste de l'unité danoise, l'Alliance de gauche finlandaise et le Parti de gauche suédois – ne semble pas indiquer une volonté de modération de la part des promoteurs de l'alliance, dont les contours et les modalités de fonctionnement restent toutefois à définir.

En outre, puisque du discours il a été question, le rapport au populisme fait débat. Si Podemos et Syriza ont clairement usé de cette stratégie dans l'objectif de fédérer les électeurs au-delà de leurs sympathies partisans de gauche, le Bloc de gauche et surtout Die Linke préfèrent rester fidèles à la phraséologie traditionnelle du mouvement ouvrier, avec de nombreuses références à la gauche, au socialisme et à toute la mythologie qui entoure ces termes. Il y a ici des enjeux de dépassement d'identité partisane qui tiennent beaucoup aux équilibres intrapartisans et aux choix stratégiques des dirigeants des partis. Permettons-nous tout au plus de constater que les partis ayant obtenu les plus vifs succès dans les urnes – Syriza, Podemos et, hors de notre terrain d'investigation, la France insoumise – sont ceux qui sont allés le plus loin dans le recours à une stratégie discursive « populiste de gauche ».

La thèse inclut un travail approfondi d'analyse électorale qui permet de tirer des conclusions sur la composition géographique et sociologique des électeurs de la nouvelle gauche radicale, conclusions sur lesquelles nous sommes déjà revenus. Ces données ont été resituées dans leur contexte : celles de partis se faisant concurrence pour la conquête de suffrages au sein d'un système politique structuré par de grands clivages. Nous sommes longuement revenus sur les

débats entourant la question du « dégel » des clivages, et sur la proposition d'un nouveau clivage opposant « gagnants » et « perdants » de la mondialisation. L'apparition et la montée en puissance de la nouvelle gauche radicale montrent que ce clivage ne peut se réduire à opposer d'un côté des mouvements politiques favorables en bloc aux différents aspects de la mondialisation, aussi bien d'un de vue économique que culturel, et de l'autre des mouvements politiques rétifs au changement.

L'ambiguïté du positionnement de la nouvelle gauche radicale, qui s'exprime clairement en faveur du multiculturalisme tout en dénonçant les effets de la mondialisation économique et le néolibéralisme érigé en paradigme, doit inciter à apporter de la complexité aux raisonnements liés à l'apparition de nouveaux clivages. Les électeurs de la nouvelle gauche radicale, s'ils se situent du côté des gagnants du fait de leur haut niveau d'éducation et de leur concentration dans les grands pôles urbains cosmopolites, se situent aussi du côté des perdants du point de vue de leur capital économique et de leur situation professionnelle, particulièrement du côté des jeunes générations, dont les conditions d'existences deviennent de plus en plus contradictoires avec leur niveau d'études. La recherche scientifique a accordé beaucoup d'importance ces dernières années à la montée de l'extrême-droite et à ses causes : l'apparition d'une nouvelle gauche radicale démontre que d'autres acteurs sont à l'œuvre dans l'affaiblissement des grandes alternatives partisanes et le dégel des clivages.

### *Les apports de la thèse à l'étude des partis politiques*

La thèse a pris le parti de considérer les partis étudiés comme composantes d'une famille de partis, qui changent et évoluent au sein d'un même espace politique caractérisé par le projet. Elle fournit des outils pour mettre en évidence, via l'étude de différents cas nationaux, des processus de transformation progressive d'une famille partisane. Des transformations qui peuvent prendre des chemins différents, par mutation/fusion d'organisations existantes – comme dans le cas de Die Linke et celui de Syriza – ou par recomposition, lorsque toute tentative de changement à l'intérieur des organisations partisanes établies s'avère impossible pour résoudre la question de l'obsolescence du projet. Au Portugal, c'est l'immuable orthodoxie doctrinale du Parti communiste qui a encouragé et facilité l'apparition puis l'enracinement du Bloc de gauche. En Espagne, c'est l'incapacité de la Gauche Unie à offrir un

débouché politique au Mouvement des indignés qui a permis à Podemos, construit et présenté comme l'émanation des revendications de ce mouvement, d'opérer une percée fulgurante dans un système partisan espagnol déstabilisé.

Les transformations partisans au sein d'une même famille politique peuvent donc prendre deux chemins différents, par agrégation de forces préexistantes au sein d'une nouvelle organisation, ou par inversion des rapports de force entre deux organisations rivales. L'affrontement entre « conservateurs » et « transformateurs », entre ceux qui tentent de résister aux changements environnementaux et ceux qui optent pour s'y adapter, peut déboucher sur des recompositions durables. Le cas espagnol illustre également assez bien à quel point l'obsolescence d'une organisation partisane peut être fatale lorsqu'apparaît une force concurrente plus capable d'exploiter les changements de l'environnement politique pour arriver à ses fins.

L'addition de transformations nationales débouche finalement sur une transformation de la famille partisane. La thèse apporte donc des outils pour comprendre et interpréter les évolutions d'une famille de parti sur une période donnée. Elle permet également d'opérer ces observations sur un temps court, à la différence d'études comparatives plus historicistes qui s'inscrivent sur de longues périodes caractérisées par plusieurs changements structurels. Mais le XXI<sup>e</sup> siècle semble bel et bien être celui de l'accélération des événements, à en juger par l'affaiblissement rapide des partis de gouvernement<sup>570</sup> et l'irruption d'un nombre croissant de nouveaux partis.

La thèse accorde également une importance particulière à l'analyse des résultats électoraux, pour mesurer l'impact des transformations sur l'évolution de la coalition électorale d'un parti. Le postulat selon lequel des transformations partisans doivent nécessairement produire des résultats dans l'arène électorale est validé par l'observation de plusieurs changements significatifs, du point de vue de la taille de la coalition électorale mais aussi de sa géographie et de sa composition sociologique. Elle met en exergue l'importance des données fournies par les différents instituts de sondage et organismes de recherche au gré d'études type « jour du vote » ou « sortie des urnes » : la multiplication de ces études, dont la réalisation est devenue

---

<sup>570</sup> Pierre Martin, « Le déclin des partis de gouvernement en Europe », *op.cit.*

quasi-systématique d'une élection à une autre, est un point d'appui important pour le chercheur en quête de détails sur les ressorts des succès et des échecs des cas qu'il étudie.

### 3. Les prolongements possibles

#### *Les prolongements possibles à d'autres cas de la gauche radicale partisane*

Notre travail peut bien évidemment s'appliquer à d'autres cas européens. Il serait notamment intéressant de se pencher sur les cas de la France insoumise, du Parti du travail de Belgique, de l'Alliance rouge-verte danoise, de La Gauche luxembourgeoise ou des différents avatars de la nouvelle gauche radicale slovène, autant de partis qui sont apparus ou se sont renouvelés dans leurs discours, leurs projets et leurs pratiques, rencontrant des succès électoraux parfois surprenants – en particulier dans le cas belge.

Les transformations de la gauche radicale ne concernent d'ailleurs pas que l'Europe et peuvent prendre des formes différentes. Nous pensons notamment à l'émergence et à la structuration d'une aile gauche au Parti démocrate des Etats-Unis, reprenant largement les discours et méthodes de la nouvelle gauche radicale européenne. La campagne de Bernie Sanders pendant la primaire présidentielle du Parti démocrate en 2016 a été l'illustration de l'irruption rapide d'un nouveau phénomène politique inédit par sa nature et par son ampleur<sup>571</sup>. Il a débouché sur la structuration d'un courant, *Our Revolution*, qui a à son tour remporté de nombreuses primaires internes au Parti démocrate pour les élections de mi-mandat de 2018<sup>572</sup>.

Nous pouvons citer également la montée en puissance du parti Québec Solidaire au Québec sur une plateforme écologiste, antilibérale et souverainiste, autre manifestation de l'irruption d'une gauche radicale sur un continent nord-américain qui y a longtemps été hostile. Comme aux Etats-Unis, ce sont essentiellement les jeunes électeurs qui se sont avérés être les artisans de ce succès<sup>573</sup>. Citons également les poussées électorales du Parti communiste japonais, qui dépasse le seuil des 10 % des suffrages exprimés aux élections législatives de 1996, 2000 puis

---

<sup>571</sup> David Karol, « Un système sous pression : Les partis politiques et l'investiture présidentielle aux États-Unis en 2016 », in. *Politique américaine*, n°28, L'Harmattan, 2016/2, pp. 125-152.

<sup>572</sup> Jim Cohen, Julien Talpin, « Face à Trump, quel avenir pour la gauche aux Etats-Unis ? », in. *Mouvements*, n°89, La Découverte, 2017/1, pp. 131-141.

<sup>573</sup> « Derrière la montée de Québec Solidaire, les jeunes », Denis Lessard pour *La Presse*, 25 septembre 2018, <[http://plus.lapresse.ca/screens/ed8b7bdb-77ce-47d1-8ebf-8ce9fcab95b1\\_\\_7C\\_\\_0.html](http://plus.lapresse.ca/screens/ed8b7bdb-77ce-47d1-8ebf-8ce9fcab95b1__7C__0.html)>



2014 sur un projet de dénonciation de la précarisation du marché du travail et du recours à l'énergie nucléaire, dans la foulée de la catastrophe de Fukushima<sup>574</sup>. Autant de cas qui mériteraient une étude approfondie.

### *Les prolongements possibles à d'autres familles de partis*

La famille de la gauche radicale n'est pas la seule famille de partis à connaître des transformations au cours de la période considérée. Citons notamment l'extrême-droite, ou droite radicale anti-immigrés, qui voit l'apparition ou le renforcement de partis comme le Parti pour l'indépendance du Royaume Uni (UKIP), le Parti pour la liberté néerlandais (PVV), l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) ou la *Lega* italienne, ou de formation beaucoup plus extrémistes comme l'Aube dorée grecque ou le Jobbik hongrois, autant de partis dont les origines, le parcours historique, le projet et les méthodes peuvent se singulariser de partis plus anciens et iconiques comme le Front national français, le *Vlaams Belang* flamand ou le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ). La méthode employée dans la thèse peut permettre d'interroger les ressorts de ces recompositions à la droite de la droite européenne.

Des recompositions qui semblent d'ailleurs irriguer les droites elles-mêmes, qu'elles soient libérales ou conservatrices, si l'on en juge par les évolutions suivies, sur la question migratoire, par le Fidesz du premier ministre hongrois Viktor Orbán, le parti polonais Droite et Justice (PiS) ou même la droite française sous l'influence de Nicolas Sarkozy. Il peut s'avérer là aussi être intéressant d'analyser les ressorts de ces transformations au niveau du projet, et leur impact d'un point de vue électoral.

Mais c'est aussi au niveau de l'apparition de nouveaux partis « inclassables » que notre méthode pourrait produire les résultats les plus intéressants. Impossible de ne pas citer le Mouvement 5 étoiles italien, parti iconoclaste, puisant ses références aussi bien à gauche qu'à droite, aussi bien parmi les revendications écologistes que dans l'hostilité à l'immigration, avec à la clé des succès électoraux impressionnants qui le conduiront finalement à la conquête du pouvoir national<sup>575</sup>. Interroger le succès aussi soudain qu'inattendu du M5S est une question

---

<sup>574</sup> Miyuki Tsuchiya, « Le changement de la politique de l'énergie post-Fukushima au Japon : une articulation policy/politics ambiguë », in. *Revue internationale de politique comparée*, vol. 24, De Boeck Supérieur, 2017/1, pp. 51-75.

<sup>575</sup> Guillaume Duval, « Pourquoi l'Italie en veut à l'Europe », in. *Alternative économiques*, n°381, 2018/7, p. 24.

majeure, notamment pour comprendre comment ce parti est parvenu à se constituer une coalition électorale aussi importante en si peu de temps.

Citons enfin l'exemple des partis « pirates », sorte de « partis-Internet » focalisés sur les libertés numériques, la libéralisation du droit d'auteur et la protection de la vie privée<sup>576</sup>, dont les avatars nationaux sont de plus en plus nombreux à rencontrer des succès électoraux, parfois sans lendemain comme en Suède et en Allemagne, mais aussi en devenant des forces parlementaires qui peuvent être importantes comme en Islande, en République tchèque et au Luxembourg. Comment ces « partis-niches » très atypiques parviennent-ils à se développer dans des pays aussi différents ? Une étude comparative pourrait s'inspirant de notre méthode pourrait permettre de répondre à cette question.

Le XXI<sup>e</sup> siècle et ses deux premières décennies ont été et sont encore le théâtre de transformations des systèmes partisans et des familles de partis qui impressionnent par leur ampleur et leur diversité et dont la gauche radicale n'est qu'un élément parmi d'autres des changements à l'œuvre. Cette période est sans aucun doute possible un important vivier d'études et d'analyses pour le politiste.

---

<sup>576</sup> Michaël Bardin, « Les partis politiques et l'outil numérique », in. *Pouvoirs*, n°163, Le Seuil, 2017/4, pp. 43-54.



# BIBLIOGRAPHIE

- AGUITON Christophe, *La gauche du 21<sup>e</sup> siècle, enquête sur une refondation*, Editions La Découverte, Paris, 2017.
- ALEMAGNA Lilian, ALLIES Stéphane, *Mélenchon, à la conquête du peuple*, Robert Laffont, Paris, 2018.
- AMO Alberto, MINGUEZ Alberto, *Podemos, la politique en mouvement*, La Dispute, Paris, 2016.
- ANDOLFATTO Dominique, *PCF : de la mutation à la liquidation*, Editions du Rocher, Paris-Monaco, 2005.
- ANDOLFATTO Dominique, GREFFET Fabienne, OLIVIER Laurent (dir), *Les partis politiques : quelles perspectives ?*, L'Harmattan, Paris, 2001.
- ANTONIOU Dimitrios, « Le virage extrémiste en Grèce : l'Aube dorée », in. GIBLIN Béatrice (dir), *L'extrême droite en Europe*, Editions La Découverte, Paris, 2014, pp. 117-128.
- AUCANTE Yohann, DEZE Alexandre (dir), *Les systèmes de partis dans les démocraties occidentales, le modèle du parti-cartel en question*, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, 2008.
- BACKES Uwe, MOREAU Patrick (eds), *Communist and Post-Communist Parties in Europe*, Vandenhoeck & Ruprecht, Göttingen, 2008.
- BADIOU Alain, DIDI-HUBERMAN Georges, RANCIERE Jacques, BUTLER Judith, BOURDIEU Pierre, KHIARI Sadri, *Qu'est ce qu'un peuple ?*, La fabrique éditions, Paris, 2013.
- BAILEY David J., DE WAELE Jean-Michel, ESCALONA Fabien, VIEIRA Mathieu (eds), *European social democracy during the global economic crisis, Renovation or resignation?*, Manchester University Press, Manchester, 2014.
- BARDIN Michaël, « Les partis politiques et l'outil numérique », in. *Pouvoirs*, n°163, Le Seuil, 2017/4, pp. 43-54.
- BARON Nacima, LOYER Barbara, *L'Espagne en crise(s), une géopolitique au XXI<sup>e</sup> siècle*, Armand Colin, Paris, 2015.
- BARRET Christophe, *Podemos. Pour une autre Europe*, Les éditions du Cerf, Paris, 2015.

- BENBARA Lenny, « Portugal : une fin de l'austérité en trompe-l'œil – Entretien avec Cristina Semblano », *Le Vent Se Lève*, 11 août 2017, <<http://lvsl.fr/lausterite-a-ravage-portugal-entretien-cristina-semblano>>.
- BENSAID Daniel, SOUSA Alda, THORNETT Alan (eds), *New Parties of the Left, Experiences from Europe*, Resistance Books, London, 2011.
- BETZ Hans-Georg, *La droite populiste en Europe, extrême et démocrate ?*, Editions Autrement, Paris, 2004.
- BLONDEL Jean, « Party systems and patterns of government in western democracies », *in. Canadian Journal of Political Science*, 1/2, juin 1968, pp. 183-190.
- BLONDEL Jean, THIEBAULT Jean-Louis & al., *Political leadership, parties and citizens*, Routledge, London, 2010.
- BOTELLA Joan, RAMIRO Luis, *The crisis of communism and party change. The evolution of west european communist and post-communist parties*, ICPS, Barcelona, 2003.
- BOUCHARDON William, « Quelles perspectives pour Die Linke ? », *Le Vent Se Lève*, 23 septembre 2017, <<http://lvsl.fr/quelles-perspectives-pour-die-linke>>.
- BOURNOUS Yiannis, « Compte rendu du 1<sup>er</sup> congrès de Syriza », 29 août 2013, transform-network.net, <<http://www.transform-network.net/fr/blog/blog-2013/news/detail/Blog/report-on-the-1st-congress-of-syriza.html>>.
- BRAS Gérard, *Les voies du peuple, éléments d'une histoire conceptuelle*, Editions Amsterdam, Paris, 2018.
- BRECHON Pierre, *Les partis politiques*, Editions Montchrestien, Paris, 1999.
- BRECHON Pierre (dir), *Les partis politiques français*, La Documentation Française, Paris, 2011.
- BRECHON Pierre, GONTHIER Frédéric (dir), *Les valeurs des européens, évolutions et clivages*, Armand Colin, Paris, 2014.
- BRUSTIER Gaël, HUELIN Jean-Philippe, *Recherche le peuple désespérément*, Bourin Editeur, Paris, 2009.
- CANOVAN Margaret, *Populism*, Junction Books, London, 1981.
- CARAMANI Daniele, *Comparative politics*, Third Edition, Oxford University Press, Oxford, 2014.

- CASTANO TIERNO Pablo, CERVERA-MARZAL Manuel, JEREZ Ariel, NEZ Héloïse, RAMOS Alfredo, SINTOMER Yves, « Le populisme est-il l'alternative ? Mouvements sociaux et dynamiques partidaires », *in. Mouvements*, n°94, 2018.
- CHARITINI Karakostaki, « S'indigner à Athènes. Pathologies d'un mouvement », *in. Multitudes* 3/2012 (n° 50), pp. 68-74.
- CHARLOT Jean, « Théorie des partis politiques », *in. Eudes et Recherches*, Université de Liège, 2, 1975.
- CHARPIER Frédéric, *Histoire de l'extrême gauche trotskiste : De 1929 à nos jours*, Editions 1, 2002.
- CHENOUEAU Mélanie, CUCHARD Mikaël, BRUA Yves, « Elections allemandes, demandez le programme ! », *Arte*, 5 septembre 2017, <<https://info.arte.tv/fr/elections-allemandes-demandez-le-programme>>.
- COHEN Jim, TALPIN Julien, « Face à Trump, quel avenir pour la gauche aux Etats-Unis ? », *in. Mouvements*, n°89, La Découverte, 2017/1, pp. 131-141.
- (COLLECTIF), *La vérité sur la dette grecque, rapport de la commission pour la vérité sur la dette publique grecque*, Les Liens Qui Libèrent, Lonrai, 2015.
- COLLIOT-THELENE Catherine, GUENARD Florent (dir), *Peuples et populisme*, Presses universitaires de France, Paris, 2014.
- CONFESSON Alan, *Le retour de la France rouge ? L'évolution des résultats électoraux de la gauche radicale française de 2009 à 2012*, mémoire de Master 2 soutenu à l'Institut d'études politiques de Grenoble en juin 2012.
- CONGE Paul, « Pourquoi Syriza a-t-il signé un curieux pacte militaire avec Israël ? », *Marianne*, 7 août 2015, <<https://www.marianne.net/monde/pourquoi-syriza-t-il-signe-un-curieux-pacte-militaire-avec-israel>>.
- COQUEREL Éric, *Au cœur du Front de gauche*, Arcane 17, Paris, 2012.
- COSSERON Serge, *Dictionnaire de l'extrême gauche*, Larousse, Paris, 2007.
- COULMIN KOUTSAFIS Marie-Laure (dir), *Les Grecs contre l'austérité. Il était une fois la crise de la dette*, Le Temps Des Cerises, Montreuil, 2015.
- CROZAT Dominique, GAUTHIER Elisabeth (dir), *Ecrits sur la Grèce, points de vue européens*, Editions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2015.

- CUKIER Alexis, KHALFA Pierre (dir.), *Europe, l'expérience grecque, le débat stratégique*, Editions du Croquant, Vulaines-sur-Seine, 2015.
- DAIBER Birgit, HILDEBRANDT Cornelia, STRIETHORST Anna (Eds.), *From Revolution to Coalition – Radical Left Parties in Europe*, Fondation Rosa Luxembourg, Berlin, 2011, <<https://www.rosalux.de/en/publication/id/5952/from-revolution-to-coalition-radical-left-parties-in-europe/>>.
- DECKER Frank, HARTLEB Florian, « Populism on Difficult Terrain: The Right- and Left-Wing Challenger Parties in the Federal Republic of Germany », *in. German Politics*, Volume 16, 2007 - Issue 4, pp. 434-454.
- DE GIORGI Elisabetta, SANTANA-PEREIRA José, « The 2015 Portuguese Legislative Election: Widening the Coalitional Space and Bringing the Extreme Left », *in. South European Society and Politics*, volume 21, Routledge, 2016.
- DELIOANES Dimitri, *Athènes, histoire d'une révolution annoncée. L'itinéraire géopolitique d'Alexis Tsipras*, L'Esprit du Temps, Paris, 2015.
- DELLA PORTA Donatella, FERNANDEZ Joseba, KOUKI Hara, MOSCA Lorenzo, *Movement parties against austerity*, Polity Press, Cambridge, 2017.
- DELOY Corinne, « La gauche de la gauche, favorite des élections législatives néerlandaises », 20/08/2012 – Analyse, Observatoire des élections en Europe, Fondation Robert Schuman <<http://www.robert-schuman.eu/fr/oe/1364-la-gauche-de-la-gauche-favorite-des-elections-legislatives-neerlandaises>>.
- DELOY Corinne, « Les élections parlementaires accouchent d'une Italie ingouvernable », Observatoire des élections en Europe, 26 février 2013, Fondation Robert Schuman, <<https://www.robert-schuman.eu/fr/oe/1420-les-elections-parlementaires-accouchent-d-une-italie-ingouvernable>>.
- DELWIT Pascal, *Les gauche radicales en Europe, XIXe-XXIe siècles*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2016.
- DERICQUEBOURG Baptiste, « Syriza et les chausse-trapes du pouvoir », *Le Monde diplomatique*, n°738, septembre 2015.
- DE WAELE Jean-Michel, SEILER Daniel-Louis (dir.), *Les partis de la gauche anticapitaliste en Europe*, Economica, Paris, 2012.

- DE WAELE Jean-Michel, ESCALONA Fabien, VIEIRA Mathieu (eds), *The Palgrave handbook of Social democracy in the European Union*, Palgrave Macmillan, New York, 2013.
- DE WAELE Jean-Michel, VIEIRA Mathieu (dir), *Une droitisation de la classe ouvrière en Europe ?*, Economica, Paris, 2015.
- DIAMANTOPOULOS Thanassis, *Les systèmes électoraux aux présidentielles et aux législatives*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2004.
- DOMINGUEZ Ana, GIMENEZ Luis (dir), *Podemos, sûr que nous pouvons !*, Editions Indigène, Mercuès, mai 2015.
- DOUSSON Jérémy, *Un populisme à l'italienne ? Comprendre le Mouvement 5 étoiles*, Les Petits matins, Paris, 2018.
- DOWNS Anthony, *An economic theory of democracy*, HarperCollins Publishers, New York, 1957.
- DUBSLAFF Etienne, « Le SPD dans le contexte de la crise de la social-démocratie en Europe », *in. Allemagne d'aujourd'hui*, n°222, 2017/4, pp. 143-148.
- DUCANGE Jean-Numa, MARLIERE Philippe, WEBER Louis, *La gauche radicale en Europe*, Editions du croquant, Bellecombe-en-Bauges, 2013.
- DUNPHY Richard, *Contesting capitalism? Left parties and European integration*, Manchester University Press, Manchester, 2004.
- DUNPHY Richard, BALE Tim, "The radical left in coalition government: Towards a comparative measurement of success and failure", *in. Party Politics*, 17(4) pp. 488-504.
- DUNPHY Richard, MARCH Luke, « Seven Year Itch? The European Left Party: Struggling to Transform the EU », *in. Perspectives on European Politics and Society*, n°14:4, 2013, pp. 520-537.
- DUVAL Guillaume, « Pourquoi l'Italie en veut à l'Europe », *in. Alternative économiques*, n°381, 2018/7, p. 24.
- DUVERGER Maurice, *Les partis politiques*, Librairie Armand Collin, Paris, 1976. Première édition : 1951.
- EHRKE Michael, « La gauche radicale aux portes du pouvoir : après la Grèce, l'Espagne ? », Friedrich Ebert Stiftung, Bureau de Paris, mars 2015, [www.fesparis.org](http://www.fesparis.org)
- ELDERSVELD Samuel J., *Political parties, a behavioral analysis*, Rand McNally, Chicago, 1964.



- ESCALONA Fabien, VIEIRA Mathieu, « Les idéopôles, laboratoires de la recomposition de l'électorat socialiste », Fondation Jean Jaurès, 6 janvier 2012, <<https://jean-jaurès.org/nos-productions/les-ideopoles-laboratoires-de-la-recomposition-de-l-electorat-socialiste>>.
- ESCALONA Fabien, *La reconversion partisane de la social-démocratie européenne, du régime social-démocrate keynésien au régime social-démocrate de marché*, Editions Dalloz, Paris, 2018.
- FITOUSSI Jean-Paul, « La fin de l'Histoire (économique) », in. *Revue de l'Office*, n°102, Les éditions du Net, Saint-Ouen, 2007/3, pp. 125-135.
- FOURQUET Jérôme, *Le nouveau clivage*, Editions du Cerf, Paris, 2018.
- FRANZE Javier, « The Podemos Discourse: A Journey from Antagonism to Agonism », *ResearchGate*, DOI: 10.1007/978-3-319-63432-6\_3.
- FREIRE André, COSTA LOBO Marina, « The Portuguese 2002 legislative elections », in. *West European Politics*, Volume 25, 2002 - Issue 4, pp. 221-228.
- FREMONT Anne-Laure, « Présidentielle : qu'ont voté les grandes villes ? », *Le Figaro*, 24 avril 2017, <<http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/04/24/35003-20170424ARTFIG00065-presidentielle-qu-ont-vote-les-grandes-villes.php>>.
- FROGNIER André-Paul, « Partis et clivages en Belgique : l'héritage de S.M. Lipset et S. Rokkan », in. DELWIT Pascal, DE WAELE Jean-Michel (dir), *Les partis politiques en Belgique*, Éditions de l'Université Libre de Bruxelles, Bruxelles, 2e édition, 1997, pp. 257-265.
- FROGNIER André-Paul, « Application du modèle de Lipset et Rokkan à la Belgique », in. *Revue internationale de politique comparée*, vol. 14, De Boeck Supérieur, 2007/2, pp. 281-302.
- GAHRTON Per, *Green parties, green future*, Pluto Press, London, 2015.
- GALBRAITH James K., *Crise grecque, tragédie européenne*, Paris, 2016.
- GILL Louis, *La crise financière et monétaire mondiale : endettement, spéculation, austérité*, M Editeur, 2012.
- GOTOVITCH José, DELWIT Pascal, DE WAELE Jean-Michel, *L'Europe des communistes*, Editions Complexe, Bruxelles, 1992.
- GRAMSCI Antonio, *Cahiers de prison, tome I : cahiers 1 à 5*, traduit de l'italien par Monique Aymard et Françoise Bouillot, Gallimard, Paris, 1996.

- GRAULLE Pauline, « Le ‘c’est moi ou la guerre’ de Mélenchon à Marseille », *Politis*, 9 avril 2017, <<https://www.politis.fr/articles/2017/04/le-cest-moi-ou-la-guerre-de-melenchon-a-marseille-36663/>>.
- GUICHARD Jean, *Le marxisme, théorie de la pratique révolutionnaire*, Chronique sociale de France, Lyon, 1976.
- HACQUEMARD Éric, « Mélenchon : adieu ‘camarades’, bonjour ‘les gens’ ! », *Paris Match*, 4 avril 2017, <<http://www.parismatch.com/Actu/Politique/Melenchon-adieu-camarades-bonjour-les-gens-1226144>>.
- HALIFA-LEGRAND Sarah, « Mariana Mortagua, la tombeuse des Rockefeller portugais », *L’Obs*, 6 mai 2015, <<https://www.nouvelobs.com/l-obs-du-soir/20150506.OBS8543/mariana-mortagua-la-tombeuse-des-rockefeller-portugais.html>>.
- HARDY Alix, « Formation du gouvernement espagnol : l'intransigeant Podemos bloque tout », *leJDD.fr*, 28 décembre 2015 <<http://www.lejdd.fr/International/Europe/Formation-du-gouvernement-espagnol-Podemos-refuse-de-transiger-766235>>.
- HARMEL Robert, JANDA Kenneth, “An Integrated Theory of Party Goals and Party Change”, in. *Journal of Theoretical Politics*, 6(3), pp. 259-287.
- HARMEL Robert (dir), “Performance, Leadership, Factions and Party Change: an Empirical Analysis”, in. *West European Politics*, 18(1), 1-33.
- HEBRAS Jérémy, « Pablo Iglesias : le radical démocrate de Podemos », *La Tribune*, 11 juillet 2014.
- HOARE George, SPERBER Nathan, *Introduction à Antonio Gramsci*, La Découverte, Paris, 2013.
- HOUGH Dan, KOß Michael, OLSEN Jonathan, *The Left party in contemporary German politics*, Palgrave Macmillan, New York, 2007.
- IGLESIAS Pablo, *La démocratie contre Wall Street*, Edition des Arènes, Paris, 2015.
- IGLESIAS Pablo, « Podemos, ‘notre stratégie’ » in. *Le Monde Diplomatique*, n°735, juillet 2015, pp. 1 et 7.
- IGLESIAS Pablo, « Spain on edge », *New Left Review*, n° 93, mai-juin 2015, pp. 23-42.
- INGLEHART Ronald, *The Silent Revolution*, Princeton University Press, Princeton, 1977.
- JUDIS J.B., TEIXEIRA R., *The Emerging Democratic Majority*, 2ème édition, Scribner, New York, 2004.

- KADRITZKE Niels, « Grande braderie en Grèce », *Le Monde diplomatique*, n°748, juillet 2016.
- KAIMAKI Valia, « En Grèce, le phénomène Syriza », *Manières de voir*, n°127, février-mars 2011.
- KAKEPAKI Manina, « New actors, old practices? Candidate selection and recruitment patterns in Greece », in. COLLIER Xavier, CORDERO Guillermo, JAIME-CASTILLO Antonio M. (eds), *The selection of politicians in times of crisis*, Routledge, New York, 2018.
- KAROL David, « Un système sous pression : Les partis politiques et l'investiture présidentielle aux États-Unis en 2016 », in. *Politique américaine*, n°28, L'Harmattan, 2016/2, pp. 125-152.
- KATSOURIDES Yiannos, *Radical left parties in government, The cases of SYRIZA and AKEL*, Palgrave Macmillan, New York, 2016.
- KATZ Richard S., MAIR Peter, « La transformation des modèles d'organisation et de démocratie dans les partis, l'émergence du parti-cartel », in. AUCANTE Yohann, DEZE Alexandre, *op.cit.*, pp. 35-64. Edition originale : « Changing Models of Party Organization and Party Democracy: The Emergence of the Cartel Party », in. *Party politics*, 1.1, 1995.
- KEUCHEYAN Razmig, « Gramsci, une pensée devenue monde », *Le Monde diplomatique*, n° 700, juillet 2013, p. 3.
- KEY V.O., « Secular Realignment and the Party System », in. *Journal of Politics*, n°21, mai 1959, pp. 198-201.
- KNAEBEL Rachel, « Sahra Wagenknecht : La femme qui ébranle la gauche allemande », *Politis*, n°1519, 19 septembre 2018, <<https://www.politis.fr/articles/2018/09/sahra-wagenknecht-la-femme-qui-ebbranle-la-gauche-allemande-39339/>>.
- KOOLE Ruud, « The Vulnerability of the Modern Cadre Party in the Netherlands », in. KATZ Richard S., MAIR Peter (eds), *How Parties Organize: Change and Adaptation in Party Organizations in Western Democracies*, Sage, London, pp. 278-303.
- KOUVELAKIS Stathis, « 9+1 remarques sur Syriza après son congrès fondateur », *contretemps.eu*, <<https://www.contretemps.eu/91-remarques-sur-syriza-apres-son-congres-fondateur/>>.
- KOUVELAKIS Stathis, *La Grèce, Syriza et l'Europe néolibérale, entretiens avec Alexis Cukier*, La Dispute, Paris, 2015.

- KRIESI Hanspeter, *Les démocraties occidentales, une approche comparée*, Economica, Paris, 1994, pp. 215-234.
- LABOURET Simon, MARTIN Pierre, « En quoi les nouveaux clivages de la 'Révolution mondiale' sont-ils liés au développement et à l'action d'une 'élite mondialisatrice' ? », in. GOBIN Corinne, MATAGNE Geoffroy, REUCHAMPS Min, VAN INGELGOM Virginie (dir), *Être gouverné au XXIe siècle*, Academia-L'Harmattan, Louvain-La-Neuve, 2013, p. 70.
- LACLAU Ernesto, *La raison populiste*, Editions du Seuil, Paris, 2008.
- LACLAU Ernesto, MOUFFE Chantal, *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale*, Les Solitaires intempestifs Editions, Besançon, 2009.
- LAFONTAINE Oskar, « A better Europe is possible », entretien avec Leandros Fischer pour *Jacobin*, 30 mars 2015, <<https://www.jacobinmag.com/2015/03/oskar-lafontaine-interview-die-linke>>.
- LAMBERT Renaud, « Podemos, le parti qui bouscule l'Espagne », *Le Monde Diplomatique*, n° 730, janvier 2015, pp. 1 & 22.
- LAMBERTS Philippe, « La thérapie de choc exige l'opacité », *Le Monde diplomatique*, n°739, octobre 2015.
- LANDERWEHLEN Thomas, « Die Linke, l'émergence du nouveau parti de la gauche antilibérale allemande : une menace pour le SPD, un défi pour la gouvernabilité de la République fédérale », *Working papers* n°289, ICPS, Barcelone, 2010, <<https://www.icps.cat/archivos/WorkingPapers/WP289.pdf?noga=1>>
- LAPALOMBRA Joseph, WEINER Myron, *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, Princeton, 1966.
- LATCHOUMAYA Manuela, « Une crise, deux populisme », in. *Books*, n°85, septembre-octobre 2017.
- LAURENT Annie, DELFOSSE Pascale, FROGNIER André-Paul (dir), *Les systèmes électoraux : permanences et innovations*, L'Harmattan, Paris, 2004.
- LAVAU Georges, *Partis politiques et réalités sociales, contribution à une étude réaliste des partis politiques*, Librairie Armand Colin, Paris, 1953.
- LAVAU Georges, « Le Parti communiste dans le système français » in. *Le communisme en France*, Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques, Armand Colin, Paris, 1969, pp. 7-73.

- LAVAU Georges, *A quoi sert le parti communiste français ?*, Fayard, Paris, 1981.
- LEHINGUE Patrick, *Le vote*, Editions La Découverte, Paris, 2011.
- LESSARD Denis, « Derrière la montée de Québec Solidaire, les jeunes », *La Presse*, 25 septembre 2018, <[http://plus.lapresse.ca/screens/ed8b7bdb-77ce-47d1-8ebf-8ce9fcab95b1\\_\\_7C\\_\\_0.html](http://plus.lapresse.ca/screens/ed8b7bdb-77ce-47d1-8ebf-8ce9fcab95b1__7C__0.html)>.
- LEWIS Michael, *Le casse du siècle*, Points, Paris, 2012.
- LIEGARD Guillaume, « Mélenchon parti de la Gauche Européenne », *Regards*, 16 décembre 2013, <<http://www.regards.fr/web/Melenchon-parti-de-la-Gauche,7308>>.
- LIPSET Seymour M., ROKKAN Stein, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2008. Edition originale : *Cleavage structures, party systems, and voter alignments: cross-national perspectives*, The Free Press, 1967.
- LISI Marco, « New politics in Portugal: the rise and success of the Left Bloc », in. *Pôle Sud* 2009/1, n° 30, pp. 127-144.
- LISI Marco, « Portugal. Le Bloc de gauche, un acteur incontournable », *Grande Europe*, n°16, janvier 2010 – La Documentation française, <<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/d000560-portugal.-le-bloc-de-gauche-un-acteur-incontournable-par-marco-lisi>>.
- MAIR Peter, « Myths of Electoral Change and the Survival of Traditional Parties, the 1992 Stein Rokkan Lecture », in. *European Journal of Political Research*, n°24, 1993, pp. 121-133.
- MAIR Peter, « Le changement des systèmes de partis », in. *Revue internationale de politique comparée*, 2007/2, vol. 14, pp. 243-261.
- MANIN Bernard, *Principes du gouvernement représentatif*, Flammarion, Paris, 2012.
- MARCH Luke, *Contemporary Far Left Parties in Europe. From Marxism to the mainstream?*, Friedrich Ebert Stiftung, International policy analysis, November 2008, pp. 126-143.
- MARCH Luke, *Radical Left Parties in Europe*, Routledge, London, 2011.
- MARCH Luke, KEITH Daniel (eds), *Europe's radical left, from marginality to the mainstream?*, Rowman and Littlefield, New York, 2016.
- MARTEL Frédéric, « La gauche plurielle à la portugaise, un insolite ménage à trois », *Slate*, 7 avril 2016, <<http://www.slate.fr/story/116331/portugal-gauche-plurielle>>.

- MARTIN Pierre, *Comprendre les évolutions électorales, la théorie des réalignements revisitée*, Presses de Sciences Po, Paris, 2000.
- MARTIN Pierre, « Comment analyser les changements dans les systèmes partisans d'Europe occidentale depuis 1945 ? », in. *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 14, n°2, 2007, p. 264.
- MARTIN Pierre, « Le déclin des partis de gouvernement en Europe », in. *Commentaire*, n°143, 2013/3, pp. 542-554.
- MAYEUR Jean-Marie, *La vie politique sous la Troisième République, 1870-1940*, Seuil, 1984.
- MELENCHON Jean-Luc, FASSINA Stefano, KONSTANTOPOULO Zoe, VAROUFAKIS Yannis, LAFONTAINE Oskar, « Pour un plan B en Europe », tribune, *Mediapart*, 11 septembre 2015, <<https://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/110915/pour-un-plan-b-en-europe>>.
- MELENCHON Jean-Luc, *Le Hareng de Bismark*, Plon, Paris, 2015.
- MENESES Céline (dir), *L'autre gauche en Europe : unis, nous sommes plus forts*, Bruno Leprince, Paris, 2013.
- MICHELS Robert, *Les partis politiques, essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Flammarion, Paris, 1971. Première édition : 1911.
- MOREL Sandrine, « La corruption empoisonne la vie politique espagnole », *Le Monde*, 24 mai 2015.
- MOREL DARLEUX Corinne (dir), *18 thèses pour l'écosocialisme*, Bruno Leprince, Paris, 2013.
- MOSCHONAS Gerassimos, « L'Union européenne et les dilemmes de la gauche radicale. Réflexions préliminaires » in. *Transform!*, n°9, novembre 2011.
- MOSCHONAS Gerassimos, « Le premier ministre grec Alexis Tsipras veut inventer la 'social-démocratie radicale' », *LeMonde.fr*, 29 janvier 2015, <[http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/01/29/le-premier-ministre-grec-alexis-tsipras-reste-le-leader-d-un-parti-demagogique\\_4566183\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/01/29/le-premier-ministre-grec-alexis-tsipras-reste-le-leader-d-un-parti-demagogique_4566183_3232.html)>.
- MOURY Catherine, FREIRE André, « Austerity policies and politics: the case of Portugal », in. *Pôle Sud*, n°39, 2013/2.
- MOUFFE Chantal, *L'illusion du consensus*, Editions Albin Michel, Paris, 2016.
- MOUFFE Chantal, ERREJON Iñigo, *Construire un peuple, pour une radicalisation de la démocratie*, Editions du Cerf, Paris, 2017.

- MUDDE Cas, RIVORA KALTWASSER Cristobal, *Populism and (liberal) democracy: a framework for analysis*, *Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective for Democracy?*, Cambridge University Press, Cambridge, 2012.
- MUSSEAU François, « Après trois ans de troïka, le Portugal a la gueule de bois », *Libération*, 16 mai 2014, <[http://www.liberation.fr/futurs/2014/05/16/apres-trois-ans-de-troika-le-portugal-a-la-gueule-de-bois\\_1019168](http://www.liberation.fr/futurs/2014/05/16/apres-trois-ans-de-troika-le-portugal-a-la-gueule-de-bois_1019168)>.
- MUSSEAU François, « Au Portugal, trois femmes font bloc à gauche », *Grazia*, 4 février 2017, <<https://www.grazia.fr/news-et-societe/news/au-portugal-trois-femmes-font-bloc-a-gauche-843502>>.
- NACHTWEY Oliver, SPIER Tim, “Political Opportunity Structures and the Success of the German Left Party in 2005” in *Debatte*, volume 15, number 2 (august 2007).
- NEZ Héloïse, *Podemos, de l'indignation aux élections*, Les Petits Matins, Paris, 2015.
- NICHOLS Dick, « Portugal: Left Bloc in struggle to regain unity after convention », *Links International Journal of Socialist Renewal*, 13 décembre 2014, <<http://links.org.au/node/4195>>.
- NICHOLS Dick, « Portugal's Left Bloc: 'We are competing for left hegemony' », *Links International Journal of Socialist Renewal*, 2 août 2016, <<http://links.org.au/portugal-left-bloc-convention>>.
- Ó BROIN Eoin, *Sinn Féin and the Politics of Left Republicanism*, Pluto Press, London, 2009.
- OLSEN Jonathan, “The Merger of the PDS and WASG: From Eastern German Regional Party to National Radical Left Party?”, in *German Politics*, Vol.16, No.2, June 2007, pp. 205-221.
- OLSEN Jonathan, HOUGH Dan, KOß Michael (eds), *Left parties in national governments*, Palgrave Macmillan, New York, 2010.
- OSTROGORSKI Moisey, *La démocratie et l'organisation des partis politiques*, Fayard, Paris, 1993. Première édition : 1902.
- OVENDEN Kevin, *Syriza, Inside the labyrinth*, Pluto Press, London, 2015.
- PANEBIANCO Angelo, *Political parties : organizations and power*, Cambridge University Press, Cambridge, 1982.
- PEDERSEN Mogens N., « Towards a New Typology of Party Lifespans and Minor Parties », in *Scandinavian political studies*, Volume 5, Issue 1, 1982, pp. 1-16.
- PIKETTY Thomas, *Le capital au XXIe siècle*, Editions du Seuil, Paris, 2013.

- PINA Christine, *L'extrême gauche en Europe*, La documentation française, Paris, 2005.
- PLEYERS Geoffrey, CAPITAINÉ Brieg (dir), *Mouvements sociaux, Quand le sujet devient acteur*, Editions de la Fondation Maison des sciences de l'homme, Paris, 2016.
- POGUNTKE Thomas, WEBB Paul (eds), *The presidentialization of politics : a comparative study of modern democracies*, Oxford University Press, Oxford, 2005.
- POINSSOT Amélie, « Portugal, au pays de la gauche qui marche », *Mediapart*, 28 décembre 2017, <[https://www.mediapart.fr/journal/international/281217/portugal-au-pays-de-la-gauche-qui-marche?page\\_article=2](https://www.mediapart.fr/journal/international/281217/portugal-au-pays-de-la-gauche-qui-marche?page_article=2)> (accès restreint aux abonnés).
- RENDUELES Cesar, SOLA Jorge, « The Rise of Podemos: Promises, Constraints, and Dilemmas », *ResearchGate*, DOI: 10.1007/978-3-319-63432-6\_2, lignes 54-258.
- RENDUELES Cesar, SOLA Jorge, « Podemos and the Paradigm Shift », *Jacobin*, 13 avril 2015, <<https://www.jacobinmag.com/2015/04/podemos-spain-pablo-iglesias-european-left>>.
- REYNAUD Philippe, *L'extrême-gauche plurielle, Entre démocratie radicale et révolution*, Autrement, Paris, 2006.
- REYNIE Dominique (dir), *L'extrême gauche, moribonde ou renaissante ?*, Presses universitaires de France, 2008.
- RIHOUX Benoît, *Les partis politiques : organisations en changement, Le test des écologistes*, L'Harmattan, Paris, 2001.
- RODRIGUEZ-AGUILERA DE PRAT Cesaro, *Euroscepticism, Europhobia and Eucriticism, The Radical Parties of the Right and Left vis-à-vis the European Union*, P.I.E. Peter Lang, Brussels, 2013.
- RORI Lamprini, « L'ambition sans remords : SYRIZA et l'exercice du pouvoir », *in. Pôle Sud*, n°32, 2016/2.
- RORI Lamprini, « De la contestation au pouvoir, les ressorts de l'ascension électorale de Syriza », *in. Savoir/Agir*, n°32, juin 2015.
- ROSANVALLON Pierre, *Le Peuple introuvable. Histoire de la représentation démocratique en France*, Gallimard, Paris, 2008.
- ROSAS Fernando, « Le résultat du Bloc de gauche aux élections portugaises : une première analyse critique d'un de ses dirigeants », *Europe Solidaire Sans Frontières*, 7 juin 2011, <<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article21873>>.



- ROSAS Fernando, « La gauche radicale portugaise est l'une des plus fortes en Europe », entretien à Lisbonne le 30 juillet 2015 par Philippe Marlière, publié sur le site de *Regards*, 24 septembre 2015, <<http://www.regards.fr/des-verites-desagreables-par-philippe-marliere/article/fernando-rosas-la-gauche-radicale>>
- ROSE Richard, MACKIE Thomas T., « Do Parties Persist or Fail? The Big Trade-off Facing Organizations », in. Richard Rose, Thomas T. Mackie (eds), *When Parties Fail: Emerging Alternative Organizations*, Princeton University Press, Princeton, 1998.
- SARTORI Giovanni, *Partis et systèmes de partis, un cadre d'analyse*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2011. Edition originale : *Parties and party systems. A framework for analysis*, Cambridge University Press, Cambridge, 1976.
- SCARROW Susan E., WEBB Paul D., POGUNTKE Thomas (eds), *Organizing political parties*, Oxford University Press, Oxford, 2017.
- SEBAN Pablo, « L'expérience portugaise du 'Bloc de Gauche', entretien avec José Soeiro, membre de la direction nationale du 'Bloc' », *Que Faire*, 15 septembre 2009, <<http://quefaire.lautre.net/L-experience-portugaise-du-Bloc-de>>.
- SEGUR Philippe Ségur, PERIE-FREY Sarah (dir), *Internet et la démocratie numérique*, Presses universitaires de Perpignan, Perpignan, 2017.
- SEILER Daniel-Louis, *Les partis politiques en Occident*, Ellipses Editions, Paris, 2003.
- SEILER Daniel-Louis, *La méthode comparative en science politique*, Armand Collin, Paris, 2011.
- SEILER Daniel-Louis, *Clivages et familles politiques en Europe*, Editions de l'Université de Bruxelles, Bruxelles, 2011.
- SKLAIR Leslie, *The transnational capitalist class*, Wiley-Blackwell Publishing, Oxford, 2001.
- SOUSA Alda, « Le Bloc de gauche portugais, ni Syriza, ni Podemos », in. *ContreTemps*, n° 25 – 1er trimestre 2015, Syllepse.
- SPOURDALAKIS Michalis, « Left strategy in the Greek cauldron: explaining Syriza's success », in. *Socialist Register 2013: The Question of Strategy*.
- STAVRAKAKIS Yannis, KATSAMBEKIS Giorgos, « Left-wing populism in the European periphery: the case of SYRIZA », in. *Journal of Political Ideologies*, 19:2, 2014, p. 127, <<http://dx.doi.org/10.1080/13569317.2014.909266>>.
- SUNDQUIST James L., *Dynamics of the Party System: Alignment and Realignment of Political Parties in the United States*, Brookings Institutions, Washington D.C., 1973.

- TSAKATIKA Myrto, ELEFTHERIOU Costas, « The Radical Left's Turn towards Civil Society in Greece: One Strategy, Two Paths », *South European Society and Politics*, 2013, 18:1.
- TSUCHIYA Miyuki, « Le changement de la politique de l'énergie post-Fukushima au Japon : une articulation policy/politics ambiguë », in. *Revue internationale de politique comparée*, vol. 24, De Boeck Supérieur, 2017/1, pp. 51-75.
- VAN BIEZEN Ingrid, « The decline in party membership across Europe means that political parties need to reconsider how they engage with the electorate », The London Schools of Economics and Political science, <<http://bit.ly/YjotAq>>.
- VENTURINI Lionel, « Des quartiers séduits par Jean-Luc Mélenchon », *L'Humanité*, 25 avril 2017, <<https://www.humanite.fr/des-quartiers-seduits-par-la-jean-luc-melenchon-635238>>.
- WALL Derek, *The rise of the green left, inside the worldwide ecosocialist movement*, Pluto Press, New York, 2010.
- WEBER Max, *Economie et société, tome 1 : Les catégories de la sociologie*, Pocket, Paris, 2003. Première édition (en allemand) : 1914.
- WINOCK Michel, « Populismes français », in. *Vingtième Siècle*, octobre-décembre 1997, n°56, pp. 77-91.
- WINOCK Michel, « Il aurait été inconcevable, autrefois, qu'une femme puisse incarner l'extrême droite », interview dans *Le Monde*, 15 janvier 2011, <[https://www.lemonde.fr/politique/article/2011/01/15/il-aurait-ete-inconcevable-autrefois-qu-une-femme-puisse-incarner-l-extreme-droite\\_1465914\\_823448.html](https://www.lemonde.fr/politique/article/2011/01/15/il-aurait-ete-inconcevable-autrefois-qu-une-femme-puisse-incarner-l-extreme-droite_1465914_823448.html)>.
- ZANICHELLI Flora, *Mouvement 5 étoiles, pour une autre politique en Italie*, Editions des Accords, Castillon de Castets, 2013.